



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

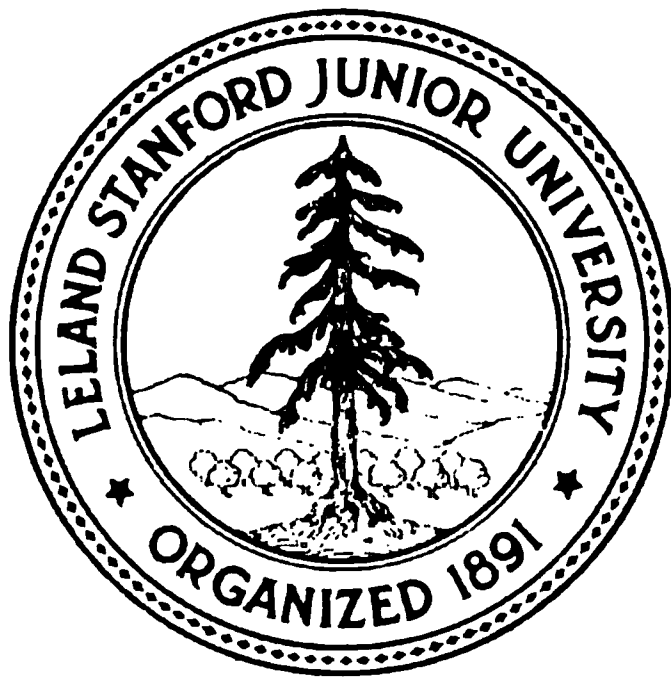
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

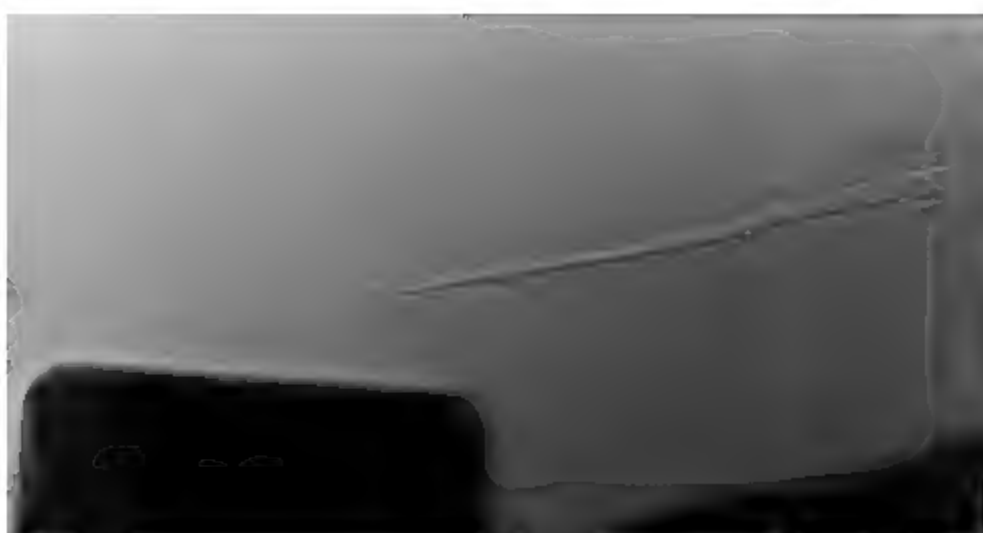
En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>





STANFORD UNIVERSITY LIBRARIES

3.5





HISTOIRE
DU
PARLEMENT DE TOULOUSE

CHATEAUX. — TYP. ET STÉRÉOTYP. A. MAJESTÉ

HISTOIRE
DU
PARLEMENT
DE TOULOUSE

PAR
M. DUBÉDAT, *Jean Baptiste*
ANCIEN CONSEILLER A LA COUR DE TOULOUSE

TOME PREMIER

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR
14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULIER, 13

—
1885

21

JN2429

T65D8

v.1

INTRODUCTION

Aux dernières années du dix-huitième siècle, le procureur général au Parlement de Paris, Armand Joly de Fleury, écrivait à Louis Riquet de Caraman, président à mortier au Parlement de Toulouse : « On oublie
« trop le passé. Pourquoi n'a-t-on pas encore publié
« une histoire de votre Parlement ? A votre Cour, je
« connais des magistrats, comme MM. de Rességuier,
« de Cambon, d'Aguin, de Catellan, de Pibrac, d'Aigues-
« vives et d'Avisard qui pourraient retracer le récit
« de tant d'événements si importants et si intéressants
« pour la province du Languedoc, et pour le royaume
« tout entier. Dites-leur d'y travailler : la vieillesse ar-
« rive vite ; c'est une voyageuse de nuit qui marche
« sans s'arrêter. Je voudrais bien lire un pareil livre
« avant de mourir. »

Ce vœu de Joly de Fleury ne fut pas entendu. A la veille de la Révolution, les Parlementaires, pressés de vivre et penchés vers l'avenir, se détournèrent du passé et ne songèrent pas à remonter aux origines de leur existence. Cette histoire du Parlement de Toulouse avait souvent tenté mon courage ; mais, en mesurant mes forces au fardeau, j'ai longtemps hésité à m'engager sous les voûtes ruinées de ce vieux Palais de

justice, autrefois rempli de tous les bruits de la vie, et qu'un chroniqueur du règne de Louis XIII comparait à une forêt vaste et sonore, tour à tour voilée d'une ombre recueillie et ébranlée par les tempêtes.

Rien n'a plus de charme, le poète Lucrèce l'a dit il y a bien des siècles, que de s'approcher des sources vierges et écartées où nulle lèvre humaine n'a puisé. Si, à certaines époques, il est imprudent de chercher la vérité et de la dire en face aux hommes vivants, on peut la laisser librement planer sur les siècles évanouis et les hommes couchés dans la tombe. J'ai voulu réveiller et ranimer aux clartés de la vie les Parlementaires de ce second et glorieux Parlement de France, ensevelis dans les plis de leur robe, et secouer la poussière qui couvre leurs traditions, leurs nobles travaux, leurs disputes sans cesse renaissantes, leurs triomphes et leurs défaites, leurs malheurs et leurs vertus.

Il y a, dans cette histoire, de grands et de tristes souvenirs. On sent courir, au travers des audiences, un large souffle de liberté et de patriotisme, et parfois un vent de violences, de révoltes et d'ardentes vanités. Ce Parlement était l'image même de la ville de Toulouse, avec la chaleur de son soleil, les mobilités de son climat, de ses tendresses et de ses haines, avec son sang prompt à s'enflammer et son amour des joies de l'esprit.

Parmi les grandes institutions de l'ancienne Toulouse, l'Église, le Parlement, le Capitoulat et l'Université, le Parlement s'élève au-dessus de l'Université, du Capi-

toulat et de l'Église, pareil à ces hautes montagnes des Pyrénées qui ferment l'horizon du côté de l'Espagne, et dont les cimes se dressent au-dessus des courbures de la chaîne. A Toulouse, qui a été surtout une ville se gardant et se défendant par les arrêts de la justice, le Parlement n'était pas seulement une puissance, comme dans les autres provinces du royaume ; il formait toute une société embrassant des légions de magistrats, d'avocats, de procureurs, de greffiers, d'huissiers, de clercs de la Basoche, d'officiers de robe longue et de robe courte, tout un peuple vaillant et hardi, épris des tumultes de la guerre et des combats de la parole, enorgueilli de la gloire parlementaire et ayant des racines profondes dans les classes diverses de cette grande cité, qu'en France on saluait du nom de Toulouse la savante et la sainte. Au Parlement, cette vraie patrie des hommes de robe, rayonnait un foyer d'intelligence et d'éloquence, éclairant d'une chaude lumière le souvenir de leurs aïeux, le berceau de leurs enfants, les luttes et les espérances de leur vie.

Par un étrange contraste, ces Parlementaires, parfois sortis de la bourgeoisie ou d'une souche populaire, se montraient, dans leurs solennelles audiences et aux jours des fêtes publiques, avec le chaperon à fourrure blanche des chevaliers, la simarre des chanceliers de France, la pourpre et l'hermine des rois et le mortier de saint Louis. Ils rendaient la justice dans les palais de la féodalité et siégeaient sur les fleurs de lys de la couronne.

Dédaigneux des sévères études des légistes, les seigneurs désertèrent, de bonne heure, les Parlements, tandis que les légistes prenaient les seigneurs en aversion. Ce fut la grande ambition de la noblesse de robe de dominer toujours la noblesse d'épée. Entre elles, il y a guerre ouverte. Les Parlementaires, apportant au Palais leur science, comme une force nouvelle, tiendront bientôt en échec les plus fougueux batailleurs du moyen âge, et ne tarderont pas à dépouiller les nobles du droit d'être jugés par leurs pairs et à les traduire à leur barre. On entendra, un jour, le duc de Rohan dire cette amère et mélancolique parole : « L'intérêt des
« longues robes l'emporta par-dessus les pairs du
« royaume. » Les présidents à mortier n'allaient-ils pas aussi refuser de céder le pas aux pairs et aux princes ?

C'est que l'hérédité des charges constituait aux Parlementaires une noblesse détestée par l'autre, achetée à prix d'argent, mais rehaussée par le savoir, l'austérité des mœurs et l'esprit d'indépendance. Dispensés, selon le mot de Jean de Coras, de mendier leurs charges à la porte des grands, ils ne sentaient pas trembler, en leurs mains, le sceptre et le glaive de leur justice. Devenue une sorte de fief de famille, cette justice des Parlements qui comptait aussi des noms d'une noblesse ancienne, marchait, la tête haute, devant les fiefs des seigneurs : la robe, à son tour, dédaignait l'épée. Pendant que tout s'altère ou se détruit, les grandes compagnies judiciaires ne relèvent que d'elles-mêmes et gardent leurs traditions de travail, de gravité et de fierté. De toutes

les institutions du royaume, elles sont alors la plus puissante et la plus française ; je ne le dis qu'après M. Rousse, qui en a parlé, un jour, en son langage d'un haut relief. On retrouve en elles la vive empreinte de notre caractère, du sentiment de notre importance, de notre libre parole et de nos généreux emportements.

Au fond, les rois n'aimaient ni la noblesse d'épée ni la noblesse de robe, parce qu'ils n'entendaient se soumettre à aucune supériorité morale ; mais le peuple prit parti pour les Parlements contre la noblesse. Au milieu de ces mêlées d'ambition, de rivalités et de froissements d'une variété infinie, on ne doit pas s'étonner de voir les Parlements se jeter dans les agitations de la politique. A défaut de leur amour de domination, la force des choses et de l'inévitable destinée les y entraînait. Loin d'aller à la politique, la politique allait à eux, montait sur leurs sièges et leur faisait violence. A ces époques confuses et guerrières, la presse n'existant pas, le roi étant loin et l'État n'ayant pas de représentation nationale, le Parlement devait veiller au salut de la province et attirer à lui les attributions politiques, sujet de surprise pour nous. L'unique élément de contrôle, de conseil, de limite et d'opposition n'était que dans les Parlements. Les rois ne convoquant plus les États généraux, les grandes compagnies judiciaires prirent leur place et furent les soutiens les plus fermes de la royauté et de l'unité françaises. Ne disait-on pas, au dix-septième siècle, que les Parlementaires étaient vraiment les rois de la nation ?

Du haut de leurs bancs de velours, ils écoutaient toutes les plaintes, protégeaient toutes les faiblesses et châtiaient toutes les iniquités. A leurs pieds, se débattaient, chaque jour, les intérêts de leur société tourmentée et comme les derniers tressaillements des passions des hommes. Sans s'effrayer des menaces de la couronne ou des colères du peuple, et sans s'attrister des revers de fortune, ils bravèrent les émeutes, la prison, l'exil ou la mort, et consacrèrent à jamais, sous le signe immortel de la main de justice, le droit d'appel confié à leur conscience, inconnu de l'ancien monde et imposé par la conquête. Leur Palais fut à la fois un refuge de résistance et un asile d'altières vertus, de savoir et de liberté.

Certes, ils auraient mieux travaillé au progrès de la législation, de la philosophie et du droit, en restant dans l'enceinte du Palais ; mais ces serviteurs de la justice croyaient sauvegarder les franchises de leur pays, en opposant à la royauté, non des barricades, ainsi qu'on l'a dit légèrement, mais des barrières à ses volontés et à ses caprices. Si, à des heures douloureuses et dans cette contagion de la politique, ils se laissèrent aveugler par les passions de parti, ce fut la faute de leur temps et des événements, plus que d'eux-mêmes. Ces intrépides fondateurs de l'ordre civil, en France, associèrent leur existence à tant de choses, qu'il ne faut pas trop leur reprocher d'avoir suivi des routes trompeuses et délaissé le droit chemin.

Ce sera leur éternel honneur d'avoir, à des périodes

de crise nationale, défendu la fortune de la couronne, avec plus de courage et de constance, que la couronne elle-même, et soutenu le peuple dans ses afflictions et ses détresses. Aucun Parlement, plus que celui de Toulouse, n'eut le souci des déshérités de la fortune et n'aida, de plus d'énergie, la monarchie à affermir la paix du royaume : il eut toujours la haine de l'arbitraire et condamna partout les violences, qu'elles éclatassent au Louvre, dans les châteaux ou dans la rue. Obéissant aux inspirations d'un sentiment patriotique, il était, de même que les autres Parlements, organisé pour tout entreprendre et tout oser dans l'intérêt de l'État. Ils n'en ont pas moins été, les uns et les autres, attaqués à outrance par les frondeurs de tous les régimes et par les âmes révolutionnaires qui poussaient au renversement de ces justiciers redoutables.

Ceux qui les ont injustement accusés d'avoir entravé le pouvoir royal n'ont pas assez lu dans leur conscience ; leur popularité a subi, selon les inclinaisons de soleil, des disgrâces croissantes ou décroissantes, jusqu'à leur dernier jour. C'est le sort des puissances d'être combattues : je n'ai jamais pensé que le Parlement de Toulouse ait été sans reproches et je sais qu'il a, parfois, oublié cette maxime de La Rocheffavin où se reflète l'image idéale du parfait magistrat, éloigné des rumeurs du monde : « Il faut que les magistrats ressemblent à l'olive qui déteste et l'ombre et l'odeur et le voisinage de la vigne. » Mais quelle institu-

tion, en notre nation toujours troublée, pourrait jeter aux autres la première pierre ?

Le Parlement de Toulouse peut, sans craindre les sévérités de notre siècle, se relever de terre et se mettre en pleine lumière, dans cette vieille province du Languedoc qui se glorifiait et se couronnait de ses arrêts. Les autres Parlements et le premier de tous, celui de Paris, ne lui rendaient-ils pas, au rapport de du Vair, ce magnifique hommage, qu'il représentait un sénat plein d'intégrité, de désintéressement et de superbes aspirations ?

A la différence du Parlement de Paris qui dût, en grande partie, son illustration aux événements de la politique, celui de Toulouse arriva à la conquête de la politique et de la renommée, par la vigueur et la science de ses arrêts, qu'il prononça de loin en loin, au milieu de la foudre et des éclairs, en des journées orageuses qui resteront comme l'âge héroïque de son histoire. Au travers d'une société en fermentation et en désordre, il conserva comme une religion, ses règles d'honneur et de droiture d'âme. S'il y eut des taches à quelques robes rouges, c'est que, malgré leur éclat, elles n'en appartenaient pas moins à la fragile humanité. On ne doit pas juger une compagnie judiciaire au bruit que font quelques chutes retentissantes. Quand on dégage de cette histoire les services rendus à notre pays par le Parlement de Toulouse, on ne peut s'étonner du long et profond respect dont il était environné.

En essayant de renouer la chaîne des temps, j'ai

voulu payer ma dette à la magistrature d'autrefois et m'éloigner des tristesses présentes. De graves enseignements se découvrent d'ailleurs dans la vie laborieuse de ces ancêtres et dans le rude enfantement de leur état social. On n'aura pas de peine à croire que cette histoire du Parlement de Toulouse m'a coûté de patientes recherches, de nombreuses veilles et de difficiles travaux. La loi du travail étant divine, je me suis efforcé de tracer mon sillon.

Je n'ai pas eu sous la main les registres secrets des Parlementaires toulousains, ces registres mystérieux qui recélaient tant de délibérations, dont le bruit ne dépassait guère le seuil de la grand'chambre ou de la chambre Dorée. Ils ont été emportés, au moment de la Terreur, par quelques parlementaires, réfugiés en Espagne. Les pages en ont été sans doute déchirées ou brûlées, et s'il en reste quelques débris, ils dorment, perdus dans un coin obscur d'une ville espagnole. Par les chroniqueurs et les pamphlétaires, on connaît, en substance, les plus graves décisions de ces séances à portes closes. Mais j'ai eu sous les yeux le vieux Catel, l'annaliste de Rozoi, Lafaille tournant un peu à tous les vents, se mettant toujours du côté du plus fort et étant un écho plus qu'une voix, les bénédictins dom Claude de Vic et dom Vaissette et leurs continuateurs, La Rocheflavin « qui se peina bien des années, à fouiller le passé », le procureur Gabriel Cayron, les arrêtistes Géraud de Maynard, Simon d'Olive, Catellan, Cambolas, Laviguerie, de savantes et curieuses notices de MM. Astre, Fons, Be-

nech, Vaïsse-Cibiel, Gatien-Arnoult dont le savoir se rajeunit dans la plus verte vieillesse, Cambon de Lavallette et de tant d'autres qui ont été, pour moi, des hôtes ingénieux et généreux dont on garde un souvenir reconnaissant après un long voyage.

J'ai recherché la vérité dans des recueils sans nombre, d'édits, de déclarations et d'ordonnances ; je ne puis nommer tous les mémoires, les dissertations, les traités et les chroniques dont j'ai lu les feuilles jaunies et effacées par le temps. J'oubliais les manuscrits : les journaux des greffiers Malenfant et Lacombe, précieux entre tous, et l'histoire ébauchée par le père Lombard, venu le dernier, professeur au collège des jésuites de Toulouse, couronné douze fois aux fêtes poétiques de Clémence Isaure, mort en 1773, et dont la main diligente avait rassemblé bien des documents dispersés. De sa gerbe, il faut, à tout moment, enlever l'ivraie et les folles herbes ; il faut aussi y éclairer bien des côtés restés dans l'ombre. Je n'ai rien à dire du livre de M. de Bastard qui, sous le titre ambitieux, *Les Parlements de France*, n'a vraiment écrit que l'histoire de sa maison. Il n'a pas connu les trésors enfouis aux archives de la Cour de Toulouse où, avec tant d'érudition, l'ordre a été rétabli dans les décisions de la justice, en Languedoc, si touffues et si serrées, pour parler comme Malenfant. Je serais bien ingrat de ne pas remercier, de leurs bienveillantes inspirations, les deux académies de Législation et des Jeux Floraux.

. Je n'ai pas surchargé de notes le bas de mes pages :

un jour, je publierai un recueil de pièces justificatives avec les noms de tous les Parlementaires; j'ai presque toujours fondu, dans mon récit, les noms des annalistes, des historiens et des chroniqueurs auxquels j'ai emprunté leurs impressions et leurs souvenirs. J'en ai emprunté enfin à un savant et doux esprit qui vient de s'éteindre brusquement, en nous mettant tous en deuil, et dont l'éloge se trouve dans ce vers du poète Ménandre : « Il
« aima de la même inclination et du même souci, la
« science, les lettres et le bien public. » Sans lui, je veux dire sans M. le président Sacase, qui ne s'est jamais lassé de m'aider et de m'encourager, je me serais peut-être égaré dans cette histoire qui remonte aux premiers siècles chrétiens et qui s'achève à l'abolition des Parlements et au pied des échafauds de la Révolution.

Quand on a vécu plusieurs années avec ces lointaines générations de Parlementaires, on finit par croire que nous sommes, par-dessus tout, un peuple judiciaire, ayant mieux qu'un autre la jalouse passion du droit et de la loi. A ce spectacle de tant d'agitations, de secousses et de retours inouïs, de malheurs et de fortune, on entrevoit encore cette vérité que les révolutions passent sur la tête des magistrats, en les atteignant quelquefois, sans qu'ils aient jamais désespéré du jour des réparations. Les hommes disparaissent, les monarchies et les démocraties tombent, les réformes impures s'affaissent d'elles-mêmes : seule, la grande et véritable justice ne meurt pas.

En dehors de ces consolantes espérances, je ne puis

dire les joies intérieures qu'on éprouve à revoir, de près et sous leur rayon, ces austères et souriantes figures de Parlementaires en robe de pourpre et en manteau d'hermine, d'avocats et de procureurs en robe noire, et de clerks de la Basoche, les uns montant sur leurs sièges, les autres courant de chambre en chambre, les sacs des procès suspendus à leur ceinture, ou se groupant sous l'orme légendaire de la cour du Palais. De leurs lèvres scellées par la mort, il m'a semblé souvent entendre l'accent de leur voix.

Pour comprendre leurs pensées et ressaisir leur existence, je n'ai pas eu la plume d'ivoire que le chancelier d'Aguesseau exigeait de ceux qui tentaient une entreprise aussi périlleuse. J'aurai été, du moins, un homme de bonne volonté, et si je n'ai écrit que sur le sable et sur la poussière, les Parlementaires me pardonneront beaucoup, je l'espère, parce que je les ai beaucoup aimés.

Toulouse, le 11 novembre 1884, jour de la Saint-Martin d'hiver.

HISTOIRE DU PARLEMENT DE TOULOUSE

CHAPITRE PREMIER

Le quatrième siècle. — La vieille Toulouse. — Le droit écrit et les lois romaines. — Premières assemblées de justice à Toulouse. — Les comtes de Toulouse. — Le roi Louis le Débonnaire. — Les comtes palatins. — La justice des comtes de Toulouse. — Guerre des Albigeois et Simon de Montfort. — Le comte Alphonse. — Le roi Philippe le Hardi et la réunion du comté de Toulouse à la couronne. — La justice à cette époque. — Arrêts rendus par la cour instituée par Philippe le Hardi. — Ordonnance de Philippe le Bel. — Le Parlement en 1303. — Son installation par le roi. — Erreurs des annalistes. — Origine du droit d'enregistrement. — Charles VI. — Lettres patentes du dauphin en 1420 érigeant le Parlement de Toulouse en cour souveraine. — Arrêts de ce Parlement. — Le président Dominique de Florence. — Mort de Charles VI. — Cérémonie des funérailles au Parlement. — Les parlementaires de ce temps. — Charles VII. — La peste. — Le Parlement à Poitiers. — Les bandes de routiers. — Réunion à Poitiers des deux Parlements de Paris et de Toulouse. — Rétablissement du Parlement à Toulouse en 1443. — Les membres de ce Parlement. — Ressort du Parlement. — Séparation définitive des deux Parlements de Paris et de Toulouse.

Le quatrième siècle, qui a été l'âge d'or des lettres chrétiennes, n'a pas été sans éclat dans l'administration

de la justice du midi de la Gaule. Tandis que l'Église se fonde et que la religion nouvelle se répand de ville en ville et de climat en climat, comme la lumière du soleil, par des teintes croissantes, la justice garde encore son empreinte romaine dans les provinces conquises qui s'étendaient du Rhône à la Garonne et des Pyrénées aux Cévennes. C'était la coutume séculaire des victorieux de Rome d'imposer leur langue, leurs usages et leurs lois aux nations vaincues. A défaut de ses dieux qui s'en vont, le génie romain donne aux provinces méridionales de la Gaule sa législation souveraine et force, jusqu'au moyen âge, les fils des Barbares et des Francs à s'asseoir dans les écoles et sur des sièges de la justice pour y pâlir sur les textes latins.

A cette époque agitée et confuse où il semblait que toute civilisation allait finir, on vit se lever dans une aube éblouissante deux civilisations à la fois, l'une païenne et l'autre chrétienne : chacune avec ses doctrines ses lois et ses tendances littéraires. La Gaule va étonner le monde romain et arracher au vieux Caton ce cri fameux qu'elle est la patrie des hommes épris de l'amour des batailles et de l'amour de l'éloquence. La ville de Toulouse, que le poète Martial saluait du nom de cité palladienne et dont l'origine se perdait dans la nuit des temps, garde son indépendance et ses franchises au travers de la conquête romaine, se gouverne par ses propres lois, décide de la paix ou de la guerre, livre son forum au peuple qui y parle, à grand bruit, des affaires de la cité et forme une sorte d'état propre au milieu des provinces de l'empire des Césars. Sur ce sol généreux, la féodalité et la liberté, si ombrageuses partout, se

donnaient la main et ouvraient leur Capitole aux consuls ou capitouls sortis des châteaux ou des maisons d'artisans et de bourgeois, animant et agitant la ville avec un esprit de fière nationalité qui a été l'honneur de leur vie. Au moyen âge, Toulouse prendra hardiment le nom de république Toulousaine, n'entendant pas se courber sous le joug de la puissance féodale et ne s'inclinant que sous la main glorieuse de ses comtes, de même que les républiques d'Italie sous la main protectrice des doges. A la chaleur de son soleil, tout germait et tout éclatait sur cette terre féconde : la poésie, la science, la foi chrétienne, les arts, la bravoure, la grâce et l'esprit et l'emportement des passions. On y dédaignait la vieille maxime féodale : nulle terre sans seigneur. Les terres du Languedoc étaient libres et de franc alleu. Déjà, au quatrième siècle, le poète Ausone, qui allait retrouver une corde de la lyre latine rompue depuis la mort de Lucrèce, s'acheminait de Bordeaux, sa patrie, vers les écoles de Toulouse où il achevait ses études et célébrait, dans une poésie sonore, le barreau de cette cité de Minerve. N'a-t-il pas dit aussi avec Sidonius que les justiciers de Toulouse formaient le premier sénat de l'Europe en matière de droit écrit ?

Le droit écrit et les lois romaines auraient sombré dans l'invasion des rois Visigoths, si Placidie, femme d'Ataulphe et fille de Théodose le Grand, ne les avait soutenus de sa douce et forte main. Ils flottèrent, quelques années, à tous les vents de la conquête ; mais ni les rois francs, ni les rois barbares ne s'inquiétaient guère des choses de la justice. Le jour où Charlemagne monta sur le trône, les lois romaines reprirent leur em-

pire ; il disait d'elles qu'elles étaient les maîtresses et les reines de toutes les lois et il les imposa pour règles aux Placites ou Parlements qui se tenaient dans les provinces par l'autorité des capitulaires. C'est peut-être en songeant aux belles harangues des avocats de ces assemblées de justice qu'il s'écriait un jour : « C'est plaire à Dieu que de bien vivre ; mais c'est lui plaire aussi que de bien parler. »

Ces assemblées de justice organisées par Charlemagne et présidées par lui peuvent-elles bien s'appeler les Parlements ? Elles n'étaient composées que d'abbés, de comtes, de ducs et de barons qui ne jugeaient que les plus importantes affaires du royaume et les querelles des grands vassaux de la couronne. Comment se jugeaient les procès des nobles, des vassaux et du peuple ? La féodalité en faisant reculer, d'année en année, la puissance romaine, pénétra dans l'organisation judiciaire. Elle établit la justice seigneuriale et fit de chaque seigneur un juge des villes et des villages attachés à son donjon. Les seigneurs trop occupés à se battre abandonnèrent ces charges de justice à des viguiers qui prirent enfin, selon les pays, les noms de châtelains, baillis, juges et vicomtes. On eut ainsi les jugeries, les vigueries, les châtelannies et les bailliages. A Toulouse, les viguiers étaient officiers des comtes et des grands vassaux de la couronne, hommes d'épée, bien plus que de robe. La haute noblesse ne tarda pas à dédaigner ces emplois qui finirent par devenir le partage des seules familles de robe.

De même que les rois avaient un sénéchal ayant droit de justice, les comtes de Toulouse eurent leurs séné-

chaux, toujours choisis dans la noblesse, pour juger les procès des vassaux et des nobles et pour réformer les sentences rendues par les justices inférieures. A côté des sénéchaux étaient les juges d'appaux auxquels les comtes réservèrent la connaissance des affaires jugées par les viguiers, les juges royaux ou bannerets, et de tous les petits procès qui devaient avoir les sénéchaux pour juges du second degré de juridiction. Tout ce monde de magistrats nés du souffle de la féodalité, dispersé dans les villes, les campagnes et les faubourgs, se rattachait de proche en proche et par le droit d'appel au comte et au suzerain.

On ne pouvait appeler des sentences du comte que devant le roi ; mais le roi était toujours à la guerre et les procès traînaient en longueur. Les rois, pressés par les plaintes du peuple, choisirent, parmi les justiciers de ces époques lointaines, les hommes les plus versés dans la science des lois, et les instituèrent juges, en dernier ressort, de tous les procès. Ces assemblées nouvelles allaient être les Parlements.

Il ne faudrait pas croire que le berceau du Parlement de Toulouse ait été abrité sous la bannière de ses comtes ; ce serait lui enlever la gloire de sa royale origine. La ville de Toulouse, devenue la capitale du royaume d'Aquitaine fondé par Charlemagne pour Louis le Débonnaire, fut à la fois le trône de la puissance royale et le siège de la justice. Dans les années 790 et 798, le roi y tint une cour plénière ou un Parlement. Il y rendit la justice en personne et délégua parfois son autorité à ses chanceliers et à ses comtes palatins. Les comtes et les envoyés de l'empereur Charlemagne, *missi dominici*, ne franchissaient pas

les limites du royaume d'Aquitaine ; ils s'arrêtaient aux confins de la Gaule Narbonnaise. Toulouse avait sa justice indépendante et ne relevait que du roi d'Aquitaine.

En l'absence du roi, les comtes palatins perpétuèrent autour d'eux une cour de justice où se décidaient les affaires criminelles et civiles de ce royaume. Il ne paraît pas qu'on pût relever appel de leurs décisions à la cour des pairs de France, les comtes de Toulouse étant vassaux de la couronne, et leur autorité n'étant qu'un apage de la souveraineté royale. De loin en loin, les rois, jaloux de montrer au peuple que toute justice émanait de la couronne, faisaient dresser leur siège de justice à Toulouse, afin d'affaiblir et d'effacer la puissance des comtes. La chronique de Bardin, dont il faut souvent se défier, l'atteste et entre dans les détails de la tenue des Parlements par les rois aux années 1031, 1122, 1138, 1194, en citant les noms des archevêques, des évêques, des abbés et des jurisconsultes, groupés autour du prince. Ce sont là ces cours de justice, brillantes à la fois et passagères, qu'on a prises pour les Parlements, et qui n'étaient qu'une institution tour à tour élevée ou abolie par la volonté des rois.

Avec le temps, les comtes de Toulouse ardents à toutes les conquêtes voulurent exercer un droit régulier de justice souveraine et entrer en rivalité judiciaire avec les rois de France. Ils étaient d'ailleurs enhardis et soutenus par le peuple, trop éloigné de Paris pour porter des différends à la cour d'une ville séparée de la Garonne par tant de fleuves, de plaines et de montagnes et dont il ne connaissait ni la langue, ni les lois, ni les usages, ni

les mœurs. Entre le pays de la langue d'oc et le pays de la langue d'oïl, il y avait alors tout un monde.

On vit, en ce temps-là, les comtes tenant leur cour de justice dans les villes d'Aquitaine, à l'imitation des rois de France. Ce n'est qu'après s'être lassés de rendre la justice qu'ils chargèrent les viguiers de cette mission, en se réservant l'appel de leur décision. Ils eurent même leur chancelier. Un d'eux fut ce chevalier Pierre Fucoldi dont le fils devint pape sous le nom de Clément VI. Le comte de Toulouse le plus fier de son titre de justicier a été Alphonse Jourdain duc de Narbonne et marquis de Provence. La croisade entraîna les comtes vers la Palestine ; mais une chronique de ce temps le dit avec candeur, les procès renaissent toujours et survivent à la paix et à la guerre ; elle ajoute que pour les plaider il y eut toujours des hommes éloquents et savants à Toulouse, et qu'on retrouve la trace de cette éloquence du barreau dans une lettre où Pierre le Vénérable, abbé de Cluny en 1147, vante les plaidoyers des avocats au Capitole et au tribunal royal. De là, cette assertion des chroniqueurs qu'il y avait alors deux grande juridictions à Toulouse, celle du comte et celle du roi. Pendant la suzeraineté des comtes, vers l'année 1207, on vit se former un Parlement ou, pour mieux dire, un plaid, *placitum*, qui rendit des arrêts compilés, au dire d'Aufréry, par les trois conseillers clercs Arnaud de Montagu, Laurens Vicini et Jean de Vesenna.

On perd de vue ces commissions judiciaires dans la confusion et le tumulte de la guerre des Albigeois. Les procès ne se tranchaient guère que par l'épée. Les victoires de Simon de Montfort firent leur brèche au

droit écrit par l'inféodation de quelques villes à la coutume de Paris. De sa main armée du gantelet de fer, ce superbe et farouche capitaine, sombre au milieu des plaisirs et souriant parmi les épées et les haches d'airain, déchirait la législation romaine, selon la volonté des évêques, des abbés et des inquisiteurs dont il s'entouronnait sous la tente ; mais le génie des mœurs latines ne tarda pas à réagir contre ces victoires féodales. Cette terre allodiale, couverte de communes libres comme les provinces d'Italie et de Flandre, retrouvait vite ses lois écrites protégées par ses comtes et respectées par la couronne de France.

Le comte Alphonse s'étant retiré dans son duché de Valois, c'est là ou dans son palais de Paris qu'il fallut porter les procès évoqués devant son Parlement. Le peuple de Toulouse en était attristé et humilié. Cette ville savante à laquelle les rois avaient donné le titre glorieux de ville royale se voyait ainsi découronnée ; la justice municipale et populaire des capitouls se révolta contre le comte. Ces capitouls, qui se rattachaient aux curiales de l'empire romain par une chaîne illustre, avaient un sang guerrier dans leurs veines. Par un privilège séculaire, ils partageaient, avec le viguier, le premier degré de juridiction en matière civile et ils lui enlevèrent bientôt le jugement des affaires criminelles qui leur fut plus tard repris par le Parlement.

Ils protestèrent contre ces évocations au Parlement du comte et revêtirent leurs sentences de l'autorité des arrêts souverains. Le comte irrité leur écrivit une lettre rude et fière ; mais les capitouls lui répondirent par des remontrances à la fois hautaines et suppliantes. Son

âme douce et pieuse éclairée par une sage politique s'apaisa et il envoya à Toulouse son viguier, des baillis et des auditeurs pour recevoir les requêtes, statuer sur les procès sans importance et renvoyer les affaires graves au prochain Parlement de Monsieur Alphonse de France. Ce n'est qu'à la veille de sa mort, en l'année 1271, qu'il promit à la ville de Toulouse de lui rendre une cour de justice. C'est l'année où le roi Philippe le Hardi réunit le comté de Toulouse à la couronne, en déclarant expressément que ce pays serait gouverné par le droit écrit.

Philippe le Hardi fait son entrée à Toulouse le 25 mai 1272 ; mais le temps s'écoule sans amener cette renaissance du Parlement sans cesse attardée. La cour du Parlement établie à Paris est le seul Parlement de France, et juge tous les procès de la province du Languedoc où elle envoie parfois des commissaires qui s'assemblent à l'abbaye de Sorèze en 1273 sous la présidence de Lancelot d'Orgemont, et de 1277 à 1279, à Toulouse où un registre de leurs arrêts, si l'on en croit Catel, fut longtemps gardé par le bureau de la grand'chambre, attaché par une chaîne de fer, et un autre par les capitouls. Ces commissaires allèrent, en 1291, à Carcassonne sous la présidence de Pierre d'Arablai, plus tard cardinal et chancelier de France, appelé *Primus et magnus magister regis* par les évêques de la province, les docteurs et le baron qui siégeaient avec lui, et enfin à Montpellier, en 1293, selon la chronique de Bardin. Le Parlement de Paris gardait encore sa chambre de droit écrit ou chambre de Languedoc, où les affaires de cette province étaient appelées, au rapport de Choppin, le 25 juillet de chaque année.

Par lettres patentes de l'année 1280, Philippe le Hardi avait déclaré qu'afin d'épargner à ses sujets les fatigues et les dépenses de longs voyages, il envoyait dans le pays de Toulouse des hommes de grande science pris dans son conseil : Pierre, archidiacre de Saintes, Thibaud, doyen de Bayeux, et Pierre, doyen de Saint-Martin de Tours, pour y entendre et juger les procès qu'on aurait portés devant lui-même. Ces trois commissaires du roi s'associèrent des clercs et des laïques comme assesseurs. Leur juridiction s'étendait aux sénéchaussées de Toulouse, de Carcassonne, du Périgord, du Rouergue, du Quercy et de Beaucaire, qui prirent à ces époques reculées et en se groupant ensemble, le nom de province du Languedoc. Les états de la province payèrent ces lettres patentes du roi de cinq mille moutons d'or, cette monnaie où était gravé l'agneau qui est passé dans les armes de Toulouse. On ne doit pas s'étonner de voir trois hommes d'église appelés ainsi à juger des affaires civiles : les seigneurs et les barons comptaient alors au nombre de leurs titres de noblesse leur ignorance profonde et tiraient vanité de ne savoir signer que du pommeau de leur épée. Ce préjugé qui tenait à un reste de barbarie, n'était pourtant pas aussi répandu qu'on pourrait le croire; on vit des chevaliers et des hommes d'état assister au divers Parlements du Languedoc, mais ils se perdaient dans la multitude des abbés et des prieurs.

Cette cour, instituée par Philippe le Hardi, le jour de la Chaire de Saint-Pierre, 18 janvier 1279, huit ans après la réunion du comté de Toulouse à la couronne, commença ses séances le mercredi après l'octave de Pâques de l'année 1280. Dans le rôle des procès, les causes des pauvres

tenaient le premier rang ; celles qui intéressaient le prince ne venaient qu'au second rang ; celles de l'église avaient le troisième rang ; les affaires des particuliers étaient les dernières. Ce Parlement n'eut que des sessions rapides, disparaissant et reparaissant par intervalles.

Simon d'Olive, en ses notables *Questions de droit*¹, a recueilli un arrêt de ce Parlement rendu en 1288, rédigé en langue latine et en forme de mandement royal, enjoignant au sénéchal de Carcassonne de faire exécuter les ordres du roi qui astreignaient les clercs possédant des terres ou bénéfices de la communauté de Béziers à participer à la reconstruction des murs, fossés et remparts des villes où ils habitaient. Les magistrats qui concoururent à cet arrêt étaient Bertrand de Montaigu, abbé de Moissac, docteur en décrets, un des plus savants jurisconsultes de son temps, Laurent de Voisin, chanoine de Paris, Pierre de la Chappelle, chanoine de Chartres, Gilles Camelin, chanoine de Meaux, et Pierre de Blanasque, chevalier du roi. Le Parlement tint ses plaids jusqu'en 1291, époque à laquelle Philippe le Bel, en son Parlement de la Toussaint, créa une commission de magistrats destinée à expédier les requêtes et les causes des pays de droit écrit, et qui fut abolie par ordonnance de 1302 réformant la justice et instituant un Parlement à Toulouse.

On perd la trace de ces compagnies judiciaires jusqu'à la mort de Philippe le Bel, en 1314. On sait seulement qu'au moment de leur réunion, les rois leur envoyaient des présidents, que les membres de ces assemblées de justice renouvelaient leur serment toutes les fois qu'ils

1. Livr. I, chap. 18.

rouvraient leurs séances et que le plus savant était Bertrand de Montaigu, chargé par Philippe le Hardi de la rédaction des coutumes et des lois de la police de Toulouse et mis par Philippe le Bel au nombre des conseillers du grand et secret conseil de la couronne. Les chroniques ont conservé les noms de Gilles Camelin, chanoine de Meaux, de Jean de Fontaines, du chevalier Pierre de Flotte, d'Aimery, abbé de la Paix, de René de Montréal, clerc de Laon, de Guillaume de Taluca, clerc d'Orléans et de Jean Dufourc, clerc de Paris. Le gentilhomme, Pierre d'Arablai, est désigné, dans une chronique, comme un des premiers présidents de ce Parlement.

Sous ce règne de Philippe le Bel, âme violente et despotique, l'armée des sénéchaux, des baillis et des procureurs se répand dans le royaume. Le roi rompt tous les préjugés et marche sur tous les obstacles ; il s'attaque aux puissances de son temps et oppose aux seigneurs les légistes pris dans la bourgeoisie et accoutumant le peuple à plier devant leur justice. Le démembrement de la propriété féodale va commencer ; la noblesse de robe se lève contre la noblesse d'épée et, pour parler le langage de Mirabeau, de cette époque date la lente conquête de la province par l'écritoire. A la mort de Philippe le Bel, les légistes seront refoulés par la féodalité victorieuse ; mais à la mort de Louis X, Philippe V relèvera la bannière bourgeoise des légistes.

Parmi les arrêts rendus par les Parlements, il en est qui ont été sauvés de l'oubli et qui ont surnagé dans ce naufrage des siècles : l'arrêt rendu contre Amalric, fils du vicomte de Narbonne, qui se faisait justice à main armée, au mépris des lois du royaume et des excommu-

nications de l'église ; l'arrêt contre les capitouls qui avaient violé le droit d'asile de l'église de Nazareth, en y faisant saisir un malfaiteur appliqué ensuite à la question ; l'arrêt contre les clercs de Béziers pour les obliger à contribuer aux réparations des murailles de leur ville démantelée, et la sentence rendue sous la présidence du célèbre Pierre de Flotte « tenant le Parlement pour le roi », contre le comte de Foix, usurpateur des prérogatives royales. Le père Lombard, dans son *Histoire du Parlement de Toulouse*, s'est arrêté, un moment, devant cette originale figure de Pierre de Flotte qu'il a dessinée d'un trait vif et ferme : « Savant jurisconsulte, guerrier intrépide, négociateur intelligent, il sut être un courtisan agréable malgré sa laideur, car il était borgne et très mal fait. Il eût racheté plus avantageusement les défauts de sa figure par les qualités du cœur ; mais il était avare, violent, dur, et le créateur de ces impôts qu'on appelle maltote et qui mirent les Flamands au désespoir ; d'ailleurs utile aux événements du règne de Philippe le Bel qui le fit chancelier de France et général dans les armées où il périt, les armes à la main, à la bataille de Courtray. » Et le père Lombard ajoute : « Le premier magistrat dans la mêlée, sous la cuirasse et le casque, cela révolte nos idées, au dix-huitième siècle. »

Le Parlement sédentaire à Toulouse depuis Philippe le Hardi reprit, en l'année 1291, ses audiences souvent interrompues par l'évocation de bien des procès devant le Parlement de Paris, les grande affaires ne pouvant guère se décider dans cette terre passionnée du Languedoc. qui gardait la trace de tant de révolutions.

Il cassa la nomination d'un juif au capitoulat, comme outrageante envers la religion chrétienne et contraire aux lois du royaume. A partir de cette époque, les audiences sont suspendues ; les dépenses de la guerre ne permettaient plus de fournir aux Parlements l'argent nécessaire au service de la justice, et le roi qui recourut à la ressource dangereuse de l'altération des monnaies, songeait même à supprimer le Parlement de Toulouse. Des plaintes s'élevèrent de tous côtés ; le roi Philippe le Bel, successeur de Philippe le Hardi, se vit contraint de rendre, en 1302, une ordonnance portant qu'un Parlement se tiendrait à Toulouse, selon l'ancien usage ; il y mit cette condition que la province du Languedoc devrait s'engager à ne point relever appel des décisions rendues par cette cour de justice. Un an après, le roi entra à Toulouse et se rendit à l'assemblée des trois états où il confirma son ordonnance, dans le couvent des Jacobins.

La Rocheflavin a cru que la province n'avait signé son consentement qu'après avoir été rassurée sur la conservation du droit écrit dans sa législation. Philippe le Bel n'eut jamais la pensée de répudier les traditions de la loi romaine en Languedoc. Les coutumes ne pouvaient alors prévaloir contre elle. Le roi savait, d'ailleurs, qu'en plein Parlement de Paris, les chanceliers du Languedoc jugeaient, selon le droit écrit, les procès du comté de Toulouse.

Mais, de l'année 1302 à l'année 1320, l'ordonnance de Philippe le Bel a-t-elle été une vaine promesse, ou a-t-elle vraiment ramené un Parlement à Toulouse ? La chronique de Bardin, dans une page solennelle, fixe l'institution de ce Parlement au 23 décembre de l'année 1303.

Bardin, que le père Lombard appelle un chercheur de coquilles, raconte qu'on avait dressé sur la place Saint-Étienne un vaste et magnifique salon de bois de chêne où était le trône royal, parsemé de fleurs de lys d'or sur un fond d'azur. Les nouveaux parlementaires, ayant à leur tête le chancelier de France, firent leur entrée, les laïques en robes rouges et les clercs en robes violettes.

Le roi sorti, le matin, du château Narbonnais, escorté de princes, d'archevêques, d'évêques et de seigneurs, ne tarda pas à paraître. Il était vêtu d'une robe de douze aunes, de drap d'or frisé sur un fond rouge de soie violette, brodé de fleurs de lys d'or et fourré d'hermine. A sa toque de même étoffe, bordée d'hermine, on voyait attachée une couronne à plusieurs rayons enrichie de pierres précieuses. A ses pieds deux carreaux de velours avec le sceptre et la main de justice. Les princes, le connétable tenant à la droite l'épée du roi, hors du fourreau, les prélats, les maréchaux, les chevaliers, la reine, les princesses et les dames de la Cour, magnifiquement vêtus de draps de soie et de manteaux couverts de pierreries, prirent place au bruit des trompettes des archers et des cris de joie du peuple. Les hérauts d'armes donnèrent aux présidents des manteaux d'écarlate fourrés d'hermine, des bonnets de drap de soie bordés d'un cercle d'or, des robes de pourpre violette et des chaperons d'écarlate fourrés d'hermine. Les conseillers laïcs reçurent des robes rouges à parements violets, avec des chaperons d'écarlate parés d'hermine; les conseillers clercs, qui ne furent pas d'abord pris dans le clergé, selon ce qu'en dit Dumoulin, mais qui étaient gradués et savants en droit, eurent les manteaux de pourpre vio-

ette, la soutane et les chaperons écarlates. Le procureur du roi était vêtu comme les conseillers laïcs et le greffier portait une robe coupée de bandes d'écarlate et d'hermine.

Le chancelier proclama les noms des magistrats choisis par le roi, et qui prêtèrent serment sur les évangiles écrits en lettres d'or. Un héraut promena ensuite par la ville le tableau de la composition du Parlement. Les présidents étaient Pierre de Cherchemont et Jacques de Saint-Bonnet; les conseillers laïcs, Déodat Destaing, Geoffroy Duplessis, Geoffroi de Pompadour, Guy de Torsay, Yves de Rochecœur, Aubert de Falbura. Les conseillers clercs s'appelaient Thibaud d'Espagne, Pierre de Chappes, Begon de Castelnau, Othon de Pardaillan, Aimeric de Basillac, Pierre de Savigny. Le procureur du roi était Antoine de Calmont; il faut enfin nommer le greffier Raymond Galtrand. Mais on ne peut guère certifier, l'exactitude de tous ces noms que les chroniqueurs donnent un peu à la légère. Le roi leur donna le château Narbonnais pour y rendre la justice, sans en enlever le gouvernement au viguier de Toulouse, qui continua d'y résider avec la garnison du château. C'était l'ancien palais des rois Visigoths dont les portes, les statues et les trophées révélaient la vieille origine et gardaient la fière et sauvage empreinte de cette nation. Quand Bertrand de Goth, en 1306, se rendant au concile qui allait le nommer pape sous le nom de Clément V, traversa Toulouse, il alla au palais du Parlement et, le lendemain, tous les parlementaires se rendirent à l'église Saint-Étienne et communiaient de sa main:

Après Bardin, l'annaliste Lafaille n'oublie ni le discours du roi roulant sur ce verset de l'Évangile : *Eru-
dimini qui. judicatis terram*, ni la harangue du chancelier
ayant pour texte ces paroles d'Isaïe : « J'ai vu le Sei-
« gneur assis sur un trône entièrement élevé, et sa ma-
« jesté remplissait toute la terre. »

Les nouveaux magistrats, genou en terre, saluèrent le
roi qui, de la main, leur fit signe de se lever ; puis mon-
tant les degrés du trône, ils s'agenouillèrent et posèrent
leurs mains sur le livre des Saints-Évangiles écrits en
lettres d'or et prêtèrent ce serment lu par le roi :

« Vous jurez et promettez à Dieu et à Moi que vous
« donnerez des conseils fidèles dans toutes les causes et
« affaires qui regarderont les intérêts de Dieu, de Ma
« personne et de Mon royaume; que vous ne révélez
« point les secrets de la Cour, ni ne les découvrirez qu'à
« Moi seul et au chancelier de France par Mon ordre ;
« que vous rendrez bonne et briève justice à tous Mes
« sujets ; que vous jugerez les coupables selon la sévé-
« rité des lois ; que vous ne recevrez des seigneurs, soit
« laïques, soit ecclésiastiques, aucune pension sans Mon
« congé ; et, en cas de contravention à ces articles, vous
« vous soumettez à être dégradés avec infamie. »

Le procureur du roi jurait aussi de défendre avec
sincérité et vigueur la cause de Dieu et de l'Église, les
droits du roi et de la justice et de rendre compte de ses
diligences au Roi ou au chancelier. De son côté, le gref-
fier jurait de transcrire fidèlement les arrêts et de ne
point en révéler les secrets.

Le père Lombard ne croit pas à toutes ces choses
merveilleuses qui ne se réalisèrent, selon lui, qu'en l'an-

née 1444. Le père Lombard a raison. Il n'hésite pas à penser, en invoquant l'opinion du savant Génébrard, du père Daniel, de l'abbé de Castres et de Baluze, que l'ordonnance de Philippe le Bel, de 1302, n'eut son exécution qu'à quelques années de distance. Par une de ces traditions qui se transmettent d'âge en âge, dans le midi surtout où l'imagination est si vive et si féconde, on reporta l'institution du Parlement à l'ordonnance de Philippe le Bel. Un siècle presque entier devait s'écouler avant ce grand événement qu'un chroniqueur appelle l'enfantement du Parlement. Le royaume avait encore à passer par les règnes désastreux de Louis le Hutin, de Philippe le Long, de Charles le Bel, qui eut en passant à Toulouse, en 1324, moins de souci des réformes à opérer au Parlement que de l'institution des Jeux Floraux nés des anciennes cours d'amour, de Philippe de Valois, de Jean le Bon dont la rançon fut de trois millions d'or, de Charles le Sage et de Charles VI, le bien aimé, qui fit, avec son Parlement, le voyage du Languedoc en 1389.

En ce temps-là, les procès n'étaient pas nombreux et Charondas a écrit qu'avant Charles VII il y en avait si peu à Paris, qu'à la cour du palais l'herbe verdissait, comme aux champs. On a pourtant retrouvé le procès fait à un gentilhomme pour avoir souffleté un capitoul qui venait de prononcer contre lui une peine : le gentilhomme se vit condamné à voir son épée suspendue pendant trois heures à une potence. D'autres ont raconté au contraire qu'il n'existait pas alors de Parlement et que le gentilhomme condamné en appela au sénéchal et ensuite au Parlement de Paris. C'est à tort que Mézerai a relevé deux autres arrêts sur la mise en

liberté de cinq esclaves de Perpignan réfugiés à Toulouse, ville d'asile où tout esclave devenait libre en entrant dans ses murs. Ces arrêts appartiennent au Parlement de Paris. Dans les mémoires manuscrits du président de Rességuier, on lit aussi que le chevalier Pons de Boissac, condamné par le Parlement de Toulouse, en 1308, à avoir la tête tranchée pour avoir poussé quelques villes du ressort à la révolte contre de nouveaux impôts, fut arraché à l'échafaud par ses soldats qui pillèrent la maison du premier président de Cherchemont.

En ces années pleines de défaites et de tristesses, le plus grand désordre régnait dans l'administration de la justice et le président aux enquêtes, Jean de Rességuier, a raconté cette longue anarchie et flétri la prévarication des juges, l'indiscipline et les violences des seigneurs et l'intolérance des gouverneurs et des sénéchaux. Telle était aussi la vogue des duels, que les conseillers au Parlement se battaient aussi bien et aussi souvent que des capitaines de lansquenets. Il fallut des arrêts pour arrêter cette fureur de combats à outrance, ce qui faisait dire méchamment à Mézerai que les membres du Parlement de Paris auraient ainsi droit de poltronnerie et d'offenses impunies envers tout le monde. Charles VI, en parcourant le Languedoc, eut sous les yeux ces désordres, ces iniquités et ces défaillances, mais il manqua de courage devant tant de fléaux et n'osa pas châtier la foule des malfaiteurs publics, des juges mercenaires, des usuriers et des bandits dont les crimes avaient forcé plus de quarante mille hommes à quitter la France pour se réfugier dans le royaume d'Aragon. Le conseiller Pierre de Longueil, qui devint évêque

d'Auxerre a traduit en latin la harangue adressée au roi par le recteur de l'université.

De loin en loin, le Parlement se montre et prend sa large place dans la vie publique ; il confirme ou casse les ordonnances des capitouls. Aux époques de peste ou de famine, il mande à son banc les sénéchaux, les viguiers et les capitouls et leur demande compte des abus commis dans l'administration de la justice ; il condamne au gibet, à l'échafaud ou à la roue les traîtres et les factieux. Mais les séditions sortent de terre, et le roi Louis le Hutin supprime le Parlement de Toulouse et l'incorpore au Parlement de Paris.

C'est vers cette époque qu'il faut chercher les origines du droit d'enregistrement accordé aux Parlements. La première ordonnance royale où il est fait mention de ce droit, qui deviendra si redoutable, est de Philippe de Valois qui fit enregistrer au Parlement de Paris ses droits de régale. Charles V demanda à son tour l'enregistrement du fameux édit fixant la majorité des rois à quatorze ans. Les rois, qui se défiaient des inspirations ambitieuses ou violentes des conseillers de la couronne, voulurent avoir l'avis des Parlements, asile de la science du droit et de la sagesse de la vie. Ils s'habituerent ainsi à les consulter dans les crises du royaume et en firent les arbitres des plus graves affaires de l'État. Ils s'en remettaient à eux, en déposant leurs édits entre leurs mains, du soin de leur exécution et leur soumettaient leurs traités de paix. D'année en année, l'autorité des Parlements grandit : les rois, les seigneurs et le peuple cherchent un appui dans leurs décisions. Cette transcription des lois et des règlements émanés de la puissance royale

est la véritable origine de ce droit d'enregistrement regardé plus tard par les Parlements comme une sanction nécessaire et, dans les croyances du peuple, une loi manqua toujours d'un caractère souverain tant qu'elle ne fut pas transcrite sur les registres de la justice.

L'enregistrement amène les remontrances autorisées par Louis XI, sans que cette tolérance entraînant le droit de refuser l'enregistrement des édits et de peser ainsi sur la volonté royale. Le roi n'entendait les écouter que comme une prière et non comme une plainte ou comme un arrêt. Il arriva souvent qu'en lisant les édits et ordonnances des rois, les Parlements y trouvaient des dispositions contraires aux intérêts du royaume et adressaient au souverain, de respectueuses remontrances. Parfois, les rois les accueillaient avec bonté et suivaient la voie tracée par les parlementaires ; parfois aussi, les rois, n'entendant rendre compte qu'à Dieu de leur puissance, écartèrent les remontrances et firent sentir leur indépendance et leur autorité. Ces luttes des Parlements contre la couronne qui allaient, de siècle en siècle, faire éclater tant d'orages, percent déjà dans cette harangue d'un chancelier de Charles VIII : « Et
« combien que le roi soit au-dessus des lois, il veut bien
« néanmoins être au-dessous de la raison. Mais le point
« de la question est qui sera juge des actions du roi pour
« dire qu'elles sont justes ou non. Si nous en rendons les
« officiers du roi juges, le roi n'est plus roi, il est sous
« la tutelle de ses officiers et la souveraineté est dépendante d'eux. C'est ouvrir la porte aux factions en un
« État. Il est donc vrai que le roi seul est juge de ses actions ; il en rend compte à Dieu seul. Si les princes

« abusent de leur pouvoir, Dieu, qui est leur juge, ne
« manquera pas d'y pourvoir par les moyens qu'il sait
« pratiquer, en tel cas dont nous n'avons que trop
« d'exemples. »

Cette période est pleine de confusion. Le président de Rességuier a dit dans ses maximes :

« Ce désordre dans les juridictions, monté au plus
« haut degré et dont une des principales formes était
« l'ignorance des juges, donna occasion aux juges
« d'église de reprendre le pouvoir par eux usurpé de
« connaître des causes séculières. »

Charles VI. qui était passé à Toulouse en 1380, est en démente. Le Languedoc ouvre ses villes et ses trésors au dauphin Charles VII, dépouillé de ses droits, poursuivi par la colère de sa mère, abandonné d'une partie du royaume et réduit à arracher de mains étrangères le sceptre du roi de France. Durant son court séjour à Carcassonne, en 1419, les États du Languedoc lui demandèrent le rétablissement du Parlement à Toulouse ; un cordelier de Nîmes, prêchant de ville en ville contre le brigandage qui désolait la province, arriva tout à coup à Carcassonne suivi d'une troupe d'hommes impétueux et courroucés et réclama à son tour, dans un langage enflammé, une Cour de justice pour décapiter les scélérats et les révoltés. Le cordelier se présenta avec son cortège d'hommes armés devant le dauphin. Le prince, qui avait déjà à lutter contre les Anglais, la reine Isabelle de Bavière et la faction du duc de Bourgogne, redouta une sédition en Languedoc où l'établissement d'une grande compagnie judiciaire lui parut nécessaire à l'intérêt de la couronne, et se décida à signer les lettres

patentes du 20 mars 1420 qui érigèrent le Parlement de Toulouse en Cour souveraine composée d'un prélat, de onze notables personnages des pays de la langue d'oïl et de la langue d'oc, tant clercs que laïcs, et de deux greffiers. Les lettres patentes ne font pas mention des gens du roi. Ces parlementaires pouvaient juger au nombre de sept et prononcer définitivement sur toutes sortes de procès.

Le dauphin nomma Dominique de Florence, archevêque de Toulouse, président du Parlement ; Antoine Ardoïn, Pierre de Roaix, Jean Bardin, Antoine de Montaut, Bernard de Posanis et Etienne de Voisins, baron de Confoulens, formaient le groupe des conseillers laïcs supérieur en nombre à celui des conseillers clercs qui étaient Jacques Martin, Guillaume de Pressiac, André Danat, Pierre de la Chêne, et Aynard de Roaix, d'une souche illustre et dont le nom est resté à une des places de Toulouse. Les uns venaient du pays de la langue d'oïl et les autres du pays de la langue d'oc. L'évêque de Lavaur Jean Belly, sorti du Limousin entra aussi au Parlement. C'était un vif et savant esprit, docteur ès-décrets, auditeur de rote et dont la somme *De ordine judiciorum* fit alors grand bruit. On ne sait pas bien s'il était conseiller ou président ; mais il est certain qu'il assistait, en 1415, en qualité de représentant de la province de Toulouse, au concile de Constance où il fut un des prélats chargés de dégrader Jean Huss, et, quelques années après, au concile de Castelnau-dary. Dans l'ancienne chambre capitulaire de la vieille cathédrale de Lavaur, on voit encore ses armoiries d'argent à la face de gueules, surmontées d'une étoile à huit raies d'azur, accompagnée au chef de

deux tourteaux de gueules et en pointe d'un écureuil assis tenant à la bouche une pomme de gueules.

Les audiences de ce Parlement commencèrent au mois de mai de cette même année 1420. Un des premiers procès, rapporté par Bardin qu'il ne faut pas toujours croire sur parole, et qu'a raconté à son tour l'indolent et sceptique Lafaille, fut le procès, de Philippe Querbant, condamné à avoir la langue coupée et la tête tranchée sur un échafaud de la place Saint-Etienne, pour avoir blasphémé, dans les rues, contre Jésus-Christ et la sainte Vierge. Au moment où Querbant blasphémait devant la foule, il ne se trouva qu'un seul homme qui ne prit pas la défense de la religion outragée. Le Parlement le renvoya à l'Inquisition qui lui fit expier ce crime du silence par des jeûnes au pain et à l'eau, selon une ordonnance de Charles VI. Ni Bardin ni Lafaille ne sont allés aux sources ; après eux, des historiens ont pensé que ce procès n'était qu'une invention rejetée par l'histoire parmi les calomnies.

L'annaliste Lafaille n'en a pas moins soutenu que ce procès de Querbant souleva des clameurs dans les écoles et dans les cloîtres. Les écoliers et les moines, aguerris aux disputes de la théologie, contestaient à l'archevêque le droit de prononcer un arrêt de mort, lui reprochaient d'avoir violé les règles canoniques et le menaçaient, dans des pamphlets d'une violence inouïe, de refuser obéissance à sa juridiction spirituelle et de le déposer de son siège. L'archevêque monta en chaire pour repousser ces attaques et lança une excommunication contre les moines et les écoliers en révolte. Le pape envoya un légat à Toulouse pour en informer ; mais Dominique de

Florence effrayé de tant de bruit n'attendit pas l'arrivée du légat pour donner sa démission de premier président du Parlement, et céder sa charge au président de Saint-Étienne. Le Parlement d'ailleurs n'entendait pas souffrir la juridiction du pape et le légat n'entra au palais que comme prélat, en vertu des constitutions des anciens Parlements donnant aux évêques le droit de siéger aux Cours de justice et non en qualité de légat du saint-siège.

Dominique de Florence n'en était pas moins une âme pure et fortement trempée. De sa pauvre cellule d'un couvent de dominicains, il s'était élevé aux plus hautes dignités de l'Église et de l'État. Il eut bientôt le gouvernement d'une province de son Ordre ; il fut confesseur du pape Clément VII, évêque de Saint Pons et plus tard archevêque d'Albi, nonce apostolique à la cour de Castille, négociateur au nom de la France d'un traité de paix avec l'Espagne, commissaire au concile de Constance pour examiner les doctrine de Jean Huss et de Jérôme de Prague, archevêque de Toulouse, et enfin premier président du Parlement qu'il étonna par sa science en droit civil et en droit canon.

A partir de cet arrêt, au rapport du père Lombard, les conseillers clercs ne voulurent plus participer aux condamnations de la justice criminelle. Les autres conseillers ne pouvant suffire à l'expédition des affaires criminelles, le dauphin leur écrivit de Bourges pour les autoriser à s'associer des magistrats du ressort pour les aider dans leur tâche. Jean Jouvenel dont les historiens de ce règne ont dit qu'il était homme sage, entier et bon politique, allait prendre la première présidence, le 14 juil-

let de l'année 1421. Le dauphin le récompensait ainsi d'avoir, étant conseiller au Parlement de Paris, suivi sa fortune et bravé des émeutes populaires, au péril de sa vie. Il ne fit que traverser le Parlement de Toulouse qu'il abandonna pour prendre une des présidences du Parlement de Paris siégeant alors à Poitiers.

Charles VI mourait pendant que le Parlement jugeait la querelle de deux capitouls qui avaient divisé la ville de Toulouse en deux factions prêtes à tirer l'épée. Le Parlement assiste à une magnifique messe de funérailles, dans la grande chambre des audiences tendue de deuil où une statue du roi était couchée sur une haute estrade, le sceptre en main et couronne en tête. Le père Lombard, qui se complaît à retracer les détails de cette cérémonie, prend, en finissant, un ton railleur : « Après cela, « le premier président donna un grand dîner aux « barons ; c'est par là que se terminaient ces fêtes lugubres. » Et rapprochant ces royales funérailles des funérailles plus humbles décernées par le Parlement au savant et vertueux conseiller Ardoin, à la sagesse duquel le roi devait un traité de paix entre la France et l'Aragon, le père Lombard ajoute : « Voilà les honneurs rendus au mérite utile et sans faste ; ils sont les plus réels sans être les plus éclatants. »

La mort du conseiller Ardoin lui rappelle les noms des parlementaires de ce temps, Pierre Bardin, père du chroniqueur, auteur d'un Traité des privilèges et des immunités des moines, de divers ouvrages sur la juridiction ecclésiastique ; Jacques Dorphies, le premier magistrat du Parlement de Toulouse qui ait pris le titre de procureur général, le second président Jacques de

Montméjean, docteur en droit, civil, qui avait illustré une chaire de cette brillante université de Toulouse que Charles VII appelait sa fille aînée ; Jean de Saint-Étienne ; Jean Gentien dont la vieille souche allait revivre dans la famille des Malenfant, Junien Lefèvre, Pierre d'Ozier, Charles de Renni, Pierre Paumier, Robert de Montbrun, Guillaume de Grippel, Jean Estapierre, Gilles Le Lasseur, Jean de Béli et Girard de la Bricoigne, qui devint évêque de Pamiers. Ces premiers parlementaires dont les noms nous sont transmis par les chroniqueurs et les annalistes mènent le chœur et le cortège de ces hommes d'une fierté vaillante qui allaient être la noblesse de robe et tenir tête, pendant des siècles, à la noblesse d'épée. La noblesse d'épée s'éloignait, chaque jour davantage, des Cours de justice : l'éclat des armes l'attirait plus que les arides travaux de la science du droit.

Charles VII demande au Parlement des secours pour continuer la guerre. Le Parlement lui accorde un subside de cent mille livres et engage les villes du ressort à faire des largesses au nouveau roi. On entrait alors dans l'année 1425 où la peste commença à sévir dans Toulouse. Le Parlement, par ordre du roi, est transféré à Béziers, ville toujours révoltée, dont les murs avaient été rasés en signe de châtement ; pour les dédommager de leurs frais de voyage, le roi affranchit les parlementaires des tailles et des impôts ordinaires, et augmenta leurs gages par des lettres patentes où il était dit : « Ils labourent pour nous la chose publique et même-
« ils sont de notre souveraine Cour, pourquoi ils doi-
« vent être privilégiés. » Plus tard, Louis XI et Char-

les VIII confirmèrent ces lettres patentes de Charles VII.

Le roi n'était pas seulement en guerre avec les Anglais ; il avait aussi à lutter contre les seigneurs qui ne voulaient désarmer qu'en arrachant à la couronne des provinces ou des villes du domaine royal. Le plus ambitieux et le plus redouté de tous était le comte de Foix. Lié d'abord par des traités avec l'Angleterre, il était rentré sous l'obéissance du roi de France, mais le roi avait été forcé d'acheter sa fidélité et ses services au prix des gouvernements de Guyenne et de Languedoc. Il fallut encore lui céder le comté de Bigorre, le château et la châtellenie de Lourdes. Le Parlement attristé de ces démembrements de la couronne, et craignant de voir le comte de Foix renouer ses liens avec les Anglais et se retourner contre le roi de France, refusa, malgré des jussions réitérées, d'enregistrer l'aliénation du comté de Bigorre. Le roi sentit toute la sagesse des respectueuses remontrances des parlementaires, mais la raison d'État et les nécessités de la paix l'obligèrent à envoyer au Parlement des ambassadeurs pour faire solennellement enregistrer l'édit. Le Parlement s'inclina.

C'est à Béziers, pendant la peste de Toulouse, que le Parlement jugea bien des procès entre des seigneurs se disputant leurs châtellenies. Il siégeait dans le palais de Jean Bétisac, brûlé vif en 1389, pour s'être, disent les arrêts, engraisé des calamités publiques. Les bandes des routiers, qui désolaient les campagnes et les villes ouvertes, chassèrent de Béziers le Parlement qui alla siéger, en l'année 1426, à Narbonne, ancienne capitale de la Gaule narbonnaise. Le procureur général Dorphies

meurt avant le départ du Parlement pour Narbonne et Michel Martin recueille son héritage.

Le roi crut devoir alors réunir les deux Parlements de Paris et de Toulouse, dans la ville de Poitiers, pendant que les Anglais occupaient la Guyenne et que les factions des ducs de Bourgogne et d'Orléans mettaient en feu le royaume. Cette réunion eut lieu le 26 avril 1429. Le Parlement ne rentra à Toulouse qu'après la défaite des Anglais battus par Jeanne d'Arc. Il trancha alors le différend qui mit aux prises les bénédictins du monastère de la Daurade et les capitouls. Une ordonnance du duc de Berri, de 1414, permettait aux capitouls d'établir sur la Garonne des bateaux de passage d'un bord à l'autre, à la condition de faire réparer les ponts; les bénédictins de la Daurade s'opposaient à l'exécution de cette ordonnance, en soutenant que les ponts et les passages leur revenaient par une concession de l'empereur Charlemagne et par des lettres de confirmation de Charles VI; ils gagnèrent leur procès, qui devait se renouveler à un siècle de distance et se dénouer par un arrêt du Parlement condamnant les bénédictins de la Daurade à laisser à la ville la libre jouissance de son fleuve.

Le Parlement de Paris, jaloux de sa renommée et de sa gloire, adressa au roi des remontrances pour s'opposer au rétablissement du Parlement à Toulouse. Charles VII, voulant à la fois plaire à son Parlement de Paris et à ses sujets du Languedoc, institua, en 1438, un Conseil souverain, tenant ses séances à Montpellier et parfois dans les autres villes de la province.

Les États du Languedoc, remuants et mécontents, supplièrent le roi de rétablir le Parlement, de mettre à

sa tête un prélat, par suite de la supériorité des hommes d'église sur les hommes du monde, et de ne nommer pour présidents et conseillers, que des sujets de la province versés dans la science du droit écrit, ainsi qu'il y en avait tant, pour parler comme les États, dans cette cité toulousaine, source intarrissable de connaissances et foyer de lumières. Le roi, passant par Toulouse en 1438, y reçut ces doléances et déclara qu'avant de se rendre aux vœux des États, il voulait consulter les princes du sang, son conseil et sa Cour de Parlement. Le Parlement fut enfin rétabli par lettres patentes données à Saumur, le 11 octobre de l'année 1443, avec deux présidents, douze conseillers pris dans la langue d'oïl et dans la langue d'oc, et dont six devaient être de l'église et les six autres du monde. Les deux chambres, composant ce Parlement, pouvaient s'adjoindre, selon les besoins du service, un certain nombre de juges laïcs pris parmi les conseillers d'État de Toulouse. Elles devaient juger, selon le droit écrit, tous les procès d'appel des baillis et sénéchaux, ne dépendant ainsi de personne et se recrutant elles-mêmes ; cette royauté judiciaire du midi se détachait à jamais de la royauté judiciaire de Paris. C'est à la même époque que remonte, quoi qu'en dise La Rocheffavin, la création d'une chambre criminelle au Parlement de Toulouse, bien qu'elle n'ait pris que sous Charles VIII et François I^{er} une forme plus régulière et plus parfaite.

Le premier président de ce Parlement fut Aynard de Bletterens et le second président Jacques de Meaux, sortis tous les deux du Parlement de Paris. Les conseillers clercs étaient Gilles Le Lasseur ; Élie de Pompa-

dour, envoyé du roi au Conseil de Bâle et plus tard évêque d'Alet, de la grande famille des Pompadour du Limousin; Jean Gentien, de ces Gentien de Paris qui mirent à leur blason une bande d'azur semée de fleurs de lys d'or, en souvenir de leur courage héroïque à la journée de Mons, où ils sauvèrent la vie du roi Philippe le Bel; Pierre Barillet; Guillaume Bardin, père du chroniqueur, et Antoine Marron. Jean Dacy, Gilbert Roux, Jacques Gentien, Pierre Damien, Nicolas Berthelot, Pierre Sarlat étaient les conseillers laïcs. Les deux évêques de Rieux et de Lavaur y représentaient les prélats de la province. En créant les Parlements, les rois choisissaient toujours des prélats d'une illustre naissance pour en faire des justiciers. Au Parlement de Toulouse, Charles VII nomma ainsi deux conseillers évêques, pris dans le ressort, sans que ce privilège fût attaché à leur siège. Il donna droit de séance à tous les évêques de la province qui ne gardèrent leur droit de voix délibérative que jusqu'à l'année 1469 et qui perdirent, du même coup, par autorité du Parlement, leur droit de séance. Les archevêques de Toulouse et les abbés de Saint-Sernin siégèrent plus tard comme conseillers nés, de même que siégeaient au Parlement de Paris les archevêques et les abbés de Saint-Denis. Jean Desage fut pourvu de la charge d'avocat général et le capitoul Louis Dubois de celle de procureur général. Le greffier s'appelait Pierre Viaut. D'autres ont dit que ce fut l'avocat Puget qui devint ensuite conseiller au Parlement.

Le ressort du Parlement de Toulouse dépassa en étendue celui de Paris. Il embrassait le Haut et le Bas-Languedoc, les Cévennes, une partie de la Provence et des

bords du Rhône jusqu'aux portes de Lyon, le Rouergue jusqu'aux limites de l'Auvergne, le Quercy, l'Albigeois, le Vivarais, le Gévaudan, les pays de Foix, du Couserans et de Comminges, la Basse-Gascogne avec l'Armagnac et l'Astarac, la Bigorre et un moment la Guyenne, le Périgord et le Béarn. Il était borné au nord par le Parlement de Paris, au midi par la chaîne des Pyrénées, la Méditerranée, le Parlement d'Aix et le Conseil souverain de Perpignan, au levant par le Parlement de Grenoble et du côté de l'Ouest par les Parlements de Bordeaux et de Pau.

Au-dessous de lui, une multitude de sénéchaux, de présidiaux, de viguiers, de justices royales et ducales, de cinq grandes maîtrises des eaux et forêts, de châtelains, de baillis, de juges mages, de bourses des marchands, de cinq juges d'appel, de deux grueries, de quatre sièges d'amirauté, de justices seigneuriales et municipales, de cour des aides, de chambre des comptes et de bureaux des finances. Toute la foule des justices à tourelles et à créneaux morcelant le sol, rendait la justice et se dispersait dans les villes de Carcassonne, de Rodez, de Béziers, d'Auch, du Puy-en-Velay, de Pamiers, de Figeac, de Mende, de Montpellier, de Castres, de Limoux, de Cahors, de Montauban, de Nîmes, de Castelnaudary, de Lectoure, d'Aiguemorte et de Narbonne, d'Agde et de Cette, de Lunel et de Beaucaire, d'Uzès et de Foix. J'oubliais Tarbes, Villefranche du Rouergue, Annonay, Gourdon, Martel, L'isle-en-Jourdain, Lauzerte, Alais, Caraman, Puivert, Ossun, Quillan et Villeneuve de Berg. C'est la région de nos départements de la Haute-Garonne, de l'Ariège, de

l'Aude, des Hautes-Pyrénées, du Gers, de l'Hérault, du Tarn, de Tarn-et-Garonne, du Lot, de l'Aveyron, du Gard, de la Lozère, de l'Ardèche et de la Haute-Loire.

Ces contrées, autrefois groupées dans la même province et vivant de la même vie, gardèrent longtemps les traces profondes des peuples qui les avaient traversées, des Ibères, des Romains, des Goths, des Sarrasins, des Albigeois et des Camisards. On sentait partout le génie de ces peuples, par tout ce vieux Languedoc coupé de chaînes de montagnes et de belles et fécondes plaines, où les fleuves, descendus des Cévennes ou des Pyrénées, s'épanouissent sur les vallées et s'écoulent vers la Méditerranée et l'Océan, à travers les campagnes chargées de moissons, les gorges sauvages et les collines ombragées de vignes, d'oliviers et de mûriers. La féodalité n'y pénétra qu'à la faveur des croisades ; cette libre terre du Languedoc, qui repoussait la fameuse devise féodale : « Nulle terre sans seigneur », eut toujours au cœur l'amour de ses franchises. Le Parlement mit aux veines des hommes de la province les fortes croyances, l'esprit de résistance et l'esprit de justice altéré par le caprice ou la force, le goût des arts et les joies de l'intelligence et de tous les combats de la parole ou de l'épée.

Vers ce Parlement, les villes du ressort se tournaient sans cesse, parce qu'elles y trouvaient une justice plus haute et plus forte que celle de la Cour féodale des comtes et qui contenait, sous ses mains puissantes, toutes les justices de la province si souvent oppressives ou passionnées. Inspirée par les légistes, la royauté restreignit ainsi les justices inférieures de la province, les réduisit

presque toutes à n'être que des juridictions d'épée et les enferma dans d'étroites limites, gardées d'un œil sévère et jaloux par le Parlement. Le centre, autour duquel elles rayonnaient, ne se trouvait pas au milieu même de la province; mais il se dégagait, dans une vive lumière, du tourbillon des autres villes et attirait à ce foyer de la cité des comtes, du Parlement, des capitouls et du gai savoir toutes les intelligences éprises de science et de poésie. C'était une région prédestinée, avec son climat vif et chaud, son mélange de libertés, de coutumes locales et de traditions romaines, placée au point central de trois grandes nations la France, l'Espagne et l'Italie, entre les Pyrénées et les Alpes, presque à égale distance de Paris, de Rome et de Madrid, et dont Rome avait senti, à je ne sais quels signes, les glorieuses destinées, en lui donnant le nom de Rome Garonnaise. N'est-ce pas aussi un érudit du seizième siècle qui l'a appelée le siège véritable et illustre entre tous du droit civil, *illam venerabilem quasi sedem et domicilium juris civilis*.

Quand les Anglais furent chassés de la Guyenne, le ressort s'étendit sur le pays reconquis et les contrées voisines, et même sur Bordeaux. La ville de Bordeaux n'eut son Parlement qu'en l'année 1462.

Le Parlement de Toulouse sortait à jamais du Parlement de Paris, semblable à un fleuve qui cesse de mêler ses flots aux flots d'un autre fleuve et qui retrouve son nom et reprend son libre cours, en réfléchissant dans ses eaux vives les cités pleines des bruits de la vie, les châteaux et les monastères, les campagnes travaillant dans la paix ou gémissant des ravages de la guerre, tout ce qui germe, s'élève et s'agite sur ses bords. Mais ces

deux Parlements de Paris et de Toulouse semblèrent toujours émanés de la même source ; étant les plus anciens du royaume, ils ne formaient dans la pensée des souverains qu'une seule compagnie, sous des noms différents, ayant les mêmes prérogatives, la même autorité et la même puissance. Une déclaration royale de 1454 allait placer le Parlement de Toulouse au-dessus des autres Parlements de France et autorisa les parlementaires toulousains à avoir séance au Parlement de Paris, de même que les parlementaires de Paris pouvaient prendre séance à Toulouse. C'est ainsi et à ces années heureuses que le Parlement de Toulouse revint à une vie nouvelle, après avoir traversé des temps pleins de troubles, d'humiliations et de misères. Il avait, autant que le Parlement de Paris, une origine lointaine et glorieuse ; il allait entrer dans une ère tourmentée de combats, de journées éclatantes et douloureuses, d'un étonnant mélange de passion, de bravoure, d'égarment et de grandeur.

CHAPITRE II

Ouverture du Parlement le 4 juin 1444. — Cérémonie de l'installation. — Rivalités des deux Parlements de Paris et de Toulouse. — Attributions du Parlement de Toulouse. — Procès tranchés par ce Parlement. — Le premier président Aynard de Bletterens. — Gages des magistrats. — Le premier président Jacques de Meaux. — Cérémonie de son installation. — Le garde des sceaux du Parlement. — Création de la chambre des enquêtes. — La pragmatique sanction. — Désordres du clergé. — Disputes de préséance. — La peste. — Le président Jean Dacy. — Arrestation du duc d'Alençon. — Avènement de Louis XI. — Confirmation par le nouveau roi du Parlement de Toulouse. — Destitution de certains membres du Parlement. — Le premier président Jean Daunet. — Différend entre le roi et le Parlement. — Nomination des capitouls par le Parlement. — Création du Parlement de Bordeaux. — Entrée de Louis XI à Toulouse. — Langue latine remplacée dans les plaidoiries par la langue française. — La peste. — Émigration du Parlement. — Ligue du Bien public. — Droit de séance au Parlement de Paris accordé par le roi au premier président de Toulouse. — Jean de Nanterre nommé premier président à Toulouse. — Son refus. — Brigues pour la première présidence à Toulouse. — Henri de Marle, premier président. — Plaintes des États. — Réclamations des sénéchaussées de Carcassonne et de Beaucaire. — Lutte du Parlement contre le roi. — Suspension du Parlement. — Révocation du premier président Henri de Marle. — Le premier président de la Vernade. — La chevalerie des lois. — Translation du Parlement à Montpellier. — Inamovibilité de la magistrature. — Retour du Parlement à Toulouse. — Le Parlement déclaré fixe et permanent à Toulouse. — Le président Duverger.

L'ouverture du Parlement fixée à la Saint-Martin d'hiver de l'année 1443 fut ajournée au printemps et n'eut

lieu que le 4 juin de l'année 1444. Je laisse parler le père Lombard : « Ce jour arrivé, la religion ouvrit les portes
« du sanctuaire de la justice. Pierre Dumoulin, arche-
« vêque de Toulouse, célébra au palais une messe solen-
« nelle du Saint-Esprit, en présence des nouveaux magis-
« trats qui entrèrent ensuite dans la salle des audiences.
« Jean d'Estampes, maître des requêtes de l'hôtel du roi
« et Jacques Cœur, argentier et conseiller du roi, nommés
« commissaires pour l'installation de la Cour requièrent
« les officiers de prendre leur place et de prêter serment.
« Le premier président alla se placer sur le siège le plus
« élevé à l'angle, ayant à sa gauche Tanneguy du Châtel,
« lieutenant du roi et gouverneur de la province, Jean
« d'Estampes, Foulques de Roueria, abbé de Saint Ser-
« nin, les conseillers clercs, et à sa droite l'archevêque
« de Toulouse, les évêques de Rieux et de Lavaur, l'ar-
« gentier du prince et les conseillers laïcs. Les gens du roi
« prirent possession du parquet. La foule qui attendait
« aux portes eut la liberté d'entrer. Les lettres patentes
« furent présentées par les commissaires de Sa Majesté,
« lues et enregistrées. Les capitouls, magistrats popu-
« laires revêtus alors d'une grande autorité, montèrent
« aux hauts sièges pour saluer la cour. »

Le greffier donna lecture des lettres royales d'institution du Parlement. Il y était dit que : « Le roi, pour le
« bien de la chose publique, et spécialement du pays
« d'Occitanie et duché d'Aquitaine, ainsi que toutes les
« contrées comprises entre les Pyrénées et la Dordogne,
« considérant l'éloignement de ces contrées du siège du
« Parlement de Paris, le mauvais état des routes, les
« dangers que pouvaient courir les plaideurs dans un

« aussi long trajet, les tristes effets des guerres et des
« pestes si fréquentes, et la grande quantité des pro-
« cès, instituait une Cour de Parlement qui devait être
« sédentaire dans la ville de Toulouse, notable (*notabi-*
« *lior*) entre toutes celles de l'Occitanie, et déjà si célèbre
« par son ancien titre de capitale de Languedoc. » L'édit
de 1443 portait aussi : que le Parlement commencerait
le lendemain de la Saint-Martin d'hiver, 12 novembre ;
qu'il serait composé de quatorze personnes : deux prési-
dents laïques, douze conseillers (six clercs et six laïques)
appartenant à langue d'oïl et à la langue d'oc, de deux
greffiers et de plusieurs huissiers ; que ce Parlement
connaîtrait directement de toutes les causes civiles et
criminelles, sans recours des parties, et, par appel, de
tous les jugements rendus dans les sénéchaussées, bail-
liages et judicatures quelconques du ressort. C'était donc
là le suprême refuge (*ultimun refugium*) des plaideurs. En-
fin, la clause dernière de l'édit portait révocation des
commissaires nommés par le roi « pour l'effet de la jus-
tice en Languedoc ».

La lecture de l'édit étant terminée, la Cour l'enregistra.

L'archevêque de Toulouse et Jacques Cœur, l'argentier
du roi, prononcèrent des discours auxquels, au rapport
de Bardin qui était là, le premier président Ainard de
Bletterens répondit par d'éloquents actions de grâces
envers le roi. Les nouveaux magistrats de Toulouse qui
possédaient des charges au Parlement de Paris déclara-
rent qu'ils n'entendaient pas renoncer à ces charges
en vertu d'une décision royale. Acte leur en fut donné
sur-le-champ. Depuis cette époque, les lieutenants géné-
raux de la province siégèrent au Parlement à la place de

Tanneguy Du Châtel et les archevêques de Toulouse y remplirent les fonctions de conseiller, dernier souvenir du grand rôle des prélats dans les Cours de justice.

Dès son installation, le Parlement fit un règlement de ses audiences. Les matinées du lundi et du jeudi, les après-dînées du mardi et du vendredi furent consacrées aux plaidoeries. Le Parlement de Paris, jaloux de cette puissance parlementaire qui grandissait de jour en jour, chercha à attirer à lui les procès du Languedoc et de son côté, la Cour des aides présidée par l'évêque de Maguelonne essayait d'entraver la marche du Parlement et d'élever justice contre justice. Le roi mit fin à ses divisions en rappelant le Parlement de Paris à ses attributions et en réunissant la Cour des aides au Parlement de Toulouse. On transporta aussi au Parlement les tribunaux du sénéchal, du juge d'appeaux et du viguier. L'ancien palais des rois d'Aquitaine et des comtes de Toulouse se transforma bientôt en palais de justice ; mais sa transformation ne se fera vraiment que sous Charles VIII.

On est encore sous Charles VII. Au lendemain de son installation, en ce quinzième siècle où les seigneurs ne connaissaient guère d'autres règles que celles de leur caprice et de leur épée, le Parlement réprime les violences exercées par ordre d'Eustache de Lévis, évêque de Mirepoix, contre un huissier chargé d'emmener un prisonnier en la ville de Belpech. Il étouffe une émeute prête à éclater à Toulouse contre les capitouls qui frappaient la ville d'une lourde imposition de douze mille livres ; il oblige les vingt-quatre capitouls à rendre compte de leur administration ; il mande à sa barre l'évêque d'Oleron,

Arnaud d'Espagne, pour avoir cité un de ses diocésains en cour de Rome, contrairement aux lois du royaume ; il contrainst le bâtard d'Armagnac à cesser ses brigandages dans le Quercy, se mêle parfois et par la volonté du Roi aux affaires de la guerre et vient aussi au secours de la couronne menacée.

Un curieux procès va se dénouer devant le Parlement. Marguerite, comtesse de Comminges, s'étant remariée pour la troisième fois, à un âge où, selon le mot charmant d'un sénéchal, elle ne devait espérer ni fleurs ni fruits, Mathieu de Foix, son troisième mari, ne lui épargna ni les injures ni les coups. Il enferma la vieille comtesse dans une tour où il la tint, quinze ans, prisonnière. Le comte d'Armagnac, neveu de Marguerite de Comminges, s'en plaignit à Mathieu de Foix qui lui répondit par des railleries et par la guerre. Le roi de France, saisi de la querelle, délivra la prisonnière qui ne sortit de sa tour obscure que pour mourir. Par cette mort, le comté de Comminges revenait à la couronne ; mais le comte d'Armagnac ambitieux et hardi s'empara des diverses places du Comminges et les mit au pillage. Le Dauphin accourut à la tête d'une armée, le surprit dans l'Isle-en-Jourdain, le fit prisonnier et l'enferma dans la cité de Carcassonne. Le roi de Castille, les ducs d'Orléans et de Savoie obtinrent, à force de sollicitations, sa mise en liberté et le Parlement eut alors à entériner les lettres de grâce accordées au comte d'Armagnac et au vicomte de Lomagne, son fils. Quand le roi leur ordonna d'aller en personne présenter les lettres de grâce au Parlement, leur orgueil s'en révolta ; ils voulurent les faire présenter par procureur. Le Parlement refusa. Les deux re-

belles humiliés s'inclinèrent et comparurent à l'audience solennelle; mais la cérémonie se fit sans bruit, les portes closes et sans les fers aux pieds, par égard pour la noblesse de ces gentilshommes. C'est le premier exemple d'un entérinement de lettres de grâce au Parlement de Toulouse, sans ces marques infamantes. On n'accorda plus cette faveur qu'à une paysanne des vallées de Bagnères qui, pour défendre sa pudeur, avait égorgé un soldat. Le Parlement voulut honorer la chasteté de la paysanne autant que la noblesse des comtes d'Armagnac. Les comtes perdirent alors le Comminges et quatre châtellenies du Rouergue qui furent réunis à la couronne.

Le Parlement vérifie ensuite le traité intervenu entre les rois de France et d'Aragon sur les droits de marque et de représailles. Le roi de France qui se plaisait à vanter la sagesse des arrêts du Parlement de Toulouse voulut lui donner un témoignage de sa satisfaction et choisit, parmi les conseillers, un des trois négociateurs de la paix avec les Génois. Si les guerres s'apaisaient au-delà des frontières, elles se réveillaient au cœur de la France. La Gascogne, qui venait de secouer le joug des Anglais, vivait encore dans l'agitation et le désordre; l'insolence et la cupidité de la garnison de Lectoure désespéraient les bourgeois qui s'insurgèrent et bloquèrent les troupes royales dans le château. Le commandant de Gascogne en appela au Parlement qui enjoignit à Tanne-guy Du Châtel, au comte d'Astarac et au seigneur de Faudoas de marcher sur Lectoure pour rétablir la paix. La trêve y fut signée quelques jours après.

Le Parlement termine le différend soulevé entre la

reine d'Aragon et les comtes de Mauléon et de Larboust qu'elle accusait d'entreprises violentes sur la vallée de Valcabrère. Il ordonne au trésorier des guerres de payer les troupes prêtes à se débander ; il travaille à réformer les abus amenés par la guerre avec les Anglais et des commissaires apportant des paroles d'espérance et de paix dans toute la province ; il enregistre le don du comté de l'Isle-en-Jourdain fait par le roi à Jean de Bourbon et à sa femme Jeanne de France. Par un arrêt de 1446, il contraint à ne pas sortir des léproseries les personnes saines, mais étant nées de parents enfermés dans ces asiles. Les appels arrivaient en foule au Parlement et pour arrêter ce flot montant sans cesse, il condamnait les appelants à une amende de fol appel. De graves procès nés de la réunion des grands fiefs du ressort à la couronne étaient portés devant lui. C'est ainsi qu'il eut à juger les rois de Majorque et de Minorque qui étaient comtes de Montpellier et les rois de Navarre qui étaient comtes de Foix, d'Armagnac, de Bigorre et de Rodez. Jean de Navarre qui se disait comte palatin ayant émis la prétention de légitimer des bâtards et de créer des notaires apostoliques en vertu de pouvoirs émanés du pape, fut condamné par le Parlement, comme coupable de lèse-majesté, à demander pardon au roi et à justice. On le voit fièrement monter sur ses fleurs de lys et rendre ses arrêts toutes les fois qu'il y a des droits de la couronne à défendre, des usurpations à réprimer et des hommages à exiger. Les registres de ce temps sont remplis d'arrêts contre des rois et des reines ; il y a même des décisions contre le pape, comme souverain temporel du comté d'Avignon.

CH. II. — AYNARD DE BLETTERENS, PREMIER PRÉSIDENT 43

Le premier président Aynard de Bletterens meurt, en 1448, presque dans la pauvreté. Son portrait est dans la chronique de Bardin : « un des meilleurs magistrats de son temps, sage, prudent et grand justicier ferme, sans dureté, craint sans être haï, toujours prêt à donner audience aux plaideurs et sévère aux juges inférieurs. » Telle fut sa charité envers les pauvres, qu'il ne laissa pas de fortune après sa mort, grande louange pour un magistrat, quoique peu recherchée en ce temps, dit avec sa malice, l'annaliste Lafaille. Il ajoute après Bardin : « S'il y avait quelque chose à désirer en ce grand homme, c'était un peu plus de connaissance en droit romain, droit qui régissait le ressort. » On l'enterra sous le pavé du chœur de l'église des Jacobins et le Parlement lui décerna des honneurs funèbres, à la grand'chambre, tendue de noir et entourée de bandes de velours aux armes des Bletterens. Du palais, le Parlement au milieu du clergé régulier et séculier, suivi du sénéchal, du viguier, des capitouls, des bourgeois et des métiers de la ville, alla à l'église Saint-Étienne où l'effigie du premier président fut portée par six gentilshommes en manteaux de deuil, et où l'abbé de Saint-Sernin célébra l'office des morts. Sur la pierre de son tombeau on grava cette épitaphe dont les lignes riment entre elles :

Hoc in tumulo jacet legum doctor eximius,
Quondam Francorum regis confiliarius,
Dominus Aynardus de Bletterens cognomine natus
Parlamenti occitaniae presidens primus
Qui obiit anno domini 1448, nona die Junii.
Ejus anima requiescat in pace. Amen !

L'épitaphe peut être vraie, mais Bardin et Lafaille se

sont trompés si souvent qu'il ne faut pas toujours en croire leurs récits où l'imagination les entraîne, bien des fois, au-delà de la vérité.

En ce temps-là, les gages des magistrats, pour parler comme Bardin et le père Lombard, n'étaient pas bien élevés. Le premier président ne touchait que six cents livres ; l'archevêque de Toulouse et l'évêque de Carcassonne, en leur qualité de prélats assistant à la Cour, recevaient cinq cents livres, à la condition de remplir exactement leurs fonctions judiciaires. En cas d'absence ou de négligence, ils ne recevaient rien, ainsi que l'établit cette dure annotation mise à la suite du nom du conseiller clerc Elie de Pompadour : « Rien, parce qu'il n'a pas servi. » Les gages des présidents à mortier s'élevaient à quatre cent seize livres, ceux des conseillers épiscopaux à cinq cents ; les gens du roi touchaient de trois cents à cinq cents livres, selon qu'ils rempliraient les fonctions de procureur du roi ou d'avocat du roi, les conseillers clercs cent soixante et douze livres pour leurs manteaux, les conseillers laïcs deux cent quarante sans manteaux, les greffiers de soixante à cent livres selon leurs qualités de greffiers civils, criminels ou des présentations ; le premier huissier cinq sols par jour, les autres deux sols et six livres cinq sols pour leurs manteaux. En 1443, les États assemblés à Montpellier accordèrent douze cents livres à distribuer aux présidents, conseillers et autres officiers du Parlement. Les parlementaires ne se plaignaient pas de la pauvreté de ces gages, et le roi Jean avait dit des magistrats de son temps : « Desquels gages tout modiques qu'ils sont la modeste pauvreté des officiers de notre Cour est contente. » Les chroniques n'ont pas assez

de louanges pour célébrer cette glorieuse pauvreté des parlementaires, elles l'appellent une misère splendide, *splendidam miseriam*.

Cette modicité des gages donna naissance à la taxe des épices qui allait s'introduire à Toulouse, en l'année 1466. Ces épices données au rapporteur, en signe de reconnaissance par le plaideur qui gagnait son procès n'étaient, sous Philippe le Bel, que des corbeilles remplies de confitures et de drogues aromatiques : elles se convertirent plus tard en or et en argent. Cette taxe en écus d'or fut inaugurée par le conseiller Guillaume Bardin, qui avait rapporté un procès de l'évêque de Condom.

Le président Jacques de Meaux remplace Aynard de Bletterens à la première présidence, et Jean Dacy prend le siège de président laissé par Jacques de Meaux. Le roi voulut ainsi récompenser M. de Meaux de sa fermeté et de sa prudence dans la difficile mission d'interroger, dans sa prison, le comte d'Armagnac. Le chancelier de France les installa en vertu de l'ordonnance de Philippe de Valois qui voulut, pour écarter les courtisans et les ignorants de ces hautes charges de justice, que nul n'en fût pourvu que lorsque le chancelier et le Parlement auraient reconnu aux membres des Cours souveraines le savoir et les vertus commandés par la redoutable mission de juger les choses humaines. Cette installation du premier président Jacques de Meaux servit de modèle à toutes les autres. Il présenta, assis en sa place, les lettres du roi et sortit de l'audience. Le Parlement ayant procédé à la lecture et à l'enregistrement des provisions, ordonna aux huissiers de faire rentrer M. de Meaux. Le

nouveau premier président s'étant assis, le doyen des conseillers clercs reçut son serment, l'installa et prononça l'arrêt de réception. Pour les présidents et conseillers, l'arrêt de réception était prononcé pendant qu'ils étaient debout à la barre ; seuls, les conseillers épiscopaux avaient le droit de franchir la barre à leur installation. C'est ainsi qu'on procéda en installant le président Jean Dacy et l'archevêque de Toulouse Pierre Dumoulin, renommé pour son savoir et son amour de la poésie et que, dans son épitaphe, on a appelé prince en droit civil et en droit canon et monarque des poètes.

L'archevêque Dumoulin paraît être le premier à qui le roi confia la garde des sceaux ; son épitaphe lui donne le titre de vice-chancelier. Les sceaux du Parlement ne furent confiés qu'à un prélat du ressort. Quand Louis XI voulut plus tard les mettre sous la garde des conseillers lais plus nombreux chaque année, la prétention des prélats fut rejetée. La chambre des enquêtes est créée en 1451. La présidence en est donnée à Gilles Le Lasseur.

Un curieux procès est plaidé devant le Parlement en 1453. Le jour de la fête des fleurs, à la gaie science, le poète Robert Borrassier ayant obtenu un souci, le poète maître Boffat une églantine et un autre la violette, Borrassier rencontrant Boffat en allant au mai, à la porte Arnaud Bernard, voulut passer avant lui, en prétendant qu'il était noble. Boffat ayant répliqué que sa fleur était la plus digne et qu'il marcherait le premier, ils en vinrent aux coups d'épée, et une véritable mêlée s'engagea entre leurs amis. L'avocat Cossol qui tenait la partie de Boffat eut un bras mutilé. L'arrêt du Parlement, présidé ce jour-là par M. de Meaux, a été perdu.

Il n'y avait pas d'affaires plus renaissantes que celle de la pragmatique sanction. Le palais retentissait sans cesse du bruit de ces fameux décrets du concile de Bâle adoptés à Bourges par l'assemblée des prélats et des seigneurs du royaume, en 1437, et confirmés par une ordonnance du roi. La Cour romaine cherchait à en éluder l'exécution, mais les Parlements de Paris et de Toulouse maintenaient ces décrets dans toute leur vigueur. La pragmatique était battue en brèche par le pape et par le roi : cette société ardente et jalouse de ses franchises nationales en était agitée. Les partis en venaient aux mains dans les villes fougueuses voisines du Roussillon et de la Provence. A Nîmes, les passions se déchaînèrent dans toute leur violence : le prévôt et le chapitre de l'église soutenaient les droits de l'évêque élu par eux, contre un cardinal d'Avignon qui voulait prendre possession de cet évêché en vertu d'un décret du pape. Des factions bruyantes troublèrent aussi le diocèse de Viviers. Elie de Pompadour, malgré l'arrêt du Parlement, s'empara de l'évêché de Viviers et en chassa Pierre Barillet, conseiller au Parlement, le premier de ceux qui eurent le double titre de professeur de l'université et de conseiller d'une Cour souveraine. Le clergé résista à Elie de Pompadour qui lança des excommunications. Le clergé en appela au Parlement ; c'est cette sorte d'appel se rattachant aux droits du royaume qui prit le nom d'appel comme d'abus.

Ces désordres de l'église entraînaient les désordres du clergé et allaient ouvrir une large route à la réforme de Luther et de Calvin. Le Parlement châtiait les prêtres qui violaient les règles de la religion et de la

morale, mais ni les arrêts, ni les peines canoniques, n'arrêtaient point ces scandales et ces hontes.

Des disputes de préséance font une courte diversion à ces tristesses. A la rentrée de la Saint-Martin de l'année 1452, l'archevêque de Toulouse et les évêques de Sarlat et de Saint-Papoul prétendirent marcher après le premier président et avant les autres présidents, au moment de l'offrande, à la messe du Saint-Esprit. Les têtes s'échauffaient, mais le conseiller clerc Bardin parvint à les calmer. La mort soudaine du premier président Jacques de Meaux les détourna de ces querelles.

De cruelles souffrances eurent bientôt tari en lui les sources de la vie ; il avait mis dans son blason cinq couronnes d'épines. Les haines de famille, qui attristèrent sa vie, poursuivirent sa veuve au lendemain de sa mort : elle fut obligée de plaider pour ses habits de deuil. Le premier président de Meaux laissa le souvenir d'un esprit ferme et d'un cœur doux.

Sa charge, brigüée par le président Dacy qui venait de prendre au nom du roi possession du comté de Comminges à la mort de Mathieu de Foix, passa aux mains de Pierre Varinier, simplement qualifié dans les registres de la Cour, de docteur et professeur en droit civil. L'annaliste Lafaille laisse percer la surprise et le dédain des parlementaires en disant : « Il fallait que ce personnage jouit d'une haute réputation pour mériter un si beau poste, sans avoir d'autres antécédents. » Le roi le connaissait mieux que les parlementaires ; il avait déjà mis à l'épreuve sa science du droit et son dévouement aux intérêts de la couronne. En même temps, le roi créa une troisième présidence au Parlement de Toulouse.

On installa Pierre Varinier le 3 décembre 1454 : le président Dacy se contenta, ce jour-là, d'un froncement de sourcils. Quelques jours après, sa rancune fit explosion par ces orgueilleux reproches adressés à Pierre Varinier : « Vous avez usurpé la première place sur les suffrages du Parlement qui me les avait destinés. » Une vive réponse de Varinier imposa silence à Dacy.

La peste reparut à Toulouse en 1455. Une partie du Parlement se rend à Lavaur. Les parlementaires, restés à Toulouse, informèrent ceux qui avaient déserté la ville que, s'ils n'y rentraient pas promptement, ils seraient privés de leurs offices et dénoncés au roi. D'autres querelles intérieures les divisaient et les irritaient. Le seigneur d'Albret, ancien légat du pape, alla s'asseoir un jour, au Parlement avant les prélats. De sa petite chambre de la montagne Sainte-Geneviève, Dumoulin fit entendre au royaume sa protestation retentissante, en soutenant que la justice royale était d'essence séculière et que le Parlement de Paris n'aurait jamais toléré cette usurpation.

Le président Jean Dacy meurt au sortir de l'audience où il avait condamné à la torture le florentin Othon Chastel, acharné à la perte de Jacques Cœur, qu'il avait remplacé dans la charge d'argentier du roi, et poursuivi à son tour pour rapines et concussions. La mort frappe aussi sur son siège le procureur général Louis Dubois, que remplace Pierre de Ligonie, en l'année où, par un vent brûlant, un incendie dévora une partie de la ville : ce fut le Parlement qui sauva du pillage les débris des maisons incendiées et fit donner un asile et du pain à des milliers de pauvres errant dans

les rues. On apprit alors à Toulouse l'arrestation du duc d'Alençon, accusé d'avoir traité avec les Anglais et de vouloir leur ouvrir les portes du royaume. Quelques parlementaires entrés dans ce complot et dénoncés par la clameur publique, auraient été emprisonnés sans le pardon du roi. L'archevêque de Toulouse, Bernard de Rosergio, un des jurisconsultes les plus savants et les plus éloquents de son siècle, était même à la veille de comparaître devant le Parlement. Ce nuage ne tarda pas à se dissiper. Le roi Charles VII venait de mourir.

Louis XI monte sur le trône en 1461. Le Parlement suspend le cours de la justice jusqu'à l'arrivée des lettres du nouveau roi et, de concert avec les capitouls, célèbre à la cathédrale de magnifiques obsèques en l'honneur de Charles VII. Louis XI ne se laissa pas toucher par ces cérémonies funèbres ; en confirmant le Parlement de Toulouse, par ses lettres patentes du 2 octobre 1461, il enleva leurs charges à plusieurs membres du Parlement, au premier président Pierre Varinier et au procureur général Pierre de Ligonie. Il suffisait à l'ombrageux Louis XI que le roi Charles VII eût donné au premier président des marques de son attachement et de sa confiance pour s'en défier et le rejeter dans l'ombre. Varinier alla mourir dans sa maison des champs, sans amertume, en gardant jusqu'au dernier jour le noble dédain des élévations et des chutes humaines. Le roi ne confirma, dans leurs offices, que Jean Le Lasseur, président des enquêtes, les conseillers clercs Guillaume Bardin, Antoine Marron, Philippe de Fontenay et Pierre de la Treille. Louis XI maintint dans leurs charges les conseillers laïcs Guibert Rome, Nicole

Berthelot, Pierre Damian, Pierre Sarrat, Jean de Héricon, Gaillard Dahus, Hébert de Malenfant et Pierre de Brugnières de l'ancienne maison de Chalabre. Il supprima le huitième président, en se réservant la nomination des autres membres du Parlement. Ces nominations ne se firent pas attendre : la première présidence fut donnée à Jean Daunet, fils d'un sénéchal de l'Anjou, ancien ambassadeur de Charles VII à Rome et au concile de Bâle, procureur général au Parlement de Paris et dont l'arrière-petite-fille sera la mère de Sully. Adam Cousinot hérita de la présidence laissée par Jean Dacy. Bernard Lauret eut la charge d'avocat général, Antoine Morlhon celle de procureur général, et Pierre Benquet un siège de conseiller clerc. Le favori de Louis XI, Guillaume Bec, homme d'église, eut droit de préséance sur tous les conseillers et sur le garde du sceau royal.

L'arrivée de Louis XI à Bordeaux amena un différend entre le roi et le Parlement de Toulouse qui refusait d'enregistrer la cession faite par la couronne au comte de Candale des terres et châteaux des comtés de Lavaur et de Giroussens. Le premier président, qui signa, comme témoin, le contrat de mariage du vicomte de Candale et de Marguerite, fille du comte de Foix, se connaissait en habiletés et en souplesses. Il sut triompher des caprices et de l'humeur changeante de Louis XI, qui semblait vouloir abaisser tout ce que son père avait élevé ; il garda sa première présidence au Parlement.

C'est aux premières années de ce règne que le Parlement prit en mains la nomination des capitouls. Les capitouls, nobles au premier chef à l'expiration de leurs fonctions, étaient dans l'usage de nommer leurs succes-

seurs, par un privilège dont ils étaient jaloux. De violentes disputes s'élevaient souvent entre eux, au travers des brigues de ces élections ; le Parlement, qui tranchait ces querelles, résolut d'y mettre un terme, en nommant lui-même les capitouls. L'hôtel de ville alarmé protesta ; le Parlement s'apaisa, en insérant dans son arrêt qu'il ne nommerait les capitouls qu'une fois seulement, par manière de souveraineté et sans préjudice des statuts et coutumes de la ville. Les intrigues et les agitations devenant plus vives à chaque élection, les capitouls furent les premiers à supplier le Parlement de s'emparer du droit de nomination au capitoulat. Les parlementaires, riches et lettrés, nommés à vie, triomphèrent sans peine de ce groupe de nobles, d'avocats et de marchands dont les fonctions n'étaient que de courte durée. De loin en loin il y aura des résistances violentes, mais stériles. Le Parlement les dissipera comme des nuées et sera le vrai souverain de Toulouse.

De Bordeaux, Louis XI s'achemina vers Bayonne et Toulouse. Avant de quitter Bordeaux, il enleva au Parlement de Toulouse les pays et sénéchaussées de Gascoigne, Guyenne, Agenais, Bazadais et des Landes et créa le Parlement de Bordeaux en 1462. Il fit son entrée à Toulouse, à cheval, sous le dais, vêtu d'un pourpoint de toile d'or, avec des chausses étroites, le bas et le haut tout d'une pièce, Etienne de Roaix portant le gonfanon de la ville devant le roi, au lendemain d'un incendie qui dévora une partie de la ville. Au souffle d'un terrible vent du midi, des tourbillons de flammes volèrent d'un quartier à l'autre, enveloppant le faite des clochers d'un nuage de feu, fondant les cloches et brûlant, dans un

immense brasier, les maisons, les monuments, les collèges, les couvents, les églises et l'hôtel de ville. Le Parlement, à la voix de son premier président, dont la vie fut souvent en danger au travers des flammes, organisa partout des secours; l'incendie fumait encore à l'arrivée du roi. Louis XI assista à la procession de la Fête-Dieu, au milieu des cendres humaines et des ruines, et pleura sur cette cité désolée. Il y séjourna plus de deux mois et nomma le premier président commissaire de la couronne aux états assemblés à Montpellier. En signe de joie, à cette entrée du roi, le Parlement rendit la liberté à une foule de prisonniers. Des croisées de la Trésorerie où il était logé, le roi, apercevant sur la place du Palais l'échafaud où montait un condamné, lui fit grâce entière, en priant Notre Dame de Bon Secours « de lui en tenir compte au jour du jugement. »

Pierre de Morviller, chancelier de France, qui accompagnait le roi, siégea souvent au Parlement. C'est vers cette époque que la langue latine, mal parlée et mal comprise au Palais et devenue ainsi une source de procès, fut remplacée dans les plaidoiries par la langue française. Louis XI, qui n'aimait guère les avocats, autorisa les parties à plaider elles-mêmes leurs causes en toute liberté et sans avoir recours aux hommes de robe. Les registres du Palais étaient déjà écrits en français depuis l'année 1444.

Les luttes de la pragmatique sanction se réveillent. Le Parlement, qui n'hésite pas à sévir contre les entreprises arbitraires de Rome, décrétait de prise de corps Pierre Davaut, évêque de Sarlat, et ordonnait la saisie de son temporel. pour avoir déclamé en chaire contre le pape

Pie II. Il sévissait aussi contre les princes de l'église, qui bravaient les règles du droit civil et du droit canon. Le pape, en remerciement de cette noble indépendance, l'honora, dans ses lettres apostoliques, du nom de Parlement catholique.

La peste revient en Languedoc et oblige le Parlement à se transporter de ville en ville ; il siégeait à Albi dans l'été de 1463 et à Béziers, à l'automne de la même année. Il rentrait à Toulouse à la fin du mois de janvier 1464. On était alors à ces journées troublées où la ligue du bien public, répandue par le royaume, enhardissait les impatients et les rebelles et inquiétait la couronne. La province du Languedoc reste fidèle au roi ; le Parlement décrète d'emprisonnement les seigneurs révoltés et les condamne à demander pardon à Louis XI, tête nue et sans ceinture, à la sortie de la messe et devant le peuple. Après la bataille de Montlhéry, le roi s'empressa d'adjoindre le premier président Jean Daunet au connétable, à l'amiral de France et au sire de Melun, négociateurs du traité de paix.

Jean Daunet se rend ensuite à Tours où il soutient les droits du roi de France contre les prétentions du duc de Bretagne devant le roi de Sicile, les princes et les plus grands seigneurs du royaume. Ces nobles arbitres, qui se défiaient des ruses de Louis XI, se laissèrent convaincre par la force et la clarté du langage de Jean Daunet et donnèrent raison au roi de France. Le roi, en récompense de ses services, lui accorda en outre du droit de séance déjà en vigueur, droit de voix délibérative au Parlement de Paris. Il semble que ce dernier privilège soit passé plus tard sur la tête des autres membres du Par-

lement de Toulouse, s'il faut en croire le bon et savant Maynard. Louis XI fit même un coup d'autorité en appelant Jean Daunet, ce très honoré et très redouté seigneur, ainsi qu'il est désigné dans un traité passé entre Louis XI et Jean de Foix comte de Candale, à la première présidence du Parlement de Paris, à la place de Jean de Nanterre auquel il accorda en échange le première présidence du Parlement de Toulouse. On ne croit pas que Jean de Nanterre ait jamais pris possession de ce siège ; il eut assez de résignation et de noblesse d'âme pour rester au Parlement de Paris, au second rang, sous la main de celui qui le remplaçait par la volonté du roi.

Pendant ce temps, les ambitions et les discordes s'éveillaient à Toulouse, autour de ce siège vacant de la première présidence. Des ressentiments et des haines, on en vint aux accusations et aux procédures irritantes et bruyantes. Au travers de ces disputes, des présidents et des conseillers de Paris échangeaient leurs charges avec des présidents et des conseillers de Toulouse. L'un deux, Jean Duverger, ancien conseiller au Parlement de Paris et nommé troisième président au Parlement de Toulouse, éteint, en qualité de négociateur du roi, la révolte des Catalans contre le roi d'Aragon et reçoit, en don de joyeuse réconciliation, les seigneuries d'Alez, de Rousson, de Condrasset et de Montlaur. Ce sont encore des magistrats du Parlement de Toulouse le procureur général Antoine de Morlhon et le conseiller Jean de Gargas, que le roi envoie dans les Pyrénées, pour tracer les limites du comté de Roussillon.

La première présidence étant toujours brigüée et disputée ; Louis XI écartait dédaigneusement ces rivalités

persistantes. Le Parlement de Toulouse venait de l'offenser par une résistance qu'il ne lui pardonnait pas : le Parlement avait accordé, malgré le roi, des lettres de grâce à Jean d'Albret, vicomte de Tartas, qui s'était empressé, en reprenant la ville de Fleurance, de faire pendre les consuls, de massacrer les hommes et les femmes jusqu'au pied des autels, piller et brûler les maisons. Enfin, Louis XI, pressé par le chancelier, se décida à nommer Henri de Marle, d'une trempe ferme et fine, ancien conseiller au Parlement de Paris, ancien maître des requêtes et petit-fils du chancelier de France, Henri de Marle massacré avec le connétable Jean d'Armagnac par la faction des Bourguignons sous le règne de Charles VI. Il fut installé, le 12 mars 1465, et désigné bientôt après, comme un des commissaires du roi à l'assemblée des états tenus à Montpellier et au Puy.

Ces assemblées se plaignirent aux commissaires du roi de ce qu'il ne nommait guère au Parlement que des gens de basse main et de petit état, ni lettrés, ni savants en droit, cordonniers, maréchaux ferrants, arbalétriers. Ces plaintes portaient à faux ; le reproche adressé au roi de prendre dans leur obscurité des hommes qu'il pouvait désavouer au gré de sa politique, tombait de lui-même devant les noms des magistrats d'une science éprouvée ou de familles renommées et respectées, nobles ou bourgeoises, et dont quelques-unes jouissaient des honneurs de la chevalerie. Si le roi, à une heure d'oubli ou de lassitude, avait laissé quelque ambitieux sans savoir et sans vertu pénétrer dans les grandes compagnies judiciaires, les États se montraient trop ombrageux. Au Parlement de Toulouse n'avait-on pas eu en plein éclat les noms

illustrés de Durfort, d'Estanges, de Voisins, de Cardaillac, de Chabannes, de Pompadour, de Lautrec, d'Esparbès, d'Hautpoul, et de tant d'autres sortis de la plus vieille et de la plus glorieuse noblesse ?

Les séances des états ne se passaient pas toujours sans orages. Les sénéchaussées de Carcassonne et de Beaucaire, élevèrent la prétention de faire siéger tour à tour le Parlement dans chacune des trois sénéchaussées de Toulouse, Carcassonne et Beaucaire ; en cas de refus elles menaçaient la ville de Toulouse de demander la suppression de son Parlement et sa réunion au Parlement de Paris. Le président des états, Jean, bâtard de Bourbon, évêque du Puy, poussait à cette révolution judiciaire. D'un autre côté, un démêlé ayant éclaté à Carcassonne entre les consuls et le peuple, le Parlement y envoya des commissaires qui furent emprisonnés et maltraités par Geoffroy de Chabannes, lieutenant du duc de Bourbon. Le Parlement lance contre Chabannes un arrêt de prise de corps.

Le duc de Bourbon prend couleur pour son lieutenant Geoffroy de Chabannes, et se joint aux sénéchaussées de Beaucaire et de Carcassonne pour soutenir leurs prétentions. Il reçoit même de ces sénéchaussées à cette occasion, s'il faut en croire des chroniques, un présent de cinq cents écus d'or. Cette pluie vermeille porta ses fruits : le roi qui aimait le duc de Bourbon écouta ses doléances et commença par enlever au Parlement la connaissance des troubles de Carcassonne. Le Parlement refusa d'obéir aux injonctions royales ; il ne craignait pas à ces années, qui sont encore, selon le mot de la Roche-flavin, ses années d'enfance, d'entrer en lutte avec l'ombrageux Louis XI. On est frappé de cette hauteur sou-

daine et de cette fortune rapide ; mais Louis XI va s'en venger. Les gens du roi et quelques conseillers sont aussitôt suspendus de leurs fonctions et, par un singulier contraste, le roi octroie aux membres de toutes les Cours souveraines du royaume l'inamovibilité promise par Philippe de Valois et Charles VII. Dans cette âme violente et profonde, les hautes vues de la politique refoulaient les emportements de la passion. Le premier président répliqua par une protestation solennelle où il adjurait le Parlement de se bien pénétrer de la grandeur de sa mission de n'écouter que la voix de la conscience et de rendre la justice sans peur et sans faiblesse et sans avoir le souci de la prison ou de la mort. Le roi entra dans une violente colère et signa de nouvelles lettres dépouillant le Parlement de la connaissance des tumultes, séditions et complots de toute la province du Languedoc, pour en investir le duc de Bourbon.

Le 13 mai 1467, les commissaires du roi, marquis de Saluces, Marin Marimon et quelques autres arrivent à Toulouse et présentent au Parlement les lettres royales où il était dit qu'en l'absence de plusieurs magistrats envoyés en ambassade ou retenus à Paris pour le service de la couronne, le nombre des parlementaires restés à Toulouse n'était pas suffisant pour tenir le Parlement, et que le roi commandait en conséquence que le cours de la justice fût suspendu et qu'on renvoyât les sceaux au roi ou à son chancelier. Le Parlement courba la tête. Le premier président Henry de Marle est révoqué et remplacé, malgré ses protestations, par Jean de la Vernade dont le vif et pénétrant esprit avait séduit le roi, en 1466, à une assemblée de prélats, de seigneurs et de

« grands et sages gens » chargés de rédiger, sous la présidence du comte de Dunois, un édit sur l'administration de la justice et la police du royaume. C'est lui qui introduisit l'imprimerie à Toulouse sur les conseils de Fust, son ami. Le premier président de Marle, mandé à Paris, y vécut dans une retraite austère environné du respect public et gardant au cœur le ressentiment de sa disgrâce. Il fut le premier des chefs des Parlements de France qui prirent le titre de chevalier qu'il tenait de sa naissance. C'est à tort que La Rocheflavin a prétendu que Jean Daffis fut le premier à prendre ce titre. Les autres ne prenaient que le titre de maîtres qui n'a jamais été un signe de roture. Les barons, les plus puissants seigneurs, les évêques et Gaston, comte de Foix et de Béarn tenaient à honneur de prendre ce titre comme une marque de juridiction et de souveraine autorité.

La chevalerie d'ailleurs n'allait plus être inféodée à la guerre ; on commençait à la donner à la magistrature et aux lettres, et il y eut alors les chevaliers français des lois. Cefut un rayon de la vieille gloire et les chevaliers qui brillèrent sur l'ancienne magistrature du royaume, vaillante et savante, et combattant par des arrêts aussi bien que les seigneurs avec l'épée, les ennemis de l'État. Les guerres intérieures étaient parfois plus cruelles et plus furieuses que la guerre étrangère. Charles IX le comprit bien en donnant à quelques années de là, à un président à mortier du Parlement de Toulouse, Antoine de Paulo, ses lettres de chevalier, portant qu'il lui baillait de sa main, l'accolée militaire, en présence des princes du sang et afin qu'il eut les mêmes prérogatives et droits que les autres chevaliers d'armes du royaume de France.

Il y eut encore une chevalerie octroyée aux professeurs de l'université, mais elle était bien inférieure en honneurs et en privilèges à la chevalerie des Parlements.

Le palais était fermé depuis sept mois. La ville de Montpellier remuante, industrielle et chère à Louis XI par la pureté de son climat et la célébrité de son école de médecine remontant aux Arabes, allait devenir le siège du Parlement. Le roi l'y transféra, par ses lettres patentes du 21 septembre 1467, pour y siéger aussi longtemps qu'il avait siégé à Toulouse. L'ouverture de ce Parlement se fit le 12 novembre de la même année, sous la présidence de Jean de Bourbon, évêque du Puy. On lut, à huis clos, l'ordre du roi obligeant les parlementaires à résider à Montpellier; puis, les portes furent ouvertes à la foule. A cette première séance assistaient le troisième président Jean Duvergier, les évêques d'Uzès et de Maguelonne, les conseillers clercs Pierre de la Treille, Pierre de Benquet, Jean Longroy et les conseillers laïcs Pierre Damian, Jean de Héricou, Jean de Rossignol, Bremon de Saint-Félix et Bernard d'Olive. On rétablit sur leurs sièges les magistrats bannis pour avoir résisté au duc de Bourbon; l'avocat du roi de Lauret et le procureur général de Morlhon. La Cour des aides suivit le Parlement dans cette émigration.

Les destitutions ne tardèrent pas à frapper d'autres magistrats qui protestaient contre cette translation arbitraire. Le premier président de Marle renouvela, par procureur, sa protestation contre sa révocation et la nomination de son successeur, Jean de la Vernade, qui prenait la qualité de chancelier du Bourbonnais. Louis XI ne s'inquiétait ni de ces oppositions ni des re-

montrances, ni des colères ; il envoyait froidement des lettres de jussion qui imposaient la soumission. Pourtant, de ce Parlement bouleversé il s'éleva de telles rumeurs que le roi s'en émut et déclara, par ordonnance, qu'il ne serait pourvu à aucune charge, si elle n'était vacante autrement que par mort, résignation ou forfaiture. Une telle décision ne consolait ni ne rassurait les révoqués et les bannis. Cette ordonnance de Louis XI lui a fait attribuer l'institution de l'inamovibilité de la magistrature. Il faut la chercher plus haut : elle a été la conséquence de l'introduction des légistes aux Parlements. Les seigneurs, désertant la Cour du roi pour vivre dans leurs châteaux, étaient remplacés par des hommes de loi ; de Cours féodales les Parlements devenaient des Cours de justice. Déjà, en 1302, Philippe le Bel, en confirmant les officiers du Parlement de Paris dans leurs fonctions, les rendit « perpétuels et non destituables » par un privilège personnel qui ne tarda pas à se transformer en règle générale pour l'avenir.

Les légistes cherchèrent à obtenir des garanties contre les caprices du prince : Philippe de Valois leur assura l'exercice de leurs charges pendant la durée de son règne ; les Parlements étaient réputés dissous à la mort des rois ; mais les lettres de confirmation consacraient les ordonnances des anciens rois, à chaque avènement à la couronne, et, avant de mourir, Louis XI fera jurer au Dauphin de se soumettre à cette tradition royale.

Le Parlement de Montpellier installa le premier président de la Vernade et ne jugea que peu de procès ; le Père Lombard n'en cite que deux : celui de la sénéchaussée de Beaucaire, qui plaidait contre le domaine royal, et le

procès du comte de Candale, qui parvint enfin à obtenir l'enregistrement de la cession du comté de Lavaur.

A Toulouse, les capitouls se plaignaient amèrement de n'avoir plus le Parlement. Ils songèrent à confier à un juge mage, Guillaume Brun, conseiller intime et médecin de Louis XI, la mission d'implorer le roi et de fléchir ses ressentiments. Brun parla si bien à ce roi défiant et opiniâtre que de nouvelles lettres patentes du 24 décembre 1468 rétablirent le Parlement à Toulouse. Le retour de cet envoyé des capitouls a été retracé dans un curieux tableau du temps : les capitouls, en manteaux de cérémonie et sur la tête un bonnet rouge en pointe et sans rebords, sont assemblés au Capitole, ayant derrière eux le corps de la bourgeoisie. Brun, en robe bleue, avec un chaperon rouge sur l'épaule, prend place au milieu des capitouls ; un greffier, vêtu d'une robe bleue, debout et tête nue, lit les lettres patentes à la foule qui remplit la vaste salle du Consistoire. Un chaud reflet de soleil éclaire toutes ces têtes et leur donne le mouvement, la joie et la vie.

Quelques jours après, les parlementaires reviennent, comme une légion triomphante, au bruit des acclamations de la noblesse et du peuple. La Cour des aides marchait à la suite du Parlement. Les États, tenus à Montpellier en 1470, tentèrent de ressaisir le Parlement ; mais, cette fois, Louis XI les réprimanda et désavoua ses commissaires qui avaient dépassé leurs pouvoirs et enfreint ses volontés. Il déclara une dernière fois que le Parlement et la Cour des aides seraient fixes et permanents « dans la ville des capitouls, capitale du Languedoc et ville royale. » La Cour des aides ne tarda

pas néanmoins à désertier Toulouse. Le Parlement de Montpellier ne devait plus revivre ; mais, en quittant cette ville hospitalière, le président Duverger lui laissa un magnifique souvenir de son passage : il y fonda un collège destiné à préparer la jeunesse laborieuse aux études du droit et de la médecine. Ce collège porta son nom : « *Doctum collegium vocabitur Duverger* ». On compara le président à Mécène, et l'on grava son image sur l'airain et le marbre avec une couronne d'olivier.

CHAPITRE III

Cérémonie de l'installation du Parlement. — Composition du Parlement. — Règlement sévère du Parlement. — Les tortures. — L'université. — La basoche. — Le premier président Bernard Lauret. — L'avocat du roi Jean Sarrat. — Le Parlement se renouvelle. — Traité avec le duc de Bourgogne. — Le Quercy enlevé au Parlement et repris par lui. — La peste. — Les États du Languedoc. — Conspiration du comte d'Armagnac, duc de Nemours. — Refus du Parlement d'enregistrer des aliénations du domaine royal. — Parlementaires de Toulouse désignés pour faire partie d'une ambassade en Italie. — Le président Antoine de Morlhon. — La peste. — Émigration du Parlement. — Le pragmatique sanction. — Le procureur général Jean d'Olive. — Le procureur général Jean Doyat. — Mort de Louis XI. Charles VIII. — Lettres de confirmation du Parlement. — La branche d'Armagnac. — Les États à Tours. — La peste. — Construction de murailles de briques formant l'enceinte de Toulouse. — Troubles dans la province et à la Cour du roi. — Usurpation des gouverneurs. — Résistance du Parlement. — Fin du quinzième siècle. — Désordres du clergé. — Rigueurs du Parlement. — Désordre dans les juridictions. — Création d'une nouvelle présidence au Parlement. — Châtiment infligé au conseiller clerc Arnaud de Roquette. — Irritation des parlementaires. — Les sermonnaires. — Olivier; Maillard. — Division dans le clergé. — Émeutes. — La Peste. — Bandes espagnoles. — Mort du premier président Bernard Lauret. — Jean Sarrat nommé premier président. — Duprat, avocat général à Toulouse. — Procès de Jean de Foix et de Catherine de Navarre. — Ordonnance sur la tenue des grands jours. — Avènement de Louis XII. — Règlement pour l'administration de la justice. — Remontrances du Parlement. — Les États du Languedoc. — La Peste. — La pragmatique. — La famine. — Procès de Guillaume Briçonnet, cardinal et archevêque de Reims, contre Jean, cardinal de Pérouse, de Bertrand

de l'Hôpital contre le cardinal d'Albret. — Les gentilshommes du comté de Comminges. — Le Parlement arrête l'invasion espagnole aux frontières. — Mercuriales. — Nouveaux magistrats au Parlement. — Le premier président Nicolas de Saint-Pierre. — Intrigues pour obtenir une charge au Parlement. — Querelles de préséance. — Grandeur naissante du Parlement.

La cérémonie d'installation du Parlement eut un grand éclat au château Narbonnais, le 17 avril 1469. Les factions du comte d'Armagnac, duc de Nemours et comte de Castres, et du roi d'Angleterre rentrèrent dans l'ombre. Les laïques vaillants et épris de la science du droit voient leur nombre augmenter au Parlement, qui décide que les évêques et les prélats, admis autrefois aux délibérations, ne seront plus reçus aux conseils et ne conserveront que leur prérogative de siéger aux audiences. L'évêque de Lavaur se plaignit au roi qui se garda d'écouter sa plainte et qui confirma l'ordonnance de Philippe VI, enjoignant aux évêques, par cas de conscience, de sortir du Parlement afin de vaquer à leurs « spiritualités ». Il fit pourtant une exception en faveur de l'évêque de Lavaur auquel il donna les sceaux enlevés à Pierre de la Treille, en l'autorisant à délibérer aux conseils.

Les mêmes pouvoirs furent accordés à l'évêque d'Alet. Le président des enquêtes était aussi un prélat, ce qui fut censuré par Dumoulin comme un reste de préjugé de l'ancienne autorité ecclésiastique. Il n'en fut pas moins établi par cette nouvelle ordonnance, que ces charges de conseillers épiscopaux n'étaient qu'un souvenir et comme un débris des anciens Parlements et qu'il existait une réelle incompatibilité entre les devoirs sacrés

de l'épiscopat et la mission de la justice qui, par son essence, est royale et séculière. Les disputes des évêques et des parlementaires tendent à se refroidir et à s'éteindre.

Une ère nouvelle de sagesse et d'esprit de discipline s'ouvre au Parlement. Des règles fixes commencent à s'établir sur le rang des magistrats, leur assiduité et leurs travaux à l'audience. Les affaires d'ailleurs encombraient le greffe et les procureurs pliaient sous le poids des sacs. Les gages étaient retenus aux absents et reportés sur les magistrats présents. Le Parlement mit fin aux lenteurs des procès et surveilla, avec une vigilance inexorable, les rapports des conseillers. Il en coûta cher à l'un deux de s'être attardé dans un trop long repos. La Cour lui ordonna de remettre la clé de son cabinet à deux clercs du palais qui apportèrent sur le bureau les sacs de procédure, afin que le procès fut jugé séance tenante. Le conseiller ayant protesté, le Parlement prononça contre lui une interdiction de trois mois et le condamna à demander pardon au roi et à la Cour et à payer une amende de 25 livres. Ces punitions se renouvelèrent plus d'une fois et montrèrent aux populations l'esprit d'austérité et d'amour du devoir qui animait le Parlement.

Le premier président de la Vernade ne fut ni le moins jaloux de ses droits et de ses devoirs, ni le moins ardent à se défendre contre les usurpations des gouverneurs de la province. Entre les gouverneurs et lui les luttes prirent tant d'amertume que Louis XI, qui regardait les gouverneurs comme des hommes moins intraitables que les premiers présidents, révoqua la Vernade qui eut ainsi

Le sort de Pierre Varinier et d'Henri de Marle. Il donna sa charge à l'avocat général Bernard Lauret seigneur de Merville, pieux, affable et savant selon les mémoires du temps, expert en droit canon et ami des pauvres.

La question et la torture sont encore en vigueur sous ce règne et les faux monnayeurs expient leurs crimes dans des cuves d'huile bouillante. Le Parlement condamnait les assassins à avoir la tête tranchée, la main coupée et le corps écartelé à quatre chevaux. Pour les autres crimes, il condamnait à la roue, au gibet, au pilori, au carcan, aux galères, au bannissement, à l'immersion et à la submersion dans la Garonne, au fouet, à la langue percée, au bûcher, à la claie, aux tortures de l'eau et à l'estrapade dont la corne de bœuf, les boucles rouillées et les cordes raides de sang semaient partout l'épouvante.

On appliquait la question préalable aux condamnés à mort pour obtenir la révélation de leurs complices. Cette question préalable se divisait à son tour en question ordinaire et extraordinaire. Le condamné subissait la question extraordinaire plus douloureuse que la première, quelques heures après la question ordinaire, à moins que le patient trop meurtri ne pût la supporter et, dans ce cas, on la renvoyait au lendemain ou à un autre jour.

Pour la question ordinaire, on employait à Toulouse l'estrapade apportée d'Italie. Le patient ayant jeûné la veille, on le plaçait sur un escabeau, les mains serrées par un lien retenant un doigt de fer, appelé bouton de gehenne et se rattachant à une longue corde allant aboutir, par l'autre bout, à une poulie fixée au haut d'une potence. Cette corde s'enroulait à un tour manœuvré par deux

hommes qui élevaient en l'air le patient aux jambes duquel un poids était suspendu. Les deux extrémités de la corde qui retenaient les bras s'enroulaient à deux cylindres mis en mouvement par deux aides du bourreau, à droite et à gauche. Aux jambes du patient le bourreau attachait aussi des chaînes sur lesquelles il appuyait les pieds. Le torturé se tordait dans de cruelles extensions de ses membres dans tous les sens ; on le descendait pour l'interroger, quand elles arrivaient au point extrême. S'il persistait à nier son crime, le bourreau le relevait en l'air et le supplice recommençait par deux fois.

La question extraordinaire se donnait à l'eau. On étendait sur un banc le patient avec des cordes attachées aux bras et aux pieds et passées à des anneaux de fer scellés aux murs. Entre le banc et les reins du supplicié, on glissait un tréteau qui l'assujettissait sur ce banc de douleur. Le bourreau lui ouvrait la bouche avec des baguettes de bois et de fer, un aide lui couvrait la face d'un voile enfoncé dans la bouche et, faisant poche y versait lentement un certain nombre de pots d'eau que la bouche avalait sans pouvoir la rejeter. Il arrivait souvent que les patients accusaient des innocents pour échapper à ces souffrances ou qu'ils agonisaient sous ces douleurs ; alors le supplice cessait, mais beaucoup mouraient sur l'escabeau avant d'être roués ou brûlés.

Tout autre était la question extraordinaire donnée aux femmes : on leur faisait ployer une jambe et on appliquait à cette jambe, près du genou, une pince en fer, la mordache, qui rapprochait à l'aide d'un écrou et

d'une vis, les deux parties de ce membre et le comprimaient comme dans un étau. Cette torture pouvait se renouveler plusieurs fois de suite, ainsi que cela eut lieu pour des empoisonneuses. On n'ordonnait jamais, au Parlement de Toulouse, le supplice des brodequins arrosés d'huile bouillante, en vigueur dans d'autres Parlements.

C'est au Capitole, où se trouvait une chambre de la géhenne, que se transportaient pour l'exécution de ces supplices, les commissaires du Parlement assistés de deux capitouls, d'un officier du parquet, d'un greffier et de deux sergents. Ils faisaient jurer au patient, sur l'évangile de la Passion, de dire la vérité et de confesser son crime. S'il niait, le bourreau entraît, jurait à son tour d'exécuter l'arrêt, coupait les cheveux du condamné, lui ouvrait la bouche en cherchant du doigt s'il n'y avait pas caché quelque brevet de magie, et la torture commençait.

Pendant la torture, les commissaires du Parlement exhortaient le condamné à parler. S'il gardait le silence, le tortureur se remettait à l'œuvre malgré les cris et les gémissements du malheureux : cela s'appelait l'application du deuxième et du troisième bouton de la géhenne. Rien n'est plus effrayant que la froide et tranquille rédaction des procès-verbaux qui comptent les cris poussés par les suppliciés, les larmes, le désespoir et les supplications et qui constatent l'écume aux lèvres, l'égarément des yeux, la langue hors de la bouche et les souhaits de mort, comme une heureuse délivrance de ce long martyre.

Le Parlement entre dans une voie de clémence et abo-

lit l'usage des ceps de bois dans lesquels on mettait les pieds et les mains des criminels. Les mœurs vont s'adoucir avec le progrès des études de l'université où accouraient en foule des écoliers de toutes les provinces françaises et de toutes les nations étrangères. L'université de Toulouse ne reconnaissait que la Sorbonne pour son aînée. Il arrivait souvent que cette jeunesse remuante et bruyante entraît en guerre contre ses maîtres et que le Parlement n'apaisait ces querelles que par des arrêts et de sages règlements perdus aujourd'hui dans la poussière des greffes.

Des hommes nouveaux paraissent au Parlement, entre autres cet avocat du roi, Jean Sarrat, que deux plaideurs se disputèrent, par un curieux procès, pour qu'il plaidât une affaire où se débattaient leur honneur et leur fortune. Ce fut un procès en règle jugé par le Parlement, qui débouta les deux parties de leurs prétentions et défendit à l'avocat du roi de plaider pour elles. Cet usage, qui permettait aux gens du roi de plaider pour des particuliers dans les causes étrangères à la Couronne, fut confirmé plus tard par Louis XII et aboli ensuite par Charles IX et Henri III. En même temps que Jean Sarrat, on vit paraître au Parlement les noms de Pierre d'Olive, seigneur du Mesnil, qui de conseiller devint procureur général en remplacement de Morlhon, promu à une présidence, de Garcias et de Dufaur, chancelier du comte d'Armagnac, ambassadeur en Suisse et en Allemagne, l'aïeul glorieux et le tronc vigoureux de l'arbre généalogique des Pibrac et des Saint-Jory; qui donneront, comme les branches d'un chêne, tant d'hommes illustres à la justice, à l'état et aux lettres. Sept fois le

mortier entra dans cette maison des Dufaur, non par droit de survivance, mais par la volonté des rois qui rendaient ainsi hommage à la science et à la vertu de la race. C'est ce qu'a voulu fièrement rappeler la devise de leur maison : *Fortuna sibi quisque faber*. Tous ces Dufaur tenaient à honneur d'être les artisans de leur fortune et de leur renommée.

Vers ce temps, mourut en prison le duc d'Aquitaine, ennemi du roi, qu'on disait avoir été empoisonné par Louis XI. Pour le venger, le duc de Bourgogne excite les villes de la Guyenne à la révolte et répand de son côté de violents manifestes contre le roi. La Guyenne reste soumise et tranquille ; mais Louis XI, craignant de voir se rallumer la guerre, a recours à la voie des négociations, sa ressource ordinaire, et convoque à Nantes une assemblée pour affermir la paix. Le premier président du Parlement de Toulouse était au nombre des négociateurs avec Jean de Popaincourt, président au Parlement de Paris, un président au Parlement de Grenoble, l'archevêque de Tours et l'évêque de Lombes. Cette levée de boucliers finit par un traité avec le duc de Bourgogne : le voile qui couvrait la mort du duc d'Aquitaine ne fut jamais déchiré.

Le Quercy est enlevé au ressort du Parlement qui proteste contre l'édit royal et reprend bientôt sa juridiction sur cette contrée. La peste revient et prend toujours ses premières victimes à Toulouse. Les vieilles maisons de bois y formaient saillie sur des rues étroites et plates où séjournaient les eaux et les immondices. A ces retours sans cesse renouvelés du fléau, on se serait cru dans une ville pestiférée de l'Orient. Le Parlement se

lit l'usage des ceps de bois dans lesquels on mettait les pieds et les mains des criminels. Les mœurs vont s'adoucir avec le progrès des études de l'université où accouraient en foule des écoliers de toutes les provinces françaises et de toutes les nations étrangères. L'université de Toulouse ne reconnaissait que la Sorbonne pour son aînée. Il arrivait souvent que cette jeunesse remuante et bruyante entraît en guerre contre ses maîtres et que le Parlement n'apaisait ces querelles que par des arrêts et de sages règlements perdus aujourd'hui dans la poussière des greffes.

Des hommes nouveaux paraissent au Parlement, entre autres cet avocat du roi, Jean Sarrat, que deux plaideurs se disputèrent, par un curieux procès, pour qu'il plaidât une affaire où se débattaient leur honneur et leur fortune. Ce fut un procès en règle jugé par le Parlement, qui débouta les deux parties de leurs prétentions et défendit à l'avocat du roi de plaider pour elles. Cet usage, qui permettait aux gens du roi de plaider pour des particuliers dans les causes étrangères à la Couronne, fut confirmé plus tard par Louis XII et aboli ensuite par Charles IX et Henri III. En même temps que Jean Sarrat, on vit paraître au Parlement les noms de Pierre d'Olive, seigneur du Mesnil, qui de conseiller devint procureur général en remplacement de Morlhon, promu à une présidence, de Garcias et de Dufaur, chancelier du comte d'Armagnac, ambassadeur en Suisse et en Allemagne, l'aïeul glorieux et le tronc vigoureux de l'arbre généalogique des Pibrac et des Saint-Jory; qui donneront, comme les branches d'un chêne, tant d'hommes illustres à la justice, à l'état et aux lettres. Sept fois le

mortier entra dans cette maison des Dufaur, non par droit de survivance, mais par la volonté des rois qui rendaient ainsi hommage à la science et à la vertu de la race. C'est ce qu'a voulu fièrement rappeler la devise de leur maison : *Fortuna sibi quisque faber*. Tous ces Dufaur tenaient à honneur d'être les artisans de leur fortune et de leur renommée.

Vers ce temps, mourut en prison le duc d'Aquitaine, ennemi du roi, qu'on disait avoir été empoisonné par Louis XI. Pour le venger, le duc de Bourgogne excite les villes de la Guyenne à la révolte et répand de son côté de violents manifestes contre le roi. La Guyenne reste soumise et tranquille ; mais Louis XI, craignant de voir se rallumer la guerre, a recours à la voie des négociations, sa ressource ordinaire, et convoque à Nantes une assemblée pour affermir la paix. Le premier président du Parlement de Toulouse était au nombre des négociateurs avec Jean de Popaincourt, président au Parlement de Paris, un président au Parlement de Grenoble, l'archevêque de Tours et l'évêque de Lombes. Cette levée de boucliers finit par un traité avec le duc de Bourgogne : le voile qui couvrait la mort du duc d'Aquitaine ne fut jamais déchiré.

Le Quercy est enlevé au ressort du Parlement qui proteste contre l'édit royal et reprend bientôt sa juridiction sur le pays. Le Parlement de Toulouse. Les vieilles maisons de bois, les rues étroites et plates, les immondices. A ces défauts du fleuve, on se serait cru au Parlement se

transporta de ville en ville, à Revel, à Albi, à Réalmont. Il venait de rentrer au château Narbonnais lorsque la famine, qui suivit la peste, l'obligea à reprendre le chemin de Revel et de Gaillac. Il ne regagna Toulouse qu'à la fin de janvier 1475, pour châtier des bandes de pillards qui saccageaient et brûlaient les maisons abandonnées, et pour assister à une procession solennelle des corps saints de l'église de Saint-Sernin, en action de grâces de la fin du fléau. Les capitouls portèrent les reliques sur leurs épaules et le premier président marchait en avant, en robe rouge et en manteau d'hermine.

L'évêque Louis d'Amboise préside alors les États du Languedoc où les prélats tentent d'agrandir leur autorité, aux dépens de la juridiction royale. D'un autre côté, quelques églises se révoltent contre leurs évêques. L'évêque d'Uzès ayant défendu à ses chapitres et à ses chanoines de célébrer certaines fêtes par des danses publiques et des promenades bruyantes, les novices et les nouveaux prêtres en appelèrent comme d'abus au Parlement, qui maintint l'évêque dans ses droits de correction et de réforme envers tous les clercs de son diocèse.

Quand les évêques enfreignaient les lois du royaume, le Parlement les châtiait sans merci ; il ouvrait des procédures contre eux, et punissait, en 1473, d'une amende de 2,000 livres envers le roi, Antoine Allemand, évêque de Cahors. L'évêque, usant de représailles, défendit aux prêtres et aux religieux d'aller aux portes des villes de son diocèse recevoir, avec la croix, les commissaires du Parlement et de les conduire aux cathédrales. L'ordonnance de l'évêque fut bientôt cassée avec une nouvelle condamnation à une autre amende de 2,000 li-

vres. Le Parlement décernait des ordonnances de prises de corps contre les évêques de Mende, de Lectoure, de Mirepoix et contre l'archevêque de Narbonne pour excès de pouvoirs.

Louis XI cherchait partout les complices du comte d'Armagnac, duc de Nemours, puni du dernier supplice, et dont les enfants, têtes nues, les mains jointes, vêtus de blanc et agenouillés sur l'échafaud avaient senti tomber comme une pluie chaude sur eux le sang de leur père. Il ajourne par décret devant le parlement de Toulouse l'archevêque de Bordeaux, l'évêque d'Uzès, le vicomte de Caraman et le seigneur de Lautrec qu'il enveloppait dans la conjuration ; mais l'affaire n'eut pas de suite et le roi dut se contenter de leur protestation d'innocence. En même temps, il démembrait son domaine royal qu'il distribuait aux seigneurs de la cour, sans choix et sans mesure. Le trésor s'appauvrissant, le roi contracte des emprunts et augmente les impôts. Le Parlement, qui vérifie les lettres patentes confisquant le comté d'Armagnac et le réunissant à la couronne, refuse d'enregistrer l'échange du Lauragais contre le comté de Boulogne, et s'oppose à l'aliénation des bailliages de Villefranche, Peureusc, Villeneuve et autres seigneuries du Rouergue, au profit de Frédéric d'Aragon, prince de Tarente. Il tenait pour maxime que le domaine de la couronne était inaliénable, en vertu d'une loi du droit des gens née avec la monarchie elle-même. Il n'obéit qu'à des lettres de jussion. Le roi n'en parut pas trop offensé ; il se borna à révoquer les trois conseillers Damien, Berthelot et Bruyères, remplacés par Dalbert, Gabier et Robert de Pavie. Dalbert ne fut jamais installé. Le Par-

lement n'installa Gabier et Robert de Pavie que sur des lettres de jussion. Le roi n'en choisit pas moins, au Parlement, des magistrats et des avocats pour compléter la plus solennelle ambassade de ce règne. Guy d'Arpajon, vicomte de Lautrec, chambellan du roi, le président Antoine de Morlhon, Jean de Voisins, vicomte d'Ambrès, Pierre de Carmaing, écuyer du roi, Antoine de Tournus, juge-mage de Carcassonne. Jean Barbier, professeur de l'un et l'autre droit, Jean de Morlhon, avocat au Parlement de Toulouse et Compain, notaire et secrétaire du roi, partirent, en qualité d'ambassadeurs, pour l'Italie, afin de presser l'accord du pape avec les Florentins, arrêter au-delà des monts l'invasion des Turcs et provoquer un concile général.

Le président de Morlhon devint l'âme de cette ambassade. C'était un esprit élégant, insinuant et adroit. Le roi lui donna le titre de chevalier. Le père Lombard assure que si le poète Ronsard avait connu les harangues du président de Morlhon à la Cour de Rome, il se fut gardé de prétendre que la bonne éloquence ne franchirait jamais la Loire. Le président de Morlhon avait aussi un cœur intrépide. Une ambassade génoise étant allée à Rome pour y rendre obéissance au pape, Morlhon se leva et déclara que les Génois ne devaient relever que du roi de France, souverain de Gênes et de Savoie. Le pape lui imposa silence et reçut le serment d'obéissance des Génois. Morlhon protesta et déclara qu'il ne pouvait reconnaître l'autorité du chef de l'église en cette matière temporelle et réservée au roi. Le temps s'écoulait et la politique italienne entravait, par des lenteurs calculées, la marche des négociations : elle se

résigna pourtant et s'inclina sous cette médiation française qui pacifia l'Italie.

A son retour en France, le président de Morlhon, comblé d'honneurs, retrouve le Parlement fuyant la peste d'une ville à l'autre, de Saint-Félix à Caraman et du bourg Saint-Bernard à la Salvetat et à Saint-Gilles. La peste ne refroidissait pas l'ardeur des ambitieux qui poursuivaient les bénéfices de leurs brigues scandaleuses. La pragmatique, abandonnée par Louis XI, s'était réfugiée au palais de justice, où se croisaient et se heurtaient les nominations émanées de la Cour romaine et les élections des églises. Il y avait aussi des conflits de juridiction, entre les tribunaux séculiers et les tribunaux ecclésiastiques, pour le jugement des membres du clergé; les excommunications de l'archevêque n'empêchaient pas les magistrats des sénéchaussées de juger les clercs tonsurés et le Parlement d'ordonner que, sous peine de la saisie du temporel de l'archevêque, les procédures de l'official seraient rayées des registres de l'officialité.

Le procureur général, Pierre d'Olive, mort de la peste, est remplacé par un favori du roi, Jean Doyat, ancien gouverneur de l'Auvergne, indigne de remplir ces hautes fonctions de la magistrature. Par les lettres patentes de cette nomination, le roi autorisait le Parlement à désigner un substitut du procureur général. C'est la première fois que cette charge force la porte du Parlement. Déjà, les procureurs généraux avaient tenté de l'y introduire; le Parlement repoussait toujours cette innovation. Il accepta, sans murmure, l'avocat Guillaume Blondeau, en signe d'alliance de la magistrature et du barreau.

Jean Doyat ne paraît pas avoir exercé les fonctions de procureur général, parce que son nom ne figure plus sur les registres du Parlement. Sa vie ressemble à une légende : Il était né sur les confins de l'Auvergne, d'un père greffier de bailliage, et avait été un clerc de l'université de Paris, un de ces enfants perdus de la montagne Sainte-Geneviève, vivant entre le cabaret toujours ouvert de la basoche et la potence toujours dressée à Montfaucon, comme avait vécu leur poète Villon. Au moment où la ligue du bien public se forme contre Louis XI, Jean Doyat s' enrôle dans l'armée royale et est condamné deux fois à être pendu. Deux fois, il échappe à la mort et s'enfuit à Cusset, où il accuse du crime de lèse-majesté les émissaires de Jean de Bourbon. Le peuple, ameuté contre lui, le poursuit pour crime de fausse accusation, il fait amende honorable sur un échafaud et va rejoindre Louis XI, qu'il sert pendant dix ans en qualité de valet de la garde-robe. Il regagne Cusset comme bailli et capitaine, et poursuit à outrance les abus et les excès commis par les officiers du duc de Bourbon.

Jean Doyat devient alors gouverneur du haut et du bas pays d'Auvergne, écuyer, baron de Montrial et seigneur d'autres lieux. C'est ainsi que Louis XI aimait à ennoblir et à récompenser les légistes qui le servaient bien. Il prit une large part aux grands jours de Montferrand et, après avoir remué toute la France du centre, lutté contre les seigneurs et les évêques, doux aux petits et aux pauvres, dur aux rebelles, charitable envers tous, il resta légendaire dans cette contrée, où des noëls populaires ont transmis sa renommée dans les campagnes. Louis XI, avant de mourir, le nomma procureur

général au Parlement de Toulouse, et le Parlement, délaissant pour la seule fois peut-être sa rigueur ordinaire envers les magistrats d'une vie orageuse, enregistra les provisions de Jean Doyat selon le bon plaisir du roi. Les gens du duc de Bourbon vont laisser librement éclater leurs rancunes et leurs vengeances ; on emprisonne Jean de Doyat, qui se défend pied à pied en soldat et en légiste rompu aux ressources des batailles et des procédures. On le traduit devant le Parlement qui le déclare inhabile à exercer toutes charges et le condamne à être battu de verges au pilori, à avoir la langue percée d'un fer chaud et une oreille coupée, et enfin à être banni. Mais il était de forte trempe : à peine guéri de ses blessures, il s'engagea dans l'armée de Charles VIII, passa les Alpes à la tête de l'artillerie et alla mourir dans une ville du royaume de Naples.

Le Parlement envoie à l'assemblée des États ses commissaires qui font maintenir aux capitouls le droit de nommer et révoquer les capitaines du guet. Un de ces capitaines, Jean Villemur, destitué par les capitouls, trouva dans le premier président Bernard Lauret, successeur de la Vernade, un puissant défenseur ; mais les capitouls résistèrent à ses instances et lui proposèrent de remettre au Parlement le soin de trancher ce différend. Le Parlement, ayant donné raison aux capitouls, le premier président voulut leur annoncer lui-même le gain de leur procès, belle et sage leçon de la soumission due aux arrêts de la justice par celui qui en était le prince, pour parler comme La Rocheflavin.

A la demande du Parlement et des capitouls, les États décident que, malgré les évocations, les procès de la

province ne pourront être portés hors du ressort. Les moines et les chapelains de l'évêché d'Uzès, qui persistaient à fêter la célébration de leur première messe par des danses et des jeux, autour de leurs couvents et dans les chapelles de leurs églises, cherchaient à se soustraire aux rigueurs des arrêts du Parlement. Ils le saisirent pourtant de l'ordonnance d'interdiction de ces scandales, émanée de l'évêque d'Uzès. Le Parlement s'empressa de maintenir la réforme de l'évêque.

Les liens de parenté entre magistrats ouvraient la voie à de nombreux abus. Le Parlement adresse au roi des remontrances ; le roi les écoute ; mais, en retour, il commande au Parlement la stricte observation de ses devoirs et l'oblige à prêter serment de ne pas s'écarter de l'ordonnance de Charles VII, enjoignant aux Cours de justice de veiller à l'abréviation des procès et dont il prescrivait la lecture, chaque année, à la rentrée de la Saint-Martin. La longueur des procédures l'irritait et il aurait voulu raccourcir et, selon un mot qui lui plaisait, brider les plaidoiries. Sa mort, survenue le 30 août 1483, au château de Plessis-les-Tours, l'empêcha de poursuivre ces réformes. Le Parlement fit célébrer, à l'église Saint-Pierre, comme pour les autres rois, un service solennel de funérailles ; il offrit, pendant la messe funèbre un drap d'or et vingt-quatre torches avec les pannonceaux aux armes de France.

Le nouveau roi Charles VIII ne fit pas attendre au Parlement ses lettres de confirmation. Elles sont datées d'Amboise du 2 septembre 1483 et enregistrées le 27 du même mois. Elles disaient :

« ... Comme pour réfréner l'humaine audace et tenir

« l'innocence en sûreté, N.-S. Dieu ait ordonné aux rois
« et princes de la terre faire justice et jugement entre
« les vivans, par laquelle justice les royaumes, princi-
« pautés et seigneuries sont entretenus en leurs droits
« et prééminences, l'église en sa liberté, tous crimes et
« maléfices punis et corrigés, par quoi la marchandise
« peut avoir son cours, et le peuple vivre en repos et en
« tranquillité... pour laquelle justice distribuer, faire et
» administrer à tous nos sujets de Languedoc, nos très-
« nobles progéniteurs, rois de France, ayent, de très-
« grande ancienneté, établi une Cour de Parlement au
« dit pays, pour discuter, connoître et décider en sou-
« verain et dernier ressort, de tous les débats, questions,
« matières et procès de notre pays... en laquelle Cour de
« Parlement y ait toujours eu de grands et notables
« personnages, qui ont vertueusement fait et administré
« justice... confirmons. »

Les trois présidents étaient Bernard Lauret, premier président, Antoine de Morlhon et Dufaur, second et troisième présidents. Pierre de Benquet présidait les enquêtes. Les conseillers étaient Louis Lhuillier, Jean Dorialle, Guillaume Bardin, Pierre de Mirabel, Guy de Sernier, Jean Bonamy, et Pierre Suin, conseillers clercs ; Pierre de Bruyères de la maison de Chalabre, Brémon de Saint-Félix ; Jean de Pavie, Jean Séguier, Claude Vabre, Antoine Voix et Philippe Foucault, conseillers laïcs. Jean Sarrat était avocat général ; la charge de procureur général fut remplie par Arnaud Dufaur, fils du président Dufaur. Les lettres patentes nomment aussi le greffier civil et criminel Guillaume de la Marche, le greffier des présentations Pierre Gilbert, le premier

huissier Aynard de Noërieux et les huissiers ordinaires Michel Maurel, Jean Couturier, Jean Guillot, Jean de Fontenai, Jean Thibout, Philippe Guillaumette et Simon le Brun, et enfin le receveur des gages et amendes Oudinet le Mercier.

A l'avènement de Charles VIII, les restes de la maison d'Armagnac espérèrent que le nouveau roi adouciraient les rigueurs de leur destinée. Les gens de leur trois États envoyèrent une députation au Parlement de Toulouse pour l'intéresser aux malheurs de cette maison proscrite et cruellement punie de la félonie du comte Jean V. La branche d'Armagnac, qui avait pris le nom de Nemours, était la plus à plaindre : les fils du duc décapité erraient sans asile et presque sans pain. Il y avait quelque chose de touchant dans cette grande infortune qui pesait toujours sur ces enfants hors d'état de poursuivre le procès de la succession de Charles d'Anjou de Sicile. A la prière de Jacques de Luxembourg, leur oncle, et de celle du président Dufaur, le roi se laissa fléchir et leur donna une retraite dans le château de Châtellerault, avec 500,000 livres de rente sur cette vicomté. Les grâces s'étendirent aussi sur l'évêque de Castres, Jean d'Armagnac, frère du duc de Nemours. L'évêque revient de l'exil et se remit en possession de son église, mais non de la moitié du comté de Castres, qui lui fut disputée en justice et par les armes. Le roi délégua le conseiller Jean de Pavie pour procéder à des informations juridiques. Les femmes de cette maison d'Armagnac résistaient de leur côté aux arrêts du Parlement. Les intrigues et les factions renaissaient plus ardentes par ce règne troublé d'un roi de quatorze ans.

Les États généraux s'assemblent à Tours où les députés du Languedoc sollicitent vainement des règlements destinés à abréger la durée des procès. Charles VIII se contente de signer de nouvelles lettres patentes confirmant le Parlement de Languedoc et ordonnant que le droit écrit continuerait à régir cette province, et que la Cour des aides serait réunie au Parlement. Le connétable de Bourbon, protecteur des habitants de Montpellier, allait bientôt faire rétablir la Cour des aides dans cette ville. Le Parlement et la province s'opposèrent à cette mesure et bravèrent des lettres de jussion ; il s'écoula quatre années avant que le Parlement consentit à enregistrer cet édit.

Le Parlement, chassé par la peste, va à Lavaur dans l'été de 1485, où la chaleur fut telle que la terre s'entrouvrait partout, et rentre à Toulouse aux premiers jours d'automne. La guerre se rallume dans le comté de Foix entre les deux partis de Catherine et de Jean de Foix et remplit les campagnes de troupes de meurtriers et de bandits qui s'avancent dans les plaines de la Garonne. Toulouse n'avait alors pour se défendre, en temps de guerre, que des murailles de terre et de planches. Les capitouls voulant entourer de fortifications plus sûres leur ville, la plus grande du royaume après Paris, proposèrent au Parlement d'y bâtir une ceinture de murs de briques. Cette autorisation accordée, on se mit à l'œuvre et le conseiller Jean Segulier fut de ceux qui présidèrent à cette entreprise.

Le Parlement impose un traité de paix aux troupes qui se battaient dans le pays de Foix. L'Église avait ses troubles autant que les comtés et les seigneuries. Renaud

de Bourbon, archevêque de Narbonne et bâtard de Charles I^{er}, duc de Bourbon, d'une âme altière et d'une audace héréditaire dans sa famille, ne cessait de blesser et d'humilier son clergé. L'évêque de Nîmes, Jean de Villequier, osa lui tenir tête et lui reprocha son orgueil ; pour toute réponse, l'archevêque le fit enfermer aux prisons de Montpellier, en lui mandant qu'il n'en sortirait que sur la promesse de se représenter à l'archevêché ou devant l'official, à la première réquisition. L'évêque s'étant soumis, le Parlement annula le serment de l'évêque et décréta de prise de corps l'archevêque de Narbonne et son complice Roger d'Espagne, seigneur de Nissan. On n'a pas d'autres détails sur cette affaire ; les mémoires n'en disent qu'une chose, c'est que l'arrêt du Parlement fut cassé par un arrêt du Conseil du roi.

La cour du jeune roi n'était guère plus paisible que les provinces du Midi de la France. La faction du duc d'Orléans s'agitait autour du trône. Le comte de Comminges s'étant engagé dans ce parti, le Parlement mit le comté sous la main du roi et refusa d'enregistrer l'édit de Louis XI, qui avait donné ce comté à messire Odet d'Aidie, beau damoiseau, pour parler comme Bardin. L'évêque d'Albi et son frère, Georges d'Amboise, évêque de Montauban, qui devait être un jour un grand ministre, ayant pris couleur pour le duc d'Orléans, se virent dépouillés de leur temporel. Le sire d'Albret ayant suivi leur exemple, un arrêt ne tarda pas à réunir le comté d'Eause et la ville de Fleurance à la couronne. Pour faire exécuter ces arrêts, des parlementaires montèrent à cheval et marchèrent à la tête des troupes royales. D'autres partirent pour le Comminges afin de

maintenir cette contrée dans l'obéissance et d'en chasser les pillards.

Le Parlement défend courageusement sa juridiction contre l'usurpation des gouverneurs de la province qui croyaient pouvoir tout fouler aux pieds, parce qu'ils étaient princes du sang. Ces gouverneurs aspiraient depuis longtemps à la souveraineté de la justice ; ils tentèrent plus d'une fois d'ériger un tribunal pour y juger, en dernier ressort, toutes sortes de procès. Ils auraient ainsi voulu reprendre ces fameux droits régaliens que les rois avaient eu tant de peine à arracher aux seigneurs. En investissant Pierre de Bourbon du gouvernement du Languedoc, les lettres royales lui octroyaient la connaissance, en dernier ressort, des causes civiles et criminelles. Le Parlement, qui venait d'envoyer au roi une somme de 10,000 livres, en don de joyeux avènement, ne s'attendait pas à cette violation de ses droits ; il refusa d'enregistrer les lettres patentes que lui présenta Pierre de Bourbon, en audience solennelle, et adressa des remontrances à la couronne. Sur des lettres de jussion, le Parlement s'inclina, mais en insérant dans son arrêt cette formule de protestation qui anéantissait le pouvoir judiciaire du gouverneur. « Lues, publiées et « registrées par exprès commandement de Sa Majesté, « sauf et réservé toutefois le ressort, la supériorité et « l'autorité de ladite Cour de Parlement de Languedoc. » L'évêque du Puy, qui était aussi un Bourbon, comme le gouverneur du Languedoc, essaya à son tour de fonder une Cour de justice indépendante et souveraine. Le Parlement se plaignit au roi des entreprises du gouverneur ; le roi, sur les représentations du président de Morlhon

et du conseiller Aufréri, députés vers lui par le Parlement, finit par mettre le gouverneur et l'évêque à la raison et décida qu'à l'avenir les baillis et sénéchaux seraient gradués, parce que la justice ne pouvait que souffrir d'être rendue par des hommes d'épée ou d'église étrangers à la science du droit. Les gouverneurs ne se tinrent pas pour battus, mais après bien des vicissitudes et des doléances, ces querelles finirent par s'amortir.

Le quinzième siècle, avant de mourir et d'entrer dans la région des choses évanouies, vit se lever à l'horizon les nuages sombres qui annonçaient la réforme et les guerres de religion. Le haut clergé, pourvu de riches dotations, vivait de la vie brillante et frivole des princes, les églises tombaient en ruines ; il fallut un arrêt du Parlement pour réparer l'église d'Auch, abandonnée et délabrée. A Toulouse, les chanoines réguliers passaient leurs journées dans l'oisiveté et de honteux désordres au cloître Saint-Étienne. Le premier président et deux conseillers ouvrirent une information et le Parlement rétablit la règle de Saint-Augustin et réprima les scandales et les révoltes des couvents. Plus d'un moine fut contraint de faire amende honorable en pleine audience ; mais les racines du mal étaient profondes et rien ne les pouvait arracher de terre ; il faudra attendre la Renaissance pour ramener la lumière et la vertu dans les églises et les monastères.

Le désordre régnait aussi dans les juridictions de la province, et le Parlement ordonnait réformes sur réformes. De cette multitude de projets sortit un règlement prescrivant le nombre de sept juges dans le juge-

ment des causes criminelles ; on ne pouvait, au nombre de cinq, que décréter d'ajournement personnel. L'exécution des arrêts était, en règle générale, interdite aux présidents et aux conseillers et le règlement prohibait rigoureusement les absences arbitraires. Plus tard, des lettres patentes du 17 décembre 1491 créèrent une chambre criminelle qui prit le nom de la Tournelle et qui eut pour conseillers-clerks Hugues de Bauze, Jean Boyer, Deodé Izarn et Pierre d'Estaing, et pour conseillers laïcs, Amé de Laubespine, Jean Briçonnet, Guillaume Pomarède et Jean Nicolaï. Ce Jean Nicolaï, tour à tour conseiller au Parlement de Toulouse, maître des requêtes, plusieurs fois ambassadeur, chancelier de Louis XII en son royaume de Naples et premier président de la Chambre des Comptes à Paris, a été la souche forte et franche d'où sortirent neuf premiers présidents à la Chambre des Comptes.

La mort du troisième président, Dufaur, suscita bien des ambitions. Le Parlement, selon sa prérogative, présenta au roi ses trois candidats : Philippe Bodot, conseiller au Parlement de Paris, Nicolas Roivaur, conseiller aux conseils du roi et Jean Sarrat, avocat général au Parlement de Toulouse. Jean de Morlhon, auquel le Parlement ne songeait pas, fut choisi par le roi, en souvenir de son ambassade en Italie. Ce fut un grand étonnement et tout un éclat au palais ; mais l'éclat fut plus grand encore, lorsqu'Arnaud de Roquette voulut forcer l'entrée d'une charge de conseiller clerk que lui fermait l'injurieux soupçon d'avoir publié un pamphlet contre les parlementaires. Le Parlement refusa d'enregistrer les provisions de l'office d'Arnaud de Roquette. Cet homme,

qui eut le génie de l'intrigue, sut donner à cette résistance l'importance d'une affaire d'État. Les députés, envoyés au roi par le Parlement, échouèrent dans leur opposition ; Arnaud de Roquette, emprisonné pour son pamphlet, en sortit pour aller prendre sa place de conseiller clerc ; mais le Parlement ne lui permit pas de s'asseoir sur les fleurs de lys, avant d'avoir subi une pénitence publique qui fut un spectacle étrange et nouveau au palais. Il fallut qu'Arnaud de Roquette se présentât trois fois à l'audience et sollicitât, à genoux, sa réception, en suppliant la Cour de lacérer les procédures instruites par ordre du roi pour obtenir son installation. Il renia le pamphlet lancé contre le Parlement et termina sa harangue humiliée par ce passage des psaumes : *Dominus erigit elisos*.

Ces châtiments et ces expiations n'étaient pas inutiles, à une époque où la fermeté s'imposait au Parlement pour contenir les juridictions inférieures dans les voies du respect, de la soumission et de l'intégrité. Les tentatives de corruption des magistrats, à l'aide de sommes d'argent ou de présents, ne pouvaient s'effacer des mœurs du royaume, malgré des peines flétrissantes et souvent renouvelées. Quand les magistrats repoussaient les présents, les plaideurs s'adressaient à leurs femmes ; l'un d'eux, d'une haute naissance, fut condamné à 100 pistoles d'amende, pour avoir offert à des femmes de parlementaires du damas et du velours qu'elles avaient noblement refusés. On trafiquait aussi de la vénalité des charges de judicature. Le roi, les États généraux et le Parlement voyaient leur autorité bravée et violée par ce honteux trafic des seigneurs qui vendaient leur crédit et leurs sollicitations.

Les sermonnaires bravaient aussi le Parlement du haut de leur chaire. Olivier Maillard, ce cordelier breton, docteur en théologie de la Faculté de Paris, ancien prédicateur de Louis XI et de Charles, duc de Bourgogne, qui allait, de ville en ville, prêchant ses sermons dans une langue familière, hardie et grossière, arriva à Toulouse et attira dans les églises le peuple séduit par le tour de son esprit audacieux et bouffon. On le citait dans le royaume, en compagnie de Michel Menot et de Barlette, comme un des plus fougueux frondeurs des vices de la société de son temps.

Ses sermons roulaient presque toujours sur l'impureté et il mettait son langage en harmonie avec son sujet. Par un mouvement oratoire qui n'était guère qu'à lui, il envoyait sans cesse son auditoire à tous les diables, et il s'en prenait souvent aux avocats et aux magistrats.

Dans un sermon du jeudi de la seconde semaine d'un carême, il parlait ainsi aux femmes des avocats vêtues de robes garnies d'or : « Vous dites que vous
« êtes vêtues suivant votre état : à tous les diables
« votre état et vous-mêmes, mesdemoiselles ! Vous me
« direz peut-être : Nos maris ne nous donnent point de
« si belles robes, nous les gagnons de la peine de notre
« corps. A trente mille diables, la peine de votre corps,
« mesdemoiselles ! » Je ne cite pas la partie de ce sermon, dont la grossièreté se voile de mots latins.

Une autre fois, il se raillait ainsi des avocats : « Dans
« une ville de ce royaume, vivaient des avocats bons
« amis et bons compères. Un bon homme vint trouver
« l'un d'eux et lui dit : Maître, j'ai un procès et s'il vous
« plaît, vous serez mon avocat. L'avocat répondit : Je

« le veux bien. Deux heures après, l'autre partie, bien
« plus riche que le bon homme, se présente et dit : Maî-
« tre, j'ai un procès contre un paysan, je vous prie de
« le plaider pour moi. L'avocat répondit : Je le veux
« bien. Le jour de l'audience, le pauvre paysan arrive
« et dit à l'avocat : C'est aujourd'hui qu'on doit me
« juger et s'il vous plaît, vous parlerez pour moi. — Mon
« ami, répondit l'avocat, quand vous êtes déjà venu,
« je n'ai pu vous entretenir de votre procès par suite de
« mes nombreuses occupations, mais j'ai songé à votre
« affaire. Or, je ne puis être votre avocat parce que je
« suis l'avocat de la partie adverse, mais je vous donne-
« rai pour avocat un homme honnête auquel j'écirai
« à cet effet. — Bien, mon maître, réplique le paysan, je
« vous en rends grâces. Et il écrivit dans ces termes
« à son compère : Mon compère, deux chapons gras
« sont venus à moi, j'ai pris le plus gras et je vous
« envoie l'autre. Plumez-le de votre côté et de mon
« côté, je plumerai le mien. N'agissez-vous pas ainsi,
« Messieurs les avocats ? »

Olivier Maillard s'attaquait aussi aux usuriers et à leurs femmes, avec une violence qui descendait, selon ce qu'en a dit Voltaire, au dernier degré du burlesque, aux avarés, aux séducteurs et parfois même à l'abus des indulgences. Il lançait le trait acéré aux bourgeois qui louaient leurs maisons aux prostituées et il s'étonnait que leurs saints ne sortissent pas de leurs châsses : pour arracher les yeux aux ribaudes et aux ribauds. Il se complait dans les récits qui touchent aux vices des hommes du palais et, dans ces sermons d'une obscénité singulière, il jetait à la face des magistrats qui l'écou-

taient l'apologue brutal des cinq femmes de différents pays qu'un président cherche à séduire, en leur envoyant une bague. Quatre étaient de la province et la cinquième de Paris. Ce fut la parisienne qui prit la bague et se glissa la nuit chez le président.

Il s'attaqua plus ouvertement au Parlement de Toulouse et, dans un sermon prêché dans une église de la ville, il fit en traits saisissants un tableau des mauvais juges, plein d'allusions blessantes pour les parlementaires qu'il traitait de gros fourrés et qu'il envoyait, selon son usage, à tous les diables de l'enfer. Rabelais, en se moquant à son tour des hommes du palais, lui prendra cette expression de gros fourrés. Il oubliait que le Parlement venait de traduire à sa barre et de condamner, par un arrêt flétrissant, à 100 livres d'amende un plaideur, le sieur de Panassac, pour avoir fait des offres de présents aux femmes des présidents et des conseillers.

Le Parlement s'assembla et décréta l'arrestation du cordelier, mais ne voulant pas agir avec trop de rigueur dans sa propre cause, il résolut d'en référer à l'archevêque et d'accepter d'avance sa décision. L'archevêque défendit à Maillard de remonter en chaire pendant quelques mois. Il s'inclina et, par esprit de pénitence, alla se jeter aux pieds de deux parlementaires qui s'étaient cru offensés. On a même raconté qu'il eut, dans son langage, tant d'entraînement et de force, qu'il toucha leur âme et que l'un d'eux renversé, comme l'apôtre sur le chemin de Damas, se démit de sa charge et déserta le palais pour entrer dans un couvent.

Quand il fut remonté dans sa chaire, Maillard voulut

s'en prendre au roi lui-même ; mais Louis XI ne fit pas comme le Parlement de Toulouse et n'en référa pas à l'archevêque, il l'informa dédaigneusement que s'il continuait, il le ferait jeter dans la rivière. C'était sa prompte manière de se rendre justice. Les flots de la Seine et de la Loire emportèrent, plus d'une fois, ses royales représailles et le peuple les laissait passer. Le cordelier désarma le roi par cette réplique hardie :

Louis XI est le maître, mais dites-lui qu'il me convient autant d'aller au paradis par eau que par terre. » C'est en terre qu'il devait mourir dans une rue de Toulouse, en l'année 1502.

Le roi avait moins le souci des choses de la chaire et de la justice que de celles de la guerre. Il était alors tourmenté de l'ambition de conquérir le royaume de Naples, illusion glorieuse à laquelle il sacrifia le Roussillon par un traité avec le roi d'Aragon. Le cordelier, Olivier Maillard, et saint François-de-Paule furent accusés de s'être vendus, à cette occasion, au roi d'Aragon au détriment du roi de France. On ne sait ce qu'il faut penser de cette accusation portée contre Olivier Maillard qui en a vu planer sur lui beaucoup d'autres restées légendaires. Mais c'est calomnier la mémoire de saint François-de-Paule que de l'associer à Olivier Maillard.

A toute heure le clergé se divise et se révolte : à Toulouse, le chapitre de l'église Saint-Etienne ayant élu pour archevêque le prévôt de cette église Pierre du Rozier, qui l'emporta sur Hector de Bourbon, évêque de Lavaur et bâtard du duc de Bourbon, les habitants de Toulouse se divisèrent en deux factions, comme les cha-

noines. La noblesse poussée par le pape Innocent VIII tenait pour Hector de Bourbon et la bourgeoisie et les écoles de l'université pour Pierre du Rozier. Il y eut des bulles d'excommunication et des appels comme d'abus. Les violences des deux factions prêtes à en venir aux mains obligèrent le Parlement à composer une chambre spécialement destinée à juger ces agitateurs. Le roi Charles VIII, étant alors à Lyon, envoya à Toulouse le juge ordinaire et le procureur de la sénéchaussée de Lyon avec mission de se joindre au Parlement et de lui donner ainsi une plus haute autorité. Le Parlement mit le palais de l'archevêque sous la main du roi, ordonna, sous peine de mort, aux gens de guerre de s'emparer du clergé de Saint-Étienne, d'empêcher les émeutiers de sonner le tocsin avec la grosse cloche de Cardaillac ou la cloche des Jacobins que sonnaient les écoliers, et aux capitouls de fermer les portes de la ville à tout étranger en armes. Ces mesures ne dissipèrent pas l'orage. Un nouvel arrêt ordonna aux capitouls de sommer les gentilshommes, à peine de perdre leurs privilèges, et aux écoliers de l'université de laisser leurs harnais de guerre, en entrant à Toulouse et de s'assembler en armes. L'agitation était si grande que le roi craignant de voir la justice impuissante à maîtriser ce tumulte et ces haines renvoya ces procès devant le Parlement de Bordeaux.

Tous les fléaux s'abattaient sur Toulouse : quand les émeutes cessaient, la peste reparaisait et désolait le pays. Elle vint alors du port d'Aigues-Mortes où l'apportaient les vaisseaux arrivant des échelles du Levant. Le Parlement alla siéger à Montpellier dans

l'été de 1493 ; la contagion l'en chassa trois mois après. Il partit pour Montauban, mais Montauban n'étant pas du Languedoc, le syndic des états, le procureur général et les capitouls s'opposèrent à cette émigration ; il rentra à Toulouse au milieu d'une population moitié pestiférée et moitié fugitive, et rendit l'arrêt célèbre dans l'affaire de l'affranchissement des francs fiefs des sénéchaussées de Toulouse et de Carcassonne rachetés, durant quarante ans, moyennant 15,000 livres déjà payées à Louis XI.

Le roi gagnait des batailles en Italie ; mais ces victoires alarmaient les Espagnols dont les bandes menaçaient nos frontières. Les troupes françaises, trop réduites pour leur fermer les passages des Pyrénées, campaient à Narbonne et arrêtaient les pillards qui débouchaient par le Roussillon. Le Parlement ne prenant conseil que du service du roi et des intérêts de l'État, manda les sénéchaux de Foix, de Bigorre et du Nébousan et leur confia la garde des montagnes. Il cassa ensuite, sur les réquisitions du procureur général, l'élection des capitouls et commit un président et deux conseillers pour procéder à une élection nouvelle avec la cour du sénéchal et le conseil de la ville.

Le premier président Lauret mourut au mois d'août 1495. Son nom se rattache à divers traités sur des questions de droit ; ils ont été perdus et on ne connaît que le titre d'un seul : *Des cas auxquels le juge séculier peut mettre la main sur un prêtre, sans craindre d'encourir l'excommunication*. Ce n'est pas sans surprise que le Parlement apprit la nomination de l'avocat général Jean Sarrat à la première présidence, au mépris des droits d'Antoine de

Morlhon, de Jean de Pavie et de Pierre de Bruyères. Leurs protestations ne furent pas écoutées ; celle d'Antoine de Morlhon, se perdit dans le bruit de sa mort et de ses funérailles.

Le célèbre Duprat, alors conseiller au grand conseil et qui allait être chancelier de France, prit la charge d'avocat général laissée par Jean Sarrat. Il l'occupa huit années. Nicolas de Saint-Pierre, d'origine toulousaine remplaça le président Antoine de Morlhon, malgré les anciennes ordonnances qui ne permettaient pas à des magistrats d'exercer les hautes fonctions de la magistrature dans les villes où ils étaient nés. On lui accorda des dispenses.

Charles VIII revient d'Italie et sa première pensée est de terminer les disputes de Jean de Foix, vicomte de Narbonne et de Catherine sa nièce reconnue pour reine par la Navarre, disputes prolongées et envenimées, commencées par les armes et se continuant par les procédures. Le Parlement saisi de ces procès avait sursis à statuer sur l'ordre du roi. Charles VIII proposa un arrangement qui fut accepté et signé par la reine Catherine et Jean de Foix, à Tarbes, en présence du sénéchal de Toulouse, du président Jean de Morlhon, du conseiller Benoît, du vicomte de Lautrec et des évêques de Comminges, de Tarbes et de Lescar.

Ce traité de paix était à peine signé qu'on apprit, au mois d'avril 1498, la mort de Charles VIII. L'alarme se répandit à Toulouse et le peuple se pressa en foule devant l'hôtel du premier président Jean Sarrat. Le sénéchal Charles de Bourbon, le viguier et les capitouls s'y rendirent en hâte pour prendre des mesures de na-

ture à assurer la tranquillité de ce passage d'un règne à l'autre. Sans abandonner cette fois l'exercice de sa juridiction, le Parlement chargea le président Nicolas de Saint-Pierre et les conseillers Pierre de Laporte et Amé de Laubespine de se rendre à Paris et d'offrir au nouveau roi les hommages de la compagnie. Devant toute sa cour, le roi confirma les pouvoirs du Parlement de Toulouse, qu'il loua « d'avoir, de règne en règne, si bien mérité de l'État et du Prince. » En parlant de cette députation, l'annaliste Lafaille a dit : « Pour avoir « une idée de la modeste simplicité des magistrats de ce « temps-là, il est bon d'observer que dans l'arrêt que le « Parlement rendit l'année suivante, il accorda aux députés, pour chaque jour de voyage, 100 sols au président et un écu à chaque conseiller. »

Louis XII inaugura son règne par deux règlements sur l'administration de la justice et la police des universités. L'ordonnance royale sur la justice, vérifiée au Parlement de Toulouse, le 10 septembre 1499, disait :

« Nous, désirant soulager nos sujets du pays de Languedoc, subvenir à leurs affaires et les relever de toutes oppresions, charges, vexations indues, avons en confirmant et approuvant les statuts, ordonnances et provisions de notre très cher seigneur et cousin, le roi Charles dernier décédé, que Dieu absolve, d'abondant voulu, statué et ordonné de pleine puissance et autorité royale, les choses qui s'ensuivent, savoir : Que notre pays de Languedoc soit régi et gouverné selon et suivant la disposition du droit écrit, et que les gens de notre Parlement de Toulouse soient tenus de juger et

terminer les causes civiles et criminelles d'entre nos sujets, selon la disposition du droit écrit. »

Et Cambolas, en rapportant cette ordonnance, a soin d'ajouter qu'en marge du registre du Parlement étaient écrits ces mots : « *Non solum confirmat, sed de novo statuit et ordonat* », pour marquer qu'on observait le droit écrit avant Louis XII dans le pays de Languedoc. Tous les rois confirmèrent, à leur tour, ce vieux privilège. Quelques jours après, le roi rendit un édit prescrivant aux Parlements de Toulouse et de Bordeaux de tenir les grands jours, de deux ans en deux ans chacun dans son ressort, avec un président et huit conseillers, en suivant les traditions du Parlement de Paris. Georges d'Ambroise, évêque d'Albi et commissaire royal, présenta ces divers règlements au Parlement qui reçut le serment des officiers des sénéchaussées du ressort de veiller à leur observation.

Le onzième registre du Parlement a conservé les noms de ces officiers de justice, Chavagnac, juge-mage, Joannis Guiraud juge des appeaux des causes civiles, Jean Guillonis juge des crimes, les juges de Ville-Longue-Rivière et de Verdun, l'avocat et le procureur du roi en la cour du sénéchal de Toulouse, le trésorier Rodolphe de Gormont de Garrigiis, lieutenant du viguier toulousain, Georges d'Olmères, juge de Comminges, le lieutenant du sénéchal et les capitouls. L'université de Toulouse ombrageuse et jalouse de ses franchises crut que ses privilèges étaient sacrifiés ; elle adressa ses protestations au Parlement qui les écarta et confirma ses anciens arrêts basés sur les ordonnances royales. D'un autre côté, des contestations empreintes

d'amertume s'étant élevées entre l'archevêque ou son official et l'abbé de Saint-Sernin, le sénéchal et le viguier, le syndic et les suppôts de l'université, les religieux de Saint-Jean de Jérusalem, les bénédictins, les dominicains, les augustins et les carmes qui se disputaient la police des écoles, le Parlement limita leurs privilèges et leur traça leurs devoirs. Il réprima aussi les abus et les larcins des traitants, dans la levée du droit domanial sur les marchandises qui entraient en Languedoc ou sortaient de la province.

Le procureur général, Antoine Dufaur, mandé par le roi pour mettre un terme aux réclamations de Jean de Foix, du vicomte de Lautrec, de Hugues d'Amboise et de Louis d'Armagnac sur le comté de Comminges, qui n'allait pas tarder à être réuni à la couronne, rencontra, sur sa route, les États réunis au Puy-en-Velay. Il n'hésita pas à prendre séance dans l'assemblée et à l'exhorter à adresser au roi des remontrances sur le rétablissement de l'imposition des laines d'Aragon, supprimée par le Parlement, sur les négligences et les absences des conseillers de la Tournelle et sur la pénurie qui empêchait le Parlement de tenir ses grands jours dans ses trois sénéchaussées. Ces plaintes de Dufaur eurent leur place dans le cahier des doléances des États.

Le Parlement ne se contenta pas de ces doléances ; il envoya au roi, en députation, les deux conseillers Laubespine et Fayet, pour le supplier de ne plus tolérer à sa cour les parlementaires amoureux de faveurs et de fortune, plus que de l'austère accomplissement de leurs charges. Le père Lombard, dit en souriant, que c'était travailler à former des magistrats pour la république de Platon.

Le Parlement demandait aussi une augmentation des gages. Le roi éloigna de la Cour les conseillers qui l'avaient désertée; il se garda bien d'augmenter les gages. La guerre venait d'épuiser ses ressources; il se vit contraint de demander 1,000 livres à la ville de Toulouse et au Parlement, l'argent des consignations déposées au greffe. La Cour ne prit pas ses vacances.

Vers les premières années du seizième siècle, les États du Languedoc prennent leurs règles qui allaient, par une tradition toujours respectée, rester en vigueur jusqu'à la Révolution. L'ordre du clergé y était représenté par les trois archevêques et les vingt évêques de la province; l'ordre de la noblesse par un comte, un vicomte et vingt-un barons, et l'ordre du tiers-état par soixant-sept députés pris parmi les premiers magistrats municipaux, les députés des villes importantes et des diocèses. La présidence des États fut donnée à l'archevêque de Narbonne, les autres archevêques et évêques se placèrent à sa droite, les archevêques de Toulouse et d'Albi et, suivant l'ancienneté de leur sacre, les évêques de Montpellier, de Carcassonne, de Nîmes, d'Alais, du Puy, d'Uzès, de Béziers, de Mende, de Viviers, de Saint-Pons, de Castres, de Lodève, de Mirepoix, d'Agde, d'Alet, de Saint-Papoul, de Rieux, de Lavaur, de Comminges et de Montauban. L'ordre de la noblesse siégeait à gauche, les commissaires du roi, les gouverneurs de la province, le commandant en chef et les lieutenants généraux, le comte d'Alais, le vicomte de Polignac, un des douze barons du Vivarais, un des neuf barons du Gévaudan, les barons de Castelnau, d'Estrefonds, Castres, Rouairoux, Villeneuve, Castelnau de Bonnefont, Gardiolle, Calvis-

son, Tornac, Mirepoix, Florensac, Barjac, Saint-Félix. Murriel, Bram, Ambres, Lanta, Arques, Rieux et Ganges. Le tiers-état se plaçait en face du président et aux bas sièges du clergé et de la noblesse. Dans le parquet à droite et à gauche du fauteuil du président se tenaient les officiers de la province, les intendants, les greffiers et les trésoriers. Les États s'assemblaient tous les ans ; leur session durait trois mois, de novembre à février. Dans l'intervalle des sessions, une commission nommée par les États assurait l'exécution des délibérations approuvées par le roi.

En cette année 1502, la peste revint et avec elle l'éternelle question de la pragmatique. Vers la même époque, et tandis que l'armée se battait encore en Italie, Ferdinand, roi d'Aragon, rompant le traité contracté avec Louis XI, menaçait d'envahir les frontières du ressort. Le Parlement rentre à Toulouse au mois de décembre. La peste va l'en chasser de nouveau et le faire partir pour Grenade ; il a à peine le temps d'enregistrer, sur les réquisitions de l'avocat général Duprat, les pouvoirs accordés par le pape à un légat envoyé au cardinal d'Amboise, archidiacre de Saint-Étienne, à la condition que ces pouvoirs ne seraient pas contraires aux lois du royaume et aux libertés de l'église gallicane. Le Parlement, chassé par la peste, erre de ville en ville, à Muret, à Lavaur, à Gaillac et à Grenade-sur-Garonne. La famine marchait à la suite de la peste. Pour sévir contre les manieurs d'argent et les accapareurs de grains, il fallait, à défaut de lois, recourir à la jurisprudence romaine. Grâce à la fermeté du Parlement, la ville et la sénéchaussée de Toulouse échappèrent aux tristesses et

aux souffrances de la famine. Un arrêt sauva les pauvres de la faim et de la mort, en leur donnant les revenus de l'archevêché, de la prévôté et du chapitre de Saint-Étienne et des prieurés de Saint-Pierre-des-Cuisines, de la Daurade et de Saint-Jean de Malte. Le premier président, Jean Sarrat, suivi des capitouls, pénétra dans les greniers où des accapareurs et des usuriers entassaient les grains et les fit porter sur le marché public. Ils sauvèrent ainsi de la mort des millions de pauvres qui mendiaient le pain à la porte des églises et qui marchaient en troupe dans les rues, sur les places et aux carrefours.

Ni la peste ni la famine ne refroidissaient les ambitions humaines. Le palais retentissait des contestations de Guillaume Briçonnet, cardinal-archevêque et duc de Reims, qui briguait l'évêché de Nîmes et de Jean cardinal de Pérouse, qui revendiquait l'évêché de Carcassonne. Le père Lombard s'attriste au récit de ces procès et dit : « Ces sortes de causes cessaient d'être célèbres à force d'être communes par le malheur des temps, et les registres semblaient se couvrir à regret de procédures et d'arrêts dont les vertus évangéliques n'auraient pas eu besoin. »

Les suites du démêlé de Bertrand de l'Hôpital et du cardinal d'Albret, qui se disputaient aussi l'évêché de Comminges, allèrent plus loin. Les gentilshommes du comté de Comminges s'étant divisés en deux partis, le roi ordonna à des commissaires de se saisir, à main armée, de la ville de Saint-Bertrand. Le Parlement, connaissant les emportements et les violences de caractère des gentilshommes, se hâta d'envoyer, à son tour, le pro-

cureur général vers les commissaires du roi, avec mission de les engager à surseoir et à s'armer de patience. Déjà, les gentilshommes s'étaient battus et le sang avait coulé dans les rues ; le procureur général n'apaisa ces cœurs farouches qu'en les menaçant de la prison et de la confiscation de leurs biens.

Les troupes espagnoles attendaient toujours aux frontières le moment de descendre dans les vallées françaises. Le Parlement en informa le roi, qui le remercia par une lettre écrite de Mâcon, au mois d'octobre 1503, et lui confia le soin d'arrêter l'invasion et de fermer les passages des Pyrénées. Les Espagnols, n'osant pas franchir la vallée d'Aran, entrèrent par le Roussillon, pendant que leurs vaisseaux couraient la mer et tentaient une descente sur les côtes. L'invasion s'avancait sur Toulouse : le procureur général requit le Parlement de pourvoir à la sûreté de la ville et d'infirmer la dernière élection des capitouls, tous bourgeois et de professions pacifiques, afin de les remplacer par des hommes plus habiles au métier de la guerre. Des gentilshommes remplacèrent au Capitole les bourgeois. Les audiences souffrent de ces craintes de la guerre : on trouve sur les registres du Parlement, à la date du 13 novembre 1503, cette annotation : « A cause de l'occupation de la guerre, la Cour
« n'a pu faire lire les ordonnances concernant les prési-
« dents, conseillers, etc., mais a parlé aux officiers sub-
« alternes et aux capitouls pour donner des ordres, en
« vue de la police, défense et garde de la ville. »

Le Parlement qui imposait ainsi ses décisions aux capitouls, leur enseignait, par son exemple, à observer les règles de la discipline et du travail. Les mercuriales

instituées par des édits de Charles VIII et de Louis XII et ainsi nommées du jour du mercredi destiné à ces séances rappelaient aux magistrats les devoirs de leur charge. Ces mercuriales qui eurent lieu d'abord, tous les mercredis, furent plus tard remises aux quinzaines, puis aux mois, et enfin à des époques plus éloignées. Le Parlement de Toulouse avait déjà, entre toutes les compagnies judiciaires, cette grande renommée de savoir, d'austérité et de vertus qu'il a gardé à travers les siècles.

La première présidence devient vacante au mois de juin 1503 par la mort de Jean Sarrat, qu'un chroniqueur de ce temps met au rang des plus illustres magistrats. Il laissait une fille aussi célèbre que lui, Florette Sarrat, dont la beauté et l'esprit lui valurent l'amitié de la reine Marguerite de Navarre et l'amour de Jean de Moncalm, son mari, d'une race ennoblie par la robe et par l'épée. Les vieux conseillers meurent et le Parlement répare ses pertes avec l'avocat général Nicolas de Saint-Pierre qui remplace Jean Sarrat à la première présidence, Jean de Nicolaï, Jean de Selve ou de Selva, tour à tour conseiller à Toulouse, premier président des Parlements de Rouen, de Bordeaux et de Paris, ambassadeur en Italie, en Angleterre et en Espagne, Guillaume Benoit venu du Parlement de Bordeaux, maître des requêtes, et ayant enseigné le droit avec succès à l'Université de Cahors, tous d'une science éprouvée et d'une intégrité sans reproches. C'est que le Parlement se montrait difficile dans ses choix et ne recevait pas, sans examen, les magistrats dont les provisions émanaient du roi. Le conseiller Raymond Bérail l'apprit à ses dépens : le Parlement qui refusait de l'installer dut se courber devant

des lettres de jussion; mais, dans l'examen qu'il eut à subir et dans un rapport qu'on lui confia, son langage n'ayant pas révélé des connaissances suffisantes en droit, la Cour décida qu'il ne serait reçu qu'à l'expresse condition que, durant une année, « il serait seulement
« accueilli au palais comme un simple et assidu specta-
« teur et sans pouvoir opiner, afin qu'il pût apprendre
« à servir le roi et la chose publique, en son office, ainsi
« que de raison. »

Le choix des magistrats ne fut jamais ni plus éclairé ni moins exposé aux brigues et aux intrigues. Quand une charge devenait vacante, trente candidats arrivaient de toutes les provinces du royaume et les seigneurs, les courtisans et les grandes dames se mettaient en mouvement pour solliciter. Louis XII, par une fermeté inébranlable, mit fin à ces cabales qui affligeaient la conscience publique et portaient atteinte à l'honneur de la justice. Le Parlement, qui savait partout découvrir le mérite, appela à ces belles et pures années de la magistrature, Pierre de Nupces à un siège de conseiller où ses descendants se sont assis, après lui, pendant plus d'un siècle. Barthélemy Robin, qui succéda dans la charge d'avocat-général à Antoine Duprat, marchait à grands pas, d'année en année, dans la voie des dignités de l'Église et de l'État. Robin continua les tradition d'Antoine Duprat et ne manqua jamais de prêter son ministère, à l'audience, à toutes parties, dans les causes étrangères à la couronne. Le savant d'Aufréry remplace à la présidence des enquêtes Guillaume Bardin mort en 1504, neveu du chroniqueur, et peut-être auteur lui-même de la chronique de Bardin, s'il faut en croire le père Lom-

bard. Les hommes les plus célèbres de l'université et du barreau descendent de leur chaire ou abandonnent la barre pour siéger au Parlement : il faut citer François d'Olive qui échangea sa robe d'avocat contre l'hermine de procureur général, et Josse, cet autre avocat devenu conseiller, et que Charles-Quint nommera, en Flandre, président du Conseil de Malines et chancelier d'Espagne. Le nouveau premier président est le premier magistrat toulousain qui ait occupé cette charge contrairement, aux ordonnances royales interdisant aux magistrats d'exercer leurs fonctions dans leurs villes natales. Il monta sur son siège après avoir prêté ce serment conservé dans le procès-verbal d'installation :

« La Cour, en délibération, a fait jurer ledit saint
« Pierre sur les quatre évangiles, de dire vérité et l'a
« interrogé s'il avait donné ou promis, fait donner ou
« promettre or ni argent, ni autre chose équipollente pour
« avoir et obtenir ledit office ; qui a dit que non, et lors,
« la Cour lui a fait jurer de bien et loyalement exercer
« ledit office de premier président, faire aussi adminis-
« trer justice tant aux pauvres qu'aux riches, sans ac-
« ception de personnes, se garder de tous dons corrom-
« pables, obéir à la Cour et à ses mandements, faire en
« outre garder et entretenir les rôles, tant ordinaires
« qu'extraordinaires, afin qu'également les audiences
« soient distribuées et tous les autres chapitres contenus
« ez ordonnances, généralement a juré d'observer. »

On délibère au Parlement sur un grand règlement de l'élection des capitouls resté en vigueur jusqu'à la fin du dix-huitième siècle et on fait défense sous peine de parjure, aux présidents, conseillers, greffiers, avocats et pro-

cureurs du roi de s'immiscer dans ces sortes d'élections.

De loin en loin, des querelles s'élèvent sur des questions de préséances. Les greffiers en chef prétendaient avoir le pas sur les gens du roi ; on donna tort aux greffiers qui ne marchèrent qu'après les gens du roi. Ces querelles intérieures n'empêchaient pas le Parlement de grandir et de prendre son air de noblesse. Je laisse parler le père Lombard : « Une manière de penser qui
« lui était propre, l'observation constante des mêmes
« maximes, la vigueur d'une discipline qui ne pardon-
« nait rien, les dehors et l'extérieur de la magistrature
« moins indifférents qu'on ne pense répandaient sur les
« jugements cette dignité triste et majestueuse qui con-
« vient à la justice. Mézerai n'a-t-il pas dit aussi que
« les mœurs pures de ces magistrats servaient de lois et
« d'exemples ; qu'ils s'éloignaient des plaisirs et des
« vanités du monde et ne trouvaient leur plaisir et leur
« gloire qu'à exercer noblement leurs charges, à se
« rendre vénérables par eux-mêmes et en vénération à
« tout le monde, n'allant jamais chez le roi que lors-
« qu'ils étaient mandés par ses ordres et pour leur
« service. Ce ne sera donc pas une exagération de dire,
« après Mézerai, que la vengeance de la reine fit sou-
« mettre le procès du maréchal de Gié au Parlement de
« Toulouse, comme au tribunal du royaume qui passait
« pour le plus sévère. »

CHAPITRE IV

Procès du maréchal de Gié. — Le Parlement demande la création de charges nouvelles. — La peste. — Mort du duc de Bourbon. — Le travail au Parlement. — Les audiences matinales. — La vie retirée des parlementaires. — Préséances. — Le premier président Pierre de Saint-André. — Sévérité du Parlement. — Costume des parlementaires. — Le conseiller clerc Jean de Pins. — Querelles intérieures. Maximes de l'Église Gallicane. — Procès de Gaston de Lomagne. — Remontrances. — Le maître des requêtes Adam Fumée. — Irritation du roi. — Harangues d'Adam Fumée et du premier président. — Menaces du Parlement de renvoyer au roi la clef du palais et de suspendre le cours de la justice. — Lettres du roi blâmant le Parlement. — Opposition du Parlement. — Soumission du Parlement.

Le Parlement fut saisi de ce procès de Pierre de Rohan, maréchal de Gié, par lettres patentes datées de Blois, du 4 mars 1505. La disgrâce de ce maréchal de Gié était l'œuvre de la reine Anne de Bretagne. Pendant une longue et douloureuse maladie qui épuisa les forces de Louis XII et mit sa vie en danger, elle avait songé à se retirer en Bretagne après la mort du roi. Des bateaux chargés de ses meubles les plus précieux étaient déjà partis et suivaient le cours de la Loire, lorsque le maréchal de Gié les fit arrêter à Saumur. La reine ne le lui pardonna jamais.

Le roi revint à la vie et le maréchal reçut, un jour l'ordre de quitter la Cour et de s'exiler en Anjou. Cette disgrâce, loin de l'humilier et de l'abattre, le fit sourire et

il s'achemina dédaigneusement vers ses terres de l'Anjou. La reine, courroucée et cherchant partout une occasion de représailles, ordonna des informations dans les villes où le maréchal avait commandé. De tous côtés s'élevèrent des accusations d'exactions et de complots de lèse-majesté. Le maréchal fut arrêté et interrogé par le chancelier de France et des commissaires au nombre desquels était Jean de Pavie, conseiller au Parlement de Toulouse. On le transféra à Paris pour y être jugé par le grand Conseil et déjà le procureur général avait requis qu'on le condamnât à être écartelé. Le maréchal protestait de son innocence et suppliait le roi de le renvoyer devant un des Parlements du royaume. S'il faut en croire Brantôme, le Parlement de Toulouse ne fut saisi de ce grand procès qu'à cause de sa sévérité légendaire, cette Cour, c'est Brantôme qui parle et il faut le citer à l'honneur du Parlement, « étant dès longtemps fort juste, équitable et non corrompue. »

Ce Parlement n'était alors composé que de douze conseillers clercs et de douze conseillers laïcs. Les premiers ne pouvant opiner dans cette affaire, qui intéressait l'honneur et la vie d'un grand officier de la couronne, le roi envoya des commissaires pour se joindre au Parlement et juger avec cette compagnie le maréchal de Gié. Des lettres royales déléguèrent MM. de Carmonne, président au Parlement de Paris, de Selva, président en l'échiquier de Normandie, Duprat, maître des requêtes, Saint-André, juge-mage à Carcassonne, Maynier, Desazars, dont le nom reparaitra un jour dans la magistrature de Toulouse, Lassalle, Buinart, Besançon, Luynes, Maneville, Maysonnets, pour faire

fonction de conseillers, *en cette matière seulement.*

Ce serait une erreur de croire que le roi voulut imposer ainsi sa volonté à cette Cour de justice ; il avait trop de respect pour elle et il connaissait trop bien sa fermeté, pour chercher à lui faire violence ; il n'envoya des commissaires que pour remplacer les conseillers qui ne pouvaient opiner ou qu'on croyait exposés à des récusations. Ce n'était pas d'ailleurs la première fois que des magistrats se transportaient d'une Cour à l'autre, par ordre du roi.

Cette qualité de commissaires donnée aux conseillers désignés par Louis XII froissa le Parlement qui voulait s'en plaindre au roi ; il se borna à déclarer que ces commissaires ne siègeraient au Parlement que dans le seul procès du maréchal de Gié. Le maréchal arriva à Toulouse le 16 juin 1505 et demanda aussitôt à saluer la Cour, ce qu'elle lui accorda par une délibération ordonnant que les portes demeurant closes, il entrerait seul dans le parquet et irait s'asseoir à la place que les grands officiers de la couronne prennent au Parlement de Paris et au grand Conseil, sans mêler à son compliment aucune allusion à son procès. La Cour décida aussi que pendant les débats, le maréchal ne serait pas assis sur les hauts sièges des conseillers.

La première audience fut ouverte le 23 juin 1505 devant les Chambres assemblées. A l'arrivée des commissaires, les conseillers clercs se retirèrent. La Cour et le greffier s'engagèrent, par serment, à garder le plus profond secret sur les débats du procès. On nomma ensuite deux rapporteurs, selon le droit accordé aux pairs de France et aux grands officiers de la couronne ;

l'un était Mathieu Bosquet et l'autre Guillaume Benoit que Dumoulin qualifie de sénateur fort habile et de jurisconsulte très savant. Le fond du procès ne fut examiné que le 2 juillet : les interrogatoires, l'information et le recollement des témoins ne produisirent que des charges vagues et insuffisantes. Un arrêt permit au maréchal de sortir de prison, sur son serment d'y rentrer à la fin du mois de novembre.

Pendant ce temps, la reine ne laissait pas sa haine et ses ressentiments s'amollir et se calmer. Elle se hâta de transmettre une copie de l'information aux plus fameux jurisconsultes d'Italie qui n'hésitèrent pas à soutenir que le maréchal s'était rendu coupable du crime de lèse-majesté, puni du dernier supplice. Le Parlement n'écoutait ni ces rancunes, ni ces rumeurs qui venaient mourir à ses pieds ; il paraissait au contraire pencher vers la clémence et il reprit le cours du procès après la Saint-Martin d'hiver, vers la fin du mois de décembre. Dix-huit audiences furent consacrées à l'examen de cette affaire qui embrassait toute la vie d'un favori du roi, d'un homme d'état, d'un gouverneur de province et d'un général d'armée. Les opinions étaient ondoyantes et diverses ; il fallut quatre audiences pour les recueillir. Enfin l'arrêt fut rendu le 9 février 1506, arrêt capable, dit le père Lombard, de faire trembler l'innocence la plus intrépide quand on songe à la partie secrète de ce procès, la fière, vertueuse, mais vindicative reine de France. Il portait que Pierre de Rohan serait suspendu de sa charge de maréchal de France pendant cinq années, qu'il lui était défendu d'approcher de la cour à la distance de dix lieues ; qu'il serait privé du titre et des gages de gouver-

neur du duc d'Angoulême, des gouvernements d'Angers et d'Amboise et de sa compagnie de cent lances, et qu'il devait restituer au roi quinze mortes-payes du Pays de Guyenne transportées indûment au château de Fronsac. Le Parlement se gardait de sacrifier la justice à la politique et à la colère de la reine ; mais il comprit qu'on ne pouvait laisser une si grande puissance à un seigneur ambitieux et audacieux. Au fond du cœur, la reine irritée de cette clémence, disait, en grondant, que si le maréchal eût été condamné à mort, la peine eut été trop légère, parce qu'il n'aurait pas assez longtemps porté le poids de sa disgrâce.

Le maréchal appela vainement de cet arrêt à la souveraine décision du roi qui s'empressa d'en ordonner l'exécution, à la demande du conseiller Bosquet et de l'avocat du roi députés vers lui. N'est-ce pas là pourtant, s'écrient à la fois Lataille et le père Lombard, une justification du maréchal, si l'on rapproche cette sentence de l'accusation qui était de nature à entraîner la perte de la tête. Le père Lombard ajoute : « C'est aussi une erreur
« grossière dans les mémoires de Brantôme, où il est dit
« que le maréchal fut convaincu au Parlement de Tou-
« louse de pillerie et de déprédation et qu'il n'évita le
« supplice que grâce à la reine qui ne voulait pas sa
« mort ; comme si la reine eût prit la place des lois pour
« absoudre ou condamner un illustre sujet du roi. »
Montaigne disait plus tard à sa manière : « Il y a peu
« d'hommes dans le monde qui ne se trouvassent pen-
« dables, si on mettait leur vie à l'examen des lois. » Le maréchal partit pour l'Anjou où il vécut oublié et à l'abri des orages de la cour. La basoche le poursuivit de ses

railleries jusqu'au fond de son château du Verger : elle disait de lui : « Il a voulu ferrer Rouen, mais Rouen « lui a donné un si beau coup de pied qu'il l'a jeté dans « son verger. »

Dans ce procès, le Parlement ayant reconnu que le nombre des conseillers lais suffisait à peine au service de la justice criminelle, demanda aux États du Languedoc assemblés à Tarascon, la création de nouvelles charges, pour rendre la Tournelle permanente et distincte de la grand'chambre. Le procureur général, Arnaud Dufaur, y parla du service de la justice, avec son éloquence véhémence, brusque et enflammée. Les États partageaient l'avis du procureur général, mais le roi qui avait d'abord créé six charges nouvelles, revint sur son édit pour ne pas frapper, de ce léger impôt, les ressources du pays qui lui avait donné tant d'argent aux années de la conquête du royaume de Naples.

La peste reparait à Toulouse et le Parlement va siéger à Montauban; il rentra à Toulouse quelques jours après, mais les plaideurs désertant la ville, il se disposait à se retirer à Gaillac. Au premier bruit de ce départ, les capitouls se rendent au palais et adjurent le Parlement de ne pas quitter cette cité de Toulouse pleine de voleurs et menacée du feu par une troupe de deux cents brigands. Le Parlement y resta.

La mort du duc de Bourbon, gouverneur du Languedoc, réveilla des querelles plus lentes à disparaître que la peste elle-même. Les lieutenants du duc de Bourbon soulevèrent, une fois de plus, leur prétention de juger en dernier ressort les affaires purement contentieuses. Il faut entendre le père Lombard en son hautain et dur

langage : « Ces hommes de guerre d'une haute qualité
« et d'une plus grande ignorance ne savaient pas les pre-
« miers éléments du droit public qui sépare les juridic-
« tions et divise, ainsi que le dit Dutillet, la force et la
« justice du roi par la crainte très prudente de les allier
« ensemble. » Les États et le Parlement ayant résisté à
cette usurpation, le roi, pour endormir ces disputes,
laissa vacant le poste de gouverneur du Languedoc.

A cette année 1506, les procès se renouvelaient et augmentaient de jour en jour ; le Parlement redoublant de zèle et d'efforts trouva dans un travail plus pénible et plus long, le secours qu'il attendait toujours de la création de nouvelles charges. Les heures des audiences furent plus régulières et les courtes absences plus sévèrement interdites. Le père Lombard le dit avec raison : « Cet
« exemple du Parlement assemblé dès le grand matin,
« pourrait bien avoir influé sur l'éducation mâle et labo-
« rieuse de la jeunesse de Toulouse. » C'étaient là les
temps héroïques de la magistrature et dont le souvenir restera comme un des glorieux souvenirs de notre histoire nationale. L'imagination ne revoit, à travers les siècles, qu'avec une respectueuse admiration ces existences graves et laborieuses s'écoulant silencieusement dans le travail et la retraite au milieu des bruits confus de leur société agitée.

Le Parlement s'imposa l'obligation d'être rendu au palais à cinq heures du matin en été, et à six heures en hiver, aux premiers sons d'une cloche que le prieur des carmes faisait sonner au clocher de son monastère. Les présidents et conseillers devaient obéir à ce signal sous peine d'amende, en cas de retard. Les audiences de

relevés leur étaient un délasement ; ils se reposaient ainsi d'un travail par un travail nouveau. En sortant du palais, les parlementaires retrouvaient leurs livres ouverts et se retrempaient aux eaux vives de la science des lois, des ordonnances et du droit public de la nation ; ils fuyaient les plaisirs du monde et ne cherchaient d'autre récompense à cette vie rude et vaillante que le respect attaché à la magistrature. Afin de ne pas mêler les brigues et les ambitions à leur vie de travail et de retraite, ils décidèrent qu'aucun d'eux ne pourrait être nommé capitoul. En signe de reconnaissance ils furent exemptés des tailles à titre d'indemnité et comme dédommagement de la modicité de leurs gages.

Ils eurent pourtant à toutes les époques de leur histoire, leur fierté jalouse qui se trahissait en querelles de préséance. Jean de Salat qui remplaça le président Humbert de Villeneuve, en mission à l'étranger par ordre du roi, prétendit avoir le titre et le rang de second président. Les gens du roi soutenaient que le rang des présidents à mortier devait être réglé par la date des réceptions. La dispute aurait longtemps duré sans la modération du président Jean de Morlhon, qui céda le pas à Jean de Salat et prit la troisième place, en réservant, un jour, tout droit à son successeur. Jean de Salat ne tarda pas à être remplacé par Pierre de Saint-André d'un esprit fin et habile aux négociations de la politique, qui ne fit que traverser le Parlement et que le roi mit à la tête d'un tribunal chargé de châtier les insultes faites à notre armée et les révoltes des Génois contre la France.

Le roi récompensa Pierre de Saint-André, en lui donnant la première présidence, à la mort de Nico-

las de Saint-Pierre, que les parlementaires appelaient chevalier rigide, observateur de la discipline du palais et doué de ce genre d'éloquence qui convient aux chefs des grandes compagnies judiciaires. Guillaume du Tornoër eut la place de président laissée par Pierre de Saint-André, qui ne prit possession de son siège qu'à son retour de Gênes, au mois de mai 1508, avec une grande solennité. Ce n'est qu'en l'année 1508 et au moment de cette installation que les présidents prirent à Toulouse la pourpre, l'hermine et le mortier que prenaient les rois en rendant eux-mêmes la justice. A son retour de Gênes, Pierre de Saint-André, tout glorieux des services par lui rendus à la couronne en sa qualité de chancelier et de lieutenant du roi, se montra au Parlement en manteau à lambeaux, en chaperon fourré et en chapeau rond de velours noir, brodé d'or. Les autres présidents avaient le manteau, le chaperon fourré et le chapeau rond de velours. Les greffiers portaient le manteau et l'épitoge fourrés. Le doyen de la Cour eut la permission de porter le manteau et le mortier, sans le cercle d'or.

Le Parlement étendait sa sévérité redoutée sur les parlementaires eux-mêmes. Il n'entendait pas surtout qu'un magistrat manquât aux règles sacrées de la probité. Un jour, il reconnaît qu'un professeur de l'Université, qui venait d'être nommé conseiller clerc, avait commis un crime de faux couvert d'un voile mystérieux ; il met le crime en pleine lumière, et pour le châtier par une leçon qui ferait reculer à l'avenir les hommes indignes des charges de la justice, il casse la nomination de ce conseiller clerc, lui fait son procès et rend contre

lui un arrêt humiliant, dans une audience extraordinaire, toutes les chambres assemblées et le peuple encombrant le palais.

Un autre jour, le procureur général Arnaud Dufaur, ayant reçu dans sa maison un chanoine d'Auch, son ancien aumônier, décrété de prise de corps pour n'avoir pas obéi aux commandements de la justice, le Parlement, malgré les protestations de soumission du procureur général, lui donna pour prison le palais, avec défense d'en sortir, sous peine de cinquante marcs d'or et de suspension de son office, et injonction de faire représenter le chanoine et de payer cent francs d'amende destinés aux réparations du palais. Le premier président lui infligea ensuite une publique et sévère réprimande, en ayant soin de dire qu'elle s'adressait seulement à la fonction et non pas à la personne du procureur général dont le Parlement, selon les expressions du premier président, « n'entendait le bon nom, et renommée être maculés ou diminués en icelui ». Un chroniqueur obscur du Languedoc a fait peser sur la tête d'Arnaud Dufaur une autre accusation flétrissante de faux ; rien ne prouve mieux sa mauvaise foi ou son erreur que les dernières paroles de cette réprimande qui sauvaient l'honneur de ce nom de Dufaur, un des plus anciens et des plus illustres de la magistrature française. On ne pouvait lui reprocher que son ardeur à remplir ses devoirs et son humeur vraiment guerrière et remuante qui l'entraînait sans cesse à parcourir toute la province. Pour calmer cette fougue, le Parlement, qui avait besoin de ses services, se vit obligé de lui défendre de sortir de Toulouse, sans permission expresse et à peine d'être suspendu de

sa charge. Loin de le bannir, le Parlement le condamnait à ne pas se séparer d'une compagnie qui l'entourait d'affection et de respect.

La réception au Parlement du conseiller clerc Jean de Pins est saluée par le père Lombard comme une journée heureuse. Jean de Pins était d'une vieille et noble race de Toulouse, qui comptait, parmi de grandes illustrations, deux grands maîtres de Rhodes. Il avait étudié les belles lettres à Bologne, dans un temps où les arts de l'intelligence chassés de Constantinople par les Turcs, s'étaient réfugiés en Italie. Ce goût des lettres, apporté d'Italie par Jean de Pins, était encore une nouveauté en France et c'est à lui que commence à Toulouse le premier anneau de cette chaîne qui sera l'alliance de la magistrature et des lettres. Jean de Pins n'eut pas à se plaindre de ses succès littéraires. François I^{er} allait bientôt le ramener en Italie et le nommer sénateur de Milan et ambassadeur à Rome et à Venise, où s'agitaient à la fois des questions de politique, de guerre et de poésie.

Tandis que Jean de Pins est à la recherche de livres précieux et curieux pour orner la bibliothèque de Fontainebleau, des questions personnelles, irritantes et amères se nouent et se dénouent au Parlement. Le maître des requêtes, Pierre de la Vernade, qui était venu exercer une commission relative à la charge de juge d'appels de Toulouse, éleva, un jour, brusquement la voix au Parlement, où les maîtres des requêtes avaient droit de siéger, pour enjoindre au conseiller Amé de Laubespine de poursuivre une information rentrant dans les attributions du juge d'appels. Le Parlement le fit aus-

sitôt sortir de l'audience et l'emprisonna au Palais-Royal jusqu'à ce qu'il eût rétracté son langage hautain et offensant envers la justice. L'affaire en resta là ; Pierre de la Vernade s'en prit ensuite au Parlement, mais il eut peur de la prison dont on le menaçait encore. Le conseiller de Laubespine n'écouta pas ses réclamations ; il disait gaîment de la Vernade : « ce n'est qu'un écolier turbulent. »

Le Parlement, consulté souvent par le roi, confia au savant d'Aufréry, président des enquêtes, le soin d'écrire au souverain et de lui rappeler la défense des maximes de l'église gallicane et des droits de la couronne contre les entreprises du pape Jules II, ligué avec les Vénitiens et s'armant contre la France, au mépris du traité de Cambrai. Toutes les fois que le grand Conseil empiétait sur sa juridiction par des évocations, il s'en plaignait durement à la couronne et aux États et n'entendait pas que les habitants de la province fussent remués, comme on le disait alors, en juridiction étrangère. Une de ces évocations amena tout un embrasement.

Gaston de Lomagne avait un procès auquel se rattachaient le domaine de la couronne et les privilèges de la province. Le procureur général et le syndic du Languedoc intervinrent dans l'instance ; Gaston de Lomagne, seigneur du Clos, à la faveur d'une évocation qu'il avait obtenue, fit transporter la cause, du Parlement au grand Conseil. Loin de s'en dessaisir, le Parlement se hâta de rendre son arrêt et le grand Conseil, blessé par cet acte de résistance, décréta d'ajournement l'avocat général Barthélemy Robin. La Cour lui défendit de se rendre au grand Conseil et ordonna l'arrestation des envoyés té-

méraires qui porteraient ces sentences. Il adressa ensuite des remontrances au roi et des plaintes au chancelier de France.

Le lendemain, un sergent accompagné d'un valet de Lomagne ayant signifié le décret d'ajournement à l'avocat général, le Parlement rendit contre eux et contre Gaston de Lomagne un arrêt de prise de corps, au moment où le sergent se préparait à porter de pareils exploits à d'autres membres de la Cour. Lomagne prit la fuite, mais le sergent et le valet furent arrêtés et condamnés à faire amende honorable à la grand'chambre, à genoux, tête nue, une torche à la main à demander pardon à Dieu, au roi et à la Cour et à payer deux cents livres d'amende au roi. Le grand Conseil, soutenu par le chancelier, cassa les arrêts du Parlement et un de ses huissiers renouvela à l'avocat général l'assignation de comparaître au jour marqué. Il en coûta la liberté à cet huissier. Un autre huissier, expédié par le grand Conseil pour le mettre en liberté, fut arrêté à son tour.

Le Parlement renouvela, de son côté, ses remontrances et envoya au roi une députation composée du premier président de Saint-André, du troisième président Accurse Maynier et de deux conseillers. Ces remontrances, écrites par d'Aufréry, ont deux parties, l'une historique et embrassant les annales et les prérogatives du Parlement de Toulouse, l'autre approuvant les mesures prises à cette occasion et contenant des récriminations contre le chancelier Jean de Ganay. Les députés venaient de partir lorsque le roi, qui songea un instant à envoyer à Toulouse le maréchal de la Trémouille avec une compagnie d'archers pour exécuter ses ordres,

transmit au Parlement l'ordre d'élargir les deux huissiers et l'informa qu'il ne recevrait ses députés qu'après sa soumission à l'arrêt d'évocation au grand Conseil. On rendit aussitôt les huissiers à la liberté ; mais les députés, déjà en chemin, répondirent au roi : « Sire, puis-
« qu'il vous plaît que nous nous en retournions, sans
« être par vous ouïs, nous vous obéirons ; mais pour
« nous acquitter de la fidélité que nous vous devons,
« vous avertissons que la dite ordonnance faite par les
« gens de votre conseil est contre votre autorité et sou-
« veraineté. » En même temps, des lettres de cachet furent expédiées aux députés en route vers Paris pour les obliger à revenir sur leurs pas. Ils reprirent le chemin de Toulouse, en écrivant au roi une lettre de douleur et de soumission où perçait leur ferme résolution de porter bientôt leurs libres doléances au pied du trône.

Le maître des requêtes du grand Conseil, Adam Fumée, suivait de près les députés. Toutes les chambres s'assemblèrent pour le recevoir le 22 janvier 1511. Six archers de la garde du roi l'escortaient, l'épée au côté et la hallebarde au poing ; il les laissa entre les deux portes de la grand'chambre, se plaça au bas siège du parquet, salua la Cour et, les portes closes, il déclara que sa mission n'était pas de faire exécuter l'arrêt du grand Conseil, en faveur de Gaston de Lomagne, mais de faire entendre à la Cour certaines paroles qu'il ne pouvait prononcer, sans avoir auprès de lui les six archers de la garde et le procureur du roi spécialement institué pour cette affaire. Il ajouta que, n'étant que l'interprète des volontés du souverain, il ne serait pas maître d'a-

doucir son langage, malgré son regret de blesser la Cour.

Le Parlement fit sortir le maître des requêtes, délibéra et lui proposa deux voies de conciliation, la première de s'expliquer devant les archers, les présidents et les conseillers désignés à cet effet, et la seconde d'exposer le but de sa commission, sans admettre les archers, avec la liberté d'introduire le nombre des secrétaires qu'il lui conviendrait d'amener. Le maître des requêtes opposa un refus complet à ces deux propositions. La Cour répliqua que son respect pour les commandements de Sa Majesté était sans bornes, mais que des archers et des hallebardiers seraient un spectacle étrange dans le palais de la justice du roi, « où nul
« harnais ne doit entrer », où le roi lui-même est censé résider. Le maître des requêtes répondit : « Sa Majesté
« veut qu'ils y entrent ; elle avait d'abord résolu de les
« faire asseoir en audience publique, sur les hauts siè-
« ges ; j'ai été assez heureux d'obtenir qu'elle se relâ-
« chât sur ces deux articles. »

Le Parlement cherchant à ajourner l'exécution de ces ordres, le maître des requêtes le menaça de l'arrivée du seigneur de la Trémouille et de cinq cents archers pour le mettre à la raison. Le Parlement reprit sa délibération et allait consentir à l'entrée des archers, lorsque Jean de Morlhon, conseiller clerc et prieur de la Daurade, se retira brusquement en s'écriant que c'était là une chose contre Dieu et conscience. On revint aux opinions et il fut décidé qu'on exhorterait le maître des requêtes à ne rien exiger au delà de ce que la compagnie lui avait proposé. Adam Fumée déclara qu'il ne

dépendait pas de lui de rien changer aux ordres du roi et, pour trancher ce différend, il prit prétexte de rumeurs qui grondaient au dehors, se leva, courut à la porte, introduisit le procureur de la commission avec les six archers qui se rangèrent, la hallebarde à la main autour du parquet. Alors élevant la voix, il prononça, au nom du roi, une harangue menaçante et altière qui censurait la conduite du Parlement, le blâmait de dépenser l'argent de l'État pour des frais d'une députation qui mécontentait le souverain, et enjoignait à la Cour, sous peine d'être atteinte et convaincue du crime de lèse-majesté, d'obéir désormais aux évocations qu'il plairait au roi d'ordonner, en ajoutant qu'au lieu de punir le Parlement ainsi qu'il l'aurait pu faire, le roi aimait mieux, malgré ce mauvais exemple donné par des magistrats touchant des gages à des gentilshommes qui n'en recevaient pas, se montrer doux et humain.

La harangue finie, le maître des requêtes et les archers sortirent pour laisser le Parlement délibérer en liberté. Dès que la délibération fut terminée, les parlementaires rentrèrent à la grand'chambre et le premier président prenant la parole dit que les membres de la Cour seraient toujours les fidèles sujets du roi et que, s'il avait plu au roi d'écouter ses députés, il aurait pu se convaincre que le Parlement n'avait jamais eu d'autre but que l'amour des règles, le maintien de l'autorité de la couronne et la gloire de la justice violés et méconnus par le grand Conseil. Il déclara aussi que le grief reproché au Parlement de s'être servi, pour les frais de la députation, des fonds de l'État, était mensonger, bien que le Parlement eût le droit d'user de ces

fonds sans encourir ni peine, ni reproche, puisque ces **choses** intéressaient l'autorité royale. Six jours après, le maître des requêtes remit à la Cour des lettres du roi blâmant le Parlement et annonça qu'il était chargé de rechercher comment le Parlement avait, dans ses délibérations, émis l'avis de renvoyer au souverain les clefs du palais, de suspendre le cours de la justice à Toulouse, et d'engager les États du Languedoc à refuser les deniers nécessaires aux besoins du royaume. Le premier président lui répondit qu'il ne lui serait permis de procéder à cette information que lorsqu'il montrerait les ordres écrits de la main du roi. Le maître des requêtes répliqua qu'on pouvait bien l'en croire sur parole. Là, finissent les notes du registre de la Cour. On doit penser que l'affaire s'assoupit et que la colère du roi s'éteignit, le jour où l'avocat général Robin comparut devant le grand Conseil d'où il ne tarda pas à être renvoyé sans réprimande. Le roi et le grand Conseil se contentèrent de cette soumission.

CHAPITRE V

Réformes dans les juridictions inférieures. — Le tribunal de l'Inquisition. — Menaces d'invasion par les Espagnols. — Le Parlement demande à siéger pendant les vacances. — Belle réponse du roi. — Mesures prises par le Parlement pendant la guerre. — Arrêts contre le roi et la reine de Navarre. — Leur infortune. — Le président Étienne d'Aufréry. — Avènement de François 1^{er}. — Vénalité des charges. — Remontrances. — Le Parlement à l'avènement de François 1^{er}. — Querelle entre le grand Conseil et le Parlement. — Le connétable de Bourbon gouverneur de la province. — Le sir de Tournon. — Réformes dans l'université. — Levée du marc d'argent. — Résistance du Parlement. — Création de nouvelles charges au Parlement. — Concordat entre François 1^{er} et Léon X. — Résistance du Parlement à enregistrer le concordat. — Le légat du Saint-Siège. — Réforme de la discipline dans les cloîtres. — Création de nouvelles charges. — Serment imposé aux nouveaux magistrats. — Sévérité du Parlement dans le choix de ses magistrats. — La réforme fait son invasion à Toulouse. — La Peste. — Menaces d'une invasion espagnole. — Préparatifs de défense. — Réformes intérieures au Parlement. — Imposition de guerre demandée à Toulouse par le roi. — Procès des complices du connétable de Bourbon. — Déroute de Pavie. — Deuil du Parlement. — La chanson des clercs de la basoche. — Organisation de la défense nationale. — Toulouse, ville de guerre.

La paix de la province et l'administration de la justice ne perdirent rien à ces troubles passagers : le Parlement ne s'était pas détourné de ses travaux et le premier président se transporta même, pour le service de la justice, à Beaucaire et à Nîmes où la ville lui offrit pour

présents, selon le vieil usage : un veau, une pièce de vin clair et des dragées.

Le tribunal de l'Inquisition, né de l'hérésie des Albigeois sous le comte Raymond V, composé de jacobins et de cordeliers, existait encore et abritait ses effrayantes sentences sous la protection du Parlement. C'est le moment où Gonzalve Molina, professeur de médecine en l'université, fut poursuivi comme hérétique et apostat par le grand vicaire de l'archevêque et le grand inquisiteur, Gaillard de Perra. Il sut mourir à temps pour éviter le bûcher ; il ne put empêcher son cadavre d'être brûlé au parvis Saint-Étienne. Le juge-mage ayant invoqué une lacune de la procédure pour ne pas présider à l'exécution, le Parlement le déclara simple exécuteur de la peine du feu et lui ordonna, ainsi qu'au viguier et à deux capitouls, sous peine de suspension de leurs charges, d'assister à l'exécution et de prêter main-forte aux inquisiteurs. On était arrivé alors à ces années troublées où l'Europe se coalisa contre le roi de France, après la perte de l'Italie. Le roi d'Espagne s'emparait de la Navarre où régnait Jean d'Albret, allié de Louis XII ; il attaquait le Béarn et menaçait les frontières françaises. La flotte anglaise se montrait sur les côtes de Guyenne et le Languedoc redoutant une invasion ne pouvait se défendre qu'avec ses propres forces, les armées se battant encore dans le Milanais. Les vacances du Parlement approchaient mais la province étant en danger, les parlementaires demandèrent au roi l'autorisation de continuer à rendre la justice pendant les vacations. La réponse du roi du 18 septembre 1512, empreinte de bonté et de reconnaissance, leur fut la rançon de la haran-

gue altière du maître des requêtes Adam Fumée : « Nous
« vous prions disait le roi, que pour les vacations, vous
« ne vouliez partir, ni laisser la dite Cour, mais toujours
« servir et résider en icelle et vous employer en ce que
« verrez et connaître être au bien de nos affaires, comme
« nous avons en vous entière fiance. »

Les châteaux et les places du Haut-Armagnac se trouvaient les plus exposés aux invasions de l'Espagne. Le Parlement, approuvé par le roi, remplaça les commandants morts ou affaiblis par l'âge et pourvut de capitaines les forts de l'Armagnac et de la Lomagne et mit de nouveaux gouverneurs à Lourdes et à Auvillars. L'image de la patrie en danger alarmait et agitait les âmes : le Parlement établit, dans l'enceinte du palais, une chambre politique, destinée à surveiller les troupes espagnoles, à leur fermer les passages des Pyrénées et à donner des ordres de campagne, selon les événements. Les Parlementaires batailleurs et amoureux de bruit et d'aventures, composèrent cette chambre où un évêque eut aussi sa place ; c'était l'évêque de Montauban. Les capitouls, le juge-mage, certains députés de la noblesse et du clergé et les prieurs des collèges entrèrent, à leur tour, dans cette chambre politique.

On s'occupa de garnir d'armes et de munitions de guerre les principales maisons, sans toucher aux dépôts de l'arsenal et de l'hôtel de ville. Toulouse s'armait pour soutenir un siège. Le roi était pressé par la détresse au point d'emprunter les sommes d'argent déposées au greffe : une imposition de 20,000 livres fut ordonnée par arrêt et répartie sur tous les habitants, malgré les protestations des capitouls qui se plaignaient de cette

réforme du rôle des taxes sans leur approbation. Les funérailles célébrées en l'honneur de la reine Anne de Bretagne qui venait de mourir, firent, un moment, diversion à ces rumeurs. La misère publique n'empêcha pas le don des draps d'or et de velours à l'offrande, pendant la funèbre cérémonie ; pour éviter les reproches du peuple, la Cour décida que ces offrandes seraient apportées par le cédier de l'église. Tous les officiers du Parlement allèrent à cheval, du palais à la cathédrale, précédés par cent quarante pauvres habillés à leurs frais et une torche à la main, suivis des greffiers, des avocats et des procureurs, tous à cheval.

On retrouve encore, à ces époques lointaines, des traces du gouvernement féodal et de ces inféodations qui étaient un véritable démembrement de la justice royale. Le Parlement, qui venait d'abolir les restes de l'indépendance des comtés de Foix, de Comminges et de Lauragais, en en affranchissant les actions de justice royale de la formalité du *pareatis*, eut plus de peine à éteindre les prétentions du Béarn. Jean d'Albret, roi de Navarre et vicomte de Béarn, ayant fait juger le baron de Coaraze, le Parlement saisi de l'appel et sans tenir compte des plaintes de Jean d'Albret à Louis XII, condamna le roi et la reine de Navarre à 5,000 livres d'amende envers le roi de France, pour avoir brûlé le château de Coaraze et à 1,000 livres de dommages envers le baron de Coaraze déclaré, par le même arrêt, exempt de la juridiction du Béarn.

Une année après, le procureur général fit assigner, par le roi d'armes, Michel Gilles, le roi et la reine de Navarre, en ouverture de fief et pour voir déclarer au Par-

lement, la vicomté de Béarn confisquée au profit du roi de France, faute de lui avoir rendu hommage. Le roi ni la reine n'ayant point comparu, le Parlement ordonna la confiscation ; mais il était plus facile de rendre de pareils arrêts que de les faire exécuter. Un président et un conseiller de la Cour s'étant acheminés vers le Béarn n'osèrent pas dépasser Tarbes, de peur d'encourir de terribles représailles. Les juges de Pau opposaient au Parlement son incompétence ; un second arrêt, confirmant le premier, mit sous les mains du roi de France toutes les terres et seigneuries du roi et de la reine de Navarre.

La reine Catherine se tourna alors vers le roi Ferdinand d'Aragon et lui demanda secours. Ce roi ambitieux et félon qui ne songeait qu'à s'emparer de la Navarre, entra dans ce royaume, à main armée, et en chassa Jean d'Albret et la reine Catherine qui se réfugièrent en France. Louis XII touché de leur infortune et de leurs plaintes contre le Parlement de Toulouse, mit en arbitrage les prétentions du Béarn et la décision du Parlement. Les arbitres de Louis XII étaient Poncher, évêque de Paris, et La Vernade, maître des requêtes ; ceux du roi et de la reine de Navarre étaient le bâtard d'Albret et le baron de Lansac. Ce fut un procès en règle, plaidé à Blois devant ces arbitres par Jean de Nogerolle, procureur général du Parlement de Toulouse, successeur d'Arnaud Dufaur, et par Péès de Fondevres, procureur général en Béarn. Ce dernier qui soutenait que Louis XI, passant par le Béarn, en allant en Aragon, avait commandé à son grand écuyer de baisser l'épée, comme on le fait en entrant dans un royaume étranger, gagna son procès. Les arbitres donnèrent tort au Parlement,

sauf au roi, de France en cas de contestation sur ses droits au pays de Béarn, de se pourvoir devant les juges compétents. Ce n'est que sous Louis XIII que ce pays cessa d'être une souveraineté indépendante de la couronne de France.

Pendant que le Parlement jugeait un procès de préséance aux États de la province, entre les seigneurs de Mirepoix et de Polignan, le président de la chambre des enquêtes, Étienne d'Aufréry, si savant dans la connaissance des origines et des droits des grandes maisons du Languedoc, mourut et laissa au Parlement une place longtemps vide et regrettée. Il était d'une famille du Poitou; mais Toulouse l'attirait par la renommée de son université et de son barreau; il s'y maria et, devenu veuf, il se fit prêtre. L'archevêque Pierre de Lyon le retira de la bourgade de Puybusque où il était curé pour le mettre à la tête de l'officialité. Il professa le droit à l'âge de vingt-huit ans à l'université dont il a été une des gloires les plus pures. Il entra ensuite au Parlement comme conseiller, en gardant sa chaire à l'université. Ses œuvres ont été vantées pour la précision et la clarté de leur science, par Dumoulin qui n'est pas prodigue de louanges.

Le roi Louis XII meurt le 1^{er} janvier 1515, après avoir organisé et protégé l'administration de la justice qu'il regarda toujours comme la branche la plus forte et la plus belle de sa puissance souveraine. La ville et le Parlement de Toulouse lui rendirent des honneurs funèbres, avec une magnificence qui surpassa les cérémonies des autres villes du royaume. Comme au service funèbre de la reine Anne, au mois de janvier 1514, les

parlementaires allèrent à l'église Saint-Étienne « à cheval et de deux en deux. »

François I^{er} monte sur le trône et informe le Parlement de son avènement à la couronne. La Cour charge le sénéchal et le juge-mage de veiller à la sûreté des places de la sénéchaussée et envoie au roi le premier président de Saint-André et les conseillers Jean de Morlhon et Guillaume Benoît, porteurs d'une lettre dont le style, au rapport du père Lombard, reflétait l'état de la langue française dans les provinces méridionales, où la langue latine s'était maintenue plus longtemps qu'au delà de la Loire.

Le nouveau roi, qui avait besoin d'argent, réclama au Parlement le paiement des lettres de confirmation des charges des parlementaires. La Cour délibéra et résolut de rouvrir, sans tarder, les audiences et de faire des remontrances sur ce triste présage de la vénalité des charges. Il ne s'en tint pas aux remontrances : l'avènement d'un prince à la couronne étant une source de grâces et de joies, il demanda la prérogative de l'indult, ce droit particulier qui autorise chaque officier du Parlement, en vertu de lettres royales, à requérir, sur les églises du ressort le premier bénéfice vacant, selon le vieux privilège accordé au Parlement de Paris. François I^{er} accueillit ce vœu de la Cour de Toulouse et laissa revivre cette prérogative oubliée depuis bien des années. Le Parlement s'empressa de recueillir les bénéfices vacants dans les églises cathédrales, abbatiales et collégiales du ressort. Ce privilège ne dura pas longtemps ; il allait s'éteindre vers l'année 1538.

Les membres du Parlement, sous François I^{er}, étaient

Pierre de Saint-André, premier président, Guillaume du Tournœr et Accurse Maynier, présidents, Deode Izam, président aux enquêtes, Jean Doriolle, évêque de Montauban, Guillaume de Briçonnet, évêque de Lodève, Guy de Sermier, Jacques de Durfort, Pierre de Laporte, Georges du Marsan, Jean de Morlhon, Antoine de Fayet, Jean de Lavaur, Étienne Sacaley, Jean de Pins, Jean de Cagnac et Jean de Basilhac, conseillers clercs; Claude de Vabres, Amé de Laubespín, Jean de Segulier, Mathieu Bosquet, Guillaume de Benoit, Raymond Bérat, Pierre de Nupces, Georges d'Olmíère, Jean de Clausa, Jean de Pleux, Jean de Nogerolles, Pierre de Andréa, conseillers laís. Barthélemy Robin était avocat du roi, et Sébastien de Lacombe procureur général. Les conseillers Étienne Sacaley et Guillaume de Benoit furent autorisés à se transporter à Rouen pour assister au jugement des procès portés devant l'échiquier de Normandie où n'entraient guère que des conseillers du Parlement de Paris.

Les querelles entre le grand Conseil et le Parlement renaissent de leurs cendres et des lettres d'évocation rallument la discorde. Dès son arrivée à Toulouse, l'huissier du grand Conseil, porteur de ces lettres d'évocation, fut mis à la conciergerie. Le Parlement chargea l'avocat général de se saisir des lettres et d'en poursuivre la cassation. Robin, qui se souvenait de son ajournement au grand Conseil, sous le dernier règne, représenta au Parlement qu'il était périlleux pour lui de reprendre les hostilités. Le Parlement ne se laissa pas fléchir et imposa sa volonté. Quelques jours après, un autre huissier du grand Conseil s'étant présenté pour

signifier un ajournement au conseiller clerc Jean de Morlhon, plus fougueux que les autres dans cette prise d'armes, l'exploit de l'huissier fut cassé par arrêt, avec ordre aux officiers du sénéchal, aux capitouls et aux juges du ressort d'emprisonner, à la conciergerie, les huissiers qui seraient dépêchés par le grand Conseil, ou tout au moins de retenir les lettres d'évocation et de poursuivre sans crainte le jugement des affaires évoquées.

Un événement imprévu vint raviver ces disputes. Le sire de Tournon, pendant que le roi sortait de France pour reconquérir le Milanais, présenta au Parlement les lettres patentes accordées de nouveau au connétable de Bourbon, gouverneur de la province, qui plaçaient, en ses mains, l'étonnant mélange de tous les pouvoirs d'un souverain, le droit de grâce et de rémission de tous crimes et peines, le droit de juger en dernier ressort certaines affaires civiles et criminelles des sujets du roi, de convoquer les États à sa volonté, et de prendre diverses mesures réservées à l'autorité royale. L'embaras du Parlement était augmenté par l'absence du roi guerroyant en Italie, par la régence de la reine-mère, Madame d'Angoulême, attachée au connétable par des liens d'une trop vive tendresse. Barthélemy Robin, parlant pour le procureur général, retrouva son courage et tout en couvrant de fleurs son opposition, n'hésita pas à proclamer que les pouvoirs du connétable étaient contraires à la constitution de la monarchie, et que les lois du royaume ne permettaient pas de toucher à ces règles séculaires et sacrées. Il ne conclut à l'enregistrement des provisions, qu'avec cette restriction de réserver l'autorité du seigneur roi et le ressort de sa Cour de Parlement.

De son côté, selon la vive image de Lafaille, le premier président ouvrit le feu contre le sire de Tournon, avec plus de promptitude que n'en met la lionne à défendre ses petits.

Le sire de Tournon, surpris par ce langage, répondit qu'en requérant du Parlement l'enregistrement pur et simple, il n'en devait pas moins assurer la Cour des intentions loyales du connétable de vivre, avec elle, en bonne paix et union. Le lendemain, le syndic de la province ayant présenté une requête en opposition à cet enregistrement des lettres du gouverneur, le Parlement délibéra longtemps et se détermina à ne prononcer aucun arrêt ; il se contenta de déclarer au sire de Tournon que les provisions n'étant pas dans la forme ordinaire, elles ne sauraient être vérifiées qu'avec des changements considérables. Son langage fut si prudent et si habile et le sire de Tournon était un si bon seigneur, que tout ce feu s'en alla en fumée et que la paix se fit d'elle-même, au moment du retour des armées victorieuses. Le roi, que Bayard avait sacré chevalier, écrivit du champ de bataille au Parlement de Toulouse, pour lui annoncer sa victoire de Marignan et lui dire que le combat avait duré, depuis le jeudi à trois heures du soir jusqu'au vendredi à onze heures du matin et que les Suisses avaient eu de quinze à seize mille hommes tués. Le Parlement fut sage de s'opposer à cette souveraineté étrange négligemment livrée au duc de Bourbon ; sans la résistance des parlementaires, ce prince ambitieux, populaire, caressant et adroit, aurait eu une arme plus redoutable encore, au jour de ses révoltes prochaines. Le Parlement eut plus de pénétration que le roi.

Il n'avait pas attendu le retour du souverain pour se plaindre des tentatives faites pour démembrer son ressort et lui enlever la sénéchaussée d'Armagnac. Un huissier était parti avec des lettres pour la régente et même pour le roi au-delà des monts. Un président, deux conseillers et l'avocat général se disposaient à le suivre, mais le Parlement apprit bientôt que l'Armagnac resterait dans son ressort.

Vers la fin de cette année 1515, le Parlement réforma de graves abus qui altéraient les statuts et les études de l'Université et édicta de nouveaux et sévères règlements sur les devoirs des professeurs et sur la construction de six grandes écoles destinées à l'enseignement du droit civil et du droit canon. C'est un de ses premiers arrêts sur les règlements de cette célèbre Université de Toulouse, dont l'origine remontait au traité de paix de Saint-Louis avec le comte Raymond VII, après la guerre des Albigeois et qui fut une des conditions imposées par le vainqueur au vaincu. La misère revint ; la famine chassait les pauvres des campagnes et jetait, dans les rues de Toulouse, des multitudes d'hommes, d'enfants et de femmes enguenillés et affamés. Le Parlement vint au secours de ces malheureux, de même qu'il les avait secourus en 1504, par une taxe imposée aux habitants et en se soumettant le premier à cette taxe.

Tout l'argent de l'État passait, en Italie, aux soldats français qui campaient dans le Milanais. Le gouvernement, aux abois et faisant argent de tout, ordonna de rechercher les Toulousains sur les francs fiefs et le franc alleu ; le Parlement s'opposa à cette mesure contraire à un affranchissement autrefois accordé par les

rois et largement mérité par la province. D'un autre côté, le refus du marc d'argent que les receveurs du roi exigeaient des notaires ne pouvait être ni excusé, ni toléré. Les notaires de Toulouse, qui cherchaient à abolir ce droit payable à l'avènement des rois à la couronne, ayant insulté le receveur des domaines, le roi fit partir un conseiller du grand Conseil et le lieutenant du prévôt de l'hôtel, pour mettre à exécution la levée du marc d'argent, avec des lettres où perçaient son étonnement et son mécontentement de l'inaction et des lenteurs du Parlement. Le premier président répondit que la connaissance de la levée de ce droit avait été interdite à la Cour, mais qu'en recouvrant la liberté d'agir, elle emploierait tout son zèle à bien servir les intérêts de l'État.

L'année 1516, en se levant à l'horizon, s'annonça par la création de rapporteurs ou de conseillers dans les sénéchaussées, et par la vénalité des charges. La nation s'en effraya et toutes les compagnies judiciaires du royaume se soulevèrent contre le chancelier Duprat, accusé de vouloir profaner l'honneur de la robe et d'ouvrir les portes du palais de justice à l'ignorance et à la fortune. Le Parlement de Toulouse fit des remontrances ; le chancelier Duprat, après bien des démêlés sans issue, fit dire au Parlement qu'il eût à obéir aux ordres du roi dont la volonté ne souffrirait aucune résistance.

Ainsi s'établit cette vénalité des charges, déguisée d'abord sous le nom de prêt au roi pour l'intérêt de l'État et le soulagement du peuple, et plus tard mise au grand jour, sans pudeur et sans frein, qui alarma le seizième siècle et passa aux siècles suivants sans murmures et sans obstacles. C'est pourtant de cette vénalité des charges

qu'allait sortir cette magistrature admirable dont Royer-Collard a dit qu'elle avait été la lumière et la force des derniers siècles de la monarchie. On crut, un moment, pendant une grave maladie de la reine-mère, que cet édit qui ternissait l'honneur de la magistrature serait rayé des lois françaises ; la reine-mère revint à la santé et à la vie, et la vénalité des charges prit racine dans le royaume.

Le chancelier Duprat eut à soutenir une guerre plus longue et plus inquiétante contre les Cours souveraines et les églises de France, à l'occasion du Concordat entre François I^{er} et Léon X. Le Parlement de Toulouse refusa longtemps d'enregistrer le Concordat ; il ne céda que sur des lettres de jussion réitérées par le roi, en réservant toutefois son droit de remontrance et les libertés de l'Église gallicane. Il y eut pourtant, dans le Parlement de Toulouse, deux hommes qui avaient travaillé à ce traité, à Venise et à Bologne, avec le Saint-Père, Jean de Pins et le seigneur de Bonnivet.

Au lendemain du Concordat, les légats du Saint-Siège reparaissent dans les provinces. L'arrivée à Toulouse du cardinal de Luxembourg, légat *a latere*, souleva les vives oppositions des archevêques de Toulouse et d'Auch, des évêques d'Albi, de Mende, de Rodez et de Castres. Le procureur général soutenait les droits du cardinal légat. Le Parlement consentit à enregistrer la bulle qui ne lui parut pas porter atteinte à la juridiction des prélats, mais avec les modifications en usage dans le royaume.

La mission du cardinal de Luxembourg était surtout de réformer la discipline dans les cloîtres. Il ne faudrait pas croire que l'Église ait attendu la réforme de Luther

et de Calvin, pour remettre les monastères dans les voies délaissées des austérités. Ce retour aux règles pénitentes et rudes commença en Languedoc avant les guerres religieuses du seizième siècle. François I^{er} aida l'Église dans cette tâche difficile et commanda au Parlement de soutenir, de son autorité, les réformateurs apostoliques. Effrayés de cette renaissance des sévérités du cloître, les carmes barricadèrent les portes de leur couvent devant les commissaires du Parlement et du Saint-Siège et sonnèrent le tocsin, comme aux jours des calamités publiques. Ils ne tardèrent pas à rouvrir les portes du monastère et à s'incliner sous la main du légat.

Les augustins et les frères mineurs furent plus humbles de cœur et plus doux, mais les cordeliers résistaient et se préparaient à soutenir un siège dans leur couvent. Par ordre du premier président du Parlement et des commissaires du roi, on braqua deux pièces de canon contre les portes, et le premier président écrivit au roi que cette réforme d'un cloître lui avait causé plus de peine et de souci que toutes les affaires de son Parlement. La réforme du chapitre régulier de Saint-Sernin ne manqua ni de récriminations, ni de barricades, ni d'emprisonnements, ni d'arrêts contre l'abbé et les chanoines qui finirent par se séculariser, pour échapper aux rigueurs de la règle. A Nîmes et à Rodez, les couvents et les chapitres indociles ne se soumirent qu'après arrêt du Parlement qui mit aussi à la raison l'abbé de Saint-Ubéri, Jean Dupuy, subdélégué du grand pénitencier de Rome, ami du pape, répandant, à pleines mains, les absolutions de tous les crimes et écrivant, du fond de son monastère d'Agde, une lettre

pleine d'outrages pour le premier président, de Saint-André. Sa lettre fut brûlée en plein Parlement. A cette nouvelle, l'abbé de Saint-Ubéri fulmina une bulle affichée dans les carrefours et sur la porte du palais, par laquelle il menaçait le Parlement de la peine d'exécration s'il ne rapportait son arrêt. On emprisonna cet abbé à la Conciergerie, ce qui irrita le pape. Jacques de la Gorrée se trouvant alors à Rome pour solliciter, au nom de l'archevêque et des capitouls, la réforme des augustins, écrivait : « Le pape a dit que les officiers du
« roi et de sa Cour du Parlement de Toulouse, insti-
« gués par l'enfer, se mêlaient de connaître des gens
« d'église ; que s'ils continuaient et ne réparaient le
« passé, il devrait leur expédier un interdit, même-
« ment que le cardinal Sancti-Quatro avait assuré que les
« dits sieurs du Parlement étaient Gascons, ne con-
« naissant ni dieu, ni diable. »

Les augustins qui s'étaient soumis à la règle cherchaient à secouer le joug. Le Parlement en informa le roi et le chancelier. Il y eut des arrêts au Parlement, des monitoires de la Cour romaine, des menaces de censure contre les commissaires du Parlement et de l'archevêque. L'abbé de Saint-Ubéri fut condamné à 100 livres d'amende ; envers le roi, et à 50 livres envers le premier président à employer en aumônes ; ses bulles et ses lettres injurieuses furent déchirées et jetées au vent. La réforme de ce monastère fut enfin consommée, et l'abbé de Saint-Ubéri, qui avait tant guerroyé pour les augustins finit par sortir de prison. On vit pourtant des moines s'ériger en justiciers dans les couvents. On trouve ce passage dans les mémoires

du président de Resseguier : « Souvent, quand des moines tombaient dans quelques fautes, leurs frères leur faisaient souffrir toutes sortes de cruautés, les enfermaient dans des cachots obscurs ou exerçaient sur eux les plus cruels traitements. Le roi intervint et voulut que les prieurs et les abbés visitassent ces captifs, deux fois par mois, et leur permissent de parler à leurs frères. »

Le roi récompensa le Parlement de son zèle et de son amour de la justice par la création d'un quatrième président et de huit conseillers, ce qui avait été vainement demandé à Louis XII, pour augmenter la Tournelle. Jean de Segulier prit possession de cette charge de président au mois de juillet 1519. Ce Segulier était de la branche d'où sortit la maison des Segulier, illustre par ses grands magistrats. Cette création de nouvelles charges mécontenta les États de la province, l'université et surtout les gradués en droit qui perdaient ainsi leur fortune et les honneurs de leur profession. Le Parlement souhaitait que les huit nouvelles charges fussent partagées entre les clercs et les laïcs ; le chancelier Duprat les réserva aux laïques. Le prix de chaque office revenant au trésor royal était alors de 4,000 ou de 6,000 livres. Les nouveaux magistrats furent versés dans les trois chambres de la Cour. Ce n'étaient pas, dit le père Lombard, des jeunes gens sans expérience, désignés autrefois à Rome sous le nom de sénateurs de trois jours, mais des hommes habiles et mûrs. François I^{er} le savait si bien qu'il en choisit deux pour juger un différend élevé entre lui et Charles-Quint, sur l'exécution d'un article du traité de Noyon.

A partir de cette année 1519, la Tournelle a des audiences plus constantes et plus régulières. Le père Lombard définit ce mot de Tournelle : « C'est un service
« que les magistrats y faisaient tour à tour, sage insti-
« tution de nos pères qui craignaient que l'habitude d'in-
« fliger sans cesse des peines n'affaiblit les sentiments
« d'humanité au cœur des magistrats. » Cette définition du père Lombard est plus ingénieuse que vraie. Au Parlement de Paris, la chambre criminelle prit le nom de la Tournelle, de la tour où elle tenait ses audiences au palais de justice ; dans les parlements de province, et à l'imitation du Parlement de Paris, toutes les chambres criminelles s'appelèrent la Tournelle. Cette Tournelle rendit alors de terribles sentences ; elle envoya à la potence de la rue de Mirabel, qui fut plus tard la rue Matabiau, Guillaume Guizot, dit l'Evêque ; elle fit écarteler, décapiter, ternailler avec des tenailles rougies au feu et tranchantes et jeter au bûcher des condamnés de tout âge et de toute condition, dont les noms ont été conservés par un ancêtre de Pierre Barthès, le chroniqueur Béranger Laveyrie.

La vénalité des charges mettait les nouveaux magistrats dans un embarras singulier, entre la religion du serment et la crainte du parjure. Le serment de n'avoir déboursé ni or ni argent existait encore ; les nouveaux venus crurent pouvoir jurer de n'avoir rien promis et rien donné, parce qu'ils avaient eu le soin de placer la somme convenue dans les coffres du roi, en manière de prêt. C'était là un serment à la dérobée pour parler comme Montaigne ; mais le Parlement ne voulut jamais l'abolir, en signe de son opposition permanente à la vé-

nalité des offices. Le conseiller Pierre de Nupces, ayant avoué, sans détour, avoir prêté quatre mille livres au roi et n'osant pas prêter le serment ordinaire, la Cour hésita un moment, à l'installer. Le Parlement ne cessait d'ailleurs de proposer au choix du souverain des hommes dignes de remplir ces hautes fonctions de la justice par leurs talents et leurs vertus, Gilbert de Cardaillac, Guillaume de Durfort, Jean de Mansencal, Étienne de Paulo, Charles d'Estaing, Bussi, sénateur de Milan. La noblesse, on le voit, était loin de désertier la magistrature. Quand un magistrat paraissait indigne d'entrer au Parlement, une députation allait se plaindre au roi, et le Parlement aimait mieux, un jour, soutenir un procès qu'ouvrir ses portes à Michel de Pira, pourvu d'une charge de conseiller et soupçonné de concussion et d'hérésie. Le Parlement de Paris évoqua l'affaire et ordonna sa réception; le Parlement de Toulouse n'en imposa pas moins à Michel de Pira de quitter sa charge, s'il ne parvenait à dissiper cette accusation d'hérésie soulevée contre lui par la clameur de la province.

Si le Parlement avait pu regarder par delà les années et lire dans l'avenir, il eût accueilli avec plus d'empressement, en 1521, un gentilhomme du Rouergue, Bertrand de Rességuier, doué de toutes les qualités du cœur et de l'esprit et qui ne put s'asseoir sur son siège de conseiller, qu'à l'aide de lettres de jussion du roi. Le Parlement de Toulouse était plus attaché que d'autres à ses anciennes traditions; le temps seul, qui détruit tout, devait y porter la faux et les renverser. Telle était sa sévérité dans l'accomplissement de ses devoirs, que les vieux conseillers affaiblis par l'âge ou les souffrances

n'avaient pas le droit de faire écrire leurs rapports par un secrétaire. Il fallut des lettres du roi pour donner cette autorisation aux conseillers Mathieu Bosquet et Jean de Clausa, vieilliss dans les travaux du palais et affaissés sous la vieillesse et les infirmités.

On était alors aux années tourmentées des guerres de Charles-Quint et de François I^{er} et de l'invasion de la réforme dans le royaume. La ville de Toulouse, qui attirait des étrangers et des savants de tous les pays par la renommée de son université et de son barreau, fut des premières à être envahie par les sectaires. L'inquisition implora la protection du Parlement qui chercha à la contenir dans les limites d'une sage et clémentine justice. A cette époque désastreuse, où la France luttait contre les forces de l'empereur, du pape et du roi d'Angleterre, la peste sema de nouveau l'épouvante à Toulouse. Les habitants prirent la fuite ; il n'y eut plus d'audience ; on disait la messe, au palais, à six heures du matin ; une seule porte du palais resta ouverte et l'entrée n'en fut permise « qu'aux gens paraissant honorables et exempts « d'infection. » Les vacances judiciaires étant proches, le Parlement hâta sa séparation et défendit aux capitouls de quitter la ville, avec ordre d'informer le premier président des événements de cette cité désolée. Les capitouls bravèrent la peste, sans peur et sans reproche. Ils firent sonner toutes les cloches, à certaines heures de la nuit et allumer de grands feux sur les places publiques. Quand la peste eut cessé, ils allèrent chercher le premier président retiré dans sa terre de Montbrun, proche Montgiscard. Il reprit avec eux le chemin de Toulouse. Le Parlement ne rouvrit ses audiences que le lendemain

de la Saint-Martin de l'année 1521. La peste revint plus meurtrière et le Parlement alla à Lavaur, pour ne regagner Toulouse qu'au printemps de 1522, et assister à l'entrée solennelle du nouvel archevêque, Jean d'Orléans, qu'il accompagna de l'église Saint-Étienne au palais archiépiscopal, où toute la compagnie dîna avec le prélat.

La crainte d'une invasion espagnole tenait en éveil le Parlement qui enjoignait au juge-mage et aux capitouls d'amasser des munitions de guerre et de redoubler de vigilance. D'un autre côté, le connétable de Bourbon, prince brave à la fois et infidèle au roi, vendait ses services à la maison d'Autriche, la rivale orgueilleuse de la maison de Bourbon. Il s'évada de la province du Languedoc et passa en Italie. Le gouvernement, inquiet de ce départ, craignit une révolte des partisans de ce prince et fit partir en poste, pour Toulouse, le seigneur de Montpezat, nommé plus tard maréchal de France, qui descendit au palais de justice où le Parlement, toutes les Chambres assemblées, ordonna sur sa demande, au sénéchal et aux commandants des places, de garder les passages des Pyrénées et les villes fortes de la frontière. Les capitouls prirent de sévères ordonnances de police et le Parlement condamna à mort des Allemands déguisés qui traversaient Toulouse pour rejoindre les armées de Charles-Quint.

Ce n'était pas sans raison que la ville de Toulouse songeait à se défendre et à se fortifier en cas de siège. Charles-Quint, dans ses projets de conquête, fut tenté, plus d'une fois, en campant dans le Béarn, d'envahir le Languedoc et d'assiéger la capitale de cette belle pro-

vince voisine de l'Espagne. Le Parlement organise la défense nationale. Les plus intrépides étant les plus jeunes, toute une légion d'écoliers, amoureuse de coups d'épées et d'aventures, déserte l'université et échange ses livres et ses cahiers contre les armures brillantes. On les connaissait dans le monde entier sous le nom des bons étudiants, à la différence des joueurs de paume de Poitiers, des danseurs d'Orléans, des bragards d'Angers, des croitz de Paris, des brigueurs de Pavie et des galants de Turin. Le moine Hélinaud, l'ancien trouvère du nord de la France, en inaugurant, sous le règne de saint Louis, l'université de Toulouse, ne s'égara pas en disant que les écoliers, par nature et par une impulsion secrète, cherchaient bien plus la science et le bruit que la sagesse silencieuse et la vertu. Les clercs, eux-mêmes, se montrèrent en habit de guerre : mais, enivrés de leur liberté, ils s'abandonnèrent à de telles licences que le Parlement leur infligea les peines du fouet. Un des étudiants de ce temps était Michel de L'Hôpital, âgé de dix-huit ans, promis un jour à la chancellerie de France. Son père, médecin du connétable de Bourbon, avait suivi ce prince révolté dans sa fuite. Le fils paya le crime du père par la prison, où il demeura jusqu'à ce que son innocence fut reconnue et confirmée par lettres du roi. Le chancelier devait se souvenir plus tard des rigueurs du Parlement de Toulouse.

Ces prises d'armes et ces bruits de guerre ne détournaient pas le Parlement des réformes intérieures du palais. Les procureurs et les avocats retardant sans cesse, par des lenteurs chèrement payées par les plaideurs, le jugement des procès, la Cour travailla sans

relâche à supprimer ces abus. Parmi les règlements de cette époque, il en est un qui mérite d'être signalé : Dans les procès par écrit et de nature à être terminés sans délai, les avocats étaient obligés de convenir des faits avant l'audience et les procureurs, alors au nombre de quarante, de se trouver à l'audience avec les actes dont la lecture paraissait nécessaire à la justice.

Un vieil usage remontant à des temps barbares allait à jamais disparaître. Le mardi gras de chaque année le roi de la Basoche, escorté de ses sujets, en masque et dans un travestissement bizarre, se transportait à la grand'chambre, pendant l'audience et s'emparait du parquet. Là, cette troupe avinée se mettait à plaider en un langage bouffon et plein d'allusions grossières. Le Parlement la chassa pour toujours du palais. Par les mercuriales, il veillait avec un soin jaloux à la discipline de la compagnie et à la sagesse de ses mœurs. Aux parlementaires qui s'écartaient de leurs devoirs, les gens du roi n'épargnaient pas les censures et les réprimandes : ils étaient pourtant assez cléments pour ne pas les nommer en public ; ils les introduisaient dans une autre chambre où siégeaient des présidents et des conseillers d'une vertu éprouvée, devant lesquels tous les voiles étaient levés. Et le père Lombard s'écrie : « L'État est toujours mieux servi par les compagnies judiciaires, à mesure qu'il y a en elles plus de principes d'ordre et de vertu et c'est ce que le Parlement de Toulouse confirmera, par son exemple, dans les désastres prêts à fondre sur le royaume. »

La perte du Milanais, la ligue de l'empereur, du roi d'Angleterre et des princes d'Italie ne décourageaient

pas François I^{er} dans ses projets de continuer la guerre et de reconquérir le duché de Milan. Pour payer les armées, il demanda à la ville de Toulouse une imposition de 64,000 livres. Deux présidents du Parlement se joignirent au sénéchal et à un président de la chambre des comptes de Paris pour appuyer cette demande, mais la ville épuisée par la peste et la famine ne vota, grâce aux efforts du premier président, qu'une somme de 18,000 livres qui s'amointrit encore par les fraudes et les concussions des commis de la gabelle ou des capitouls. Le procureur général qui venait de succéder à François d'Olive, Raymond Sabaseri, d'un cœur d'airain, les poursuivit à outrance et le Parlement les condamna à faire amende honorable, à être privés pour toujours du maniement des deniers publics, et à faire des restitutions humiliantes ; quelques-uns furent condamnés à la potence. Les capitouls de l'année 1523 demeurèrent, par le même arrêt, comptables envers le roi de l'argent détourné par les condamnés.

Le roi demandait aussi des secours aux États assemblés à Pézénas et plus tard à Castres. Ses principaux commissaires étaient le seigneur de Mirepoix, le président d'Olmière, le seigneur de Rochechouart, sénéchal de Toulouse et l'ancien avocat du roi Robin devenu président. Le duc de Bourbon commandait les troupes ennemies assiégeant Marseille ; François I^{er} choisit ce moment pour faire instruire, de nouveau, le procès des complices du connétable au Parlement de Paris, ou se rendirent un président et cinq conseillers du Parlement de Toulouse, en qualité de commissaires. En même temps, Odet de Foix, maréchal

de Lautrec, que le père Lombard appelle l'homme le plus fier et le plus brave de son siècle, prenait le gouvernement du Languedoc et prononçait, au Parlement, du haut bout du banc des conseillers laïcs, une harangue où il louait la Cour de sa fidélité au roi et proposait des mesures de résistance à l'invasion de l'armée espagnole.

On apprit tout à coup la déroute de Pavie, à la fin du mois de février 1525. Depuis la défaite du roi Jean, la France n'avait pas traversé de plus douloureuses journées. Dès que le maréchal de Lautrec sut que le roi était prisonnier, il écrivit de Narbonne au Parlement qui s'assembla, donna des ordres au sénéchal et aux capitouls pour assurer la tranquillité de la ville et demanda aux prélats du ressort des prières publiques pour la conservation du roi et de l'État. De même que sous le roi Jean la province prit le deuil, les États prohibèrent l'usage de la vaisselle d'or et d'argent et des habits de couleur jusqu'à la délivrance du roi, et le Parlement, en signe de deuil et de tristesse, prohiba les danses, les festins et les plaisirs et défendit aux parlementaires de porter des habits de soie. Sous le roi Jean, des députés de la sénéchaussée de Beaucaire avaient offert aux Anglais leurs corps, leur fortune, les biens de leurs femmes et de leurs enfants ; le Parlement disait dans son arrêt, après la bataille de Pavie : « Ains, que chacun en droit soi, ait à rabaisser
« son état et que celui qui a trois chevaux se contentât
« d'aller à deux. »

Dans ce doux climat de Toulouse où les chansons volent dans l'air, il y a toujours un chant d'espérance au fond des âmes, de même qu'il y a un rayon à tous les nuages du ciel. Ceux qui gémissaient sur la capti-

vité du roi et portaient le deuil de la patrie vaincue reprirent courage, en entendant, le soir, autour du mai de la cour du palais, les clercs de la Basoche chanter cette vieille romance patoise, d'une mélancolie naïve et touchante :

« Quant le roi partit de France pour conquérir d'autres pays, à l'entrée de Pavie, il fut pris par les Espagnols.

« — Rends-toi, rends-toi, roi de France, sinon tu es mort ou pris. — Comment serais-je le roi de France ; jamais je ne l'ai vu.

« Les Espagnols lèvent le pan de son manteau et ils trouvent le fleurs de lys. Ils le prennent ; ils l'entraînent ; ils le tiennent en prison.

« Dans un trou obscur, jamais soleil ni lune ne se montrent autrement que par une petite fenêtre... un postillon il voit venir.

« — Postillon qui porte les lettres, que raconte-t-on à Paris ? — La nouvelle que je porte est que le roi est mort ou pris.

« — Retourne vite, postillon, et vole vers Paris, recommande-moi à ma femme et à mes petits enfants.

« Qu'ils fassent battre la monnaie, toute celle qui est dans Paris, qu'ils m'en envoient une charge pour me ramener au pays. »

Le Parlement s'attendant à voir les Espagnols assiéger Toulouse, donna mission au président d'Olmières et à quatre conseillers d'assister à tous les conseils de la ville et de se transporter partout où le service du roi et le salut de la patrie exigeraient leur présence. Sur l'avis de ses commissaires, il autorisa une imposition de 24,000 livres, en ordonnant que le tiers en serait réparti

sur l'archevêque et le clergé du diocèse, et non pas, ainsi que l'a écrit Lafaille, sur le seul clergé de la ville. L'alarme était partout, et pour mieux se défendre en cas de siège, on abattait les maisons qui masquaient les murs d'enceinte, on faisait la garde, nuit et jour, sur les remparts ; l'Université était silencieuse, et le Parlement était désert. Toulouse avait les bruits, les secousses, les émotions et les ardeurs d'une ville de guerre.

CHAPITRE VI

Mort du premier président Pierre de Saint André. — Le premier président Jacques de Minut. — Son installation. — Création de nouvelles charges. — Le Parlement continue à siéger pendant les vacances. — Les fêtes publiques interdites. — Prières pour la délivrance du roi. — Procession générale. — Vœu du roi acquitté par le premier président. — Ordonnances contre le luxe. — Sévérité du Parlement sur les absences des magistrats. — Arrêt contre la comtesse d'Astarac exécuté à coups de canon. — Succession de Claude de Foix disputée par Charles de Luxembourg et le roi de Navarre. — La Réforme à Toulouse. — Souffle religieux et poétique. — Rigueur du Parlement contre les sectaires. — Progrès de la Réforme et sermonnaires de la Réforme. — Traité de Madrid. — Impôt levé par la ville de Toulouse. — La famine. — La peste. — Le gouverneur Anne de Montmorency. — Résistance du Parlement au démembrement de la couronne après le traité de Madrid. — La famine et la peste. — L'université. — Les écoliers. — Les maîtres. — Désordre. — Abolition des confréries. — Étienne Dolet. — Crimes d'hérésie. — Supplices. — La tolérance inconnue. — Jean Boissonné. — Entrée du roi François I^{er} à Toulouse. Lit de justice. — La Renaissance à Toulouse. — Émeutes des écoliers. — Entrée du cardinal de Gramont archevêque de Toulouse. — Entrée du roi de Navarre et de la reine Marguerite. — Menaces d'une invasion espagnole. — Préparatifs de défense. — Mort du premier président Jacques de Minut. — La belle Paule. — Mort de Jean de Pins. — Alliance de la magistrature et des lettres.

La mort du premier président Pierre de Saint-André lui avait épargné ce douloureux spectacle des défaites et des détresses de la France. Il avait été, toute sa vie, environné du respect public, pour sa science profonde,

la noblesse de ses idées, l'élévation de son âme et la fermeté de son esprit. Le roi Louis XII, qui se connaissait en braves et sages esprits, ne s'égara point en le nommant chancelier de la République de Gênes et en l'envoyant, en Bretagne, avec le titre de président de la justice, au moment de la réunion de ce duché à la couronne. N'a-t-on pas raconté de lui, que durant une maladie qui le tint éloigné du Palais, il refusa le traitement affecté à sa charge et qu'il fallut l'insistance d'un ami pour vaincre sa résistance ? Pierre de Saint-André fut illustre encore par ses descendants. François de Saint-André, son fils aîné, dont a parlé de Thou avec tant de louanges, fut chancelier de Louis XII, dans ses États d'Italie, son lieutenant dans la seigneurie de Gênes et président à mortier au Parlement de Paris ; le second de ses fils, Pierre de Saint-André, était conseiller clerk au Parlement de Toulouse, et évêque de Carcassonne, le premier des évêques nommé par François I^{er}, en vertu du concordat, malgré les efforts de la pragmatique expirante que soutenait le professeur à l'Université et conseiller clerk Jean de Basilhac. C'est lui qui fit bâtir le collège Saint-Raymond de Toulouse, qui portait à ses murs les armes des Saint-André, timbrées d'une crosse et d'une mitre. Le premier président de Saint-André voulut dormir son dernier sommeil dans l'église des Carmes de Carcassonne, où était la chapelle de sa maison.

La régente ne prit pour la première présidence aucun des trois parlementaires, Guillaume Tournœr, Jean de Basilhac et Michel de Vabres, présentés par la Cour. Madame d'Angoulême choisit un illustre étranger qui

avait embrassé le parti de François I^{er}, en Italie, aux journées de nos déroutes, le chevalier Jacques de Minut, sénateur milanais. S'il faut en croire Gabriel de Minut son fils, dans son discours sur la beauté, leur maison remontait à la famille patricienne des Minutius de l'ancienne Rome. Ce qu'il y a de certain, au travers des nuages qui enveloppaient cette origine lointaine, c'est que le premier président signait du nom de Minutius, dans les registres du Parlement, afin de renouer, par cette expression romaine, la chaîne longue et glorieuse qui semblait ainsi le rattacher à une race patricienne. On dit qu'il inspira à Alciat, qui plaidait à Milan, l'idée de se vouer à l'enseignement du Droit. Le roi, qui le nomma, en récompense de son dévouement, président au Parlement de Bordeaux, n'oublia jamais son zèle et ses services ; c'est à lui qu'il songea, pendant sa campagne d'Italie, pour remplacer Pierre de Saint-André, à la première présidence du Parlement de Toulouse.

Le jour de son installation, le 14 avril de l'année 1524, le nouveau premier président se présenta debout et découvert derrière la barre, selon l'usage observé à l'égard des magistrats étrangers à la compagnie et supplia la Cour de le recevoir, conformément aux ordres du roi. Les provisions étant signées de la régente et manquant du sceau royal, l'avocat général hésitait à croire que les pouvoirs d'une régente allassent jusqu'à conférer une charge de cette importance, mais par égard pour le bien public, à cette époque de tristesses et pour le bon plaisir du roi, il se détermina à conclure à la vérification des provisions. Le Parlement fit droit à ces réquisitions

et Jacques de Minut prêta serment, debout et tête nue et monta à son siège de premier président.

Le trésor était appauvri et la couronne avait, plus que jamais, besoin d'argent au moment où Charles-Quint traitait, moins en prince qu'en marchand, de la liberté de François I^{er}, prisonnier à Madrid. De nouvelles charges sont alors créées au Parlement qui résiste et n'obéit qu'à des lettres de jussion. Il en fallût quatre, un arrêt du grand Conseil et de nouvelles lettres du roi, pour la charge de second avocat général conférée à Jean d'Ulmo, destiné à une flétrissure prochaine, pour crime de faux, et que l'annaliste Lafaille a étourdiment confondu avec le sage et vénérable président d'Olmières.

Par les frontières ouvertes et presque dégarnies de troupes, Charles-Quint, à la faveur de ses victoires et des troubles du royaume, pouvait pénétrer en France avec son armée. Le Parlement, à ces heures d'agitations et de crises, délibère de ne point se séparer pendant les vacations, d'assembler chaque jour au conseil de ville les capitouls et les hommes les plus distingués de tous les ordres et de rappeler le sénéchal de Toulouse absent, pour réprimer les désordres des soldats campés dans les plaines de Toulouse.

La nouvelle du traité de paix avec l'Angleterre fut un rayon de joie au milieu de ces tristesses. Le Parlement n'ordonna pas des réjouissances, il décida que les prières du peuple devaient remplacer les fêtes et qu'il fallait redoubler de ferveur pour demander à Dieu la délivrance du roi. Elle n'était pas éloignée. La paix fut signée à Madrid, le 14 janvier 1526. En signe d'allé-

gresse, le Parlement décida qu'il y aurait une procession générale où la Cour assisterait, sous peine d'amende contre les magistrats qui ne s'y trouveraient point. La ville s'attendait à recevoir le roi qui voulait accomplir, en retrouvant sa liberté, un vœu fait aux sombres journées de la prison aux saints et aux martyrs dont les reliques sont déposées, depuis tant de siècles, aux cryptes de l'église de Saint-Sernin. Arrivé à Bayonne et pressé de se rendre à Paris, il changea de route et chargea le premier président de la mission glorieuse d'acquitter, en son nom, le vœu qu'il ne pouvait accomplir lui-même. Le 5 du mois d'avril 1526, tous les ordres de la ville, selon la pompe réglée par le Parlement, sortirent en procession de l'église Saint-Étienne pour aller à l'église Saint-Sernin où, après la grand'messe, le premier président acquitta solennellement le vœu du roi. Une inscription latine, gravée sur une plaque de marbre et appliquée au mur d'une des chapelles, a gardé le souvenir de ce vœu royal. Parmi les offrandes du premier président, il y avait six grands cierges parsemés de fleurs de lys d'or qu'on voyait encore, au dix-septième siècle, suspendus à des barreaux de fer.

Le premier président et le conseiller Jacques de Rivière partirent ensuite pour Paris, afin d'exprimer au roi les sentiments de fidélité du Parlement et lui rendre compte de l'état du ressort et des sentiments de la Cour. Le Parlement, qui ne voulait pas laisser s'altérer la simplicité de ses mœurs, prit alors un nouveau règlement de nature à écarter de la vie parlementaire le luxe qui énervait déjà la nation et ce goût des arts, des ornements et des riches étoffes qui lui venait de la guerre d'Italie.

Il défendit l'usage de la soie aux membres de la compagnie et ne lui permit de porter que des robes de drap. Rien n'échappait à la vigilance des mercuriales ; les absences surtout étaient rigoureusement interdites, sous peine de la perte des gages. La sœur du roi, Marguerite duchesse d'Alençon, qui devait être la reine de Navarre, fut obligée d'écrire au Parlement, pour lui demander l'autorisation de mander à Paris le conseiller Jean de Mansencal, qu'elle voulait consulter pour les affaires de son duché, et l'infante de Portugal, fille d'Éléonore d'Autriche, seconde femme de François 1^{er}, n'eut la liberté de confier au président Dufaur l'administration de ses revenus dans la province, que sur la permission du Parlement, les charges étrangères lui paraissant nuisibles aux choses de la justice.

On n'était plus au temps où la hardiesse et l'humeur altière des seigneurs bravaient le pouvoir judiciaire. La comtesse d'Astarac et Jean son fils, bannis du royaume après leur révolte contre le roi, ayant tenté de s'opposer par la voie des armes à l'exécution des arrêts de confiscation de leur comté, le Parlement fit marcher contre Gaston de Foix, comte de Candale et époux de la comtesse d'Astarac, le Président de Tournœr et trois conseillers à la tête d'un corps de troupes, avec deux canons pour faire exécuter ses arrêts. Le canon affermit ainsi plus d'une fois les commandements de justice. La succession de Claude de Foix morte sans enfants ayant mis aux prises son second mari Charles de Luxembourg et le roi de Navarre fils de Catherine de Foix, Charles de Luxembourg s'empara, à main armée, des vicomtés de Lautrec et de Villemur. Le roi de Navarre revendi-

quant cette partie de l'héritage de sa mère eut recours au Parlement qui mit sous le séquestre le château de Villemur et enjoignit à Charles de Luxembourg d'en sortir sur-le-champ. Le Parlement de Paris évoqua l'affaire et jugea comme le Parlement de Toulouse. Le château de Villemur restant malgré ces arrêts aux mains du rebelle, le canon vint encore au secours du Parlement qui ordonna le siège du château. Une transaction passée entre les deux princes suspendit cette querelle sans la terminer.

La réforme allait amener des luttes plus prolongées et plus violentes. Effrayée à sa naissance dans Toulouse par la crainte des supplices, elle s'enhardit en grandissant et se montra au soleil et visière levée. Le renouveau des lettres poussait à la réforme religieuse. Une génération curieuse et impétueuse se levait dans le royaume et l'imprimerie lui donnait des milliers d'ailes et de voix. Ce fut comme une aurore charmante où courait un souffle religieux et poétique. Les hommes qui allaient entrer en guerre ne se connaissaient pas bien encore. Avant de s'appeler l'hérésie et la révolte, la réforme eut une sorte de grâce et de fraîcheur matinales : sous les idées nouvelles et au travers de ses fêtes mêlées du chant des psaumes de David mis en vers français par Clément Marot et de la méditation du Nouveau Testament, on entrevoit à peine les nuages qui montent à l'horizon.

Chaque église de la réforme devenait un foyer de vie indépendante, n'ayant au-dessus d'elle que l'autorité doctrinale à la fois et idéale des livres saints où les âmes s'enfermaient comme dans une citadelle, bravant

les papes, les conciles et toutes les puissances terrestres. Leur petit nombre ne s'inquiétait pas des obstacles ; il ne songeait qu'à la grandeur de la cause et se comparait à un peuple d'élection, marchant aux clartés d'une colonne de feu, pareille à celle qui guidait autrefois les Hébreux dans le désert. A la tête de la réforme marchaient les gentilshommes ; le peuple restait fidèle aux croyances catholiques. L'histoire a gardé les noms des seigneurs et des grandes dames qui se rangèrent sous les bannières protestantes ; elles ne sauraient redire les noms de ces humbles et de ces petits dont la foi ferme et pure résista aux séductions de la réforme et dont les vertus obscures et le dévouement caché ont pesé sur les événements de ce siècle, plus que les batailles de l'orgueil, des ambitions et des haines. L'université resta en arrière, attachée à la foi catholique autant qu'à la philosophie d'Aristote, par pédantisme plus que par piété.

Déjà les poésies populaires et la vieille gaîté gauloise avaient jeté leurs railleries sur les clercs et les moines. Toute une légion de cœurs mystiques et résolus, d'âmes passionnées et impatientes de secouer le joug de l'obéissance romaine se répandit par les villes et les campagnes du Languedoc, inspirée et soutenue par la reine de Navarre, sœur du roi de France, et par son prédicateur Gérard Roussel, ancien abbé de Clairac, lisant la Bible et prêchant les libres croyances sans corps de doctrine, en attendant que Calvin le leur donne de sa tour de Nérac, où il s'abritait et regardait s'avancer cette armée intrépide qui se levait à sa voix. Ce vent, qui soufflera de la Gascogne, allumera les guerres et les

bûchers, et c'est surtout, dans les anciens foyers de l'hérésie albigeoise, que se montrera la réforme enrôlant tous ceux que tourmentait l'amour des choses nouvelles et inconnues. Les troubles vont s'éveiller : pendant la procession de la Fête-Dieu de 1526, à laquelle assistait le Parlement, après arrêt punissant, en cas de refus, les parlementaires de la perte d'un mois de gages, seize ou dix-sept réformés, au nombre desquels se trouvait Jean de Fayet, conseiller clerk et archidiacre de Saint-Étienne, se groupèrent dans une rue et troublèrent la cérémonie par des insultes sacrilèges. Le Parlement les décréta de prise de corps, mais ils se dérochèrent au châtiement par la fuite en pays étranger.

Tandis que l'Église gémissait de ces divisions et que le Parlement soutenait de ses arrêts les vieilles croyances catholiques, les sectaires se montraient plus entreprenants et plus nombreux ; la petite maison où ils s'assemblaient, auprès du moulin de Basacle, ne pouvant plus les contenir, ils allèrent hors des murs, au delà de la porte Montgaillard, dans un temple de bois que le chroniqueur Malhon Bluyn compare à une salle de jeu de paume. Déjà, les religieuses augustines avaient embrassé le nouveau dogme, malgré les bulles du pape et les excommunications. Les prêcheurs de la réforme déclamaient contre les défaillances du clergé de Toulouse et contre l'impudence des femmes qui poursuivaient et séduisaient les prêtres dans le sanctuaire même, sans peur du fouet et du bannissement.

Pendant ce temps, le roi, rentré à Paris, ordonnait de faire le procès au duc de Bourbon et réglait le rang entre les Parlements du royaume, en 1527. Le Parle-

ment de Toulouse venait après celui de Paris. Les autres Parlements ne venaient qu'après lui. Le roi consulta ensuite les premiers corps du royaume sur les articles du traité de Madrid, dans une assemblée où se rendirent le premier président et trois conseillers du Parlement de Toulouse. Deux millions d'or avaient été la rançon des deux enfants de France remis en otage ; pour subvenir à tant de frais, on leva un impôt de 3,061,000 livres sur le royaume ; la province de Languedoc eut à payer, pour sa part, 267,000 livres ; les dames de la province, de même qu'autrefois les dames romaines, donnèrent au Trésor leurs bijoux et joyaux, selon ce qu'a rapporté Charondas. La ville de Toulouse s'imposa pour 25,000 livres, sur lesquelles le Parlement, se taxant lui-même et n'acceptant pas la taxe des capitouls, paya une somme de 2,850 livres.

A ces charges ruineuses de la guerre, la famine ajouta ses souffrances dans l'hiver de 1528. Toulouse ouvrit largement ses portes aux laboureurs et aux pauvres des campagnes chassés par la faim et la mort. Comme aux sinistres journées des autres famines, le Parlement enjoignit, par arrêt, aux capitouls, à peine de 50 marcs d'or, de lever, sur les grands bénéfices de la ville, les sommes d'argent par eux imposées. L'archevêque fut taxé à 200 livres par mois et le chapitre à 50 livres. Le Parlement fixa lui-même sa taxe : les présidents eurent à payer, chacun, 4 livres par mois et les conseillers, les gens du roi et les greffiers payèrent 2 livres. Une multitude d'enfants entassés dans l'hôpital du Taur y fut décimée par des maladies meurtrières nées de la corruption de l'air et de la contagion. Le

Parlement les en retira et en recueillit le plus grand nombre ; les autres trouvèrent un asile dans les plus riches familles de la ville. Les fonds, provenant des amendes et dont la Cour disposait, passèrent au soulagement des maisons les plus pauvres ; la confiscation des biens d'une famille opulente servit à doter de pauvres filles, entre autres les sœurs et les filles des seigneurs de Gensac et de Fontanes. Le Parlement donna aussi, sur ses fonds, 1,000 livres d'aumône à la fille d'un procureur. Les traitants et les accapareurs s'enrichissaient des dépouilles de la misère publique : le Parlement, par ses règlements et ses châtimens, ramena une sorte d'abondance dans la ville. Il abaissa le prix des grains. Un des conseillers, Bernard Jougla, ayant été convaincu de prévarication, fut condamné au bannissement, à l'amende honorable pieds et tête nus, à la dégradation et à la restitution des présents. Sa mère fut bannie, comme lui, pour avoir été sa complice. Afin de rendre cette peine plus retentissante et plus effrayante, le Parlement prononça ce terrible arrêt, à une audience annoncée d'avance, les portes ouvertes et toutes les chambres assemblées. Ce droit des parlementaires de juger criminellement leurs pairs remonte aux plus lointaines origines des Cours de justice. La première ordonnance royale sur cette matière, rendue sous le règne de Charles VI, fut reprise et confirmée par les autres rois.

Cette féconde et belle province du Languedoc voyait planer et fondre sur sa capitale tous les fléaux de ce monde, semblables au sombre et rapide vol des oiseaux de proie. Après la guerre et la famine, la peste

repla ses ailes empoisonnées sur Toulouse. Le Parlement se retira à Grenade-sur-Garonne dans l'été de 1529. L'arrêt qu'il y rendit mérite de sortir de l'ombre : Il décida que, pendant la durée de la peste, les riches et les pauvres seraient mis, au même rang, dans la distribution des secours et que l'inégalité de la fortune devait s'effacer devant les ravages du fléau, de même qu'elle s'efface devant la mort. Tous les pestiférés furent ainsi servis aux frais de la ville, qui reprit ensuite, sur les maisons riches, les sommes que les capitouls avaient avancées pour elles. Cet arrêt contenait enfin un ensemble de règlements sur les mesures à prendre en cas de peste, modèles de sagesse, de fermeté et de charité sortis du cœur du vertueux et courageux procureur général de ce temps, Raymond Sabatéri, dont le nom, autrefois béni des hommes, est tombé dans ce long oubli que la reine de Navarre appelle dans ses contes une dure et honteuse méconnaissance des générations.

Le 9 novembre de cette cruelle année 1529, le Parlement rentra à Toulouse. Les États du Languedoc, empressés à soulager la province si souvent affligée et épuisée, lui proposèrent certaines réformes destinées à améliorer le sort des plaideurs. Les États avaient redouté l'opposition du nouveau gouverneur Anne de Montmorency qui succédait à des princes du sang, remuants et toujours prêts à usurper sur les droits du Parlement ; ils se trompaient : le maréchal de Montmorency rencontrait assez de malheurs par toute la province sans vouloir y mêler de stériles querelles d'ambitions et de prétentions frivoles. La Cour resserra les pouvoirs du nouveau gouverneur dans les justes li-

mites de sa puissance. Le maréchal ne s'en plaignit pas.

Le Parlement n'avait pas seulement l'amour du droit et de la justice ; il avait le vif amour de la patrie et ces nobles tressaillements de l'âme qui agitent les hommes toutes les fois qu'on touche à la terre sacrée de leur pays. La paix n'était pas encore signée entre l'empereur et le roi ; le pacte de Madrid, adouci par le traité de Cambrai, portait encore la rude empreinte de la main de Charles-Quint qui exigeait du roi la renonciation à ses droits sur le Milanais et sur le comté de Flandre. Le roi transmit ces traités au procureur général du Parlement de Toulouse pour en requérir l'enregistrement. Le procureur général, tenant les deux traités à la main déclara que « c'était pour
« le bien de la paix, le recouvrement inestimable des
« personnes du Dauphin et du duc d'Orléans, par crainte
« et par mandement exprès et comme procureur simple
« et particulier à ce ordonné, et qu'il en requérait l'enre-
« gistrement, en cette qualité et non autrement, en la
« forme à lui commandée et non comme procureur géné-
« ral du roi. »

Ces réserves faites, il s'éleva avec une éloquence patriotique et enflammée contre les cessions trop larges des traités, en protestant contre ces démembrements de la couronne et en déclarant qu'après la délivrance des jeunes princes, il se pourvoirait comme de droit et qu'il en appelait au Saint-Siège, afin de suspendre et éviter les censures. Le Parlement, dans les intérêts du roi et de la nation, ne s'opposa pas à la vérification des pactes et procéda à leur enregistrement, le 23 décembre 1529. Les protestations du procureur général eurent un grand

éclat et Charles-Quint, pour plus de sûreté, commanda à Jean de Failleta, maître des requêtes de son hôtel et à Chrétien Laers, son secrétaire ordinaire, de se transporter à Toulouse, en qualité de procureurs et ambassadeurs auprès du Parlement, et de requérir un nouvel enregistrement des traités, en présence des gens du roi et du procureur général. Rien ne montre mieux que cette députation envoyée par Charles-Quint, la haute situation conquise par le Parlement de Toulouse et la crainte qu'il inspirait, même aux royaumes étrangers. Le Parlement donna audience à ces ambassadeurs espagnols, le 3 février 1530, toutes les chambres assemblées, et les ambassadeurs assis au banc du parquet, à la gauche du greffier. Jean de Failleta fit un discours en langue française, requit l'enregistrement des deux traités, et présenta les lettres de vérification de l'empereur. Les pièces communiquées selon l'usage aux gens du roi, la Cour ordonna, le lendemain, l'enregistrement par le devoir et la nécessité d'obéir au souverain.

La famine et la peste revenaient sans cesse. Il faut entendre Mezerai : « Depuis la fin de 1528 jusqu'au
« commencement de l'an 1534, le ciel fut si en colère
« contre la France qu'il y eut un perpétuel dérèglement
« des saisons ou pour mieux dire, l'été seul occupa la
« place de toutes les autres, de sorte qu'en cinq ans on
« ne vit point deux jours de gelée tout de suite. Cette
« chaleur importune énervait pour ainsi dire la nature
« et la rendait impuissante; elle n'amenait rien à matu-
« rité. Les arbres poussaient les fleurs incontinent après
« le fruit. Les blés ne multipliaient point en terre; et
« faute d'hiver, il y avait si grande quantité de vermine,

« qu'elle en rongea le germe. Cette disette causa une
« famine universelle : après, vint une maladie qu'on
« nomma Trousse-Galant, puis une furieuse peste. »

Les écoliers, que la guerre avait détournés de leurs querelles intérieures, reprirent, aux premiers mois de la paix, malgré la famine et la peste, leurs disputes dans l'université. Ils se partageaient en divers partis, pris de leurs diverses nations, en Allemands, en Espagnols, en Italiens, en Français, en Languedociens et en Gascons, et ils avaient tous un prieur, un trésorier, un orateur et un drapeau avec l'image du saint qu'ils avaient choisi pour patron et dont ils célébraient la fête, chaque année. S'ils étaient batailleurs et querelleurs, ils n'en travaillaient pas avec moins d'ardeur et jamais l'université de Toulouse n'eut plus de renommée dans le monde.

N'est-ce pas à cette université savante qu'étudiaient ces écoliers qui devaient être les papes Clément IV, Jean XXII, Benoît XII, Innocent VI, juge ordinaire à Toulouse avant d'entrer dans les dignités de l'église et le pape Urbain V ? De là sortirent aussi douze cardinaux et parmi eux Gaudin de Bayonne, Pierre de Foix et Arnaud d'Ossat ; trois archevêques, Vital de Castelnau, Denis Dumoulin et bien des hommes illustres, saint Antoine de Padoue, Guillaume de Nogaret, Cujas, Guillaume de Montlezun, Belleperche, Maran de Hautesserre, canoniste fameux, Bastard et Roaldès, qui devaient mourir de chagrin après la mort de Duranti. Le Parlement, qui savait que de cette source vive allait sortir la civilisation dans le midi de la France, l'environnait d'une sorte de tendresse. On disait alors

que la cour de Parlement de Toulouse était la sœur de l'université et non sa maîtresse. L'université était surtout le berceau des légistes ; elle vit s'asseoir sur ses bancs bien des écoliers qui allaient se frayer la plus large carrière dans la science du droit. On y comptait plus de dix mille écoliers.

Dans les chaires montaient, en ce temps-là, les maîtres les plus célèbres, Accurse, Jacques d'Arènes, Lucas de Penna, Bernard du Rozier, archevêque de Toulouse et comte ès lois, Aufréry, président des enquêtes qu'on appelait toujours le savant Aufréry, Raymond Sebonde dont Montaigne a écrit l'apologie, philosophe, médecin et théologien, et toute une légion de docteurs qui prirent la pourpre romaine ou la pourpre parlementaire. Avant eux, des maîtres célèbres illustrèrent cette université florissante, Roland de Crémone, Jean de Garlande, Jean de Saint-Gilles, Loup l'Espagnol, Jacques de Toulouse, Bertrand de Montaigu et Élie Brunetti que saint Thomas d'Aquin remplaça à l'université de Paris.

Un édit de 1551 la proclama la plus fameuse du royaume et on n'est pas surpris quand on lit cette lettre d'Henri de Mesmes à son père, le président de Mesmes :
« Nous étions debout le matin à quatre heures et ayant
« prié Dieu, allions à cinq heures aux études, nos gros
« livres sous le bras, nos écritaires et nos chandeliers à
« la main. Nous oyions toutes les lectures jusqu'à dix
« heures sonnées, sans interruption ; puis venions dîner
« après avoir en hâte conféré ce qu'avions écrit de lectu-
« res. Après dîner, nous lisions, par forme de jeu, So-
« phoclès ou Aristophanès ou Euripidès, quelquefois
« Démosthénès, Cicero, Virgilius et Horatius. » La

deuxième partie de la journée ne différait guère de la première : à une heure, aux études, au pied de la chaire du de Ferrier ou de Coras, à cinq au logis jusqu'à six et après souper, on lisait en grec ou en latin. Aux heures perdues, Henri de Mesmes « s'allait pourmener en compagnie des jeunes du Bourg, de Pibrac, d'Adrien de « Turnèbe, de Denis Lambin, Pierre Bunel et Guy Fabre. » Robuste et sévère éducation qui donne le secret de la vigueur de ces générations du seizième siècle.

Il faut le dire à l'honneur du Parlement : c'est lui qui rédigeait les règlements, veillait à leur observation, aux études des écoliers, au zèle et au savoir des maîtres et à la forte discipline des écoles. Il y avait alors à Toulouse un écolier remuant et vaillant, qui allait être tour à tour imprimeur, poète et humaniste érudit et outré en toutes choses, lisant et écrivant déjà sans repos ni trêve, orgueilleux, dédaigneux et le cœur plein de soucis et d'amertumes. Étienne Dolet entraît alors, à pleines voiles, dans les tumultueuses disputes de la religion et de la politique et se jetait, tête baissée, dans les agitations de son temps.

Ces agitations des écoliers de l'université toulousaine s'évanouirent devant un arrêt du Parlement du 23 février 1531, qui prononça l'abolition de leurs confréries. Étienne Dolet, choisi pour être l'orateur des étudiants français d'au delà de la Loire, crut embellir son discours en y semant des railleries contre la province de Gascogne, impétueuse et généreuse, mais prompte aux colères et aux représailles. Elle n'eut pas de peine à opposer à Étienne Dolet, un orateur qui lui rendit moquerie pour moquerie, et injure pour injure. La réplique d'É-

tienne Dolet, plus véhémence que sa plaidoirie et où perçaient des outrages envers le Parlement, traité d'ennemi des lettres et de barbare, lui valut un mois de prison. Ce ne fut pas son dernier châtement : il aurait même rencontré le bûcher qui l'attendait, à quelques années de là, en place Maubert, sur les pentes de la montagne Sainte-Geneviève, si le premier président du Parlement de Toulouse, touché de son amour des lettres, ne l'eût sauvé de l'accusation d'hérésie. On se borna à le promener par les carrefours, ainsi qu'il l'a raconté lui-même, et à le chasser de Toulouse. Il s'en vengea en prenant le titre de philosophe, en publiant deux discours remplis d'injures grossières contre la ville de Toulouse et en rimant deux méchantes satires contre les Toulousains. Le poète Scaliger en a bien vengé Toulouse et les Toulousains.

Les crimes d'hérésie n'avaient pas encore été attribués à la justice du Parlement par le chancelier Duprat ; mais, les sectaires se multipliant et se répandant de tous côtés, à la voix des anciens moines augustins, Thadée, Clément de Blanche-Terre, des anciens cordeliers de Nuptiis et Flavien, le roi ordonna au Parlement de Toulouse, d'assister aux audiences du tribunal ecclésiastique établi en 1229, et de l'aider à juger les hérétiques. Sur les réquisitions du procureur général, trois présidents et quelque conseillers se joignirent au grand vicaire de l'archevêque pour instruire ces sortes de procès. Il y eut des accusés de tous les états, avocats, procureurs, moines et curés, qui entonnèrent les psaumes de la délivrance, dans la fumée des bûchers, ou sous le fouet en forme de scorpion armé de lanières de plomb

de pointes ou de vergettes de fer. Le nombre des conseillers de la grande chambre était alors de dix-huit, douze siégeaient à la Tournelle et douze aux enquêtes, outre les divers présidents.

C'est vraiment en cette année 1532, que commencèrent ces terribles exécutions qui soulevèrent tant de frémissements et de révoltes. Aux clartés du soleil, les seigneurs récitant des vers d'amour, le peuple dans les rues, les dames aux balcons et les cloches sonnant dans les airs, dans ce doux climat et sous ce ciel si bleu où la poésie semble sortir de terre, pareille aux fleurs des champs, les gibets vont se dresser, les bûchers vont s'allumer, les bourreaux ont aux mains les brodequins et les coins, les estrapades et les haches brillantes. La sanglante rosée humaine va rougir les échafauds.

Un écrivain de ce siècle, très ardent catholique, Florimond de Rémond a ainsi parlé de ces exécutions de tant de victimes prêtes à tout braver et à tout souffrir : « Les
« feux, cependant, étaient allumés partout et, comme
« d'un côté, la justice et la sévérité des lois contenaient
« le peuple en son devoir, aussi de l'autre, l'opiniâtre
« résolution de ceux qu'on traînait au gibet, auxquels
« on voyait emporter la vie que le courage en étonnait
« plusieurs. Car, comme ils voyaient de simples femme-
« lettes chercher les tourments pour faire preuve de
« leur foi et allant à la mort, ainsi que le Christ, le sau-
« veur, et chanter quelque psaume, les hommes s'éjouir
« voyant les sensibles et effroyables apprêts et outils
« de la mort qu'on leur avait préparés et, brûlés et rôtis,
« contempler du haut des bûchers, d'un courage invaincu,
« les coups de tenaille reçus, portés au visage et main-

« tien joyeux entre les crochets des bourreaux..... ces
« tristes et consolants spectacles excitaient quelques
« troubles, non seulement de l'âme des simples, mais
« des plus grands..., autres en avaient compassion.... »

Ce serait s'égarer de croire que la tolérance a pénétré en France sans combats et sans secousses. La réforme ne prit pas racine en un jour dans le royaume. Dans cette lutte ardente qui s'engage entre les deux religions, les deux cultes se frappent, se renversent et se relèvent. Catholiques et protestants détestent l'hérésie et veulent l'arracher des âmes par le fer et par le feu. Chaque parti voyait l'hérésie dans la foi et la croyance du parti contraire. Ces hommes du seizième siècle ne comprenaient pas encore la tolérance que Théodore de Bèze, en sectaire forcené, traitait de vertu diabolique et que les parlementaires regardaient, de leur côté, comme une source de sacrilèges et de ruine sociale. La mort violente leur semblait le grand moyen d'en finir. Partout, on versait le sang, on dressait les gibets, on attisait les bûchers, à Paris, à Genève ou à Toulouse. Entre ces combattants, c'était une guerre sans trêve ni merci.

Les novateurs du seizième siècle, plus fiers et plus hardis à Toulouse que dans les autres villes du royaume, se heurteront à un Parlement d'airain, le plus fidèle à ses croyances et le plus inexorable des Parlements de France. Jean Cadurce, de Limoux, clerc et bachelier en droit, est brûlé vif en place du Salin, et Théodore de Bèze en fera un martyr et lui mettra aux lèvres ce langage, en plein Parlement : « O palais d'iniquité ! ô siège d'injustice ! » Jean Boissonet, professeur en droit civil, prêtre, ami de Coras, d'Étienne Dolet et de Clément Marot, célèbre

par son esprit et sa science et par ses poésies couronnées aux jeux floraux, plus heureux et moins intrépide que Cadurce, échappera au supplice par son abjuration sur un échafaud de la place Saint-Étienne, vêtu d'une robe grise, la tête nue et rasée, aux bruits sonores de la cloche de Cardaillac et devant l'inquisition assise au pied de l'échafaud. Il n'en remonta pas moins dans sa chaire de l'université, qu'il abandonna ensuite, pour devenir conseiller au Parlement de Chambéry. Deux autres professeurs de l'université, Mathieu Pac et l'italien Othon, n'évitèrent que par la fuite la peine du feu ou l'humiliation d'une abjuration. Vingt autres expirèrent, le même jour, sur le bûcher ou s'humilièrent, par des pénitences publiques, comme les cordeliers de Nuptiis et Flavien. Calvin et Clément Marot se cachèrent à Nérac où la reine Marguerite, sœur du roi, tenait sa cour. Ils y retrouvèrent Gérard Roussel, abbé de Clairac, qui cachait mal ses doctrines protestantes sous les formes catholiques, et Lefèvre d'Etaples, parleur adroit et insinuant. Tous les sectaires, réfugiés en pays étrangers ou cachés en France, étaient ajournés, par un cri public, à comparaître dans les trois jours ou à être brûlés en effigie. Les historiens des églises calvinistes gémissaient et protestaient; mais ils ne savaient pas trouver, alors, dans notre langue, ces coups de foudre où éclatent les saintes colères.

C'est dans cette ville où s'étaient abattues la guerre, la famine, la peste et les effrayantes sentences de l'inquisition et du Parlement, que le roi fit son entrée le 1^{er} août de l'année 1533. La ville appauvrie et n'osant pas augmenter la détresse et la tristesse publiques par

CHAP. VI. — ENTRÉE DU ROI FRANÇOIS 1^{er} A TOULOUSE 169

une levée d'impôts emprunta au Parlement, sous la caution des plus riches bourgeois, une somme de 12,000 livres déposée au greffe et destinée aux hôpitaux, afin de recevoir magnifiquement le roi. Antoine Duprat, pour mieux étaler ses dignités de chancelier de France, d'archevêque de Sens, de cardinal et légat du Saint-Siège, avait voulu entrer, aux derniers jours de juillet, dans cette cité où, au rapport de Rebuffe, un ange lui était apparu sous la forme d'un vieillard et avait annoncé à cet obscur avocat général du Parlement, ses prochaines grandeurs. Il reçut les honneurs déjà rendus au grand maître de France, Anne de Montmorency, gouverneur de la province : la Cour alla au-devant de lui, les présidents en robe rouge et les conseillers en robe noire. La pourpre et le mortier furent réservés à l'entrée de la reine et du Dauphin. L'entrée du roi eut la beauté des fêtes royales ; il arriva un matin de Salma, précédé du grand maître de Montmorency et du grand écuyer portant l'épée royale, avec son cortège de pages, d'étendards, de capitaines et d'ambassadeurs, saluant sur son passage, d'arc de triomphe en arc de triomphe, la longue haie des princes, des cardinaux, des membres du Parlement et de l'université, des capitouls à genoux en lui parlant, des évêques, des religieux, des viguiers, des sénéchaux, des gentilhommes et des bourgeois, des écoliers et du peuple, au bruit des fifres, des tambours et des trompettes, de la porte Arnaud-Bernard à l'église Saint-Étienne. Il était en habit d'écarlate brodé d'or, avec le collier de l'ordre, sur un cheval bardé d'un réseau de fil d'or et sous un dais de velours bleu, aux armes de France mêlées aux salamandres. Le Parlement avait le

manteau, la robe rouge et le chaperon fourré. Il semblait, en voyant ces robes et ces manteaux de pourpre et de satin et ces pourpoints de damas et de velours, que la misère de la ville se fût enfuie devant le roi. Au fond, tous étaient pauvres, et le roi puisa largement dans la bourse du conseiller Maignan en oubliant, au Louvre ou à Fontainebleau, de lui rendre son argent qui ne devait lui être restitué que par ordre de Henri II. Mais à cette entrée royale, tout était joie et les misères de la ville semblèrent s'éloigner.

Le 4 août, François I^{er} tint au Parlement un lit de justice. Le chancelier de France arriva au palais à huit heures du matin et quelques instants après, le roi précédé de quatre présidents qui l'attendaient sur les marches de la grande porte, monta à son fauteuil de velours placé devant un dais, et ordonna aux évêques et aux seigneurs n'ayant pas droit de séance de sortir de la grand'chambre. Le premier président n'avait pas quitté son siège ; à l'entrée du roi, il se leva et salua en s'inclinant et en ôtant le mortier. Près du roi se placèrent le dauphin, le duc d'Orléans, le duc d'Angoulême, le roi de Navarre, MM. de Vendôme, de Nevers, de Lorraine, de Montmorency et les cardinaux Duprat et de Lorraine. Le roi harangua la Cour avec un étonnant mélange de clarté et de noblesse sur les devoirs des magistrats. Le premier président, ayant obtenu la permission de répondre, parla surtout de l'emploi des amendes ordonné par le Parlement. Le roi en exprima son contentement et approuva ces mesures d'ordre et de sage équité. Il se plaça ensuite sous le dais pour tenir l'audience, ayant à sa droite le dauphin et à quelque distance du dauphin,

les ducs d'Orléans et d'Angoulême, le roi de Navarre, les ducs de Vendôme, de Nevers, de Lorraine, et le sire de Montmorency, gouverneur de la province ; à sa gauche, le cardinal Duprat, le cardinal de Lorraine et Jean d'Orléans, archevêque de Toulouse, le premier président, de Minut, les trois autres présidents, deux maîtres de requêtes et Poyet, avocat général au Parlement de Paris et conseiller au conseil privé du roi. Aux pieds du trône était assis Antoine de Rochechouart, sénéchal de Toulouse et chambellan de Sa Majesté, un bâton à la main ; aux bas sièges, du côté des princes, se tenaient Jacques de Genouilhac, grand écuyer de France, et deux chevaliers de l'ordre, et de l'autre côté, l'archevêque de Bordeaux, l'évêque de Lisieux, grand aumônier de France, les évêques de Mirepoix, de Montauban, de Comminges, de Pamiers, de Mâcon, de Lombes et de Lectoure, les présidents des enquêtes, les conseillers, les gens du roi du Parlement de Toulouse, et quelques conseillers du Grand Conseil, tous en robe rouge. Le Parlement avait admis à siéger et à opiner avec lui les conseillers du Parlement de Bordeaux et du Grand Conseil. Les portes étant ouvertes, on plaida la présentation des lettres royales obtenues par Gilbert de Lévis, comte de Ventadour, contre Jean de Lévis, seigneur de Château-Morand, qui se disputaient l'héritage du comte de Villars de la maison de Lévis. L'arrêt prononcé, séance tenante, termina cette cérémonie royale.

Ce roi, souriant et brave, en quittant son armure de Marignan et de Pavie toute faussée par le feu des arquebuses et les coups de pique, était un parleur charmant, d'une grâce légère et d'un esprit ébloui par les rayons

de la renaissance qui s'était levée, comme une aube merveilleuse, sur les villes d'Italie. Après son traité de Cambrai appelé le Traité des dames, il eut le vif souci de réveiller, par le libre essor des sciences, des arts et de la poésie, le long et pesant sommeil de la France. On croit entendre, à ces journées radieuses, après le triste silence de la nuit, le chant matinal de l'alouette. Tout n'était pas perdu : la France, vaincue à Pavie, était conquérante par l'esprit. Les fêtes de l'intelligence la consolaient de ses défaites et des corruptions de la cour. Ce grand mouvement de la renaissance ne pouvait s'arrêter à Paris et s'enfermer dans ses étroites murailles. Partout où passait ce roi dont sa sœur, la reine Marguerite, avait dit qu'en terre il était comme au ciel le soleil, les lettres pâlisantes refleurissaient et brillaient de tout l'éclat de ce diamant immortel qui grava, aux croisées de Chambord, des vers dignes d'un petit-fils de Charles d'Orléans. C'est le temps où Ulrich de Hutten poussait ce cri charmant : « O siècle, les études fleurissent, tout germe, tout fleurit et tout chante ; c'est une joie que de vivre ! » Le roi ne laissa pas à Toulouse des traces stériles de son passage ; il autorisa les professeurs de l'université à conférer, à l'imitation des chevaliers bannerets, le titre de chevalier ès lois aux étudiants les plus laborieux et les plus instruits ; les maîtres, après vingt ans de régence, recevaient les honneurs de la chevalerie et le premier qui le reçut fut le toulousain Blaise Auriol, ami de Mellin de Saint-Gelais, un des plus vifs esprits de la renaissance, canoniste et poète, que Bodin a confondu avec un président du Parlement et dont la candeur et la naïveté étaient si grandes, qu'il fit construire une barque sur laquelle

il espérait se sauver d'un second déluge annoncé par les prédications de ce temps. On lui donna l'épée, la ceinture, le baudrier, les éperons dorés, le collier et l'anneau où était un cachet gravé à ses armes, comme il convenait à ce qu'on appelait alors la milice littéraire. On le loua surtout d'être le premier du nom de Blaise qui avait su écrire éloquemment en français. A un siècle de distance, quand Blaise Pascal écrira les *Provinciales*, on ne songera guère à la gloire littéraire de Blaise Auriol.

La joie et l'ardeur des écoliers aux travaux de l'université ne les préservaient pas des émeutes ; on les retrouve en révoltes toujours renouvelées contre la police. Le roi venait à peine de sortir de Toulouse, qu'ils prirent les armes pour forcer les capitouls à relever les professeurs de l'université de la taxe sur eux imposée pour les frais de l'entrée du roi et des princes. Les capitouls procédèrent à des saisies, l'université ferma ses écoles, le Parlement obligea les professeurs à reprendre leurs leçons, en renvoyant leurs prétentions au jugement du souverain et défendit aux écoliers de se rassembler et de s'armer, à peine de perdre la vie. Il ne s'écoulait pas d'année où le Parlement n'eût à se mêler de la discipline de l'université et à mettre un frein à la licence et à la dépravation des mœurs de cette jeunesse passionnée et toujours grondante. Un de ces écoliers, blasphémateur impénitent et hautain, fut brûlé vif. Le Parlement enjoignit au grand vicaire de retenir les clercs dans des liens plus austères et de les remettre dans les voies délaissées de l'église et des saints canons.

L'entrée du roi à Toulouse avait donné aux évêques et aux seigneurs le goût de ces fêtes qui plaisaient au

peuple; il est vrai que le peuple les payait. Le cardinal de Gramont, successeur du cardinal Jean d'Orléans à l'archevêché de Toulouse, en prenant possession de son église, fit son entrée solennelle; mais le Parlement n'y assista qu'en robes noires. Trois semaines après, les portes de sa basilique s'ouvraient pour ses funérailles. Le roi de Navarre et la reine Marguerite entrent à leur tour à Toulouse et le Parlement paraît au cortège en robes rouges. Le roi de Navarre alla siéger à l'audience, selon le cérémonial réglé par les chambres assemblées qui placèrent les seigneurs de la cour du roi sur les hauts sièges.

Les mécontents, les attristés, les sages, surtout les sages, se plaignaient de ces folles réjouissances, dont l'argent aurait si bien servi à secourir la misère de la province. Charles-Quint, toujours à cheval et l'arme au poing, envahissait brusquement la Provence et se préparait à franchir le Rhône et à marcher sur Toulouse, pendant que François I^{er} traînait, sous les ombrages jaunissants de Fontainebleau, ses dernières et mélancoliques années atteintes aux sources de la vie. Les alarmes se réveillèrent au Parlement et au Capitole; on compta les hommes en état de se battre: ils étaient trente-cinq mille. Le Parlement, à l'automne de 1536, ne prit pas de vacances et défendit aux femmes et aux filles des parlementaires l'usage des bijoux, des bagues, des chaînes et des carcans d'or, la plus élégante parure des dames toulousaines. Le président Bertrandi, à peine revenu des États tenus au Pont-Saint-Esprit, partit, comme commissaire du roi, pour demander des secours d'argent aux États assemblés à Montpellier. Ces États imposèrent le Languedoc pour une somme de 342,800

livres, sur celle de 4,000,000 imposée au royaume

Le premier président de Minut, seigneur et baron de Castera, meurt avant l'âge, aussi bon chevalier en droit qu'en belles-lettres et beaux-arts, pour parler comme l'építaphe composée par l'évêque de Carpentras qui lui donnait aussi le surnom de père de l'éloquence, en ajoutant ces mots : « Il trépassa le 5 novembre 1536 ; que
« Dieu lui fasse merci à lui et à Catherine Souhault son
« épouse, de cœur gentil. Oh ! qu'il eut d'amour et de
« zèle pour la vérité et l'avancement des belles-lettres ! »

Les savants de son temps, qu'il attirait dans sa maison, lui ont souvent dédié leurs œuvres, et Étienne Dolelet, qui lui devait la vie, a vanté sa grandeur d'âme, ses vertus austères et son indépendance. N'est-ce pas le premier président de Minut qui abaissa ainsi l'orgueil d'un grand seigneur, en plein Parlement, à la grand'chambre :
« La Cour ordonne que présentement, vous irez quérir
« le salut, qu'entrant vous devez à cette compagnie et le-
« quel vous avez oublié derrière la porte. »

Le père Lombard s'est mépris, en disant de lui qu'il avait écrit un livre ingénieux sur la beauté, divisé en discours et suivi d'un panégyrique, avec une dédicace à Catherine de Médicis, et intitulé la Paulégraphie ou le portrait de la belle Paule, de cette Paule de Viguiier célèbre par sa beauté et à laquelle le Parlement, par un arrêt qui n'exista jamais que dans l'imagination des chroniqueurs, aurait ordonné de se montrer, deux fois par semaine, à la foule pressée sous les croisées de son hôtel. Il a même, au front, un pli sévère, en parlant de cette œuvre légère : « Il s'en faut bien, dit-il, que la pudeur et la
« décence eussent remis leur pinceau aux mains du pein-

« tre. » C'est un fils du premier président, Gabriel de Minut, épris de la belle Paule, et non le premier président qui écrivit cette œuvre frivole que la mort l'empêcha de publier. Sa sœur, Charlotte de Minut, abbesse des religieuses de Sainte-Claire ne voulut pas la laisser dans l'ombre et la dédia elle-même à Catherine de Médicis.

La ride s'efface quand le père Lombard atteste, avec plus de vérité, qu'à cette époque où les discours de rentrée, à la Saint-Martin d'hiver, s'écrivaient en langue latine, le premier président de Minut passait pour un latiniste des plus érudits. On a conservé son portrait à la chambre dorée de la Cour de Toulouse : c'est une pâle et fine figure, amaigrie par le travail et les souffrances, un peu raide, allongée par une barbe grise taillée en pointe et se profilant hardiment sur un fond noir dans sa robe rouge et son manteau herminé.

L'ancien conseiller Jean de Pins, évêque de Rieux, revient de ses ambassades pour suivre le premier président dans la tombe. La gloire littéraire de Jean de Pins est sans tache et Louis le Roy a vanté, dans le plus pur latin, la douceur, la bonté et l'élégante érudition de cet ami d'Érasme et de Sadolet et des lettrés illustres de son temps. La mort l'empêcha de voir achever un édifice superbe élevé, à ses frais, en l'honneur des muses. C'est ainsi que, de siècle en siècle et de génération en génération, la magistrature fait alliance avec les lettres et donne asile aux savants pauvres et aux poètes errants. Pierre Bunel, grand latiniste et bel esprit, ne vivait que des libéralités du président Dufaur, et l'italien Phorchrisius abrita sa vieillesse indigente dans la maison hospitalière du président Bertrandi.

CHAPITRE VII

Le premier président Jean de Bertrandi. — Le président d'Ulmo. — Son procès. — Sa condamnation. — Sa dégradation. — Sa mort. — Création de nouvelles charges. — Exemption de la taille des biens ruraux en faveur des membres du Parlement, accordée et retirée. — Abolition du serment des conseillers nommés aux nouvelles charges. — Sévérité du Parlement dans le choix des magistrats. — La famine. — Le premier président Bertrandi nommé à la première présidence du Parlement de Paris. — Sa vie et sa mort. — Le premier président Jean de Mansencal. — Rigueurs du Parlement contre la Réforme. Édit de François 1^{er}. — L'inquisiteur Louis de Rochette. — Redoublement de rigueurs. — Trêve entre le roi de France et Charles-Quint. — Ordonnance royale prescrivant l'usage de la langue française dans les arrêts et les actes des notaires. — Dédain des excommunications. — Troubles religieux à Beaucaire. — Les grands jours à Nîmes. — Les grands jours à Fleurance. — Poursuites contre la Réforme. — Arrêt du Parlement contre les écoliers. — Arrêt contre le conseiller Pierre de Gaillardi. — Le Parlement de Paris réforme l'arrêt de Toulouse. — Châtiment infligé à des parlementaires. — Lettre du roi pour éteindre le schisme en Languedoc. — Impôt de guerre levé par Toulouse. — Le roi de Navarre, gouverneur du Languedoc. — Création de nouvelles charges au Parlement. — Résistance du Parlement. — Création de la chambre des requêtes. — La première pierre du pont sur la Garonne. — Procès des États du Dauphiné contre Claude de Bellièvre, premier président du Parlement de Grenoble. — Mesures prises contre le désordre des mœurs publiques, contre les blasphémateurs et les empoisonneurs de fontaines. — Traité de Crépi. — François de Bourbon duc d'Enghien, gouverneur du Languedoc. — La famine. — Les voleurs et les mendiants. — La peste. — Les Jeux Floraux. — Mort de François 1^{er}.

C'est Jean de Bertrandi, d'une origine remontant aux comtes de Toulouse, que le roi choisit sur les trois candidats présentés par le Parlement, pour remplacer Jacques de Minut à la première présidence. Le président de Thou a réduit tout son mérite à sa courtoisie un peu banale et à sa dépense fastueuse ; il avait pourtant rempli, en bon et savant esprit, ses fonctions d'avocat, de conseiller au Parlement de Paris et au Grand Conseil, et de second président au Parlement de Toulouse. Le Parlement le mit à sa tête le 27 du mois de novembre de l'année 1536.

Entre la destinée heureuse et paisible de ce doux et grave parlementaire et celle d'un président siégeant à ses côtés et condamné à la dégradation, au pilori et à la flétrissure, et mourant de la main du bourreau, il y avait un abîme. Le Parlement n'eut pas de plus triste spectacle que le procès du président d'Ulmo. Après les honneurs et les travaux d'une vie déjà longue, ce président à mortier, parvenu aux sommets de la magistrature, tomba tout à coup dans les prisons et aux pieds de la justice. A la profondeur de cette chute, et à cette fatalité que le talent, ni l'âge, ni les services, ni la robe de pourpre n'avaient pu éloigner, on ne peut s'empêcher d'un sentiment d'effroi et de pitié. C'est un gémississement de l'histoire des parlementaires et une de ces leçons terribles que la Providence donne aux hommes, pour leur faire mesurer l'étendue des défaillances humaines. N'est-ce pas un de ces châtiments qui mettent, en pleine lumière, la rude intégrité des parlementaires et n'est-ce pas aussi de ces scènes étonnantes et douloureuses qu'il a été dit que les anciens en demandaient le secret aux dieux ?

Le président d'Ulmo avait obtenu de la Cour la permission d'aller, pendant un mois, retrouver la santé dans le climat natal. On doit croire qu'il était de Montauban. La nomination des consuls y ayant mis en feu tous les partis de la ville, le Parlement confia au président d'Ulmo, qui s'y trouvait, la mission d'en informer et de transmettre ses procès-verbaux à la Cour. L'annaliste Lafaille s'est trompé, en disant qu'il avait surpris cette commission au greffe à l'aide d'un faux. Aveuglé par l'amour de l'argent et poussé par d'avares convoitises, il oublia son rang, l'honneur de sa race et sa conscience, prévariqua dans les procédures et reçut, des deux mains, l'argent des deux parties. Les preuves de la concussion n'étaient un mystère pour personne. Un de ses ennemis, Jean Martel, syndic de Montauban, prit la poste et alla dénoncer le crime et le coupable au roi.

Le maître des requêtes, Martin Fumée, et Jacques Grollot, conseiller au Grand Conseil, partirent sur-le-champ pour Toulouse, notifièrent au Parlement leurs lettres de commission et commencèrent l'instruction de ce procès. Le parlement aurait pu s'en plaindre : il avait, plus d'une fois, rudement châtié les magistrats qui s'écartaient de leurs devoirs, en les dégradant et les chassant du palais sans retour ; il pensa que ses plaintes paraîtraient au roi, comme une sorte de défense d'un homme indigne de miséricorde et il aida, de tous ses efforts, les commissaires dans l'accomplissement de leur tâche. Quand l'arrêt fut rendu, en conseil du roi, le 5 septembre 1537, à Châtillon-sur-Loire, le roi, en signe de reconnaissance et de confiance envers le Parlement, subrogea le président de Tournoër au maître des requê-

tes Martin Fumée, pour l'entière exécution de la plus terrible sentence qui ait jamais frappé un magistrat déshonoré.

Le président d'Ulmo, revêtu de ses habits de président et le mortier sur la tête, fut introduit par les huissiers à la grand'chambre du Parlement de Toulouse où la Cour siégeait, en robes rouges, avec les commissaires du roi. L'avocat général d'Aigna, ce rude compagnon des inquisiteurs dans les plaines de Gaillac, se leva et requit la lecture et l'exécution de l'arrêt, par une harangue pleine de l'emphase de ce temps. Durand de Sarta, second président, ordonna au greffier de lire cet arrêt qui condamnait Jean d'Ulmo, « pour raison de faussetés, « concussions, rapt, et autres crimes par lui commis, à « être, au parquet de l'audience, exauctoré des habits et « marques de président, tête et pieds nus, tenant une « torche allumée en ses mains, faire amende honorable ; « le procès-verbal par lui fait en la maison de ville de « Montauban, comme faux, lacéré en sa présence, et le « dit d'Ulmo être délivré entre les mains de l'exécuteur « de la haute justice pour, sur une charrette, lui faire « faire le tour accoutumé par les rues et carrefours de « Toulouse et amené à la place Saint-Georges, pour y « être pilorisé par trois coups et après, flétri d'une fleur « de lys au front, avec un fer chaud et confiné au château « de Saint-Malo, afin d'y finir ses jours à n'en jamais « sortir, à la peine de la hart, ses biens confisqués, mais « la légitime réservée à ses enfants. »

Cette lecture achevée, le président de Sarta reprit la parole et adressa à l'assemblée une harangue où il rappela ces paroles du prophète : « Comment l'or qui bril-

« lait dans le temple s'est-il obscurci? » Se tournant ensuite vers le condamné, il l'exhorta à reconnaître et à adorer, dans cette humiliation et ces opprobres, le bras de Dieu s'appesantissant sur lui. Il lui dit aussi : « Que votre résignation s'unisse à votre châtiment : la vie qu'on vous laisse est une grâce que vous ne méritez point. Ce temple que vous avez profané eût dû être arrosé de tout votre sang. Ce n'est certes pas que, par la profanation d'un indigne magistrat, il soit devenu moins auguste. Un membre gangrené a cessé d'appartenir à ce corps illustre qui ne fait aujourd'hui que le retrancher à la vue du public. » Et il commanda aux huissiers de remplir leur devoirs.

Le premier huissier s'étant avancé, enleva le mortier de la tête du condamné et la couvrit d'un bonnet usé et sale ; deux autres huissiers le dépouillèrent du manteau de président et le vêtirent d'un manteau de bure, à l'imitation des dégradations, dans le Sénat romain, des complices de Catilina, dont Plutarque a raconté les scènes émouvantes. Dans l'après-midi de cette cruelle journée, le reste de l'arrêt fut exécuté dans toute sa rigueur ; le condamné tête et pieds nus et aux mains la torche flamboyante, fit amende honorable, avec Fonté son clerc et son complice, à côté du bourreau qui déchira la pièce incriminée et promena, par les carrefours de la ville, sur la charrette des suppliciés, ce dégradé qu'il cloua au pilori de la place Saint-Georges et qu'il marqua au front de la flétrissure impérissable d'une fleur de lys de fer rougie aux flammes d'un brasier. Puis, on l'enferma aux prisons de Saint-Malo où il survécut, douze années, à sa honte. Ce cœur impur se reprit à de nouveaux crimes :

il falsifia les registres du gouverneur du château. Le juge de Saint-Malo le condamna à mort et le fit pendre à la potence du château. Plus tard, sa veuve et ses enfants réclamèrent, au Parlement, une portion des arrérages accordés par le roi aux membres de la compagnie ; le Parlement leur répondit que d'Ulmo, jugé par arrêt et jugement de Sa Majesté, s'en était rendu indigne et qu'il les mettait hors de Cour. Le clerc du président d'Ulmo fut pendu par ordre du roi.

La présidence de Jean d'Ulmo fut donnée au conseiller Jean de Mansencal, dont le savoir et les vertus sans tache consolèrent le Parlement de cette condamnation infamante. Mais les querelles de préséance se réveillent entre les présidents de Sarta et Joubert qui en réfèrent au jugement du roi. Le roi eut aussi à statuer sur l'opposition du syndic des États de la province à l'enregistrement de trois charges de conseillers laïcs et d'une charge de conseiller clerc, nouvellement créées et sur sa prétention de soumettre à la taille les biens ruraux des membres du Parlement. François I^{er}, en vertu des ordonnances de Charles VII, de Louis XI et de Charles VIII, affranchit de la taille les biens des parlementaires mais pressé par les nécessités de la guerre, il sacrifia bientôt, par un second édit, ce vieux privilège au besoin des finances de l'État. Le privilège de la délivrance gratuite du sel aux membres du Parlement ne paraît pas comprise dans cet édit. C'est la pénurie du roi qu'invoquaient, dans leur serment, les conseillers pourvus de charges nouvellement créées. Ils affirmaient avoir prêté de l'argent au roi : les conseillers clercs 2,000 livres, les conseillers laïcs, 6,000. Ce serment judaïque devait

subsister jusqu'en 1592, au moment de la réception du conseiller Gabriel de Vézian qui déclara hautement avoir acheté sa charge au roi. Ce serment fut alors aboli.

La magistrature ne subissait, qu'à regret et le ressentiment au cœur, cette vénalité attristante, et toutes les fois qu'une charge devenait vacante, elle se hâtait de ressaisir ses droits de présentation à l'agrément du roi. Ce noble souci de son honneur et de ses traditions glorieuses, en éloignant les ambitieux et les ignorants, ouvrit le Parlement à des hommes dont l'âme et l'intelligence rehaussaient la majestueuse autorité de la Cour. Sur sa liste de présentation à une charge de conseiller, parurent, à la fin de 1537, les deux noms illustres de Pierre Rebuffe, professeur en droit canon à Paris et d'Arnaud du Ferrier, docteur régent en l'université de Toulouse. Rebuffe, le plus modeste des savants, refusa, après avoir refusé déjà d'entrer au Grand Conseil et au Parlement de Rouen. Il n'accepta pas davantage, quelques années plus tard, une charge aux Parlements de Bordeaux et de Paris. Du Ferrier n'entra au Parlement de Toulouse que cinq ans après. Au Parlement, on n'aimait pas à voir entrer les magistrats trop jeunes, on ne les recevait que sous la condition de faire quelques années de stage et de s'initier ainsi par de sévères études à l'exercice de leur charge.

La famine visita encore les plaines du Haut-Languedoc et la ville de Toulouse redevint la mère nourricière de la multitude des pauvres accourus autour d'elle. On recourut à une taxe sur tous les habitants et, en cas de refus, un arrêt du Parlement décrétait la contrainte par

corps et la vente des biens des séculiers, la saisie du temporel des bénéfices et la fulmination des censures de l'archevêque contre les prêtres, et des amendes ou des expulsions contre les membres de la Cour. En cette année 1538, par la faveur du connétable de Montmorency, le premier président Bertrandi eut, à la fois, la première présidence de la Cour de justice de Bretagne, non érigée encore en Parlement bien qu'elle en prit le nom, et une présidence de chambre au Parlement de Paris où il espérait parvenir à la première présidence. La disgrâce du connétable entrava, un moment, sa carrière, mais Bertrandi ne perdit rien à attendre : ses idées larges et généreuses, son goût des lettres et des arts, le tour ingénieux, fin et droit de son esprit ne déplurent pas à Diane de Poitiers qui enchaînait à sa cour les rois de son temps. Elle fit descendre de son siège, au Parlement de Paris, Pierre de Lizet, pour y mettre Bertrandi qui ne tarda pas à recevoir les sceaux de la main du languissant Henri II.

Les parlementaires de Toulouse suivirent de loin les diverses et ondoyantes fortunes de la vie de Bertrandi : son veuvage, son entrée dans les ordres, sa nomination à l'évêché de Comminges, et à l'archevêché de Sens, sa promotion au rang de vice-conseiller et de cardinal, son exil à Rome mal caché sous le titre vain et fragile d'ambassadeur extraordinaire, la part qu'il prit au conclave où Pierre-Ange de Médicis monta sur la chaire de Saint Pierre sous le nom de Pie IV, et sa mort au bord des lagunes de Venise, dans l'hiver de 1560, à l'âge de quatre-vingt-dix ans. S'il eut la joie, pendant sa vie, de voir sa fille s'allier à la maison de Foix, Dieu lui fit

la grâce de ne pas voir son fils périr dans les massacres de la Saint-Barthélemy.

Quand on regarde son portrait où le peintre l'a fait revivre en robe rouge et manteau d'hermine, la tête penchée en avant comme si elle pliait sous le mortier, on découvre une flamme singulière dans ses grands yeux bleus et une fine expression de bonté à la fois et de volonté sur les lèvres. Ne disait-on pas qu'il avait un cœur d'or et une volonté de fer ?

Le président Jean de Mansencal, plus savant et moins ambitieux que Bertrandi, reçut du roi la première présidence, au mois de mars de l'année 1539. Un des premiers procès jugés par lui fut le procès des piliers de la place de la Pierre. Parmi les libéralités de Clémence Isaure, figurait le don des piliers de la place de la Pierre-Saint-Gérard, qui avaient été illégalement aliénés et distraits du domaine municipal. Un arrêt de la grand'chambre, du 12 juin 1539 en ordonna la réintégration aux mains de la ville « chargée d'entretenir les « fondations de feu dame Clémence, pour raison de « science rhétorique ».

Vers la même époque, les progrès de la réforme dans la province obligèrent le Parlement à nommer le conseiller clerc Jacques Fabry, vice-régent de l'archevêché, pour tenir la place d'Odet de Coligny nommé archevêque de Toulouse à quatorze ans, s'attardant à Versailles parmi les pages et les courtisans, comme tant d'autres évêques, et dont le bâton pastoral, si léger en des mains si frêles, n'effrayait guère les huguenots. Les ordonnances s'opposant au choix de Jacques Fabry, le Parlement obtint des dispenses du roi.

Son intolérance, en matière de foi, ne se laissait ni dompter, ni attendrir. Quand l'Église en appelait au bras séculier, le bras séculier frappait, sans miséricorde, les sectaires altérant les textes des livres saints par des traductions françaises, les faux docteurs répandant les semences des croyances nouvelles, les humbles de cœur et tous ceux que les enthousiasmes du martyre ou la candeur de l'esprit attiraient vers la réforme. Sur les réquisitions du procureur général Bertrand Sabatéri, héritier de la charge et de l'éloquence de Raymond Sabatéri son père, le Parlement défendit à tous les maîtres d'écoles du ressort, sous peine de la prison, d'interpréter les épîtres de Saint-Paul et les autres livres des écritures, en ne réservant les commentaires des saints livres qu'aux universités, aux bénéficiers pourvus de la théologie dans les chapitres, aux prêtres et aux moines désignés par les évêques ou les abbés. Les prédicateurs des villes et les prêtres des campagnes étaient réduits au silence, aussi bien que les maîtres d'école.

Le nouvel édit de François 1^{er}, du 10 décembre 1538, contre les réformés, vérifié le 21 avril 1539, n'apaisa pas le Parlement. L'inquisiteur, frère Louis de Rochette allait cruellement l'apprendre : convaincu d'avoir embrassé la réforme qu'il avait si souvent insultée, il commença son expiation par la peine de la dégradation, sur le même échafaud où tant d'autres avaient été dégradés par lui ; livré ensuite à la justice du Parlement, les chambres assemblées, par la voix du président de la Tournelle, le condamnèrent à être traîné autour de la ville sur un tomberceau et à être brûlé vif sur la place Saint-Georges. Il faut croire qu'avant de monter sur le

bûcher, il revint sur son abjuration : Théodore de Bèze si facile à ériger la mort des réformés de son temps en martyre, n'en a parlé qu'avec mépris en laissant peser, sur sa mémoire, un crime infâme contre lequel protestait la chasteté de l'inquisiteur.

Le roi comptait si bien sur l'inflexible rigueur du Parlement, qu'il commanda aux gouverneurs, sénéchaux et baillis, de soutenir, par les armes, la liberté des tribunaux ecclésiastiques. Le Parlement redoubla d'ardeur, forma des commissions pour rechercher et châtier les réformés dans le ressort et enjoignit, par arrêt, à tous les ordres, prélats, sénéchaux, magistrats, inquisiteurs « de travail-
« ler, sans délai, à la recherche des sectateurs des dam-
« nées et réprouvées sectes, d'informer la Cour de leurs
« procédures, au plus tard dans les trois mois, à peine de
« la saisie du temporel contre les prélats, de 1,000 livres
« d'amende et de la suspension de leurs charges contre
« les officiers du roi, de 1,000 livres et de châtiments
« plus sévères contre les inquisiteurs et les officiaux. »
Pour imposer silence aux protestants qui prêchaient contre l'avidité du clergé, le Parlement fit défense à tous les prêtres du ressort d'exiger un liard dans l'administration des sacrements, aux funérailles, et aux cérémonies de l'église.

Le père Lombard qui se plaît à ces lugubres souvenirs, ne regrette qu'une chose, au travers des guerres sans cesse réveillées de François I^{er} et de Charles-Quint, c'est que, dans la mêlée des batailles, le roi de France n'eût pas tout le loisir d'arracher du sol la réforme envahissante. L'entrevue du roi et de l'empereur à Aigues-Mortes n'amena qu'une trêve passagère et qu'une de ces

amitiés appelées par Brantôme, des amitiés plâtrées. Cette paix si vite envolée laissa pourtant sa trace profonde et vit naître la sage ordonnance de la réformation de l'ordre judiciaire et de l'abréviation des procès. Elle renouvela aux Parlements, le commandement de prononcer, enregistrer et signifier les arrêts « en langage « maternel et non autrement ». Déjà, une ordonnance de Louis XII avait introduit l'usage de la langue française dans les plaidoiries, et le Parlement de Toulouse observait depuis longtemps cette règle. Les notaires du ressort employaient encore, sous François I^{er}, la langue latine dans les testaments et les contrats ; à partir de cette ordonnance de Villers-Cotterets, du mois d'août 1536, ils cessèrent d'écrire en latin. Le Parlement, fidèle à la jurisprudence romaine, se réserva toutefois de faire des remontrances sur plusieurs articles de cette ordonnance qui méconnaissait les traditions du droit romain.

Une vieille tradition, souvent raillée et décriée et sortie des coutumes ignorantes des premiers siècles, s'était perpétuée en France : De rudes créanciers, au lieu de poursuivre leurs débiteurs à l'aide des lois civiles, les poursuivaient de la peine des censures et des excommunications ; ils les obligeaient, par contrat, à se soumettre à ces châtiments de l'Église, s'ils ne payaient point au terme convenu. On ne voyait partout que des excommuniés, surtout parmi les gentilshommes, si dédaigneux des excommunications pour dettes, qu'ils mirent au nombre de leurs qualités, dans les actes publics, le titre d'excommunié. Cette peine dégénérée et profanée n'effrayait plus personne et ne troublait pas le sommeil de

bien des capitouls excommuniés, chaque semaine, dans les églises de Toulouse, pour n'avoir pas payé, à l'échéance, les dettes contractées au nom de la ville. Les Parlements de Paris et de Toulouse ne voyaient pas les choses à la même lumière : à Paris, l'inquisiteur s'en prenait à celui qui demeurerait quinze années dans les liens de l'excommunication sans payer ses créanciers ; à Toulouse, les prêtres furent obligés, par arrêt, d'absoudre les débiteurs excommuniés pour dettes, à peine de la saisie du temporel. Quelques riches excommuniés, insoucieux des absolutions, y furent contraints par la saisie de leurs biens. Toutes ces coutumes étranges furent emportées par l'ordonnance de Villers-Cotterets. Quelques jours après, le Parlement enregistra l'ordonnance royale sur l'abréviation des procès.

Les discordes religieuses et les luttes ardentes des villes du midi ne s'apaisaient pas avec une ordonnance royale. La sénéchaussée de Beaucaire travaillée par des déchirements intérieurs gémissait et comptait ses plaies en invoquant la justice. Le roi ordonna au Parlement d'aller tenir les grands jours à Nîmes : ce sont les premiers que le Parlement ait tenus. Les parlementaires qui se détachèrent de la Cour pour aller à Nîmes étaient le premier président Jean de Mansencal, et les douze conseillers, Jean Robert, Pierre de la Garde, Jean Bosquet, Jean de l'Hospital, François de Nupces, Guillaume de la Mamie, Antoine de Paulo, Jean d'Aussonne, Odet Daries, Guillaume de Durfort, Arnaud de Saint-Pierre, et Guérin d'Alzon, sorti du Parlement de Paris, ancien vice-président du Sénat érigé à Turin par François I^{er}, et dont un des ancêtres avait été grand maître de Saint-

Jean de Jérusalem. Deux conseillers clerks devaient se joindre à eux ; mais le roi raya cette clause des lettres patentes. Le traitement de ces magistrats, pendant les grands jours, était de 5 livres par jour pour le premier président et de 3 livres 10 sols pour chaque conseiller, de même que pour les gens du roi. En cette année 1540, le capitoul Jean de Cavaignes entra, comme conseiller, au Parlement.

On crut un moment que le premier président, affaibli par la maladie, ne pourrait pas faire le voyage. Sur sa demande, la Cour autorisa les parlementaires des grands jours de Nîmes à choisir leur président. Ils choisirent, à son retour des États de Lavaur, en qualité de commissaire du roi, le chevalier Pierre Dufaur, père du célèbre Dufaur de Pibrac et président depuis l'année 1538. Le premier président, revenu à la santé, se mit en route avec les parlementaires. L'effroi les devança, à la nouvelle que le roi leur donnait pouvoir de décider en dernier ressort, non seulement des procès civils et criminels mais encore des procès de religion « pour extirper cette « malheureuse secte luthérienne ». En arrivant à Nîmes, la ville fit des présents de vin, de bois, de torches et de boîtes de dragées au premier président ; elle offrit aux conseillers du gibier, du bois et du vin. Les consuls avaient fait orner, à l'évêché, une salle d'audience, où les grands jours commencèrent le 15 septembre 1541 et finirent le dernier jour d'octobre. L'arrêt le plus important fut l'arrêt qui autorisa le grand vicaire de l'évêque de Nîmes à procéder à la réformation de trois monastères. L'oubli de la règle y avait laissé pénétrer les doctrines luthériennes ; à Beaucaire surtout, la réforme était

entrée en conquérante et, pour arrêter ses progrès, le Parlement fit brûler vifs deux protestants de Beaucaire, en place Saint-Georges, à Toulouse.

Cette innovation des grands jours plaisait au roi, qui voulut que le Parlement allât tenir encore les grands jours dans une autre contrée du ressort, à Fleurance, afin d'y juger, du 15 septembre à la fin d'octobre de l'année 1542, les procès des sénéchaussées d'Armagnac et de Bigorre, des judicatures de Gaure, Comminges, Verdun, Rivière, du comté de Foix, de la vicomté du Couserans et de la seigneurie d'Aspet. Le second président, Durand de Sarta, présida ces grands jours de Gascogne, assisté des conseillers Pierre de Saint-Martin, Pierre de la Garde, Jean Bosquet, François de Nupces, Simon Raynier, Bertrand de Rességuier, François Bertrandi, Jean Daffis, Jean Teula, Odet Daries, Antoine de Malras et François de Lafont, avec un avocat général et un substitut du procureur général. Ils eurent surtout pour mission de rechercher et de châtier les partisans de la réforme.

Dans la ferme croyance de ce temps, abjurer la foi commune, c'était renier la patrie elle-même, se séparer de l'histoire nationale et des traditions séculaires du royaume. Les parlementaires vivaient avec cette pensée, que ce serait trahir la France et s'attaquer à la couronne que de désertir la vieille cathédrale des aïeux pour le temple de la réforme. Les plus rudes assauts ne pouvaient entamer leur foi ; il n'y eut que de rares transfuges. N'est-ce pas le premier président Jean de Mansencal qui comparait alors les croyances catholiques au mur d'Israël ? Un arrêt de la fin de décembre 1541

prescrivit aux archevêques, évêques, baillis, sénéchaux et juges, de procéder, sans délai, à des informations contre « les hérétiques ».

A Toulouse, les procès ne manquaient pas aux audiences et le Parlement avait à juger, sans cesse, les querelles toujours renouvelées des écoliers, dont le nombre s'éleva un moment à six mille. Ils avaient un syndic, toujours en éveil, sur leurs franchises et leurs usages, et les registres du Parlement sont pleins de requêtes présentées en leur nom, pour faire respecter les statuts de l'université ou les arrêts de la Cour. Les années étaient loin d'adoucir les mœurs de cette jeunesse dont Rabelais disait qu'elle excellait à l'escrime et à la danse et qui avait aussi les ardeurs du soleil de ce pays. Rabelais ne parlait pas des écoliers toulousains sans les avoir vus de près : il venait de pousser une pointe à Toulouse ; mais il se garda d'y séjourner longtemps, parce que la place n'était pas bonne aux esprits libres et railleurs : « Pantagruel n'y demeura guère, quand il vit que les « écoliers faisaient brûler leurs régents tout vifs comme « harengs saurs, disant : A Dieu ne plaise que, ainsi, je « meurs, car je suis de ma nature assez altéré sans me « chauffer davantage. » Il se souvenait du bûcher de Cadurce, et s'éloigna à la hâte de ces écoliers aux mœurs batailleuses et turbulentes qui réfutaient l'hérésie par l'épée ou par le feu.

Un jour, une troupe de ces écoliers entra, les armes à la main, dans une des classes et battit les écoliers espagnols. Par arrêt du Parlement, l'épée d'un de ces batailleurs fut clouée par un huissier au haut du portail de l'université ; les écoliers en fureur l'arrachèrent du por-

CHAP. VII. — ARRÊT CONTRE PIERRE DE GAILLARDY 193

tail et, l'ayant brisée, mirent en pièces les bancs et les chaises de deux écoles de droit et brûlèrent la troisième école où enseignaient Coras et du Ferrier. Vers le soir, les artisans attaquèrent les écoliers, dont quelques-uns furent massacrés dans les rues ; d'autres furent jetés dans la Garonne. Les plus heureux, au nombre de trois cents, enfoncèrent une porte de la ville et s'enfuirent dans la campagne. On en prit cent qu'on remit en liberté, sauf sept des plus violents qu'on exila et un autre qu'on pendit. Les plus coupables se cachèrent ; le Parlement les condamna à être brûlés vifs, en quelque lieu et quelque terre qu'on les arrêtât.

Ce n'était là pourtant qu'une de ces émeutes qui, selon un chroniqueur, mettaient le sourire aux lèvres. La conscience publique était bien plus attristée par les humiliations et les dégradations des magistrats du Parlement. Un de ces châtiments eut un grand retentissement dans la province. Pierre de Gaillard, conseiller clerc, prêtre et gentilhomme, sollicitait une prébende de l'église d'Albi. Ceux qui lui disputaient cette prébende, l'ayant accusé de faux, le procès alla du sénéchal de Toulouse au Parlement de Bordeaux qui donna droit au conseiller. Les autres partis en appelèrent au roi qui nomma des commissaires, rude institution de justice dont il a été dit qu'elle savait condamner toujours, sans jamais absoudre. Le conseiller Gaillard demanda vainement à être renvoyé devant les membres du Parlement de Toulouse, ses juges naturels. Les commissaires, passèrent outre et le condamnèrent à être privé de sa charge et à faire amende honorable au Parlement de Toulouse, portes ouvertes, et les chambres assemblées,

en robes rouges. Le conseil privé confirma cet arrêt, à la poursuite du chancelier Poyet promis à son tour à une dégradation prochaine. Sur la réquisition d'un commis-saire du roi, le 11 mai 1542, le Parlement exécuta l'arrêt et un chroniqueur a raconté que le premier président descendit de son siège pour enlever, lui-même, le chaperon des épaules du condamné que les huissiers dépouillèrent ensuite des insignes de la magistrature.

Il n'accepta pas cet abaissement sans protestations et en appela au roi. Le roi ayant saisi le Parlement de Paris de la revision de ce procès, le Parlement de Paris réforma l'arrêt de condamnation, innocent Gaillardy et chargea un de ses conseillers de supplier le Parlement de Toulouse de le rétablir dans sa charge, avec autant de solennité qu'il en avait mis à le dégrader. Le conseiller du Parlement de Paris prit séance selon le rang que lui donnait la date de sa nomination. Le premier président exprima, au nom de la compagnie, ses sentiments de joie et le conseiller clerc Gaillardy, reprenant son chaperon et sa robe rouge, alla s'asseoir à sa place, aux hauts sièges de la Cour. D'autres furent moins heureux, et surtout le conseiller clerc Raymond Bonnail, privé de son office, banni pendant dix ans de la ville et viguerie de Toulouse pour crime de rapt, et condamné en 500 livres d'amende envers la fille ravie à sa mère ; le fils d'un premier président, que la Roche-flavin ne nomme pas, fut dépouillé aussi de son office de conseiller et garde des sceaux de la chancellerie de Toulouse et condamné en 10,000 livres d'amende pour complicité de rapt. On en pourrait citer bien d'autres auxquels le Parlement fit sentir la fermeté de sa main.

La guerre allait éclater encore. François I^{er}, pour venger la mort de ses deux ambassadeurs assassinés par la garnison de Pavie, rompit la trêve et résolut de combattre, à la fois, les entreprises de Charles-Quint au delà des monts et celles de la réforme dans le royaume. De Lyon, où il était au mois d'août 1542, il adressa au Parlement de Toulouse des lettres qui lui enjoignaient, toute affaire cessante, d'employer tous ses efforts à éteindre ce schisme de l'Église. Il disait : Comme nos prédécesseurs, nous avons fait plusieurs édits et ordonnances pour punir les désobéissances aux décrets de l'Église catholique et enjoint à tous nos officiers et sujets d'employer tout le nerf de la justice à en faire la punition. Néanmoins, nous avons été de nouveau averti que encore il y a quelques malheureuses semences d'erreur, même en votre ressort. Nous vous mandons que vous ayez à procéder rigoureusement contre tous suspects et pour cet effet, informez-vous diligemment des assemblées, conventicules, intelligences et pratiques secrètes que font journellement ceux desdites sectes. »

En même temps, le roi levait sur les villes du ressort pour entretenir les cinq armées, une taxe de 140,000 écus dont la répartition fut confiée à la sagesse et à l'habileté du premier président de Mansencal et du président de Sarta. La somme versée par le Parlement dans les coffres du roi apaisa les murmures du peuple ; elle n'empêcha pas l'armée qui assiégeait Perpignan d'être défaite et de lever le siège, en semant la peste sur sa route. Il se trouva, parmi les villes envahies par le fléau, des hommes corrompus et dénaturés qui prirent à tâche de propager

partout la contagion. Le Parlement les condamna à être brûlés à petit feu et chargea les capitouls de défendre la ville contre la peste.

Le connétable de Montmorency est en disgrâce et la province est sans gouverneur ; le roi donne ce gouvernement à son beau-frère Henri d'Albret, roi de Navarre. Le Parlement, qui s'opposa tant de fois aux prétentions des gouverneurs, enregistra, sans restrictions, les nouvelles provisions du roi de Navarre ; il avait au cœur trop de patriotisme pour soulever des guerres intérieures, au moment où les bandes espagnoles se montraient dans les gorges des Pyrénées. Il se borna, et cet usage se conserva dans la suite, à insérer dans son arrêt, cette clause qui imposait une barrière aux droits des gouverneurs : « sauf la souveraineté du ressort ».

L'argent manquait et le roi pressé par les événements de la guerre, créa vingt charges nouvelles, dix de clercs et dix de laïcs, au Parlement de Toulouse, qui n'obéit qu'à des lettres de justice, ces vingt charges ne tardèrent pas à être réduites à quinze. C'est alors que François I^{er} créa une seconde chambre des enquêtes avec un président spécial, ce qui donna au Parlement de Toulouse un trait de ressemblance de plus avec le Parlement de Paris. Cette chambre ne jugeait guère que les procès par écrit, concernant le domaine ; ses présidents ne recevaient pas les honneurs des présidents à mortier ; en dehors de leurs chambres, ils ne prenaient rang que parmi les conseillers suivant l'ordre de leur réception. Parmi les conseillers nouveaux, se trouvait Arnaud du Ferrier, le maître célèbre de Cujas, savant entre tous, harangueur éloquent et intrépide, partisan de la réforme, qui alla plus tard

au Parlement de Paris, où Charles IX et Henri III le prirent pour en faire leur ambassadeur au concile de Trente et à Venise. On vit aussi paraître au Parlement, Antoine Lautrec-Saint-Germier, de la maison des comtes de Toulouse.

Le roi voulut créer aussi en 1544 une chambre des requêtes dans tous les parlements de France. Celle de Toulouse eut cinq conseillers laïcs sous la présidence de Guillaume de Caulet. Les États poursuivront longtemps la suppression de cette chambre qu'ils traitaient de chambre inutile et onéreuse au trésor public. Le roi n'écouta pas la réclamation des États. Les États et le Parlement, toujours front à front et prêts à engager la lutte, se donnent la main quand on menace les intérêts de la province. Quand on reprit, vers cette époque, le projet de détacher du ressort les sénéchaussées du Quercy et d'Armagnac pour agrandir le ressort du Parlement de Bordeaux, le Parlement fit des remontrances, le syndic des États du Languedoc se joignit au premier président et à un conseiller député du Parlement et appuya les remontrances. Les deux sénéchaussées restèrent au Parlement de Toulouse.

Le premier président Jean de Mansencal, grand magistrat, adroit aux choses de la politique et cher au roi avait reçu de lui, vers la fin de l'année 1543, la mission de poser, en son nom, à Toulouse la première pierre du pont sur la Garonne qui servit de modèle au Pont-Royal construit, sur la Seine, pendant le règne de Louis XIV. Depuis les Romains, la ville de Toulouse n'avait pas vu un monument plus beau ; la dernière pierre n'y fut placée qu'en 1628. Ce serait, selon le père Lombard, une

erreur grossière d'en attribuer le plan à Mansart qui en dirigea peut-être la décoration ; il croit plutôt que ce plan est dû à Nicolas Bachelier et que sa construction, souvent interrompue, fut toujours protégée par des arrêts du Parlement et surveillée par ses commissaires et surtout par le conseiller François de Cambolas. Pour construire ce pont, la ville et le diocèse s'imposèrent pour une somme de 6,700 livres ; les diocèses voisins apportèrent leurs offrandes et le Parlement s'imposa à son tour pour une somme de 1,200 livres que le premier président versa entre les mains des capitouls. Les travaux étaient dirigés par l'architecte Souffron, aux gages de 1,200 livres.

Le roi, qui aimait le premier président, estimait le Parlement pour la vigueur de ses arrêts et son noble souci de ne laisser entrer dans cette austère et forte compagnie que des hommes mûris par le travail, la piété, l'intelligence et la science des affaires. Il lui soumit la décision d'un procès célèbre : les États du Dauphiné se portèrent, devant le Parlement de Toulouse, accusateurs contre Claude de Bellièvre, premier président du Parlement de Grenoble, père d'un chancelier de France, et grand-père d'un doyen du conseil privé et d'un premier président du Parlement de Paris. Les crimes qui lui étaient reprochés ne sont désignés, dans les registres, que sous les noms vagues d'excès, malversations et forfaits. Mais les termes des pouvoirs donnés par les États du Dauphiné à leur syndic ont une amertume singulière. Le Parlement de Toulouse renvoya de la poursuite le premier président de Grenoble, par un arrêt dont le roi s'était réservé la communication avant qu'il ne fût pro-

noncé. Cet arrêt qui vengeait l'honneur de Claude de Bellièvre, condamnait les états du Dauphiné à 10,000 livres de dommages envers lui et à une amende de pareille somme envers le roi, « à cause de la faute et indue « poursuite des États ».

Les nouvelles attristantes de la guerre n'éteignaient pas le désordre des mœurs publiques. Les cabarets s'ouvraient à toutes les débauches ; le Parlement les fit fermer et renouvela les peines édictées contre les blasphémateurs. Des scélérats ayant empoisonné des puits et des fontaines furent condamnés à être étouffés. La ville continuait à se fortifier en cas de guerre, mais le traité de Crespi où le roi renonçait à ses conquêtes d'Italie ramena la paix. En apportant ce traité au Parlement, les gens du roi, pour plaire au Dauphin, protestèrent contre les cessions ruineuses signées par le souverain ; le Parlement, sans écouter ces doléances, enregistra le traité.

C'est d'Italie qu'arriva alors le nouveau gouverneur du Languedoc, François de Bourbon, duc d'Enghien, qui venait de gagner la bataille de Cérisolles et qui avait au front les deux rayons de la jeunesse et de la gloire. Le roi ayant mandé au premier président de se rendre au-devant du prince le jour de son entrée, le premier président lui adressa cette fière réponse :

« Je suis prêt à remplir tous mes devoirs vis-à-vis de
« votre Majesté et des princes du sang. Mais je ne sau-
« rais oublier qu'un des premiers attributs de la royauté
« est la justice, que je suis son premier représentant et
« que je ne puis ni ne dois m'abaisser que devant
« Dieu et devant votre Majesté. J'attendrai donc au

« Palais, entouré des officiers de votre Parlement, le
« prince; il y sera reçu avec respect, mais avec dignité.
« Sa nomination au poste éminent auquel l'appelle votre
« Majesté sera enregistrée avec joie. Mais, je dois au
« rang que j'occupe et à la justice qui émane de votre
« Majesté, de ne déroger à aucune des traditions qui font
« les force des rois, je veux dire le respect de la justice. »

La famine entrainait, en même temps, dans les sénéchaussées de Toulouse, de Carcassonne, d'Armagnac et du Quercy. Le Parlement autorise les consuls à taxer les fortunes de ces contrées ravagées par le fléau, enjoint aux bénéficiers de pourvoir à la subsistance des pauvres et fixe le prix des grains, ce qui parut aux États une atteinte portée à leurs droits. Il ne laissa la pleine liberté du commerce des grains qu'à la ville de Toulouse où se réfugiaient des troupes de mendiants chassés des campagnes par la faim. Il y eut même un arrêt qui fixa à un plus haut prix les blés portés à Toulouse. Les voleurs suivaient de près les mendiants; ils reçurent des châtiments qui les effrayèrent et les chassèrent de la province: un vaste échafaud roulant où se dressaient dix-huit potences auxquelles étaient suspendus dix-huit cadavres fut traîné dans les rues des dix-huit quartiers de la ville. Les voleurs inondèrent le palais et détroussaient les plaideurs dans les salles d'audiences et au greffe. On donna compétence à la Chambre des requêtes pour les punir et, sur la plainte d'un procureur, un coupeur de bourse fut pendu à l'ormeau du Palais.

La peste revenait avec la famine. La ville essaya de fléchir la colère divine en supprimant les amusements publics. La célébration même des jeux floraux était com-

prise dans cette défense des plaisirs profanes quand elle concourait avec une grande fête de l'église. A ces fêtes aimables du gai savoir où Ronsard, Baïf et Maynard avaient cueilli des fleurs d'or ou d'argent, les chanceliers et les présidents de Clémence Isaure étaient pris parmi les magistrats du Parlement. S'il faut en croire le père Lombard, ces fêtes se célébraient avec plus de bruit que de profit pour les lettres et il aurait voulu que le roi, en rajeunissant les traditions de cette compagnie littéraire eût rayé de ses fêtes le festin public des poètes couronnés et des mainteneurs.

Le roi François I^{er} ne songeait guère aux mainteneurs des jeux floraux. La mort s'acheminait vers le château de Rambouillet, au travers des adorables élégances de la Cour de France, et attendait son heure pour entrer. Le roi avait rendu de grands services à la justice du royaume, et le Parlement de Toulouse, plus que les autres Parlements de France, devait regretter la sagesse de ses édits et la large bienveillance de son esprit et de son cœur. Il regarda toujours, comme deux rameaux du même arbre, les deux Parlements de Paris et de Toulouse. N'est-ce pas lui qui mit, au même rang, les gages de leurs premiers présidents recevant 4 livres 12 sols parisis par jour, 10 livres par an pour les manteaux, 2 livres 13 sols par jour pendant les vacances et de plus une pension annuelle de 500 livres, ce qui faisait une somme de 1,800 livres ; il donna 1,200 livres par an aux autres présidents, en augmentant aussi les gages des conseillers de la chambre criminelle. Il semble qu'avant de mourir son âme eût une lueur de ces clartés immortelles que Dieu laisse briller

parfois aux yeux des rois qui vont se coucher dans la tombe. Sa conscience s'alarma de toutes ces charges créées dans les Parlements, afin de battre monnaie et de payer les frais de ses guerres. Par son édit de Moulins de 1546, il ordonna la suppression de tous les offices de présidents, maîtres des requêtes, conseillers aux Parlements de Paris, de Toulouse, de Bordeaux, de Rouen, de Grenoble et d'Aix institués à son avènement à la couronne. Le grand air de ce règne est tout entier dans le naïf et orgueilleux préambule de cet édit et de quelques ordonnances royales : « Attendu que nos vœux ne peuvent être que justes, bons et raisonnables ». Ce roi, chevalier de la guerre et des lettres, monté sur le trône à l'âge de vingt-un ans, mourut le dernier jour du mois de mars 1547. Les salamandres de son blason passant au milieu des flammes, sans en être atteintes, ne le préservèrent pas des ardentes passions qui consumèrent sa vie. Jamais armes ne furent moins parlantes. La mort ne lui permit pas de voir l'exécution de sa royale et dernière volonté. La ville de Toulouse célébra, en son honneur, de magnifiques funérailles auxquelles le Parlement assista en robes rouges, les Parlements ne portant pas le deuil des rois, en vertu de cette belle maxime de notre droit public, que le roi ne meurt jamais en France.

CHAPITRE VIII

Le Château-Narbonnais. — Ses ruines. — Mur d'enceinte. — Le palais. — Les chambres du palais. — Les greffes. — La buvette. — La table de marbre. — La salle des procureurs. — La salle des huissiers. — Les boutiques du Palais. — La tour de l'Aigle. — Le parquet des gens du roi. — Les enquêtes. — Le plafond du palais d'Hercule. — La conciergerie. — La vierge du palais. — La Recluse du palais. — Délabrement du palais. — Un rêve du premier président Emmanuel de Cambon.

Ce n'est pas se détourner de l'histoire des parlementaires que de relever de ses débris le palais où ils rendaient la justice. Le vieux palais où siégeait le Parlement de Toulouse était ce Château-Narbonnais dont l'origine est enveloppée de nuages. A quel siècle remontaient ses tours, ses toits gothiques, ses escaliers tournants, ses colonnes corinthiennes, ses passages étroits, ses salles basses à petites croisées grillées et ses murailles lézardées qui s'écroulèrent sous la main de Nicolas Bachelier ? Sous la poussière de ses ruines, les historiens n'ont jamais retrouvé la vraie date de sa fondation. Est-elle de ces époques lointaines où les Carthaginois traversèrent cette contrée des Gaules ? Est-elle de la conquête romaine ou des rois Visigoths ? Il n'y a que saint Grégoire de Tours qui en ait parlé autrefois : *Velustissimam esse turrim a parte Castri Narbonensis*. Il s'est ainsi borné à en attester l'antiquité.

Ses deux grosses tours, l'une au midi, l'autre au nord,

et ses quatre portails à large voûte étaient bien de construction romaine, et c'est par une main romaine qu'avaient été sculptées des colonnes et des statues enfouies pendant la guerre des Albigeois et découvertes au quinzième siècle. Catel, qui les avait vues, disait :
« Nous pouvons remarquer, tant par la structure de ce
« bâtiment qui était bâti de grands quartiers de pierre
« cramponnés avec des lames de fer et de plomb, que par
« son portail présenté par Noguier en son histoire, et les
« statues que j'ai vu tirer de ce bâtiment parfaitement
« bien taillées, que ce palais a été bâti par les Romains. »

Si Catel a dit vrai, l'origine de ce château doit remonter aux années de la construction des anciens remparts de brique formant l'enceinte de la ville sous la domination romaine et dont le poète Ausone a ainsi parlé :

« Je ne t'oublierai jamais, ô Toulouse, ville où j'ai été
« élevé. Une vaste enceinte de murs de briques te presse
« et la Garonne baigne un des côtés de tes remparts. »

Ce Château-Narbonnais, sombre et haute forteresse des comtes de Toulouse, situé à une extrémité de la ville du côté du midi, comprenait tout l'espace occupé plus tard par l'enceinte et l'enclos du palais, la sénéchaussée, la conciergerie et la prison des Hauts-Murats. Les gouverneurs romains en firent, les premiers, leur palais ; les ducs d'Aquitaine s'en emparèrent et aux ducs d'Aquitaine succédèrent les comtes de Toulouse : *Palatium comitis Tolosani*.

De ce château, le comte Raymond de Saint-Gilles était parti pour aller à la croisade, et c'est dans sa chapelle que se célébrèrent les noces du comte Raymond V et de la princesse Constance, sœur du roi Louis le Jeune.

Sous les lambris de sa plus haute salle, le comte de Comminges rendit hommage au comte Raymond VII et, par ses portes voûtées, étaient passés le duc d'Anjou, frère du roi Charles V, les rois Louis le Jeune, Philippe le Hardi, Philippe le Bel, et Charles VI qui fit couvrir de bouquets de fleurs et de guirlandes les murs du château de la base au faite, le jour où il reçut l'hommage de Gaston Phœbus et de la noblesse du comté de Foix. Mais aux entrées de Charles VIII, de Louis XI et de François I^{er}, ces vieilles murailles croûlantes disparaissaient déjà sous les ronces ; le Château-Narbonnais n'était plus la brillante hôtellerie des princes voyageurs qui allaient, en ce temps-là, demander asile à la sénéchaussée ou à la trésorerie.

Au temps de la guerre de Albigeois, un comte, après un assaut meurtrier, abattit les plus hautes tours du château pour empêcher Simon de Montfort de s'y établir. Simon de Montfort lui répondit en rasant les fortifications de la ville ; il n'épargna que le Château-Narbonnais où il s'enferma, en y mettant bonne garnison. La chronique languedocienne sur la guerre des Albigeois l'a dit en son langage : « Exceptat lo castel Narbounes, « en loqual le dit Mountfort se tendra et demorara. »

Pendant les guerres ou les pestes, on ne songeait guère à embellir et à rajeunir le palais de justice. Pourtant, Alphonse de Poitiers, comte de Toulouse, et la comtesse Jeanne, sa femme, relevèrent les murs de leur vieux palais auquel ils annexèrent le cimetière des juifs. On ne commença que sous Louis XI à édifier la chambre dorée qui ne devait être terminée que sous Charles VIII.

Au quinzième siècle, la partie du château réservée autrefois aux comtes s'effondrant de jour en jour, un arrêt du Parlement, basé d'ailleurs sur un édit de Henri II, ordonna à Nicolas Bachelier, « maître maçon et tailleur de pierres », de la démolir de fond en comble. Il ne resta plus que la partie donnée par les rois au Parlement et qui déjà avait pris le nom de palais royal, ainsi qu'on le trouve dans les arrêts : *In palatio regio nostro Tolosæ*. En 1531, ce palais royal tombait presque en ruines. Par lettres patentes données à Chenonceaux, François I^{er} accorda, sur les amendes, 6,000 livres destinées aux travaux de réparation. Henri II et Charles IX allaient confirmer par leurs édits ces lettres patentes. Les lettres patentes du roi Henri II du 21 juin 1549 s'exprimaient ainsi :

« Après avoir été averti de la ruine en laquelle était le
« palais de notre ville de Toulouse, désirant obvier à
« l'entière démolition d'icelui, qui se trouve tant vieil et
« caduc, qu'il ne s'en attend d'heure à autre qu'une pro-
« chaine ruine, de sorte qu'il faut entièrement démolir
« l'édifice du palais pour le réédifier tout à neuf, savoir
« faisons et permettons aux gens de notre cour qu'ils
« puissent faire démolir et abattre ce qui reste en ruine
« et réédifier et rétablir à neuf le palais, pour la commo-
« dité, aisance et décoration dudit palais. Pour cet effet,
« ils pourront employer toutes les amendes qui nous se-
« ront adjugées par la Cour et, durant la reconstruction,
« la Cour tiendra ses audiences dans la maison de la tré-
« sorerie de Toulouse. »

En 1561, un arrêt du Parlement confirme à son tour ces lettres patentes et confie à Dominique Bachelier et

à Louis Bachelier, « maîtres des œuvres du roi en la sénéchaussée de Toulouse », le soin de vérifier et d'approuver les travaux d'art exécutés au « palais royal toulousain ».

Deux ans après, le Parlement voulut élever autour du palais un mur d'enceinte pour lui servir de rempart contre les séditions et les guerres religieuses. Le peuple qui crut voir, dans cette muraille, une menace contre les libertés de la ville, la renversa. Elle ne se releva que lentement, pour former l'enceinte du palais. D'année en année, les restes du Château-Narbonnais tombent sous la main du temps ou des hommes ; le palais de justice et la conciergerie s'étendent vers l'ancien palais des comtes envahi aussi par la cour du sénéchal, la viguerie, le juge d'appaux et le juge ordinaire qui n'en furent éloignés qu'au seizième siècle.

Avec le temps, l'enceinte du palais s'étendit à son tour et s'entoura de murs qui lui donnaient l'air menaçant d'une citadelle. On entrait dans cet enclos du palais par trois grandes portes et une petite. Une d'elles, en forme d'arc de triomphe, flanquée de colonnes doriques, bâtie sous le premier président de Verdun, faisait saillie sur la rue des Fleurs. Par la plus grande porte, du côté du nord, on pénétrait dans la cour du palais, ombragée de l'ormeau terrible où le Parlement faisait pendre les coupeurs de bourse arrêtés dans les salles d'audience, aux greffes, à la buvette, aux chambres des procureurs et des huissiers. A gauche, s'élevait un large perron de pierre où six procureurs pouvaient marcher de front, ouvert des deux côtés, orné de quatre colonnes corinthiennes et surmonté d'un pavillon couvert en ardoises, tranché en deux ar-

ceaux élégants, arrondis au sommet comme un dôme et couronnés par un vase de plomb où s'épanouissaient des fleurs et des feuillages de marbre. C'était le perron de la grand'chambre.

Entre ce perron et la grand'chambre, était un porche où s'assemblaient les avocats, les procureurs et les parties, en attendant l'heure de l'audience de sept heures, réservée aux affaires courantes plaidées par les jeunes avocats, les avocats de sept heures. Ils n'avaient pas d'autre salle des Pas-Perdus. Au plafond du porche, une lampe de cuivre, allumée pendant les mois d'hiver, éclairait les parlementaires se rendant au palais avant le jour. De là, on entraît au vestibule étroit et obscur de la grand'chambre, par une porte plus petite que celle du perron. Au-dessus de la porte, on avait gravé dans la pierre et en lettres gothiques cette inscription qui rappelait l'époque de sa construction et qu'on peut voir encore sous les cloîtres du Musée de Toulouse :

« Régnant le roi de grand renom,
« Charles huitième de ce nom,
« Ce lieu fut fait et mis à fin,
« Lors fut né le noble Dauphin,
« Veille saint Denis glorieux,
« Mil quatre cent nonante deux ».

Mais ce n'est pas en 1492 que le Parlement rendit la justice à la grand'chambre ; les arrêts ne portent la mention de la grand'chambre qu'en 1513.

De ce vestibule, on montait par une haute marche à cette grand'chambre. Au fond de la salle et au levant,

une porte s'ouvrait sur un escalier conduisant à une lanterne, à une galerie couverte ou promenoir et à la chambre dorée, où la grand'chambre tenait son premier bureau. Sur le palier de la chambre dorée, se trouvait le second bureau de la grand'chambre.

Du vestibule de la grand'chambre, par une porte basse on passait dans la cour de la Tournelle, où prenaient jour le greffe civil, la chambre des manteaux et la buvette dont La Rocheflavin disait : « Anciennement les « déjeuners se faisaient à Paris avec la viande, comme « ils se continuent encore à Toulouse ; tandis qu'à Paris « et après délibération, il n'y a plus que du pain, beurre « et vin blanc, parce que plusieurs, au lieu de laisser la « viande aux clercs, déjeûnaient au Palais et épargnaient « autant dans leurs maisons. » Au fond de la cour, une statue mutilée de la Justice semblait garder le bureau de la Tournelle.

Le greffe des requêtes et le bas greffe criminel, les greffes des huissiers des requêtes et des enquêtes, les greffes des présentations, des affirmations et de la réformation des maîtrises, le cabinet des récusations, le greffe de la peau qui renfermait les registres en velin, tous les bureaux des greffiers écrivains ou garde-sacs avoisinaient une tour ronde où s'amoncelaient les archives et les procédures et où se blotissait la cage d'un escalier tournant qui montait au greffe criminel et aux salles pressées et délabrées du premier étage. Aux premières années du Parlement, les parlementaires se servaient de leurs clercs pour greffiers, tant il y avait peu de procès et, ainsi que le dit un chroniqueur, tant on faisait peu d'estime de cet état ; mais depuis Philippe le

Bel qui défendit au Parlement de dicter des rapports ou des arrêts aux clercs, on aurait pu donner aux greffiers et commis des greffes le nom de légion. Ils étaient plus de quarante sous les ordres des greffiers en chef qui furent un moment au nombre de six, appartenant à la noblesse, exerçant en même temps leurs fonctions et jouissant des privilèges et des honneurs accordés aux parlementaires. A la chancellerie, on comptait vingt-cinq secrétaires, sans parler des référendaires, des scelleurs, receveurs, greffiers des minutes et chauffe-cire. Dans l'épaisseur du mur, une large trouée à fermetures finement ciselées servait au dépôt de l'argent des consignations. Aux angles, de grosses pierres étaient criblées de signes lapidaires.

Derrière les greffes était la Tournelle, à laquelle on montait par un perron de six marches de pierre qui fit oublier le vieux mot, descendre à la Tournelle, en usage parmi les avocats qui y descendaient autrefois par un escalier aux marches raides et étroites. De grandes tentures de laine fanées par le temps couvraient les murs de cette grande salle humide et froide ou de vieux tableaux masquaient les lambeaux des tapisseries mordues par les vers. Par une porte semée de clous d'acier à tête de diamant, on pénétrait dans la salle sombre des instruments de torture. Des boutiques encombraient les avenues de la Tournelle, tristes, sans air et sans soleil, où l'eau des pluies, versée par la gueule béante des gargouilles et séjournant dans les débris, répandait une odeur de marais.

Du côté de la place de la Monnaie et de la rue des Fleurs, s'ouvrait la chambre de la Table de marbre, per-

cée de croisées maillées de plomb et vitrées en losanges et d'un portail de chêne à deux vantaux armés de larges clous d'acier, tournant et grinçant sur des gonds rouillés. Au-dessus du portail, un large œil-de-bœuf bordé de briques et fermé par une verrière rouge et verte brillait comme une rosace à un portail de cathédrale. Plus loin, vers la gauche et un peu au levant, la première chambre des requêtes émergeait au-dessus des boutiques adossées aux murs de ville bordant la promenade Saint-Michel, aussi froide que la Tournelle et dont les tentures trouées découvraient les lézardes où passait le vent.

Le long du mur de ville, la salle des procureurs et la salle des huissiers aux toits surbaissés, paraissaient à peine au travers de ces boutiques et de ces échoppes à toits verdâtres, enfumées, serrées et bruyantes, que le premier président de Verdun ne pouvait voir sans leur souhaiter un coup de foudre. En temps de peste, la mort s'abattait sur ces amas de masures, foyer d'air étouffé d'où s'échappaient des exhalaisons d'immondiçes et de traînées de boues séchées au soleil. Les boutiques du palais bravèrent la colère du premier président de Verdun et finirent par former des rues du côté du quartier de l'Inquisition, de la porte Saint-Michel et de la rue des Fleurs. Elles mirent, plus d'une fois, des entraves à la restauration du palais. Octroyées aux artisans et aux marchands par le Parlement, à ses journées d'appauvrissement et de gêne, elles lui payèrent des redevances qui s'éteignirent avec le temps. Elles jouissaient « noblement » de leurs privilèges, sans payer la taille et ne versaient, qu'à regret et de mauvaise grâce, une faible somme d'argent entre les mains du doyen.

La tour de l'Aigle, les dominait de sa tête surmontée d'un aigle de plomb, battant des ailes, tournant et, selon le mot de Noguier, girouettant son coupeau à tous les vents. Autrefois, sous la conquête romaine, l'aigle était d'or. Cette tour ronde, dorée par le soleil et où s'encastraient des écussons rongés par les siècles et bordés de nids d'hirondelles, plongeait ses premières assises dans de profonds cachots et montrait à son faite écaillé et ébréché, parmi la mousse et le lierre, l'horloge à deux cadrans et à deux cloches dont les sonneries rappelaient aux parlementaires que toutes les heures de leur journée appartenaient à la justice. Elle voyait à ses pieds les boutiques se heurter et s'enrouler, tombant les unes sur les autres et s'entre-croisant au hasard et à l'aventure, pareilles à une troupe de clercs de la Basoche en désordre et en tumulte, se serrant, en un jour de fête ou de révolte, autour de leur roi.

Au beffroi de fer, arrondi en dôme et posé sur l'horloge comme une couronne, se balançait la grosse cloche qui ne sonnait ses grandes volées qu'à la rentrée du Parlement, aux jours des émeutes qui grondaient autour du palais, et à la mort des parlementaires, cette cloche, aussi large que la plus large cloche de Saint-Étienne, que La Rocheflavin vit, un soir, traîner par plus de cent cinquante paires de chevaux ou de bœufs de la place des Cordeliers au palais.

Avant d'enfermer les prisonniers, les cachots de la tour de l'Aigle servirent aux Romains et aux barbares pour y enchaîner les premiers chrétiens. Les têtes des martyrs de Toulouse tombèrent sous la hache des licteurs et des bourreaux sur le seuil de la tour, où, à la

distance de dix siècles, Simon de Montfort fera égorger les otages toulousains. C'est peut-être en souvenir de ces massacres, que, de génération en génération, le peuple de Toulouse, en signe d'imprécation et de terrible menace, vouait ses ennemis à la tour de l'Aigle. Au premier étage de la tour s'appuyait la chancellerie, établie à Toulouse par Charles VII, avec ses salles du garde des sceaux et des référendaires, reliées par d'étroits passages et qu'on reconnaissait de loin à son énorme fleur de lys de pierre épanouie au pignon du toit.

Vers le milieu du palais, auprès du jardin, on rencontrait le grand escalier à plafond de bois éclairé par de larges croisées à la française, garni de marches massives, de rampes et de balustres carrés, orné de piédestaux aux quatre paliers et conduisant au parquet des gens du roi, vaste salle où le jour ne pénétrait que par des croisées à treillis de fer, au garde-meuble où s'enfermaient les vieilles tapisseries et aux chambres des enquêtes.

A la première chambre des enquêtes, de belles moulures dorées tranchaient sur la couleur sombre du plafond et de riches tentures suspendues aux murs retombaient sur les mosaïques rouges et blanches enchâssées dans le plancher. Le linteau des croisées reposait sur des colonnes à chapiteau fleuri de feuilles d'acanthé, et l'arc de la porte s'élevait en ogive jusqu'au plafond. Aux murs de la deuxième chambre des enquêtes, les armes royales, sur un semis de fleurs de lys, alternaient avec des fresques pâlies par l'air humide ou rongées par le salpêtre. Cette chambre ne conservait, dans toute sa beauté, que sa haute cheminée de marbre rouge lamée de bandes de bronze et d'argent.

A la troisième chambre des enquêtes, lambrissée de panneaux peints de couleur bleue et parsemés de fleurs de lys, on voyait, au plafond, les neuf caissons des travaux d'Hercule, violemment sculptés dans des cœurs de chêne. Une corniche élégante où s'enlaçaient des guirlandes de fleurs, de fruits et de feuillage régnait autour du plafond et encadrait les caissons formés par des solives d'un relief vigoureux et ornés, comme la corniche, de guirlandes fleuries. Du milieu de ce feuillage touffu, se détachaient des aigles aux ailes repliées et des génies aux regards étranges et pareils aux regards des chimères.

A chacun des neuf caissons, la main hardie de l'artiste avait sculpté un des travaux d'Hercule, les deux serpents envoyés par Junon et étouffés par Hercule au berceau ; le lion de Némée terrassé dans la forêt et mordant furieusement la massue qui l'a abattu ; l'hydre de Lerne écrasé au fond de son marais ; la biche aux cornes d'or et aux pieds d'airain enlevée vivante des rochers du mont Ménale ; les oiseaux du lac Stymphale dont les ailes, le bec, la tête et les serres de fer jetaient l'épouvante dans les campagnes de la Grèce ; le jardin où Hercule supporta le monde sur ses épaules en foulant aux pieds le dragon, pendant qu'Atlas cueillait les pommes d'or des Hespérides : Cerbère, le chien à triple tête, arraché des enfers, enchaîné et traîné en Thessalie ; Geryon, le plus fort et le plus cruel des hommes, géant à trois corps, à six mains et à six ailes, s'affaissant sous les rudes étreintes d'Hercule, qui renverse et tue, dans le dernier caisson, le géant Antée sur le sein de la Terre, sa mère.

C'est ainsi que les artistes représentaient alors ce dieu **Hercule**, détruisant des monstres et reculant les bornes du monde, image de la figure du peuple qui avait accompli cette migration armée et ces grands travaux.

Ces belles sculptures ont été sauvées du naufrage du temps : elles forment, au palais de la Cour de Toulouse, le plafond de la chambre d'accusation. Autour d'elles, ondulent des chaînes de fleurs qu'on croirait fouillées et brodées par une main de fée. Aux quatre coins, de larges cornes d'abondance se gonflent de fruits ; des anges tiennent des flambeaux ou des massues parmi des cuirasses, des hauberts, des heaumes, des coquilles, des tambours et des clairons ; des têtes de lions laissent tomber à grands flots de leur bouche ouverte les sources des fleuves et des fontaines. Au-dessus de la cheminée, on a conservé le bas-relief représentant le jugement de **Salomon**, au moment où la vraie mère pousse un cri de désespoir, en voyant le bourreau lever le glaive pour partager l'enfant. **Pibrac**, qui a parlé de ce bas-relief, en a dit ce mot : « C'est un des beaux fleurons du Parlement ».

De corridor en corridor, on arrivait à la deuxième chambre des enquêtes où des trophées d'une fine et délicate sculpture recouvraient le plafond et les murs, et à une galerie couverte, suspendue sur les jardins de l'ancienne sénéchaussée et de la viguerie, le bruyant parloir aux conseillers, le clair promenoir fleuri de plantes grimpantes où les parlementaires se reposaient, au plein air entre deux plaidoiries. **La Rocheflavin** qui s'y était souvent abrité, disait : « Nous méritons bien ce doux asile, « après avoir essuyé tant de paroles persistantes comme « les pluies au mois d'avril. »

Du côté de la porte Saint-Michel et des fossés de la ville, dans un coin de la cour du palais, la tour carrée de la conciergerie que le peuple appelait aussi la tour du palais, se dressait lourde et sinistre, au-dessus des toits des prisons allongés en forme de croupe, et enveloppait, de son ombre, les huit tourelles aiguës et couronnées de fleurs de lys de plomb suspendues aux angles des murs et de la grande porte ombragée de lierre et d'herbes folles, de cette ancienne porte du Château-Narbonnais, crénelée, armée de meurtrières et à plein cintre, ayant le relief haut et large d'un château-fort et que de loin on aurait prise pour un arc-de-triomphe ou une arche de pont. Toute cette conciergerie menaçait ruine ; les cachots y étaient sans jour et sans air, les toits s'effondraient, les charpentes ébranlées ne se soutenaient qu'à l'aide de solives et de poutrelles enfoncées aux murs ou dans le sol ; la vieille chapelle des comtes s'en allait en poussière, et les prisonniers agrandissaient chaque jour les fentes des murailles ou les crevasses des toits pour se railler de la justice, s'échapper et se cacher dans les fossés. Les guichetiers habitaient la chambre de ce comte Raymond de Saint-Gilles, dont Anne Commène disait, qu'en Palestine, il brillait parmi les premiers, comme le soleil parmi les étoiles. L'oratoire où s'était agenouillé devant la garde de son épée Alphonse Jourdain, ce sage et ce saint, servait de cachot aux pillards et aux routiers.

Dans le mur de la conciergerie, du côté de la place de l'Inquisition, sous un auvent de la Renaissance et dans une niche de pierre en forme de trèfle, une Vierge noire en robe bleue semée d'étoiles d'argent, couronnée de roses blanches et éclairée par une lampe toujours allu-

mée, semblait, vierge clémentine et miroir de justice, veiller sur le vieux palais et les prisons du Parlement qu'elle a gardés pendant trois cents ans. Elle n'a pas été abattue avec les pans de murs du Château-Narbonnais ; elle a retrouvé, en face de la niche où quelque artiste du moyen âge l'avait placée, un abri dans le mur de l'ancien couvent de l'Inquisition d'où elle peut voir encore, au travers de sa grille, passer et s'écouler les générations du nouveau palais.

A côté de la Vierge, au fond d'une étroite cellule voûtée en ogive, fermée de barreaux de fer en croix, vivait une recluse enfermée et comme enterrée vivante sous une grande douleur et une effroyable pénitence. Les femmes et les enfants qui chantaient des cantiques aux pieds de la Vierge lui faisaient l'aumône d'un peu d'eau et de pain. Le peuple s'inclinait devant ces existences de recluses retranchées du monde avant de mourir, brisées par des souffrances secrètes et comptées déjà parmi les morts. Ces voix tristes sortant de ces fosses de pierre rappelaient à la foule les vanités humaines et élevaient les âmes vers les choses éternelles. A genoux sur les dalles nues, ces spectres étaient redoutés comme des êtres sacrés. La recluse du palais tendait parfois la main aux passants et demandait l'aumône pour les prisonniers. Au-dessus de la lucarne où filtrait le jour une main inconnue avait gravé, dans la pierre, cette mélancolique parole du Sermon sur la montagne : *Beati qui esuriunt et sitiunt justitiam !* Heureux ceux qui sont affamés et altérés de justice ! On avait gravé au-dessous cette devise empruntée au moyen âge : *Ante panem justitia.*

On est confondu d'étonnement en lisant les mémoires

et les rapports adressés aux capitouls, en 1776 et en 1778, par les architectes de la ville sur le délabrement du palais de justice et de la conciergerie. Il y avait loin de ces tristes années aux fêtes éblouissantes de l'entrée des rois, des noces des comtes ou de leur départ pour la croisade.

On s'égare dans cette multitude éparse à la fois et confuse de corridors sombres et tortueux, d'escaliers étroits et vermoulus, de pièces hautes ou basses dispersées au hasard, de réduits perdus, de croisées branlantes, de cours humides, de mansardes brûlées par le soleil, de murailles croûlantes ou lézardées, de pignons et de toits pourris, de colonnes brisées, de salles dégradées et obscures et de logements pour les portiers, les horlogers et les sonneurs de cloche du palais.

En passant sur le Parlement les guerres avaient fait à ses murs de pierre et de brique de larges brèches, et la pluie tombant des toits par les gouttières ou entrant par les vitres brisées et inondant les combles, y pourrissait les immenses dépôts de papiers entassés par les greffiers de siècle en siècle. Les procédures, suspendues à des râteliers de bois, rongées par les rats, s'échappaient de leurs sacs de toile et jonchaient les planchers couverts d'une poussière séculaire. Aux greffes des étages inférieurs, les cloisons de planches, le voisinage des échoppes et le passage perpétuel des clercs de la basoche exposaient, sans cesse, les registres et les procédures au danger des incendies. C'était pitié de voir tant de détresse, ainsi que l'écrivait un maître maçon du palais, à la fin du règne de Louis XV. Un autre s'écriait quelques années après : « Enfin les doléances des États vont

« être écoutées et le palais de justice va se rajeunir. » Mais, au loin, s'avancait la sombre et tumultueuse armée des démolisseurs. Déjà, la Révolution se levait et allait rayer le Parlement du livre de vie.

Le vieux palais de justice est à jamais tombé. On a raconté que le dernier premier président du Parlement, Emmanuel de Cambon, proscrit sous la Terreur, se cachant de ville en ville et endormi un soir dans les bois, avait vu en songe les pierres du vieux palais se relever de terre et le Parlement triomphant rentrer en robes rouges à la grand'chambre. S'il revenait à la vie, il ne reconnaîtrait plus l'ancien palais. Sur ses ruines, s'est élevé le palais de la Cour de Toulouse, sans art et sans grandeur, qui a arraché ce cri de colère à M. de Montalembert : « Cela peut être tout ce qu'on veut, caserne, « hôpital, prison ; cela ressemble à tout et ne ressemble « à rien ». Il n'est resté des débris du Parlement que la grand'chambre restaurée sans le souci des traditions du passé, la chambre dorée descendue d'un étage et remaniée, le fauteuil royal et le plafond des travaux d'Hercule passé de la troisième chambre des enquêtes à la chambre d'accusation. Le rêve du premier président de Cambon est à jamais évanoui.

CHAPITRE IX

La grand'chambre. — La chambre dorée. — Les audiences royales. — Les audiences solennelles. — Costume des magistrats. — Entrée des premiers présidents au palais. — Un sermon de Michel Menot. — Costume des ducs et pairs, des gouverneurs, des prélats, des maîtres des requêtes, des secrétaires de la chancellerie, des huissiers. — Le premier huissier. — Personnages invités à ces audiences. — Les avocats. — Grandeur de ces audiences. — Ordre des préséances. — La messe rouge. — L'offrande. — Lecture des ordonnances sur les devoirs des magistrats, des huissiers, des avocats, des gens du roi, des juges inférieurs et des procureurs. — La prestation du serment est la fête du palais. — Ouverture des audiences. — Les arrêts généraux. — Éclat des audiences.

La merveille du Palais de Justice, pour parler comme le greffier Pierre Lacombe qui écrivait son *Traité de l'audience* en 1654, était la grand'chambre où François I^{er} et Charles IX avaient tenu leurs lits de justice, plus longue que large, ayant soixante-dix pieds de longueur et cinquante de largeur, pavée de belles dalles de pierre, ouvrant sa porte au couchant et recevant la lumière par cinq fenêtres au midi, du côté de la cour.

De magnifiques peintures couvraient le plafond coupé de cent quatre-vingt-sept caissons lambrissés et ornés de devises, d'anges aux ailes déployées, de colombes portant des rameaux, d'écussons aux armes du Parlement et d'emblèmes charmants au milieu desquels brillait, semblable à une étoile d'or, la lettre K entourée de fleurs de lys, en souvenir de la construction et de l'em-

bellissement de la grand'chambre, sous le règne du roi Charles VIII, *Karolus*. Les dorures massives et les sculptures en relief étaient de la main des artistes de la Renaissance et l'encadrement du plafond se composait de gracieuses arabesques et se reliait, en formant voussure, à la corniche dont la frise était couleur d'or et d'azur.

Au fond de la salle, les sièges des parlementaires, et dans l'angle de gauche, le siège du premier président, en mémoire de la pierre angulaire de l'Évangile. En face des parlementaires, à l'angle opposé au siège du premier président, la chapelle avec ses fines et profondes ciselures de la fin de l'ère gothique, où la messe se célébrait deux fois les jours d'audience, à l'entrée et à la sortie de messieurs du Parlement. Un petit balustre enrichi de belles peintures attribuées à un prisonnier condamné à mort entourait la chapelle. Sur les murs, des tapisseries fleurdelysées tombaient du plafond jusqu'à terre. Les sièges étaient couverts d'étoffes fleurdelysées.

Par un fier privilège remontant aux usages des lits de justice, les parlementaires seuls pouvaient s'asseoir sur des fleurs de lys, et la grand'chambre était tendue d'étoffes fleurdelysées, honneur auquel ne prétendirent jamais les juridictions inférieures. La Rocheflavin, ingénieux à tout expliquer, se plaisait à voir dans chaque fleur de lys, l'emblème de chacun des rois de la monarchie. Il faut citer cette page de ses *Treize livres des Parlements de France* : « Les tentures de nos anciennes salles
« eurent pour but de démontrer que Dieu, qui aime la
« justice sur tout, a voulu donner à la France pour le
« blason de ses armes, non l'aigle plein de rapacité qui

« est demeuré en partage à l'Empire, mais les lys pleins
« de suavité, non des lions rampants, non des griffons
« volants, non des sangliers, non des loups, non des dra-
« gons, mais des fleurs et, entre les fleurs, des fleurs de
« lys, les plus agréables en odeur, et les plus excellentes
« en beauté et en honneur. Pour nous montrer que comme
« le lys sur toutes les fleurs est recommandé d'odeur, de
« candeur et de beauté, ainsi le royaume de France serait
« à l'avenir grand en religion, célèbre en justice sur
« toutes nations qui vivent en la terre; aussi tous les
« rois de la terre sont venus à ce lys pour en tirer jus-
« tice, faveur et protection. Rappelez-vous, disait saint
« Bernard, que la justice fleurira comme le lys devant
« le Seigneur : *quod autem justitia lilium sit quia justus germi-*
« *nabit sicut lilium, et florebit in æternum ante Dominum.* »

Le parquet, tourné vers le levant et disposé en carré dans l'angle opposé à l'entrée de la grand'chambre, eut longtemps au-dessus de lui le trône où les rois de France avaient tenu leurs lits de justice. Ce trône en bois peint de couleur verte, à bras et à pieds sculptés, était surmonté de la couronne royale en cuivre doré, enrichie de pierreries et ornée d'une croix au sommet. Au-dessus de la couronne, un cartouche bleu, en forme de coquille, enfermait l'écu de France avec ses trois fleurs de lys d'or sur champ d'azur. A gauche de l'écu, un faisceau ayant une hache en pointe et un serpent enroulé au faisceau, à droite les balances de la Justice repliées. Plus bas, au milieu de besants, de mascarons et de guirlandes retombant des deux côtés, brillait une fleur de lys et un croissant d'or sur azur. D'autres guirlandes dorées bordaient le siège dont les pieds reposaient sur un escabeau de

chêne. Avec les années, ce siège royal dégradé et restauré perdit le cachet de son origine et garda, dans ses sculptures, les traces de chaque règne. Oublié dans un coin, sous les décombres, depuis l'abolition des Parlements, il a retrouvé, grâce à une restauration récente, ses couleurs et son éclat. Il est aujourd'hui un des ornements de la chambre dorée de la Cour de Toulouse.

Autrefois, ce trône servait d'accoudoir au premier président et, en son absence, aux présidents qui le remplaçaient et qui s'asseyaient un peu plus bas, en un autre siège plus élevé que les sièges des conseillers. Au-dessus de ce trône et au-dessous des corniches, un Christ étendait ses mains clouées sur une croix dorée; aux pieds du Christ, le peintre avait dessiné un roi à genoux, ayant les traits de Charles VII et, à côté du roi, le dauphin qui devait s'appeler Louis XI. Ce tableau portait la date de 1444.

A droite du siège royal, les sièges hauts des conseillers lais où se plaçaient aussi les princes, les gouverneurs de la province, les ducs et pairs de France, les prélats, les maîtres des requêtes et officiers des autres Parlements. A gauche, les sièges des conseillers clercs où s'asseyaient les présidents à mortier. Du siège du premier président, on pouvait descendre au parquet par quatre gradins qui furent dressés pour la tenue du lit de justice de Charles IX, afin que son chancelier allât recueillir les avis des officiers du parquet, assis sur ces bas sièges garnis de coussinets et de tapisseries comme les hauts sièges et ayant un marche-pied.

Les gens du roi ne se placèrent pas toujours à ces sièges du parquet : avant l'année 1580, ils parlaient

au bout du banc des avocats et s'asseyaient au banc des sénéchaux. A un siège inférieur garni seulement de tapisserie, se tenaient le greffier en chef, au-dessous de lui le greffier criminel et plus bas le greffier des présentations ou les secrétaires de la Cour, appelés secrétaires évangélistes. Les jours d'audience, les greffiers civils et criminels plaçaient auprès d'eux un clerc audiencier assis sur un petit tabouret garni de drap bleu et écrivant, non sur le bureau, mais sur le banc du greffier.

Plus loin, se trouvait le barreau avec ses trois enceintes, la première sur un parquet garni de tapisseries fleurdelysées et destinée aux parties. Là se trouvait le banc appelé le banc des sénéchaux, parce que tous les sénéchaux y prenaient place, sauf celui de Toulouse; les juges-mages, les autres officiers et magistrats et les hommes d'église s'y asseyaient, lorsqu'ils étaient parties poursuivantes. Un autre banc du côté de la chapelle, le banc de la noblesse, recevait les gentilshommes et les dames qui poursuivaient une action en justice. La deuxième enceinte était réservée aux anciens avocats devenus avocats consultants et la troisième à tous les avocats et procureurs. L'entrée du barreau se fermait par deux barres de fer flanquées de deux échauguettes que les anciennes ordonnances ou les registres du palais désignent sous le nom de guichets de l'entrée du parc, où se tenaient deux huissiers avec leurs baguettes.

Aux deux extrémités du barreau, on avait élevé deux lanternes à deux étages, à jalousie et à grilles lourdes et peintes de couleur bleue, parsemées de fleurs de lys d'or, l'une, sur la porte venant de la chambre des manteaux et servant de passage à messieurs du Parlement

pour prendre leurs sièges à l'audience, l'autre qui ne fut construite que pour placer les dames pendant le lit de justice tenu par Charles IX, et qui servit ensuite de passage pour aller de la grand'chambre à la chambre dorée.

De la chambre du conseil, La Rocheflavin n'a dit qu'un mot en passant : « A Toulouse, outre la grande
« salle de l'audience, nous avons une petite chambre du
« conseil où messieurs de la grand'chambre tiennent le
« bureau durant l'hiver, depuis la Saint-Martin jusqu'à
« Pâques, laquelle, parce qu'elle est aussi dorée au pla-
« fond, on l'appelle la Chambre dorée. »

Cette chambre dorée, édifiée et ornée par ordre de Charles VIII, restaurée par « le maître maçon » Louis Bachelier, en 1561, fut agrandie par le premier président de Berthier, qui en a dit ce mot : « Elle vous retient
« au passage pour être admirée. » Il faut s'arrêter devant elle comme le premier président de Berthier et la regarder. Elle est encore toute dorée comme au temps de La Rocheflavin, et ses poutres entre-croisées, scellées de mascarons et parsemées de fleurs de lys d'or et d'ormeaux aux branches touffues, sur fond d'azur, forment neuf caissons qui encadrent neuf grandes statues allégoriques sculptées en relief : la Religion, la Justice, la Force, la Foi, la Gloire, la Renommée, la Charité, la Vérité et l'Abondance.

La Religion, la tête enveloppée d'un long voile, tient à la main un triangle aux rayons étincelants, image de la Sainte-Trinité, devant laquelle quatre anges aux ailes repliées dans les coins du caisson courbent le front et élèvent en l'air une croix. La Justice, debout dans les

nuées, couronnée et armée d'une épée nue, montre sa balance redoutée aux quatre anges des coins qui portent des faisceaux. La Force, coiffée du casque et laissant tomber à ses pieds le bouclier et la massue, terrasse un lion dont elle déchire violemment la gueule ensanglantée, pendant que les quatre anges de son caisson soutiennent avec peine leur lourde massue.

La Foi, couronnée de roses, les yeux au ciel, la main gauche sur le cœur tient à sa droite une ancre de fer qu'aux quatre coins les anges contemplent, les mains jointes. La Gloire se lève fière et triomphante sur un trophée d'armes et de drapeaux, une branche de laurier à la main et sourit aux quatre anges qui lui offrent de loin leur branche de laurier et leur écharpe flottante. La Renommée vole dans les airs rapide et radieuse tenant aux mains des clairons d'où pendent des draperies brodées et ornées d'une balance et d'un livre d'or. Les quatre anges qui la regardent s'apprêtent à annoncer au bruit de leurs clairons le passage de la déesse retentissante.

Plus douce et plus touchante est la Charité qui tient sur ses genoux un enfant qu'elle allaite, tandis qu'elle enveloppe d'un pan de sa robe et qu'elle attire à elle trois autres petits enfants, blonds et souriants comme les quatre anges des coins qui apportent à la Charité leurs guirlandes de fruits et de fleurs. La Vérité a les mains étendues ; de la droite, elle élève un flambeau qui semble éblouir des serpents enroulés aux bras de quatre anges et de la gauche un miroir où se reflète sa figure pure et sévère. L'Abondance laissant flotter son écharpe dans les nuages, verse de son aiguière d'or une liqueur

vermeille dans une coupe arrondie et semble appeler à elle les quatre anges de son caisson qui portent des palmes en fleur et livrent au souffle du vent les franges de leur manteau.

Au-dessus de la large cheminée en marbre rouge et à manteau élevé, dans un panneau doré, la Justice et la Paix s'avancent et ouvrent les bras pour s'enlacer et s'embrasser. Deux Renommées, déployant les ailes, mettent d'une main leur clairon aux lèvres et de l'autre suspendent, parmi des arabesques d'or, une couronne de lauriers sur l'écu de France aux trois fleurs de lys d'or sur champ d'azur, surmonté d'un génie couronné de chêne. En face de la cheminée et au tympan de la porte, deux génies ailés supportent un large écusson où sont accolées, sous leur couronne royale, les armes de France et de Navarre.

Sous les corniches dorées et sur les boiseries qui couvrent les murs, le ciseau d'un artiste de la Renaissance a sculpté de fines et délicates figures de femmes, vêtues de robes élégantes et à plis ondoyants, couronne en tête ou chevelure dénouée, assises sur des trônes ou penchées sur des enfants au berceau, tenant un sceptre ou une épée et foulant aux pieds des drapeaux et des armures. Quelques portraits de premiers présidents du Parlement se détachent, graves et sombres, sur ce fond d'or et d'un vert pâle où courent les fleurons, les arabesques, les guirlandes, les roses, les fleurs de lys et les coquilles. N'est-ce pas de ces images austères des parlementaires que le président Hénault disait : « Ces ancêtres illustres sont l'histoire et la gloire de la justice. »

Au Parlement de Toulouse, comme aux autres Parle-

ments, il y avait les audiences royales, les audiences solennelles, les audiences publiques et privées, et, enfin, les audiences extraordinaires.

Des audiences royales La Rocheflavin a beaucoup parlé, en racontant les magnificences des lits de justice qu'il compare aux splendeurs du Sénat de Rome, sous Auguste ; quand Larocheflavin écrivait, on n'avait vu que les entrées de François I^{er} et de Charles IX. On ne s'y souvenait guère de ces royales cérémonies de l'audience, que j'ai retracées aux années 1533 et 1563 ; les audiences vraiment royales étaient les audiences solennelles d'ouverture du Parlement le lendemain de la Saint-Martin d'hiver. Charondas a donné, au livre premier de ses *Pandectes*, l'explication du choix de ce jour de la Saint-Martin d'hiver :

« Je ne veux passer sous silence ce que j'ai remarqué en un ancien livre que j'ai écrit à la main, que l'ouverture du Parlement se fait au jour de Saint-Martin, à cause de l'ancienne coutume qui aurait été en France de célébrer ledit jour et d'iceluy dater les chartes et instruments publics et privés comme d'un commencement d'année. »

Ce jour-là, au bruit de la cloche du palais sonnant à grandes volées, les parlementaires sortaient de leurs maisons en robe rouge, avec le chaperon de même couleur fourré de peau et posé autour du cou, et le bonnet noir et carré ; les présidents à mortier, en signe de leur dignité, portaient en outre le manteau et le chapeau ou bonnet royal, de forme ronde et de velours noir, bordé en haut d'une large bande d'or, appelé mortier, à cause, dit un chroniqueur, de sa ressemblance avec l'outil de ce

nom. Les parlementaires de Paris et de Toulouse portaient seuls le mortier sur la tête ; dans les autres Parlements, ils ne le portaient qu'à la main, sans jamais s'en couvrir. Les présidents aux enquêtes et aux requêtes ne se couvraient, de même que les conseillers et les gens du roi, que du bonnet noir bas et carré, à noupette, à bords saillants et se repliant sur lui-même, pareil à celui des cardinaux du seizième et du dix-septième siècle. Dans les autres Parlements, ce bonnet noir était haut et rond. Autrefois, le chaperon se portait derrière la tête et pendait des deux côtés ; en se relevant, il servait de bonnet ; mais il était gênant, et on le plaça sur l'épaule gauche. Le premier président avait à son mortier de velours, trois galons d'or et son manteau d'écarlate était doublé d'hermine blanche rayée ou mouchetée.

C'était le vêtement des anciens rois donné par eux aux chefs des grandes compagnies judiciaires, comme pour leur donner leur autorité souveraine en leur conférant le pouvoir d'enseigner et de juger les peuples. La Rocheflavin l'a dit ainsi : « Il n'est permis aux magistrats de France fors qu'aux seuls Parlements de porter robe d'écarlate ou de pourpre, étant certain que ce soient les vraies couleurs et habits des rois. » Il a ajouté que le sieur de la Terrasse, maître des requêtes, président au présidial, étant un jour sorti en robe rouge, le Parlement lui expédia deux huissiers qui l'obligèrent à s'en dépouiller.

Aux sacres des rois, les pairs de France portaient les mêmes manteaux que les présidents à mortier ; ces manteaux ne différaient que par la couleur qui était de violet cramoisi au lieu de rouge écarlate. Le manteau des pré-

sidents, fourré de menu vair, tombant des épaules et traînant à terre, s'ouvrait du côté droit et de ce côté pendaient les hermines, attachées avec trois agrafes ou trois rubans d'or ; du côté gauche, le manteau se relevait sur l'épaule laissant paraître la fourrure et passer les bras. Le greffier en chef de la Cour se distinguait des autres greffiers par un manteau singulier, appelé épitoge, et semblable à un rochet d'évêque retroussé, fourré de menu vair, comme les manteaux des présidents ; il se mettait par-dessus la robe rouge, pareille à celle des officiers du Parlement et ornée, autour du cou, du chaperon d'écarlate fourré de menu vair.

Le premier président en robe rouge et mortier partait de son hôtel, précédé de la maréchaussée et suivi de carrosses, occupés par des conseillers ou officiers des sénéchaussées, entrait au parquet de l'audience et passait ensuite dans la chambre des manteaux où il prenait le manteau royal et attendait l'heure de la messe. On sait d'ailleurs que les premiers présidents ne quittaient guère leur costume, même dans leur maison. Leur robe ou simarre était séparée du manteau, la robe ayant les manches étroites, les manches du manteau larges et relevées. Au seizième siècle, la fraise à gros tuyaux qui donnait une certaine grâce à la robe, à collet relevé et droit de cette époque, fut abandonnée au dix-septième siècle pour le col de batiste, raide et rabattu, que le rabat détrôna à son tour, large sous Louis XIII à la mode des mousquetaires, et se terminant par deux glands, à gros plis flottants et ornés de dentelles sous Louis XIV, carré, sous Louis XV, de linon bleu, puis noir, carré, partagé en deux parties égales et bordé d'un liséré blanc.

La magnificence de ce costume excita plus d'une fois les railleries amères et jalouses des grands seigneurs et des sermonnaires. On sait de quel air hautain, le libre prêcheur Olivier Maillard, le cordelier Michel Menot et après eux Saint-Simon ont parlé de « ces gros fourrés qui trônaient dans les Parlements. »

Il arrivait souvent qu'à ces audiences solennelles assistaient des ducs et pairs de passage à Toulouse, des gouverneurs ou des lieutenants-généraux de la province, vêtus de leurs plus riches habits, mais avec une épée courte, sans bottes ni éperons. On y voyait presque toujours des prélats conseillers au Parlement, l'archevêque de Toulouse ou l'abbé de Saint-Sernin, des conseillers au Parlement de Paris, des prélats conseillers honoraires ou conseillers d'État en soutane rouge, avec le rochet rouge et le surplis blanc. Les autres évêques portaient la soutane et le rochet violets. Si les maîtres des requêtes et les conseillers des autres Parlements voulaient avoir séance au Parlement de Toulouse, ils devaient prendre leur robe rouge et leur chaperon fourré. Les secrétaires de la chancellerie, assis aux bas sièges, ne manquaient pas de paraître à ces séances, parce qu'ils se regardaient comme étant du Parlement ; ceux qui étaient avocats avaient la robe noire, le chaperon noir fourré et le bonnet carré ; les autres avaient des capes de satin et des toques de velours noir. Les quatre substitués créés en 1628 ne portaient pas la robe rouge et n'avaient pas de rang. On leur permettait de se tenir à côté des avocats généraux.

Les huissiers prenaient aussi, à ces audiences solennelles, leurs robes de pourpre violette, portées autrefois

par les conseillers clers, avec des chaperons à bourrelets et des bonnets carrés noirs. Par une faveur spéciale, le premier huissier, que les anciennes ordonnances appelaient, tour à tour, maître, écuyer, huissier des enquêtes ou des présentations, portait, comme celui de Paris, la robe rouge et le bonnet de velours rouge cramoisi, parfilé d'or et cerclé d'hermine, avec une plume ou une rose de perles au sommet, et qu'on aurait pu confondre avec le mortier des chanceliers au sacre des rois s'il eût été de forme ronde ; mais il était carré ainsi que les bonnets d'honneur des archiducs. Le premier huissier restait toujours couvert, aux audiences solennelles, de ce bonnet royal, selon le terme consacré par les registres du Parlement ; il ne l'ôtait que devant le roi ou à de rares événements. A Toulouse, le premier huissier ne jouissait pas, comme le premier huissier de Paris, du présent annuel d'une paire de gants et d'une écritoire, ou du droit d'emporter, dans ses bras, de la voiture royale à son lit de justice, le roi enfant venant en son Parlement. En retour, il reçut, en 1691, dans tous les Parlements, le privilège de la noblesse qui passait à ses descendants. Les autres huissiers portaient des robes bleu de ciel.

Le Parlement, en costume royal, invitait à ses belles séances les magistrats, les officiers et le haut clergé de la ville, les grands vicaires de l'archevêque, l'université qui arrivait en habits de cérémonie, les trésoriers généraux avec leurs manteaux ou capes de satin à manches et leurs toques de velours, le juge-mage, le juge criminel, les lieutenants principaux et particuliers, le procureur du roi et les avocats du roi de la sénéchaussée en robes longues, bonnets et chaperons noirs fourrés, les grands

maîtres des eaux et forêts, les maîtres des ports, ponts, chemins et passages, les officiers de la traite foraine, le viguier de la ville en robe courte et toque de velours, les lieutenants du viguier en robe, bonnet et chaperon fourré, et quatre capitouls en manteau comtal recouvrant une robe mi-partie de noir et d'écarlate doublée de satin blanc, avec manchettes et rabat de dentelles, le chaperon à lames d'or et fourrure d'hermine sur l'épaule, la toque à plumes blanches sur la tête, costume des plus grandes solennités.

A la barre se pressaient en foule les avocats en robe de laine noire à larges manches, manteau agrafé sur l'épaule droite et ouvert de ce côté, et en chaperon fourré et bonnet carré ; les procureurs en robe longue pareille à celle des avocats, bonnets et chaperon à bourrelets. Quelques avocats, les anciens du barreau, portaient des robes de drap à parements de satin, velours ou soie, et les avocats consultants ayant dix ans de tableau un manteau écarlate, tandis qu'après dix ans les avocats plaidants ne portaient qu'un manteau violet. Le manteau blanc donné, pendant quelques années, aux jeunes avocats écoutants fut remplacé par le chaperon.

C'est Jean de Coras qui a dit que rien n'égalait en grandeur le spectacle des parlementaires entrant à l'audience, au nombre de cent seize en ce temps-là, au milieu de la foule des seigneurs, des prélats, des gens de justice, des capitouls, des gardes de la prévôté, et que cette entrée donnait une sorte de tremblement. Le premier président allait s'asseoir auprès du trône royal, à un degré plus bas et dans l'angle gauche ; à sa droite et au banc des conseillers laïcs prenaient place les princes,

ducs et pairs, et les gouverneurs ou lieutenants généraux de la province, les princes du sang ayant un carreau de velours sur leurs sièges et un autre sous les pieds, avec un drap de velours fleurdelysé.

Les prélats venaient ensuite, suivant l'éminence de leurs dignités sans être précédés de la croix, parce qu'elle est le signe de leur juridiction épiscopale qui cesse à la porte de l'audience ; les conseillers d'honneur qui, en 1790, étaient l'archevêque de Toulouse, l'évêque de Mirepoix et l'abbé de Saint-Sernin ; les archevêques avant les évêques et les maîtres des requêtes après les évêques et avant le doyen des conseillers du Parlement. Les conseillers des autres Parlements se mêlaient aux conseillers laïcs sur le même banc. A gauche du premier président, au banc des conseillers clercs, se plaçaient les présidents à mortier, dont le nombre alla jusqu'à neuf, les conseillers clercs et les conseillers des enquêtes. Ceux qui ne pouvaient trouver place sur ces bancs s'asseyaient aux sièges inférieurs devant le parquet, sur des bancs mobiles. Au dix-septième siècle, deux chevaliers d'honneur nommés par Louis XIV dans toutes les compagnies françaises de la province pour resserrer, selon les termes de l'édit, les liens qui auraient dû toujours exister entre la noblesse de robe et la noblesse d'épée, eurent leur siège à la droite des présidents à mortier, l'épée au côté, en habit de velours noir, veste d'or et chapeau à plumes blanches. Les anciens conseillers ayant obtenu le titre de conseillers honoraires reprenaient leurs places avec les chambres auxquelles ils avaient appartenu, à la suite pourtant des conseillers titulaires.

Le greffier qui, à ces audiences d'ouverture, donnait lecture des ordonnances, ne quittait pas son bureau, tandis que les gens du roi dont les conseillers prenaient le banc se groupaient sur des sièges portés à cet effet dans l'enceinte du barreau, à côté des greffiers criminels et des greffiers des présentations, des secrétaires de la Cour et de la chancellerie. A l'entrée du parquet, se tenait le premier huissier sur son banc fleurdelysé, deux huissiers auprès de lui et deux autres aux échauguettes ; le reste des huissiers se dispersait dans la salle, afin d'y maintenir le silence et l'ordre.

Du côté de la chapelle, des bancs attendaient les grands vicaires de l'archevêque, le recteur et les professeurs de l'Université, les maîtres des ports et les officiers de la foraine. Les officiers des eaux et forêts, toujours en contestation sur leur rang, n'assistaient pas à ces séances. On réservait une place au bout du banc de la noblesse au sénéchal de Toulouse, comme chef de la noblesse de la sénéchaussée. Il se plaça plus tard, après une querelle de préséance avec les capitouls, parmi les avocats consultants. Dans l'enceinte réservée se plaçaient encore tous les officiers de la chancellerie, le garde des sceaux qui était autrefois un conseiller, ses secrétaires et ses référendaires. Le viguier et ses lieutenants, les quatre capitouls invités par le Parlement, les trésoriers généraux se plaçaient au parquet, au banc des avocats du roi. Les avocats prenaient leur rang en face des gens du roi, sur un banc d'étoffe fleurdelysée, au nombre de deux cents : les écoutants, les plaidants et les consultants. « On y voit ainsi, disait La Roche-
» vin, qui parle comme l'avocat général au Parlement de

« Paris, Louis d'Orléans, en son charmant langage,
« toutes sortes de fruits, les uns en fleur prêts à fructi-
« fier qui sont les avocats escoutants, les autres sont
« fruits qui se recueillent tous les jours sur le lieu, qui
« sont les avocats plaidants, et les autres qui sont en
« pleine maturité, ne pouvant longtemps arrêter sur
« l'arbre, sont réservés pour les maisons, qui sont les
« avocats consultants. » Derrière eux, s'asseyaient les
procureurs, sur des bancs non fleurdelysés, dans la huitième enceinte du barreau. Plus de quatre cents personnes dépendaient directement du Parlement de Toulouse ou lui faisaient cortège à ces solennelles assemblées. Ainsi avait progressé cette compagnie formée de dix-sept membres sous Charles VII, de soixante-dix-neuf à la fin du seizième siècle et de plus de cent cinquante à la veille de la Révolution. Les dames et les gens de qualité occupaient des tabourets derrière les procureurs ; après les dames venaient les bourgeois et le peuple.

Les parlementaires, étant ainsi entrés, descendaient au parquet de l'audience et la messe du Saint-Esprit commençait à la chapelle. Un évêque officiait au bruit de l'orgue et des chants religieux. Les parlementaires s'agenouillaient sur des carreaux de velours, accoudés au banc de la noblesse couvert d'un tapis de soie, et n'ayant personne devant eux. Au moment où finissait le *Credo*, le Parlement tout entier, le premier président en tête, allait à l'offrande vers l'évêque officiant assis devant l'autel, en sa chaise pontificale, les mains gantées de mitaines rouges et donnant à baiser son anneau aux parlementaires à genoux sur un carreau. Seuls les conseillers clercs, ayant un caractère sacré, se dispensaient de s'agenouil-

ler en baisant l'anneau. Après l'*Agnus Dei*, le sous-diacre ayant offert la paix à baiser aux présidents, la remettait au premier huissier qui la tenait avec un voile et l'offrait, en robe rouge et bonnet royal, à tous les membres du Parlement. A sa suite, marchait le doyen des avocats, une tasse d'argent ou un plat-bassin à la main pour recevoir les offrandes. En parlant de la messe du Saint-Esprit, La Rocheflavin disait, dans ce passage de ses *Treize Parlements de France*, qu'on prendrait pour une page détachée de saint François de Sales : « Le soleil levé
« éclaire l'air, comme fait pour la justice l'esprit de
« Dieu qui est invoqué. L'homme juste, qui a les ailes
« du Saint-Esprit, toujours elles l'accompagnent et tou-
« jours elles le portent et toujours emplument ses ac-
« tions, car il faut ressembler à la caille qui, passant la
« mer, a toujours une aile au ciel et une autre abaissée
« vers les ondes. Aussi, puisque notre vocation nous se-
« mond de vaquer aux affaires basses et mortelles qui
« sont les vagues et les flots de ce monde, une de nos
« ailes doit toujours être élevée vers le ciel pour recevoir
« le vent du Saint-Esprit et être plus légèrement portée. »

Cette messe « rouge » s'appela plus tard messe des Révérences, à cause des saluts faits devant l'autel par les magistrats à la manière des chanoines, des princes aux funérailles royales et des enfants de chœur.

La messe achevée, tout ce monde de seigneurs, de prélats, de capitouls, de dames, de bourgeois ou de peuple sortait de la grand'chambre où ne restaient que les membres du Parlement et ceux qui avaient droit de séance ou qui devaient prêter serment. Les portes closes, le premier président haranguait cette assemblée silencieuse

et recueillie, et ordonnait au greffier de lire les ordonnances royales qui contenaient les règles et les devoirs imposés aux magistrats et aux huissiers. Dès que le greffier avait fini sa lecture, le premier président se levait de son siège et s'agenouillait devant le plus ancien des présidents à mortier qui tenait en mains le juratoire, vieux tableau où était peint le Christ crucifié, ou le livre des Évangiles, ou le missel ouvert au *Te igitur*, sur lequel le premier président, mettant les deux mains, jurait de garder et de faire garder les ordonnances. Puis, il prenait à son tour le juratoire et recevait le serment des membres du Parlement, en commençant par les gouverneurs et lieutenants généraux de la province qui devaient alors quitter leur épée. Les prélats prêtaient le serment debout et la main sur la poitrine. Après les prélats, les présidents à mortier, les maîtres des requêtes et les conseillers à genoux, prêtaient serment sur le juratoire.

Dans ces ordonnances en langue latine, on trouve la règle imposée aux parlementaires de ne point interrompre leurs travaux du palais pour leurs affaires privées, de n'écouter aucun plaideur en dehors des audiences, de ne souffrir aucune interruption de la part des procureurs pour appointment de requêtes ou autres sujets, de ne jamais interrompre au conseil le président dans la position des questions, de ne pas parler avant leur tour, de ne pas violer le secret des délibérations, de ne pas tolérer les outrages des avocats, des procureurs ou des parties, de ne point conférer avec les magistrats des autres chambres qui viendraient tournoyer aux audiences ou aux séances de la chambre du conseil, d'écrire eux-mêmes leurs arrêts et leurs rapports, de ne pas désobéir au roi

d'accomplir fidèlement leurs devoirs, de se respecter entre eux, de garder le silence pendant les plaidoiries, d'être modestes en leurs habits, meubles, valets, chevaux, carrosses et anneaux d'or, de fuir les danses publiques et les farces des comédiens et bateleurs, de ne pas s'abandonner aux rires immodérés, de ne se parfumer, ni musquer, d'être de facile accès, doux et humains aux plaideurs, mais de rendre la justice sans crainte, en mettant avant toutes choses l'honneur et le bien public.

Les huissiers entraient ensuite et, après avoir juré entre les mains du premier président d'observer les ordonnances en ce qui les concernait, ils ouvraient les portes aux officiers subalternes et au peuple. De son siège, le premier président faisait alors sa seconde harangue appelée la harangue publique, et commandait au greffier de lire les ordonnances relatives aux avocats.

Elles leur enjoignaient, entre autres choses, d'être exacts aux audiences, d'exercer loyalement leur office, de ne pas sortir de la ville sans avoir remis les mémoires aux procureurs et désigné des avocats pour les remplacer, de se vêtir d'habits décents à l'audience, de leur robe large et de leur bonnet rond, de ne pas tenir pour les deux parties en cause, de ne pas soulever de mauvais procès, de faire l'aumône aux pauvres, d'avertir la cour dès qu'ils s'apercevaient que les causes par eux plaidées touchaient aux intérêts du roi, d'invoquer inexactement ni lois ni coutumes, de ne pas entraver l'expédition des affaires, de ne prendre leur salaire que dans une juste mesure, de ne pas désertir le palais pendant la durée des audiences, enfin et après une longue profusion de promesses, d'être clairs, concis et brefs.

Cette dernière disposition venait de Louis XI, qui parlait dans un édit, de brider les plaidoiries, de condamner à l'amende ou de priver de leur état les avocats plaidant trop longuement.

Cette lecture terminée, les gens du roi, qui ont toujours été les avocats de la couronne, prêtaient serment et après eux, le juge-mage, le juge criminel, le lieutenant principal et particulier, les gens du roi de la sénéchaussée, et enfin, les avocats suivant l'ordre de leur inscription au tableau, à genoux et les mains dans les mains du premier président assis, à ce moment, sur le siège royal. Les procureurs dont l'institution remontait aux établissements de saint Louis et aux ordonnances de Philippe le Bel arrivaient les derniers. C'est en parlant d'eux qu'Omer Talon disait, dans une de ses harangues, que ce qu'il y avait de plus grand dans la robe sortait des procureurs, et que lui-même en était sorti.

Le greffier leur lisait les ordonnances et ils allaient, comme les avocats, prêter leur serment entre les mains du premier président qui restait assis sur le siège royal, afin de leur rappeler qu'en jurant entre ses mains, ils juraient entre les mains du roi. Le texte latin de leur serment exigeait des procureurs, parmi leurs devoirs, la diligence et la fidélité dans l'accomplissement de leur mandat, le refus des causes injustes, la dénonciation des causes touchant aux droits du roi, la convenance dans les écritures, la modération dans les salaires qui ne devaient pas dépasser 6 livres parisis, même dans les procès les plus importants. Les ordonnances leur interdisaient d'acheter des droits litigieux, de porter atteinte aux droits des avocats pendant les plaidoiries, de

solliciter les juges et de retarder la marche des affaires. Ils juraient aussi d'observer l'heure matinale des audiences, l'ordre et le silence, sous peine d'amende et de privation de leurs offices. On leur imposa enfin, pendant les guerres religieuses, le serment de vivre selon les lois de l'Église catholique, à peine de confiscation de leurs charges. Ceux qui violèrent ce dernier serment, vaincus et effrayés, échappèrent par la fuite aux châti-ments de la Cour et aux vengeances populaires. Ils ne pouvaient reprendre l'exercice de leur profession qu'en abjurant.

Le greffier Lacombe, qui se plaît à raconter ces cérémonies, ajoute :

« Cette solennité finie, chacun se retire au son de la
« grosse cloche du Palais pour se disposer aux visites
« qui se font l'après-dînée, dont les générales sont chez
« messieurs les présidents et gens du roi et après, les
« particulières chez messieurs les conseillers, chacun
« suivant ses inclinations et affections. »

C'est avec raison que l'avocat général, Louis d'Orléans, disait dans une de ses mercuriales : « Le jour de
« la prestation de serment est la fête du Palais, la grande
« fête et la haute solennité de la justice. La justice tient
« ce jour-là sa cour plénière et sa maison parée ; les
« portes de son palais sont ouvertes, les oracles sont
« déployés. » Un chancelier de France, Guy de Rochefon, disait plus rudement au Parlement de Normandie :
« Présidents et conseillers, considérez le serment que
« vous prêtez et que tout ainsi que vous jugez, vous
« serez jugés. »

Ce n'est qu'au Parlement de Toulouse que le serment

se renouvelait chaque année ; les autres Parlements ne prêtaient serment qu'aux changements de règne. La Roche-flavin a démontré ainsi la nécessité de ce serment :
« C'était un Parlement nouveau qui recommençait,
« chaque année, par ordre exprès du roi, et aussi parce
« que ceux de notre profession étant établis en ce monde
« pour contrôler les actions des hommes, il est mal aisé
« que parmi tant d'affaires, ne leur entre quelque bouffée
« de pestilence qui soit en danger de les perdre, s'ils n'y
« prennent soigneusement garde. A cette cause, la fré-
« quence de nos serments nous doit avertir que nous,
« étant fragiles, avons besoin d'un très grand régime,
« comme faisaient les Romains qui, à l'entrée de leurs
« banquets, buvaient du vin mêlé d'absinthe, pour obvier
« que les mets trop doux ne corrompissent leur
« corps. »

Le lendemain, en chambre assemblée, et à huis clos, les gens du roi prononçaient une harangue où ils exhortaient le Parlement à travailler avec ardeur à rendre la justice. Ils la terminaient par la lecture de la liste des procès du domaine de la couronne et en requéraient la prompte expédition.

Trois jours après, on affichait le rôle des procès dans la salle des procureurs, et le premier huissier ayant fait battre de sa baguette ce tableau par un autre huissier pour assembler les procureurs, lisait le rôle à haute voix. La séance de l'ouverture des plaidoiries se renvoyait à huitaine, à partir de l'ouverture du Parlement, afin que durant cet intervalle de temps, on eût le loisir, au rapport du greffier Lacombe, de méditer sur le serment si solennellement prêté. Cet usage se prolongea jusqu'au

dix-septième siècle ; à partir de cette époque, l'ouverture des audiences se fit le lendemain de l'ouverture du Parlement, « à cause de la prompte délivrance des pauvres parties de ce grand ressort et du soulagement des sujets du roi. » L'édit de Blois, dans son article 136, défendait de payer les gages, pour tout le mois de novembre, aux membres du Parlement et greffiers absents le lendemain de la Saint-Martin. On distribuait ces gages aux malheureux prisonniers.

Le jour de l'ouverture des audiences, les membres de la grand'chambre, par un règlement de 1531, prenaient leurs robes rouges et leurs chaperons fourrés, mais au lieu de mettre les chaperons autour du cou, comme à l'ouverture du Parlement le lendemain de la Saint-Martin, ils le portaient sur l'épaule gauche. Le premier huissier avait la robe rouge et le bonnet royal et les autres la robe de pourpre violette. Les membres des autres chambres n'avaient pas droit de séance à ces audiences ; on n'y voyait d'autres magistrats que le juge-mage et le substitut du procureur du roi de la sénéchaussée.

Dès que la grand'chambre avait fait son entrée, les huissiers ouvraient les portes et lisaient le rôle des procès. Le greffier se levait ensuite et donnait publiquement lecture des ordonnances, afin de rappeler ainsi leurs serments aux magistrats, aux avocats et aux procureurs et d'apprendre au peuple la gravité et la sainteté de la justice. En signe de fête, l'audience se levait aussitôt, sans harangue du premier président ou des gens du roi.

Au quinzième siècle, vers les premières années qui suivirent l'établissement du Parlement sédentaire à Tou-

louse, il y eut des audiences solennelles d'ouverture à Pâques, comme à la Saint-Martin, mais à cause de la chaleur, les présidents quittaient leurs lourds manteaux et le mortier ; ils ne paraissaient qu'en robe rouge et chaperon et en bonnet carré noir, sans mortier. Cette coutume se perdit au seizième siècle : les audiences d'ouverture ne se firent plus qu'à la rentrée de la Saint-Martin.

A ces époques reculées, il y eut aussi des audiences solennelles destinées à la prononciation des arrêts généraux : l'avant-veille de la fête de Noël, le mardi saint, l'avant-veille du vendredi avant la fête de la Pentecôte, et les veilles des fêtes de Notre-Dame d'août et de Sainte-Croix de septembre. Il en fut de cette coutume comme de l'audience d'ouverture de Pâques ; elle s'effaça, d'année en année, sans pourtant avoir jamais été entièrement abrogée. A la mort de Henri II, le Parlement ajourna, en signe de deuil, des arrêts généraux qu'on regardait comme une des fêtes de la justice. De loin en loin, aux heures de trêve, quand les guerres civiles s'apaisaient et que les parlementaires envoyés en mission hors de France ou dans les villes du ressort rentraient au Parlement, ces belles cérémonies renaissaient et ramenaient de magnifiques audiences.

Le Parlement les réservait aux grandes questions de Droit qui tenaient en éveil le sentiment populaire et les plus savants esprits. Il rendait alors les arrêts en robe rouge, portes ouvertes, avec un éclat et une solennité qui ont fait dire à un chroniqueur qu'on reconnaissait bien que ces séances représentaient vraiment la majesté des princes et des rois. La veille, on ne tenait pas au-

dience au Parlement pour donner aux arrêts généraux, « la marque publique de la vénération de cet acte si « célèbre. » Plus tard, le nombre des procès augmentant, il y eut audience la veille et le jour même de la prononciation de ces sortes d'arrêts.

Aux époques voisines de l'institution du Parlement, ces décisions étaient nombreuses et les registres en sont couverts. Le greffier Lacombe en espérait le retour et s'écriait : « La longueur d'un fâcheux hiver ne fait que « nous rendre la beauté du printemps plus agréable : « aussi devons-nous espérer que Dieu se laissant toucher aux prières de toute la chrétienté, fera que la « justice reprendra son lustre et son autorité pour briller mieux que jamais. » Il ne paraît pas que ce vœu ait été exaucé.

A ces journées des arrêts généraux, le palais se couvrait de fleurs et de feuillages et s'ouvrait aux grands dignitaires de la ville, comme aux jours de l'ouverture de la Saint-Martin. On condamnait à l'amende ceux qui n'obéissaient pas à cette invitation du Parlement faite, la veille, par les huissiers. C'est ainsi que les capitouls se virent un jour condamnés à 200 livres d'amende à appliquer à la réparation de l'église Saint-Étienne dévastée par un incendie.

Les arrêts généraux qui n'étaient rendus que par une chambre recevaient l'approbation du Parlement tout entier en assemblée générale, et c'était pour témoigner de cette commune opinion de toutes les chambres qu'on prenait, dans chacune d'elles, quelques conseillers en robe rouge et chaperon sur l'épaule, pour remplir les hauts sièges. Ce jour-là, si un président plus ancien que

celui qui devait rendre l'arrêt assistait à l'audience, il lui céda le pas et lui laissait l'honneur de prononcer l'arrêt, en manteau et avec le mortier, avant les fêtes de Pâques, et en robe rouge seulement et chaperon, à la saison d'été. Le président recevait, pour la prononciation de chacun de ces arrêts, une somme de 25 écus à prendre sur les recettes des amendes.

Lorsque ces arrêts se rendaient la veille de Notre-Dame d'août, époque de la clôture des audiences publiques, le président, l'arrêt prononcé, se levait, prenait l'avis des conseillers et déclarait que la Cour mettait fin au Parlement pour les audiences civiles, sauf à pourvoir aux mesures à prendre pour l'expédition des affaires criminelles. « Après quoi, dit le greffier Lacombe, « on commandait aux huissiers de battre et chacun se « retirait content. »

CHAPITRE X

Audiences de la grand'chambre. — Mort des parlementaires. — Mort des avocats. — Assemblées des chambres. — Vacances aux jours de fêtes. — La vie des parlementaires en vacances. — Heures des audiences. — Ironie du greffier Lacombe. — Les présidents de la grand'chambre. — Prérogatives du premier président. — Magistrats de la grand'chambre. — Serment des parlementaires. — Travaux du premier président. — Son entrée au palais. — Entrée du Parlement à l'audience de la grand'chambre. — Les plaideurs à genoux. — Vêtements des plaideurs, des procureurs, des avocats, des praticiens, des écoliers et des prêtres. — Les gentilshommes, les princes, les gouverneurs, les ducs et pairs, les hommes d'église. — L'audience. — Affaires réservées à la grand'chambre.

Sous le règne de Charles VII, en l'année 1444, les audiences de la grand'chambre avaient été fixées aux lundi, mardi et jeudi de chaque semaine. Mais les plaideurs se pressant toujours plus nombreux aux portes du palais, les rois de France, jaloux de voir la justice promptement rendue à leurs sujets, accueillirent leurs plaintes et établirent les Grands-Jours, afin qu'une partie des Parlements se transportât dans les villes et sénéchaussées des provinces, pour y juger les procès en souffrance. Les Grands-Jours devenus insuffisants, François I^{er}, par son édit de 1505, imposa aux Parlements deux nouvelles audiences, les deux audiences de relevée du mardi et du vendredi, depuis le mois de décembre jusqu'au dernier jour du moi de mai. Au Parle-

ment de Toulouse, ces audiences, dites des pauvres, parce qu'on n'y jugeait que des affaires sommaires et de petite importance, furent supprimées en 1554, au moment de l'institution des sièges présidiaux. Elles ne devaient être rétablies, par suite de la peste, des guerres et des agitations de la province du Languedoc, qu'en l'année 1663.

Il arrivait souvent que des fêtes religieuses empêchaient le Parlement de tenir ses audiences à ces trois jours de la semaine : à la Chandeleur, les jours de l'Annonciation, de Saint-Marc, de Saint-Sernin, de Saint-Thomas d'Aquin, de Saint-Jean, de Saint-Étienne, de Saint-Barthélemy, de Saint-Michel, des Saints-Innocents, de Saint-Denis, de Saint-Roch, de la Translation de la Croix, de Saint-Nicolas et de Sainte-Catherine. J'en passe bien d'autres rapportés par Cayron, mais je ne puis oublier la fête des Fleurs de Clémence Isaure. A ces jours de fêtes, la Cour n'entrait au palais que pour entendre la messe solennelle. On fêtait aussi le jour de Saint-Yves, parce que les avocats célébraient cette fête en grande pompe ; pourtant la Cour jugeait au bureau les affaires urgentes. Le jour de Saint-Joseph, le Parlement assistait à une procession et à une messe dans l'église Saint-Sernin, en accomplissement d'un ancien vœu fait pendant une peste ; mais cette audience n'était pas perdue, le Parlement la tenait un autre jour. Aux solennités de la Fête-Dieu, de l'Assomption et de l'anniversaire de la délivrance de Toulouse en 1562, le Parlement assistait aux processions en robe rouge. A la Pentecôte, il ne suivait la procession des châsses de Saint-Sernin qu'en robe noire.

A la mort d'un parlementaire, la Cour n'entrait pas à l'audience le jour des funérailles ; elle ne jugeait que de petits procès au bureau pendant la matinée et se reposait le soir, suivant cette vieille maxime du Palais, que lorsque la Cour se lève le matin, elle dort l'après-dînée. La maxime se trompait ; elle avait oublié les audiences de relevée.

Quand un avocat mourait, on ne suspendait jamais le cours de la justice. Le jour des funérailles de l'avocat Marmiesse, un des plus célèbres avocats de France, un conseiller du Parlement de Toulouse proposa à la grand'chambre de ne pas ouvrir l'audience en signe de deuil. On craignit le retour de motions semblables : afin de tout concilier et d'honorer la grande mémoire de Marmiesse, on décida que l'audience ne s'ouvrirait que pour la forme : on appela quelques procès, sans en plaider aucun.

Enfin, il n'y avait pas audience à la grand'chambre aux jours d'assemblée des chambres pour des affaires urgentes et importantes et aux veilles de la prononciation des arrêts généraux. Il faut se hâter de dire que les audiences n'étaient vraiment perdues que lorsque ces fêtes ou ces jours de deuil se rencontraient un lundi ou un mardi ; s'ils tombaient au jeudi, le Parlement renvoyait l'audience au vendredi.

Les fêtes invariables où le Parlement cessait les audiences, étaient la Noël, Pâques et la Pentecôte. A la Noël, les vacances commençaient l'avant-veille de la fête et se prolongeaient jusqu'au lendemain des Rois. A Pâques, elles allaient du mardi saint à Quasimodo, et à la Pentecôte du jeudi avant la fête au dimanche de la

Trinité. Les vacances duraient de la Notre-Dame d'août à la Saint-Martin d'hiver. On jugeait pourtant les défauts jusqu'au 13 septembre, veille de la fête de la Sainte-Croix. Ce jour-là, en chambres assemblées, le premier président prononçait la clôture des audiences par une courte harangue. Le lendemain, la chambre des vacations commençait ses travaux et ne terminait ses audiences que le 10 novembre, veille de la Saint-Martin d'hiver. A certaines années, pendant les guerres ou les pestes, le Parlement, de son plein gré ou en vertu d'une ordonnance royale, n'entrait pas en vacances et continuait le cours des audiences, ainsi que cela eut lieu en 1502, 1535, 1548, 1553 et 1589. Dès que l'heure de la liberté avait sonné, les parlementaires quittaient leur robe, enfermaient leurs longs cheveux dans une bourse et prenaient l'habit des vacances, en soie grise et à boutons d'or. Mais, même au mois des vacances, la chambre des vacations composée de douze magistrats pris dans les diverses chambres, sous la présidence du premier président, jugeait les petites affaires urgentes. En revenant des vacances, disait le procureur Jean Malesaigne, dans sa *Forme et ordre judiciaire observé à la Cour de Parlement de Toulouse*, « les magistrats reposés reparaissent plus allègres et plus forts. »

L'ordonnance du roi Charles VII, qui réglait le temps de l'ouverture des Parlements et des jours d'audiences, avait aussi réglé les heures des audiences. Elle disait : « Ordonnons qu'en nos cours de Parlement, l'audience
« commencera à sept heures du matin, tout le long du
« temps du Parlement jusqu'à dix heures, fors en carême
« qu'on commencera à huit heures jusqu'à onze heures. »

Mais ces audiences de sept heures, réservées aux petites causes et aux petits avocats, n'étaient que le réveil-matin de la justice.

Plus tard, en 1510, Louis XII rendit une ordonnance pour le seul Parlement de Toulouse : « Voulons
« qu'en notre dite Cour de Parlement de Toulouse,
« comme à Paris et Bordeaux, depuis Quasimodo, l'au-
« dience commence à sept heures du matin jusqu'à
« onze. »

Le greffier Lacombe prend ici un ton de douce ironie :
« L'exécution de ces ordonnances dépend absolument de
« messieurs les présidents, lesquels l'observent ou relâ-
« chent du temps ordonné, suivant l'affluence des affaires
« ou les diverses rencontres qui surviennent, bien que
« pour l'ordinaire, les audiences de carême soient de
« plus de trois heures et qu'en été, sur les derniers mois,
« elles soient de pareille durée.

« Que si, pour plusieurs occasions survenantes, il
« arrive quelquefois que la Cour ne puisse pas entrer,
« il est loisible à celui des messieurs qui y préside,
« de faire gagner sur l'horloge le temps qui s'est écoulé
« et même, dans beaucoup d'autres considérations,
« il peut faire avancer ou reculer cette horloge comme
« bon lui semble, car la direction en appartient à
« celui seul qui préside à l'audience publique, soit de la
« grand'chambre, soit de la Tournelle, sans qu'autre que
« lui s'en doive entremettre que par son ordre et mande-
« ment. »

La plus belle prérogative des premiers présidents était de présider la grand'chambre, que les jeunes conseillers des enquêtes et le greffier Malenfant appelaient quelque-

fois le forum ou la chambre des plaidoyers, *camera placitorum*, et qui prit aussi, dans la bouche des premiers présidents, le nom ambitieux et exclusif de Parlement. En leur absence, ce droit revenait aux présidents à mortier' selon l'ordre de leur réception, aux termes d'une ordonnance de François I^{er}. En l'absence des présidents à mortier, on prenait les présidents de la Tournelle, bien que les conseillers lais de la grand'chambre eussent le titre de présidents en vertu d'une ordonnance de Philippe le Bel. Ils élevèrent, un jour, la prétention de présider et d'écarter de la grand'chambre les présidents de la Tournelle. Par une mercuriale de 1795, le Parlement leur donna tort.

Depuis cette époque, les présidents de la Tournelle ne rencontrèrent aucune opposition, mais par une tradition qui ne paraît avoir jamais été rompue, ils ne prenaient pas d'eux-mêmes la présidence de la grand'chambre et attendaient que la grand'chambre les appelât. A l'heure de l'audience, ils ne descendaient pas directement à la grand'chambre, ils partaient de la Tournelle, se présentaient au bureau de la grand'chambre en disant qu'ils étaient prêts ; de là, ils passaient à la chambre des manteaux, y prenaient la robe rouge, le manteau et le mortier selon la saison, et entraient à l'audience.

Une autre prérogative, dont jouissaient les premiers présidents, comme chefs souverains du Parlement et princes de ce sacré sénat, ainsi que les anciennes ordonnances les appellent, était, les jours d'audiences, d'aller de leur maison au Palais et de retourner du Palais à leurs maisons, en robe rouge, d'entendre ainsi la messe et d'avoir, devant eux et sous leurs genoux, un tapis fleurde-

lysé. Les présidents à mortier remplaçant le premier président laissaient leur robe rouge à la chambre des manteaux, à l'entrée et à la sortie de l'audience ; ils ne sortaient de leurs maisons, en robe rouge, qu'au jour d'ouverture du Parlement. Si tous les présidents en étaient empêchés, la présidence revenait au doyen des conseillers lais de la grand'chambre, qui voulut, une seule fois, prendre la robe rouge et le manteau des présidents avec le mortier ; un arrêt du conseil de 1699 lui défendit de présider autrement qu'en robe noire, à huis clos et de sa place.

Le garde des sceaux de la chancellerie eut, de son côté, la prétention de toujours siéger à la grand'chambre ; mais on protesta. Il eut beau renouveler ses tentatives : le Parlement l'envoya tantôt à la grand'chambre et tantôt à la Tournelle, quelquefois même à la chambre de l'édit, pendant les guerres de religion.

Les conseillers n'arrivaient à la grand'chambre qu'à leur rang et quand ils devenaient les plus anciens de leurs chambres. Les chambres des enquêtes, par lesquelles il fallait passer, étaient la forte école de la magistrature. A la grand'chambre, le nombre des conseillers égalait celui des deux chambres des enquêtes, parce qu'elle jugeait souvent, en appel, certaines décisions émanées des enquêtes ou des requêtes et qu'elle fournissait, chaque année, à la Tournelle, la moitié de ses conseillers. Au dix-huitième siècle, la grand'chambre avait le premier président, quatre présidents à mortier, deux conseillers clercs, et trente conseillers lais, dont douze se détachaient de la grand'chambre pour siéger à la Tournelle, ce qui les réduisait à vingt. Aux audiences so-

lennelles, elle pouvait en rassembler cinquante. De même que dans les divers Parlements de France, les parlementaires de Toulouse prenaient le titre de conseillers d'État, à l'imitation du Parlement de Paris et du grand conseil qui retenaient justement ce titre, parce que le roi parlait en leurs arrêts. La noblesse fut encore un privilège de ces grandes compagnies ; mais elles le perdirent sous Louis XIV qui voulait abaisser leurs pouvoirs. Par une concession des papes, l'excommunication ne pouvait les atteindre, comme représentant la personne du roi dans le gouvernement de la justice.

A leur réception, les parlementaires prêtaient deux serments : l'un religieux, avant l'examen qu'ils devaient subir, et l'autre civil. Ils juraient, au premier serment, à genoux et découverts, entre les mains du premier président et sur l'image du Christ, l'observation des articles de foi catholique, à peine de déchéance de leur office. Dans le second serment et après leur examen, ils juraient de porter honneur et révérence aux chefs de la compagnie, d'obéir aux arrêts et commandements de la Cour et d'observer les ordonnances. Ce serment prêté, le parlementaire allait s'asseoir à la place que le premier président lui assignait. Les gens du roi ne s'asseyaient jamais aux sièges de la Cour, mais au « bas, dit La Rocheflavin, comme j'ai observé aux réceptions des sieurs de Caumels, de Beloy, de Ciron, avocats généraux, de Caminade et de Saint-Félix, procureurs généraux. »

La veille des audiences, ou le matin des jours d'audience, les premiers présidents recevaient des procureurs ou des parties les cartels ou placets des affaires

à plaider, mis par les premiers présidents dans l'ordre qui leur plaisait le mieux. Le jour de l'audience, les huissiers se rendaient chez les présidents pour y prendre les cartels, recevoir leurs commandements et les accompagner au palais à pied, ou monter dans le carrosse des présidents. En entrant dans la cour du Palais et à la descente du carrosse, le premier huissier, pour écarter la foule, marchait devant le premier président, ou le président qui le remplaçait : les deux huissiers de service sur le perron se joignaient à lui et conduisaient le président à la salle d'audience. Là, le premier huissier lui présentait l'aspersoir trempé d'eau bénite et attendait que le président eût récité sa prière. Il le précédait ensuite vers la chambre du conseil, dont il ouvrait la porte, et se retirait dans la chambre des manteaux jusqu'à l'heure de l'audience.

L'heure ayant sonné, le premier président descendait à la chambre des manteaux et prenait, suivant les saisons, le manteau royal et le mortier, ou simplement la robe rouge des mains d'un huissier de la Cour. Si quelque prince, duc et pair, gouverneur ou lieutenant de la province, se trouvait à l'audience, le garde du Palais sortait de leur coffre les carreaux en drap de velours et les offrait à ces hauts personnages ; en leur honneur, le premier huissier prenait le bonnet royal.

Avant l'ouverture des portes, la Cour montait aux sièges ; les gens du roi et les greffiers se plaçaient à des sièges inférieurs et les audienciers en un petit siège plus bas auprès du bureau des greffiers. Les secrétaires évangélistes se mettaient à leur siège ordinaire et après eux, les substituts des gens du roi des sénéchaussées, et de

l'autre côté, après les gens du roi, le substitut des gens du roi au Parlement en titre d'office, sur un banc portatif. Le premier huissier restait debout devant le bureau du greffier criminel, ayant auprès de lui dans le parquet un tabouret couvert d'un tapis fleurdelysé sur lequel il ne pouvait s'asseoir que pendant les plaidoiries des causes d'appel, les autres huissiers rangés en haie hors du parquet de l'audience attendant le commandement du premier président d'ouvrir les portes. Les portes ouvertes, les quatre huissiers de service se dispersaient dans la salle et donnaient entrée aux avocats, aux procureurs et aux plaideurs.

On a déjà vu que dans la première enceinte du parquet se trouvaient deux bancs ornés de tapis, réservés l'un à la noblesse et l'autre aux hommes d'église, aux sénéchaux et aux officiers de judicature ayant des procès. C'est à ce banc des sénéchaux que se placèrent, le 14 février 1529, les ambassadeurs de Charles-Quint, présentant au Parlement le traité de paix conclu après la captivité du roi de France. Les députés des États généraux se plaçaient au contraire au banc de la noblesse.

Les plaideurs qui n'appartenaient ni à la noblesse, ni à l'église, ni à la justice, ne pouvaient entrer dans le parquet de l'audience qu'en s'agenouillant, la face tournée vers le premier président. On permettait parfois aux bourgeois de s'asseoir au banc de la noblesse ou de se tenir debout à l'entrée du parquet à côté des huissiers ; mais les présidents rappelaient les huissiers à l'observation de ces règles sévères et leur commandaient de faire mettre à genoux les plaideurs roturiers ou de les éloigner du parquet.

Ils veillaient aussi avec une extrême sollicitude à la décence des vêtements des plaideurs, des procureurs et des avocats, des praticiens, des écoliers et des prêtres qui ne devaient se présenter devant la justice, qu'avec modestie et suivant leur condition. Ils n'auraient pas toléré qu'on enfreignît les ordonnances prohibant de porter des étoffes brillantes, du passement de Milan, du point coupé de Flandres ou de Gênes. Le Parlement ne tardait pas à punir ceux qui violaient ces édits royaux. Un jour, deux plaideurs ayant pris place au banc de la noblesse, en manteaux d'écarlate garnis de clinquant, la Cour, sur la réquisition des gens du roi, fit conduire ces plaideurs à la conciergerie, confisqua les manteaux, les fit vendre et en distribua le prix aux pauvres prisonniers. Un autre jour, un gentilhomme du Vivarais arrivant à l'audience avec un rabat de point coupé allait recevoir le même châtiment ; il s'excusa en disant que l'édit du roi n'avait pas encore été publié dans sa province. La Cour se borna à lui enjoindre par un huissier de sortir de l'audience et de quitter son rabat. Un seigneur, plus arrogant, fut envoyé à la conciergerie où on le dépouilla de son rabat de dentelles.

Le Parlement n'oubliait pas de faire exécuter, avec la même rigueur, l'ordonnance de François I^{er} qui interdisait aux gentilshommes de monter aux sièges de la Cour avec les éperons et l'épée. Aux séances d'entrée des gouverneurs de la province, quatre huissiers se tenaient aux portes et faisaient enlever les éperons et les épées ; seuls, les princes, les gouverneurs et les ducs et pairs pouvaient entrer au palais l'épée au côté, mais sans éperons. Si quelques roturiers ou praticiens se hasardaient

à paraître armés, bottés ou éperonnés à l'audience, les huissiers se hâtaient de les prendre au corps et de les expulser. Heureux ceux qu'on ne condamnait pas à l'amende ou à la prison.

Les hommes d'église n'étaient pas épargnés. Plus d'une fois, de rudes censures humilièrent, en pleine audience, des prêtres en manteaux courts, portant manchettes ou rabats qui sentaient le courtisan, et ceux dont la chevelure semblait trop longue et trop efféminée. Il y a même un arrêt enjoignant à un écolier de faire couper ses longs cheveux bouclés. On défendait aussi aux praticiens d'avoir de longues barbes ; les indociles et les mutins étaient rasés de force, ainsi qu'on le voit dans un arrêt du 31 mai 1628, et dans un autre arrêt de 1638.

La Cour entrée, et les places prises par les avocats, les procureurs et les parties, le premier président donnait ses ordres sans se découvrir jamais à la grand'chambre où il portait le bonnet royal, si ce n'est en présence du roi, ou quand on parlait du nom sacré de Dieu, du saint sacrement et de la vierge Marie. Le premier huissier, debout durant toute l'audience auprès du bureau du greffier criminel, appelait les cartels. En cas d'empêchement du premier huissier, le premier président en désignait un autre à sa volonté, mais ce dernier ne pouvait prendre le bonnet royal, ni même se couvrir du bonnet noir.

Au quinzième et au seizième siècle, c'est à la grand'chambre que les gouverneurs, les lieutenants de la province et les juges-mages venaient présenter leurs lettres de provision et réclamer leur réception publiquement et les portes ouvertes. Ils devaient alors se désarmer et

remettre leur épée aux mains de l'huissier : on ne laissait l'épée qu'aux chevaliers de Malte, créés pour défendre la chrétienté contre les infidèles et restant armés même à la sainte table. Au jour de ces entrées, un capitaine des gardes, l'épée nue, un président et deux conseillers allaient recevoir le gouverneur ou le lieutenant général sur le perron dont ils descendaient deux degrés et l'accompagnaient à sa place à la grand'chambre. Cette place était marquée par un drap de velours violet à fleurs de lys d'or, par un carreau servant de siège et par un autre carreau pour les pieds. Puis, le gouverneur ou le lieutenant général faisait un compliment et le premier président lui répondait.

Avec le temps, ces belles cérémonies perdirent de leur éclat ; on n'en retrouve plus la trace après la réception du comte de Tournon en 1639 et des seigneurs de Roquelaure, d'Albret et de Noailles. On se contentait d'aller au bureau, sans pompe et sans bruit.

On eut plus de souci à observer les règles de la présentation des lettres de grâce. Les guichetiers de la prison transféraient le condamné, les fers aux pieds, de la conciergerie au parquet de l'audience. C'est en cet état que parurent à diverses reprises, devant la Cour, le comte de Noailles, sénéchal du Rouergue, et beaucoup d'autres seigneurs condamnés à mort. Une fois entré au parquet, le condamné, tourné vers le siège du premier président, fléchissait les genoux et restait agenouillé pendant la plaidoirie et jusqu'à la prononciation de l'arrêt. On ne permettait qu'aux conseillers du Parlement de présenter leurs lettres de grâce, en robe, sans fers aux pieds, debout et sans jamais s'agenouiller, ainsi que cela se fit

pour le conseiller aux requêtes Roux de Puyvert, qui n'en devint pas moins président à mortier.

La main levée sur l'évangile de la Passion, le condamné répondait aux questions que lui adressait le premier président, et la Cour, après avoir examiné si les faits exposés par les lettres de grâce étaient vrais ou mensongers, entérinait ou rejetait ces lettres, selon qu'elles lui semblaient « obreptices ou subreptices ». Une femme condamnée à être pendue pour avoir tué son mari, ayant présenté un jour ses lettres de grâce, il y eut partage au Parlement, qui finit par rejeter les lettres royales et prononcer de nouveau la peine de mort. Si la grâce était entérinée sans amende, la Cour commandait aux geôliers d'enlever les fers et de mettre sur-le-champ le condamné en liberté. En cas d'amende, les geôliers le ramenaient en prison.

Les lettres de pardon accordées aux complices des meurtriers se produisaient avec les mêmes humiliations. On apportait la même solennité dans la présentation des lettres d'abolition obtenues par des condamnés à mort pour des attentats extraordinaires contre l'Église et les villes et pour crimes d'impiété, sacrilège et rebellion à main armée. On usa d'abord de semblables rigueurs envers les duellistes graciés par les rois à leur joyeux avènement à la couronne, ou à leur entrée dans quelque grande ville du royaume; on se contenta, plus tard, d'entériner ces lettres de pardon en l'absence du condamné laissé en prison, jusqu'au moment de l'arrêt d'abolition. Cette fois, la Cour se bornait à examiner si le duel avait mérité la condamnation et si le condamné s'était soumis au châtiment imposé par son crime.

CH. X. — AFFAIRES RÉSERVÉES A LA GRAND'CHAMBRE 261

Si les crimes constituaient une révolte contre le roi ou une trahison, le roi pouvait pardonner, selon son bon plaisir, sans que le Parlement eût le droit de rechercher la vérité des faits exposés à son audience d'entérinement. Il entérinait ces lettres de pardon, hors la présence des condamnés, en accomplissant ainsi une pure formalité. Le roi prenait alors sur lui toute la justice ou l'injustice du pardon.

C'est le greffier en chef qui lisait ces lettres ou édits du roi et, en son absence, le greffier criminel ou le greffier des présentations, ou un secrétaire évangéliste. Parfois même, le greffier audiencier se chargeait de cette lecture ainsi que le fit le greffier Lacombe, à une année de peste et pendant la maladie des grands greffiers. Quand ces greffiers se dispensaient sans motifs de ces sortes de lectures, on les condamnait à l'amende. Le Parlement les traitait sans merci.

CHÂPITRE XI

Les plaidoiries. — La Saint-Yves. — Les avocats plaidant pour eux-mêmes. — Les réquisitions et les conclusions des gens du roi. — Écriture d'argent donné par les capitouls. — Le pas sur les greffiers accordé aux gens du roi. — Affaires plaidées à la grand'chambre. — Manière de rendre les arrêts. — Partage. — Les conseillers clercs et les affaires criminelles. — Prononciation des arrêts. — Appels comme d'abus. — Amendes de fol appel. — Les doyens. — Flagrants délits à l'audience. — Les causes grasses. — La Tournelle. — Les devoirs des greffiers. — Le sceau du Parlement.

Plaider, c'est se battre. C'est le vieux Beaumanoir qui l'a dit, en ajoutant qu'il fallait de bons combattants à ces batailles de la parole ou de l'épée. La plaidoirie était le royaume des avocats. Les procureurs plaidaient pourtant au Parlement de Toulouse des affaires sans importance et des questions de procédure. Ils avaient surtout à préparer les procès aux avocats, sans prétendre à plaider, sous peine d'amende, et le Parlement les obligeait à assister les avocats pendant les plaidoiries, la tête découverte et le bonnet à la main dans la première enceinte, sans s'agenouiller, ni se mettre hors de l'enceinte du barreau, selon la coutume de quelques Parlements.

Les avocats plaidaient dans la première enceinte du barreau, tête nue, en parlant des matières appelées grandes ou petites entrées. Dans les causes d'appel, il mettaient le chaperon fourré sur l'épaule gauche et le président les engageait à se couvrir. Par un respectueux

hommage envers la justice, ils attendaient toujours la deuxième ou troisième invitation du président, avant de se couvrir de leur bonnet. Souvent, de nobles plaideurs, des hommes d'église, de justice ou d'épée assistaient les avocats. Le président, voulant les honorer, disait alors : « Avocat, couvrez-vous, et votre partie aussi. »

A la fête de Saint-Yves et au jour de leur réception, les avocats payaient 3 livres pour le pain bénit donné à l'église. Le jour de Saint-Yves, on célébrait la messe à l'église de la rue Nazareth sur les murs de laquelle quelque clerc de la basoche avait charbonné ces trois vers fameux de la prose chantée en l'honneur de saint Yves :

Sanctus Yves erat Brito,
Advocatus et non latro,
Res miranda populo.

Quand un avocat voulait plaider dans sa propre cause, il en sollicitait l'autorisation de la Cour, qui lui imposait l'obligation de se faire assister d'un autre avocat et d'un procureur. A la fin de sa plaidoirie, il cédait la parole à l'avocat qui l'assistait et qui lisait les conclusions, une partie ne pouvant jamais ni requérir ni conclure.

Cette faveur de plaider dans sa propre cause était parfois accordée à des parties qui n'appartenaient pas au barreau. C'est ainsi qu'on vit plaider, un jour, au Parlement, un Irlandais qui disputait à un Provençal une place de régent à Montpellier ; plus tard, un gentilhomme de Saintonge contre sa fille, et, enfin, un conseiller au Parlement de Paris, dans une cause évoquée et renvoyée au Parlement de Toulouse.

Les gens du roi parlaient, au parquet, à leurs places ordinaires, debout, faisant signe d'ôter leur bonnet dans toutes les causes et le remettant aussitôt, sans attendre l'invitation de se couvrir. Dans les affaires importantes, dès que le premier avocat général commençait à parler, le procureur général se levait pour montrer que le premier avocat général parlait en son nom. Il ne se levait pas quand le second avocat général prenait la parole, parce qu'étant assis entre les deux, il aurait empêché le second avocat général de voir la Cour et d'être vu par elle. Au procureur général « l'œil du Parlement et la sentinelle vigilante des magistrats » revenaient l'action publique dans le ressort et la poursuite des crimes et délits ; aux avocats généraux l'audience et la parole. Le jour de leur installation, les capitouls complimentaient les avocats du roi et leur offraient, en présent, une écritoire d'argent. Les gens du roi n'assistaient pas aux délibérations de la chambre du conseil, mais à l'audience, ils parlaient sans jamais être interrompus, même quand l'heure de l'audience était écoulée, parce qu'ils représentaient le roi et que le roi ne devait jamais être interrompu. Leurs substituts se plaçaient, en prenant la parole, au bout du barreau, du côté du banc des sénéchaux. La Cour les invitait à se couvrir, bien qu'ils ne plaidassent que des entrées ; ils ne pouvaient se couvrir sans cette invitation ; on les assimilait alors aux avocats.

Ce n'est qu'à la fin du règne de Henri IV ou au commencement du règne de Louis XIII, que les gens du roi eurent le pas sur les greffiers. Au quinzième siècle, les greffiers marchaient devant eux. En l'absence des gens

du roi, le Parlement les remplaçait par un avocat : c'est ainsi qu'à la mort de l'avocat général Daffis, aucun des gens du roi n'étant au palais, le Parlement commit l'avocat Charles Benoît pour remplir l'office d'avocat général.

A certaines audiences, et en vertu d'une ordonnance royale de 1510, se présentaient les lieutenants et substituts des gens du roi des sénéchaussées du ressort, les lieutenants pour y répondre du jugement des causes d'appel, et les substituts afin de soumettre à la Cour la déclaration des appels venant de leur siège, et de prémunir les gens du roi contre les fraudes et les surprises de nature à porter atteinte au domaine de la couronne et à l'intérêt public. Les lieutenants et les juges-mages se plaçaient alors au bout du banc des sénéchaux ; les substituts allaient s'asseoir à la suite des secrétaires.

A la grand'chambre se débattaient les plus graves affaires et se discutaient les questions de droit les plus importantes et les plus ardues : questions de légitimité, de bâtardise, d'hérédité féodale ou roturière, de rivalités de corporations, de police des collèges, de querelles d'église, de familles, de couvents et de maisons hospitalières, tous les grands intérêts des hommes et des cités, les différends des princes et des seigneurs, des évêques et abbés et des rois eux-mêmes. Toutes les souffrances de cette société en désordre, cherchant sa règle et son guide allaient, emportées par le courant, à ce foyer de justice nationale. Le Parlement se considérait comme le gardien de la fortune publique et privée.

On réservait aussi, à la grand'chambre, certaines affaires criminelles à l'exclusion de la Tournelle, les causes renvoyées par le roi, la cassation d'exploits relatifs à la juridiction du Parlement, les présentations d'exoines, les requêtes civiles envers les arrêts, même de la Tournelle, l'appel des sentences des capitouls et des bourses de commerce et la présentation des lettres de grâce, de pardon, d'abolition, de rappel de ban et des galères. On ne pouvait poursuivre qu'à la grand'chambre la réception des avocats, les appels comme d'abus, la publication des enchères par décret ; la lecture des édits requérant publication ne devait être faite et publiée qu'à cette chambre.

Pour rendre un arrêt, il fallait sept membres de la Cour. Dans les petites affaires, les présidents ne se levaient pas pour prendre les avis, ils prononçaient les arrêts en ne consultant que leur conscience ; mais dans les procès qui commandaient une délibération, ils se levaient, saluaient la Cour en ôtant le mortier ou le bonnet et commençaient à recueillir les voix à leur gauche, du côté des conseillers clercs, selon une vieille tradition remontant aux époques où les conseillers clercs étaient gens de lettres, d'église ou de justice, et renommés pour leur science. Les présidents se tournaient ensuite vers le côté droit où siégeaient les barons et les conseillers laïcs. Une ordonnance de 1667 exigea plus tard que les membres de la Cour fussent au nombre de dix pour rendre leurs arrêts. Les conseillers récusés se retiraient de l'audience ; les présidents récusés cédaient leur siège à un autre président ou au plus ancien conseiller et pouvaient rester dans la salle. Dans ce cas, l'affaire se

jugeait à huis clos. En délibérant, la Cour se groupait en rond autour du président. Si un prince siégeait à l'audience, il oubliait son titre de prince et opinait à son tour comme un conseiller.

Le plus ancien des conseillers clerks opinait le premier; après les conseillers clerks, le doyen des conseillers laïcs et les conseillers laïcs donnaient leur avis, et après les conseillers laïcs, on venait aux princes, gouverneurs et prélats, mais en remontant, de peur que la liberté des prélats ne fût gênée par l'opinion des gouverneurs et des princes. On adopta pourtant l'usage de laisser opiner les gouverneurs et les lieutenants généraux avant le doyen de la Cour. En opinant, chacun levait son bonnet aux premières paroles et se couvrait ensuite si son avis était de longue haleine.

Dans ses *Parlements de France*, M. de Bastard, s'est trompé en disant que les présidents et les anciens conseillers motivaient seuls leurs avis et que les jeunes conseillers n'opinaient que du bonnet, par déférence envers les anciens. A tout âge et à tout rang, les conseillers avaient le droit d'opiner. Les présidents en demandant leurs avis aux autres présidents, aux princes et aux ducs et pairs, levaient leur mortier; ils ne le levaient pour les autres que par courtoisie; il leur suffisait de les avoir salués en se tournant de leur côté, au moment où la délibération allait s'engager. Au Parlement de Paris, les présidents ne levaient pas leur mortier, même en s'adressant aux ducs et pairs.

On déclarait le partage, non seulement lorsque les voix étaient en nombre égal, mais encore lorsqu'il y avait une voix de plus pour une opinion, si ce n'est en

matière criminelle où le partage était déclaré, quand une opinion surpassait l'autre d'une voix. On finit, quand les avis étaient égaux ou ne différaient que d'une voix, par passer au plus doux selon le mot du vieux Palais. Pour les affaires à appointer au conseil, le tiers des voix suffisait, aux termes d'une ordonnance de François I^{er} de l'année 1535. Les partages se portaient de l'audience au bureau et à la chambre du conseil où ils se vidaient sans nouvelles plaidoiries, à moins que la décision n'en fût trop longtemps différée. Si le partage continuait à la grand'chambre, on le vidait à la première chambre des enquêtes en matière civile, et à la Tournelle en matière criminelle. Quand le partage intervenait à la première des enquêtes, on le portait à la seconde et, en cas de nouveau partage, à la troisième, et si la troisième se partageait, à l'assemblée générale où les conseillers des requêtes assistaient sans opiner. En 1535, on décida que deux frères ne pourraient pas opiner en cas de partage et qu'on ne compterait que la voix de celui qui aurait parlé le premier. Lorsque les chambres assemblées se partageaient, on renvoyait l'affaire au Parlement de Bordeaux, de même qu'au Parlement de Toulouse étaient renvoyées les affaires partagées au Parlement de Pau. Par une tradition séculaire, dans les procès enveloppés d'obscurités et de pièges, le Parlement, afin de recevoir l'inspiration et la vérité de Dieu, ordonnait des prières sur les reliques de saint Antoine, le père des solitaires d'Égypte, apportées dans l'abbaye de Lézat par un chevalier revenu de la croisade.

Suivant un autre édit de 1540, les conseillers clercs n'assistaient jamais au jugement définitif des affaires

criminelles suivies de peines afflictives. Ils opinaient, du moins, en matière de présentation de lettres de grâce accordées à un condamné à mort.

Les avis recueillis, les présidents reprenaient leur siège et prononçaient l'arrêt. Pendant de longues années, ce nom d'arrêt ne fut donné qu'aux décisions de la grand'chambre, qui se servait de ces termes : « Met
« l'appellation à néant. » Les autres chambres donnèrent aussi ce nom d'arrêt à leurs décisions. Une ordonnance de 1539 condamnait les plaideurs perdant leurs procès à une amende de 60 livres parisis, en « punition de la malice ou chicane extraordinaire des
« parties » ; mais le peuple du Languedoc étant pauvre, le Parlement ne prononçait que rarement cette amende de fol appel. En matière d'appel comme d'abus, on infligeait toujours l'amende aux appelants téméraires ; si la Cour accueillait leur appel, le juge d'église payait l'amende. On n'en déchargeait que les religieux et religieuses mendiants ou les proches parents. Afin de diminuer le nombre toujours croissant des requêtes civiles et de maintenir les parties dans le respect dû aux arrêts du Parlement, on ne manquait pas de punir d'une amende tous ceux qui élevaient à tort de pareils procès. Tous les arrêts étaient sans motifs : le rapporteur les dictait au greffier ; de là leur nom de *dictum*.

Les doyens jouissaient de grands avantages et d'une juridiction particulière. Dans les cérémonies publiques, en l'absence d'un président, ils portaient le mortier et le manteau et prenaient rang de président. Aux assemblées générales des chambres, ils ne prenaient le mortier et le manteau qu'en l'absence de tous les présidents pour

présider le Parlement. Ils passaient alors avant les présidents des enquêtes et des requêtes, à moins que l'un d'eux ne fût lui-même doyen des conseillers de la grand'-chambre. Ils finirent par avoir un costume qui les distinguait des conseillers, une épitoge, une cape bordée d'hermine, à la différence de la cape des présidents, entièrement fourrée d'hermine. Aux grandes séances du Parlement, ils marchaient précédés des chevaliers d'honneur et se plaçaient à la droite du premier président ; ils ne cédaient leur place aux plus grands personnages que sur un ordre du roi. Ils ne voulurent jamais laisser le pas aux maîtres des requêtes et aux grands maîtres des eaux et forêts. Leurs gages furent portés, sous Louis XV, presque au double des gages des conseillers ; ils fixaient eux-mêmes leurs épices, sans être soumis au contrôle du premier président et exerçaient une surveillance spéciale sur l'enclos du palais, le doyenné, comme on l'appelait alors, sorte de cité, avec ses murs, ses portes et sa police et séparée du reste de la ville. Là demeurait l'horloger du palais ; des marchands y tenaient boutique ouverte et payaient au doyen un droit de place. Il avait l'administration de cet enclos et pouvait accorder aux ouvriers droit de maîtrise. Quelques membres du Parlement se logeaient parfois dans l'enceinte du Palais. Au doyen appartenait, au premier degré, sauf l'appel, la connaissance des délits commis dans cette enceinte. C'est ainsi que le doyen Dominique de Bastard y fit fouetter, un jour, un receveur des gabelles trop jaloux de l'exécution d'un édit sur la perception des vins.

En ce temps-là, comme au nôtre, les larrons et coupeurs de bourse se glissaient au Palais et se laissaient

prendre parfois en flagrant délit. Les huissiers les emmenaient au parquet de l'audience où la Cour procédait, sur-le-champ, à l'information et à la condamnation, en quelque chambre qu'elle siégeât. A la différence des procédures ordinaires où les déclarations des témoins n'étaient rendues publiques qu'au jour des confrontations, la Cour entendait les témoins en présence des prévenus qui pouvaient discuter ces témoignages. Un avocat posait des conclusions pour la partie plaignante et un avocat nommé d'office défendait le prévenu. Les gens du roi prenaient, à leur tour, leurs réquisitions et la Cour, séance tenante, rendait son arrêt et faisait pendre souvent les larrons aux branches de l'ormeau de la Cour du palais.

Une fois par an, le Parlement se détournait de son austère et grande mission pour se délasser aux plaidoiries des causes grasses. Le jour du mardi gras, pendant une heure, il laissait flotter les rênes et permettait aux avocats de plaider, en se jouant, un procès d'une nature originale et plaisante. Il ne faudrait pas croire pourtant que le barreau se livrât, dans ces causes grasses, à des bouffonneries sans pudeur et sans frein : les avocats savaient mêler l'ironie et l'esprit à la science du droit et ne franchissaient pas les limites du respect envers les magistrats. La règle était : *Ne in vitium libertas excedat*. On eut à rayer, trop souvent, du rôle ces affaires aimables ; la peste ou les guerres les exilaient du Palais. Ces audiences charmantes n'avaient que la durée d'une heure, à la saison des joies intérieures de la famille et des fêtes bruyantes de la cité.

Un abîme, disait le greffier Lacombe, séparait les

causes grasses des affaires de la Tournelle. A Toulouse, la Tournelle instituée quelques années après le rétablissement du Parlement par Charles VII, de 1444 à 1461, devint permanente par ordonnance de François I^{er}, et se composa de divers conseillers pris à leur tour à la grand'chambre ou aux enquêtes, « afin, dit La Roche-flavin, de rendre capables les jeunes conseillers, « du jugement des affaires criminelles autant que des « civiles et pour le soulagement des anciens qui sont « en la grand'chambre ». Il a dit aussi, en parlant de la Tournelle de Paris, où les magistrats allaient, de trois mois en trois mois et à leur tour, qu'on prit cette mesure « de peur que l'accoutumance de juger les criminels n'altérât leur douceur habituelle ». Cet usage se perdit vers la fin du dix-huitième siècle. De là vint à cette chambre, dit le greffier Lacombe, le nom de Tournelle. On peut croire plutôt que la Tournelle de Paris avait pris son nom de la tour du Palais où elle tenait ses audiences, et qu'elle donna son nom à toutes les chambres criminelles des autres Parlements de France.

A Toulouse, le service criminel durait trois ans et parfois quatre ans, comme le service civil. Les grands procès criminels s'instruisaient par écrit ; le juge entendait deux fois chaque témoin : c'était là l'information et le récolement. Puis, venaient les interrogatoires et les confrontations. L'instruction terminée, le magistrat instructeur faisait son rapport à la Tournelle assemblée, en l'absence des témoins et jusqu'au dix-huitième siècle en l'absence des accusés, à moins que leur comparution ne fût demandée par trois conseillers. La Tournelle pouvait arrêter, à son gré, les poursuites criminelles, en cas

de transaction entre le prévenu et le plaignant, dans les crimes ou délits n'emportant pas une peine afflictive. On ne prononçait jamais à la Tournelle de Toulouse la peine de mort aux audiences de relevée ; à la différence des chambres civiles, ses arrêts pouvaient être rendus à la majorité d'une voix. Elle passait pour une des plus rudes de France. Il y fut pourtant décidé, ainsi que cela résulte d'une délibération consignée aux registres secrets, qu'en cas de partage, l'arrêt serait rendu *in miliores*, conformément à l'opinion la plus douce.

La Tournelle siégeait publiquement, aussi bien que la grand'chambre, le vendredi matin ou dans la matinée du mercredi, si le vendredi était un jour férié ou se trouvait pris par la grand'chambre. En pareil cas, la Tournelle députait un de ses membres à la grand'chambre pour demander son agrément ; l'autorisation accordée, la Tournelle en informait les gens du roi et les invitait à requérir cette autorisation à la fin de l'audience de la grand'chambre. Le premier président, sur ces réquisitions, recueillait les avis et disait : « La Cour octroie la tenue de l'audience en la Tournelle à mercredi. » Puis, le premier huissier allait publier cette autorisation, en frappant de sa baguette à la salle des procureurs. Plus tard, la Tournelle donna, le mardi, audience de relevée.

Ces audiences se tenaient en la forme de celles de la grand'chambre, avec cette différence pourtant que les présidents ne portaient ni manteau ni mortier, mais seulement la robe rouge et le bonnet noir carré. A la Tournelle de Toulouse siégeaient toujours trois présidents à mortier et dix conseillers ; au dix-huitième siècle il y eut cinq présidents à mortier et dix-huit conseillers réduits

à seize en 1775. On y jugeait en premier ressort tous les crimes, et en appel toutes les affaires criminelles des juridictions inférieures. Le premier président pouvait, à son gré, présider la Tournelle, de même que les autres chambres, en sa qualité de chef souverain de la Cour ; il n'usait que rarement de ce privilège et ne présidait guère la Tournelle qu'en l'absence ou en cas de maladie du président, en simple robe rouge et bonnet noir, le premier huissier n'y portant ni robe rouge, ni bonnet royal. Quand une affaire paraissait assez grave au Parlement pour demander la réunion de la grand'chambre et de la Tournelle, le Parlement s'empressait de l'ordonner ; mais le droit de délibérer appartenait alors à la grand'chambre et non à la Tournelle qui pouvait provoquer la délibération sans participer à l'arrêt. A ces réunions, au moment où la Tournelle entrait à la grand'chambre, les conseillers des enquêtes, de service au criminel, se retiraient : ils ne restaient sur leurs sièges qu'en assemblée générale de toutes les chambres.

A la Tournelle, on ne donnait pas séance aux ducs et pairs, prélats, maîtres des requêtes ou membres des autres Parlements. Le greffier criminel y avait un bureau auprès duquel écrivait un greffier audiencier sur un tabouret. Les gens du roi parlaient au bout du banc du barreau ; en 1615, ils eurent, de l'autre côté du bureau du greffier, un banc couvert d'un tapis à fleurs de lys.

Les règles en vigueur pour les audiences de la grand'chambre s'appliquaient à celles de la Tournelle pour l'arrivée des présidents, leur costume, les cartels, l'appel du rôle et les devoirs des avocats, des procureurs et des huissiers.

Le greffier Lacombe ne pouvait oublier les devoirs des greffiers. Je ne saurais mieux faire que de le citer :

« Ils se trouvent à la chambre des manteaux avant
« l'audience et suivent Messieurs lorsqu'ils y vont pren-
« dre leur séance avant l'ouverture des huis, portant
« leur robe noire et bonnet carré, avec leur équipage
« pour écrire. Ils ne doivent point s'asseoir jusqu'à ce
« que messieurs les présidents commandent d'ouvrir.
« Alors ils s'appliquent à ce qui est de leur fonction, qui
« est de retenir, avec toute l'agilité possible, tant les
« plaidoyers des procureurs et avocats que les arrêts de
« la Cour, à quoi ils doivent vaquer avec une attention
« si forte qu'elle ne peut pas souffrir qu'ils soient dis-
« traits, le moins du monde, sans qu'il n'y survienne de
« préjudice et parce qu'en la grand'chambre, tant le
« greffier audiencier civil que le criminel ont droit d'y
« écrire chacun aux matières qui lui appartiennent, il
« faut remarquer que lorsque l'un écrit, l'autre se peut
« couvrir de son bonnet.

« Après la tenue de l'audience, ils mettent, en leur par-
« ticulier, les arrêts au net et portent après le cahier de
« l'audience à messieurs les présidents qui l'ont tenue,
« pour les voir et corriger s'il y échet, sans le signer,
« remettant ainsi toute l'audience à la seule loi des au-
« dienciers, de sorte qu'il est bien nécessaire qu'ils
« soient d'une probité bien connue et exempte de toute
« corruption. Aussi ne trouve-t-on pas que depuis
« l'institution du Parlement que la Cour a consigné,
« entre les mains des audienciers, ce trésor sacré de
« ses arrêts contenant la fortune et l'honneur des par-
« ticuliers, qu'il s'en soit trouvé aucun coupable d'une

« aussi grande lâcheté que d'abuser de cette confiance,
« et j'ose espérer, avec la grâce de Dieu, que leurs dé-
« portements à l'avenir ne donneront pas sujet de chan-
« ger cet ordre si avantageux à leur réputation, laquelle
« ils conserveront avec autant de jalousie que leurs
« devanciers. »

Le greffier Lacombe a oublié de parler du sceau du Parlement : c'était l'écu de France surmonté d'une couronne à neuf fleurons trilobés au-dessus de laquelle s'élevait le buste d'un ange aux ailes éployées. A côté de l'écu, deux buissons fleuris se dressaient chacun sur une montagne. Autour de l'écu on lisait cette légende : *Sigillum Francisci Francorum regis, in patria occilana ordinatum*. Le contre-sceau portait un semis de fleur de lys avec la légende : *Contra sigillum regis in patria occitana*.

CHAPITRE XII

Audiences privées et à huis clos. — Saison où finissaient les audiences publiques. — Récusations. — Le Parlement, corps lai et non ecclésiastique. — Audiencias des enquêtes. — Audiencias privées de la grand'chambre. — Peines contre les huissiers inexacts. — Heures matinales. — Mesure prise contre les parlementaires en retard. — Chambre des requêtes. — La Table de marbre. — Audiencias extraordinaires. — Assemblées générales des chambres. — Mesures disciplinaires. — La décence des vêtements. — Les reddes des prisons.

C'est encore le greffier Lacombe qui parle ainsi : « Le principal relief de la dignité des audiences publiques est en conformité avec l'ancien usage de nos rois et particulièrement avec celui du parfait exemplaire de sainteté et de piété, saint Louis, de qui l'on peut appeler le règne une continuelle audience ouverte à tous ses sujets, puisqu'il y employait jusqu'aux heures même de ses innocentes récréations au bois de Vincennes.

« On pourrait s'étonner d'abord pourquoi l'on a introduit dans les Parlements une autre sorte d'audience qu'on appelle privées et à huis clos, comme si cette plénitude de lumière, qui reluit dans l'éclat et dans la majesté des audiences publiques, pouvait souffrir quelque défaillance dans la restriction qu'on semble lui donner aux audiences privées, ou bien encore comme si la justice, fille du ciel, pouvait recevoir quelque diminution de sa pureté. »

Le Parlement établit ces audiences privées et à huis clos pour le jugement des procès dont la triste publicité aurait porté atteinte à la moralité publique. Il voulut aussi qu'on jugeât à huis clos les affaires où, par suite de récusations, le nombre des juges devenait insuffisant et surtout dans les affaires où le président se trouvait récusé par une des parties. Il ne croyait pas de la dignité de la justice qu'un président quittât son siège pendant les plaidoiries d'un procès dont il ne pouvait connaître ; il aimait mieux, en renvoyant ce procès devant un autre président, poursuivre l'audience à huis clos.

On ordonnait encore le huis clos à la période de l'année où venaient de cesser les audiences publiques, pour les plaidoiries des affaires qui ne pouvaient être jugées que les portes ouvertes : appel comme d'abus, requête civile, élections consulaires, lettres de grâce, d'abolition et dans les diverses causes dont le retard eût été un dommage ou un danger.

Aux deux chambres des enquêtes, composées des plus nouveaux conseillers et affectées spécialement aux procès par écrit, tout se passait à huis clos. On y jugeait toutes les affaires renvoyées par la grand'chambre et par la Tournelle qui n'en pouvaient connaître par suite de récusation. On n'y entendait que la voix du commissaire rapporteur du procès, accompagnée du bruit régulier de l'horloge.

Les présidents des enquêtes et pour n'en citer qu'un, le président de Cambolas, ne souffraient pas que ces affaires venues de la grand'chambre ou de la Tournelle fussent secrètement jugées ; ils ordonnaient de laisser

les portes ouvertes. Quand un des Messieurs de la grand'chambre ou de la Tournelle, plus ancien que le président, arrivait aux enquêtes pour y vider un partage ou autrement, il ne prenait place qu'après lui, à sa droite s'il était lai, et à sa gauche s'il était clerc, avant les conseillers plus anciens des enquêtes. Les conseillers ne suivaient l'ordre de leur réception qu'aux audiences publiques. A Toulouse, les présidents des enquêtes et des requêtes n'avaient pas, comme à Paris, la préséance sur tous les conseillers. Si on leur donnait, aux assemblées des chambres, place au premier banc des conseillers de la grand'chambre, partout ailleurs, en corps ou en députation, ils ne marchaient et ne se plaçaient que suivant l'ordre de leur réception.

On ne tenait jamais les audiences à huis clos les jours d'audience publique, si ce n'est à la Tournelle pour certaines affaires urgentes. Les jours attribués aux audiences à huis clos étaient le samedi et parfois le mercredi, si la Tournelle ne siégeait pas. Quand il y avait concours des chambres pour juger ces sortes d'affaires, la grand'chambre passait la première ; les deux autres prenaient leur tour, selon le jour de leurs audiences ordinaires.

On contesta quelquefois à la chambre des enquêtes le droit de siéger après Notre-Dame d'août, la saison où se fermaient les audiences publiques ; la chambre des enquêtes résista et tint les audiences privées à cette saison, aussi bien que dans le cours de l'année. On vit même siéger la chambre des enquêtes le jour de la fête de saint Nicolas ; mais cela ne se renouvela plus.

A ces audiences privées et à huis clos, en cas de récusation ou d'absence du président, le plus ancien conseiller le remplaçait. On n'allait pas, comme aux audiences publiques, chercher un président à mortier. A la grand'chambre ou à la Tournelle, cet honneur ne pouvait revenir qu'à un conseiller lai, pour marquer ainsi que le Parlement était un corps lai et non ecclésiastique. C'est pour cette raison qu'autrefois on donnait le titre de présidents aux conseillers lais de la grand'chambre : on ne qualifiait que de résidents les conseillers clercs. Aux enquêtes, un conseiller lai ou un conseiller clerc prenait la présidence, en vertu de l'édit de Philippe le Bel qui fit présider les enquêtes par un évêque. Pendant bien des années, les présidents des enquêtes avaient été d'ailleurs des prêtres ou des conseillers clercs choisis par le Parlement. On finit même, dans la rédaction des arrêts, par rayer à la suite du nom du conseiller qui présidait accidentellement, le mot *y présidant* pour ne mettre que le mot de *président* à la suite du nom du conseiller. Mais les conseillers ne pouvaient jamais s'asseoir sur le siège du premier président.

Aux enquêtes, la Cour ne prenait pas ses sièges habituels. La grand'chambre se plaçait sur les bas sièges, le premier président auprès du bureau du greffier et les autres à côté de lui, au banc réservé aux gens du roi dans les audiences publiques. Les deux bancs du parquet servaient aux conseillers et après eux, du côté de la chapelle, se plaçaient les gens du roi qui prenaient, en parlant, le bout de la troisième enceinte du barreau, plus proche de Messieurs. Le greffier avait un petit bureau dans la seconde enceinte et l'audiencier écrivait

derrière lui, en la première enceinte, sur le bureau portatif du greffier criminel, le premier huissier à ses côtés, et les avocats, les procureurs et les parties dans la première enceinte du barreau. Les garde-sacs entraient au moment où la Cour se rendait aux délibérations en chambre du conseil et prenaient la place des greffiers audienciers ; l'audience reprise, ils sortaient et laissaient la place libre aux audienciers.

Parfois, la grand'chambre tenait ses audiences privées à la chambre du conseil. Là, les conseillers présidant l'audience pouvaient s'asseoir sur le siège du premier président. La Tournelle ne tenait jamais ses audiences privées à la chambre criminelle, mais en celle du bureau où se tenaient aussi les audiences privées pendant les vacations.

Les parlementaires et les greffiers montraient souvent plus d'exactitude que les huissiers à ces audiences privées. Il arriva plus d'une fois que, par la faute des procureurs indolents à prévenir les huissiers, aucun d'eux ne se trouva au Palais pour appeler les cartels ; force fut à la Cour de les faire appeler par les greffiers et de condamner les huissiers à 3 livres d'amende et de les menacer de suspension de leurs fonctions. Elle usait de plus de sévérité envers les procureurs absents, en les condamnant à des amendes de 10 à 25 livres et à des suspensions de leur office. L'absence d'un procureur étant un motif de cassation d'un arrêt, la Cour n'entendait pas qu'on violât les règles à ce sujet.

C'est que les heures des audiences étaient matinales au Parlement de Toulouse : tous les jours, hiver ou été, il fallait se rendre au Palais à six heures du matin, pour

entendre la messe du chapelain de la Cour. La Rocheflavin a raconté comment on stimulait le zèle des conseillers attardés qui se raillaient du registre des pointes et de la suppression des gages. On ordonna à tous les membres du Parlement d'entrer par la grande porte de la salle d'audience et on ferma à clé la petite porte s'ouvrant du côté de la cour du Palais, afin que les jeunes conseillers des enquêtes qui s'attardaient eussent à rougir de voir sur leurs sièges les présidents et les vieux conseillers.

La chambre des requêtes se distinguait des autres par son origine, sa composition et sa compétence ; elle siégeait avec deux présidents, douze conseillers et deux conseillers honoraires et formait une sorte de juridiction inférieure au milieu de cette Cour souveraine. Son nom lui venait de son origine : elle avait succédé aux maîtres des requêtes de l'hôtel du roi qui recevaient et jugeaient, aux premiers siècles de la monarchie, les plaintes des officiers du Palais. Elle avait ses gens du roi et statuait sur certaines questions féodales, sur les causes possessoires, mixtes ou personnelles des officiers de la couronne, des chevaliers du Saint-Esprit, des conseillers du conseil d'État ou privé, des maîtres des requêtes ordinaires et des secrétaires des rois ou des princes, et sur les procès nombreux des plaideurs ayant lettres de *commillimus* et recherchant ardemment cette juridiction qui enlevait les parties, grâce à ces lettres, à leurs juges naturels.

La chambre des requêtes eut à soutenir bien des luttes pour avoir droit de séance à certaines audiences du Parlement. Dans un procès entre un président et un

conseiller du Parlement de Bordeaux renvoyé au Parlement de Toulouse, en chambres assemblées, la chambre des requêtes ayant émis la prétention d'assister à l'audience et de concourir à l'arrêt de la Cour, une vive opposition s'éleva contre elle aux chambres des enquêtes. La victoire resta aux requêtes.

La grand'chambre jugeait les appels des requêtes, sans plaidoirie, pour l'honneur de la chambre des requêtes, ainsi que l'a écrit La Rocheflavin, qui présida cette chambre avec tant d'éclat. Il a ajouté qu'elle avait rang, séance et voix aux chambres assemblées, sans contestation. Il est allé trop loin : souvent messieurs des enquêtes refusèrent durement ces prérogatives à Messieurs des requêtes, qu'ils ne voulaient pas regarder comme des juges souverains. Jamais, d'ailleurs, la présidence du Parlement ne pouvait revenir à un président ou conseiller des requêtes ; ils n'occupaient même pas la place du doyen. La chambre des requêtes resta toujours à un rang inférieur. On n'appelait ses membres que les commissaires aux requêtes. On voulait ainsi marquer la différence signalée par d'Aguesseau entre les magistrats rendant des arrêts et ceux qui ne prononçaient que des sentences sujettes à l'appel.

A cette chambre des requêtes, les édits royaux réunirent la juridiction de la Table de marbre et agrandirent ses pouvoirs et son horizon. La Table de marbre de Toulouse, créée en 1558, décidait, tant à « l'ordinaire qu'au souverain », de toutes les matières des eaux et forêts, de pêches et de chasses. A l'ordinaire, elle jugeait avec sa composition habituelle ; au souverain, ou en dernier ressort, elle se formait de dix membres, sept de

la grand'chambre et trois des requêtes. Elle avait ses audiences le mardi soir de chaque semaine, et son nom lui venait de la grande table de marbre, d'un seul bloc, de la salle des Pas-Perdus de Paris, la plus grande, la plus large et la plus épaisse qu'on vît jamais, où les rois de France avaient dîné en compagnie des rois étrangers, des ambassadeurs et des princes, autour de laquelle se rendait autrefois la justice forestière, où se jouaient les mystères et se montrait chapé et mitré le pape des fous.

A la Table de marbre de Toulouse, se décidaient, en dernier ressort, les sentences des justices inférieures de l'administration des forêts. Elle eut, de même que la chambre des requêtes, ses gens du roi ayant le droit à la robe rouge et à l'hermine. Le grand-maître héréditaire des eaux et forêts du ressort siégeait à la Table de marbre, en habit noir et l'épée au côté, à la gauche du président. En matière forestière, le ressort du Parlement de Toulouse s'étendait au delà de ses limites et comprenait dix maîtrises des eaux et forêts, six en Languedoc, trois en Guyenne et une dans le pays de Foix.

Le Parlement avait, enfin, ses audiences extraordinaires, à la saison des vacances, de la Notre-Dame d'août à la Saint-Martin d'hiver, pour la publication d'édits importants ou pour le jugement d'affaires intéressant les villes ou l'État. Ces audiences extraordinaires ne se tenaient qu'à la grand'chambre, aux jours de la semaine par elles choisis, à l'exception des jours fériés. La première de ces audiences ayant été d'abord fixée à un samedi, on les appela toutes des sabbatines, bien

qu'elles fussent ensuite portées à d'autres jours de la semaine.

Aux sabbatines, on appelait non seulement les membres de la chambre des vacations, mais encore tous les magistrats qui se trouvaient alors en vacances dans les villes ou dans les campagnes voisines, en ayant soin de prendre les plus anciens, et on y siégeait parfois en robes rouges et le plus souvent en robes noires. Seuls, les présidents portaient toujours la robe rouge. La réquisition de ces audiences venait des gens du roi; les greffiers y donnaient lecture des édits et se transportaient dans la cour du Palais, en robe rouge, pour les lire au peuple, escortés des huissiers et des troupes de la prévôté, le premier huissier en robe rouge et en bonnet de drap d'or.

Les audiences extraordinaires n'étaient pas rares : la guerre et la peste suspendant souvent le cours de la justice aux mois de l'année judiciaire, il fallut transporter aux mois des vacations ces pressantes vérifications d'édits ou déclarations royales. On profitait même, de loin en loin, de ces audiences pour y juger des causes particulières étudiées et rapportées par petits commissaires au nombre de cinq ou sept, et par grands commissaires au nombre de dix. La justice ne voulait rien perdre à ces secousses des batailles ou des fléaux.

Il y eut aussi au Parlement la chambre du guet, composée d'un président et de douze conseillers, trois de chaque chambre, pris et changés toutes les quinzaines ou de mois en mois, ayant mission de juger, trois fois par semaine, les après-dîners, les petites affaires de la grand'chambre ou de la Tournelle et allégeant ainsi le

travail de ces chambres qui jugeaient plus lentement que la chambre des enquêtes. Ce nom de chambre du guet lui venait, au rapport du procureur Malesaigne, « de ce qu'elle demeurait toujours en pied, comme le guet » et s'assemblait sur-le-champ, quand il survenait quelque chose de nouveau. »

Le Parlement tenait souvent des assemblées générales des chambres à huis clos. A ces assemblées, on traitait des mesures disciplinaires consignées dans les registres secrets et on s'y occupa souvent de la décence du costume des magistrats, dans leur vie privée autant que dans leur vie publique. Le Parlement, au rapport de La Rocheflavin, voulait que le magistrat ne « portât » des habits ni trop précieux, ni trop vils, ni trop splendides, ni trop abjects, mais taillés à la médiocre, hors du trop et du trop peu, qui sont extrémités dangereuses ». Il mettait en pratique cette maxime de Pibrac, que « ce n'était pas un petit argument de l'intérieur du personnage que l'habit, et qu'il fallait blâmer autant le luxe et la superfluité des habits que la chicheté et vileté de quelques magistrats venant au Palais avec de vieilles robes montrant la corde, des chapeaux usés et des bas de même, et qu'il n'était pas décent non plus d'user d'habits trop mignards, parfumés, musqués, ni affiquets et ni autres choses propres aux femmes et faisant souvenir des sénateurs : *Qui vestibus mulierum utebantur*. »

Le Parlement réglementa jusqu'aux souliers des magistrats et mules de cuir dont la couleur devait être noire et non pas rouge, violette ou verte comme la couleur des mules des courtisans ; il leur défendit la soie et le velours

et étendit même parfois sa prohibition au costume des femmes des parlementaires. La barbe et les cheveux subirent aussi des règles sévères, selon les temps et la mode. « Il est fort indécent, disait un moraliste de la fin
« du seizième siècle, de voir de jeunes conseillers avec
« de grandes moustaches fort relevées, retroussées et
« frisées avec art et certains fers chauds, à la turques-
« que: » La Rocheflavin a parlé aussi de l'air du visage, des regards et de la démarche des magistrats. Jamais sermonnaire n'eut plus de vigueur et d'intolérance. C'est surtout après la réunion du Parlement de Béziers à celui de Toulouse, que les mœurs s'amollirent et que chacun s'habillait selon sa fantaisie ou la mode. Il n'y eut plus de différence entre les gens du Palais et les gens de guerre, entre les vêtements des femmes de procureurs ou des femmes des seigneurs et des parlementaires. Le Parlement s'émut de cette révolution dans le costume et prit des mesures pour ramener les hommes du Palais à une grave simplicité dans la manière de se vêtir. A la première contravention, le doyen adressait au magistrat une semonce à l'audience. En cas de récidive, il le soumettait à la mercuriale en plein Parlement ; la troisième fois, les chambres assemblées prononçaient la suspension. Ces assemblées statuaient enfin sur les absences des magistrats ; le droit d'accorder des congés passa, dans la suite, aux premiers présidents.

On ne ménageait pas les sévérités aux procureurs, aux huissiers et aux clercs du greffe et du parquet qui ne pouvaient entrer au Palais que couverts de leurs robes longues, les manches passées, avec chaperons et bonnets carrés. Les anciens procureurs ne portaient qu'un

sayon ou robe jusqu'au genou, à manches étroites et ouvertes, le bonnet carré, le chaperon et la ceinture de cuir où ils suspendaient les sacs des procédures. Les huissiers n'auraient pu franchir le seuil sans avoir les verges à la main. L'arrêt intérieur de règlement sur le costume était lu, chaque année, à la Saint-Martin d'hiver.

Ces âmes austères du Parlement, si rudes à elles-mêmes, étaient miséricordieuses et douces aux misères des autres. « La prison, c'est le greffier Lacombe qui le
« dit, n'étant pas uniquement infligée aux criminels
« pour une peine ou un supplice, mais aussi pour la
« garde de leur personne, durant l'information de leur
« procès, la piété chrétienne nous oblige à consoler ces
« malheureux par des actions de charité. »

Tous les ans, les parlementaires s'acheminaient vers les prisons et cherchaient à consoler et à soulager les prisonniers, en souvenir de la visite des rois de France aux prisons de Paris, aux veilles des quatre fêtes solennelles de l'année. En remettant aux Parlements la charge d'administrer la justice du royaume, les rois leur imposèrent la mission de continuer ces traditions touchantes et chrétiennes, qu'en langage du Palais, on appela les *reddes* des prisons. Avant les fêtes de Noël, de Pâques et de la Pentecôte, des conseillers délégués par la Cour se rendaient à pied dans les prisons de Toulouse, mandaient devant eux tous les prisonniers, écoutaient leurs plaintes, les interrogeaient sur les motifs de leur détention et en faisaient un rapport à la Cour. Un autre jour, les parlementaires, en nombre suffisant pour rendre un arrêt, se transportaient encore aux prisons pour y juger les causes des prisonniers.

Avec le temps, les conseillers se déchargèrent sur les gens du roi du devoir d'interroger les prisonniers, mais la Cour ne changea rien à la solennité de la journée des reddes consacrée par tant d'ordonnances royales, surtout par celle de 1549. La Cour tout entière, assemblée sur les bas sièges de la grand'chambre, comme aux audiences à huis clos, à sept heures du matin, entendait les rapports des gens du roi en marge desquels les garde-sacs écrivaient les noms des rapporteurs des procès entre prisonniers, délibéraient aussitôt sur les incidents ou requêtes en élargissement et rendaient les ordonnances ou arrêts, séance tenante. Quand les procès ne paraissaient pas suffisamment instruits ou que le motif de la détention semblait sans gravité, on renvoyait l'affaire à la connaissance des membres de la Cour désignés pour aller à la redde. Dans ce cas, en marge du rapport, le premier président écrivait, de sa main, ces mots : « A la redde ». Si le crime était grave et l'élargissement refusé, il mettait ce mot latin : *maneat*.

A ce moment de l'audience, entraient les officiers de la ville, le juge-mage, le juge criminel, ou en leur absence, les autres lieutenants avec les substituts du procureur général, tenant en main la double redde des prisonniers civils et criminels détenus en leurs prisons, et après eux les maîtres des ports, des eaux et forêts et de la traite foraine, le viguier ou son lieutenant et quatre capitouls avec leurs livrées et chaperons, apportant la redde de leurs prisonniers. Chacun de ces officiers lisait la sienne à son tour dans la première enceinte du barreau. Puis, les maîtres des ports et des eaux et forêts rendaient compte à la Cour de l'état des forêts royales, des che-

mins publics et des diverses choses de leurs charges.

C'est alors que se levait celui des gens du roi qui assistait à l'audience pour haranguer la Cour sur le devoir des magistrats et censurer les négligences ou les abus des officiers présents à l'audience, tête nue, ne se couvrant que sur l'invitation du premier président et se découvrant toutes les fois que le premier président ou les gens du roi s'adressaient à eux.

Le premier président parlait après les gens du roi sur le même sujet et exhortait tous ces officiers à bien remplir leurs fonctions, en les menaçant de réprimer leurs défaillances par des châtimens ou des réprimandes. Sa harangue finie, il retenait la redde de la Conciergerie pour lui et dix ou douze conseillers et remettait celle des Hauts-Murats et des prisons de Mirabel ou de la sénéchaussée aux autres présidents et, en leur absence, au plus ancien des conseillers qui devait présider et qui s'adjoignait d'autres conseillers au nombre de sept au moins. Les gens du roi n'assistant qu'à la redde de la Conciergerie, la Cour députait deux commissaires à chacune des reddes des autres prisons.

Les parlementaires allaient ensuite à pied aux reddes de la Conciergerie et des Hauts-Murats, marchant deux à deux, par ordre de réception et trois huissiers en tête. A la porte des prisons, les geôliers leur offraient, dans un bassin, des festons ou bouquets de fleurs et leur ouvraient une large salle jonchée d'herbes odoriférantes pour chasser l'air malsain des prisons. Les présidents ne s'asseyaient que sur une chaise entre deux bancs de bois destinés aux conseillers ; derrière les présidents, le garde-sac ou l'audiencier écrivait sur une petite table.

Les avocats et les procureurs étant entrés à leur tour, l'audiencier appelait les prisonniers suivant l'ordre de la redde ; le président les interrogeait sur l'époque et les causes de leur détention, recueillait les avis et prononçait l'arrêt. Si le mot sinistre *maneat* se trouvait en marge du rapport des gens du roi, la Cour ne statuait pas sur l'élargissement, parce que les chambres assemblées en avaient déjà délibéré, à moins qu'il n'y eût une cause nouvelle de mise en liberté.

Tous les prisonniers ainsi interpellés, le geôlier et le guichetier sortaient : le premier président demandait alors aux prisonniers s'ils avaient à formuler des plaintes contre le geôlier, si ce dernier enfreignait les règlements, s'il négligeait de donner des vivres à ceux qui étaient trop pauvres pour manger à sa table, s'ils manquaient de confesseur, si le service divin se célébrait les dimanches et les fêtes et s'ils ne recevaient aucun mauvais traitement.

Sur l'ordre du premier président, le geôlier rentrait : en cas de plaintes légitimes contre lui, on le punissait sur-le-champ d'une amende ou de la prison. S'il n'y avait pas de plaintes, le premier président lui demandait un rapport sur les prisonniers, et la Cour statuait.

Avant de partir, le premier président n'oubliait pas d'enjoindre au geôlier d'accomplir strictement ses devoirs et d'exécuter fidèlement les règlements, sans user de rigueur envers les prisonniers, mais sans mollesse et sans crainte. Il s'adressait ensuite aux prisonniers, les exhortant à supporter courageusement leur infortune, à mettre leur confiance en Dieu, à le prier d'inspirer leurs juges de leur faire grâce et miséricorde s'ils étaient cou-

CHAPITRE XIII

Grandeur et simplicité. — Journées laborieuses des parlementaires. — Le foyer des parlementaires. — Distribution des procès aux chambres du Parlement. — Age des conseillers et des présidents. — Raillerie d'un chroniqueur. — Mot de Montaigne. — Procès à la grand'chambre et aux requêtes. — La barre. — Procédures distribuées aux parlementaires rapporteurs. — Procès envoyés aux enquêtes. — Contestation entre les chambres. — Les sabbatines. — Les épices. — Injures de Michel Menot. — Un mot injuste d'Henri IV. — Honneurs de la grande entrée aux premiers présidents prenant possession de leurs charges. — Installation des premiers présidents. — Les petites entrées. — Les premiers présidents partout les premiers. — Les premiers présidents du Parlement de Toulouse au Parlement de Paris. — Les premiers présidents à la mort des rois. — L'hôtel des premiers présidents. — La Basoche.

En regardant à travers les siècles ces graves et vaillantes existences partagées entre le travail, la charité et la prière, il semble, pour parler comme le vieux Charron, qu'on respire un air de grandeur et de sainte simplicité. A chaque heure de la journée suffisait sa peine par les devoirs de piété, les audiences sans cesse renaissantes, les conférences et les délibérations chez les présidents ou aux bureaux, l'examen des pièces, la préparation des rapports, les recherches dans les livres de doctrine ou de jurisprudence, la rédaction des arrêts et la visite des prisons. C'était là leur vie publique ; en pénétrant dans leurs maisons, on aurait pu voir, à l'ombre du foyer, les parlementaires ne dépouillant jamais leur gravité ni

leur caractère, et puisant de nouvelles forces aux lettres sacrées et aux lettres profanes de leur siècle, empreintes de la grâce et de la vivacité enjouée de l'esprit français.

Le travail des parlementaires commençait avec le jour, et souvent avant l'aube, l'hiver, aux audiences de sept heures et parfois de six heures. Les procès toujours croissants leur commandaient la vigilance et les efforts. Il n'est pas inutile de savoir comment les procès arrivaient et se distribuaient dans les chambres du Parlement de Toulouse.

Toute cause, inscrite au rôle général du greffe, allait d'abord à la grand'chambre qui devait la retenir ou l'envoyer à une autre chambre. En réalité, c'est au greffe que s'opérait cette distribution des affaires. Les causes civiles s'inscrivaient, soit sur le registre de la grand'chambre *in arrestis*, soit sur le registre des enquêtes *in scriptis*. La chambre des requêtes avait son registre séparé. Le rôle des causes ainsi réglé, on inscrivait les affaires sur un registre spécial, avec le relevé du montant des épices payées en première instance.

Le premier jour de chaque mois, un conseiller des enquêtes se transportait au greffe, où il arrêtait les registres des causes produites pendant le dernier mois : cela s'appelait mettre la barre. Les affaires inscrites au-dessous de la barre ne se jugeaient que le mois suivant. Deux jours après, un président et un membre de chaque chambre se rendaient de nouveau au greffe pour faire la distribution des causes. Parmi les procès à examiner, ils en choisissaient quatre, affectés de droit aux deux plus anciens conseillers de chaque chambre, à tour de rôle. Ils répartissaient les autres procès également entre

arrêt solitaire des enquêtes. Les enquêtes rendaient pourtant d'importants services à la justice courante et pressée du Parlement, et leurs arrêts valaient ceux de la grand'chambre et de la Tournelle.

Au milieu de la confusion de ces attributions des chambres, il arrivait parfois qu'une affaire ne pouvant être jugée par une chambre pour cause de partage ou de parenté des magistrats et des parties lui était enlevée et renvoyée à une autre. Ce mode de procédure se nommait « évincement ». Si quelque contestation à ce sujet s'élevait entre deux chambres, un troisième tranchait le différend. Une affaire, évincée des enquêtes, ne pouvait être portée à la grand'chambre si les chambres des enquêtes n'étaient pas toutes évinçables ; les enquêtes ne pouvaient connaître des procès de la Tournelle que lorsque la grand'chambre se trouvait elle-même évinçable. On renvoyait devant les enquêtes les évincements de la grand'chambre.

Les parlementaires se plaignaient souvent de la médiocrité de ce qu'on appelait alors les gages de la magistrature, qu'on ne leur servait pas toujours aux trimes-tres expirés. La Rocheflavin prétendait même alors qu'un receveur des gabelles touchait plus de gages que six conseillers au Parlement ; il estimait que 3,600 livres étaient nécessaires à un président pour tenir son état de maison. Les parlementaires, d'ailleurs, en versant une partie de leurs gages au Trésor, en temps de guerre, de famine ou de peste, lui rendaient autant qu'ils en recevaient ; mais, après deux générations, ils gagnaient la noblesse à cet exercice de leurs charges.

L'état des finances toujours obérées par suite de la guerre ne permettant pas d'augmenter les gages, on laissa les plaideurs, vers le milieu du quinzième siècle, à Toulouse, payer eux-mêmes les gages supplémentaires qui reçurent, selon les lieux et les circonstances, les noms de vacations, de sabbatines, et surtout le nom d'épices, donné déjà aux présents que les juges seigneuriaux étaient depuis longtemps autorisés à accepter. On mesura ces épices à la longueur de l'examen et des rapports des procès, à l'aide d'un sablier qu'on appela « la sabbatine ». D'heure en heure, l'huissier passait devant les magistrats et chacun d'eux, « en mettant un signe particulier dans la sabbatine, marquait ses heures de travail. » De là, le mot si connu des présidents à l'huissier à l'expiration de l'heure : « Tournez la sabbatine. » Du Cange la définissait ainsi : « Assemblées des magistrats qui ont lieu au Parlement de Toulouse, les samedis, aux heures de l'après-midi et où l'on reçoit des épices. »

Chaque tour de sabbatine se payait un écu pour chaque conseiller et deux écus pour chacun des présidents. Aux enquêtes, les deux présidents n'en avaient que trois à partager entre eux par tour de sabbatine. Un écu par sabbatine se partageait aussi entre les greffiers garde-sacs, buvetiers et huissiers. L'écu valait 3 livres 5 sols ; on le nommait un petit écu du Palais. Les 5 sols servaient à payer la buvette du Palais, c'est-à-dire le pain et le vin pris par les officiers de la Cour, aux repos des audiences. Enfin, pour les droits du roi, les plaideurs donnaient encore 9 sols et 9 deniers, ce qui portait le total à 3 livres 14 sols 9 deniers.

On ne pouvait faire que trois tours de sabbatine dans une après-midi. Un différend s'éleva, un jour, entre les enquêtes et la grand'chambre sur les droits des présidents : ceux des enquêtes, en vertu d'une autorisation royale prétendaient être payés comme ceux de la grand'chambre ; ils faillirent tout perdre à cette levée de boucliers et gardèrent leurs anciens usages.

Au Parlement de Toulouse, chaque tour de sabbatine, en 1777, se payait 44 livres, 17 sols à la grand'chambre ou aux enquêtes, et le tour de vérification qui, à la grand'chambre, ne coûtait que 18 livres, 13 sols, 9 deniers, s'élevait à 26 livres, 3 sols, 3 deniers aux enquêtes, à cause du nombre des commissaires. A la chambre des eaux et forêts, chaque tour de sabbatine enlevait aux plaideurs 46 livres, 13 sols, 6 deniers. Les premiers présidents ne voulaient jamais assister aux sabbatines. Quand ils croyaient devoir y prendre part, ils remettaient au sortir de l'audience, à la Conciergerie ou aux religieuses, l'argent qu'ils venaient de toucher. Dans quelques Parlements, les premiers présidents n'eurent pas ces délicatesses de conscience et ne dédaignèrent pas de faire glisser l'or et l'argent des sabbatines dans leur mortier ; les épices y montèrent à un taux élevé, ce qui fit dire à Saint-Simon que les vieux conseillers aimaient trop le sac. Catellan a parlé, dans ses arrêts du Parlement de Toulouse, d'un procès dont les épices furent taxées à 600 livres, mais le procès était grave et compliqué entre tous. Ce ne fut qu'une rare exception. Aux audiences assignées aux enchères, 3 livres revenaient au conseiller pour une enchère au-dessous de 500 livres, et 6 livres pour des enchères de 500 livres et

au-dessus. Les droits des greffiers étaient de moitié de ceux des conseillers commissaires et celui de l'huisier de 16 sols.

En langage du Palais on disait que la sabbatine ne perdait pas, c'est-à-dire que si elle devait avoir lieu un jour férié, on l'avancait d'un jour. Rien d'arbitraire n'existait dans la perception de ce tribut surveillé par les mercuriales. Pour autoriser ces procédures coûteuses, il fallait le concours de ces trois conditions : « qu'il y eût dans le procès cinq chefs de demandes au fond, que ces chefs fussent justifiés par divers moyens et que l'objet du litige excédât 1,000 livres. Ces audiences de sabbatines ne se tenaient jamais que dans un bureau particulier et non à la salle d'audience, avec dix conseillers. Cette procédure rapide à la fois et onéreuse évitait bien des retards aux plaideurs. A Toulouse, ce genre d'audience, qui ne vaquait jamais, suscita bien des railleries contre le Parlement.

Les plaideurs payaient aussi des épices spécialement affectées aux rapporteurs : 6 écus par tour de sabbatine, 10 écus au moins par tour de vérification, et en outre un droit perçu pour le travail de préparation du rapporteur et fixé par le président de la chambre, en raison de l'importance de l'affaire. Le doyen seul fixait lui-même ses droits à cet égard. Au rapporteur revenait la moitié des épices de son arrêt ; l'autre moitié entraient dans la bourse commune et le partage en était fait, le dernier jour du mois, par portions égales, entre les conseillers de la chambre. On consignait d'avance les épices, mais les plaideurs pauvres ne donnaient rien ; de là aussi le nom de sabbatine sèche.

Ainsi, et d'un siècle à l'autre, les légers présents de dragées, confitures et menus objets d'épicerie ne devant pas excéder la consommation d'un jour, aux termes d'une ordonnance de 1531, et gracieusement offerts par les parties après le gain de leurs procès aux juges royaux, se transformèrent en argent et constituèrent un droit et non une faveur. A partir de ce moment, les Parlements ne reçurent ni présents des parties, ni même des épices des mains des plaideurs qui les versaient au greffe. En souvenir de leur origine et de leur ancienne nature de dons volontaires, nul exécutoire ne pouvait être délivré au Parlement de Toulouse, en vertu d'une ordonnance du premier président de Verdun, pour en exiger le paiement. On n'agissait pas de même aux autres Parlements. A Toulouse on disait « Payera les épices qui voudra ». Ce n'était pas aux parlementaires de Toulouse que s'adressaient les injures de Michel Menot : « Mais, dites-vous, il nous faut des épices et du sel pour empêcher nos provisions de se pourrir : eh bien ! ces taxes seront le sel et les épices pour poudrer vos chairs dans l'Enfer. Est-ce que Dieu vous a donné cet état pour écorcher le prochain ? Pourquoi le mauvais riche a-t-il été damné ? N'est-ce pas pour avoir refusé une miette de pain aux pauvres ? » En 1639, le roi créa six offices de conseillers taxateurs, prélevant un sol par livre sur le montant des taxes des dépens ; ces offices furent supprimés en 1771.

L'édit de janvier 1597, qui rendait à la justice ses règles foulées aux pieds pendant les troubles de la Ligue, ne paraît pas avoir beaucoup troublé le Parlement de Toulouse où les épices ne furent jamais portées à ces

taux scandaleux qui mettaient, dans bien des Parlements de France, les sentences à prix d'argent. Henri IV était injuste envers le Parlement de Toulouse lorsqu'il disait : « J'aime mon Parlement de Paris par-dessus tous les autres. Il faut que je reconnaisse la vérité que c'est le seul lieu où la justice se rend aujourd'hui dans mon royaume. Il n'est pas corrompu par argent ; en la plupart des autres, la justice s'y rend, je le sais, parce que j'ai aidé autrefois à boursiller. » Si la justice périssait en France pendant la Ligne, elle ne déserta pas à Toulouse ses voies austères, et elle n'eut pas besoin, pour persévérer dans son honneur séculaire, de cet édit de 1597 qui renouvelait les Ordonnances d'Orléans, de Moulins et de Blois. N'y eut-il pas, à Toulouse, un président qui tint exactement note de toutes ses absences et qui voulut, par son testament, restituer au roi les gages reçus à tort ?

La mauvaise foi des parties s'en mêlant, celle qui payait les épices finit par obtenir la contrainte contre son adversaire. Les épices, un moment supprimées sous le chancelier Maupeou, furent rétablies en 1775 et disparurent à jamais au premier souffle de la Révolution, dans la fameuse nuit du 4 août 1789.

C'est l'avocat général de Beloi qui disait un jour à la grand'chambre de Toulouse : « Qu'au Parlement l'honneur passait avant l'argent, et que rien n'égalait en grandeur les entrées des premiers présidents. » A Toulouse, il y eut la grande et la petite entrée.

Les honneurs de la grande entrée ne se rendaient que le jour où les premiers présidents venaient prendre possession de leurs charges. Dès que le premier président

arrivait au gardiage ou banlieue de la ville, des compagnies volontaires de la bourgeoisie, sous les ordres d'un capitoul, et, chacune ayant un ancien capitoul pour capitaine, allaient le chercher à cheval, et musique en tête. Un capitoul le haranguait au nom de l'Hôtel de ville et le premier président, monté dans son carrosse à six chevaux ou sur un cheval couvert d'un drap d'or, s'acheminait avec ce cortège vers Toulouse, pavoisée de tentures et jonchée de fleurs, au bruit des cloches à toute volée, des canons des remparts, des trompettes d'argent et des tambours. A la première porte de la ville et sous un arc-de-triomphe aux armes du Parlement, il trouvait la compagnie du guet, quatre capitouls et le chef du consistoire qui le haranguait de nouveau.

De là, le cortège grossi par le peuple l'accompagnait à son hôtel où il recevait encore les compliments des capitouls et les présents de la ville qui consistaient en dragées, flambeaux, fruits et rubans. Le soir, le Capitole s'illuminait pour le dîner offert au premier président. La réception du dernier premier président, Emmanuel de Cambon, coûta à la ville 443 livres. Beaucoup de premiers présidents refusaient ces honneurs princiers et se contentaient de fêtes moins solennelles ; mais le peuple voulait des fêtes et on allumait alors des feux d'artifices qui coûtaient jusqu'à 3,300 livres, ainsi que cela eut lieu aux réceptions de M. de Bertier et de M. de Bastard. Les capitouls offraient aussi aux femmes des premiers présidents de magnifiques collations : celle qui fut offerte à M^{me} de Cambon coûta 8,557 livres ; il y eut un bal, feu d'artifice, violons, hautbois, couleuvrines et dons de flambeaux, dragées et rubans. A l'occasion

de la collation donnée à M^{me} de Bastard, on trouve dans un manuscrit du temps les lignes suivantes : « Elle parut à ce festin, fit l'admiration de l'assemblée par ses manières douces et prévenantes, sa conversation enjouée et son esprit vif et pénétrant. » Tout cela coûta cher : le peintre Rivals toucha, pour la décoration des salles, 1,280 livres. Aux fêtes de leur mariage, les premiers présidents recevaient, des capitouls, des présents semblables aux présents des fêtes de leur réception. Le poète Palaprat, capitoul en 1684, proposa même à ses collègues de placer les bustes de tous les premiers présidents dans la salle des Illustres de l'Hôtel de Ville. Cette proposition, accueillie sans opposition, ne fut jamais exécutée.

Pendant que le premier président traversait la ville aux acclamations du peuple, le Parlement tout entier, sans le doyen qui était alors le chef de la compagnie, l'attendait à son hôtel. Dès que le Parlement se retirait, le premier président se rendait chez le doyen et lui remettait ses lettres de provision. Le doyen donnait son ordonnance de soit communiqué aux gens du roi et, sur les réquisitions du procureur général, le Parlement, après le rapport du doyen, ordonnait soit l'information sur les mœurs et la religion du chef de la compagnie, soit la lecture et l'enregistrement des provisions. S'il y avait information, elle appartenait, non à la compagnie, mais au chancelier de France. La Cour fixait ensuite, par son arrêt, le jour de l'audience d'installation que devait présider le plus ancien des présidents.

Avant cette audience, le premier président se présentait chez les présidents à mortier, les conseillers de la

grand'chambre et le procureur général. Au jour indiqué, le greffier de la grand'chambre, précédé de deux huis-siers marchant, les verges hautes, informait le premier président que la Cour l'attendait ; deux conseillers se détachaient et allaient le recevoir à la chambre du conseil et l'introduisaient à la grand'chambre. Le premier président se tenait debout et découvert derrière les gens du roi ; le doyen des présidents prenant la parole, ordonnait la lecture des provisions et des lettres patentes, et lisait lui-même la formule du serment, la tête couverte du mortier. Le serment prêté, le premier président montait à son siège, traversant les rangs, pendant que chacun s'inclinait sur son passage. Il ne devait qu'un salut général à l'assemblée, avant de s'asseoir. Puis, il adressait ses compliments à la Cour et levait l'audience. Par une tradition, qui se continua à Toulouse jusqu'au milieu du dix-septième siècle, le Parlement offrait au nouveau premier président un présent en étoffe de soie, de satin ou de damas, tandis que le jour de leur réception, les autres parlementaires devaient, au contraire, offrir des présents à toute la compagnie.

Les petites entrées se renouvelaient assez souvent, au retour des premiers présidents d'une mission ou d'un service public hors de la ville. Cette fois aussi, quatre capitouls attendaient le premier président aux limites du gardiage, le complimentaient et l'accompagnaient à son hôtel. Aux jours de leur installation, les conseillers donnaient au Parlement un festin qui coûtait 1,500 livres. Ce festin avait lieu, bien des fois, chez le concierge buvetier du Palais, dont la fonction fut érigée en titre d'office héréditaire, en 1704, par Louis XIV, à

gages fixes de 456 livres et privilèges, tels qu'exemption de logement des gens de guerre et du don d'un minot de sel. Les premiers présidents de Bertier et de Morant, entre autres, se firent adjudger cet office qu'ils cédèrent moyennant une forte redevance. Plus tard, il fut enlevé aux premiers présidents et attribué à la compagnie tout entière. Le roi ne donnait aux conseillers que quelques quintaux de sel et un petit nombre de bougies et de torches pour le service des chambres.

Les premiers présidents étaient partout les premiers, selon le mot de La Rocheflavin, et marchaient aux cérémonies publiques avant les gouverneurs et les lieutenants généraux. Ils administraient même les provinces en l'absence des gouverneurs, et en cas d'absence du commandant militaire de la ville, ils donnaient le mot du guet aux sergents et aux capitouls. En entrant à Toulouse, les gouverneurs, les connétables, les maréchaux, les amiraux et les princes du sang, sauf les enfants de France ou le régent du royaume, étaient visités par les premiers présidents, mais ils devaient leur rendre la visite le même jour.

Quand le premier président du Parlement de Toulouse assistait à l'audience du Parlement de Paris, il prenait place après le dernier des présidents à mortier, en vertu de cette tradition qu'il ne fallait séparer les présidents à mortier de leur premier président que par un ordre formel du roi. C'était l'usage des Parlements de s'accorder les honneurs de la séance, en signe de bonne amitié. A la mort des rois, les premiers présidents et les présidents à mortier avaient le droit de tendre d'un drap noir leurs armoiries, leurs voitures et la première

pièce de leur hôtel, à l'imitation des ducs et pairs et des hauts dignitaires de la couronne. Ils n'eurent longtemps d'autre hôtel à Toulouse que leur propre maison. Ce n'est qu'au milieu du dix-huitième siècle, que la ville leur donna, pour résidence, l'hôtel de Fumel qui servit aux trois derniers premiers présidents.

Au-dessus de la frise du portail, où s'entrelaçait une délicate et charmante floraison d'acanthé et de lierre, la main d'un artiste de ce temps avait sculpté, dans la pierre, le sceptre et la main de justice couronnés par le mortier et encadrés par le manteau d'hermine. La Révolution a brisé ce blason des parlementaires ; l'hôtel des premiers présidents est devenu le palais des archevêques de Toulouse, et leur croix immortelle s'élève à la place du sceptre de justice et du mortier.

C'est dans la poussière séculaire des greffes qu'il faut chercher les coutumes singulières de la Basoche. Pour venir au monde, la Basoche de Toulouse attendit l'établissement fixe du Parlement. Elle s'éveille et se lève avec lui aux années du règne de Charles VII et elle gardera, à travers les siècles, sa célébrité originale, ses cérémonies bizarres et sa renommée légendaire.

A ces époques de confréries, de maîtrises et de jurandes où les hommes, sentant la faiblesse de leur isolement, se groupaient et s'associaient pour conquérir l'importance sociale et la force, les gens de robe ne devaient pas être les derniers à prendre leur place au soleil. Dans ce vaillant foyer du Palais de justice, où la vie judiciaire éclatait et répandait son rayonnement autour d'elle, les avocats avaient leur ordre présidé par leur bâtonnier, les procureurs leur communauté dirigée par

un syndic et les huissiers une compagnie nombreuse, à la tête de laquelle marchait le premier huissier de la Cour.

Au-dessous des avocats, des procureurs et des huissiers, s'agitait tout un monde de clerks de procureurs et de notaires, de commis du greffe, de secrétaires de conseillers et d'avocats, se préparant à l'art de la procédure et de la parole, impatients de prendre la robe, vieillissant quelquefois dans une longue attente et attirant à eux la légion intrépide des écoliers, aux jours de fête ou d'émotion populaire. Ces légistes de vingt ans, ces vieux clerks humiliés d'avoir blanchi dans l'ombre de la Basoche, tous ces juristes amoureux de bruit et de science vivaient dans le quartier du Palais de justice, loin de l'Université

Ce n'était pas sans raison que les capitouls séparèrent l'Université, qui avait besoin de solitude et de silence, et le Parlement, où la Basoche, prompt aux résistances et aux tumultes, flottait à tous les souffles du temps. Par le nombre des procureurs, qui était de cent dix-sept au Parlement ou au sénéchal, on peut juger du nombre formidable des clerks de cette Basoche, empruntant son nom au palais des rois, *basilica*, où les souverains rendaient la justice.

Un des plus fameux de ces clerks, Jean Bouchet, de la fin du quinzième siècle ou du commencement du seizième, a donné ainsi l'étymologie de la Basoche :

De ce beau nom latin *Basilica*,
Palais royal ou autre lieu célèbre,
Où jugement et conseil on célèbre.

Un autre clerk du Palais de la seconde moitié du quinzième siècle qui se fit un nom dans les lettres, André de la

Vigne, auteur de complaints et épitaphes du roi de la Basoche, est aussi clair que Jean Bouchet, dans cette épitaphe récitée sur la tombe d'un roi de la Basoche de Toulouse :

Sous cette amère, dure et dolente pierre
Git notre roi basilical, dit Pierre,
Qui a son peuple en douleur relinqui,
Vif fut encore, si ne fut un catherre
Qui trop soudain l'a tombé jusqu'à terre,
Dont triste suis.

C'est ainsi que, dans une divagation confuse, André de la Vigne invitait les divinités de la mythologie, toutes les nations du monde et tous les corps d'état à pleurer le *bon petit roi, le roi basilical*. On attribua, un moment, ces vers à Clément Marot, qui s'en plaignait dans une lettre adressée à Étienne Dolet. Après André de La Vigne, un nouveau basochien de Toulouse, François Habert d'Issoudun, en Berry, a chanté, aussi le roi basilical.

Les premiers règlements de la Basoche viennent de Philippe le Bel. En soumettant à des règles de discipline, cette multitude de clercs toujours en éveil et en guerre, ce roi de France ne manquait ni d'adresse ni de sagesse. Il savait que les hommes, à tous les âges, se laissent éblouir et séduire par les chimères de la vanité. Il fit de la Basoche un royaume et lui donna un roi, un chancelier, un maître des requêtes, un grand maître, des baillis, un amiral, un connétable, des maréchaux et des pairs, un grand référendaire, un avocat général et un procureur général, un grand audiencier de la chancellerie, un trésorier, un procureur de communauté, un aumônier, des notaires, des secrétaires, des

greffiers et des huissiers. La Basoche eut même son barbier ordinaire, son chirurgien, son médecin, son peintre, son orfèvre, son papetier, son buvetier et son gantier, qui plaçaient, les uns et les autres, les armes de la Basoche aux enseignes de leurs maisons. A Toulouse, la Basoche remplaça le Pré-aux-Clercs de Paris par les carrefours de la ville et les îles ombragées de la Garonne.

Une fois par an, le roi portait une toque royale et le chancelier la robe et le bonnet ; les autres grands dignitaires prenaient le sceptre, l'épée et la bannière où brillaient les armoiries de la Basoche, trois écritaires d'or sur champ d'azur, sommées de casque et morion, accostées de deux anges pour supports. Le morion et le casque allaient bien à son blason. La Basoche de Paris n'avait-elle pas fourni à Henri II, pendant les troubles de Guyenne, une troupe de six mille clercs qui se battirent, comme on se bat à vingt ans, sous les ordres du connétable de Montmorency ! Les Basoches ne prenaient-elles pas aussi, dans leurs arrêts, cette solennelle formule d'exécution : « La Basoche régner en triomphe » et en titre d'honneur, à tous présents et à venir, « salut. » En 1682, le roi de la Basoche de Toulouse sera Jean de Rouaix et, en 1684, Dominique de Monlong.

Le 1^{er} mai de chaque année, au sortir des vêpres, les procureurs et les clercs nommaient le roi et les officiers de la Basoche et plantaient le mai dans la cour du Palais, qui prit aussi le nom de Cour du Mai. La Basoche du sénéchal nommait ses officiers à une autre époque de l'année, le jour de la Saint-Jean d'hiver, « après Noël et » après dîner. » Cette Basoche n'avait pas un roi comme celle du Parlement : elle ne nommait qu'un sénéchal.

La veille de la plantation du mai, leurs devoirs rendus au premier président du Parlement, au second président, au procureur général et aux avocats généraux, les clercs, au coucher du soleil, ordonnaient aux trompettes de sonner dans la cour du Palais et envoyaient les violons, les hautbois et les tambours donner des aubades à tous les parlementaires, à la clarté des torches.

Quand la Basoche parle de la plantation du mai, elle a cette allégresse naïve qu'un poète du palais a comparée à la joie des oiseaux qui chantent l'Avril. Elle présentait requête à Messieurs des eaux et forêts pour obtenir la délivrance des arbres et, au jour fixé, le roi, ses suppôts et son trésorier partaient, le matin, au son des trompettes, pour une forêt voisine. Après une harangue de l'avocat du roi de la Basoche, on déjeunait sur l'herbe. La journée se passait à choisir le plus bel arbre et souvent la fille d'un président ou d'un conseiller au Parlement était invitée à donner le premier coup de hache. On dînait, aux frais de la Basoche, avant de regagner la ville.

Le soir, ils dressaient, dans la cour, le mai enguirlandé de fleurs et orné des armoiries de la Basoche, au bruit des fanfares qui sonnaient jusqu'à la nuit. Cette fête coûtait quatre-vingts livres parisis que le Parlement prélevait sur les amendes et faisait délivrer au trésorier de la Basoche.

Dans ce charmant royaume où le roi et les sujets se paraient de rubans verts, la couleur du printemps qu'ils préférèrent aux couleurs bleues ou blanches de la Basoche de Paris, on plaidait quelquefois ; on chantait, le plus souvent, des chansons et des complaintes

qui éclairèrent d'un sourire le sombre visage du roi Louis XI à son passage en Languedoc.

La Basoche de Toulouse ne paraît pas avoir siégé, comme à Paris, deux fois par semaine, en n'ayant d'autres vacances que les vacances du Parlement. Elle ne s'assemblait que de loin en loin, aux graves événements de la ville ou du royaume, à la mort d'un roi ou à son avènement à la couronne, à la naissance du Dauphin, aux grandes fêtes de l'année, à la veille des émeutes ou au jour des grandes entrées et des installations des premiers présidents.

On jugeait, pourtant, à la Basoche, les procès entre clercs, les procès de peu d'importance entre les marchands et les clercs ; on y condamnait arbitrairement à l'amende et, en matière correctionnelle, on autorisait la Basoche à condamner à la prison, le roi étant assisté de sept maîtres des requêtes, « en bonnet et habit « décent à peine d'amende, à la discrétion de la Cour, et « confiscation de leurs chapeaux, à appliquer à des « œuvres pies. » A ces audiences, le procureur général ou les avocats du roi concluaient sans recevoir aucun salaire : les huissiers se tenaient debout, verges à la main et en bonnet, le premier huissier le mortier sur la tête. Quand une sentence était frappée d'appel, c'est la Basoche elle-même qui s'érigait en Cour d'appel, mais, alors, cette Cour se composait d'anciens clercs devenus procureurs ou avocats. A défaut de procès, on plaidait des causes fictives où les clercs s'essayaient à discuter les lois et les coutumes. De même qu'au Parlement, l'ouverture des audiences avait lieu à la Saint-Martin d'hiver.

Selon Cayron, les statuts de la Basoche de Toulouse qui remontaient à l'année 1543 ressemblaient, en bien des points, aux statuts de la Basoche de Paris : leur observation était confiée au procureur général, à l'avocat général et au procureur de communauté chargés de veiller à l'accomplissement des devoirs imposés aux greffiers, notaires, secrétaires, trésoriers et huissiers.

Le Parlement répondait, de bonne grâce, aux requêtes en autorisation de tenue de la Basoche. Ces requêtes commençaient par cette solennelle formule : « A nos seigneurs du royaume de la Basoche. » Beaucoup de parlementaires, ayant été basochiens aux années de leur jeunesse, accueillaient, en souriant, ces disputes des clercs, mais ils sévissaient contre eux quand ils outrageaient, dans leurs fêtes, la morale ou la loi, ou lorsque, au grand dommage des bourgeois, ils venaient à troubler la tranquillité de la ville par leurs mascarades et leurs prises d'armes. Plus d'un clerc paya ses écarts ou ses violences, au haut de la potence de la place Saint-Georges ou de l'ormeau de la cour du Palais. D'autres furent chassés du Palais et de la ville. On leur défendit même, par arrêt, de porter des épées, dagues, ou mailles, sous peine d'être pendus en la rue de la Pomme. Mais ils enfreignaient sans cesse les ordres du Parlement et, de loin en loin, on entend le Parlement rendre de nouveaux arrêts contre les clercs.

Il ne faudrait pas croire que la Basoche ne songeât qu'aux plaisirs et aux tumultes. Elle surveillait d'un œil jaloux le stage des clercs et, de leur côté, les procureurs exigeaient beaucoup de ceux qui travaillaient, du lever au coucher du soleil, dans leurs études qu'on aurait pu

prendre pour des boutiques enfumées. Dans la simplicité de ces anciennes mœurs, clercs et procureurs vivaient en commun, écrivant côte à côte, et mangeant souvent à la même table. Le soir, par les rues sombres, on rencontrait, bien des fois, les clercs portant un falet devant les femmes des procureurs.

En entrant au Palais, tout clerc devait se faire inscrire sur les registres de la Basoche et payait un droit d'entrée de 7 sols et 6 deniers, et en outre une redevance annuelle de 15 sols pour les frais de la communauté. La durée du stage a varié suivant les époques : à l'origine, le stage durait dix ans. Nul praticien, n'était reçu, s'il n'avait été agréé par le roi qui délivrait des lettres de maîtrise et les imposait d'un écu. Ces sortes d'épices dégénérent plus tard en exactions que le Parlement eut à châtier en 1526. De même que toutes les royautes, elle voulut augmenter ses revenus en pressurant ses sujets; elle prétendit aussi exiger un tribut des plaideurs, sollicitateurs, et clercs des conseillers. Le Parlement reprima ces abus.

Quand le roi de France faisait son entrée à Toulouse, le roi de la Basoche, monté sur un cheval blanc, entouré de ses suppôts et bannières au soleil, allait au-devant de lui et le haranguait. En retour, le roi de France lui octroyait un office de procureur, s'il n'en était déjà pourvu ou du moins « la finance » pour l'acheter. Le jour où le roi de la Basoche sortait de charge et laissait sa couronne à un autre, il échangeait son titre contre celui d'empereur. Cette royauté d'une année introduisait le roi, sans examen et sans épreuve, dans la communauté des procureurs et lui donnait droit de juridiction supé-

rieure sur les Basoches présidiales des sénéchaussées de Toulouse, Montauban et Carcassonne. Le roi nommait ses officiers qui prêtaient serment de fidélité entre ses mains. Aux termes d'un arrêt du Parlement de 1642, le supérieur du couvent des carmes et, en son absence, le supérieur des augustins recevait le serment des nouveaux bailes de la Basoche. Le trésorier devait assister à toutes les audiences ; il payait aux officiers leurs gages, au jour du carnaval, et leur donnait leur costume et leurs gants.

Parfois, les jours de mardi gras, le roi de la Basoche faisait requérir, par un avocat, le jugement d'une cause grasse et le Parlement, c'est La Rocheffavin qui le dit, payait une amende ordinaire au roi de la Basoche « afin « de lui aider aux frais qu'il lui convient de faire ».

Lorsque le roi de la Basoche avait un procès personnel au Parlement, le président de la chambre devant laquelle il plaidait, l'engageait à se couvrir et le traitait comme un personnage de la noblesse. Cela se fit en 1605, 1637 et 1639. Le roi assistait ses avocats en robe, avec le bonnet de la royauté et quand le président lui disait :

— « Couvrez-vous, roi de la Basoche », son avocat se couvrait aussi, bien que le procès ne fut pas un procès d'appel. Dans la vie ordinaire du Palais, la Basoche portait à l'audience la robe noire et le bonnet noir.

Les Basoches du Parlement et du sénéchal, jalouses de leurs privilèges, se querellaient souvent et venaient débattre leurs procès devant la grand'chambre. Elles avaient les mêmes vanités et les mêmes rivalités que les Basoches du Parlement de Paris et du Châtelet. Un jour, la Basoche du Parlement cite la Basoche du

sénéchal en règlement devant la grand'chambre. Il fallait entendre la Basoche du sénéchal rappeler fièrement ses origines et ses droits émanés, en 1517 et 1518, des juges des appellations civiles et criminelles et du sénéchal lui-même, et se vanter d'être plus ancienne que celle du Parlement. Elle tirait orgueil de ce que les quatre évangiles formaient les premières pages de ses statuts et de ce qu'elle avait été fondée bien avant la rédaction de ses règles, « en l'honneur de Dieu, de « Notre Dame sa glorieuse mère et de monseigneur « saint Jean l'Évangéliste, un des quatre notaires de « Dieu et de la foi catholique. » Elle n'en fut pas moins toujours inférieure à sa grande rivale.

Aux jours des grandes fêtes religieuses, la Basoche de Toulouse se groupait en confréries, sous l'invocation de la très Sainte Trinité et siégeait alors dans l'église des grands carmes où se célébraient ses offices solennels et les cérémonies des funérailles des clercs. On a retrouvé le registre des dépenses de ces sortes de cérémonies : aux fêtes de Saint-Mathieu, de Saint-Jean l'Évangéliste, de Saint-Marc et de quelques autres saints, la Basoche dépensait, en jonchées de fleurs, une somme de 8 sols. A la fête des rois, cette somme s'élevait à 25 livres et 16 sols, en y comprenant les frais du service divin. En outre, elle dépensait, ce jour-là, 19 livres et 5 sols en gâteaux et bouquets attachés au pain bénit. Les jours de Saint-Nicolas et de Saint-Yves, la Basoche assistait à la messe et aux vêpres, mangeait des gâteaux en commun et distribuait des chapeaux de fleurs à tous les clercs.

Pendant les offices de l'église des grands carmes, les

grands dignitaires de la Basoche s'humiliaient et se dépouillaient de leurs titres magnifiques et ne s'appelaient que syndics, baïles et marguilliers, comme dans les diverses confréries de la ville. Autour des piliers de son église, la Basoche a un air de gravité recueillie ; elle ne s'inclinait et ne tremblait guère que devant la puissance de Dieu. Par une vieille tradition, tous les clercs étaient tenus de se confesser et de communier quatre fois par an, de donner le pain bénit, l'un après l'autre, de visiter et de secourir les malades de la confrérie et d'assister à leurs funérailles. Il arriva quelquefois que la Basoche de Toulouse et les autres Basoches du royaume assistèrent aux funérailles du roi de la Basoche de Paris et récitèrent des complaintes sur sa tombe. En 1657, le roi de la Basoche était Jean Ferluc qui fut emprisonné, on ne sait pour quelle cause, et mis en liberté par arrêt du Parlement ; en 1664, on trouve pour roi Pierre Capuron ; en 1665, Pierre-Guillaume Verne et, en 1725, Jean Dubarry.

Ce n'est pas aux églises qu'il faut chercher la Basoche. Elle n'était vraiment la Basoche qu'aux sorties du roi, aux processions, aux entrées des princes et des premiers présidents et aux fêtes de la ville, quand elle mêlait, dans ses rangs pressés, les clercs et les écoliers. Souvent le clerc qui n'était encore qu'écolier passait la matinée à l'Université et la soirée au fond de l'obscur maison du procureur. Tel était l'attrait des sorties de la Basoche, que le Parlement décida, en 1540, que toutes affaires cesseraient, pendant deux jours, pour voir la curieuse et triomphante « montre » d'un nouveau roi.

Une des plus belles réjouissances des clercs revenait,

tous les ans, à la fête des rois. La veille, la troupe des suisses et des gardes du corps se promenait, en armes, par la ville, au son des fifres et des tambours et allait dîner chez l'amiral. De là, suisses et gardes du corps passaient à un autre banquet chez le connétable où les attendaient les pairs et les maréchaux de la Basoche. Le cortège ainsi formé marchait vers la maison du roi qui offrait aux clercs une collation égayée de jeux et de chants. Le roi marchant le premier, en robe et bonnet carré et la couronne sur le bonnet, la Basoche se rendait à la grand'chambre du Parlement où elle prenait place sur les hauts sièges, le roi ayant à ses pieds son chancelier et son sénéchal tenant l'épée royale et jurant, à genoux, de rendre et administrer la justice et de tenir la main à l'exécution des arrêts et commandements de sa majesté basochiale. Le lendemain, jour des rois, la Basoche, assemblée le matin chez le roi, allait en grande pompe à la messe de l'église Saint-Sernin, y faisait des offrandes et distribuait le pain bénit, en vertu de divers arrêts du Parlement.

Quand les deux Basoches faisaient leur sortie le même jour, leur triomphe, pour parler leur langage, les officiers de la Basoche du sénéchal prenaient rang avec les officiers de la Basoche du Parlement. Un jour, ces derniers, dédaigneux de leurs confrères du sénéchal, leur contestèrent ce droit et prétendirent marcher avant eux, en soutenant que leur roi était le souverain de tous les clercs du ressort du Parlement. A cette prétention arrogante, les clercs du sénéchal répondaient que ce titre de roi avait été aboli par Henri III et que, d'ailleurs, son autorité ne s'étendait pas au delà de l'enceinte du

Palais et qu'il n'était élu que par les clercs du Parlement.

Le roi de la Basoche répliquait au sénéchal et disait qu'en sa qualité de roi, il jugeait en appel les jugements de la Basoche du sénéchal, les cassant ou les confirmant à son gré et que ce sénéchal prêtait en ses mains le serment de fidélité. Sur ce point, les clercs du sénéchal se défendaient mal en invoquant leurs traditions et leur libre volonté de prêter un serment qui ne leur semblait qu'un hommage lige.

La discussion n'avait pas de fin. Le roi disait encore que les clercs du sénéchal assistaient toujours, sur son ordre, à son couronnement et à la suite des clercs du Parlement; selon les clercs du sénéchal, ils déféraient à une invitation et non à un ordre. Ces derniers finissaient par amener leur pavillon et à marcher après les clercs du Parlement, avec les honneurs de la guerre et à la condition que le roi de la Basoche fournirait à toutes les dépenses des clercs du sénéchal, aux jours de leurs triomphes. Avant la capitulation, le sénéchal jetait ce cri de détresse au Parlement saisi de cette querelle: « O vous, « dont les cœurs sont autant de codes et de digestes, magistrats respectables et chers, qui allez juger notre « cause, pardonnez notre indiscretion, faites grâce à « notre inexpérience, suppléez aux preuves de notre « droit par vos sublimes connaissances et servez-nous « d'égide contre des adversaires puissants. » Le Parlement n'écoula jamais ces doléances et donna toujours raison au roi contre le sénéchal.

Chaque année, le Parlement assistait à la collation traditionnelle de la fête de Saint-Yves, après la messe et les vêpres chantées à la chapelle du palais jonchée

de fleurs. C'était la baillée des roses de la Basoche. On ne sait pas bien si, dans cette poétique ville de Toulouse, illustrée par Clémence Isaure, la Basoche a joué des mystères, des moralités, des farces ou des sotties. On sait seulement qu'un arrêt du Parlement défendit un jour aux clercs, sous peine d'être fouettés par la ville, de jouer des farces injurieuses, et enjoignit à leur roi, avant de les jouer, de les soumettre au sénéchal. L'arrêt menaçait les clercs d'église d'une prison perpétuelle, si le guet les trouvait mêlés à ces grossières comédies. On ne saurait dire de la Basoche de Toulouse ce que Clément Marot disait de celle de Paris, qu'elle faisait la splendeur de la capitale ; on peut croire, sans exagérer l'influence des clercs de Toulouse sur les lettres de leur pays, qu'ils eurent leur part dans la renaissance littéraire de leur temps. Ils eurent, du moins, autant de renommée que les clercs des Basoches de Paris, de Dijon, de Grenoble et de Bordeaux.

Le Parlement laissait plaider et chanter les clercs, mais il punissait leurs folles équipées et leurs émeutes. C'est ainsi qu'il leur défendit de faire des charivaris. Les Basoches voulant passer outre, leur roi se vit saisir au corps et enfermer à la conciergerie du Palais. Cette royauté frivole vieillissait et pâlissait d'année en année : elle n'était guère qu'une ombre ; son prestige s'évanouissait et son éclat s'éteignait dans le dédain, l'abandon et la misère. En plein Parlement, un roi de la Basoche allait être souffleté par un procureur en 1720, un autre devait expirer dans une prison. Pourtant, malgré l'édit de Henri III, abolissant le titre de roi de la Basoche qui lui déplaisait, parce qu'il entendait porter seul ce titre

de roi dans son royaume, la Basoche de Toulouse garda son roi. On verra, plus tard, cette royauté aimable et bruyante, qui avait duré cinq cents ans, disparaître avec la royauté française dans le naufrage de la Révolution.

CHAPITRE XIV

Avènement de Henri II. — Composition du Parlement. — Projet de réduire les charges. — Les barbes blanches. — Suppression de la chambre des requêtes. — Les grands jours au Puy. — La peste. — Le Parlement reste à Toulouse. — Mesure pour ramener le peuple et la prospérité. — Les désordres de la Guyenne devant le Parlement. — Le Parlement de Bordeaux jugé par le Parlement de Toulouse. — Harangue du chancelier Olivier. — La taille et les impositions extraordinaires. — Nombre des procureurs. — L'inquisition. — Supplice des protestants. — Les grands jours à Béziers. — Le président Michel Dufaur de Saint-Jory, baron du Parlement. Querelle des États et du Parlement. — Châtiment contre les défaillances des prêtres. — L'évêque Jean de Lettes. — Un pamphlet. — Réponse du président Jean de Mansencal. — Décision de la Sorbonne. — Signe de royale affection de Henri II. — Rigueurs contre les protestants dans la province. — Le visionnaire Postel. — Résistance à un édit bursal. — Les présidiaux. — Jean de Coras. — Antoine de Lautrec. — Marc-Antoine Muret. — Université florissante. — Ligue des États et du Parlement contre la réforme et contre la création de nouvelles charges. — Supplices des protestants. — Bandes armées. — Volonté du roi. — Gages du premier président. — Prérogatives du premier président. — La peste. — Menace d'une invasion espagnole. — Bataille de Saint-Quentin. — La magistrature, quatrième ordre dans l'État. — Rétablissement de la chambre des requêtes. — Plaintes des États. — Défaite de Gravelines. — Lettres de jussion au Parlement. — Fêtes à la Cour et mort de Henri II. — La peste. — Deuil du Parlement. — Avènement de François II.

A l'avènement de Henri II, le Parlement envoya au nouveau roi une députation chargée de lui apporter les hommages de la compagnie et de lui exposer la situation

du ressort. Quelques jours après, Henri II, par lettres patentes rappelant la vieille et glorieuse origine du Parlement de Toulouse et ses traits de ressemblance avec le Parlement de Paris, l'autorisa à poursuivre le cours de la justice dans la province. Le Parlement de Toulouse se composait, en cette année 1547, de quatre présidents, cinquante-six conseillers, parmi lesquels étaient compris Georges, cardinal d'Armagnac, évêque de Rodez, et Briçonnet, évêque de Nîmes, un procureur général et deux avocats généraux. Sous Henri II, on se plaignait de ce grand nombre de magistrats, qui croissait tous les ans. Il allait être de cent cinquante sous Louis XIII.

Les officiers du Parlement confirmés en leurs charges par Henri II étaient : MM. Mansencal, premier président ; Sarta, Dufaur, Bertrand, présidents à mortier ; les évêques de Rodez et de Nîmes ; Azalbert, président aux enquêtes ; les conseillers Saint-Martin, Dugabre, Tournoër, Février, Sarny, Deymier, L'Hôpital, Saint-Pierre, Lamamie, Cavaignes, Berbiguier, Forest, Fabre, Gabier, Golfin, d'Aussonne, Robert, Lagarde, Nupces, Reynier, Rességuier, Roguier, Sacaley, Malenfant, Bagis, Daffis, Molinier, Teula, Paulo, Malras, Séguier, Dusolier, d'Alzon, Hebrard, Gargas, Lautrec, Cormardi, Papus, Séguy, Doujat, Engilbaut, Bonald, Lauselergue, Bernuy, Benoit, Sabatier, Lafiteau, Catel, Carrière, Caulet, et à leur suite venaient Burnet, greffier civil ; Tournoir, greffier criminel ; Deygua, Mansencal, avocats du roi ; Sabateri, procureur général.

Les premiers jours d'un règne sont pleins de promesses et d'espérances. Pendant qu'une ère de paix semblait renaître, Henri II annonça au Parlement son

projet de réduire les charges à leur ancien nombre et renouvela la défense de recevoir, dans les Parlements, des magistrats avant l'âge de trente ans. Ce terme paraissait long à une jeunesse ambitieuse et impétueuse ; mais, au Palais, les vieux magistrats écartaient d'une main hautaine les hommes jeunes, sans savoir et sans expérience. Les avocats et le peuple aimaient d'ailleurs à voir, aux audiences, des barbes blanches sur les robes rouges, de même que le vieux Beaumanoir se plaisait à admirer les barbes grises sur les cuirasses aux jours de bataille.

Le roi, cédant aux vœux des États et du roi de Navarre, supprima la chambre des requêtes instituée par François I^{er} au Parlement de Toulouse. Le Parlement résista et ne se soumit qu'après trois lettres de jussion. Le roi songea, un moment, à supprimer aussi la place de second avocat général, vacante à la mort de Jean d'Olive, et le syndic des États le poussait à cette mesure nécessaire, c'est lui qui le disait dans un long mémoire, par la paresse qu'engendrent la multitude des juges et le fardeau des dépenses du Trésor. Ces doléances se perdirent au travers des rumeurs confuses de la Cour du Louvre : c'est le fils aîné du premier président de Mansencal qui remplaça Jean d'Olive.

Au mois de septembre, les grands jours se tiennent au Puy, sous la présidence du président de Sarta, assisté des conseillers du Gabre, du Ferrier, de la Garde, de Nupces, de Rességuier, Daffis, de Teula, de Malras, Guérin d'Alzon, Seguiet et Golfin. On y jugea surtout les procès relatifs à l'état des églises et à la discipline des monastères, dans les sénéchaussées de Beaucaire et du

Rouergue et les bailliages du Velay, du Gévaudan et du Vivarais. Le bras séculier venait en aide aux monastères et aux églises pour resserrer les liens flottants de la règle ; il n'oubliait pas de frapper, autour de lui, de rudes coups sur les calvinistes fougueux de ces contrées.

En rentrant à Toulouse, les magistrats des grands jours y retrouvèrent la peste, qui désola le pays pendant deux années. Le Parlement resta à Toulouse, en laissant aux magistrats effrayés par le fléau la liberté de sortir de la ville. Aucun d'eux ne déserta la cité alarmée et abandonnée. Les marchands et les voyageurs qui la traversaient subissaient de cruels traitements à leur arrivée dans les autres villes de la province ; il fallut que le Parlement menaçât les populations de ces cités inhumaines du bannissement, de la confiscation des biens, des galères et du fouet. Afin d'attirer les étrangers et de ramener à Toulouse le commerce appauvri et languissant, il vérifia l'édit qui accordait une foire chaque année et un marché par semaine au faubourg Saint-Cyprien. Les impôts continuaient à peser sur la ville. Le président des enquêtes, Jean de Bernuy, trouvant que les capitouls puisaient trop largement dans sa grande fortune, déclina la juridiction du Parlement dans ses procès avec eux, et obtint une évocation au Grand Conseil. Certaines pièces ayant disparu, le Parlement s'en prit à Jean de Bernuy et le suspendit de ses fonctions. Le roi lui rendit sa charge de président en le privant de quelques mois de gages et renvoya la contestation de la famille Bernuy et des capitouls à la sagesse du Parlement.

Il donna au Parlement une éclatante preuve de sa con-

fiance en soumettant à sa justice les désordres de la Guyenne. L'établissement des gabelles avait mis en feu les régions du Bordelais, de la Saintonge, du Périgord et du Limousin. Un vent de révolte souffla surtout à Bordeaux où la voix du Parlement fut raillée et insultée, et où une troupe de factieux contraignit les présidents et les conseillers à se mettre à leur tête en habits de matelots. Le Parlement de Bordeaux appela à son secours Tristan de Monenx, lieutenant du roi de Navarre ; mais le peuple le massacra. Le connétable de Montmorency, marchait à grandes journées avec ses troupes et le maître des requêtes, Charles de Neuilly, cœur de fer et implacable artisan des vengeances du roi. Le connétable et le maître des requêtes ne jetèrent qu'un regard dédaigneux sur le supplice d'un chef de la révolte tiré à quatre chevaux par arrêt du Parlement. Ce châtiment leur parut dérisoire : le maître des requêtes embrassa, dans sa poursuite, la ville tout entière, et le connétable rendit cette sentence fameuse qui frappait d'interdiction la ville de Bordeaux, les jurats et le Parlement lui-même. Ils se pourvurent en cassation au Conseil du roi. La Guyenne épouvantée de cette décision était dans une anxiété qu'un chroniqueur compare à une agonie. Le roi évoqua l'affaire et la renvoya au Parlement de Toulouse.

C'était la première fois qu'un Parlement allait juger un autre Parlement. N'était-ce pas du Parlement de Bordeaux que le chancelier de L'Hôpital disait que c'était une maison mal réglée où les saines traditions s'étaient effacées et affaiblies ? De Thou qui a raconté en détail et la révolte des Bordelais paraît avoir ignoré cette évo-

c

cation : il s'est même trompé en disant que, durant cette interdiction, la justice ne fut rendue à Bordeaux que par des magistrats pris par le roi au Parlement de Paris ; selon les bénédictins, le roi aurait pris ces magistrats aux Parlements de Paris, de Toulouse et de Rouen. La Rocheffavin est mieux renseigné en écrivant que le roi choisit ces magistrats dans tous les Parlements de France. On trouve, en effet, parmi eux le nom de Jean du Tournoër, conseiller à Toulouse.

Cette tempête s'apaisa et les innocents se détachèrent des coupables. Au mois de novembre de la même année, la clémence royale rendit au Parlement de Bordeaux le plein exercice de la justice en Guyenne ; elle ne déféra au Parlement de Toulouse que les assassins du lieutenant du roi de Navarre et quelques magistrats plus attaqués que les autres par l'information et le rapport du maître des requêtes. Les parlementaires de Bordeaux traduits devant le Parlement de Toulouse étaient le président de La Chassaigne, les conseillers Arnaud de Sebra, Pierre de Cores, Guillaume Vergouin, Arnaud Guérin et le procureur général Antoine de Lescure. Leur procès se termina par un arrêt d'absolution. Tous ces magistrats reprirent leurs fonctions au Parlement de Bordeaux, sauf La Chassaigne dont la disgrâce dura dix ans.

Ces troubles ne franchirent pas les limites de la Guyenne. La province de Languedoc ne manquait ni de divisions, ni de secousses. Le roi s'en inquiète et s'en irrite. Le Parlement envoie des remontrances à la couronne et ne paraît pas se soucier de la sévère harangue du chancelier Olivier au Parlement de Paris, en 1549 :

« Je sais bien qu'en plusieurs occasions, les rois ont
 « voulu prendre avis de cette compagnie, soit du corps
 « entier, soit d'aucun d'icelui, en affaires bien impor-
 « tantes de leur État, quand ils l'ont trouvé bon, et le
 « pourraient faire encore souvent, n'étaient que quel-
 « ques scrupules qui ont rendu les communications
 « plus difficiles. Mais comme il est en la puissance et
 « en la conduite du prince de prendre, ainsi qu'il lui plaît,
 « avis et conseil de ceux qu'il veut appeler, ce qu'il fait
 « en cela ne change pas la condition de ceux qu'il appelle
 « et ne leur donne point nouveau droit, ni nouvelle qua-
 « lité ; et toujours la fonction de cette compagnie est de-
 « meurée en cette première et principale partie de toutes
 « les actions royales et la plus importante qui s'exerce
 « en un État, qui est l'administration de la justice. »

Les États suppliaient le roi de ne plus exempter de la taille les membres du Parlement ; le roi ne les exempta que des impositions extraordinaires. En retour, le Parlement ajournait sans cesse la confirmation générale des privilèges de la province. Au lendemain de cet arrêt de confirmation, les États, en signe de paix, prient le roi de laisser au Parlement le libre pouvoir de fixer le nombre des procureurs. Ce rameau d'olivier se dessécha aux premiers souffles d'orage.

C'est un frein et non une branche d'olivier qu'on mit devant l'inquisition pressée de refouler la réforme et qui empiétait sur la juridiction épiscopale. Le père Lombard écrit alors cette maxime : « Tout despotisme en-
 « chaîne les hommes et celui de l'inquisiteur de la foi
 « eût causé, si on l'eût laissé faire, autant de mal à la
 « religion qu'à la société. » Déjà, Philippe le Bel lui

avait enlevé le droit d'emprisonner les citoyens soupçonnés d'hérésie, sans être muni d'une sentence préalable rendue par l'évêque, l'inquisiteur et le sénéchal. Les inquisiteurs n'en violaient pas moins les droits de juridiction des évêques. Ils régnaient à Toulouse et, du fond de leur couvent, ils semaient la terreur dans la province par les condamnations et les supplices. Le président de Rességuier, dans ses mémoires manuscrits en a parlé dans ce langage humain et ému : « Ce tribunal de l'In-
« quisition établi pour maintenir la foi dans sa pureté
« n'était que le théâtre de la calomnie, de l'opposition
« et la source d'exactions violentes et injustes. Le roi
« Philippe le Bel eut beau envoyer à Toulouse le vidame
« d'Amiens, pour informer contre l'Inquisition, et le
« Parlement eut beau évoquer bien des procès devant
« lui, les bûchers flambaient toujours sur la place Saint-
« Étienne. » Henri II renouvela une ordonnance de François I^{er}, portant que les juges royaux instruisaient les procédures et les soumettraient à la décision des juges ecclésiastiques, sauf les cas réservés à la justice du souverain. Les peines canoniques n'effrayant plus les partisans de la réforme, on en revint à la rigueur des châtiments séculiers : Henri II déféra aux Parlements les crimes d'hérésie, et les appels des sentences ecclésiastiques rendues contre les accusés entrés dans les ordres sacrés. Le roi autorisa même le premier président du Parlement de Toulouse à faire juger ces sortes de crimes par celle des chambres qu'il lui plairait de choisir. C'est ainsi que Pierre Serres, prêtre converti au protestantisme, fut jugé à la fois par la grand'chambre et la Tournelle, le premier président

ayant soutenu que l'arrêt de mort prononcé par la seule Tournelle était nul et contre les règles.

Ces premières années du règne de Henri II couvrirent la province de Languedoc, et surtout la ville et la contrée de Nîmes, d'échafauds, de gibets, de bûchers et de supplices. Les écoliers de l'Université, entraînés par le courant, bravaient les excommunications et la prison et embrassaient en foule le protestantisme. Les plus violents pénétraient parfois dans les églises, l'épée à la main, forçant les prédicateurs à descendre de leurs chaires et à cesser leurs prières. Dans une ville, les catholiques investissent et brûlent le prêche ; dans une autre, les protestants massacrent les catholiques en procession dans les rues, dispersent les moines et les religieuses, les mutilent et les jettent dans les fleuves. Telle fut un jour l'audace du carme Vidal, dans la chaire de l'église de Pamiers, que le Parlement décerna contre lui un arrêt de prise de corps et que les consuls de la ville, soupçonnés d'avoir favorisé sa fuite, furent ajournés et censurés à l'audience. Ces terribles journées amenèrent les grands jours tenus à Béziers en 1550. Pierre Dufaur de Pibrac les présida, en ayant avec lui les conseillers du Tournoër, du Ferrier, Robert de Nupces, de la Garde, de Bagis, de Paulo, du Solier, Hébrard, Papus, Berbiguier et de Lautrec.

Le président Dufaur, membre de ce conseil politique de la province qui tenait en ses mains toute l'autorité des gouverneurs appelés aux armées, ne tarda pas à être remplacé par son frère Michel Dufaur de Saint-Jory, juge-mage de Toulouse, qui fit confirmer en sa personne l'ancienne prérogative des barons du Parle-

ment, de siéger aux États parmi les barons. Les États n'arrachèrent que plus tard cet honneur aux membres du Parlement. En attendant, ils refusèrent, comme pour se venger des parlementaires, d'ordonner la réédification de l'ancien palais des comtes de Toulouse, dont les salles tombant en ruines servaient aux audiences de la Cour. Ils ravivaient ainsi les querelles à peine assoupies de la Cour des aides et des parlementaires, qui ne pouvaient s'éteindre que le jour où la Cour des aides serait réunie au Parlement.

Quelques mois après, le procureur général s'attaqua, à l'occasion d'un édit du roi, à la nouvelle noblesse sortie du capitoulat, qui prenait des vêtements en étoffes de soie permises aux gentilshommes et interdites aux roturiers. A la première nouvelle de ce réquisitoire, qui mit en courroux les femmes et les enfants des capitouls, l'hôtel de ville se pourvut auprès du roi qui confirma, en souriant, aux familles anoblies par le capitoulat, le libre usage de la soie.

Ces questions frivoles s'effaçaient devant les questions qui touchaient à la moralité publique et à la chasteté des mœurs de l'église. Un prêtre, étant convaincu de vivre sous le même toit avec une jeune veuve, le Parlement bannit la veuve, mit aux enchères la maison du scandale, distribua le prix, moitié en amende envers le roi et moitié en aumônes envers les pauvres et déféra le prêtre au jugement de ses supérieurs ecclésiastiques. Cet arrêt souleva les clameurs de la province, et l'évêque de Montauban en poursuivit la cassation au Conseil du roi. Hélas ! c'était cet évêque de triste mémoire, Jean de Lettes, qui combattait alors pour ses foyers et qui se ré-

fugia à Genève, au lendemain de tout ce bruit, avec une veuve de son diocèse. La misère l'obligea à échanger son évêché français contre un moulin de Suisse, et c'est la décadence de Jean de Lettes qui donna lieu à ce proverbe railleur : d'évêque devenir meunier. Le Parlement, ému des fréquentes défaillances des monastères et des églises, commanda à tous les juges royaux du ressort, de saisir au corps tous citoyens, clercs ou laïcs qui, selon son expression, seraient scandaleux. Cet arrêt retentit d'un bout du royaume à l'autre ; on en disputa jusqu'à la Cour du Louvre. Après bien des récriminations passionnées, le Conseil privé cassa l'arrêt du Parlement.

Cet orage se serait évanoui si un pamphlet ayant pour titre *Arrêt du Parlement de Toulouse très profitable*, n'eût amassé de nouveaux nuages. Le premier président de Mansencal y répondit par un écrit sous ce titre : *De la vérité et autorité de la justice du roi très chrétien en la correction et punition des maléfices* : il y défendait l'autorité méconnue de la Cour, en séparant, dans le clergé, le bon grain de l'ivraie. Cette réponse n'est qu'une lente et lourde dissertation remplie de citations, de questions de doctrine et d'arguments tirés des conciles. Elle concluait en disant que le Parlement n'entendait pas empiéter sur les privilèges de l'Église, mais qu'il avait voulu frapper un coup d'éclat pour réveiller les supérieurs endormis ou assoupis des églises et des couvents.

Cet écrit du premier président eut un retentissement plus grand encore que l'arrêt. La Sorbonne, inquiète de certaines propositions échappées au premier président, mit le libelle au rang des livres entachés d'erreurs et d'hérésies. L'évêque de Montauban alla plus loin que la

Sorbonne et le brûla en place publique. Jean de Mansencal protesta contre la censure de la Sorbonne par une apologie de ses propositions et de la pureté de sa foi. L'Inquisition et huit docteurs de Toulouse soutenaient la doctrine du premier président. Jean de Mansencal ne s'attaquait vraiment qu'à la brigue d'une partie du clergé : loin de vouloir outrager la Sorbonne, il lui envoya son gendre Gabriel Du Bourg, grand référendaire de France et petit-fils du chancelier Du Bourg, afin de l'adoucir et de l'éclairer. La Cour et le roi étaient pour Jean de Mansencal, mais la Sorbonne n'entendit rien retrancher de sa décision. Le roi plaignit le premier président et créa, en signe de sa royale affection pour lui, un office de conseiller uni à la garde des sceaux de la chancellerie de Toulouse en faveur de Gabriel Du Bourg, avec la préséance sur tous les conseillers ses collègues qui ne lui pardonnèrent pas cet honneur insigne et qui l'obligèrent à y renoncer. Ce Du Bourg, fils d'un frère d'Antoine Du Bourg, chancelier de France, a été la tige féconde et illustre d'où sont sortis des évêques de Rieux, des sénéchaux d'Auvergne, un gouverneur de Lille et une légion de conseillers au Parlement.

Les censeurs de Sorbonne ne refroidirent pas le zèle du Parlement dans la poursuite des sourdes manœuvres des ennemis de l'Église. N'est-ce pas alors que le premier président disait à Henri II : « Sire, sans la
« crainte de votre justice et la vigilance de votre Par-
« lement, le feu du schisme de Genève était non seule-
« ment allumé, mais encore afflambé en icelles vos villes
« et pays. » Les prêcheurs calvinistes couraient les plaines du Bas-Languedoc où, ni le concile de Narbonne,

ni les supplices ne pouvaient arrêter leur invasion. On en prit beaucoup à Nîmes, Béziers, Montagnac et Pézenas. Des commissaires du Parlement partirent aussitôt afin d'instruire leurs procès, ce qui faisait dire à Théodore de Bèze que de tous les Parlements du royaume, celui de Toulouse était le plus inexorable et le plus sanguinaire. On les pendait ou on les brûlait vifs et les cendres d'un furieux disciple de Calvin, Pierre de Lavau, arrêté dans les rues de Nîmes, furent jetées au vent.

Ceux qui se chargèrent de ces sanglantes exécutions étaient le procureur général Pierre Sabateri, et le conseiller Antoine de Paulo ; sur leur passage s'allumaient partout les bûchers et se dressaient les échafauds. L'épouvante régna dans ces contrées et les huguenots se cachèrent au fond des montagnes des Cévennes et du Vivarais.

Quelques jours après l'édit de Châteaubriant qui donnait aux présidiaux et au Parlement le pouvoir de juger les cas d'hérésie avec commotion, on vit paraître à Toulouse un missionnaire aux longs cheveux, à la barbe flottante et à demi vêtu qui se disait saint Jean l'Évangéliste. Le fameux Postel, d'une imagination emplie de rêveries et de chimères, essaya de persuader au peuple que l'âme de saint Jean était passée dans le corps de cet halluciné. Le peuple le suivait par les rues ; mais le jour où il se hasarda à blasphémer, le Parlement le condamna à une prison perpétuelle dans une des tours du Palais. Avec la paille de son cachot, il mit le feu à la tour. On le condamna alors à être brûlé vif et tandis que les flammes du bûcher montaient vers lui, il soufflait sur elles, espérant les détourner ou les éteindre.

Elles l'enveloppèrent d'une rouge fumée et il tomba étouffé sous leurs tourbillons, en élevant les mains au ciel.

La continuation de la guerre avec Charles-Quint, en épuisant le Trésor, amena l'édit bursal destiné à l'institution des présidiaux qui devaient juger, sans appel, jusqu'à la somme de 250 livres. Les villes de Toulouse, Nîmes, Carcassonne, Béziers, Castres, Castelnaudary, Villefranche-de-Rouergue et Cahors, s'apprêtaient à recevoir ces présidiaux, lorsque le syndic de la province et les capitouls protestèrent contre cette innovation judiciaire. Cette levée de boucliers ne déplaisait pas au Parlement qui n'enregistra l'édit bursal que le 22 août 1552, sur des lettres de jussion. Ces résistances aboutirent pourtant à la suppression du présidial de Castres, et on établit, malgré l'opposition des États, un sénéchal à Castelnaudary, capitale du Lauragais, ville protégée par la reine à qui appartenait le Lauragais, héritage de Madeleine de la Tour et de Laurent de Médicis. On voit percer déjà la main altière et souveraine de Catherine de Médicis. Avec les années, les présidiaux s'étendirent aux villes de Montpellier, du Puy, d'Auch, de Montauban, de Lectoure, de Pamiers, de Rodez, de Tarbes, de Limoux. Le Parlement enfermait ainsi dans son ressort seize Cours présidiales. Celle de Tarbes ne tarda pas à être supprimée.

Ces Cours présidiales, avides d'honneurs et enivrées de leurs pouvoirs, tranchaient en Cours souveraines : le Parlement maîtrisa cet essor et leur défendit d'intituler leurs décisions du nom « d'arrêts » et de parler au nom

du souverain en se servant du terme « Nous ». Le roi signa une déclaration destinée à contenir les diverses juridictions du royaume dans leurs régions et leurs limites. Le Parlement de Toulouse l'enregistra, en refusant de se soumettre à un article qui semblait donner un droit de préséance aux trésoriers de France et aux maîtres des comptes sur les conseillers au Parlement ; il s'était allié dans cette lutte contre la déclaration royale avec le Parlement de Paris.

En cette année, 1552, Jean de Coras, célèbre par son savoir et ses malheurs, entra au Parlement de Toulouse où sa science allait jeter un vif éclat. Sa grande renommée ne le dispensa pas de l'examen que subissaient les nouveaux conseillers, avant de prendre possession de leurs sièges. Devant cette Cour austère et savante, cet homme fier, intrépide et presque farouche, trembla, selon ce que raconte Maynard, et ne s'exprima que dans un langage où se reflétait le trouble de son esprit. Ces sortes d'émotions n'étaient pas rares : un sénéchal de Toulouse, vieilli dans la robe et regardé comme un oracle, moins heureux que Coras, perdit la parole devant le Parlement assemblé pour le recevoir et se retira sans oser y reparaître. Jean de Coras avait pris, en naissant, aux collines de Réalmont, leur sève forte et féconde. Des bancs de l'université de Toulouse, il était parti, presque enfant, pour Angers, Orléans et Paris où il enseigna le droit canon ; puis il passa les Alpes, poussa jusqu'à Padoue et regagna Toulouse pour enseigner le droit civil aux écoliers épris de la vérité et de la jeunesse des doctrines du maître. Les vieux savants, qui s'étaient fait de leur science un asile paisible et doux à

l'esprit, s'indignèrent de ces nouveautés. Coras leur répondit par des sarcasmes et enchaîna la foule par le succès.

Le Parlement souriait à ces idées vaillantes qui lui annonçaient l'unité dans la législation du royaume. Coras n'eut pas de plus chauds partisans que les premiers présidents Jacques de Minut et Jean de Mansencal qui fut aussi son meilleur ami. Sans reculer devant la rigueur des lois romaines, il enseignait les doctrines philosophiques du droit en les transformant et en les rehaussant. Sa renommée s'étendant d'un royaume à l'autre, on l'appela à Valence, à Avignon, à Béziers, à Pise, à Venise et à Ferrare. C'est en quittant Ferrare, que, par l'entremise des cardinaux de Lorraine et de Châtillon, il obtint les provisions d'une charge de conseiller, au Parlement de Toulouse. Les quatre mille écoliers de l'Université ne voulaient pas se séparer de lui : il montait à sa chaire le matin, et le soir à son siège de conseiller ; le roi, par lettres patentes, l'autorisa à se servir de la main d'un secrétaire dans les rapports des procès de sa chambre, « parce qu'il ne fallait point le distraire de la « poursuite d'écrire et de mettre en lumière plusieurs « beaux et recommandables livres. » Il embrassa avec enthousiasme les idées de la réforme ; en butte aux attaques des sermonnaires et des fougueux catholiques, proscrit plus d'une fois et menacé de mort, il trouva un secours puissant à la cour de Jeanne d'Albret, qui en fit son chancelier de Navarre à la mort de son fidèle d'Aubigné, et le mêla à tous les projets, à tous les conseils et à toutes les négociations de ce parti. Il devint un des chefs de la réforme et quand le désastre de Jarnac et la mort de

Condé abattront tous les courages, il ne désespérera jamais de la cause de la réforme et il sera à côté de Jeanne d'Albret, quand elle haranguera les troupes ébranlées et leur donnera son fils en gage de victoire. Il aurait été heureux s'il avait su vivre dans sa retraite laborieuse et sereine, en gardant la religion de ses ancêtres. Il allait être un des agitateurs les plus véhéments du camp des réformés.

Ces agitateurs, avant de laisser éclater leurs révoltes, les étouffaient longtemps au fond de leur cœur, depuis qu'une ordonnance du roi Henri II avait imposé aux magistrats, sollicitant leur entrée dans une Cour de justice, des preuves de catholicité à l'abri de soupçons et de surprises. Il en était qui courbaient le front et signaient de sinistres arrêts qu'ils redoutaient en secret pour eux-mêmes. D'autres plus fiers et plus téméraires déchiraient tous les voiles, comme cet Antoine de Lautrec qui abandonna sa patrie et sa charge de conseiller au Parlement de Toulouse, pour s'enfuir à Genève, et que le Parlement condamna, par contumace, à être brûlé en effigie, la veille du jour où un sectaire jeune et enthousiaste arrivé de Genève, fut brûlé vif en place Saint-Georges. C'est aussi le temps où Marc-Antoine Muret, celui qu'on appela l'orateur des papes et qui étudiait le droit à Toulouse, à l'exemple des plus grands hommes de son siècle, fut condamné par contumace, non pour crime d'hérésie, mais pour ses mœurs infâmes, à périr dans les flammes avec un gentilhomme de Dijon son élève et son complice. On les brûla en effigie ; ils avaient déjà passé les monts.

La ville de Toulouse attirait vers ses écoles les ora-

teurs et les poètes de tous les pays. On oublia vite la fuite de Marc-Antoine Muret. Depuis le quatrième siècle, on ne vit jamais à Toulouse éclore plus de brillants esprits aux écoles de théologie, de droit civil, de droit canon et des belles-lettres. Un édit du roi réunit en deux écoles affectées à l'étude des langues latine, hébraïque, grecque et des beaux-arts, les anciens collèges de Boulbonne, de Saint-Girons, de Verdale, de Montlezun et de l'Esquille, originellement réservés à la jurisprudence et à la théologie, afin, disait le roi, « de donner accomplissement à l'Université de Toulouse qui de tout temps a été, dans l'interprétation et l'étude des lois, la plus fameuse et la plus florissante du royaume. »

L'enregistrement de l'édit rencontra des obstacles. Les esprits attardés et ennemis des innovations craignaient de voir les belles-lettres nuire à l'étude sévère des lois. Jean Bodin, alors étudiant en droit à Toulouse et amassant des matériaux pour son livre *de la République*, prit la défense des nouveaux collèges dans un discours adressé à la jeunesse, au peuple et au sénat toulousains. Le syndic de l'Hôtel de Ville alla à Paris et obtint des lettres de jussion. Le Parlement enregistra l'édit.

Le Parlement et les États, toujours en querelle, oubliaient leurs ressentiments et groupaient leurs forces pour arrêter l'invasion de la réforme dans la province et pour entraver la création de nouvelles charges dont le roi, malheureux à la guerre, menaçait le Languedoc. Le Parlement écartait, sans pitié, ceux qui lui semblaient indignes de remplir des fonctions de magistrat, sans avoir égard aux prières des courtisans ou aux

•

ordres du roi. Il ne s'inspirait que de l'honneur et des intérêts de la justice. Henri II d'ailleurs ne l'en blâmait pas ; il lui écrivait un jour de se mettre sur ses gardes, quand il s'agirait de grâces à lui surprises par les artifices et les importunités des hommes dressés à tromper les rois. La seule création de deux offices de président en faveur des deux conseillers Antoine de Paulo et Antoine de Malras ne souffrit aucun retard. Il n'en fut pas ainsi de la création d'un office de second procureur général, autrefois supprimé, accordé à Martin Durand. Ni des lettres patentes, ni des lettres de jussion apportées par un maître des requêtes, ni les colères du maître des requêtes ne prévalurent contre les résistances du Parlement qui renvoya cette affaire au roi, afin qu'il en ordonnât selon son bon plaisir. Le roi donna tort au maître des requêtes et abolit cette charge arrachée à sa main par la vanité d'un ambitieux.

Quand il se reposait des affaires de la guerre, le roi se retournait vers les choses de la justice et de la religion. Il manda au premier président de sévir contre les progrès de la réforme avec toute la rigueur des lois.

« Vous savez assez que la chose que nous avons toujours plus désirée est d'extirper et déraciner de notre
 « royaume la malheureuse et damnée secte hérétique, et
 « n'aurez oublié combien de fois et de quelle affection
 « nous vous avons recommandé la justice et punition de
 « ceux qui en seraient tachés, afin d'essayer, par ce
 « moyen, d'en nettoyer notre royaume. En quoi, quelque
 « devoir que vous ayez fait, nous ne voyons toutefois
 « aucun amendement, mais au contraire que les dites
 « sectes s'augmentent et se fortifient de plus en plus à

« notre grand regret..... Nous vous mandons et ordon-
« nons que vous ayez à procéder encore plus soigneuse-
« ment et diligemment que jamais contre ceux qui s'y
« trouveront chargés et prendre en mains, chacun de
« vous, l'extirpation de cette vermine. »

Cette lettre fut accueillie par les cris de réprobation des réformés.

Les protestants ne se contentaient plus de chanter, dans l'ombre, les psaumes français traduits par Clément Marot ; les plus violents s'attaquaient aux églises, abattaient les croix, déchiraient les images et profanaient les statues de la vierge et des saints, aux portes des maisons et aux carrefours de Toulouse. Le peuple en était irrité ; le Parlement assista à une procession générale ordonnée en expiation de ces sacrilèges. Les bûchers et les échafauds donnaient aux persécutés les exaltations du martyre ; loin de les effrayer, ils jetaient dans leur âme plus de frémissements et plus de haines. Sur ce chemin du supplice, on rencontre le cordelier Marcié dont les sermons dans le Rouergue semblèrent toucher à l'hérésie, les deux inquisiteurs Remond du Luc, conseillers en la sénéchaussée d'Agen, et Richard, leur vicaire, accusés d'hérésie et de sodomie et François d'Augy, revenu de Genève, qui cria au milieu des flammes : « Courage, mes frères, je vois les cieux ouverts et le fils de Dieu s'appréant à me recevoir ! » A leur suite, on vit paraître Jean Joéry, des plaines d'Albi, et un petit enfant, son serviteur, qui chantèrent des psaumes dans le feu jusqu'à leur dernier soupir, Pierre Serre, du diocèse du Couserans, dont la mort arracha des larmes au peuple et aux juges eux-mêmes,

Guillaume d'Alençon et Pierre de Lavar et une multitude de protestants de Grenade, d'Agen, de Négrepelisse, de Villefranche et de Montauban, parmi lesquels on cite Paulet, lieutenant principal de la sénéchaussée, Brassac, lieutenant particulier, le consul Pigorier, des syndics et des ministres qui poussaient ce cri touchant d'Étienne Dolet : « Étais-je donc un loup, une bête féroce ? Ne « suis-je pas un homme ? »

Le protonotaire d'Armagnac, devenu évêque de Rodez et cardinal, le cordelier de Nuptiis, qui prêchait à la Daurade, et son ami Melchior Flavin n'échappèrent à la mort que par la fuite. Le bûcher prenait tout, moines, huguenots ou écoliers, tous ceux qui lisaient les psaumes. Le peuple, impatient et mécontent des lenteurs du Parlement, se faisait parfois justice, se ruait sur les imprudents qui critiquaient les sermons catholiques, les traînait hors de l'église, les accablait de coups de pierre ou de coups d'épée et allumait la paille et le bois pour les brûler. Triste retour de ces persécutions religieuses : Calvin écrivait de Genève au gouverneur de Montélimart : « Purgez le pays des ennemis de « la doctrine ; pareils monstres doivent être étouffés « comme on fit à Michel Servet. »

Des bandes armées parcouraient les Cévennes au travers des émeutes et des supplices. Des présidents et des conseillers du Parlement accourent vers ces contrées ; mais leurs châtiments étant impuissants à calmer ces révoltes, le roi commanda au sénéchal de Nîmes de convoquer le ban et l'arrière-ban de la sénéchaussée, les troupes à pied et à cheval, l'artillerie et les canons s'il en était besoin. Les feux des bûchers se rallumèrent et

la terreur régna sur le passage des troupes et des parlementaires. Enfin, la clémence du roi suspendit le cours de cette redoutable et errante justice et le calme revint dans les Cévennes et le Gévaudan.

Il a semblé aux esprits frondeurs ou légers que le Parlement de Toulouse ne savait que verser le sang et brûler les agitateurs de la réforme : il faut se souvenir qu'il n'exécutait que la ferme volonté du roi et que les lois implacables de ces rudes époques, qui punissaient de mort les prédicateurs des nouveaux dogmes, les vendeurs des livres condamnés, ceux qui tenaient des assemblées protestantes et ceux qui allaient à Genève. Il était expressément interdit au Parlement de remettre la peine de mort quand elle était prescrite ou de la modérer. Les contemporains lui ont rendu cette justice qu'il refroidit, plus d'une fois, les excitations des évêques ayant droit de séance dans ces procès de religion, en vertu d'un édit de 1557, et les ardeurs des inquisiteurs répandus par la province et usurpant l'autorité des évêques.

Le roi le savait bien, et il en témoignait son contentement au Parlement en confirmant l'ordonnance de François I^{er}, qui affectait à la charge de premier président de Toulouse les mêmes gages qu'à la charge de premier président du Parlement de Paris. Les autres présidents, les conseillers et les gens du roi partagèrent ces faveurs du prince et touchèrent les gages des membres du Parlement de Paris, dans les affaires du domaine et du roi. Les premiers présidents recevaient alors pour leurs gages 1,800 livres, les présidents à mortier 1,200 et les conseillers 800. Un document de 1557 dit que la totalité des gages du Parlement de Tou-

louse s'élevait, par année, à la somme de 11,262 livres 9 sous et 6 deniers. Le Parlement de Paris, jaloux de ses prérogatives et de l'ancienneté de son origine, craignait de voir s'élever trop haut cette Cour rivale dont la renommée grandissait chaque année. Il voulut l'abaisser en restreignant le droit des parlementaires de Toulouse d'opiner au Parlement de Paris, suivant l'ordre de leur réception. Le roi prit parti pour le Parlement de Toulouse et conseilla au premier président de mesurer les honneurs à rendre aux parlementaires de Paris aux honneurs que sa compagnie recevrait elle-même de cette Cour. On s'en tint à ce conseil du roi Henri II.

Ces disputes de Parlement à Parlement et les querelles toujours renaissantes du Parlement et des États s'enfuyaient devant les ravages de la peste qui ne s'éloignait que pour revenir plus meurtrière; elle emportait jusqu'à deux cents personnes par jour à Toulouse. La peur était si grande que, dans plusieurs villes du ressort, les magistrats désertaient leurs sièges, les seigneurs leurs châteaux et les prêtres leurs églises. Le Parlement enjoignit aux officiers royaux, aux seigneurs, aux curés, aux prieurs et aux vicaires de garder leur résidence, sous peine de privation des offices, de perte des droits seigneuriaux ou de saisie du temporel. Le roi battait des mains à ces injonctions, qu'il confirmait par un édit de Compiègne où il était dit que la présence des pasteurs à charge d'âmes ne pouvait qu'arrêter la marche de l'hérésie.

Le Parlement donnait l'exemple de la résidence, communiait en corps à la cathédrale et bravait le fléau.

A la rentrée de la Saint-Martin, et en signe de tristesse, l'ouverture du Parlement se fit à huis clos.

Ce n'était plus le temps où le Parlement composé d'un petit nombre de magistrats était contraint, par la force des choses, de transférer son siège d'une ville à l'autre, afin de ne pas laisser un vaste ressort privé de justice. On l'a vu d'ailleurs : ce n'était pas la première fois qu'il montrait ce tranquille courage devant la peste qui dévorait tant de victimes. Ce serait fausser l'histoire et violer la vérité que de ne pas lui rendre cet hommage qu'il ne dévia pas du droit chemin.

Les secours et les mesures de salubrité venaient du Parlement. Il remit en vigueur les ordonnances sur la police des cabarets et condamna les habitants de Toulouse, trouvés par le guet dans les tavernes de la ville, à être attachés à un poteau élevé dans un carrefour, afin de les préserver de la contagion, « de ne pas dépenser, en un « jour de fête, le gain de la semaine, de ne pas mendier « ensuite misérablement ou d'épouser un hôpital, étant « vieux et inutiles au travail. » Il fit abattre les saillies des maisons sur les rues étroites et manquant d'air et de lumière, élargir les places, embellir les monuments et les églises, et restaurer le Capitole qui n'avait de romain que son nom, puisque l'ancien Capitole romain se trouvait un peu au delà de la chapelle Saint-Quentin, où sa vieille tour et ses murs délabrés servirent de maison de ville jusqu'au règne de saint Louis.

Ces beaux projets d'assainissement et d'embellissement, approuvés par le roi, ne se réalisèrent pas avec la rapidité des arrêts ou des ordonnances ; les soucis de la guerre obligèrent la ville de Toulouse à se fortifier plus

qu'à se rajeunir. Les troupes espagnoles menaçaient toujours les frontières des Pyrénées ; on entourra de boulevards les moulins du Château et du Basacle ; on environna de tours, de murs et de fossés le faubourg Saint-Cyprien, bâti après la guerre des Albigeois et ouvert du côté de la Gascogne ; la grand'chambre et la Tournelle cassèrent les élections des capitouls et remplacèrent les ignorants et les trembleurs par d'anciens capitouls d'une intelligence et d'une bravoure éprouvées.

La nouvelle de la perte de la bataille de Saint-Quentin, si désastreuse aux seigneurs français, mit Toulouse en deuil. On apprit en même temps que le roi, en vue de réparer cette déroute, avait convoqué à Paris tous les États du royaume. Ces États composés des deux ordres du clergé et de la noblesse et accrus, sous le roi Jean, de l'ordre du peuple virent, pour la première fois, la magistrature prendre place au milieu d'eux, au mois de janvier 1557. Elle y forma un quatrième ordre entre la noblesse et le tiers État. Le député du Parlement de Toulouse était le président Pierre Dufaur, habile à manier les affaires publiques et choisi par le roi. Ces États généraux levèrent sur les fortunes du royaume un impôt de trois millions d'écus d'or et réformèrent des abus nuisibles aux domaines du roi et de la couronne. Le roi confia à son Parlement de Toulouse ses intérêts dans la province du Languedoc.

Les besoins de l'État rendirent une vie passagère à la Chambre des requêtes tour à tour relevée et détruite au souffle des victoires ou des défaites. Des lettres patentes la rétablirent au mois d'avril 1558, avec deux présidents et huit conseillers laïcs ayant les hon-

neurs et les gages des autres conseillers de la Cour. A la sollicitation des États du Languedoc, le nouveau règne allait la supprimer.

Ces contradictions des édits ne venaient pas des rois ; les souverains créaient ou supprimaient des offices dans les Parlements, selon l'état des finances du royaume et les vicissitudes de la guerre. Les États de la province ne cessaient de supplier le roi de réduire le nombre des magistrats, ou de revenir au nombre fixé par les édits de Louis XII, d'abolir les dispenses de parenté et d'alliance entre magistrats, source impure de la vénalité des charges, et d'ordonner la communication de leurs lettres de provision aux syndics de la province, avant leur entrée en fonctions. De leur côté, les Parlements, inquiets des envahissements des présidiaux, protestaient contre le nouvel édit attentatoire à sa souveraineté, qui leur permettait de prononcer, en dernier ressort, sur les procès de propriétés immobilières, dont le revenu ne dépassait pas la somme de 50 livres et sur les procès de choses mobilières d'une valeur de 1,000 livres.

Ces prières et ces plaintes se perdaient dans le bruit des batailles. Enfin, après la défaite de Gravelines, le roi découragé et lassé de sa vie tourmentée signa le traité de Cateau-Cambrésis, honteux et funeste à la couronne. Les Parlements ne consentirent à l'enregistrer qu'avec un fier et patriotique dédain ; celui de Toulouse attendit deux lettres de jussion. Le roi ne s'en émut point ; il lui tardait de relire l'*Amadis* et de reprendre sa vie enchantée avec Diane toujours éblouissante et pareille à la Diane au croissant céleste, retrouvant, de saison en saison, une jeunesse nouvelle.

Il y eut à la cour fêtes sur fêtes, fêtes de royales largesses au peuple, fêtes de mariages des princes et des princesses, fêtes des tournois, bannières au vent et les dames sur les estrades de fleurs et de velours. Au mariage du prince Philippe d'Espagne et de la princesse Élisabeth de France, les lices s'ouvrirent sous la Bastille. Le roi, le premier des tenants, selon l'usage, eut la fantaisie, vers la fin du tournoi, de briser une lance contre Montgomerry ; un éclat de bois enleva la visière de son casque et lui fendit la tête. La joie se changea en deuil.

Avant de mourir, Henri II avait commandé au Parlement de Toulouse de tenir les grands jours à Montpellier. La peste retarda l'exécution de la volonté royale ; mais, le roi mort, on n'y songea plus. Les volontés des souverains ne leur survivent guère : un roi de seize ans, pâle, triste et frêle, dominé et entraîné par Catherine de Médicis, la reine mère, ne pouvait, de sa main d'enfant, contenir les factions du royaume et les plier au joug de la justice.

Au Parlement de Toulouse, des disputes s'élevèrent à l'occasion des honneurs réservés aux funérailles du souverain. Le premier président, en signe de deuil, voulait faire renvoyer à la veille de la Sainte-Croix de septembre, la prononciation des arrêts généraux fixés à la fête de Notre-Dame d'août, « cette prononciation étant un des plus célèbres et pompeux actes de la Cour. » Le Parlement combattit vivement cette proposition : le premier président froissé par l'opposition de quelques parlementaires, se laissa emporter par la colère et sortit du palais. La Cour l'ayant rappelé, le second président lui représenta, au nom de la compagnie, qu'il avait manqué

à la modération et à la dignité de ses fonctions. Mais afin d'adoucir cette remontrance, le Parlement se rangea à l'avis du premier président et le pria d'aller, au nom du Parlement, féliciter François II sur son avènement à la couronne, avec les présidents de Paulo et Jean de Barthélemy, et Robert, doyen des conseillers. Le nouveau roi se hâta de confirmer, dans leurs charges, les officiers du Parlement dont le nombre allait toujours croissant : six présidents, six conseillers clercs, treize conseillers laïcs tenant lieu de clercs, cinquante-un conseillers laïcs, deux présidents aux enquêtes, un président et six commissaires aux requêtes, outre un conseiller épiscopal, deux avocats généraux et un procureur général.

CHAPITRE XV

Querelles entre les parlementaires et les capitouls. — Supplices des protestants. — Corruption des mœurs. — Châtiments. — Procès de Martin Guerre. — Rapport de Jean de Coras. — Opinion de Montaigne. — La famine. — Les guerres de religion. — Le Parlement est pour les Guise contre Condé. — Supplices dans le Bas-Languedoc. Sédition des écoliers de l'Université. — La Réforme à Montauban. Mort de François II. — Régence de Catherine de Médicis. — Avènement de Charles IX. — Massacre des protestants. — Ardeur des sermonnaires protestants. — Progrès de la Réforme. — Amnistie en faveur des calvinistes. — Édit de Romorantin. — Défiance du Parlement. — Menaces des protestants. — Destruction des autels et des églises par les protestants. — Aggravation des discordes. — Humiliation des capitouls. — Entrée à Toulouse du seigneur de Terride. — Son arrivée au Parlement. — Mesures prises par lui. — Agitation dans la province. — Lettre du procureur général à la régente et au gouvernement. — Sectaires emprisonnés. — Édit de 1561. — Élection de huit protestants au capitoulat. — Discordes à Toulouse. — Édit de janvier 1562. — Résistance du Parlement. — Enregistrement avec réserves. — Édit de paix devenu un signal de guerre.

A cette époque agitée et confuse où l'union des grands corps de l'État eût été nécessaire, les divisions, plus que jamais, mirent aux prises le Capitole et le Parlement. Le trésorier de la ville ayant, pour quelques misérables ar-rérages, saisi la mule du conseiller du Tournoër, le conseiller fit arrêter par un huissier le commis du trésorier. Le Parlement blâma le conseiller cité devant lui à mercuriale, et condamna à 100 sols d'amende les capitouls

qui venaient eux-mêmes de condamner l'huissier à pareille amende. L'affaire alla au Conseil du roi, mais n'y fut pas tranchée sans retour. Pour suppléer à cette imposition incertaine de la taille dont les membres du Parlement et les professeurs de l'université avaient été autrefois affranchis, on établit un nouveau droit sur les marchandises apportées à Toulouse, connu sous le nom de commutation

Les protestants continuaient à se laisser emprisonner, torturer et brûler vifs. Comme aux premiers siècles chrétiens, le sang des suppliciés était une semence humaine et généreuse couvrant les campagnes et les villes : sous le règne de Henri II, une seule église réformée existait en France : après sa mort, on en comptait plus de deux mille. Vers cette époque, au rapport de Lafaille, vingt mille huguenots séjournaient à Toulouse. Ils empruntaient le langage des martyrs du temps de Néron et s'écriaient en montant sur les bûchers ; « Nous sommes « altérés et affamés de la mort. » Leur légende attendrissante et douloureuse se répandait de contrée en contrée par toute la province. Le Parlement qui les condamnait à outrance n'épargnait pas les criminels catholiques : deux moines, cachant sous le froc des âmes de scélérats, assassinèrent, un jour, à matines, le prieur de la Daurade sévère aux dépravations de leur vie. L'atrocité du crime exigeait la nouveauté du châtiment : l'arrêt porta qu'ils seraient mis en quatre quartiers et que leur tête tomberait ensuite sous le glaive du bourreau en place de la Daurade et en face de leur monastère.

Dans cette ville « sainte et sonnante » de Toulouse, fière de ses cent églises ou chapelles, de ses dix-huit mo-

nastères d'hommes, de ses quatorze couvents de femmes, de ses neuf abbayes voisines, et où rayonnaient tant de lumière, de science, de foi et de prière, la corruption mordait au cœur les hommes dans le monde et les moines dans les couvents. Il n'existait pas de cellule qui ne sentit le souffle chaud de ce vent de la réforme qui brisait les chaînes des vœux monastiques et poussait brusquement, vers l'air et les agitations du siècle, ces hommes voués aux austérités et à la paix du cloître. Brantôme l'a dit en son charmant langage. « Bien souvent aussi, faisaient-ils en leur chapitre des tumultes, « séditions, ligues et brigues jusqu'à s'entre-battre et « s'entre-tuer. Ils s'aidaient aussi bien de l'épée que du « bréviaire. » Des femmes perdues pénétrèrent chez les grands augustins de Toulouse et débauchèrent trois moines qui expièrent leur félonie sur trois gibets dressés devant les trois portes du couvent, pendant que le Parlement renvoyait leur prieur, les fers aux pieds, au tribunale ecclésiastique. Les femmes furent pendues à la place du Salin.

La corruption se glissa même au Parlement. Le vieux conseiller Raymond Bonnal ayant enlevé une jeune fille qu'il cachait dans une maison isolée du faubourg Saint-Michel, le Parlement le chassa publiquement du Palais, le bannit pendant dix ans de la viguerie de Toulouse, en le déclarant indigne d'exercer un office royal, lui infligea une amende de 500 livres et confisqua la maison du faubourg Saint-Michel. Si quelque arrêt du Conseil du roi frappait un membre de la Cour, le Parlement ne reculait point devant l'exécution de la peine. Il dégradait, en audience solennelle, le président à mortier Antoine de

Malras convaincu de prévarication. Sur un arrêt du Conseil du roi, le président convaincu d'avoir pressuré, dans certains actes, les emphytéotes de sa terre de Beauville, fut transféré par les archers devant le Parlement, dépouillé de ses insignes par le premier huissier et enfermé à la Conciergerie. Sur de nouvelles pièces justificatives, le roi le rétablit dans sa charge, trois ans après. C'est peut-être en songeant aux terribles arrêts du Parlement de Toulouse, que Scaliger écrivait : « Toulouse est une « plaisante ville ; on y fait rigoureuse justice. » La Rocheflavin, moins austère a dit négligemment : « Malras « n'avait pas délinqué en choses qui regardaient l'admi- « nistration de la justice. »

Le bruit de ces procès n'égala pas l'éclat d'un procès étrange où se dénoua une de ces audacieuse impostures dont le souvenir est resté légendaire dans ce pays :

En l'année 1539, au village d'Artigat du diocèse de Rieux, avait été célébré le mariage de Martin Guerre et de Bertrande de Rolz. La mariée atteignait à peine sa dixième année, l'époux n'était âgé que de onze ans. Nos anciennes lois françaises permettaient ces sortes d'unions imitées des familles royales et des grandes maisons, par la bourgeoisie et le peuple. Martin Guerre, né en pays basque, était petit, noir, et marqué de cicatrices au visage ; Bertrande était d'une beauté rare, douce et d'une grande piété. Les deux époux, après neuf ans de mariage, n'ayant pas d'enfants, crurent à un sortilège et s'adressèrent au curé d'Artigat pour rompre le charme et, comme le dit Montaigne, dresser une contre-batterie d'enchantements. A neuf mois de là, Bertrande avait un fils que l'on nomma Sanxi.

Au lendemain de cette naissance qui semblait devoir ouvrir une ère de bénédiction et de joie, Martin Guerre disparut tout à coup. On l'avait vu, le sac au dos et le bâton à la main, se diriger vers Toulouse. S'en allait-il courir le monde et y chercher des aventures, ou fuyait-il des orages de famille? Ce fut un mystère, et huit années se passèrent sans nouvelles de ce déserteur du foyer.

Un jour, on vit, par les rues d'Artigat, reparaître un Martin Guerre, hâlé de visage et la barbe touffue, mais dont les traits rappelaient, par une étonnante ressemblance, le mari de Bertrande de Rolz. Il interpellait hardiment tout le monde; les sœurs de Martin Guerre, en le revoyant, pleurèrent de joie entre ses bras, et Bertrande désolée, toujours fidèle et encore hésitante, se jeta à son cou, en l'entendant demander son petit Sanxi. Il raconta qu'enivré du vin de la jeunesse et entraîné par le démon des aventures, il s'était engagé dans une compagnie de lansquenets passant par Artigat et qu'il s'était battu, sous le drapeau du roi, contre les Anglais et l'empereur Charles-Quint. En Espagne, fatigué de la guerre, et poussé par l'amour du pays natal, il avait profité d'une trêve pour revoir son pays. Il évoquait tous les souvenirs de son enfance et de son mariage; aux secrètes confidences de l'époux à l'épouse, Bertrande de Rolz lui ouvrit la porte de sa maison.

« Les femmes, disait Jean de Coras dans son rapport
« au Parlement, ont cela de particulier qu'elles croient
« à la légère et sont faciles à être déçues par les ruses et
« cautelles des hommes. » Il ajoutait : « Et, à la vérité,
« parce que les femmes semblent être nées pour lar-

« moyer quand il leur plaît, il ne faut point donner du
« tout foi à leurs larmes, le plus souvent feintes, ni à
« leurs parades aussi pleines d'hypocrisie et simulées. »

Huit années s'écoulèrent ainsi sans nuages et Bertrande devint deux fois mère. Un oncle de Martin Guerre soupçonna la fraude et annonça que le vrai Martin Guerre se battait alors en Flandre, marchant avec une jambe de bois, l'autre ayant été emportée à la bataille de Saint-Quentin. Bertrande de Rolz ne pouvait se résigner à voir un imposteur dans ce soldat qui lui rappelait son mari. « C'est bien lui, disait-elle. Qui s'y
« connaîtrait mieux que moi ? C'est mon mari ou quel-
« que diable en sa peau. » L'éveil une fois donné, il se trouva des gens qui reconnurent, dans ce Martin Guerre, un batteur de pays, Arnaud du Tilh, dit Pansette, du lieu de Sagras, disparu depuis quelque temps de son village natal. Bertrande se décida à porter plainte au juge de Rieux dans une requête qui se terminait ainsi : « Concluant, la dite suppliante, à l'encontre du dit
« du Tilh, à double amende honorable, à demander par-
« don à Dieu, au roi et à icelle de Rolz demanderesse,
« tête et pieds nus, en chemise, tenant une torche ardente
« en ses mains, disant que faussement, témérairement
« et proditoirement l'a déçue, abusée, trahie et circon-
« venue, dont s'en repent et lui en requiert merci, et
« pour le profit, en 2,000 livres et aux dépens, domma-
« ges et intérêts. »

On arrêta le faux Martin Guerre qui répondit, devant le juge de Rieux, avec une audace de nature à émouvoir le cœur de la plaignante et à troubler la conscience du juge. Mais une vive lueur éclaira l'esprit du juge qui

condamna Arnaud du Tilh à perdre la tête et à être mis ensuite en quatre quartiers. Le condamné en appela au Parlement où le conseiller Jean de Coras fit le rapport du procès. Dans ce rapport, imprimé plus tard à Paris, traduit en latin par un Allemand et mis en vers par un poète hollandais, Arnaud du Tilh tient moins de place que les confuses dissertations sur les impostures de l'antiquité, sur Abimélech, Abraham, Absalon, Lia et Rachel, les Sosies célèbres, les deux Amphytrions, le faux Démétrius, les maléfices et les sortilèges, les enchantements, la papesse Jeanne, Ésaü et Jacob, Sertorius et le faux Baudoin, comte de Flandre, le combat d'Achille et d'Hector sous les murs de Troie, les Pères de l'Église et les conciles. Le style en est enjoué et grave ; on se croirait parfois en plein courant d'Amyot. En dédiant « ses cent onze belles et doctes annotations » à Jean de Montluc, évêque de Valence, Jean de Coras, s'excusait de n'avoir pas fouillé davantage les souvenirs de l'histoire et de la fable, et disait : « Le discours est
« petit, je le confesse, mal tissu, rudement poli et d'une
« phrase par trop agreste. Toutefois, d'un argument si
« beau, si délectable et si monstrueusement étrange
« que le prodige de telle nouveauté et la inouïe merveille
« du sujet pourront donner non seulement quelques
« récréations au lecteur, mais encore trêve et relâche
« aux traverses de vos ennuis. »

Jean de Coras soulevait, à la rencontre, de curieuses questions de droit et toute une casuistique sur la légitimité des enfants de cette union, sur l'absence du vrai mari, cause de tout le mal, sur la mollesse et la complaisance de la femme. La Cour, écartant ces

questions infinies du rapport, ordonna la confrontation de l'accusé et de Bertrande. A Toulouse, plus encore qu'à Rieux, Arnaud du Tilh bravait les témoignages des enquêtes et soutenait, à la face du ciel, qu'il ne mentait point. Devant ce hardi langage, les quatre sœurs de Martin Guerre et deux sœurs de leurs maris persistaient à reconnaître leur frère et leur beau-frère dans Arnaud du Tilh. Confondue et ébranlée par la précision de leur langage et par l'accent de sincérité apparente de l'accusé, Bertrande de Rolz craignait de désavouer son mari légitime. Les autres témoins, au nombre de cent cinquante-sept, flottaient d'incertitudes en incertitudes, et la doctrine de ce temps tenait pour maxime que deux témoins qui affirment sont plus dignes de créance que mille qui nient. Les témoins à charge étant presque tous reprochés par l'accusé, la masse des témoignages favorables passait de son côté. Les nuages ne faisaient que s'amasser et s'épaissir.

Ils se dissipèrent comme par miracle. Le vrai Martin Guerre revint d'Espagne et arriva tout à coup à Artigat, avec sa jambe de bois : « Trois aiguillons, « disait Coras, étant bien poignants, pour faire revenir « un personnage de lointains pays, à savoir la douceur « de la patrie, la charité des enfants et l'amour de la « femme. » Il reconnut la maison de son enfance, ses voisins, ses amis, ses parents, comme l'autre les avait reconnus naguère. On lui apprit quel procès se débattait à Toulouse ; il partit aussitôt et présenta requête à la Cour. Sa confrontation avec l'imposteur attira à l'audience une foule émue et impatiente de la vérité. L'accusé, avec une énergie que le président taxa d'impu-

dence, soutint sa prétention et traita son accusateur de menteur, de maraud, de revenant et de scélérat, en déclarant qu'il se passerait à lui-même la hart au col s'il ne prouvait le mensonge. Il parlait, avec plus d'assurance que le plaignant, de la famille et des événements de la vie du vrai Martin Guerre ; mais le cri de la nature fit explosion au cœur des sœurs de ce dernier ; elles s'écrièrent en pleurant : « Ce revenant est bien « notre frère ! » Bertrand, éplorée, se précipita dans ses bras, implorant le pardon de son erreur et maudissant le traître. Martin Guerre la repoussa d'un air farouche. Était-ce bien à lui à regarder, de cette mine sombre, cette femme qu'il avait abandonnée depuis douze années ? Étienne Pasquier tranche cette question, en ses recherches : « Si ce Martin Guerre, qui « s'aigrit si âprement contre sa femme, ne méritait « pas une punition aussi grave qu'Arnaud du Tilh, « pour avoir, par son absence, été cause de ce méfait, il « ne doit point être permis à un homme de quitter sa « femme, sans cause, même d'une si longue absence et « au bout de cela, d'en avoir été quitte pour une colère « représentée devant ses juges. Il me semble que c'était « une vraie moquerie et illusion de justice. Si Martin « Guerre eût été condamné à mort parce qu'étant le « vrai mari il avait, sans raison, abandonné sa femme, « ce qui avait été le principal argument et sujet de toute « cette imposture, j'estime que mes survivants eussent « solennisé cet arrêt comme très saint ; pour le moins, « m'assure que les femmes n'en eussent été marries. »

Le bon et ingénieux Pasquier va peut-être un peu loin ; mais, en vérité, Martin Guerre pouvait-il bien jeter

la première pierre à sa femme ? Ce qui a manqué au rapport de Coras, c'est le récit de la comparaison de ces deux visages et de leurs détails de ressemblance. On les tenait là, tête à tête et corps à corps. On ne trouve dans Coras que ces exclamations émerveillées : « Deux œufs ne se ressemblent pas davantage ; qui a vu l'un a vu l'autre ; ce sont parfaits ménechmes. » Quant à cette prodigieuse connaissance de la vie privée de Martin Guerre, acquise par Arnaud du Tilh à un si haut degré que le mensonge était plus éclatant que la vérité, Coras ne l'explique autrement que par la sorcellerie ; de Thou a pensé avec plus de raison, qu'en servant tous les deux à l'armée, Arnaud du Tilh avait surpris le secret de Martin Guerre et s'en était emparé avec beaucoup d'esprit et d'effronterie.

L'arrêt est du 12 septembre 1560. Il portait qu'en punition et réparation de ses crimes d'imposture, fausseté, supposition de nom et personne, adultère, rapt, sacrilège, plagiat, larcin et autres cas, Arnaud du Tilh était condamné à faire amende honorable devant l'église d'Artigat, à genoux, en chemise, tête et pieds nus, la hart au col, une torche de cire ardente à la main, à demander pardon à Dieu, au roi, à justice, à Martin Guerre et à Bertrande de Rolz, à être promené par le bourreau dans les rues et carrefours d'Artigat, à être pendu et étranglé à une potence dressée devant la maison de Martin Guerre et à être brûlé après la mort. Ses biens furent confisqués et adjugés à la fille aînée du condamné, la seconde fille étant morte quelques mois avant.

Le Parlement infirmait la sentence du juge de Rieux en tant que cette sentence avait prononcé la décapitation,

peine réservée aux criminels de noblesse, qu'on pendait pourtant pour crimes de bas étage, à une potence plus haute que celle des vilains. Le Parlement agita longuement la question de savoir si Bertrande de Rolz, ayant péché par légèreté, ne devait point être punie et si le vrai Martin Guerre lui-même, ce mari négligent, ne devait pas être châtié de cet abandon de sa femme. Le Parlement s'arrêta à faire grâce à la femme, en « considération de la faiblesse de son sexe, facile à être déçu par l'astuce, calidité et finesse des hommes et auquel la loi ne présume point dol ou intention aucune de mal faire. » Il fit grâce au mari, « à cause de la légèreté et chaleur de jeunesse qui lors bouillonnait en lui ».

Le juge de Rieux, chargé de l'exécution de l'arrêt, se transporta à Artigat et il a été raconté que le condamné, avant de mourir, confessa son crime. On en peut douter : Coras qui publia son rapport, après le supplice, n'en a rien dit ; il assure, au contraire, que le condamné protesta, jusqu'à la fin, de son innocence.

Montaigne, le grand douteur, a dit son avis sur cette affaire : « Il me souvient (et me souvient aussi d'autre chose) qu'il me semble que le récit de Coras a rendu l'imposture de celui qu'il jugea coupable si merveilleuse et excédant de si long notre connaissance et la sienne qui était juge, que je trouvai beaucoup de hardiesse en l'arrêt qui le condamna à être pendu. Recevons quelque forme d'arrêt qui die : « La Cour n'y entend rien », plus librement et plus ingénûment que ne firent les Aréopagites, lesquels se trouvant pressés d'une cause qu'ils ne pouvaient développer, ordonnèrent que les parties en viendraient à cent ans ».

Nous ne sommes plus au temps de l'Aréopage, et dans cette société du seizième siècle, pressée de vivre autant que la nôtre, les disputes humaines n'attendaient pas un siècle pour être tranchées. Ce procès, dont la rumeur fut si prolongée, fit, un moment, oublier à la province du Languedoc les fléaux de la famine et de la guerre. La guerre se rallume : les Guise sont aux prises avec le prince de Condé et l'amiral de Coligny qui embrassent la réforme ; le Parlement de Toulouse est pour les Guise qui inspirent au roi l'édit du 2 janvier 1560 supprimant la vénalité des charges, rétablissant le droit de présentation par les Cours, supprimant la chambre des requêtes, l'incorporant au Parlement et contenant de sages et utiles règles sur l'administration de la justice. La justice ne pouvait trouver le repos et la paix. Du haut de ses bancs de velours fleurdelysé, elle entendait gronder la tempête. Le Parlement, à la veille des vacances du Palais, augmenta la chambre des vacations pour contenir la ville de Toulouse prête à s'ébranler. La conspiration d'Amboise, en échouant au printemps de 1560, apaise la capitale de la province ; une lettre du roi exhorte le Parlement à maintenir le Languedoc dans l'obéissance, mais du côté de la Provence et vers Beaucaire, le Vivarais et Nîmes, les protestants renversaient les autels, s'emparaient des couvents et se battaient avec les catholiques sous les murs d'Annonay. Les sénéchaux et les juges-mages qui voulurent, par ordre du Parlement, se placer entre les armées et leur parler de trêves faillirent être massacrés. Les prédicateurs de Genève ravivaient les discordes et les haines et expulsaient les prêtres des églises : le Parlement leur opposa le séné-

chal de Beaucaire et le bailli du Vivarais accompagnés du vicomte de Joyeuse, du seigneur de Tournon et de la noblesse de ce pays. Le comte de Villars se mit plus tard en campagne et fit, avec des commissaires du Parlement, le procès aux plus fanatiques. Les exils ou les supplices chassèrent les émeutiers d'Aigues-Mortes, de Montpellier et de Beaucaire; le calme ne pouvait se rétablir.

A Toulouse, deux anciens moines, suivant les traces du ministre Vignol, attiraient à eux les écoliers de l'Université par leur fouguese éloquence. Ces écoliers épris des choses nouvelles, au nombre de quatre cents, demandèrent, à grand cris, au premier président de Mansencal le libre exercice de leur religion dans une église de la ville, afin d'y entendre prêcher à la mode de Genève. Le procureur général Bertrand Sabatéri écrivait au cardinal de Lorraine. « Je crains quelque sédition, s'il ne
« plaît à Dieu, au roi et à vous, monseigneur, d'y remé-
« dier. » Le cardinal de Lorraine, frère du duc de Guise, enleva au Parlement, malgré ses remontrances et ses protestations, la connaissance des crimes d'hérésie et l'attribua à la justice des évêques, en réservant pourtant au Parlement le jugement des discours ou des écrits hostiles à la religion catholique. Jamais on n'entendit discours plus enflammés, qu'à ces journées tumultueuses, de la Garonne au Rhône et des Pyrénées aux Cévennes.

A Montauban, devenue une des forteresses du calvinisme et que Bosquet appelle la plus ancienne ville hérétique du ressort, un prédicateur apprenait au peuple le chant des psaumes en français. La foule ravie par ces chœurs qu'on chantait le soir, sous les arbres, brisa les

portes de la prison où le Parlement avait enfermé le maître chanteur. Le procureur général et deux conseillers partirent aussitôt et firent annoncer, à son de trompe, dans la ville de Montauban, la récompense de 500 écus à celui qui révélerait le nom des coupables. Ils arrêtaient trois sectaires, et ce coup de rigueur étonna et intimida les autres. Le Parlement enjoignit ensuite au sénéchal du Quercy d'assembler le conseil de ville de Montauban et de menacer les consuls de la potence, s'ils refusaient de déposer dans l'information dirigée contre cet attentat à la justice royale. Il voulait même prendre à partie le corps tout entier de la maison de ville, démanteler et ruiner les remparts. La mort de François II conjura cet orage.

Un roi de dix ans succédait à un roi de dix-sept ans : Catherine de Médicis prit la régence, s'éloigna des Guise et se rapprocha de Coligny qu'elle détestait. Des violences contre les protestants, le gouvernement passa à la tolérance et en informa le Parlement. Le roi Charles IX annonce à sa Cour de Toulouse son avènement à la couronne et la régence de sa mère assistée du roi de Navarre. Le Parlement, après avoir célébré les funérailles de François II, répond au nouveau roi en lui envoyant une députation. Quelques jours après, des lettres royales enjoignent au Parlement d'ouvrir les prisons aux émeutiers arrêtés pendant les troubles de religion. Le Parlement ne les rendit à la liberté, qu'en recevant leur promesse de sortir du royaume, sous peine de mort. Il n'accorda la grâce aux émeutiers en fuite, qu'à la condition de s'engager à ne plus troubler la paix de la province.

En montant sur le trône, le nouveau roi adressa au

Parlement une lettre empreinte de tolérance, où il disait : Considérant, qu'à l'exemple de nos prédécesseurs
 « et pour être chose fort décente à notre jeune âge,
 « nous ne pouvons mieux faire que d'étendre notre clémence sur ceux de nos sujets qui se trouvent travaillés
 « et emprisonnés par le fait de la religion, nous vous
 « mandons de cesser toutes poursuites, procédures, recherches et jugements contre toute personne pour le
 « fait de la religion. Semblablement que vous ayez à
 « mettre en liberté et faire ouvrir les prisons à tous ceux
 « et celles qui y seraient détenus, les admonestant de
 « vivre ci-après catholiquement, sans, pour le passé,
 « plus avant les enquérir, inquiéter ni molester. »

L'édit de pacification qui suivit la lettre est du mois de mars 1562. La Cour hésitait à enregistrer l'édit ; on lit en effet dans une missive du roi au cardinal d'Armagnac : « J'envoie le sieur de Caylus devers vous et
 « ma Cour du Parlement de Toulouse pour vous porter
 « les patentes de la paix, afin de les faire publier, et
 « de veiller à ce qu'ils (Messieurs) n'en fassent diffi-
 « culté, comme je sais qu'ils en sont coutumiers... » En juin 1568, nouvel édit de pacification. Le Parlement ne l'enregistra, avec modifications, qu'après quatre justifications successives de la part du roi. En pareille occasion, la Cour de Toulouse tint à manifester son sentiment religieux, et on lit dans les formules d'enregistrement, ces mots : « Le tout, sans approbation de la nouvelle religion. » D'autre part, en certaines remontrances, Toulouse était appelée la ville la plus troublée du royaume, étant environnée d'un grand nombre d'ennemis et des villes rebelles de Montauban, Castres, Gail-

lac, Saint-Antonin, Réalmont, Lombez, Puylaurens, le Mas-d'Azil. Le Parlement fit même difficulté d'admettre certains conseillers, suspects de protestantisme. Il inséra, en son registre secret, que toutes parties catholiques pourraient les récuser; ce qui déplut fort au roi, qui ordonna au Parlement de lui envoyer le registre, et fit défense d'admettre la récusation de ces conseillers pour le seul fait de la religion. Le Parlement n'enregistra les lettres royales, sur ce sujet, que huit mois après.

En 1562 un édit attribuait au sénéchal la connaissance des délits et crimes des protestants. En 1572, le Parlement fit des remontrances et réclama son ancienne juridiction. Le roi déclara que « ayant mûrement considéré les causes et raisons, devant lui déduites par les députés de la Cour, et prenant telle assurance de l'intégrité et équité des présidents et conseillers, au fait et administration de la justice, que, sans distinction de personnages, ils la distribueront en toute sincérité et droiture à tous ceux de la religion prétendue réformée qu'aux catholiques, et que Sa Majesté a levé l'interdiction faite à ladite Cour du Parlement de connaître des procès et instances de ceux de la religion. »

La clémence royale enhardit les protestants qui repaurent partout, nombreux, altiers et le cœur plein d'amertume. A Toulouse, leurs prédicateurs prêchèrent au collège de l'Esquile et le soir, au sortir des classes qui finissaient par les prières de Genève, les écoliers de l'Université, armés d'épées, couraient par la ville en chantant les psaumes en français. Les chœurs retentissants et

menaçants ressemblaient au bruit du tocsin. Le guet arrêta les plus ardents et condamna au bûcher un moine apostat et un libraire venu de Genève. Le peuple devançait parfois la justice du Parlement : un calviniste ayant un jour entonné un psaume de Clément Marot dans l'église de la Dalbade, le peuple le roua de coups ; un autre ayant interpellé un prédicateur à l'église Saint-Sernin, la foule le traîna tout sanglant au Palais, accusa les capitouls d'encourager ces désordres et les menaça de brûler leurs maisons. Le Parlement cherchait à apaiser le peuple et veillait à la tranquillité de la ville. Théodore de Bèze se plaint de sa rigueur envers les protestants sans cesse emprisonnés et de l'air hautain dont il recevait les plaintes de la reine mère. Trois capitouls, amis des protestants, dénoncèrent à Catherine de Médicis quatre prédicateurs catholiques, un dominicain, un cordelier, un minime et un jésuite, comme ennemis du gouvernement. On les mit en prison par ordre de la régente : les gens du roi se récrièrent, et le Parlement les délivra par un arrêt qui leur recommandait de combattre les erreurs, mais de ménager les citoyens et le gouvernement « œuvre de Dieu, inviolable et sacré. » Les nouveaux capitouls nommés en 1570 dépassaient les anciens en exaltation et en amour des représailles : le chroniqueur Pierre Guilbert disait alors que les rois des huguenots venaient d'être élus pour le gouvernement de la république toulousaine. Les capitouls le firent mettre aux fers ; sur le conseil de l'avocat Santo-Lacroix, il en appela au Parlement qui retint l'affaire, malgré les clameurs populaires qui lui reprochaient de violer l'édit du roi laissant aux capitouls le jugement des sédi-

tieux. Les écoliers acclamaient les capitouls et sifflaient les lecteurs catholiques Fernand, Roussel et Lacoste qu'ils traitaient de papistes.

Les assemblées protestantes devenaient, de jour en jour, plus tumultueuses dans les villes et les campagnes. Le Parlement menaça de la potence ceux qui assistaient à ces assemblées « contre l'honneur de Dieu et de son « église », en déclarant fauteurs d'hérésie, les voisins des prêches qui n'en avertiraient pas la justice, et en ordonnant de saisir au corps et de transférer à Toulouse les ministres et prédicants. Le fougueux Barreilles eut peur et quitta Toulouse pour aller prêcher le calvinisme à Lectoure. Une députation du Parlement l'y poursuivit et fit dresser des gibets sur les places et les carrefours. Trois mille calvinistes assiégèrent Lectoure, emprisonnèrent les trois conseillers envoyés par le Parlement, les mirent en liberté le lendemain et gardèrent en otage le substitut du procureur général et l'huissier du Parlement. Les gens du roi envoyèrent leurs plaintes à la reine mère qui étouffa cette sédition.

La trêve n'avait pas été longue à Montauban et dans les villes voisines devenues des foyers de la réforme. A Montauban, les troubles religieux se réveillèrent : des commissaires du Parlement, escortés de troupes à cheval et à pied, ne purent entrer dans la ville armée pour un siège. Les portes ne s'ouvrirent que devant le président Daffis et l'avocat général de Mansencal. Le prédicant et le chef de la police sortirent par une autre porte ; on les pendit en effigie.

Les gens du roi alarmaient la régente par le récit de ces séditions qui mettaient en feu la province. La reine

mère flottait des châtiments qui précipitaient les protestants aux révoltes, à la clémence qui les poussait aux entreprises téméraires. L'édit de juillet 1561, portant amnistie générale envers les calvinistes, servit de barrière aux deux partis. La connaissance du crime d'hérésie était maintenue aux évêques ; les infractions au repos public, livrées au bras séculier, ne pouvaient être punies que de l'exil.

C'est pénétrer dans la vie et l'âme même du Parlement, que de ressaisir sa pensée dans la vérification des édits des rois. En enregistrant cet édit de 1561, qui fut le premier pas dans la voie de la clémence, le Parlement de Toulouse ne l'acceptait pas sans défiance : Lu et publié
« pour en jouir par provision et jusqu'à ce qu'il en soit
« autrement ordonné, sous les modifications contenues
« aux registres, faites le 13 septembre 1560, sur la pu-
« blication d'un édit de Romorantin, à la concurrence
« d'appel comme d'abus et aussi d'autres lettres de dé-
« claration du 6 août et sauf à pourvoir à la satisfaction
« et réparation des démolitions ès églises et couvents,
« croix, images, reliques, réintégration des religieux vio-
« lement exploités d'icelles et couvents. »

Le conseiller Thomas de Forest, très docte et très dévot, au rapport de Pierre Guilbert, essaya vainement d'entraver les prédications protestantes. L'espagnol Jean Cornère, cordelier apostat, dont les œuvres théologiques venaient d'être brûlées à Paris, au parvis Notre-Dame, monta dans les chaires ou sur les tertres des carrefours et prêcha la réforme, en appelant aux armes les hommes de bonne volonté. Le ministre Barelles qui prêchait avec lui s'écriait aussi que du fer seul dépendait le salut, et

qu'il ne fallait plus aller au prêche, sans trois cents arquebusiers. A sa voix, la foule grossit, et on décide qu'on demandera du secours aux villes voisines et qu'on disséminera les combattants dans les maisons protestantes. Il en arriva surtout du comté de Foix qui demandèrent la bataille pour le lendemain, en entendant la lecture d'une lettre enflammée de Théodore de Bèze aux églises réformées de Toulouse, d'Albi, de Montauban et de Castres.

Les deux capitouls Auzat et Mondinat en informèrent le Parlement, en lui disant audacieusement qu'ils ne se fiaient plus à lui, et que les protestants n'entendaient poser les armes, que lorsque les garnisons auraient vidé les églises. Le Parlement, dédaignant ces outrages, leur commanda d'exhorter les rebelles au calme et à la modération.

Les protestants renversèrent les autels de bien des églises converties en temples. Les gens du roi s'en plaignirent à la régente et au roi de Navarre : un avocat apporta leurs doléances à la régente qui interdisait aux magistrats des Cours souveraines de se rendre à Paris, sans permission expresse du roi. Ces plaintes, souvent renouvelées, lui déplaisaient ; en les écartant, elle espérait les entraver et leur imposer silence.

Les désordres s'aggravaient en Languedoc où le vicomte de Joyeuse et le comte de Crussol ne pouvaient les maîtriser et les éteindre. Les plaintes du Parlement devenant plus pressantes et plus amères, le gouvernement se décida à faire marcher Antoine de Lomagne sur Toulouse, afin d'y ramener la paix avec ses gens d'armes et de prêter mainforte au Parlement. A cette nouvelle,

les capitouls, humiliés et irrités, coururent au Palais, et déclarèrent au Parlement que l'entrée de ces troupes serait une atteinte mortelle aux privilèges et à l'honneur de leur cité. Le Parlement leur répondit que c'était là leur affaire et qu'ils pouvaient en écrire au seigneur de Terride.

Il arriva sans écouter les réclamations des capitouls et alla s'asseoir au Parlement, au banc des simples gentilshommes et sans épée. Le premier président l'ayant informé que sa lettre de cachet ne lui donnait aucune juridiction, il s'inclina et dit qu'il réglerait sa conduite sur le conseil de la Cour. Il s'empressa de désarmer les habitants, et, si ce bon capitaine, ainsi désigné par les registres du Parlement, n'avait été rappelé, quelques jours après, par la régente, il eût calmé bien des révoltes dans la province. On s'agitait et on se battait à Castres, à Montauban, à Lavaur, à Pamiers, à Beaucaire, à Montpellier, à Nîmes, à Lunel, à Puylaurens, au Vigan, à Mazamet, à Gaillac, à Castelnaudary. Quelques sénéchaux manquaient de fermeté et d'impartialité ; le Parlement enjoignit à tous les officiers du roi, dans le ressort, d'affirmer leur résolution de vivre selon les intentions de Sa Majesté, sous peine d'être interdits de leurs charges.

La régente ménageait Coligny et couvrait les protestants de sa tolérance. Ils étaient, chaque jour, plus audacieux et plus impérieux. A Béziers, il s'assemblèrent en armes pour reprendre un ministre qu'on leur avait enlevé. Le procureur général partit pour Béziers, d'où il adressa à la reine mère et au connétable de Montmorency, gouverneur du Languedoc, une lettre où il décri-

vait, à grands traits, les scènes attristantes de ces luttes religieuses. Il leur disait :

« Je ne ferai pas de longs discours de ce qui se dispose
« et traite présentement à Montpellier, Nîmes, Som-
« mières, Sauve, Anduze, Le Vigan, Garrigues, Lunel,
« Castres, Lavaur, Puylaurens, Mazamet, Castelnau-
« dary, Revel, Villefranche de Lauragais, Gaillac,
« Réalmont, Tholose et presque en toutes les autres
« villes de Languedoc, représentant la ruine et la désol-
« ation prochaine de tout ce pays. Si, par la grâce de
« Dieu et votre providence, le dit pays n'est pas se-
« couru, tout est à craindre. »

Partout où les protestants étaient les plus nombreux, ils chassaient les moines et les religieuses, pillaient les couvents et les églises, battaient les prêtres, les emprisonnaient ou les tuaient. Sur les réquisitions du procureur général, des commissaires du Parlement allèrent dans la province, et enfermèrent, dans les prisons, les plus violents des sectaires; mais des ordres du roi leur commandèrent de rentrer à Toulouse et d'élargir les prisonniers. En retour, le roi publia, au mois de juillet 1561, un édit par lequel les protestants, sous peine de la vie, étaient contraints de restituer aux catholiques les églises par eux prises et transformées en temples.

L'église protestante de Toulouse croissait en silence; elle montrait sa force à chaque élection des capitouls. Le Parlement, saisi d'un différend survenu à cette occasion entre catholiques et protestants, eut beau déclarer que les capitouls à élire seraient tous catholiques, huit protestants sortirent triomphants de l'élection. Le Parlement réforma cette élection; mais les capitouls pro-

testants n'en gardèrent pas moins leur siège au Capitole. Force fut au Parlement de subir cet échec et de se contenter de faire surveiller, par huit bons catholiques, les huit huguenots victorieux. Quelques jours après, des désordres éclatèrent à Toulouse : le Parlement manda, par un huissier, tous les capitouls, leur reprocha les profanations des statues et des croix élevées par la piété de leurs ancêtres, et leur déclara qu'ils auraient à répondre de ces séditions. Les capitouls se retirèrent en s'écriant qu'ils poursuivraient leurs délateurs en calomnie.

Les choses en étaient là quand parut, sur les conseils des députés de tous les Parlements du royaume, l'édit de janvier 1562, confirmant l'édit de juillet 1561 et accordant aux protestants le libre exercice de leur religion dans toute la nation, sauf dans l'intérieur des villes, jusqu'à ce que le concile général eût statué sur les matières contestées et sous des conditions relatives à la police générale. Les discussions les plus vives s'élevèrent au sein du Parlement, quand il fallut enregistrer l'édit. Coras et Latger soutenaient l'édit ; Thomas de Forest le combattait avec véhémence. En même temps, les capitouls, alarmés, venaient au Parlement réclamer secours contre des bandes d'émeutiers. Enfin, le 6 février, le Parlementregistra l'édit, sans vouloir approuver la nouvelle religion et « sauf la souveraineté en cas d'abus et
« en cas d'occurrence nécessité, et qu'il ne sera loisible
« aux officiers du roi, d'aller ou d'assister aux assem-
« blées des ministres, si ce n'est ceux qui, pour obvier
« aux tumultes, séditions et scandales, seraient commis
« et députés par les sièges de justice, aux lieux d'où se-

« raient les dits officiers, sous peine de privation de leurs
« état ; aussi ne sera loisible à aucuns magistrats et
« officiers de justice, ni autres, autoriser les règlements,
« si aucuns en sont faits, par les ministres et dictateurs
« de la religion, si ce n'est pas les officiers des séné-
« chaux et baillis, appelé et ouï le procureur du roi ès
« dits sièges. »

L'édit de janvier ne devait amener qu'une trêve passagère. Il avait été fait pour terminer les guerres religieuses, mais les passions religieuses, selon le mot du prédicateur huguenot, Michel le Faucheur, seront toujours un champ de bataille ; cet édit de paix ne fit que hâter l'embrasement du royaume et y jeter de longues traînées de sang français.

CHAPITRE XVI

Premiers temples de la Réforme à Toulouse. — Représailles des protestants. — Déclaration royale de 1562. — Résistance des protestants. — Une émeute à Toulouse. — Arrêt du Parlement. — Terreur dans la province. — Les deux partis s'arment pour reprendre la guerre. — Le ministre Barelles. — Montluc. — Remontrance du Parlement aux capitouls. — Le viguier Portal — Prise de divers quartiers de la ville par les protestants. — Le Palais transformé en forteresse. — Gaston de Foix. — Incendie des boutiques du Palais. — Sortie des protestants. — Les capitouls cassés par le Parlement et déclarés infâmes, traîtres et rebelles au roi. — Appel aux armes par les parlementaires. — Tocsin. — Bataille dans les rues. — Mot de Montluc. — Victoire des catholiques. — Un évêque à la tête de son armée. — Déroute des protestants. — Regrets de Montluc. — Entrée de Montluc à Toulouse. — Sa harangue au Parlement. — Les pillards. — Procession en l'honneur de la victoire. — Les morts — Cruauté de Montluc. — Représailles après la victoire. — La maison de Jacques de Bernuy, président des enquêtes. — Les prisons. — Le ligueur Portal décapité. — Supplices du capitoul Mandinel, du capitaine Paul, de bourgeois, d'avocats, de moines, d'hommes du peuple et d'écoliers. — La pitié du père Lombard. — Récits envenimés des historiens protestants. — Redoublement de surveillance et de cruauté. — Encouragements du roi. — Vierges folles. — Collège de jésuites. — Les nouveaux capitouls. — Leur harangue au Parlement. — Rigueur du Parlement contre ses membres entachés d'hérésie. — Apaisement de Montluc. — Arrêt redoutable du Parlement. — Représailles des protestants et des catholiques. — Siège de Montauban. — Catherine de Médicis blâme le Parlement. — Déclaration clémentine du roi. — Résistance du Parlement. — Seconde déclaration royale. — Troisième déclaration royale. — Remontrances du Parlement. — Lettres patentes rétablissant sur leurs sièges les magistrats proscrits. — Procession de la délivrance.

La réforme, longtemps sans églises, sans ministres, sans dogmes précis, et sans livres, allait avoir sa bible ouverte dans ses temples, et ses chants qui empruntaient leur gravité sacrée à la grande parole des saints et des prophètes. A Toulouse, la nouvelle religion se célébra hors la porte Montgaillard, entre les portes du château et de Saint-Étienne, au milieu des prés et des champs ; elle réalisait ce vœu de Mélanchton : « Il me serait bien doux de chanter les psaumes au printemps, sous la verdure des bois et au bruit du chœur des oiseaux. » Ce chant des psaumes en français attirait, par troupes, les enfants, les hommes et les femmes. De la noblesse, la réforme passait au peuple, amoureux de nouveautés et de libertés. Ce fut une idylle austère et tendre où plus de trois mille âmes venaient se retremper, le dimanche, au pied de la chaire de gazon d'Abel de Nort, en chantant les psaumes traduits par Clément Marot.

L'élan était donné, la réforme eut son temple, bâti en bois, au delà de la porte Villeneuve, et les capitouls placèrent des soldats sur les remparts, pour protéger le libre exercice du culte. L'édit de janvier ne contentait ni les protestants, ni les catholiques, et c'est en frémissant d'une sourde colère que les huguenots voyaient passer leurs ministres, par les rues de la ville, entre deux capitouls et les soldats du guet et s'en aller vers le temple bâti hors des murs. A ces heures orageuses, tout devient piège et écueil, tentation et danger. Les désordres s'élevèrent de la confusion des volontés et des excitations du peuple. Loin de restituer les églises arrachées aux catholiques, les protestants, violant l'édit de janvier, s'assemblaient en armes dans tout le ressort, et s'emparaient

des églises où ils profanaient les reliques, battaient les prêtres errant par la campagne, et brûlaient les images des saints. Aux conseils du gouvernement, le duc de Guise, le connétable de Montmorency et le maréchal de Saint-André se récrièrent contre l'impunité de ces excès. La reine mère resta dans l'ombre et laissa le roi signer, le 24 avril 1562, la déclaration qui réintégraient les prêtres et les religieuses dans leurs droits et bannissait les prêches des lieux qui n'en avaient point avant l'édit de janvier. Par cette déclaration, le roi retirait aux présidiaux de Nîmes et de Montpellier la connaissance des troubles religieux de ces contrées et renvoyait les coupables devant le Parlement, « afin que punition exemplaire pût être faites des dites séditions, violences et pilleries par juges non suspects ».

Ce serait mal connaître les passions humaines, de croire que la volonté des rois est toujours maîtresse des événements et des âmes. Les âmes obéissent aux rois, moins qu'à l'aiguillon intérieur qui les touche et les presse. Le vicomte de Joyeuse, qui commandait en Languedoc, informe le roi des résistances des protestants et de leurs aspirations aux révoltes. Toute une tempête allait éclater à Toulouse. La femme d'un charpentier du faubourg Saint-Michel étant morte, le mari, zélé calviniste, voulut la faire enterrer selon le rite de Genève. Les prêtres de la paroisse, convaincus qu'elle était morte catholique, enlevèrent le corps et le portèrent au cimetière. Tandis que les protestants leur disputent ce cadavre au bord de la tombe, un prêtre sonne le tocsin et le peuple catholique du faubourg, armé de haches, de bâtons et de fourches, se jette sur les hugue-

nots, en tue quelques-uns et pille leurs maisons. Le Parlement tenait alors son audience : il entend les clameurs de la foule et le bruit du canon tiré derrière les fossés ; deux conseillers, en robe rouge, montés sur leurs mules, s'avancent vers le faubourg et s'efforcent d'arrêter le meurtre et le pillage. Deux autres conseillers les rejoignent ; ils s'acheminent vers l'hôtel de ville d'où ils repartent, avec les capitouls et cinq cents hommes pour tenir tête à cinquante séditeux retranchés derrière une barricade de charrettes. On ferma les portes de la ville d'où les arquebusiers tirèrent sur les émeutiers catholiques et en tuèrent ou blessèrent un grand nombre. De leurs barricades les autres s'élancèrent vers le faubourg et tuèrent, à leur tour, les protestants cachés dans leurs maisons. Les catholiques s'acharnaient à la bataille, de peur de voir se réaliser la prophétie envoyée par Nostradamus à un de ses amis et annonçant la prise de Toulouse.

Avant de sévir, le Parlement voulut se concerter avec l'hôtel de ville et prendre des mesures destinées à assurer la paix publique. Les capitouls, mandés au Parlement et ouvertement attachés au parti protestant, refusèrent de se rendre au Palais « sur le danger qui pouvait s'ensuivre. » On tint pourtant, le danger devenant plus grand, une assemblée aux Augustins, où des membres du Parlement, quatre capitouls, le sénéchal de Toulouse et divers personnages de la cité décidèrent que, selon l'édit de janvier, la religion nouvelle serait librement célébrée hors l'enceinte de la ville avec le droit, pour les capitouls, d'assister à ces cérémonies gardées par cent hommes armés, mais sans armes à feu ; que les catholiques sur-

veilleraient la ville avec deux cents hommes armés; que les protestants ne pourraient marcher en troupes pour leurs cérémonies, dans les rues de la ville; que les bourgeois seraient aux portes et feraient sortir, dans les vingt-quatre heures, les soldats étrangers et les gens sans aveu de l'une ou de l'autre religion; que les prêtres ne pourraient sonner le tocsin, sous peine d'être brûlés vifs et qu'enfin les officiers du sénéchal et les capitouls jugeraient, en dernier ressort, les agitations et les séditions. Le premier président exhorta en outre les supérieurs des communautés religieuses à concourir à l'apaisement de ces discordes par la modération de leurs sermons.

Le Parlement, pressé par le peuple qui se défiait des capitouls, viola le premier la trêve en reprenant par la voie de l'appel, le jugement des émeutiers du faubourg Saint-Michel. Les capitouls s'étaient empressés de condamner à mort six séditionnaires catholiques: les protestants réclamèrent, à grands cris, leur exécution, et assiégèrent le Palais de justice. Le Parlement n'en réforma pas moins la sentence à l'égard de deux condamnés qui n'eurent que la peine du fouet. Les quatre autres furent pendus aux quatre coins de la place Saint-Georges.

Ces exécutions répandirent la terreur dans la province, mais elles semèrent aussi, parmi les protestants, l'ardeur des représailles. Le massacre de Vassy raviva les colères; dans les deux camps, on s'armait pour la guerre: les chapitres de Saint-Étienne et de Saint-Sernin, l'hôtel de Malte, les monastères, l'hôtel de ville, les maisons des parlementaires et des bourgeois s'emplissaient de soldats et de poudre. Des gentilshommes huguenots

enrôlaient, par les villages, des compagnies de batailleurs de bonne volonté. Les capitouls se plaignent au Parlement de ces levées d'hommes et des cris de guerre qu'on entendait la nuit dans la ville; le Parlement, soupçonnant un piège dans cette attitude des capitouls, laissa battre les tambours dans les rues et rassembler les troupes dans la campagne. Les capitouls, blessés de ce dédain de la Cour, firent publier, à son de trompe, un ordre à tous les étrangers de quitter la ville et aux troupes enfermées dans les maisons ou les monastères d'en sortir sur-le-champ. Le Parlement cassa ce dernier article de l'arrêté des capitouls.

Le prince de Condé, qu'on venait de déclarer chef et protecteur des réformés, était entré dans Orléans et avait mis dans son parti les villes de Nîmes, d'Uzès et de Montpellier. Ses émissaires partirent pour Toulouse où déjà le ministre Barelles annonçait que le temps approchait où la parole de Dieu, exilée au faubourg, rentrerait triomphante au Capitole, et où les protestants allaient reconquérir, par la force, leurs églises de la ville. Ce Barelles, ancien moine franciscain, emprisonné pour hérésie et mis en liberté par le Parlement, attisait le feu de la guerre civile, et ne prêchait qu'escorté d'une compagnie d'arquebusiers. C'est lui surtout, qui, dans une assemblée de vingt-cinq mille protestants de tout âge, les détermina à secouer le joug de l'église catholique et du Parlement, de s'emparer de l'hôtel de ville, de l'artillerie et de l'arsenal, de demander des secours aux villes voisines et de s'allier avec le prince de Condé. Celui qui alla porter ce projet d'alliance à Condé était le capitoul Hunaud, baron de Lanta, léger, vaniteux et sans esprit.

Condé lui promit douze cents hommes levés dans les Cévennes. D'un autre côté, une bande de six cents protestants du pays de Foix pénétrait en ville et menaçait de piller les églises. Les conjurés cherchaient à étouffer ces bruits de guerre et à tromper le Parlement par des ouvertures de paix : les capitouls donnaient secrètement la main aux conjurés.

De son château de Faudoas en Gascogne, le vieux Montluc entendait gronder la révolte. Une lettre de Cahors lui révéla toute la conjuration : elle était ainsi conçue : « Monsieur, m'en revenant de la Cour, je suis
« passé à Orléans où j'ai laissé M. le prince de Condé qui
« assemble de grandes forces et en a déjà beaucoup. Il y
« a un capitoul de Toulouse qui s'en vient à grandes
« journées, et pense qu'il passera cette nuit ici, lequel a
« promis audit seigneur prince de lui rendre, à sa dévo-
« tion, le 18 de ce mois, la ville de Toulouse. Ledit capi-
« toul s'en est découvert à moi. »

Montluc expédia un courrier au premier président du Parlement qui s'empressa de convoquer quelques parlementaires discrets et sûrs, les présidents de Paulo, Daffis, Lathomi et huit conseillers, et de leur communiquer la dépêche de Montluc. Ce conseil privé manda les capitouls, et leur reprocha la trahison ourdie par eux avec les protestants. Ils répudièrent la trahison de leur collègue ; le Parlement, où se trouvaient vingt-cinq conseillers de la religion nouvelle, en écrivit au vicomte de Joyeuse, qui parcourait la province, et s'assembla, le 11 mai 1562, pour entendre la lecture des lettres de Montluc devant tous les capitouls appelés par huissiers. Trois capitouls apportèrent un projet de réconciliation

entre les partis ; la ruse et la déloyauté des autres se trahissaient dans leur langage. Le premier président leur dit : « La Cour vous commande, à peine d'être traités
« comme criminels de lèse-majesté, de pourvoir efficacement à la sûreté de la ville, de faire sortir, sans délai,
« tous les étrangers, de ne rien délibérer sans la participation des douze adjoints qu'on vous donnera et d'empêcher la célébration de la cène que les huguenots se
« proposent de faire, le jour de la Pentecôte. Le président Dufaur et les conseillers d'Alzon, Dusolier, Forest, Papus et Du Bourg iront présider au conseil de
« ville dont la garde sera confiée aux capitaines Bazon, Clermont, Montmaur et Trebons. » Le capitoul Hunaud, baron de Lanta, décrété de prise de corps, passa à l'étranger.

Les conjurés, effrayés et désespérant du succès, se réunirent dans la maison de Portal, viguier de Toulouse. Portal, adroit et habile aux expédients et aux ressources, les engageait à rentrer dans l'ombre, à ne pas affronter l'arrivée de Montluc et à guetter une occasion meilleure. Le ministre Barelles s'écria que le dieu des armées ne souffrait pas ces lenteurs et ces incertitudes humaines, et qu'il ne lui fallait qu'une heure pour foudroyer ses ennemis et renverser Babylone. L'esprit de vertige s'empare des plus craintifs et des plus sages ; ils coururent, en foule, prendre l'hôtel de ville, les collèges Saint-Martial, Sainte-Catherine et de Périgord, s'assurèrent des portes de Villeneuve et de Matabiau et, à la faveur de la nuit, élevèrent des barricades munies de canons dans les rues voisines du Capitole. Des lettres du Parlement sont expédiées à Montluc, Terride,

Bellegarde et Fourquevaux. Montluc avait tout prévu : d'Auch où il dispersait des poignées de factieux, il écrivit aussitôt au capitaine Charry de se rendre à Fronton, au maréchal de Termes et au capitaine Massé de s'acheminer vers Toulouse. En attendant que Montluc se portât de sa personne sur la capitale de la province, suivi, selon qu'il l'écrivait lui-même, de deux bourreaux bien équipés de leurs armes et surtout d'un couteau bien tranchant, le Parlement écrivait à Fourquevaux, gouverneur de Narbonne, aux seigneurs catholiques et aux consuls de ce pays, de surveiller le passage des huguenots en troupes et de leur courir sus au bruit du tocsin.

Le palais où siégeait le Parlement, ancienne forteresse des rois Visigoths et des comtes de Toulouse, devint la citadelle des catholiques. Le conseiller Christophe Richard, assisté du marchand Pierre Gargas, garda la principale porte ; le conseiller Guérin d'Alzon eut son poste à la sénéchaussée, qui se reliait au Palais. On transporta aussi au Palais la caisse de la recette générale et toute la poudre déposée dans une tour adossée au Basacle. Le 12 mai, à huit heures du matin, quatre conseillers en robe rouge et à cheval, suivis de plusieurs gentilshommes, parcoururent les rues non encore au pouvoir des protestants, tandis que les huissiers criaient aux catholiques de se croiser, d'une croix blanche, sur leurs vêtements et d'en mettre aux portes de leurs maisons, avec ordre d'abattre les auvents des boutiques et d'éclairer leurs fenêtres, à l'entrée de la nuit.

A midi, les catholiques étaient en armes au Palais où se groupaient le ban et l'arrière-ban de la noblesse ;

Gaston de Foix en prit le commandement, des mains du Parlement. A trois heures, les troupes commencèrent par détruire les boutiques qui masquaient le Palais, par emprisonner les libraires huguenots qui les tenaient et par brûler leurs livres ou les jeter dans la Garonne. Hélas ! les flammes confondirent, au même foyer, de beaux livres de droit à jamais perdus ! Les protestants ne se montraient sur aucun point. La Popelinière, alors étudiant en droit à Toulouse et commandant une compagnie d'écoliers, a écrit, plus tard, que les capitouls essayaient d'amener une trêve ; Théodore de Bèze, plus hasardé dans ses récits, a prétendu que le Parlement ne voulut jamais écouter leurs paroles de paix. Le soir, les protestants, commandés par le capitaine Saux, sortirent du Capitole et tentèrent de prendre la porte de Basacle. Le lendemain, à l'aube, les protestants, plus furieux que jamais, harcèlent les catholiques qui les chargent et les repoussent, jusqu'à la dernière porte du collège Saint-Martial. A midi, les protestants entourent le Palais et n'y rencontrent que des soldats désarmés par les capitouls. A défaut de cuirasses, de morions et d'arquebuses, ils prirent des poutres de chêne qu'ils placèrent contre les portes, pour soutenir l'assaut. Des volées de coulevrines dispersèrent les assaillants.

Le Parlement cassa les capitouls et les déclara infâmes, rebelles au roi et traîtres à la patrie, en ordonnant que ces humiliantes qualifications seraient gravées à la suite de leurs noms, sur une plaque de marbre noir placée au lieu le plus hanté de la ville, en déclarant, en outre, que leur postérité serait privée de la noblesse et des charges publiques, et que cet arrêt infamant devrait

être lu chaque année, au Capitole, en présence du peuple. Et aussitôt, le Parlement nomma huit nouveaux capitouls, à la charge par eux de veiller au salut de la ville.

Au sortir de cette audience, deux membres du Parlement, en robes rouges et sur leurs mules, passèrent dans les rues en faisant crier, au nom du roi et par huissiers, qu'il fallait fondre sur l'ennemi. Le tocsin sonna à toutes les cloches de la ville et des villages voisins. Malheur aux calvinistes trouvés dans les rues ! Ils étaient impitoyablement massacrés. Les présidents de Paulo et de Latomy, assistés de deux conseillers, se tenaient à la chancellerie et dirigeaient les troupes sur les points menacés. Ce fut, par toute la ville, un vrai champ de bataille : les protestants étaient au nombre de dix-huit cents, parmi lesquels se rangeaient quatre compagnies d'étudiants, toujours les premiers au feu. L'un d'eux, Georges Mignot, seigneur de la Boissière en Bretagne, sera un jour un des plus glorieux capitaines du siège de Malte et de la bataille de Lépante. Les catholiques, plus nombreux et plus aguerris, avaient dix compagnies de trois cents hommes chacune. Mais les protestants avaient pour eux les postes les plus importants et les canons du Capitole. Ils sonnèrent le tocsin, prirent d'assaut le monastère des carmes et, débouchant par la rue de l'Inquisition, s'ameutèrent autour du Palais, faisant pleuvoir sur leur passage une grêle de balles et de cailloux. Ils saccagèrent les couvents des jacobins, des cordeliers, des béguines, des croisiers, de la Merci, de Saint-Antoine, de Saint-François et de Saint-Orens, profanèrent les églises et les chapelles, brisèrent les statues des saints, massacrèrent des moi-

nes, mirent au pillage le couvent des religieuses augustines et des religieuses de Saint-Pantaléon, les églises de Saint-Quentin et de Saint-Georges et diverses maisons de bourgeois.

Beaucoup de moines furent emprisonnés; d'autres se sauvèrent sans froc et sans manteau; soixante, liés et garrottés, furent conduits au Capitole, devant Barelles qui les harangua ainsi: « Misérables, ignorez-vous encore
« la vérité de Dieu et la folie de votre superstition, en
« laquelle j'ai demeuré autrefois trop longtemps arrêté.
« Quittez le froc, et prenez, avec nous, les armes pour la
« défense de l'évangile du Christ. » Trois apostasièrent et l'un d'eux fut tué, trois jours après, dans les bois. Un autre rétracta son abjuration et fit pénitence. Ceux qui refusèrent d'abjurer, un moment entassés dans la prison de la Géhenne, furent chassés de la ville avec défense d'y rentrer, sous peine de la mort. On se battit avec un acharnement qui arrachait des larmes aux historiens de ce temps. Le carnage et l'incendie durèrent plusieurs jours et plusieurs nuits. S'il faut en croire un pamphlet du dix-huitième siècle, plusieurs maisons catholiques furent pillées ou brûlées et leurs habitants massacrés par des catholiques, qui trouvaient là une occasion de voler et de venger des rancunes personnelles. La belle et riche maison du président de Bernuy, calviniste au fond du cœur, ne fut pas épargnée. Au son d'une trompette entonnant l'air des psaumes sur la plus haute tour du Capitole, les protestants prenaient la fuite et se dispersaient dans la plaine.

Les parlementaires se mêlaient à ces scènes sanglantes. Au moment où les protestants braquaient leurs

canons contre les clochers des cordeliers, des augustins, des jacobins et contre l'église Saint-Sernin, le conseiller Pierre de Barravi et le capitaine Bazardon les mirent en déroute et sauvèrent cette église. Un autre conseiller, resté inconnu, inventa une machine roulante d'où les soldats tiraient, à couvert, par des meurtrières. Le soir du seize mai, le feu cessa des deux côtés. Déjà, le Parlement avait reçu en grand honneur l'évêque du Couserans à la tête de quatre mille soldats, et Montluc arrivait, prêt à cerner les protestants et à les écraser ; il en souriait d'une joie farouche, dans sa barbe grise : « Dieu sait si j'avais envie d'en dépêcher et si je les eusse épargnés ! » Le premier président, pressentant une horrible tuerie, en informa les protestants qui promirent de désarmer si les catholiques leur donnaient des sûretés de paix. Pendant que le Parlement délibérait sur ces conditions, les nouveaux capitouls et des notables de la bourgeoisie le supplièrent de les rejeter et de ne faire ni pitié, ni merci aux rebelles. Le Parlement n'accepta pas ce traité, arrogant à la fois et impopulaire ; des renforts lui arrivaient, d'ailleurs, de tous côtés ; ils encombraient les routes, et la ville en était remplie. L'évêque du Couserans, Hector d'Ossun, à peine arrivé à Toulouse, l'épée à la main, rebroussa chemin, à la prière du Parlement.

Les déceptions et les défaites abattaient le courage des protestants. La poudre leur manquait ; le vicomte d'Arpajon annoncé par Condé ne paraissait pas encore, et Montluc était aux portes de Toulouse. Ils se résolurent à abandonner le Capitole aux approches de la nuit : le trompette de la ville donna le signal du départ,

en chantant, à pleine voix, des psaumes et des cantiques. Les huguenots sortirent par la porte de Villeneuve et se sauvèrent dans la campagne ; mais les ténèbres de la nuit ne les déroberent point aux coups de poignards ou d'arquebuses. Au siècle dernier, on pouvait voir encore, au Capitole, le tableau de Rivalz représentant les huguenots s'enfuyant de Toulouse et tombant sous les balles et les dagues. On y fit une grande boucherie. On pillà la rue de la Porterie, voisine du Capitole, et habitée par des libraires. Ce qui se perdit alors de richesses littéraires, amassées dans ces librairies, dont l'une appartenait au célèbre Vascoran, ne peut se dire.

Montluc allait entrer en ville, quand il rencontra un capitoul député vers lui, par le premier président, pour lui apprendre la retraite des huguenots. Plus tard, en son manoir de Gascogne et au souvenir de cette fuite soudaine, il s'écriait dans ses *Commentaires*, avec une candeur qui fait frémir : « De quoi je fus bien marri. » On peut en croire Montluc sur parole. Il n'était pas homme à se priver d'une entrée guerrière dans une cité, « la seconde de France », qui lui devait une partie de sa victoire. Il y arriva le 18 mai, enseignes déployées, et descendit au Palais où le Parlement l'attendait en chambres assemblées. Il aimait à guerroyer par la parole autant que par l'épée et n'avait besoin, selon son expression de capitaine gascon, que d'être piqué pour partir de la main, ayant la main aussi prompte que la parole et souhaitant ne porter jamais de fer au côté. Sa harangue fut rude et sombre comme son armure. Après avoir exposé les causes de son retard à venir chasser de la ville les huguenots, il disait : « Au long

« temps que j'ai porté les armes, j'ai apppris qu'en
 « telles affaires il vaut mieux se tenir au dehors pour
 « faire acheminer les secours, sachant bien que cette
 « canaille n'était pas faite pour forcer votre ville ; que
 « s'ils m'eussent attendu, jamais entrepreneurs n'eus-
 « sent été mieux accommodés. Puisque Dieu vous en a
 « délivrés, c'est à présent à vous, à faire des vôtres et
 « à purger les cantons des charognes de ces méchants
 « traîtres à Dieu, au roi et à leur patrie. »

Montluc parlait devant le Parlement, comme il aurait parlé dans une bataille, l'épée au poing, la colère au cœur, la menace aux lèvres et visière levée. C'est peut-être le souvenir de cette assemblée de parlementaires qui lui inspirait, un jour, cette sortie contre ces hommes jeunes et graves vivant au fond du Palais :

« Vu que le sang bout ordinairement à la jeunesse, je
 « crois que ce n'est que quelque accoutumance, et le roi
 « ne saurait mieux faire que de chasser ces gens-là et les
 « accoutumer aux armes. »

A la nouvelle de l'arrivée de Montluc, les paysans et les bandes des pays de Foix et de Comminges, conduits par les seigneurs de Saint-Paul et de Lannesan, accouraient, en foule, à Toulouse pour prendre part au pillage des maisons huguenotes ; ils sonnèrent le tocsin à la cloche de Cardaillac et tirèrent sur les protestants qui tombaient sous leurs coups. Montluc, à cheval, deux jours et deux nuits, contint les pillards et rétablit l'ordre dans la ville désolée. Les capitouls reprirent possession de l'Hôtel de Ville et se rendirent, le 19 mai, au Parlement où le premier président leur représenta qu'ils devaient rendre à Dieu de solennelles

actions de grâce de cette victoire. Ce fut l'origine de la procession fameuse qui se célébrait, à Toulouse, le 17 mai de chaque année, et à laquelle le Parlement assistait en robes rouges. Montluc chassa de la ville tous les étrangers et brûla le temple protestant.

Le nombre des morts de cette guerre s'élevait de trois mille à quatre mille hommes, Montluc, qui s'était trouvé à tant de batailles, disait qu'il n'avait jamais vu sauter tant de têtes. En cent endroits de ses mémoires, il s'accuse non seulement de rigueur, mais de cruauté : au travers de ces batailles, on le voit partout, dominant les mêlées de sa mine hautaine et farouche, pendant, étranglant, écartelant, et massacrant des milliers de huguenots, se réjouissant de tuer par le fer ou le feu, pourvu que ce fût au service de Dieu et du roi et prenant sa fameuse devise : *Deo ducc, ferro comile*, Dieu pour guide et le fer pour compagnon. Il n'a regretté qu'une chose, c'est que ses bandouliers, trop peu nombreux, n'aient pas suffi à tuer les huguenots du côté de Nérac et à les jeter dans la Baïse. Si le maréchal de Damville l'eût écouté, il les aurait exterminés en Languedoc « jusqu'à la semence ». Plus tard, en racontant ces scènes barbares, revenu de cette furie de la guerre, il disait plus tristement en son château d'Estillac : « N'en parlons plus, le cœur m'en crève à moi-même. » Après la guerre, la justice criminelle reprit son cours, et un arrêt déclara traîtres et criminels de lèse-majesté les huguenots trouvés en armes à l'Hôtel de Ville, les membres du consistoire et les partisans de la conjuration. On publia un monitoire dans toutes les églises ; les calomnies et les vengeances régnèrent en souveraines et tout fut

suspect au peuple, ombrageux et jaloux de représailles. Ni l'innocence, ni les honneurs, ni la renommée, ne sauvèrent bien des victimes odieusement dénoncées aux gens du roi. Le président Dufaur échappa au supplice, grâce à la protection de la noblesse de Toulouse ; l'amitié de Fourquevaux, gouverneur de Narbonne, préserva de la mort Jean de Coras que le peuple appelait le ministre de la Cour. Le premier président de Mansencal, beau-père des conseillers du Bourg et Cavaignes, huguenot au fond de l'âme, aurait été égorgé par des forcenés, si la main de son fils, capitaine d'une compagnie de l'armée de Montluc, n'eût arrêté les poignards. Il ne fallut rien moins que l'épée de Montluc, pour dégager d'une troupe de bandits, la maison du président de Paulo où s'était réfugié un jeune protestant.

Le plus riche des protestants, Jacques de Bernuy, président des enquêtes, comptait sur trente soldats catholiques pour le sauver et garder sa maison, héritage de son père, bâtie par Bachelier vers 1530, surmontée de meurtrières, couronnée de créneaux, armée de tourelles, ornée, au-dessus de l'arc à plein cintre du portail, de médaillons encadrant des bustes, ou faisant rayonner le monogramme du Christ, et de contours élégants, de courbes ogivales, d'anges aux ailes déployées et de merveilleuses sculptures. La vue de ces richesses enivra les gardes qui commencèrent le pillage ; catholiques et protestants l'achevèrent ; la fille de M. de Bernuy y retrouva pourtant un million qu'elle apporta dans la maison de Clermont-Lodève. Le beau-frère de Jacques de Bernuy, le conseiller Mathieu Chalvet, insulté et frappé par les pillards, ne se délivra de leurs mains qu'en payant une

rançon. Les pillards ne se souvenaient plus du père du président de Bernuy, le riche banquier de Saragosse établi à Toulouse, qui se rendit caution de la rançon du roi François I^{er}, après la bataille de Pavie.

Les prisons ne suffisaient pas à la multitude toujours croissante des accusés. Le Parlement cessa, pendant quelques jours, les audiences civiles et ne jugea que des procès criminels. Il renvoya devant Amadou, conseiller au présidial, le jugement des prisonniers de la lie du peuple, et se réserva les autres. De cette foule immense de nobles ou de bourgeois, d'officiers du présidial ou d'avocats condamnés au dernier supplice, il en est qui doivent sortir de l'ombre. Le viguier Portal eut la tête tranchée à la place Saint-Georges et plantée ensuite, à la pointe d'une lance, au haut de la porte du Château-Narbonnais dont il était le gardien. Le capitoul Mandinel, conduit sur un cheval, du Palais au Capitole, en robe consulaire, y fut dégradé et traîné ensuite au supplice, sur la place de la Daurade, entre un jacobin et le jésuite Pelletier. Le capitaine Saux eut les quatre membres coupés, la tête la dernière. Les avocats Terronde, Tabard et Gayrard, les bourgeois Sauterre, Lecomte et les deux frères Jordain furent décapités en place Saint-Georges, où Jaubert, magistrat présidial, pleurait à chaudes larmes au moment de quitter la vie, pendant que le consolait « le doux et bénin Cerez », célèbre prédicateur de ce temps. Une troupe de femmes et de vieillards se réfugia au Palais de Justice, sous les yeux du premier président qui ne put maîtriser cette fièvre de sang et dont la vie fut menacée par les égorgeurs.

D'autres furent pendus ou décapités sur les places

Saint-Étienne, Saint-Michel, Saint-Sernin. On pendit, au mai de la Basoche, Fabri, secrétaire de la Cour. A la place du Salin, le peuple arracha des mains du prévôt un écolier d'Albi, envoyé au gibet sans jugement et déjà monté à l'échelle. En retour, il jeta quelques prisonniers à la Garonne. Le ministre Barelles et Calvet, l'ancien official de Montauban, furent brûlés en effigie et on attachà à des potences l'image du baron de Lanta et des capitouls errants et proscrits. L'évêque Jean de Lettes, moins heureux, expira sur le gibet, en invoquant le divin pardon. Ils expiaient ainsi les supplices infligés par les protestants aux catholiques, pendus à la place Saint-Georges par sentence des capitouls.

Le père Lombard, dans son histoire, courbe le front devant ces exécutions ; il sent qu'il a des chrétiens en face de lui et souffre de ce grand déchirement religieux, qui fut aussi un déchirement national. Il cherche à être généreux et il est pris parfois d'une noble pitié pour tant de victimes confessant leur foi dans les supplices ou les batailles. Comme il effacerait, s'il le pouvait, tant de taches sanglantes ! Mais, en son cœur agité par l'émotion, l'intolérance remonte et il essaie de justifier non la fureur du peuple, mais les arrêts vengeurs des conspirations et des révoltes. « Il semble, dit-il, que pour juger
« équitablement de la rigueur des jugements de la Cour
« du Parlement, il faut en rapprocher le plan de la con-
« juration et du projet de faire main basse de tous les
« catholiques de l'un ou de l'autre sexe au-dessus de
« huit ans, et de raser la capitale du Languedoc. Aux
« dépositions du capitaine Saux, qui le dévoila, se joi-
« gnit le témoignage de Montluc, sur la foi d'un gentil-

« homme de Montauban qui l'assura que, dans un synode tenu dans cette ville, on avait conclu de transporter les ruines de Toulouse à Montauban, afin d'agrandir cette nouvelle Genève. » Fragiles et tristes raisons, quand elles ne viennent que d'un capitaine tiré à quatre quartiers, ou qu'elles sortent, sur la foi d'un gentilhomme inconnu, de la bouche d'airain de Montluc !

Il faut pourtant se tenir en garde contre les récits passionnés des chroniqueurs protestants et surtout de Georges Bosquet, dont le livre fut condamné et brûlé comme diffamatoire, par arrêt du Conseil privé, du 18 juin 1563. Lafaille a raison de dire : « Qui pourrait croire ce qu'affirme l'auteur de l'*Histoire des Églises réformées*, que les commissaires du Parlement auraient ainsi parlé à l'avocat Terronde, après sa condamnation : « La Cour ne vous a trouvé nullement coupable ; toutefois, d'ailleurs, avertie de l'intérieur de votre conscience, elle vous a condamné et confisqué vos biens, sans nulle détraction. » Et Lafaille ajoute, dans son indignation : « Ce n'est avoir ni conscience, ni pudeur, pour inventer de si grossières calomnies. »

Des bords du Rhône où ils se rassemblaient, les proscrits tournaient encore les yeux vers Toulouse et ne désespéraient pas de l'assiéger de nouveau et de la reprendre. Les cruautés redoublèrent envers les prisonniers et, par ordre du Parlement, les soldats veillèrent, jour et nuit, sur les murailles et à toutes les portes, en cas de surprise. Le chapitre Saint-Étienne fortifia la partie des remparts bordant l'ancien cloître, et l'archevêque, l'abbé de Saint-Sernin et le grand prieur de Malte levèrent, à leurs frais, des compagnies de gens à pied et à

cheval. On compta les chefs des familles en état de porter les armes. Leur nombre allait à vingt mille. Les troupes étrangères partirent pour le siège de Limoux, commandées par le fils du maréchal de Mirepoix accompagné des deux conseillers d'Ouvrier et de Rudelle. Le Parlement fut sage d'éloigner ces troupes de pillards.

Le roi, d'humeur noire et mélancolique, se détournait à peine de sa furie de chasse et de sa forge où il battait le fer, pour écouter le lugubre récit de la guerre de Toulouse. Il entendit, en conseil privé, la lecture de deux mémoires du Parlement, revêtus de la forme de très humbles remontrances et les approuva. Ces deux mémoires informaient le roi que les protestants s'étaient battus cinq jours, pillant six églises et brûlant plus de cent maisons. Charles IX remercia le Parlement et lui recommanda de poursuivre, sans merci, les conjurés, en l'autorisant à suspendre, à sa volonté et selon l'urgence, l'exécution de l'édit de janvier dans la ville et sénéchaussée de Toulouse, et à y appliquer les édits de François I^{er} et de Henri II contre les sectaires. Il lui permit aussi de prescrire la cessation du prêche dans tout le ressort et la sortie des prédicants ; le roi, voulant plaire au Parlement, ne l'empêcha pas de poursuivre tous les magistrats de la Cour ou du présidial soupçonnés de complicité avec les conjurés, et de les obliger à rendre compte de leur foi et des désordres de leur quartier. Il le laissait enfin libre de ne souffrir aucune religion, en dehors de la religion catholique.

Le Parlement, ainsi encouragé par le roi, informait contre les réformés de toute la province et prononçait condamnations sur condamnations. Les réformés se ca-

chaient et bravaient les arrêts par coutumace. Le roi qui recevait, chaque jour, des doléances du Parlement, consentit à modifier la manière d'élire les capitouls et à laisser fonder un second collège de jésuites avec les revenus d'un monastère de religieuses augustines qui avaient enfreint les règles de leur ordre. On ne sait quelle peine on infligea à ces vierges folles qui s'étaient mariées avec des moines ; on fouetta les moines par toutes les rues. Érasme en riait et disait, avec sa mordante ironie, que le prétendu retour à la pureté de la vie des cloîtres finissait par des mariages, comme dans les comédies. Le roi concéda un dernier privilège au Parlement : c'était de former deux chambres, des magistrats les moins suspects, dans l'intérêt de la tranquillité publique et d'une bonne administration de la justice.

Les nouveaux capitouls, emportés par leur zèle, écrivaient, de leur côté, au roi et à la reine mère, et leur représentaient que divers parlementaires, secrètement attachés à la réforme, s'éloignaient des églises, trahissaient le secret des délibérations de la Cour et se voyaient récusés par le peuple comme entachés d'hérésie. Catherine de Médicis, qui espérait conclure la paix avec Condé, renvoya dédaigneusement les capitouls à l'édit de janvier ; ils ne se tinrent pas pour battus et s'adressèrent au roi, de concert avec une partie du Parlement. Le roi finit par leur donner raison.

Les supplices recommencèrent ; mais le peuple murmurait et reprochait à la justice de prodiguer le sang des humbles et des petits, et d'épargner les riches et les grands. Les capitouls haranguèrent, en latin, le Parle-

ment au nom du peuple. Ils disaient : « Il est des cou-
« pables assis parmi vous ; ils sont encore membres de
« ce corps auguste ; ne souffrez point qu'on accuse les
« lois, armées jusqu'ici contre les faibles et les petits,
« d'être muettes et timides contre les chefs et les com-
« plices de la conjuration, défendus par leurs opulen-
« tes dignités ; nous vous en conjurons, au nom de la
« patrie et de la religion. Nous attestons les intentions
« et même les commandements du roi ; faites disparaî-
« tre du milieu de vous tout ce qui n'est pas digne
« d'une compagnie qui nous retrace la majesté du sénat
« romain et qui doit en faire revivre l'esprit et le cou-
« rage. Qu'on sache que vous êtes dépositaires d'une
« justice souveraine, également redoutable pour les
« autres et pour vous-mêmes. »

Cette harangue inspira au Parlement une mercuriale sans exemple, en France, depuis l'institution des Parlements. La mercuriale de cette époque, qui étonna par sa rigueur la ville et le roi lui-même, est restée célèbre ; elle enlevait leurs charges aux parlementaires suspects : c'étaient les présidents Michel Dufaur et Jacques de Bernuy, les conseillers Gabriel du Bourg, Antoine Dufferrier, Guillaume de Caulet, Arnaud Cavaignes, François Ferrières, Jean de l'Hôpital, Antoine Lacger, Charles Dufaur, Pierre Robert, Jean Raymond, Géraud de Pins, Jean de Berbiguier, Mathieu Chalvet, Thomas Lamieussens, Jean de Coras, Jean de Percin, Pierre de Nos, Jean de Rességuier, Guillaume Doujat, Jean de la Coste, Jean d'Hautpoul, Pierre de Saint-Pierre et Jean La Roche. Les noms des cinq conseillers : Géraud Dubuisson, Élie de la Chassaigne, Pierre de Nupces, Pierre

Papus et Pierre Salluste ayant été ajoutés, par erreur, à cette longue liste, s'inscrivirent en faux et continuèrent à remplir leurs charges. Les parlementaires qui signèrent ces rudes arrêts étaient le premier président de Mansencal, les présidents Antoine de Paulo, Jean Daffis, Jean Latomy ; les conseillers clercs Jean du Tournoër, François d'Arsac, François de la Garde, Benoît de Bonald, Jean du Viguan, et les conseillers laïcs, Germain Regnier, Gabriel de la Mamy, Jean de Boyer, Antoine Dusolier, d'Alzon, Coignard, Théodore de Forest, Gabriel de Fabri, Pierre de Laurelargue, Jean de Lafiteau, Bernard d'Aussonne, Jean Catel, François de Gargas, de Buel, Pierre Baravy, Jean Vezian, Ambes, de Montfort, Chrétien Richard, Jean de Cuc, François d'Antiquamareta, Pierre d'Hautpoul, de Rudèle, Michel de Prohenques, Pierre Sabatier, Jean de Rangouse et Melies.

Dans cette fermentation des esprits, on s'attaquait aux modérés autant qu'aux sectaires. En séparant le bon grain de l'ivraie, ainsi que le disait Montluc, on n'apercevait que sept ou huit conseillers vraiment calvinistes ; les autres payaient chèrement leurs vœux en faveur de la réforme, ou la curiosité de leurs femmes entraînées vers la nouveauté du prêche. Le rude cœur de Montluc se laisse un moment fléchir ; il écrit à la reine mère en faveur du président Dufaur. Ondoyante et flottante opinion des hommes ! Les catholiques accusaient le président Dufaur d'être huguenot et Calvin, dans ses lettres, lui reprochait durement d'avoir fermé les yeux à la lumière de sa doctrine. De tous ces parlementaires interdits de leurs charges, Ferrières, Coras, Cavaignes

et Lacger moururent seuls dans la religion protestante. Coras et Cavaignes, fanatiques tous les deux, mais si différents de vie et de caractère, allaient bientôt périr de mort violente.

Le Parlement de Paris ne restait pas en arrière et n'épargnait pas les rigueurs aux protestants. Le Parlement de Toulouse rendit, à son tour, un arrêt qui porta la terreur dans les villes du ressort. Il déclarait criminels de lèse-majesté et punissait, de la confiscation de leurs biens, tous ceux qui avaient pris les armes pour la religion nouvelle à Toulouse, Montauban, Castres, Béziers, Montpellier, Nîmes, Lectoure, Villefranche-du-Rouergue, Milhau, Villeneuve, Pamiers, Limoux et dans bien d'autres contrées, ceux qui avaient pris part aux séditions ou secouru les factieux par leurs conseils ou leur fortune, et les pillards des églises et des maisons catholiques. Il défendait de fournir, aux villes occupées par les protestants, des armes, des vivres et de l'argent, sous les peines les plus sévères. Il reprenait les anciens édits de François I^{er}, permettant de mettre à mort ceux qui auraient levé des troupes, sans l'autorisation du roi, spolié les églises et ravagé les campagnes. Il ordonnait l'arrestation des ministres et des prédicants, comme perturbateurs du repos public et ennemis de l'État, et la saisie des revenus contre les prêtres soupçonnés d'hérésie.

Cette terreur et ces rigueurs, toujours renouvelées, mettaient en embrasement la province. Catholiques et protestants se massacraient de tous côtés, surtout dans l'Albigeois ; les proscrits et les parlementaires chassés de leurs compagnies, laissaient éclater leurs ressen-

timents et leurs haines. Dans les villes où ils dominaient par le nombre, les protestants se vengeaient sur les catholiques et, à leur tour, les catholiques des autres villes rallumaient la guerre contre les protestants. Le roi nomma, en 1563, le cardinal d'Armagnac, archevêque de Toulouse, son lieutenant à Toulouse et dans les sénéchaussées du Rouergue, par lettres patentes où il vantait la fermeté et les services du Parlement. Ce cardinal d'Armagnac, attaché, aux années de sa jeunesse, aux ambassades de Venise et de Rome, grand seigneur, aimable, ami des lettres et des sciences, fut magnifiquement reçu par le Parlement qui assista, le jour de son entrée à Toulouse, en robes rouges, à la messe solennelle et à la procession générale où le cardinal portait le saint sacrement.

Le cardinal et le Parlement chargèrent Montluc de diriger le siège de Montauban, qui traînait en longueur. Terride, qui commandait les assiégeants, écrivit au cardinal et au Parlement que c'était lui faire affront. Montluc, dont la rude écorce cachait des fibres délicates, refusa un commandement qui froissait un compagnon d'armes; il ne consentit qu'à se rendre, sans titre et sans rang, sous les murs de la ville assiégée. Dès son arrivée, il découvrit les fautes de Terride et conseilla la levée du siège. La ville de Toulouse en paya les frais.

Les mois de vacances du Parlement arrivèrent; mais, à raison de la gravité des événements, le Parlement ne voulut pas se séparer. Il craignait, d'ailleurs, de voir renverser, en un jour, ses décisions et ses arrêts contre les huguenots et les parlementaires proscrits. Catherine de Médicis le blâmait hautement et disait qu'il avait

rompu les barrières. La reine mère et le chancelier de l'Hôpital obtinrent, du roi, une nouvelle déclaration; datée du mois de septembre, abritant sous sa clémence les assemblées et les prises d'armes des protestants, et prescrivant la révocation des décisions prises contre eux ainsi que la restitution de leurs biens. Le roi leur ouvrait aussi les portes des prisons, à la condition de rentrer dans la religion de leurs pères; il ne livrait à la justice que les chefs des séditions et les profanateurs des églises.

Le Parlement s'émut de cette déclaration; de leur côté, les huissiers se refusaient à la signifier à la Cour. La femme d'un protestant emprisonné, la déclaration royale à la main, la présenta elle-même au Parlement; l'avocat général soutint que la religion du prince avait été surprise. Les procédures suivirent leur cours et, trois jours après, deux avocats eurent la tête tranchée.

Une seconde déclaration du roi, datée de Rouen, du 9 novembre, confirma les pardons de la première, avec injonction au Parlement de suspendre les procédures et de renvoyer au sénéchal la connaissance des crimes et délits commis par les protestants. Une troisième déclaration royale, adressée au sénéchal de Toulouse, suivit de près les deux autres et eut, dans le ton, plus de hauteur et de fermeté.

Le Parlement députa vers le roi le conseiller François de la Garde, porteur d'une apologie et de très humbles remontrances, exposant, en détail, l'état du ressort, le mauvais effet produit sur les catholiques par les déclarations royales, et sollicitant le payement des gages de la Cour appauvrie au service du roi. Le roi répondit

froidement qu'il persistait à pardonner aux protestants qui reviendraient à leur ancienne religion. Les conseillers, interdits de leurs fonctions, reçurent des lettres patentes, du 22 octobre, qui les rétablissaient sur leurs sièges ; le Parlement mécontent ajourna à la Saint-Martin cette cérémonie. A la Saint-Martin, le procureur général s'opposa au rétablissement des proscrits et en appela au roi et à son Conseil privé. Le Parlement célébra, au mois de mai 1563, l'anniversaire de la « Délivrance » : le registre dit que : « la Cour n'est entrée, à cause de la procession générale, faite ledit jour, pour rendre grâces à Dieu, de ce que, il y a un an, les séditeux rebelles, étant de la nouvelle secte, avoient avec armes envahi la maison de ville, et auraient, par bon et prompt secours, été chassés hors icelle ville de Toulouse... en laquelle procession la Cour est allée en corps. »

CHAPITRE XVII

Le premier président de Mansencal. — Sa mort. — Le premier président Daffis. — Les États à Carcassonne. — Négociations de Montluc. — Marche des protestants sur Toulouse. — Écoles fermées. — Murs d'enceinte du palais. — Destruction de ce mur par le peuple. — Prophétie de Nostradamus. — Retour de Montluc à Toulouse. — Une ligue en Languedoc. — Édit de pacification. — Lettres de la reine Catherine de Médicis, du roi et du connétable de Montmorency. — Résistance des gens du roi. — Enregistrement de l'édit. — Refus du Parlement de rétablir dans leurs charges les magistrats protestants. — Formulaire dressé en Sorbonne. — Refus des conseillers protestants de prêter le serment contenu dans ce formulaire. — Dispense du serment autorisé par le roi. — Retour des proscrits. — Leurs prétentions. — Les réparations. — Le gouverneur Damville. — Son entrée au Parlement. — Coutume de quitter l'épée en siégeant au Parlement. — Hésitation du gouverneur. — Remontrances du Parlement. — Ordonnance du chancelier de L'Hôpital. — Les jésuites chassés de Pamiers se réfugient à Toulouse. — Réveil des troubles religieux. — Entrée du roi Charles IX à Toulouse. — Lit de justice. — Les présidents Daffis et de Paulo créés chevaliers. — Procession générale du saint sacrement. — Les calvinistes de Pamiers. — Conférence de Bayonne. — Le président Lathomy. — Agitation. — Nouveaux troubles religieux à Pamiers. — Émeute des écoliers à Toulouse. — Reprises des guerres de religion. — Suspension du cours de la justice. — Arrêts du Parlement. — Liaison du Parlement et du vicomte de Joyeuse. — Les magistrats protestants interdits de leur charge. — Approbation du roi. Traité de pardon de Longjumeau. — Récriminations. — Mort de Rapin.

Le plus doux, le plus clément et le meilleur des membres du Parlement était le premier président de Man-

sencal. Pendant vingt-quatre ans, long espace dans la vie des premiers présidents, il avait, sans peur et sans reproche, porté sa robe au travers des plus graves événements de son siècle. Le peuple l'accusait de faiblesse et de mollesse envers les huguenots ; on a même raconté que la joie éclata à la nouvelle de sa mort ; ces explosions d'allégresse ou de colère qui jettent un vif rayon sur sa vie sont l'honneur de sa mémoire. François II, qui le connaissait bien, en avait fait son lieutenant général en Languedoc ; le président de Thou en a parlé comme d'un magistrat de l'ancienne roche, la Roche-flavin l'a proposé, en son temps, pour modèle aux premiers présidents de l'avenir, et Antoine Du Mas juge ordinaire de Montauban, dans son livre, *de Varietate pœnarum*, qui parut en 1561, vante ses vertus et surtout sa clémence. Il mourut en octobre 1563, après avoir publié son livre curieux et ingénieux sur *la vérité et autorité de « la justice et juridiction du roi très chrétien en la correction et « punition des maléfices.*

Un annaliste malveillant a dit de lui qu'il s'enrichit des malheurs de la guerre. Il l'a calomnié. Jamais homme n'eut une maison plus simple et des mœurs plus pures. N'a-t-on pas raconté que le cardinal d'Armagnac, s'invitant, un jour, à dîner chez lui, le premier président lui répondit qu'il osait à peine accepter cet honneur, de peur que la nudité de la salle ne l'exposât à toute la rigueur du froid de la saison ? Le cardinal, accoutumé aux largesses des maisons princières, fit sur-le-champ et pendant que le premier président était à l'audience, orner la salle à manger de la maison de Mansencal d'une belle tenture en tapisserie qu'il lui

laissa en signe d'amitié. Les mémoires du temps protestent contre cette accusation de cupidité flétrissante et célèbrent ses vertus, sa mansuétude, sa science et « l'ampleur de son cœur et de son esprit. » Sa veuve, Gabrielle de Coignard, qui publia un recueil de poésies chrétiennes songeait peut-être à ces calomnies, en écrivant ces vers :

Plutôt le ciel perdra ses clairs flambeaux,
Et l'été chaud sera rempli de glace,
L'hiver aura du printemps les rameaux,
Avant que l'homme ait perdu sa fallace.

Il a dormi son dernier sommeil, jusqu'à la Révolution, dans une chapelle du chœur des cordeliers de la grande observance : son portrait y était peint, à genoux, le front haut et plein, sillonné de rides, la barbe blanchie par les années, les yeux tristes et tournés vers le ciel, avec un reflet de piété et de bonté.

Le Parlement s'assembla et proposa au roi trois candidats à la première présidence, les présidents de Paulo et Daffis et l'avocat général d'Aygua. Le duc de Guise et Mayenne travaillaient pour le président de Paulo ; le connétable de Montmorency tenait pour Daffis. Le roi, longtemps hésitant, choisit le président Daffis, un des plus grands magistrats de son siècle.

Les États siégeaient à Carcassonne, gardés par les troupes de Montluc, qu'il ne fallait pas, selon son mot, semondre deux fois. Tandis que les États suppliaient le roi de n'accorder aucun pardon aux protestants et de révoquer les édits de tolérance, Montluc négociait une réconciliation entre le Parlement et ceux de ses mem-

bres qu'il avait interdits. Cette violente séparation ne s'était pas accomplie sans déchirements, et sans laisser au cœur des bannis des plaies profondes. Qui aurait pu croire que Montluc, au lieu d'attiser ce feu, chercherait à l'éteindre ? A ceux qui opposaient à la clémence royale la fureur du peuple, il répondait qu'ils eussent à parler haut, et que, pour les protéger, il leur enverrait, au besoin, toutes les troupes de Guyenne. Ce n'étaient pas les ressentiments populaires qui entravaient la paix, c'étaient plutôt les rivalités et les animosités des parlementaires. Montluc avait plus de peine à étouffer ces discordes qu'à réprimer une émeute.

Ces négociations furent abandonnées à la nouvelle que les protestants marchaient encore sur Toulouse. Le Parlement ferma les écoles de l'université, afin que des ennemis, cachés sous la robe que portaient alors les écoliers, ne pénétrassent à Toulouse, et, pour mettre le Palais à l'abri d'un coup de main, il fit élever, par l'architecte Bertin, un mur du côté le plus découvert. Les capitouls crièrent au scandale et raillèrent le Parlement de transformer l'asile pacifique des lois en citadelle ; le peuple, déchaîné par eux, détruisit le mur et mit en fuite les ouvriers. Le Parlement crut sage de ne pas sévir ; il se borna à interdire, à l'avenir, les attroupements, sous peine de vie. Le peuple, aveugle dans ses colères, sur une prophétie du visionnaire fameux de Provence, Nostradamus, prédisant le sac de Toulouse, s'en prit ensuite au cardinal d'Armagnac, aux parlementaires et aux riches bourgeois qui n'échappèrent, qu'avec peine, à la fureur des incendiaires et des égorgeurs.

Le retour de Montluc à Toulouse rassura le Parle-

ment et la ville. Le peuple effrayé rentra dans l'ordre. Les deux cardinaux d'Armagnac et Strozzi, le premier président, Montluc, Terride, Negrepelisse, Fourquevaux, l'avocat général d'Ayguia et quelques capitouls tinrent un conseil qui fut le berceau d'une ligue en Languedoc et la Guyenne, image de la sainte ligue de Paris. Les ligueurs s'engageaient, par serment, à marcher à la défense de la religion catholique, à lever des troupes sous le commandement de Montluc, et à remettre au roi les villes prises par les rebelles. « Et si aucun catholique, disait l'acte
 « d'association, opposait quelques difficultés ou traînait
 « en longueur, il sera estimé ennemi de Dieu, déserteur
 « de la religion, rebelle à son roi, traître à la patrie, et
 « du consentement de tous les gens de bien, abandonné
 « et délaissé de tous et exposé à toutes les injures et
 « oppressions qui lui pourront subvenir. » Le Parlement approuva et enregistra cette ligue, par provision et sous le bon plaisir du roi, le 20 mars 1563. La noblesse se lassait pourtant des combats et des disputes : elle réclamait la paix, et Condé obtint, de la reine mère un édit de pacification daté d'Amboise du 19 mars, qui rendait aux gentilshommes huguenots, hauts justiciers, le libre exercice de leur religion dans leurs seigneuries, et promettait aux vingt mille huguenots de Toulouse, à la dévotion du ministre Barelles et de l'ancien moine espagnol Jean Cormère, un temple dans un faubourg d'une ville de chaque bailliage, en accordant une amnistie générale, à la condition, par les protestants, de remettre les villes par eux conquises.

La reine Catherine redoutant les résistances du Parlement de Toulouse, confia à Antoine de Lévis, baron de

Caylus, gentilhomme ordinaire de la chambre du roi, la mission de poursuivre à Toulouse l'enregistrement de cet édit. Pour mieux préparer les voies, elle écrivit, elle-même, au cardinal d'Armagnac et lui fit écrire des lettres pressantes par le roi et le connétable de Montmorency. Le baron de Caylus, en présentant l'édit, loua le Parlement de sa fidélité à la religion catholique et affirma, au nom de la reine Catherine, que malgré les promesses du roi, dans l'édit d'Amboise, son intention et celle de la régente n'étaient point d'autoriser un prêche à Toulouse. Le cardinal d'Amargnac confirma le langage du baron de Caylus, mais l'avocat général Bertrand d'Aygua et le procureur général Bertrand de Sabateri déclarèrent que l'édit leur semblait contraire à l'honneur de Dieu et du roi, et qu'ils ne pouvaient que s'en remettre à la sagesse de la Cour. Le Parlement enregistra l'édit, en déclarant qu'il agissait d'exprès commandement du roi et selon les réserves promises en son nom. On ne publia pas l'édit dans les rues, de peur de soulever le peuple ; le cardinal n'en écrivait pas moins à la régente que le peuple n'en avait pas murmuré : il faisait son œuvre de courtisan.

Le Parlement, qui résistait aux édits, rejetait les arrêts du Conseil du roi qui venaient de rétablir, dans leurs charges, les magistrats ayant embrassé la réforme. Il savait d'ailleurs que les protestants reprenaient les armes à Castres et à Puylaurens et s'emparaient de quelques villes aux portes de Toulouse : il mit une nouvelle barrière devant les magistrats interdits, et délibéra qu'il ne les recevrait, qu'après avoir entendu leur profession de foi sur le formulaire dressé, en Sorbonne, et revêtu de lettres patentes du roi François I^{er}.

contenant les vrais principes de la doctrine catholique.

Le 10 mai 1563, le cardinal, ayant célébré une messe solennelle dans la chapelle du Palais, donna lecture de ce serment : « Nous, souscrits, présidents, maîtres des
« requêtes, conseillers, avocats généraux et procureurs
« généraux du roi, greffiers, notaires, secrétaires de la
« Cour du Parlement de Toulouse, croyons et confes-
« sons, avec vérité et sincérité de cœur, le contenu des
« articles dessus écrits, approuvés par les lettres paten-
« tes du feu roi François I^{er} que Dieu absolve. En cette
« foi, voulons vivre et mourir et promettons à Dieu, à
« sa glorieuse mère, à ses anges et à tous les saints et
« saintes, garder et observer, et ainsi jurons et promet-
« tons. » A la suite de ce serment on trouve, sur les registres, les signatures du premier président Daffis et du cardinal d'Armagnac ; celles de Paulo, Latomy, Barthélemy, Reynier, Boyer, de Molinier, du Solier, d'Alzon, Hébrard, du Tournœr, Coignard, Forest, Fabry, Papus, Bonald, de Lauselerie, d'Aussonne, d'Arjac, Boisson, de Gargas, Bruet, de Guilhemette, d'Ouvrier, de Nupces, de Murel, Ambes, de Montfort, Richard, de Prohenques, du Luc, de Lagarde, Rudelle, d'Anticamareta, d'Hautpoul, Benoit, Vezian, de la Chassagne de Salluste, Rangouse, de Sabatier, Burnet, Sabateri, Mansencal, Hellet, Durand, La Mamye, Laissac et Lacroix.

Les conseillers interdits se refusèrent à prêter ce serment, les arrêts du conseil ne les obligeant qu'au serment ordinaire de la Saint-Martin. Un maître des requêtes arriva de Paris, avec pouvoir de terminer ces divisions par la stricte exécution des arrêts du conseil.

Le peuple irrité tira, sur le maître des requêtes, des coups d'arquebuse, au moment où il s'acheminait vers le Palais. Les choses, loin de s'apaiser, s'envenimèrent. Enfin, après bien des procédures du Parlement et du maître des requêtes, des lettres du roi dispensèrent les magistrats interdits de la profession de foi réglée en Sorbonne. Quand ils reparurent au Parlement, la Cour persista à leur demander le serment de Sorbonne; sur leur refus, elle donna ordre au greffier d'en tenir acte. Ceux-là furent plus tard récusés dans les affaires où la religion était intéressée. Les chancelants et les timides se soumirent; c'est le 31 août 1563, qu'ils remontèrent sur leurs sièges; on se promit une amitié sans nuages. Les nuages allaient revenir.

Les anciens proscrits exigeaient une plus éclatante réparation et réclamaient, du Parlement, la cassation des procédures instruites contre eux. Le premier président en informa le roi, en le suppliant d'épargner au Parlement cette humiliation d'où sortiraient de nouvelles et dangereuses discordes. Le roi repoussa les prétentions des proscrits; mais la reine Catherine envoya des commissaires dans les provinces, porteurs de paroles de réconciliation et d'apaisement. Un de ces commissaires, s'étant rendu à Toulouse, voulut siéger aux audiences du Parlement. Le Parlement ne voulut pas lui accorder cet honneur.

Les arrêts du conseil inclinaient vers les réparations; ils cassaient l'arrêt de flétrissure des capitouls de 1562, supprimaient l'histoire passionnée de la conjuration des Huguenots par Georges Bosquet et interdisaient la procession du 17 mai, ordonnée par le Parlement, en sou-

venir de la défaite des protestants à Toulouse. Pour calmer le peuple, le cardinal d'Armagnac, le plus aimable des hommes, selon de Thou, et le plus adroit et le plus fin, selon le père Lombard, proposa, au Parlement, des fêtes, aux jours de l'octave de la Fête-Dieu, en signe de protestation contre les calvinistes qui attaquaient, plus que jamais, le divin mystère de l'eucharistie. Il vivait avec le Parlement dans une étroite amitié, qui ne se démentit jamais, et c'est à sa demande que le Parlement fit publier, à son de trompe, afin d'ôter à la réforme le prétexte de la dépravation des mœurs publiques, un arrêt renouvelant les peines contre les blasphémateurs et les libertins. Pierre Rangouse se vit alors suspendu de sa charge de conseiller, pour avoir, au travers des désordres de sa vie, négligé de prendre l'ordre de prêtrise.

L'article le plus difficile de l'édit de pacification était le désarmement des villes de la province : l'autorité seule du gouverneur pouvait maîtriser les deux partis. Le gouvernement du Languedoc passa, des mains du connétable de Montmorency, à celles de son fils, le seigneur de Damville, âgé de vingt-neuf ans, mais mûr avant l'âge dans les choses de la politique et de la guerre. Le cardinal d'Armagnac et le cardinal Strozzi, évêque d'Albi, et lieutenant du roi en Albigeois, le premier président et le second président allèrent au-devant de lui, à Grenade, où ils réglèrent la manière d'exécuter l'édit de pacification dans la province.

Le nouveau gouverneur entra à Toulouse, le 1^{er} octobre 1563, entouré d'un beau cortège de seigneurs et de gentilshommes. Il descendit de cheval à la porte du Palais, où l'attendaient toutes les chambres assemblées,

et prit place à la gauche du premier président et à côté du cardinal d'Armagnac. Il avait été décidé que les seigneurs de Terride et de Joyeuse étaient sans droit de siéger à la Cour ; ce jour-là seulement, on leur accorda cet honneur, mais ils durent quitter leur épée.

Cette coutume de quitter l'épée, en entrant au Parlement, datait du temps où la magistrature n'était exercée que par les clercs à qui les lois de l'Église défendaient de porter des armes. Quand la justice commença à être servie par des magistrats séculiers, ces magistrats conservèrent la robe trainante des clercs et abandonnèrent l'épée gênante sur les longues robes. Les grands du royaume, les pairs, l'héritier même de la couronne, laissaient leur épée, en entrant au Parlement, si ce n'est en présence du roi : princes et seigneurs gardaient alors l'épée. Un sénéchal de Rouergue s'étant, un jour, assis au banc des nobles, l'épée au côté, l'avocat général la fit enlever par un huissier. Les gens du peuple, qui entraient avec des armes au Palais, étaient fouillés. Sous Henri II, un règlement autorisa les princes du sang, les connétables et les maréchaux de France à monter sur les sièges des parlements, l'épée au côté.

Le gouverneur, en flottant de la sévérité à l'indulgence, au souffle des vents contraires, dans les villes qu'il traversait, mécontentait et froissait les protestants et les catholiques. Le Parlement fit des remontrances, mais les protestants songeaient à s'insurger contre les ordres du gouverneur, et abattaient les croix des faubourgs ; le Parlement enjoignait aux capitouls et au sénéchal, Pierre de Bellegarde, de poursuivre les profanateurs et de contenir le peuple prompt aux représailles.

Il semblait pourtant qu'une ère de paix allait s'ouvrir. Le chancelier de l'Hôpital, en ces jours de calme passager, publia l'ordonnance du 4 octobre 1563, destinée à activer l'exécution des procès criminels en matière de sédition. Le Parlement de Toulouse refusa de l'enregistrer, parce qu'elle attribuait, entre autres griefs, au prévôt des maréchaux, la juridiction sans appel de ces crimes nés des troubles religieux et dont la décision aurait dépendu, moins de la conscience, que du parti religieux de ces prévôts. Il attendit des lettres de jussion. Il fallut d'autres lettres de jussion, pour l'enregistrement de l'édit ordonnant aux plaideurs de consigner une somme, avant d'être reçus à plaider. Ceux qui soutenaient l'édit y voyaient un frein à la manie des procès et un châtiment salutaire infligé aux hommes de mauvaise foi ; les autres n'y voyaient qu'un impôt déshonorant et violant les règles de la justice gratuite. Là où le Parlement se trouva d'accord avec le chancelier, ce fut pour régler les plaidoiries et empêcher, par la communication des pièces avant l'audience, les bruyantes querelles des avocats. Les États suivaient cette voie de réformes, et demandaient la suppression des juridictions ou des sièges inutiles ; le Parlement entrava ce projet des États.

Les États et le Parlement, divisés en bien des incidents de leur vie, se groupaient et se donnaient la main, toutes les fois qu'on touchait à la cause de la religion. Les jésuites, chassés de leur collège de Pamiers par le consistoire protestant, demandèrent un asile à Toulouse où le Parlement, le cardinal d'Armagnac et les capitouls les établirent dans l'ancienne maison des religieuses augustines. Plus tard, grâce aux généreuses libéralités des trois

capitouls, Delpech, Madron et Gamoy, les jésuites fondèrent un second collège, dans la maison de Bernuy, la plus vaste et la plus élégante maison de la ville. Des lettres royales autorisèrent la fondation de ces collèges, et le conseiller Jacques Sabatier de la Bourgade procéda, au nom du Parlement, à l'installation des pères jésuites dont le supérieur était le père provincial Edmond Auger, qui devint plus tard confesseur de Henri III. C'est aussi de ce collège, que sortirent les pères Annat et Serrurier, confesseurs du grand roi. Le Parlement ne tarda pas d'ailleurs à rétablir les jésuites à Pamiers, dans ce premier collège qu'ils avaient ouvert en France.

Les troubles religieux se réveillaient, de mois en mois. La reine mère pensa que la présence du roi, dans les provinces du Midi, éteindrait les passions et les révoltes. Le roi Charles IX se mit en route pour la Champagne et la Bourgogne et descendit vers le Languedoc. Le premier président et le président des enquêtes allèrent, au-devant du roi et de la reine, à une journée de marche, et à une demi-journée, au-devant du connétable et du chancelier de l'Hôpital.

Deux jours après son arrivée, le chancelier alla au Palais et exhorta le Parlement à tenir la main à la ferme exécution des édits et ordonnances, sans s'inquiéter des plaintes et des récriminations dont les protestants avaient assailli le roi, sur sa route.

Le roi fit son entrée, le 1^{er} février 1565, vêtu d'un habit de velours bleu brodé d'or, des plumes blanches au chapeau et au cou le collier de l'ordre, ayant devant lui le connétable de Montmorency, l'épée nue, et derrière lui le duc d'Orléans, le prince de Navarre, les deux cardi-

naux de Bourbon et de Guise, et une foule de seigneurs vêtus de drap d'or et de velours. Le Parlement, en robes rouges et mortier, se rendit, à cheval, au couvent des Minimes où logeait le roi, précédé des huissiers en robes écarlates et tenant leurs verges, suivi de quarante avocats, de trente procureurs, des secrétaires de la chancellerie et de la Basoche avec ses robes de taffetas blanc et violet, des régents de l'université et des officiers de la sénéchaussée et du présidial.

L'annaliste Lafaille se complaît à décrire « le lieu joignant les murailles » du couvent des Minimes, où logea le roi : « Et à ces fins fut fait un grand pavillon avec trois « galeries ; le pavillon regardait l'orient, l'une des galeries le midi, l'autre le septentrion et celle qui était derrière le pavillon, l'occident. Le pavillon était soutenu « par huit colonnes avec leurs arcs garnis de feuilles de « lierre et de laurier ; pareillement chacune desdites galeries était soutenue par huit colonnes avec leurs arcs « garnis de feuilles de lierre et de laurier ; pareillement, « chacune desdites galeries était soutenue par huit « colonnes avec leurs arcs couverts de lierre. Au-dessus de ces colonnes, avait été faite une grande salle « avec une cheminée sur le flanc, à cause du poids « extrême. Ladite salle servant de pavillon avait vue « de l'orient sur le grand chemin du midi de la ville, et « du septentrion sur le grand chemin de Paris ; les « fenêtres étaient ornées de belles moulures, les galeries décorées de festons de lierre, de laurier et de cordons d'or, supportant les armoiries du roi et des devises. Dans les festons, il y avait plusieurs sonnets. »

On ne saurait oublier ce sonnet à Charles IX :

Comme on voit le soleil, quand joyeux il retourne
Sur le printemps verdi pour nous souffler le chaud,
Un rayon modéré nous est venu d'en haut,
Qui détruit la rigueur de l'hiver qui frissonne.

Le pré marécageux heureusement fleuronne
Il s'émaille verdi des couleurs qu'il lui faut,
La forêt recouvrant l'honneur qui lui défaut
D'une vive blancheur sa tête se couronne.

Les oiseaux amoureux regorgonnent leurs chants,
Bacchus entre la vigne et Cérès, par les champs,
Tapissent de verdure la terre limoneuse.

Ainsi, notre soleil, notre Charles montrant
Ses rayons à Toulouse et dedans elle entrant,
La pare, l'embellit de sa présence heureuse.

Après une harangue du capitoul Étienne Duranti, en présence de toutes les compagnies de la ville, le roi prêta serment, sur le missel, de conserver les privilèges et franchises de Toulouse, reçut les clés, se plaça sous le dais porté par huit capitouls et s'avança à cheval, vers la cathédrale, sous les arcs de triomphe et par les rues jonchées de mousse, de branches d'arbres verts, et tendues de draperies couvertes de devises grecques, latines et françaises, composées par les beaux esprits de la ville. Le soir, tous les présidents du Parlement et douze conseillers allèrent faire leur révérence à la reine et au duc d'Orléans et, quelques instants après, les présidents et six conseillers apportèrent les hommages de la Cour au connétable et au chancelier.

Le lit de justice fut fixé au 5 février. Le roi se rendit au Palais, à dix heures du matin, accompagné de la

reine mère, du duc d'Anjou, du prince de Navarre, du cardinal de Bourbon, du prince de la Roche-sur-Yon, des cardinaux de Guise et d'Armagnac, du connétable de Montmorency, du maréchal seigneur de Damville, gouverneur du Languedoc, de Cypièrre, gouverneur du roi, des seigneurs de Crussol, de Lansac, de Villars, d'Escars et de Lagarde, chevaliers de l'Ordre, membres du Conseil privé, et d'une foule d'évêques, de maîtres des requêtes et de conseillers au grand Conseil. Les parlementaires attendaient sur leurs sièges, en robes rouges : quatre présidents se détachèrent de la Cour avec huit conseillers des plus anciens, le premier président restant à sa place, pour recevoir le roi à l'entrée de la grand'chambre. Le roi monta à son trône de justice, ayant la reine mère à sa droite sur un siège de velours noir et les seigneurs de sa Cour à sa gauche ; les portes fermées, il parla ainsi :

« Messieurs, étant venu en cette ville, vous ai bien
« voulu visiter pour vous faire entendre ma volonté, que
« vous gardiez et fassiez garder et entretenir mes édits,
« obéissiez à mes commandements sans y faire faute.
« Et encore que, comme mes bons et loyaux sujets, vous
« m'ayez gardé ma ville, par ce, vous ne devez être
« moins obéissants et diligents à conserver mes ordon-
« nances et mandements, ce que je vous commande très-
« expressément faire, sans y contrevenir aucunement ;
« aussi que vous administriez bien et dûment justice à
« mes sujets, comme plus à plein j'ai donné charge à
« mon chancelier de vous dire et remontrer. »

Le chancelier, si sévère aux Parlements de Rouen et de Bordeaux, parla ensuite, et après avoir loué la sagesse

précoce du roi et exposé les causes de son voyage dans les provinces, il insista sur l'obéissance que le Parlement de Toulouse devait aux édits royaux et sur sa renommée de savoir et de vertu. Les présidents, les conseillers et tous les officiers de la compagnie, se mirent à genoux jusqu'à ce que le chancelier leur eût dit que le roi leur permettait de se relever. Le premier président, debout, remercia le roi d'éclairer, de plus près, des rayons de sa majesté sa Cour de Toulouse, lui rappela la soumission constante du Parlement à sa volonté, et son zèle dans l'austère accomplissement de ses devoirs envers Dieu, la religion et le souverain, et passa de là à des remontrances sur des évocations qui énervaient la justice.

Cette harangue finie, les parlementaires s'agenouillèrent et attendirent que le chancelier leur eût donné, de la part du roi, ordre de se lever. Le premier président, Jean Daffis, remercia alors Charles IX de l'honneur par lui fait au Parlement de Toulouse, en y tenant ce lit de justice, et protesta de son zèle à faire exécuter les édits et ordonnances, en suppliant le roi de recevoir, de bonne part, les remontrances sur le maintien de l'autorité et de l'honneur de la justice.

Les huissiers et les archers firent entrer ensuite l'archevêque d'Auch et les évêques de Castres, du Couserans, de Tarbes, de Mirepoix et de Vabres, ayant leurs chaperons, manteaux en cloches et surplis, et qui se placèrent derrière les chevaliers de l'Ordre. Puis, les portes s'ouvrirent à la foule et l'audience commença. Le premier huissier, à genoux, appela une cause par ordre du roi. Après les plaidoiries, le chancelier prit l'avis du roi, de la reine et des princes, parcourut les rangs de

l'assemblée pour recueillir les opinions et prononça l'arrêt. Des historiens calvinistes ont prétendu qu'en ce lit de justice, fut jugé le procès intenté par Renée de France, duchesse de Ferrare, de passage à Toulouse, à des gens du peuple que le Parlement condamna au fouet pour avoir insulté son prédicant. On ne trouve pas trace de cet arrêt sur les registres de la Cour. Ils se sont trompés ; le Parlement ne jugea, à cette séance royale, que le procès du monastère de Saint-Sauveur contre les manants et habitants de Blaye.

La ville donna au roi des festins, des spectacles de courses, de bagues, de tournois et de comédies, et un présent de douze cents écus et médailles ; elle offrit aussi des présents à la reine mère, à madame Marguerite de France, sœur du roi, au connétable, au chancelier et à messieurs de Damville et de Cypière. Le cardinal d'Armagnac, qui augmenta par ses largesses la splendeur de ces fêtes, reçut en récompense, pour lui et ses successeurs, la prérogative de conseiller né au Parlement. Avant lui, le titre de conseiller d'honneur n'avait été, pour ces prélats, qu'une chimère. Les archevêques de Toulouse ne siégeaient au Parlement qu'en vertu d'un droit attaché à d'autres titres ou d'un privilège spécial accordé à leur personne.

Le premier président Daffis et le président Antoine de Paulo eurent part aux grâces du roi qui les créa chevaliers en l'église Saint-Étienne et devant toute la Cour. Il leur donna lui-même l'épée, le ceinturon et l'accolade, « pour jouir et user du dit titre de chevalier, de tous droits, autorités, privilèges et prééminences tant ès faits de guerre, armée, assemblées, jugements que ailleurs

« qui y appartiennent, et tout ainsi comme ont coutume
« de faire les autres chevaliers du royaume. » Le premier président Daffis fut le premier chef d'une grande compagnie judiciaire qui reçut ce titre glorieux de chevalier. Le roi voulut aussi que le conseiller du Bourg siégeât à la grand'chambre. Le roi de la Basoche, s'étant présenté devant Charles IX, reçut de lui le titre de « roi de chicanerie. » Un gentilhomme des environs de Montauban, retiré en son manoir à moitié brûlé par les calvinistes, et voulant réparer ses pertes, adressa au roi une requête en concession d'un office de conseiller qu'il ferait, disait-il, exercer, à sa place, par une personne capable et instruite. Pour toute réponse, Charles IX lui écrivit ces mots : « Le roi ne donne pas d'office, en ayant fait état. » Avant de quitter Toulouse, il assista, le 18 mars, avec la reine, les princes du sang, les seigneurs et le Parlement à une procession générale du Saint-Sacrement, et il donna mission au président de Paulo et à un conseiller de faire exécuter l'édit de pacification à Pamiers, ville remuante où Jeanne d'Albret, reine de Navarre, protégeait les calvinistes et partageait la seigneurie avec l'évêque. Les calvinistes ne tardèrent pas à remettre l'évêque, le chapitre, le clergé régulier et le clergé séculier en possession de leurs églises et de leurs maisons, et d'en informer le roi qui était, avec le roi d'Espagne, aux conférences de Bayonne où ils se concertaient pour écraser la réforme. Pour mieux cacher ce dessein, la reine mère écrivait aux états du Languedoc assemblés au Pont-Saint-Esprit, que le roi comptait sur leur concours pour l'entière exécution de l'édit de paix. L'endemain, les États qui constataient depuis longtemps que

l'ancien nombre des conseillers clercs diminuait et tendait à disparaître du Parlement, supplièrent le roi, en récompense de leurs bons efforts et de leur bonne volonté, de revenir aux anciennes traditions et lui soumirent une liste de quatorze membres du clergé.

Les protestants s'alarmaient des conférences de Bayonne et poursuivaient, de leurs haines, les catholiques, dont le nom leur rappelait des châtimens et des persécutions. Ils ne ménageaient ni les injures, ni les menaces au président de Latomy que Théodore de Bèze surnommait le monstre ; ils l'accusèrent de malversation et de fraude et du projet d'incendier la ville. Le roi renvoya l'affaire au Parlement de Bordeaux qui mit en lumière l'innocence du président et condamna les calomniateurs au gibet.

Les protestants veillaient toujours et ne se décourageaient pas ; ils répandirent le bruit que l'Inquisition s'apprêtait à franchir les Pyrénées avec ses bûchers et ses tortures ; les rancunes se ravivaient et la guerre aurait éclaté, sans l'ordonnance de Moulins qui ramena des espérances de paix. Ces espérances s'envolèrent d'un coup d'aile : en promettant d'oublier le passé, Coligny et les Guise ne songeaient qu'à violer leur parole et qu'à reprendre les armes. Un vent de guerre civile soufflait sur le royaume.

A Pamiers, les protestants chassèrent de nouveau les catholiques, en s'emparant de la ville où ils pillèrent un couvent, tuèrent quelques religieux et brûlèrent des maisons et des églises. Le premier président Daffis et six conseillers, soutenus par le vicomte de Joyeuse, allaient s'y transporter, lorsque les séditeux leur man-

dèrent qu'ils récusaient les commissaires du Parlement et qu'ils allaient en référer au roi. Charles IX, malgré la frivolité des motifs de récusation, nomma d'autres commissaires. Le premier président Daffis, ne connaissant pas cette décision du roi, se rendit à Pamiers où les protestants récusèrent tout le Parlement. Le roi les mit à la raison, en envoyant à Pamiers le lieutenant du prévôt de l'hôtel qui arrêta vingt-quatre des plus mutins et les expédia aux prisons de Toulouse d'où ils s'échappèrent le lendemain. On les arrêta au moment où ils s'engageaient dans les gorges d'Espagne. Le Parlement de Toulouse les condamna à être pendus et confisqua leurs biens au profit du roi, après avoir prélevé une somme de 40,000 livres pour le rétablissement des églises ruinées.

Les écoliers se remettaient en guerre à Toulouse ; cette fois, ceux qui en vinrent aux mains étaient les étudiants français et espagnols : on en pendit quelques-uns ; les autres se cachèrent. Le roi et la reine Catherine s'inquiétaient de ces désordres ; mais le premier président les rassura et leur écrivit que tout se pacifiait sous la main du Parlement. A ces époques agitées, les écoliers, toujours en disputes, délaissaient les études du droit et des belles-lettres : un arrêt des chambres assemblées, du 13 novembre 1566, les réveilla de leur indolence, en les rappelant aux règles sévères du travail et de la discipline, et confia à deux présidents et à deux conseillers le soin de veiller à l'exécution de cet arrêt. Le Parlement contenait mieux les écoliers que les capitouls. Une question de taxe sur les habitants divisa le Palais et l'hôtel de ville ; trois capitouls furent emprisonnés ; il y eut

plainte au roi et procès au Conseil privé. L'arrêt du Conseil termina ce différend.

Les écoles, un moment paisibles et éprises du renouveau du printemps et du travail, pour parler comme Pibrac, allaient se fermer encore. La guerre religieuse avait éclaté, plus ardente que jamais, à Montauban, à Castres, à Nîmes et à Montpellier. Le sang y coula dans les rues. Lectoure s'armait; Montluc y courut et les armes tombèrent des mains des révoltés. Des commissaires du Parlement l'y suivirent; mais Montluc, radouci brusquement, ne voulut point arrêter le sénéchal de la ville, par la raison, c'est lui qui le dit, qu'il n'aurait pu le refuser à la demande du Parlement qui ne l'eût pas laissé vivre deux heures. Il avertit le Parlement du dessein de Condé et de Coligny d'enlever le roi et des complots des calvinistes du Languedoc. Le Parlement suspendit le cours de la justice, emprisonna des protestants, confisqua les biens des fugitifs et fit dresser un rôle de tous les citoyens en état de porter les armes. Leur nombre s'éleva à trente mille.

On ne sait quelle main a arraché, des registres du Parlement, tous les arrêts de ce mois d'octobre de l'année 1567; on y aurait retrouvé les terribles traces des châtiments prononcés par le Parlement. On sait seulement, par les remontrances des capitouls, qu'un arrêt contenait des décrets d'ajournement et de prise de corps contre certains officiers du Parlement et de la sénéchaussée de Toulouse, avec interdiction de leurs charges. Le Parlement, ému du massacre des catholiques de Nîmes, condamna à mort, par contumace, cent quatre protestants de cette cité conquise par la réforme. Du

haut de ses remparts, Toulouse apercevait les protestants, venus de Montauban et de Castres, courir la campagne, le fer et le feu aux mains, et camper presque aux portes de la ville. On n'entendait parler que de révoltes, de massacres, d'incendies, de brigandages et d'arrêts dont le bruit ressemblait à des coups de foudre.

Les malheurs publics resserraient les liens du Parlement, des États et du vicomte de Joyeuse qui commandait les troupes au nom du roi, et qui n'entreprenait aucune campagne, sans se concerter avec le Parlement. La politique incertaine de la reine mère traversait toujours les décisions des parlementaires. Elle avait obtenu du roi des lettres d'élargissement des protestants emprisonnés à Toulouse; mais, sur des remontrances des gens du roi, elle autorisa le Parlement à refuser l'enregistrement de ces lettres.

En ce mois d'octobre 1567, les magistrats, autrefois interdits et rentrés en possession de leurs charges, se voient interdits une seconde fois; en prévision d'une trêve et d'une amnistie, le Parlement décide, au mois de février 1568, qu'ils ne rentreront dans leurs offices, qu'en se soumettant à la profession de foi catholique réglée en Sorbonne, sous peine d'ailleurs d'en être exclus, s'ils violaient leurs promesses. Les États et les capitouls se joignirent au Parlement et supplièrent le roi de maintenir les arrêts d'interdiction; la reine mère et le roi répondirent au Parlement : « Nous avons
« à plaisir entendu le devoir que vous avez fait pour la
« conservation de notre autorité par delà, ensemble les
« arrêts par vous sur ce donnés, dont nous avons eu et
« avons très grand plaisir, contentement et satisfaction. »

De la même main qui signait cette lettre de bon plaisir, le roi signait le traité de Longjumeau, octroyant pardon et oubli du passé aux protestants. Ce traité, d'une paix boiteuse et trompeuse, froissa et attrista les deux partis ; les protestants se récriaient contre la restitution des villes par eux conquises et les catholiques murmuraient de cette résurrection de l'édit de 1561 et de ce retour à la clémence. A Toulouse, les plaintes du peuple, qui craignait de revoir des prêches aux faubourgs de la ville, obligèrent une députation du Parlement et de l'hôtel de ville à se jeter aux pieds du roi et à l'adjurer, pour prix de leur fidélité, à les exiler plutôt que de les forcer à vivre au milieu des séditeux et des ennemis de la sainte église romaine. Le roi, touché de leurs supplications, éloigna les prêches de la ville, de la sénéchaussée et de la viguerie de Toulouse.

Un des gentilshommes du prince de Condé, Nicolas Rapin, ancien gouverneur de Montauban, un des chefs les plus téméraires de la conjuration de Toulouse, et déjà condamné à mort par contumace, se crut abrité sous le pardon du dernier édit de pacification et partit pour Toulouse, avec un ordre du roi, pour désarmer le peuple. En route, il voulut se reposer dans sa maison des champs, aux environs de Grenade ; les consuls de Grenade, par ordre du premier président Daffis, se saisirent de lui, et le traînèrent aux prisons de Toulouse. Là, le peuple voulait le mettre en pièces. On a prétendu que le Parlement qui détestait Rapin lui aurait suscité un nouveau procès, si vivement poussé, qu'entrois jours le prisonnier fut condamné à mort. Rapin porta sa tête sur l'échafaud, le 13 avril 1568 ; le prince de Condé et

les protestants s'en plaignirent amèrement au roi et à la reine mère, qui adressèrent de vifs reproches au Parlement. Le Parlement aurait répondu au roi que les édits exceptaient de la grâce et du pardon les chefs de séditions. Personne n'a jamais retrouvé cet arrêt qui n'est peut-être qu'une légende fausse, comme toutes les légendes. Si le sang de Rapin coula vraiment à Toulouse, il ne devait pas sécher sur cette terre où sonnaient sans cesse les clairons des guerres religieuses et dans ce siècle qui est le plus tragique de notre ancienne histoire. Le nom de Rapin devint un cri de ralliement et une menace de combat. C'est Coligny qui se chargea de tenir l'épée vengeresse et d'exterminer, dans les campagnes de Toulouse, le peuple qui avait décapité Nicolas Rapin. Sur les maisons des paysans et sur les châteaux ou les fermes des conseillers, dévorés par l'incendie, les troupes de la réforme écrivaient, avec du charbon, sur les pans de mur encore debout parmi les ruines : « Vengeance de Rapin ».

CHAPITRE XVIII

L'avocat général Bertrand d'Aygua. — Duranti nommé avocat général. — Création de nouvelles charges. — Les vieux parlementaires. Les nouveaux parlementaires. — Résistance du Parlement à l'édit de pacification. — Remontrances des capitouls au roi. — Liste des suspects. — Reprise de la guerre religieuse. — Arrestations. — Les parlementaires aux remparts. — Une croisade. — Révocation des édits de proscription. — Saisie des domaines de la reine de Navarre et du prince de Béarn. — Service divin rétabli dans les églises. — Guerre avec le Béarn. — Bataille de Jarnac. — Mort du prince de Condé. — Guerre acharnée en Languedoc. — Joie de Montluc. — Arrêt du Parlement contre les huguenots. — Hymne à la Vierge. — Représailles des huguenots. — Trésor ruiné. — Création de nouvelles charges au Parlement. — Remontrances. — Suppression de la Chambre des requêtes, et tolérance envers les magistrats huguenots. — Refus du Parlement d'accepter cet édit. — Coligny en Languedoc. — Surprise de Montluc. — Pillages et incendies. — Colère du peuple contre le gouverneur Damville. — La vengeance de Rapin. — Coligny repoussé devant Toulouse par La Valette. — Fuite de l'armée protestante. — Renaissance de la vie judiciaire. — Règlements nouveaux. — La huitième paix. — Les protestants reprennent leur religion et leurs places fortes. — Armand de Cavaignes. — Les magistrats proscrits remontent sur leurs sièges. — Vengeance du Parlement contre les revenants. — Remontrances. — Arrêt contre les moines. — Arrêt sur les vêtements. — La Saint-Barthélemy. — Massacres. — Gâches et Duranti. — Jean de Coras. — Latger. — Ferrières. — Armand de Cavaignes. — Guerre dans toute la province. — Nouvel édit de pacification. — Sollicitudes du Parlement. — Largesse de onze bourgeois toulousains. — François de Bourbon, gouverneur du Languedoc. — États à Compiègne. — Duranti prisonnier en Périgord. — Mort de Charles IX. — Renouvellement du Parlement. — Rétablissement de

la Chambre des requêtes. — Henri III. — Harangue des capitouls au Parlement. — Liste de suspects. — Les sorciers. — Confirmation du Parlement par le roi. — Continuation de la guerre civile. — Le conseil de guerre au Parlement. — Tentative de République à Nîmes. — Nouvel édit de pacification. — La Ligue. — Les conférences de Bergerac. — Départ du premier président pour Bergerac. — Son retour. — Entrée du duc de Montpensier à Toulouse. — Joies de la paix.

L'histoire de ces années douloureuses jette sur le Parlement un long voile de deuil. C'est le moment de regarder mourir les vieux parlementaires et monter sur les fleurs de lys ceux qui entraient au Parlement. L'avocat général Bertrand d'Ayguà, dont le front se courbait sous le poids de trente années passées au service de la justice, laisse sa robe à Duranti qui avait, on le sait, harangué, en qualité de capitoul, le roi Charles IX à son entrée à Toulouse. Le roi s'en souvint et lui donna la préséance sur Pierre de Mansencal qui remplaçait son frère Jean de Mansencal. Loin de réduire le nombre des conseillers, selon le vœu du chancelier à l'assemblée de Moulins, le roi obligea le Parlement à recevoir dix nouveaux conseillers laïcs. Les doléances des États et les remontrances du Parlement n'empêchèrent pas une autre création de quatre offices de conseillers. Il fallut s'incliner sous la volonté royale. Parmi ces noms oubliés, deux sortent de l'ombre ; Martin Gilibert, professeur de droit à Paris, et le professeur à l'université de Toulouse, Antoine Lacoste, dont le vieux Catel a loué l'érudition profonde en droit civil et en droit canon et le vif amour des belles-lettres latines et françaises. On peut citer encore Bernard d'Assezat. Bientôt le conseiller Bertrandi, fils de l'ancien premier président, ira s'asseoir sur un siège de

président. C'était ce conseiller dont la jeunesse étonna si fort Diane de Poitiers, qu'elle lui dit, au moment où il venait la remercier : « Gardez-vous de vous présenter au roi ; il ne s'imagine pas avoir, dans ses Parlements, des conseillers à poil follet ». Bertrandi racheta sa jeunesse par le travail, et nul n'eut une science plus sûre et plus vraie. Le procureur général Bertrand Sabatéri meurt en revenant de Castres où la ville entière l'entourait d'un si grand respect, que le chapitre et les ordres religieux le reçurent aux portes de la ville avec la croix, et le conduisirent de la cathédrale à la maison de son gendre, le seigneur de Roquecourbe, entre une haie de consuls, d'officiers de justice et de gentilshommes. Sa charge passera aux mains de Claude de Saint-Félix, détesté des capitouls, mais soutenu par le gouverneur qui triompha des oppositions et le fera installer, en vertu d'un arrêt du Conseil.

La guerre est toujours dans la province. Les villes de Montauban et de Castres sont toujours en insurrection. Le Parlement ordonne, à peine de mort, aux protestants rebelles de restituer au roi, sans délai, leurs places fortes et leurs villes ; aux magistrats engagés dans la réforme de se dépouiller de leurs charges et aux prédicants de cesser leurs sermons calvinistes. Il retenait prisonniers, dans leurs maisons, les parlementaires soupçonnés d'intelligence avec les réformés. Enfin, sur des lettres de jussion, il se décida à enregistrer l'édit de pacification, sous les conditions que les rebelles mettraient bas les armes et rendraient les places fortes. On lit ces mots dans la formule d'enregistrement : « Le tout sans approbation de la nouvelle religion ». La reine mère blessée de

ces résistances fit adresser au Parlement des lettres patentes qui lui enjoignaient d'enregistrer l'édit sans conditions et de le faire publier, à son de trompe, par tout le ressort.

Les capitouls étaient aussi exaltés que les plus exaltés des parlementaires. Dans leurs remontrances à Charles IX, ils semblent donner le signal des massacres des protestants sur les marches du Palais. Les meurtriers du mois d'octobre exécuteront leurs menaces et leurs vengeances. Ils disaient au roi que leur province était la plus troublée du royaume, que, malgré l'édit de pacification, les protestants commettaient partout pilleries, tueries, démolitions et brûlements d'églises, que le diable s'introduisait en Languedoc à la place de Dieu, dont les églises devenaient des cavernes de voleurs et une Babylone pleine de schismes et de scandales ; ils évoquaient le souvenir des châtiments du peuple d'Israël et suppliaient Charles IX de chasser les protestants de Toulouse, de faire pendre et étrangler les fugitifs et de leur interdire l'accès de toutes charges publiques.

A la suite de ces remontrances des capitouls et sur leur furieuse requête, le Parlement, par arrêt du 10 septembre 1568, chambres assemblées, ordonna des processions, des jeûnes, des aumônes et des prières publiques, pour apaiser la colère divine et maintenir la tranquillité de Toulouse ; il fit emprisonner les protestants les plus fougueux, fouiller leurs maisons afin d'y rechercher les armes cachées, leur défendit de s'assembler et en chassa un grand nombre de la ville. Par une ordonnance du 6 octobre de la même année, le président

du Tournoër enjoignit aux présidents et conseillers, entachés d'hérésie, de ne pas sortir de leurs maisons, transformées ainsi en prisons, à peine d'être enfermés à la Conciergerie.

La liste de ces suspects contenait les noms du président de Bernuy, des conseillers de l'Hôpital, du Bourg, Cavaignes, Coras, Ferrières, Percin, Dupont, Ramond, Latour, Latger, Calvet, Lamieussens, du Ferrier, Custon, de Nos, Dufaur et Lacvivier.

Cet édit de paix, écrit sur le sable, devint le signal d'une guerre plus meurtrière. A la première nouvelle des combats de Coligny et de Condé contre le duc d'Anjou, le Parlement donnait mandement aux capitouls d'arrêter en masse les protestants; ce fut une sorte d'inquisition: magistrats, gentilshommes, bourgeois, marchands, serviteurs, artisans, avocats, procureurs, régents de l'université et écoliers, femmes et enfants, étaient sur-le-champ enfermés dans leurs maisons et dans les monastères. Quelques conseillers se réfugièrent à Castres où ils établirent hardiment un siège de justice, en vertu de pouvoirs émanés du prince de Condé, élevant ainsi justice contre justice et bravant le gouvernement du roi. D'autres furent arrêtés; l'un d'eux, Salluste se justifia et reprit sa charge; le président Dufaur de Saint-Jory, incarcéré dans sa maison, s'échappa et porta plainte au roi; son neveu, le célèbre Guy Dufaur de Pibrac, plaida l'affaire en Conseil et devant le roi contre les capitouls. Le roi donna raison à Pibrac. Le Parlement condamnait ensuite à mort, par contumace, les conseillers Jean de l'Hôpital, François Ferrières, Gabriel du Bourg, Latger, Thomas de Lamieussens et Jean de Lacvivier.

A Toulouse, on se fortifiait. on levait des troupes. on recueillait, dans les églises. les reliques. les tableaux et les vases sacrés des campagnes saccagées par les protestants : deux conseillers parcouraient. de deux heures en deux heures. les quartiers de la ville, visitaient les remparts et rassuraient le peuple. On prit. sur les biens des huguenots passés à l'ennemi. une somme de 60,000 livres à titre d'impôt de guerre ; on n'imposa que de 6,000 livres les catholiques. Pour apaiser la colère de Dieu, le Parlement prohiba les danses et les jeux publics, à peine de 500 livres d'amende et, en outre, à peine du fouet contre les ménétriers, hautbois, tambourins et gens masqués. Ce fut une mesure de police autant qu'un acte d'expiation et qu'un signe de pénitence.

On se serait cru à la veille d'une croisade. Par arrêt du Parlement, les nouveaux croisés devaient, sur l'heure, s'armer de toutes pièces, et marcher au combat, sous les yeux de deux officiers du Parlement chargés de surveiller et de châtier les trembleurs et les transfuges.

Du consentement du Parlement, un prêtre jacobin prêcha cette croisade du haut de la chaire de la cathédrale à ces soldats de la foi catholique, qui prirent cette devise : *Eamus nos, moriamur cum Christo* : c'était l'origine et comme l'aurore de la Ligue. Le Parlement approuva la croisade et ordonna aux combattants de porter une croix blanche sur leurs habits et d'en tracer une, à la craie, sur la porte de leurs maisons. Les plus fameux prédicateurs de ce temps : Melchior Flavin, frère mineur, surnommé trompette du ciel, Jean Pelletier, jésuite, Antoine Finet, du couvent des minimes, Cérès, théologal de Saint-Étienne, et le

jacobin Laleine qui devint inquisiteur, alarmaient et ameutaient les catholiques. « Sus, sus ! criait Laleine, « croisez-vous et prenez les armes, dressez une guerre « contre Mathathias et les autres Machabées, ayons con- « fiance que Dieu sera avec nous, comme il fut à la guerre « contre Attila défait près de Toulouse, et comme il fut « à la guerre de Muret : si aucuns de nous y mourons, « notre sang nous sera un second baptême. »

Un avocat au Parlement, Jean de Cardonne, publia une sorte de sermon pour la guerre sainte et les capitouls annoncèrent, à son de trompe, cette guerre approuvée par le roi, sanctionnée par une bulle du pape Pie V et enregistrée au Parlement. Cette croisade n'eut à franchir ni les montagnes, ni la mer ; elle se borna à protéger la levée des récoltes d'automne et les vendanges.

Le roi, qui voulait en finir avec ces rébellions et ces pillages, révoqua tous les édits favorables à la religion réformée, et adressa au Parlement des lettres patentes pour saisir, dans le ressort, les domaines de Jeanne d'Albret, reine de Navarre, et les terres de son fils, le prince de Béarn, qui devait être Henri IV, tous les deux intrépides partisans de la réforme. Des conseillers partirent pour le Rouergue et le Béarn, mirent ces domaines et ces terres sous la main du roi, révoquèrent les commandants des places, informèrent contre les séditeux qu'ils punirent de l'exil, de la prison ou de la torture, rétablirent le service divin dans les églises, et abattirent les armoiries de Navarre qu'ils remplacèrent par celles du roi de France. Le Parlement alla plus loin : il réveilla les vieilles prétentions des rois de France sur le Béarn et fit revivre ses anciens arrêts, en le confisquant pour

crime de félonie et en le réunissant à la couronne.

Mais ce n'était pas avec des arrêts, qu'on pouvait s'emparer d'un royaume de montagnes où les calvinistes étaient aussi résistants que les roches de ce pays. Le seigneur de Terride prit Orthez et Pau : l'avocat général Saint-Félix de Mauremont et le conseiller Sabatier de la Bourgade, s'acheminèrent aussi vers le Béarn, mais Terride leur écrivit de retourner en arrière, de peur que leur présence ne soulevât le peuple qui redoutait un changement de justice et de ressort. Ils voulurent poursuivre leur route : le syndic du Béarn, adroit, rusé et fidèle à la reine de Navarre, se joua des commissaires du Parlement et de Terride par de perfides paroles de conciliation et de soumission ; il attendait l'heure prochaine de la victoire et de la délivrance. Le comte de Montgomery fondit tout à coup sur le Béarn, d'où il chassa Terride qui en mourut de fatigues et de chagrins. Les commissaires du Parlement se hâtèrent de regagner Toulouse.

Les protestants éclataient de joie ; la perte de la bataille de Jarnac et la mort du prince de Condé les affligea sans les décourager. La province de Languedoc n'était plus qu'un immense champ de bataille inondé du sang des protestants et des catholiques. Le gouverneur, maréchal de Damville, suivait la cour du roi ; Joyeuse servait à l'armée du duc d'Anjou. En leur absence, le roi nomma le premier président surintendant général de la province, c'est-à-dire général des armées royales. Le premier président Daffis s'entendit aussitôt avec Montluc, qui commandait en Guyenne, et avec les capitouls, pour faire assiéger les places de Mazères, du

Carla et du Mas d'Azil, au pouvoir des protestants.

En ces journées de guerre, les avocats désertaient le Palais ; on n'y plaidait plus de procès, on n'y parlait que de batailles. Le Parlement ferma les tribunaux inférieurs dont les officiers échangeaient leur robe courte contre la cuirasse, le mousquet et l'épée. Tous les hommes, en état de porter les armes, s'enrôlaient sous les drapeaux catholiques, pendant que les vieillards, les enfants et les femmes jeûnaient, et priaient le dieu des armées de leur donner la victoire. Montluc s'en émerveillait et disait au Parlement de Bordeaux : « Vos ennemis seront en peur quand ils oyront que le Parlement s'arme. Je crois que le roi doit fort à votre compagnie et à celle de Toulouse. » Il fronçait le sourcil, quand il apprenait que les malheurs de la guerre n'éteignaient pas le bruit des folles joies des mascarades du mardi gras. Le peuple ne s'inquiétait guère de l'humeur grondante de Montluc et envoyait, souvent, ses éclats de rire à l'homme de bronze.

De loin en loin, le Parlement s'assemblait et condamnait à l'échafaud quelques chefs calvinistes. Effrayé des hardiesses de la réforme et des assauts livrés à la religion catholique, il mit au service de l'église la vigueur de son bras séculier. Brantôme l'a dit en son langage : « Quiconque portait le nom de huguenot, aussitôt pris, aussitôt pendu. » Les huguenots refusant d'invoquer la sainte Vierge dans leurs prières, un arrêt prescrivit l'invocation de la mère de Dieu aux écoliers de l'université, avant de subir leurs examens de gradués. L'académie des Jeux Floraux suivit le Parlement dans cette voie et décida que les meilleures pièces de poésie seraient

exclues des concours, si les poètes n'y consacraient des vers à la louange de la reine des cieux.

Cette ferveur de croyances, ces arrêts du Parlement et de la gaie science révélaient aux protestants les ardeurs des catholiques; plus d'une fois, les huguenots menacèrent les habitants de Toulouse de les égorger et de parcourir les rues de la ville, leurs chevaux ayant du sang jusqu'au poitrail; la bataille de Montcontour où le duc d'Anjou battit Coligny, annoncée au Parlement par le roi, refroidit ces explosions et ces volées de colères.

La guerre ruinait le trésor et la province; le roi augmenta le Parlement de sept conseillers laïcs et de deux conseillers clercs. Malgré les remontrances, le roi persista dans son édit; mais, pour plaire au Parlement, il supprima la chambre des requêtes, en déclarant qu'il ne serait pourvu qu'à neuf offices, sur les quinze offices de conseillers enlevés aux fauteurs du calvinisme, en 1567. Aux magistrats engagés dans la réforme, il permit de résigner leurs charges. Ni le Parlement, ni l'hôtel de ville, ni le peuple ne voulurent de ces tempéraments et de ces voies de douceur et de prudence. Le Parlement ne consentit jamais à enregistrer cet édit; il ne se contenta plus de la profession de foi réglée en Sorbonne; il interdisait les magistrats soupçonnés de pratiquer ou de protéger la religion réformée.

Le jour des représailles allait se lever: le théâtre de la guerre changea. Coligny, battu à Montcontour, s'enfonce dans le Haut-Languedoc et y fait marcher, de long en large, une armée d'arquebusiers, grossie en route, et escortée des princes de Béarn et de Condé, et du comte

de Montgomery. Cette prodigieuse et audacieuse campagne surprit Montluc qui ne put arrêter l'armée protestante aux bords de la Garonne, et qui avertit le premier président de la marche rapide des troupes de Coligny. Il avait entendu des bandes de pillards s'écrier qu'elles voulaient tout mettre à feu et à sang et saccager, surtout dans les campagnes, les maisons des membres du Parlement. Du haut des murailles, le gouverneur et les soldats enfermés dans Toulouse voyaient les flammes des incendies allumés par les pillards. Le peuple murmurait contre le gouverneur accusé par lui de faiblesse et de mollesse. Un religieux, prêchant à Saint-Étienne, poussa la hardiesse jusqu'à traiter le maréchal de Damville d'hérétique et de traître; on l'arrêta et, quand les capitouls allèrent demander au gouverneur sa mise en liberté, le gouverneur blessé du langage altier d'un capitoul le souffleta au visage, s'il faut en croire la chronique souvent erronée de Gâches.

Le peuple, exaspéré par les assauts des protestants, menaçait de brûler vif le gouverneur retiré à l'archevêché : il répandait le bruit que l'avocat général Duranti et quelques notables bourgeois l'avaient dénoncé au roi, comme travaillant à livrer aux protestants les villes de Toulouse, Carcassonne, Béziers et Montpellier. Le gouverneur réclama hautement justice à la reine mère et prit à partie, devant le roi, l'avocat général et les bourgeois. Un arrêt du Conseil privé le renvoya absous de cette accusation.

L'armée protestante ravageait les campagnes de Toulouse et massacrait les paysans, les prêtres, les

moines et les soldats. Elle saccagea les couvents des augustins déchaussés, des pèlerins, des capucins, des minimes ou bonshommes, des récollets, des tierçaires, des pères de Saint-Orens, des quatre ordres mendiants des grands augustins, des grands carmes, des cordeliers et des dominicains. C'était une maxime de Coligny que la police s'établissait par le mal, autant que par le bien. Sur les murailles en ruines des fermes et des châteaux des parlementaires, on lisait ces mots sinistres : « Justice de Rapin, vengeance de Rapin. » Le conseiller Gabriel du Bourg quitta sa chambre de justice de Castres, et vint au camp de l'amiral le complimenter, au nom des habitants, l'engager à marcher vers cette ville prête à lui ouvrir ses portes et lui fournir une somme d'argent.

C'est à Toulouse que Coligny cherchait à entrer. Il l'attaqua par le faubourg Saint-Michel, mais la Valette, depuis duc d'Épernon, le repoussa l'épée dans les reins. Coligny, sous le feu des cent pièces de canons des remparts, se replia dans le Bas-Languedoc qu'il ravagea à marches forcées. Le roi manda au Parlement la nouvelle de la prochaine arrivée de troupes de secours ; mais les protestants étaient déjà loin. Le Parlement, usant de la victoire, confisqua leurs biens et nomma un sénéchal en Béarn.

Le Palais renaît à la vie et reprend ses audiences. Le procureur général Bertrand de Sabateri meurt et laisse sa charge au conseiller Claude de Saint-Félix. De sages règlements prescrivent aux greffiers le bon état et la conservation des registres et des pièces des procès. L'anarchie régnait dans les juridictions inférieures : le

Parlement y mit un terme par ses ordonnances. La guerre civile qui engendrait tous ces désordres pesait aux deux partis ruinés et désolés. Coligny vieilli, brisé de fatigue et porté, de ville en ville, dans sa litière, conseille la paix, et choisit le conseiller Armand de Cavaignes, calviniste fougueux et ayant le génie des intrigues et de la diplomatie, comme un des quatre négociateurs protestants, sous le nom de chancelier de la cause.

La troisième paix conclue entre les deux partis, à Saint-Germain-en-Laye, est du mois d'août 1570. Les cloches la sonnèrent dans les airs ; elles n'allaient pas tarder à sonner le tocsin de la Saint-Barthélemy. Les protestants reprenaient leur religion, leurs places fortes, leurs charges et leurs fortunes. Un article visait le Parlement de Toulouse et renvoyait, en souvenir de la mort de Rapin, toutes les causes des protestants, du Parlement au tribunal des maîtres de requêtes qui les jugeait en dernier ressort. Le Parlement, résistant à cette politique tortueuse et toujours changeante, enregistra l'édit de paix, « du très exprès commandement « du roi, mais sans approbation de la religion préten- « due réformée et jusqu'autrement en fut ordonné par « Sa Majesté. » Le Parlement et les États suppliaient ensuite le roi d'interdire le calvinisme à Toulouse, à dix lieux à la ronde, et de ne soustraire ni les protestants, ni les catholiques à leurs juges naturels. A cette audience, les présidents refusèrent de se revêtir de leurs robes rouges et de prendre leurs mortiers, en signe de protestation contre un acte que leur conscience désavouait. Cavaignes reçut, en pur don, une charge de maître des requêtes, mais le Parlement de Paris refusa de

le recevoir. Il n'en prit pas moins place au Conseil, après avoir prêté serment entre les mains du chancelier de France. Les magistrats, condamnés par contumace pour hérésie et exécutés en effigie, réclamaient leurs anciennes charges ; les capitouls protestaient, mais Catherine de Médicis, pour mieux cacher ses pièges, aplanissait les obstacles devant les protestants. Les conseillers Pierre Papus, Mathieu Chalvet, Jean Percin, Arnaud de Saint-Pierre et Jean de Nos, se présentèrent devant le Parlement, avec ordre à la Cour d'envoyer au Conseil du roi les procédures suivies contre eux. La Cour obéit. Ceux-là et les autres parlementaires condamnés à la proscription ou à la mort remontèrent sur leurs sièges.

La vengeance du Parlement ne se fit pas attendre : il autorisa les catholiques à les récuser. Les revenants, comme on les appelait, dénoncèrent au roi cette délibération consignée dans les registres secrets. Le roi annula la délibération et demanda les registres secrets ; le Parlement en envoya des extraits avec des remontrances. Ces remontrances embrassaient l'état de la justice du ressort ; elles signalaient des abus sans nombre dans le choix des prêtres, des officiers des présidiaux et des sénéchaussées ; dans les frais de procédure, d'évocation des procès relatifs aux crimes des protestants ; dans l'appauvrissement du domaine au profit des apanages des princes du sang et dans le danger d'accroître leur autorité par leur pouvoir de nommer aux offices des présidiaux et des aides du district, ce qui entraînait d'ailleurs dans les vœux et la pensée de Coligny ; dans les rapports confus et indisciplinés entre les tribunaux in-

férieurs; dans le payement irrégulier des gages des magistrats et l'application rigoureuse de la peine des galères dont le minimum était de dix ans. Elles représentaient au roi la détresse du trésor de la province qui ne permettait pas aux commissaires du Parlement de se transporter dans les lieux éloignés et de rendre une exacte et prompte justice, et revendiquaient les causes de la reine de Navarre portées au grand Conseil. Le roi, faisant deux parts dans ces remontrances, accorda ce qui lui sembla juste et refusa ce qui lui parut inspiré par la passion.

Les traces de la guerre ne s'effacent pas en un jour : les cruautés des troupes de Coligny avaient forcé les prêtres et les moines chassés des couvents et des églises à se travestir pour échapper au massacre. Ils prenaient goût à la vie du monde et ne songeaient plus à se revêtir de leur froc ou de leur robe. Un arrêt du Parlement les fit rentrer dans leurs diocèses et leurs monastères, en obligeant les bénéficiers à contribuer, sans délai, aux réparations des églises, et les gentilshommes à protéger la distribution des dîmes. Afin d'obvier aux scandales et à la confusion des rangs, dans cette société en désordre dont les diverses classes portaient, sans distinction entre elles, des robes de soie, des pourpoints, des chapeaux et des manteaux de couleurs variées, un autre arrêt enjoignit aux gens d'église et de justice, aux écoliers et suppôts de l'université d'échanger leurs robes de soie, leurs manteaux ou leurs chausses de couleur rouge, jaune, verte ou bleue et leurs chapeaux contre des robes longues, sayons, pourpoints, chausses et bonnets de couleur plus sombre et plus assortis à leur état, à peine

d'amende et de confiscation des habits. Les jeux publics furent interdits. Le Parlement mettait la main à tout, aux choses de la justice, de la religion, de la politique et de la moralité publique. Tout se réglait sur ses arrêts.

Les bruits de guerre le détournaient sans cesse des luttes paisibles de l'audience. Les gentilshommes catholiques trouvaient l'édit de paix trop favorable aux calvinistes, et les calvinistes, toujours en défiance, exigeaient avec hauteur que le Parlement leur jurât, par serment, de veiller à la sûreté de leurs personnes et de leurs biens ; ils ne cherchaient qu'à rompre la paix. Le coup d'arquebuse de Maurevert sur Coligny retentit d'un bout du royaume à l'autre, au travers des noces vermeilles du roi de Navarre et de la princesse Marguerite, et des violences des sermonnaires invoquant les foudres du ciel et les poignards des hommes. Les fêtes du Louvre enivraient le roi qui se livrait, avec sa furie ordinaire, aux tournois et aux comédies ; protestants et catholiques se mêlaient à ces fêtes, dansant, jouant et chantant ensemble. Ils dansaient la nuit et dormaient le jour. Ils ne dormirent pas, dans la nuit de la Saint-Barthélemy. Les cloches, les coups d'arquebuses et les cris des meurtriers et des victimes les réveillèrent : une épouvantable tempête de clameurs humaines et de sonneries d'airain versa, sur la ville de Paris éperdue et sur la tête coupée de Coligny, une pluie de sang.

La Saint-Barthélemy ne dura pas seulement une nuit ; elle eut la durée d'une saison. Le massacre s'étendit de Paris aux provinces. A Toulouse, les protestants ont reproché au Parlement de n'avoir pas seulement prévu cette tuerie, mais de l'avoir préparée et provoquée. Les

registres du Parlement ou de l'Hôtel de Ville ne racontent pas ces horribles scènes de meurtre dans les maisons et dans les rues ; il faut puiser aux sources protestantes.

Gâches, bourgeois de Castres, prétend qu'un commis du roi apporta la nouvelle du massacre de Paris au premier président qui aurait gardé un profond secret de ces dépêches. Rien n'établit l'exactitude de cette allégation inspirée par l'esprit de parti. D'un autre côté, les lettres du vicomte de Joyeuse aux capitouls, arrivées le 31 août, leur prescrivaient, de la part du roi, de ne rien changer à l'édit de la dernière paix, de mettre des gardes aux portes de la ville avec bâtons au feu et de surveiller les huguenots, en cas de surprise. Les capitouls communiquèrent ces lettres au Parlement qui enjoignit au sénéchal de mettre, sous les armes, la noblesse de la sénéchaussée et de fermer les portes.

Cé jour-là, dimanche 31 août 1572, les protestants arrivés de grand matin, au préche de Castanet, à deux lieues de Toulouse, tinrent conseil et, le soir, un grand nombre rentra en ville. On se contenta de les désarmer aux portes et de placer des sentinelles dans divers quartiers, en laissant, le lendemain, aux protestants pleine liberté d'entrer et de sortir. Quelques membres du Parlement, partisans de la réforme, n'osant pas quitter leur retraite, le premier président leur écrivit de revenir, en leur disant que le massacre de Paris ne déterminerait pas le roi à enfreindre l'édit de pacification : les uns reparurent à Toulouse, les autres plus défiants se réfugièrent à Montauban, Puylaurens et Réalmont et dans de petites villes qui leur offraient un sûr abri. Le 2 du mois de septembre, on proclama dans les rues, à son de

trompe et en présence des présidents et des capitouls, un arrêt du Parlement défendant toute violence envers les protestants. Cette surveillance et ce désarmement ne venaient-ils pas, ainsi que l'assure le père Lombard, d'un sentiment de prudence et du vif désir de maintenir la tranquillité publique ? Gâches soutient, au contraire, que ces protestations de réconciliation et d'oubli du passé recélaient un piège, et qu'à la première alarme, on enferma tous les protestants dans les prisons ou les monastères en attendant de les tuer, au retour des députés envoyés au roi pour obtenir l'interdiction de la religion réformée dans la province.

A chaque porte de la ville, c'est encore Gâches qui le raconte, se tenaient un conseiller et un bourgeois chargés d'arrêter au passage tous les protestants. En même temps, des crieurs publics annonçaient des peines sévères contre les habitants qui cachaient des huguenots dans leurs maisons. Les trois conseillers, Coras, Latger et Ferrières, signalés comme des sectaires remuants et redoutables, étaient au nombre des prisonniers. Le Parlement entama leur procès et, sur leur refus de répondre aux commissaires du Parlement, le président de Lathomi, et les conseillers d'Alzon et de Buet, il décida qu'ils comparaitraient devant ces commissaires pour être admonestés. On les accusait d'avoir pris part à la conjuration de 1562, d'avoir professé, dans leurs maisons, la religion réformée, contrairement aux édits du roi et aux arrêts de la Cour, enfin d'avoir sollicité du prince de Condé une commission pour ériger à Castres une chambre de justice.

Du monastère des carmes, on transféra les prisonniers

à la Conciergerie et on vendit leurs biens. Le 23 de ce mois de septembre, le Parlement commença leur procès. Les trois accusés ayant encore refusé de répondre aux commissaires de la Cour, le Parlement décida qu'après l'admonestation, s'ils persistaient à se taire, ils seraient punis comme atteints et convaincus du crime de complicité dans la conjuration, de la pratique de la religion réformée et de leur participation aux arrêts de la chambre de justice de Castres. Deux avocats eurent la tête tranchée pour avoir présenté au Parlement une déclaration du roi favorable à Coras et à Cavaignes.

Les députés du Parlement rentrèrent à Toulouse, le 3 octobre, porteurs de l'ordre du massacre. Gâches qui rend aux parlementaires et aux capitouls cette justice, qu'il y eut en eux un frémissement d'horreur à cette nouvelle, rejette sur l'avocat général Duranti l'atrocité du carnage et lui attribue ces paroles : « Vous ferez ce qu'il plaira et direz ce que bon vous semblera. Quant à moi, je vais exécuter, de la part du roi, ce que ma charge et mon devoir me commandent. »

Duranti a-t-il tenu ce langage ? De Thou, qui a si bien raconté les massacres de Toulouse, n'en a rien dit et la tradition de Toulouse n'est pas celle de la chronique de Gâches. Il faut croire, à l'honneur de Duranti, que ces cruelles paroles ne sont jamais tombées de ses lèvres et, à l'honneur du Parlement, qu'il ne signa aucun ordre de mort.

Au lieu de s'en tenir à ces récits passionnés de Gâches, si Lafaille, le plus insouciant des annalistes, avait fouillé les registres de l'Hôtel de Ville, il aurait pu se convaincre des méprises ou des mensonges de Gâches.

Duranti n'a pas poussé au massacre des protestants. Qui l'a dit mieux que Géraud de Maynard, dont l'âme droite et pure repoussait, avec indignation, cette accusation odieuse : « Duranti, personnage catholique et digne
« de son état, a été cruellement et odieusement accablé
« par ceux même ou aucuns de ceux auxquels il avait
« sauvé la vie, à d'autres leurs biens et à quelques-uns
« l'honneur. »

Le 4 octobre, à l'aube, une troupe d'égorgeurs armés de haches, de poignards, de dagues, de piques et d'arquebuses, enfonça les portes de la Conciergerie, arracha les prisonniers des cachots et des préaux et les massacra sur les marches du Palais. Combien y eut-il de victimes ? On a raconté que leur nombre s'éleva de deux à trois cents. Au nombre des victimes se trouvèrent Morgues et La Mire, conseillers au sénéchal, les bourgeois Ganelon et Daunette, et bien des avocats dont on n'a pas conservé les noms. Coras et les conseillers Ferrières et Latger tombèrent sous les piques et les mousquets, et leur sang rougit tout un pan de mur. Par une dérision barbare, les égorgeurs revêtirent leurs cadavres sanglants de leurs robes rouges et les pendirent à l'ormeau de la cour du Palais. Celui qui commandait le carnage et qui marchait en tête de cette poignée de scélérats s'appelait Latour, batteur de pavé aux abois, moitié étudiant et moitié sicaire, contre lequel les capitouls et le Parlement s'apprêtaient à informer, lorsqu'il fut, à son tour, égorgé par un de ses compagnons. Deux jours après, on creusa des fosses dans la cour de la sénéchaussée et dans les caves de l'archevêché, et on inhuma ensemble tous ces cadavres, jetés pendant

dix jours à la voirie, sur la place du Palais, parmi lesquels on reconnut Morgues et la Mire, plusieurs conseillers au sénéchal, des nobles et des bourgeois.

Ainsi périt, à l'âge de cinquante ans, ce Jean de Coras, dont la renommée avait franchi les frontières de France, d'une science étonnante et que se disputèrent les universités où il ranima les écoles languissantes, en attirant, au pied de sa chaire, des milliers d'écouliers. On a de lui la *Paraphrase sur l'édit des mariages clandestins contractés par les enfants de famille contre le gré de leurs parents*; les *douze règles du seigneur Pic de la Mirandole*; le *discours des parties et offices d'un bon juge et l'arrêt mémorable contenant l'histoire du procès de Martin Guerre*. Il laissait, dans son testament, un legs aux églises réformées de Toulouse et de Réalmont, son pays natal.

Ce Jean de Coras, qu'on s'est habitué à regarder comme un rude juriste, un solennel chancelier de Navarre, sans cesse enfermé dans le Digeste ou la politique et, pour parler comme Lafaille, comme un hautain justicier et un sectaire farouche, ne manquait ni d'esprit, ni de gaîté douce et fine, ni de tendresse. Il s'est laissé aller, plus d'une fois, avec la naïve candeur de son âme, à faire, dans ses œuvres juridiques, l'éloge de sa première femme morte en Italie.

On a retrouvé, de lui, des lettres à sa seconde femme qui jettent un jour nouveau sur cet austère visage de parlementaire calviniste. Il est le premier à blâmer les violences des prédicateurs de la réforme et les emportements des capitouls :

« Rien n'est survenu de nouveau, sinon que nos pré-
« cheurs ne sont pas moins fols et téméraires, cette

« année (1567), à Toulouse, que les précédentes... Nos
« capitouls continuent à brouiller le verjus et, sans la
« providence de notre compagnie, auraient mis tout en
« désordre et ne fault en eux qu'on ne fasse portes si,
« étroites comme vous faites part de là. »

Il ouvrait sa porte hospitalière aux catholiques et, quand il apprend que le cardinal Strozzi va passer à Réalmont, il écrit à sa femme : « Si monsieur le cardinal Strozzy, commençant son voyage, passait à Réalmont, ne faillez percer la meilleure pièce de vin de notre cave, pour lui en présenter demi-douzaine de pots, ce que je pense eussiez fait, encore que je ne le vous eusse écrit. »

A certaines heures, ce cœur sombre s'échauffe et s'éclaire : « Ici nous avons ores de nous plaindre plus de la chaleur que du froid et si vous m'aimez et pensez si souvent à moi, que je vous aime et pense à tous moments à vous, il n'y a ni verglas, ni gelée, ni froideure que votre pensement ne rabatte. Mandez-moi si vous avez envie de chose quelconque et fut-ce de mon sang, vous le recouvrierez incontinent, s'il est en ma puissance et vous tenez joyeuse. »

Une autre fois, en 1567, il lui écrit : « M'amie, je vous envoie deux plumes bien taillées et fendues à mon gré, plus les psaumes traduits en gascon, accompagnés d'un de mes arrêts de Martin Guerre, nouvellement et pour la cinquième fois réimprimés ; ensemble un Nostradamus de l'année prochaine qui prédit des choses horribles et sanguinaires..... et prierai Dieu vous fortifier en ses grâces, me recommandant uniquement aux vôtres.

S'il se refuse à quelque démarche contraire à sa conscience, il lui dit : « Je le ferai si vous le commandez, « mais ce sera mettre mon pied sur mon cœur qui n'y « peut consentir, si ce n'est pour vous obéir. »

Dans ces lettres, reparaît toute l'âme de Coras : on peut y regarder jusqu'au fond. N'est-ce pas encore à lui que nous devons ce qui a été, peut-être, le mieux écrit sur les devoirs des magistrats, dans son *Discours des parties et offices d'un bon et entier juge* ? On y respire, à larges souffles, l'amour du vrai, du juste et du bien.

Qui a parlé, aussi bien que Coras, dans le procès de Martin Guerre, du danger des procédures par écrit en matière criminelle, en réclamant, au nom de la philosophie et de l'humanité, la preuve testimoniale au grand jour de l'audience : Il disait : « Il est plein de péril, singulièrement en matières criminelles où se traite de l'honneur et de la vie de l'homme, d'asseoir jugement sur « la déposition écrite des témoins, lesquels, souventes « fois, assurent pertinacement choses fausses pour véritables, dont après sont contraints de se départir. Il est « plus assuré de les faire venir en personne, les ouïr, « voir et contempler leurs gestes et contenance, les interroger, leur faire rendre raison du tout, exactement, car je cuide qu'ainsi faisant, serait retranché le « chemin à beaucoup de malignités, calomnies et conspirations des témoins..... La foi et l'autorité des témoins présents est autre et plus grande, sans comparaison, que des dépositions qui sont seulement lues et « récitées, et le plus souvent écrites, dictées, plus à l'appétit d'un mauvais garçon de commissaire ou d'un

« brouillaçon de greffier, que selon l'intention de la vo-
« lonté du témoin ».

Son ingénieuse *Paraphrase sur l'édit des mariages clandestinement contractés par les enfants contre le gré de leurs pères et mères* ressemble, par sa sévère tristesse, à un traité de Nicole. Cet esprit curieux et enclin aux études mystiques s'éloigna souvent des procès du Parlement et traduisit, à une saison de vacances, *Les douze Règles de Pic de la Mirandole, sur le combat spirituel pour s'acheminer à la vertu et résister aux tentations du monde*.

Dans son *Discours des parties d'un bon et entier juge*, Coras s'est appliqué à peindre « le bon et entier magistrat, « pénétré de cette pensée que le jugement est chose de « Dieu et que le juge n'étant que son procureur et minis- « tre, il n'appartient au procureur donner ce qui est « à Dieu, son seigneur et maître. » Et après avoir mis ainsi la connaissance des lois divines au-dessus de la science des lois humaines, il exigeait des juges la prudence, l'expérience, l'érudition et l'intégrité.

Il n'aimait pas la justice des capitouls et il se déchaîna, un jour, contre elle dans son livre *Miscellanæa juris*. Les capitouls lui en gardaient rancune: chargé par le Parlement d'une commission contre la ville, Coras se vit récuser par eux et il répliqua par un libelle où il les raillait de leur science et de leur littérature, en finissant par ce trait: « Il y en a certes plusieurs d'une doctrine et « d'une probité si grandes, qu'il est plus facile de les « admirer que de les louer; mais, comme dit un poète latin, tels oiseaux sont rares: on les peut comparer à un « cygne noir. »

Avant de s'engager dans la réforme, il passait pour

le plus doux des hommes. On n'a pas de peine à le croire, en voyant son portrait où nulle trace de fatigue ne se découvre : cette figure un peu osseuse, terminée par une barbe blonde, semble rayonner de bonté. Ses épreuves, ses malheurs et les persécutions de son siècle trempèrent son âme et lui donnèrent l'intrépidité, la constance et une sorte de dureté qu'il garda, sur son siège, dans les prisons et sous le poignard des assassins. Aux derniers mois de sa vie, il pressentait sa fin tragique, et se plaisait à répéter cette maxime où il puisait une consolation et une force : « La mort est la fin de tous les maux et le fort boulevard contre les calamités de ce monde. »

La destinée d'Armand de Cavaignes, que Lafaille a traité d'intrigant et d'habile en ressources, ne fut pas plus heureuse que celle de Coras, de Latger et de Ferrières. Le Parlement le condamna à mort, comme complice de Coligny, avec un vieux soldat qui trembla, en allant au supplice, tandis que Cavaignes regardait la potence sans un tressaillement au cœur. On le traîna sur la claie et on le pendit en plaçant, à côté de lui, une figure de paille représentant l'amiral de Coligny. On ne le laissa pas dormir tranquille au fond de sa tombe ; on outragea sa mémoire dans une misérable pièce du temps, jouée à Paris et intitulée la *Tragédie de l'amiral*. Il était de Toulouse ou peut-être du comté de Foix.

Ces flots de sang n'éteignirent pas la guerre civile. Toute la province du Languedoc était en feu : on se battait à Nîmes, dans le Vivarais, dans l'Albigeois, dans le Rouergue, dans les Cévennes, à Montauban, à Castres, à Montpellier et dans le Lauragais. Le royaume ac-

cueillit, comme une douloureuse ironie, le nouvel édit de pacification accordant aux protestants une partie de leurs droits et de leurs libertés et portant que les procès entre catholiques et huguenots seraient jugés, en premier ressort, par les baillis et sénéchaux et, en appel, par un Parlement désigné par le roi. L'édit enlevait expressément au Parlement de Toulouse ces sortes de procès du pays de Montauban. Les catholiques obéirent à l'édit, mais les protestants ne voulurent pas désarmer. Le maréchal de Damville les convoqua à des conférences tenues à Pézenas, et le roi qui se défiait du maréchal inclinant aux transactions et aux pardons, lui adjoignit le conseiller de L'Hôpital chargé de réveiller sa fermeté. Damville appelait le premier président à Pézenas, mais sur les instances des capitouls qui le regardaient comme le bouclier de la ville, le premier président Daffis ne sortit pas de Toulouse.

Le premier président ne manquait ni de soucis, ni de travaux, ni d'épreuves. Il avait à surveiller les magistrats des sénéchaussées qui, à la faveur d'abjurations simulées ou incertaines, reprenaient leurs offices. Un autre abus s'était glissé dans la confusion des vêtements de ce temps et dans l'oubli des marques extérieures qui ne permettaient plus de distinguer les diverses classes de la société : un arrêt réforma ce désordre. Le chapeau, étant alors un objet de scandale sur certaines têtes, fut interdit aux prêtres, aux magistrats, aux professeurs de l'Université. La Rocheflavin ne s'indignait-il pas aussi de rencontrer, par les rues, des parlementaires sans le bonnet carré sur la tête, en rappelant l'heureux temps où les vieux magistrats, jaloux de leurs traditions,

ne mettaient jamais le chapeau sur le bonnet carré, même aux jours de pluie? Il attribuait aux guerres civiles l'oubli de ces anciennes coutumes.

Au travers de toutes ces rumeurs, le Parlement appelait à Toulouse les gentilshommes catholiques, protégeait la liberté du commerce du côté de Bordeaux, mettait des garnisons dans les bourgs et châteaux des environs de Toulouse, ou les faisait raser, et condamnait à la roue et à l'écartèlement un parti de gentilshommes qui, à la faveur des troubles, pillaient et incendiaient le comté de Foix. Par ordre du roi, le premier président Daffis et le président de Lathomi cherchaient, dans la vente des biens des rebelles, des moyens de soutenir la guerre. Le trésor royal était épuisé. Qui l'a dit mieux que Brantôme : « Notre roi Charles avait tant de dettes « sur les bras, qu'il devait à Dieu et au monde. » Onze bourgeois toulousains fournirent au duc d'Anjou, qui assiégeait la Rochelle, une somme de cinquante mille livres. Le père Lombard cite leurs noms : Pierre Madron, Jean Gestes, Pierre Belui, Pierre Vignaux, Bernard Séri, Jean Astorg, Bernard Desplats, André Jesse, Pierre Rabaudi, Pierre Rachou et Pierre Chauvet. En retour, le Parlement assurait une pension à un capitoul, trop pauvre pour accepter les honneurs du capitoulat.

Le roi, mécontent du maréchal de Damville, lui enleva le gouvernement de la province et le donna à François de Bourbon, dauphin d'Auvergne. Les États généraux s'assemblent à Compiègne ; le président de Lathomi et l'avocat général Duranti y assistent, choisis par le roi. Le président revint le premier et avertit les capitouls,

de la part de Charles IX, de ne pas se reposer de leur vigilance sur les huguenots. Duranti s'attarda à Paris ; arrivé en Auvergne, les calvinistes se saisirent de lui et l'emmenèrent en Périgord. Grâce aux lettres du roi et aux efforts de La Valette, il sortit des mains des huguenots et c'est lui qui, de Périgueux où il attendait une escorte, annonça à la ville de Toulouse, la mort de Charles IX et l'avènement de Henri III.

Pendant les troubles, le Parlement s'était renouvelé. Michel Dufaur de Saint-Jory, chancelier de Marie, infante de Portugal, avait cédé sa charge de président à son neveu, le conseiller Charles Dufaur de Pibrac. Le président de Malras, dont Forcadel a loué l'esprit savant et le cœur généreux, laissa son siège à l'avocat général Pierre de Mansencal que remplaça Durand de Malras. Le président Antoine de Paulo meurt et son fils Jean de Paulo prend sa charge. Pierre de Mansencal ne garda pas longtemps son mortier de président ; à sa mort, Jean de Saint-Pol, seigneur de Saint-Jean, quitta le grand Conseil pour s'asseoir sur ce siège du Parlement. Mathieu Chalvet eut la présidence des enquêtes. Les chambres assemblées adressèrent au roi des remontrances destinées à rendre aux hommes d'église le nombre de leurs charges envahies par des conseillers laïcs. D'un autre côté, les charges laïques allèrent croissant, au moment du nouveau rétablissement de la chambre des requêtes, composée des deux présidents, Guillaume Daffis et Pierre Sacaley, et de huit conseillers : elle se rouvrit le 18 juillet 1574, sur des lettres de jussion. Les rois et les parlementaires mouraient, mais les combats, les querelles, les désordres et les luttes du

royaume renaissaient toujours. Le Parlement ordonnait des prières publiques pour demander à Dieu de ramener, sans péril, le nouveau roi revenant de son royaume de Pologne. Il enregistra les provisions du gouverneur, le prince dauphin d'Auvergne, confirmées par la reine mère, cassa la trêve accordée aux calvinistes par Damville qui se refusait à abandonner son gouvernement, défendit aux sénéchaux et aux commandants de lui obéir et aux États de se rendre à sa convocation.

Henri III arriva de Pologne par l'Italie, amolli, énervé, craignant l'air et le soleil, aimant les parures des femmes et les parfums, vivant avec des mignons et des vieux de vingt-trois ans. La mollesse de sa vie et sa ruse féline remplaçaient, en lui, la frénésie de Charles IX. La raison de ces deux rois chancela toujours sous les perfides inspirations de leur mère, la reine Catherine. Ce pauvre épuisé, comme l'appelle un chroniqueur protestant, prenait la couronne au moment où la France avait le plus besoin d'un maître et le trône d'un roi. Mais la tige des Valois, efféminée et pâlie, ne portait plus des hommes : le nouveau roi, tout entier dans la main inflexible de sa mère, n'écouta ni les sages conseils de ses maréchaux et de ses favoris, ni le vieux Montluc, balafre et brisé par soixante ans de combats. La reine Catherine, plus guerrière que Montluc, précipita la déclaration de guerre. Montluc, qui trouvait qu'en France, et surtout à la Cour, les femmes se mêlaient de trop de choses, reparut en Gascogne, où un conseiller, au nom du Parlement, lui offrait des secours d'hommes et d'argent. Duranti reçut des lettres du gouverneur du Quercy menacé par La Noue, et

le Parlement commanda au ban et à l'arrière-ban de marcher sur Cahors, avec quatre cents arquebusiers. L'évêque de Cahors convoqua les états du Quercy et obtint une trêve ; le Parlement cassa la trêve et défendit toute assemblée des États.

Les capitouls reprochaient au Parlement de n'avoir pas le bras assez rude ; alarmés par les mouvements des troupes protestantes et de l'armée du maréchal de Damville, en révolte contre le roi, ils allèrent en corps au Palais, au mois de septembre 1574, et haranguèrent le Parlement, sur un ton de commandement et d'arrogance qui tranchait avec leur langage habituel : ils dirent au Parlement que les malheurs de la patrie les instruisaient, tous les jours, de la nécessité de s'assurer de la personne des citoyens suspects et dangereux ; que les dignités, ou la fortune de ces traîtres les préservaient de ces mesures de sûreté publique ; qu'il appartenait à la Cour de mettre fin à cet affaiblissement d'autorité et de vigueur, de retrancher du Parlement les membres accusés d'intelligence avec les rebelles par les clameurs de la ville, et surtout le président Dufaur de Saint-Jory et le procureur général de Saint-Félix.

Le lendemain, la ville étant sous les armes, le Parlement, cédant à la pression des capitouls, les chargea de rechercher les suspects dans toutes les maisons, sans en excepter celles des officiers du Parlement, et de découvrir tout ce qui serait de nature à établir un commerce d'amitié ou de complicité avec les huguenots et le parti des politiques, qui était pourtant un parti vraiment français et défendait l'indépendance nationale.

On dressa une longue liste de suspects, où figuraient

deux membres du Parlement. Elle fait songer à ce mot du chancelier de l'Hôpital : « Il n'y a rien qui fasse tant « mépriser une compagnie que d'être en dissension. » Il avait dit aussi, aux magistrats de son temps : « Vous êtes les juges du pré et du champ, non de la « vie, non des mœurs, non de la religion. » L'esprit de parti envahissait les âmes et rendait ces exhortations stériles. Le président de Saint-Jory se pourvut au Parlement ; un arrêt le sauva de l'exil. Le procureur général de Saint-Félix et le président de Lathomi luttèrent contre les capitouls, qui réclamaient la démission de leurs charges : ils allèrent au Conseil du roi, qui repoussa la demande des capitouls, par un arrêt de réparation triomphante envers le procureur général. Une fédération provinciale s'organise à Toulouse, à la voix de Duranti, pour « la manutention de l'honneur de Dieu et « du service du roi ». Ceux qui refusent de s'enrôler sont déclarés « infracteurs et violateurs de la paix publi- « que ». Les protestants ne paraissaient pas effrayés de ces persécutions ; ils ne cherchaient plus à se battre et à verser le sang, ils se révoltaient pacifiquement contre le roi, en érigeant des chambres de justice à Montauban, à Mazères et à Castres. Le désordre se mit aussi dans les collèges de Toulouse, fondés pour la jeunesse indigente par des papes, des cardinaux et des prélats. Un long arrêt du Parlement réforma les règlements de ces collèges, selon l'esprit de leur institution et de leurs statuts.

C'est le temps où paraissent les sorciers. Le Parlement les envoie du sabbat au gibet et au bûcher. On ne comprend guère le reproche, adressé par Théodore

de Bèze, aux Parlements, d'être timides et indulgents envers la sorcellerie. Il allait trop vite, en prétendant qu'un esprit d'indépendance et de hardiesse philosophique les animait ; il n'avait pas eu, sous les yeux, les arrêts du Parlement de Toulouse. Il eût mieux été dans la vérité, en reconnaissant que la justice dédaignait les ignorants, les simples et les visionnaires, et qu'elle ne frappait que les coupables de maléfices et de profanations.

Les sorciers dataient de loin ; on les retrouve chez les nations qui se fondent et chez les peuples en décadence. Pour les châtier et les disperser, ce sont, dans toutes les provinces, les mêmes procédures et les mêmes supplices. On les laisse tranquilles, et ils passent inaperçus, sous les règnes de Charles VIII, de Louis XII et de François I^{er}. Le sombre règne d'Henri II et de Diane de Poitiers finit les périodes de tolérance et allume les bûchers des hérétiques et des sorciers. En une seule fois, sous Henri II, s'il faut en croire Michelet, le Parlement de Toulouse en brûla quatre cents. L'Inquisition, vers le milieu du seizième siècle, se bornait à déclarer que le crime était constant et s'en remettait au bras séculier du soin de prononcer la condamnation et de la faire exécuter.

Avec ces mots de sorciers, et surtout de sorcières, les femmes étant sorcières par nature, selon l'opinion de ces époques attardées, les cachots s'ouvraient à des troupes de femmes et le bourreau commençait son œuvre par la question, l'estrapade, la mutilation, et la finissait par la potence, la lapidation, la décollation ou le bûcher en place du Salin. Les plus heureux étaient les

fouettés et les bannis. Le bourreau pouvait accomplir en paix son œuvre : c'était une maxime que les sorciers étaient impuissants contre les arrêts de la justice. On était de la sorcellerie, pour avoir la marque du diable, qu'on reconnaissait en enfonçant, dans les chairs sanglantes, une longue épingle, sans que le patient, brisé et arrivé au degré de prostration, criât de douleur. Une femme était sorcière, parce qu'il plaisait aux autres femmes, haineuses et jalouses, de lui donner ce nom redouté, de l'accuser d'aller au sabbat sur un bâton blanc cerclé de noir, de jeter un sort aux hommes et aux enfants malades, aux bœufs méchants, aux mules paresseuses, aux mauvais ménages et aux nourrices dont le sein tarissait, de parler aux démons au clair de lune, dans les jardins, les vergers et les bois, à la saison où les arbres fleurissent, de connaître les mystérieux secrets des plantes et des herbes, de tarir ou corrompre les fontaines, d'entretenir la guerre, de faire pleuvoir la grêle sur les champs, en frappant l'eau des mares de leurs verges, d'attirer sur les puits des nuées d'insectes dévorants, et de tout dévaster, en évoquant la foudre et les tempêtes.

Les procédures étaient simples : sur le cri de la rumeur publique, le procureur du roi ou du seigneur s'emparait des sorciers, fouillait leurs maisons, les mettait à nu pour découvrir sur eux les marques du démon, et les renvoyait devant le Parlement.

Souvent, la torture arrachait l'aveu de maléfices imaginaires aux hommes et aux femmes trop faibles pour supporter ces cruelles douleurs ; les supplices finis, ils les rétractaient comme d'abominables mensonges,

mais de nouvelles estrapades avaient raison de leur dénégation, et le dénouement était fatal. C'est peut-être en songeant à ces coutumes barbares, que La Rocheffavin écrivait, quelques années après : « C'est une dange-
« reuse invention que celles des gehennes : il semble
« que ce soit plutôt un essai de patience, que de vérité.
« Pour dire vrai, c'est un moyen plein d'incertitude et
« de danger. Que ne dirait-on pas, que ne ferait-on pas,
« pour fuir de si grandes douleurs ? D'où il advient que
« celui que le juge a gehenné, pour ne le faire mourir
« innocent, il le fait mourir innocent et gehenné ; car
« mille et mille ont chargé leurs têtes de fausses confes-
« sions. » A cette période de notre histoire, la raison humaine n'apparaît que dans une nuit obscure ; on croit à tout ce qui la révolte, aux évocations, aux sortilèges, aux possessions, aux enchantements et à la magie, aux visions, aux spectres et aux légions de vampires. Le démon est partout, dans l'air, l'eau, les arbres, le vent ou les nuages, dans les bruits du torrent ou les chansons de l'oiseau ; les artistes le sculpteront aux piliers des cathédrales et aux stalles des églises, sous des formes bizarres et infinies. Il n'y eut, au seizième siècle, que Catherine de Médicis qui usa de tolérance envers la sorcellerie. Elle s'entourait de trop de magiciens et d'astrologues, pour ne pas fermer les yeux sur les sorciers. Ce fut le temps où ils se propagèrent, d'un bout du royaume à l'autre, et tel était leur nombre, qu'on les comptait par milliers et qu'on disait que la France était sorcière. Beaucoup de vieilles femmes prédisaient l'avenir, préparaient des philtres mystérieux et faisaient métier de pervertir la jeunesse ignorante de ces générations

superstitieuses. En les frappant, la justice n'égarait pas ses coups, comme elle les égarait en frappant ces pauvres d'esprit et ces imaginations éprises du merveilleux, qui croyaient humblement au génie du mal et tremblaient devant sa puissance. A ces magiciennes, que le vieux procureur Cayron voyait entrer comme un troupeau à la Conciergerie, on réservait un châtiment qui attirait le peuple sur les quais et sur les ponts; elles étaient enfermées dans une cage de fer, coiffées d'un chapeau de paille orné de plumes et de grelots, et plongées dans la Garonne, d'où le bourreau les retirait en ayant soin, « miséricordieusement, de les laisser vivre, « afin qu'elles puissent faire leur conversion. » Quand ce bouffon et barbare supplice fut supprimé, on se contenta de les promener par les rues et les carrefours, montées sur une ânesse, le visage tourné vers la queue, et portant, au chapeau, une inscription qui rappelait leur infamie.

Henri III se détourne de ces procès de sorcellerie et envoie, de Lyon, au Parlement les lettres patentes de la confirmation de la Cour, composée alors de six présidents, de soixante-neuf conseillers, d'un procureur général et de deux avocats généraux. Ces lettres, qui rappelaient les origines du Parlement, lui recommandaient de « faire vivre et entretenir les sujets de Sa Majesté « en l'honneur de Dieu, fidélité, obéissance, honnête « conservation, paix et tranquillité, extirper la secte ré- « prouvée, des croyants de la sainte foi catholique et « religion chrétienne, réprimer tous les abus, crimes et « maléfices, séditions et violences, conserver les droits « et domaines du royaume et couronne de France, et

« connaître des torts et griefs qui, sous couleur de justice et autorité juridictielle, y seraient faits par les inférieurs »

Les sujets de Sa Majesté ne vivaient guère en paix et en obéissance : le duc d'Alençon, évadé de la Cour, se mettait à la tête des rebelles ; en Languedoc, on n'entendait parler que de sièges, d'assauts, de places prises et reprises, de bourgs réduits en cendres et de soldats égorgés. Le conseil de guerre se tenait, en plein Parlement, au Palais de Justice. François de Lavalette-Cernusson, sénéchal de Toulouse et chevalier de l'ordre, commandait les armées de la sénéchaussée, et, en l'absence du duc de Joyeuse, soumettait à la grand'chambre ses projets d'attaque et de défense : le Parlement, dès qu'il s'était retiré, délibérait et lui transmettait ses résolutions.

Pendant que Lavalette et Joyeuse, obéissant à un ordre du Parlement, assiégeaient la petite ville de Carman, et que les États réclamaient vainement la réduction des charges du Parlement, les chefs protestants, assemblés à Nîmes, tentaient d'établir, dans la province, une sorte de république indépendante et gouvernée par des lois. Ils voulaient rompre surtout le lien de justice qui les attachait au Parlement de Toulouse. Jean de l'Hôpital, errant dans les camps et les villes calvinistes, accourut à Castres où il présida la chambre de justice érigée par les protestants, et où se rencontrèrent de Paulo, conseiller au présidial, Tezon, conseiller au sénéchal de Toulouse, Molinier, conseiller au sénéchal de Carcassonne, Laffont, juge à Albi, Veindas et Caty, avocats de Toulouse.

Les États, réunis à Carcassonne, s'inquiétaient de ces dissensions de la province et engageaient les diocèses à former une ligue, destinée à combattre les tendances politiques des religionnaires de Nîmes. La recherche des suspects et les perquisitions dans les maisons recommencèrent à Toulouse avec plus de rigueur que jamais : le Parlement, redoutant les violences d'un peuple ombrageux et emporté, n'osa pas rayer de cette longue liste de suspects, présentée par les capitouls, les noms de quelques membres de la Cour. La reine Catherine, se jouant dans les intrigues, les troubles et les soucis de la paix et de la guerre, détacha le duc d'Alençon des huguenots et des politiques, et amena un autre édit de pacification, accordant aux protestants le libre exercice de leur culte et une sorte de Cour souveraine, à Montpellier, indépendante, en bien des points, du Parlement. Le Parlement accepte cette paix, comme une paix armée, maintient les troupes sur le pied de guerre, prend de sévères règlements de police, continue à donner le mot au guet pendant la nuit et des ordres aux consuls et aux capitaines des châteaux, et n'enregistre l'édit que, sous des réserves, qu'une main de sectaire a arrachées des registres, d'un geste de colère. Le roi déchira bien autrement l'édit, en signant la ligue aux États de Blois.

La ligue née à Péronne, en Picardie, en 1576, passa du Nord au Midi. Le duc de Guise, ambitieux comme son oncle et vaillant comme son père, attirait à lui tout le royaume et rassemblait en une seule ligue, dont il voulait être le chef, toutes les ligues de province. Elle avait son trésor, son armée et ses pamphlets qui faisaient descendre les Guise de Charlemagne, et menaçaient le

le roi de l'enfermer dans un couvent et de donner la couronne à la maison de Lorraine. Au Parlement de Toulouse, les conseillers Bernard d'Assézat, Jean de Catel et le sénéchal, en rédigeant le règlement, que les chambres assemblées approuvent, en concentrant, aux mains du premier président, de grands pouvoirs de direction et d'exécution de cette ligue, créée « pour le service du roi, tranquillité, assurance et mutuelle défense des bons et fidèles sujets, selon l'occurrence de la nécessité, et que la commune défense le requerra. » Le roi, abaissé par les victoires du duc de Guise, aspirait à reprendre son autorité et proposait au roi de Navarre des conférences pour la paix, à Bergerac, où se rendirent les députés du prince de Condé et les plénipotentiaires du roi, le duc de Montpensier, le maréchal de Biron, quelques autres seigneurs et le premier président Daffis, qui reçut ainsi du roi un hommage dû à sa sagesse profonde et à l'éclat de son savoir et de ses vertus.

Il était l'âme et la vie du Parlement et de la province. Il semblait qu'en partant, il allait emporter, dans les plis de sa robe, la sécurité de la ville de Toulouse. Les capitouls le conjurèrent de ne pas les abandonner, au milieu de leurs traverses et de leurs alarmes. Le roi lui écrivait lettre sur lettre ; il lui disait : « Votre seule présence portera bonheur et succès au traité ; je sais combien elle est nécessaire aux lieux où vous êtes, mais, de toutes les preuves que vous m'avez données de votre zèle et de votre fidélité, votre arrivée à Bergerac me paraîtra la plus agréable et la plus utile. » La reine Catherine lui adressait aussi des lettres d'une

grâce caressante et le duc de Montpensier, vieux et infirme, écrivait au premier président : « Un des motifs
« qui me détermine à entreprendre ce voyage, est de
« travailler au retour de la paix, avec une personne
« aussi renommée que vous l'êtes. »

Il partit au mois de mai 1577, escorté par un détachement de cavalerie commandé par un gentilhomme de la chambre du roi, le peuple le saluant sur son passage, et des députés des corps de la ville l'accompagnant jusqu'à Grisolles. Son retour, après les conférences de Bergerac, fut un triomphe : des officiers du Parlement et des membres de l'Hôtel de Ville, le sénéchal, à la tête de sa compagnie de gendarmes, une foule de seigneurs et de gentilshommes, allèrent au-devant de lui : la ville était tapissée et jonchée de fleurs ; le peuple acclamait le premier président et lui donnait les noms d'ange de la paix et de père de la patrie.

Quelques jours après, c'est le duc de Montpensier qui entrait solennellement à Toulouse et visitait l'église Saint-Sernin et le Palais de justice. Au Parlement, il s'assit à la droite du premier président. Le vicomte de Joyeuse, le comte de Carmaing, l'archevêque de Vienne, les évêques de Lombez et de Mirepoix, se placèrent après lui. L'audience commença et l'avocat général Duranti prit la parole. En recueillant les voix, le premier président s'adressa d'abord aux présidents et aux conseillers assis sur la même ligne, et, revenant au prince, il lui demanda son avis, et interpella ensuite les autres conseillers. La joie était grande de voir sortir la paix des conférences de Bergerac ; on entend à peine l'écho des grands procès de ces années et des

règlements intérieurs du Parlement, qui maintient son droit de rendre un arrêt avec sept parlementaires. Ces rumeurs légères se perdent dans le bruit des réjouissances populaires et des fêtes du Palais.

CHAPITRE XIX

Traité de Poitiers. — La reine Catherine et la reine Marguerite en Languedoc. — Guy Dufaur de Pibrac. — Édit de Nérac. — Reprise d'armes. — Remontrances. — La guerre des Amoureux. — Le prix des fleurs de Clémence Isaure versé au Trésor. — La peste. — Traité de paix. — Mort du premier président Daffis. — Son portrait. — L'avocat général Duranti nommé premier président. — Charge de conseiller donnée à titre de dot. — La Rocheflavin président des requêtes. — Rivalité d'Anne de Joyeuse et de Montmorency. — Le Parlement se met du côté de Joyeuse. — Duranti ardent pour la cause de Joyeuse. — Émeutes des écoliers. — Université. — Culte catholique. — Procès au Parlement. — Lenteur des procès. — Premières années de la Ligue. — Conférence religieuse de Nérac. — Édit du roi. — Députés du Parlement envoyés au roi. — La Ligue rallume la guerre civile. — Le parti des politiques. — Duplessis-Mornay. — Son complot. — Édit de Nemours. — Joie du Parlement. — Suppression de la Chambre de l'Isle-en-Albigeois. — Mesures prises par le Parlement, qui prend en main tous les pouvoirs. — Désordres dans les couvents. — Messe solennelle. — Louanges du roi et augmentation des gages. — Bulle d'excommunication du roi de Navarre. — L'avocat général Pierre de Beloi défend le roi de Navarre. — Guerre dans la province. — Création de nouvelles charges. — Le poète Baïf. — Arrêt du Parlement. — Bataille de Coutras. — Lettre du roi de Navarre au Parlement. — Suspension du cours de la justice. — La peste.

Les fêtes n'ont qu'un jour, leur bruit s'évanouit, les réjouissances publiques ne changent pas les situations ; elles ne jettent qu'un voile léger sur les tristesses et les divisions profondes d'un pays. Les orages des nations

ne s'apaisent pas en un jour, comme les orages de l'air. Il y aura encore bien des éclairs et des coups de foudre dans le royaume. Après les conférences de Bergerac, le roi se hâte de signer le traité de Poitiers, où se mêlaient tous les tempéraments de la politique. Le Parlement l'enregistre, sans approuver, selon sa coutume, la nouvelle religion.

La reine Catherine, pour raffermir la paix, parut en Languedoc avec la reine Marguerite, qui allait rejoindre le roi de Navarre. Les deux reines arrivèrent à Toulouse le 28 octobre 1579, entourées de dames et de seigneurs. La reine mère exhorta le Parlement à modérer ses rigueurs envers les réformés ; mais ce souci ne paraît pas avoir troublé la reine de Navarre qui reçut les compliments des parlementaires, et les présents de la ville « valant 300 écus au soleil », mollement couchée sur un lit de damas blanc, richement paré, avec de petits enfants de chœur au fond du lit, chantant et jouant du luth. Elle n'assista même pas à la procession, où le Parlement se rendit en robes rouges. Il faut croire qu'elle était déjà partie pour aller retrouver le roi à l'Isle-en-Jourdain.

Un lit de justice auquel assistait le chancelier de l'Hôpital, le duc d'Anjou, le prince de Navarre, le cardinal de Bourbon, les cardinaux de Guise et d'Armagnac, le connétable et le gouverneur du Languedoc, fut tenu par le roi. Le chancelier s'étant ému des plaintes que les protestants formulaient contre le Parlement, d'un bout du ressort à l'autre, le premier président lui répondit, et le roi prit à son tour la parole et dit : « Étant venu en cette ville, vous ai bien voulu

« visiter, pour vous faire entendre ma volonté que
« vous gardiez et fassiez garder et entretenir mes édits,
« obéissiez à mes commandements sans y faire faute.
« Et encore que, comme mes bons et loyaux sujets,
« vous m'ayez gardé ma ville, parce que vous ne de-
« vez être moins obéissants et diligents à conserver
« mes ordonnances et mandements ; ce que je vous
« commande très expressément faire sans y contreve-
« nir aucunement, aussi que vous administriez bien et
« dûment la justice à mes sujets, comme plus à plein
« j'ai donné charge à mon chancelier de vous dire et
« remontrer. »

Guy Dufaur de Pibrac accompagnait les reines. Étant avocat général au Parlement de Paris, membre du Conseil privé du roi et chancelier de la reine Marguerite, il demanda la séance au Parlement de Toulouse qui lui répondit que ces titres ne lui donnaient pas le droit de siéger avec la Cour, mais qu'il serait maître d'y prendre place, à la suite des gens du roi. Il refusa.

En quittant Toulouse, la reine mère s'achemine avec son fameux escadron volant de dames d'honneur et la fleur des princes, vers Nérac, où elle ouvrit les célèbres conférences auxquelles prirent part, en qualité de députés du roi, le cardinal de Bourbon, le duc de Montpensier, Guy Dufaur de Pibrac, Duranti et quelques seigneurs. De ces conférences sortit l'édit de Nérac, en vingt-sept articles, tendant à expliquer le traité de Poitiers en faveur des protestants.

Ce traité et cet édit confirmaient, dans les Parlements, l'établissement des chambres mi-partie catholiques et protestantes. Armés de l'édit de Nérac, les

magistrats calvinistes de la chambre de Castres tentèrent, plus d'une fois, de donner à ce siège de justice l'état d'un vrai parlement ; ils finirent même par y créer une chancellerie. Ils eurent deux présidents, vingt conseillers, dont dix catholiques et dix protestants. Les conseillers protestants restaient toujours les mêmes, tandis que les conseillers catholiques se renouvelaient tous les ans. Ils ne portaient la robe rouge que quelques mois, selon les prescriptions du Parlement. On les verra souvent aux prises avec le Parlement qui les surveille d'un œil sévère et impose des bornes à leur ambition. Ces divisions ne sont qu'un reflet des discussions de la province où les protestants rompent bientôt la trêve, s'emparent d'Avignonnet et ne désarment que sur l'ordre du roi de Navarre.

De tous côtés, protestants et catholiques se hâtent de reprendre les armes. A l'Isle-en-Albigeois, quelques magistrats catholiques de la chambre de l'Édit prennent la fuite devant une poignée de factieux. A Pamiers, à Condom et à Pau, les catholiques violent le traité de paix. Le roi de Navarre s'en plaint au roi de France et se rend à Mazères où l'attendaient les députés de la province et deux députés du Parlement, les conseillers de Rességuier et Berail. Il y eut là des disputes et des récriminations qui présagèrent des tempêtes nouvelles.

Le Parlement adresse à la couronne remontrances sur remontrances, et blâme amèrement la création incessante de nouvelles charges dans les sièges inférieurs de la justice, ruineuses au trésor et odieuses au peuple qui voyait les impôts servir au luxe des mignons et des

courtisans. Ce n'est pas sans surprise qu'on voit les parlementaires vérifier, en silence, les lettres patentes donnant en dot à la reine Marguerite les sénéchaussées du Quercy, de l'Agénois et du Rouergue. Le Quercy se désespérait de ce démembrement qui le plaçait sous la domination protestante : la ville de Cahors refusa d'ouvrir ses portes à la reine.

La guerre des amoureux éclata au printemps de 1580 : ces batailleurs ne pouvaient longtemps vivre en paix. Quand leur foi n'était pas en cause, l'ambition ou les intrigues galantes leur mettaient les armes à la main ; la galanterie n'allait pas sans coups d'épée, et tandis que le roi de Navarre, entraîné par Fosseuse, déchire le traité de Nérac, entre à Cahors « tout sang et pou-dre », après un combat acharné de cinq jours et de cinq nuits, et marche ensuite sur l'Isle-en-Jourdain avec ses compagnies d'arquebusiers, le vicomte de Turenne s'avance à grandes journées sur Toulouse. Le Parlement autorise les capitouls à lever des impôts, à former des compagnies de guerre sous la conduite de Joyeuse et à rechercher les suspects cachés dans les maisons de la ville. Il suspend le cours de la justice civile, ne laisse subsister que la justice criminelle et écrit au maréchal de Montmorency, gouverneur de la province, de faire raser tous les châteaux des seigneurs en révolte contre le roi.

Les cordeliers de l'Isle-en-Jourdain, chassés de leur couvent, viennent chercher un asile à Toulouse, dans un prieuré de la rue Saint-Antoine-du-Salin. Les chanoines de Pamiers, plus intrépides, s'enferment dans le palais de l'évêque et s'y préparent à un siège. Le roi

commande à Joyeuse de se saisir des biens des rebelles et de défendre Toulouse. Les frais de la guerre tarissant les ressources de la ville, l'académie des Jeux Floraux versa au trésor l'argent destiné à la cérémonie de la fête des Fleurs. On vit alors, le 3 mai, par arrêt du Parlement, la procession des quatre ordres mendiants, suivis du doyen des conseillers, des mainteneurs de la gaie science, de trois capitouls et d'une foule immense, précéder les fleurs de Clémence Isaure portées, en grande pompe, au son des hautbois et des trompettes, dans l'église Saint-Étienne, où le doyen des conseillers et un des capitouls les déposèrent sur l'autel de la Vierge, où elles restèrent jusqu'en 1581.

Le duc de Montmorency choisissait mal son heure pour venir à Toulouse. Les parlementaires et les capitouls qui n'aimaient guère cet homme souple, rusé et à langue dorée, chef de protestants sans être huguenot, chef de catholiques sans être ligueur, le détournèrent de son voyage, en lui annonçant le retour de la peste. Il entrevit leur mauvaise volonté sous les flatteries dont ils couvrirent leur refus, mais il était homme d'esprit et ne s'irrita pas. La peste revenait d'ailleurs meurtrière et répandait la disette autour d'elle.

La guerre des Amoureux s'achève: un nouveau traité de paix signé au château de Fleix, en Périgord, au mois de novembre 1580 est envoyé au Parlement qui l'enregistre, en flétrissant les attentats des factieux contre les villes assiégées, les campagnes ravagées et les églises détruites. Le roi de Navarre recouvre, par arrêt, la paisible possession de ses domaines dans le ressort, et la ville de Montpellier voit revenir la Cour des aides.

Le premier président Daffis, dont la main ferme et pure éloigna tant de désordres, touchait aux derniers jours d'une vie passée au service de son pays et de son roi. Il expira doucement, dans la paix promise aux hommes de bonne volonté, au mois d'août 1580. Il avait traversé, sans orgueil, de grands honneurs qui n'altérèrent jamais la noblesse et la douceur de son âme. Dans les traits de son visage et à son front plissé qui lui donnait un air dur et sombre, il y avait un voile de tristesse pensive qui lui venait de l'austérité de sa vie et des secousses du temps où il vivait. Il était de ceux qui savaient comprendre, au milieu des événements de ce monde, les faiblesses et les passions humaines, le néant des efforts et des illusions. Il regardait au delà, en ayant foi dans les destinées de l'âme immortelle : il ordonna qu'on mît sur sa tombe le mot que les premiers chrétiens gravaient sur les sépulcres des Catacombes : « *Vivel : il vivra.* »

Durant sa longue existence, il persista, jusqu'au dernier jour, à préférer la pauvreté, pour lui et ses douze enfants, à la fortune achetée au prix de son indépendance et il s'écarta, sans cesse, des intrigues qui s'agitaient autour du roi. Il croyait mieux servir sa patrie, en s'attachant à calmer et à consoler une province tourmentée par tant de fléaux. Ceux qui l'ont accusé d'avoir apporté, sur son siège, la passion des fanatiques, l'ont mal connu et n'ont reflété, dans leurs erreurs, que les calomnies des sectaires. En lui reprochant son intolérance, ils ont oublié que les plus sages articles de l'ordonnance de Blois et du traité de Nérac venaient de lui.

A sa mort, le peuple, les capitouls, les ordres et les compagnies de la ville suivirent ses funérailles et entre-coupèrent de sanglots l'oraison funèbre prononcée à l'église Saint-Jacques, par le célèbre réformateur des feuillants, le père de la Barrière. En sa qualité de chevalier, on mit sur son cercueil, à côté de la robe rouge et du mortier, une épée dorée et des bottines blanches à éperons d'or. Les chevaux du char funèbre eurent aussi des harnais dorés. Comme aux obsèques de tous les premiers présidents, les cloches des paroisses, même la grosse cloche Cardailhac, sonnèrent le deuil. Le premier président Daffis laissait à la postérité la renommée d'un des plus grands magistrats du royaume.

Le Parlement présenta au roi trois candidats à la première présidence, le conseiller Pierre de Sabateri, le président des requêtes Guillaume Daffis et l'avocat général Duranti. Le choix de Henri III s'arrêta sur Duranti qu'il connaissait et qu'il aimait. Le roi de Navarre lui écrivit, de Nérac, cette lettre datée de 1581 :

« Monsieur le président, l'opinion et réputation de
« votre vertu et intégrité est telle, entre tous les gens
« de bien, que j'ai bien voulu me conjourer avec eux de
« l'élection que le roi, mon seigneur, a faite de vous,
« pour tenir le premier lieu et degré de la justice en ce
« gouvernement, et pour la y exercer avec dignité et
« droiture, étant chose si nécessaire en ce temps et le
« principal, voire presque seul, entretènement du repos
« commun, ensemble vous faire la présente pour vous
« témoigner et faire connaître l'aise que j'en ai reçu,
« et par même moyen vous prier, monsieur le prési-
« dent, de vouloir faire entier et assuré état de mon

« amitié et de tout ce qui sera en mon pouvoir, pour la
« manutention de la justice et pour votre particulier ;
« ce que je vous prie croire et le créateur vous tenir,
« monsieur le président, en sa sainte et digne garde.
« Henry. »

La charge d'avocat général revint à Guillaume Daffis qui ne tarda pas à l'échanger contre la première présidence du Parlement de Bordeaux et à donner sa robe d'avocat général à son frère Jacques Daffis. Vers l'année 1582 mourut un pauvre conseiller, Vidal d'Aussonne, qui ne laissait que sa charge pour dot à ses trois filles. Le riche Arnaud Borel, que le père Lombard appelle un homme de vertus évangéliques et qui devait mourir au noviciat des jésuites de la mort d'un saint, offrit sa main à l'aînée, à la condition d'obtenir du roi l'office de conseiller, éteint par la mort de d'Aussonne. En mémoire de ce dernier, le roi accepta la condition. C'est la première fois qu'une charge de conseiller est donnée à titre de dot. C'est l'année où La Roche-Flavin prend la présidence de la chambre des requêtes.

Les guerres religieuses se refroidissaient à peine, que l'ambition de deux hommes, chargés de pacifier la province, y rallumèrent les divisions et les luttes. Anne de Joyeuse, un des mignons du roi et mari d'une sœur de la reine, en état de tout braver et de tenir le pavé même contre la maison de Lorraine, eut la fantaisie altière d'enlever à Montmorency le gouvernement du Languedoc : il se mit à l'œuvre avec la témérité de son âge et la vanité de son rang. Il poussa son père, le vicomte de Joyeuse, à se brouiller avec le maréchal et

aussitôt la province se partagea en deux camps, le Bas-Languedoc tenant pour Montmorency et le Haut-Languedoc pour Joyeuse. Le Parlement ne resta pas neutre : il se mit du parti de Joyeuse, agréable aux catholiques, et enregistra, sans hésitation et malgré le refus du Parlement de Paris, un édit accordant à Anne de Joyeuse et à ses successeurs le droit de siéger au Parlement de Toulouse, et au Parlement juridiction sur les appels du duché de Joyeuse, en Vivarais.

Le premier président Duranti, qui avait pris possession de son siège depuis le 4 septembre 1581, va se jeter dans la mêlée avec sa fermeté et sa fougue, et tenir tête à Montmorency, au prince de Condé, au roi de Navarre et aux troupes calvinistes. Dieu borde ainsi d'écueils le chemin de toute élévation et de toute gloire. Duranti, à qui plaisait la vie tumultueuse, s'attache aux pas de Montmorency, le surveille, le fait suivre nuit et jour par des espions et, pour parler comme le père Lombard, l'atteint partout et le traverse. Le roi essayait vainement de dissiper ces nuages et de réconcilier Montmorency et Joyeuse : il fit partir pour Toulouse deux commissaires ayant mission de s'entendre avec Duranti et de lui enjoindre, au besoin, de se plier aux voies de la douceur et de sacrifier ses ressentiments à l'intérêt de la nation. Les récriminations cessèrent, une sorte d'apaisement se fit en Languedoc ; Montmorency et Joyeuse remirent l'épée au fourreau.

Toutes les fois qu'on est en guerre, on est sûr de voir des émeutes d'écoliers. Ils battaient le guet et troublaient la ville. Le Parlement les désarme et défend, par arrêt, aux marchands de leur vendre des épées. De faux éco-

liers s'étant glissés parmi eux et les entraînant vers les huguenots, le Parlement déjoua ces manœuvres et tout rentra dans l'ordre. La gloire de l'université de Toulouse semblait pâlir : à la demande du syndic de l'université, Duranti donna aux deux conseillers Gilbert de Lacoste et François de Lagarde, les deux chaires de droit civil et de droit canon, vacantes depuis quelques mois, en leur laissant leurs charges au Parlement afin, disent les registres du Palais, de rendre à l'université son ancienne splendeur. C'est ainsi que Duranti inaugurerait sa première présidence ; il inspirait aussi au Parlement l'arrêt rétablissant le culte catholique dans les villes d'où les huguenots l'avaient banni ; il relevait les églises détruites sur les réquisitions du procureur général Claude de Saint-Félix, et il sévissait contre la licence des mœurs corrompues par les guerres. Enfin, il venait au secours du trésor public par la liquidation des francs-fiefs et la recherche des acquisitions opérées par la mainmorte, sans lettres du roi.

En ce temps-là comme au nôtre, les procès étaient nombreux : peuple, bourgeois, nobles, université, églises, couvents, bénéficiaires, écoliers, évêques, plaidaient tour à tour devant le Parlement. Les procès traînaient en longueur et les frais ruinaient les parties. Une foule d'édits bursaux pesaient de tout leur poids sur ceux qui se hasardaient à entreprendre un procès et qui s'en prenaient hautement au Parlement et au roi. Les gens du roi dénoncèrent ces abus à la Cour qui hésitait à y porter la cognée et qui eut besoin des ordres de la reine mère.

La Ligue a'lait égarer le Parlement et le pousser aux

révoltes. Les premières années de la Sainte-Union sont des années de soumission, de fidélité et d'attachement au souverain. Les registres du Parlement ont, à cette période de son histoire, une grande sérénité. Il écoute, de loin, le bruit des conférences religieuses de Nérac, où le ministre Marmet, Roquelaure, Arnaud du Ferrier et le duc d'Épernon envoyé par Henri III, discutaient l'invitation du roi de France au roi de Navarre d'aller à Paris et d'embrasser la religion catholique. On s'y disputait l'âme du Béarnais. Battu par du Ferrier, le duc d'Épernon vient à Toulouse, et le Parlement le reçoit à la grand'chambre, avec les honneurs des princes du sang et des gouverneurs de la province.

Henri III, prévoyant les suites funestes des résistances du roi de Navarre, défendit les confédérations, les associations et les levées de troupes, sous peine de lèse-majesté. Le Parlement reçoit ces déclarations avec respect, les enregistre et s'efforce de les faire exécuter. Le roi mande à Paris des députés de tous les Parlements du royaume, pour y traiter des règlements des Cours de justice, conformément aux édits de pacification. Le Parlement de Toulouse choisit pour son député le conseiller Jean de Maynial, catholique fervent et brave, sans être ligueur, d'une intégrité sans tache et d'une âme généreuse, qui mettait le devoir au-dessus de toutes les séductions et de tous les honneurs de la vie.

La Ligue ralluma la guerre civile : le ressort du Parlement était en feu. Redoutant la faiblesse et l'indolence d'Henri III, autant que l'ambition et l'audace des Guise, le roi de Navarre attira le duc de Montmorency à une entrevue à Nérac. Le Parlement, alarmé, mit sur pied les

bourgeois et les soldats et attendit. Duplessis-Mornay ne s'endormait pas : échappé au massacre de la Saint-Barthélemy, cet ancien chef de partisans, servant héroïquement le roi de Navarre de son épée et de sa plume trempée comme un glaive, gardait au cœur d'implacables ressentiments et invoquait l'heure tardive des représailles. En pleine paix, il roulait, au fond de son cœur, des projets de batailles et pendant son voyage à Toulouse, il en étudiait les places, les rues, les murailles, les plaines et les gués de la Garonne. Dès que le vent fut à la guerre, il se remit en route pour Toulouse, avec un vieux capitaine et le père d'un conseiller dont le nom a été perdu, ne marchant que la nuit, s'éloignant des chemins battus et se cachant, le jour, dans les fermes. Ils allèrent, un soir, demander asile à la maison de campagne où le premier président de Mansencal passait autrefois la saison d'automne. Sa veuve reconnut le vieux huguenot et, le prenant à part, lui dit : « Vous êtes
« Duplessis-Mornay. Je vous garderai le secret, même
« à l'égard de mon fils, tout homme de bien qu'il est. »

Les trois huguenots entrèrent, la nuit, à Toulouse par l'île du Moulin à poudre. Abrités sous les grands arbres et couchés sur le sable, ils regardèrent, aux clartés de la lune, un de leurs compagnons, passer et repasser le fleuve, en n'ayant de l'eau qu'à la hauteur des genoux. Ils se relevèrent, quittèrent l'île de Tounis et se dirigèrent sur Montauban, où le capitaine dressa le plan de Toulouse. Duplessis-Mornay, l'âme du complot, vole à Mont-de-Marsan, y pénètre de nuit, et éveille en sursaut, le roi de Navarre ému et émerveillé de tant de hardiesse et d'intelligence de la guerre. Mais les

capitaines du roi trouvèrent l'entreprise au-dessus de leurs forces, et le roi de Navarre l'ajourna à l'arrivée du maréchal de Montmorency.

La nouvelle de l'édit de Nemours, du mois de juillet 1585, surprit le roi de Navarre en Gascogne. Cet édit de Nemours, arraché à Henri III par la reine Catherine et où revivait le cruel édit de 1557, dépouillait les protestants de leurs conquêtes si chèrement achetées, interdisait, dans le royaume, l'exercice de leur religion à peine d'emprisonnement, de confiscation et de mort, enjoignait à leurs ministres de sortir de France dans un mois, avec ordre aux protestants de revenir à la religion catholique ou de quitter, dans six mois, leur patrie. Le roi les déclarait, en outre, indignes de remplir des emplois publics et abolissait les chambres de l'Édit.

Le Parlement de Toulouse salua ces déclarations de la couronne, comme un triomphe de la religion catholique. Il n'entrevoyait pas, sous les cendres mal éteintes, les embrasements de la Ligue. Les chambres, en robes rouges, enregistrèrent, avec des acclamations d'enthousiasme, l'édit du roi et jurèrent de lui garder une fidélité inviolable. Le journal de Bataillé a même raconté qu'elles chantèrent un *Te Deum* à l'église Saint-Sernin et qu'elles ordonnèrent des feux de joie. Durant même partout le chœur et le cortège et donne le signal de la guerre. Il est le plus enflammé des ligueurs ; il s'empresse d'envoyer l'édit aux sénéchaussées du ressort et d'y joindre l'arrêt du Parlement, suspendant de leurs fonctions, les sénéchaux et les juges inférieurs qui ne procéderaient pas, sans délai, à la publication de la déclaration du roi.

La chambre mi-partie, de l'Isle-en-Albigeois, se sépare aux premiers jours du mois d'août 1585 ; le peuple insultait les parlementaires protestants que le président de Saint-Jean fit escorter jusqu'aux limites du diocèse de Castres, où ils trouvèrent des soldats envoyés à leur rencontre par le duc de Montmorency. Dans les sénéchaussées, les scissions éclataient entre les juges catholiques et les juges calvinistes. La justice ouvrait les hostilités avant les armées.

Le roi de Navarre, Montmorency et Condé se rejoignent et rassemblent leurs troupes. Le Parlement avertit Henri III des mouvements des calvinistes, ferme l'entrée des villes à Montmorency, confie au maréchal de Joyeuse la défense de la province, met des garnisons aux petites places et aux châteaux, condamne les pillards des campagnes, chasse des villes du ressort les bateleurs et joueurs de farces qui se moquaient de Dieu, du roi et des sénéchaux, donne au seigneur de Pins le commandement de la citadelle de Muret et octroie à Caylus le siège de la sénéchaussée du Quercy, trop voisine de Montauban, la place d'armes du roi de Navarre. Les registres sont pleins de requêtes des chanoines et des juges s'enfuyant de leurs églises ou de leurs sénéchaussées et sollicitant un asile à l'abri des coups des protestants. Sous la présidence de Duranti, le Parlement s'applique à la police des mœurs, des ateliers et des écoles, au règlement des conflits, des aumônes, de la fabrication et du cours des monnaies. Il s'arroge le pouvoir souverain d'organiser l'administration de la justice dans les sièges inférieurs et transfère les sénéchaux, les présidiaux, les viguiers et les juges d'une

ville à l'autre ; il nomme des ligueurs à ces charges de judicature, sans attendre la décision du roi ; il décrète la marche des troupes aux frontières, la destruction des châteaux, la taxe des impôts et la levée des gens de pied. Il ordonne aux archevêques et évêques de lutter, de tout leur pouvoir, contre les protestants ; il autorise ou interdit les assemblées des États. Il mettait ainsi la main aux rênes du gouvernement.

Le Parlement embrasse tout, dans le ressort. Ces sortes d'usurpations s'expliquent par l'entraînement des passions politiques et religieuses, par l'éloignement des souverains et les faiblesses de l'organisation administrative. Le seigneur de Benac, sénéchal de Bigorre, étant protestant, hésitait à se conformer à l'édit ; le Parlement lui enlève sa charge, et des lettres patentes du roi ne tardent pas à confirmer cette révocation. Il n'effrayait pas avec des arrêts le maréchal de Montmorency qui lui résistait par ses véhémences de langage et par la marche de ses troupes. Le roi, poussé par le Parlement, désavoue le maréchal, défend à ses sujets du Languedoc de le reconnaître pour gouverneur, et leur ordonne de recourir au maréchal de Joyeuse. Le roi ne comprit pas que cet acte d'autorité manquait de vigueur et de prudence. Il n'osa pas enlever complètement le gouvernement de la province à Montmorency, qui y dressa son camp, en luttant chaque jour contre le Parlement et la Ligue. Il assiégea Lodève et en chassa l'évêque ; il brûla le palais épiscopal et s'empara des revenus de l'évêché.

Dans les villes où campaient les troupes, les monastères sentaient passer sur eux un vent de révolte et

d'orages. Les clôtures des couvents se rouvraient et les religieuses se promenaient dans les rues et les carrefours de Toulouse, au bras des gentilshommes. Au nom du Parlement, un conseiller clerc rétablit les clôtures et ramena aux cloîtres les vierges folles. Ces désordres des monastères, les menaces de la peste et les guerres religieuses inspirèrent au premier président Duranti la pensée d'intéresser le ciel aux malheurs de la patrie. Le 22 novembre 1585, sur sa proposition, le Parlement décida que, durant trois jours, il assisterait à des messes solennelles aux églises de la Dalbade, de Saint-Sernin et de Saint-Étienne, et qu'après la communion, il distribuerait des aumônes aux pauvres honteux. Dans la ville, on ne voyait que processions et assemblées populaires aux églises. On songe au mot de l'historien de Thou : « Au Parlement de Paris, les toges écarlates, « mises en montre à de solennelles audiences, furent un « prélude des sanglantes tragédies qu'on allait voir. »

Le roi ne tarissait pas de louanges envers le Parlement. Il augmenta les gages des présidents de Saint-Jean et de Paulo : de 1,200 livres, ces gages s'élevèrent à 800 écus. A la demande du Parlement, il augmenta aussi les gages des autres présidents à mortier et des conseillers appauvris par la dévastation des protestants. Loin de les intimider et les décourager, les arrêts qui les condamnaient au gibet, depuis l'édit de Nemours, leur donnaient plus d'exaltation.

La bulle de Sixte-Quint, excommuniant le roi de Navarre et le prince de Condé, sema sur la province toute une traînée d'insurrections. Le gallican Pierre de Beloi, qui devait être, un jour, avocat général au Parlement de

Toulouse, attaqua la bulle et défendit le roi de Navarre, dans une apologie d'un étonnant mélange de finesse et de force. Les ligueurs le jetèrent dans un cachot où il resta plus de trois ans. Le Parlement n'entendit pas pourtant céder aux pressions de la Ligue et ne voulut jamais condamner cet homme savant et brave, qui défendait, avec tant de conviction et de courage, la cause des libertés gallicanes et de la maison de Bourbon.

Ce n'était, dans la province, que villes prises et reprises, fossés comblés, places assiégées, forteresses détruites, hommes tués, maisons brûlées et châteaux rasés par arrêt du Parlement, fidèle à son roi. Joyeuse se portait partout où le danger menaçait. Montmorency lui tenait tête, instituait une chambre mi-partie à Montpellier, un hôtel des monnaies à Beaucaire, et foulait aux pieds les arrêts du Parlement. Les dépenses de la guerre ruinant le trésor royal, Henri III rouvrit une source impure et battit monnaie en créant de nouvelles charges de justice et en obligeant le Parlement à cesser les remontrances et à obéir aux lettres de jussion. Les 100,000 écus votés par les États servaient à lever et à entretenir les troupes du maréchal de Joyeuse, ami des ligueurs et des Guise. A Toulouse, le pain manqua souvent et l'argent s'écoulait en frais de guerre. Mais telle est la poésie de ce doux climat, que de la corbeille de Clémence Isaure, un Apollon d'argent sortit au travers de ces détresses, le jour de la Fête des fleurs et alla se poser aux mains du poète Antoine Baïf.

On prit des mesures pour assurer à la religion catholique, dans le Parlement, d'invariables suffrages contre le calvinisme. Ces mesures dépassèrent leur but,

parce qu'elles servirent surtout à fortifier la Ligue. On se conforma aux ordonnances royales sur le nombre des conseillers clercs, mais en recevant ces conseillers, le Parlement renouvela les dispositions de ses anciens arrêts qui déclaraient incompatibles les offices de conseillers clercs avec les bénéfices à charge d'âmes. Les ligueurs se trompaient, en croyant que tous les conseillers clercs allaient se ranger sous leur drapeau.

L'orage semblait devoir écraser le roi de Navarre. Enfermé dans une étroite partie du royaume, et presque dans une bande de terrain misérable et décimé par tous les fléaux, il voyait derrière lui l'Espagne et devant lui la grande France catholique, et Henri III, unis à la Ligue et à la veille de marcher contre ses troupes béarnaises et gasconnes. Il reculait devant l'armée de Joyeuse, et se voyait souvent près de périr entre deux fleuves et deux corps ennemis. Joyeuse, intrépide et téméraire, massacrait tout sur son passage et cherchait une belle victoire qui le mît au-dessus des Guise et lui conciliât la Ligue. Il rencontra, à Coutras, le roi de Navarre qui le battit, rompit ses brillants escadrons, lui enleva ses drapeaux et laissa sur place deux mille morts, au nombre desquels le pauvre Joyeuse, tombé dans les rangs serrés des seigneurs. Encore couvert de la poussière du champ de bataille, le roi proteste contre l'abolition de la Chambre de l'Édit et rend l'espoir et le courage aux protestants par ses lettres intrépides où il leur disait que sa confiance en Dieu lui doublait le cœur. Il écrivait aussi d'un ton railleur et hardi au Parlement de Toulouse qui se défiait de lui : « Je n'ai rien tant à cœur que la conservation de l'État. Il me semble qu'il n'y a

« raison de soupçonner de moi une chose que je ne dois
« pas faire, mais bien vous dirais-je que pendant que
« vous jetez au loin, à rechercher le mal que je ne fais
« pas, j'ai peur que vous ne laissiez naître et fomenter
« entre vous celui que l'on doit craindre. »

La victoire de Coutras attrista le Parlement. Le maréchal de Joyeuse ne pleura pas longtemps son fils : le souci de sa fortune lui fit oublier son deuil. Humilié de n'être que le lieutenant du gouverneur de la province, il se tourna vers les évêques et les engagea à supplier le roi de ne pas rendre le gouvernement du Languedoc à Montmorency. Les évêques s'allièrent au Parlement qui députa, vers le roi, le président Pierre Odet de Saint-Jean et les deux conseillers Vignaux et Sabatier. Montmorency, ne s'inquiétant guère de cette intrigue, menaça Toulouse d'un siège. Le Parlement suspendit le cours de la justice

L'ennemi le plus à craindre n'était pas Montmorency, c'était la peste qui ramenait la désolation et la mort à Toulouse. Duranti pourvut à tout, à l'ordre dans la rue et au soulagement des pestiférés, bravant le fléau et exposant sa vie. Il inspira aux chambres assemblées les arrêts défendant aux chefs des familles et aux membres du Parlement de quitter la ville, et enjoignant à ceux qui venaient d'en sortir d'y rentrer sur-le-champ, à peine de 1,000 écus d'amende. Le roi voulant honorer les magistrats morts de la peste, déclara que leurs charges passeraient à leurs héritiers.

CHAPITRE XX

Contagion de la Ligue. — Discours du roi. — Édit de réunion. — Mort du duc de Guise. — Fermentation à Toulouse. — Les sermonnaires. — Le comité des Dix-huit. — Agitation causée par l'évêque Urbain de Saint-Gelais et l'avocat Tournier. — Lettre du roi à Duranti. — Discours de Duranti au Parlement. — Séance du Parlement. — Ardeur et ressentiments. — Conseil général au Capitole. — Arrivée de Duranti au Capitole. — Proposition de déchéance du roi. — Exaltation des ligueurs. — La question de la déchéance du roi au Parlement. — Duranti sort du Parlement. — Sa marche vers le Capitole. — Barricades. — Pamphlet d'Urbain de Saint-Gelais. — Duranti en prison. — Perquisition chez Duranti. — L'évêque de Comminges, roi de Toulouse. — Duranti au couvent des jacobins. — Arrestation de l'avocat général Daffis. — Le souvenir du massacre des protestants. — Mort de Duranti. — La place Saint-Georges. — Mort de Daffis. — Inhumation de Duranti et de Daffis. — Haines populaires. — Arrêt du Parlement ordonnant les honneurs funèbres. — Cérémonie des honneurs funèbres. — Jugement sur Duranti. — Son portait.

C'est un parlementaire qui disait alors que la contagion du fléau n'égalait pas en désastres la contagion de la Ligue. Le Parlement de Toulouse, aussi bien que les autres Parlements de France, enregistra l'édit de réunion signé à Rouen, plus rude que celui de Nemours, donnant au duc de Guise un pouvoir qui l'approchait du trône, et écartant de la couronne tout prince de la religion réformée. Le roi jura de l'observer ; retenu par Duranti qui pressentait la journée des barricades et l'insolence des Seize, le Parlement ne se hâta pas de pré-

ter serment. Tout à coup, on apprit que le roi de France avait tué le roi de Paris, et que le duc de Guise venait de tomber sous le poignard des seigneurs de la cour, à côté du cardinal de Guise, par une froide matinée d'hiver, au château de Blois.

Cette terrible nouvelle apportée à Toulouse, le 3 janvier 1589, changea brusquement la face des choses. Les prédicateurs ouvrirent le feu en déclamant en chaire contre le roi ; ils mirent le Balafré au rang des saints et jetèrent au premier président des outrages et des sarcasmes qui le rendirent odieux aux peuple. Ces agitateurs laissaient couler, à larges flots, leurs émotions et leurs colères, élevant puissance contre puissance, discutant toutes les questions brûlantes, frondant les ordonnances et les arrêts, et égalant en audace les plus mordants satiriques. Tout pliait au souffle de leur voix. Le prieur des minimes, François Richard, Odard Moté, de la compagnie de Jésus, Doyard, curé de Cugnaux, et le cordelier Maurel insultèrent Duranti du haut de leur chaire et soulevèrent le peuple, à la nouvelle de la mort du duc de Guise. Le prieur des minimes exhortait les parlementaires à courir au Palais et à y « foudroyer » un arrêt contre le roi. Au milieu des déclamations des sermonnaires et des rumeurs d'une multitude menaçante, on entendait des cris séditieux contre le roi. Les sermonnaires l'appelaient tyran, assassin, fauteur d'hérésies et poussaient le peuple aux émeutes.

Le 7 janvier, le conseil de ville s'assemble et, sur la proposition d'un farouche ligueur, Jean Daffis, vicaire général et prévôt de l'église Saint-Étienne, il forme un comité de dix-huit citoyens, choisis, six dans le

clergé, six dans le Parlement et six dans la bourgeoisie, concentrant tous les pouvoirs, une sorte de comité de salut public, image du fameux comité des Seize de Paris. Dans un violent pamphlet attribué à l'évêque de Comminges, Urbain de Saint-Gelais : *l'avertissement de tout ce qui s'est passé en la ville de Tholose*, ces membres du comité sont traités « de politiques bigarrés, faits à la « pâte du premier président ». De furieux ligueurs ayant insulté Duranti, retourné contre la Ligue débordante et engagé dans le parti des politiques tolérants et sages et ne trahissant ni leur Dieu ni leur roi, le président Bertrandi leur imposa silence, malgré les cris de l'avocat Grégoire. Le Parlement flottant entre deux courants contraires, finit par accepter ce comité des Dix-huit qui ruinait son autorité, à la condition pourtant que les affaires les plus importantes ne seraient décidées qu'après avoir été communiquées au premier président. En croyant ainsi travailler à la paix publique, il abdiquait ses droits et livrait l'honneur, la liberté et la vie des hommes à une fraction qui accueillit, avec hauteur, cette condition et ne l'exécuta jamais.

Le Parlement envoya à ce conseil souverain les conseillers de Gargas, d'Assezat, Vignaux, Vésian et un autre dont le nom n'a pas été conservé, avec un président qui paraît avoir été le président de Paulo. Les premières séances ont un air de réconciliation et de paix ; mais les deux acharnés ligueurs revenus des États de Blois, Urbain de Saint-Gelais, évêque de Comminges vendu aux Guise, et l'avocat Étienne Tournier, ardent aux représailles, et enhardi par les acclamations du peuple, racontent au conseil des Dix-huit et à la foule

pressée dans les rues, l'assassinat du duc de Guise, avec des violences de langage qui soulèvent les fureurs et les menaces.

Les événements se précipitent et la ville gronde comme un orage. Tandis que le calvinisme s'organise d'une manière formidable et attire à lui des nuées de reîtres et de lansquenets allemands, entraînés par le fanatisme religieux et l'attrait du pillage, le roi appelle à lui les soldats de l'Espagne et disparaît, comme une fiction inutile, devant la grande Ligue et les factions religieuses.

Pendant ce temps, le roi allait à pied, selon ce qu'en a dit L'Étoile, par les églises de Paris, « tenant en ses
« mains de grosses patenôtres, les disant et les mar-
« mottant dans les rues, sur le conseil de sa mère, afin
« de faire accroire au peuple, qu'il était dévot et catho-
« lique ». Il dépêche en Languedoc, avec une lettre pour Duranti, Cornusson, sénéchal de Toulouse, qu'Urbain de Saint-Gelais a flétri des noms d'efféminé et de couard de race. Les ligueurs lui refusèrent l'entrée de la ville, mais la lettre du roi parvint au premier président qui la lut, en plein Parlement. Le roi disait que la mort du duc de Guise n'était que le châtiment de ses attentats contre la couronne, que la puissance de ce rebelle n'aurait pas permis de lui donner des juges, et que rien ne serait plus cher au roi que la destruction de l'hérésie et la fin des tumultes populaires. Le roi remerciait Duranti de son zèle « à l'honneur de Dieu,
« au bien et consécration de l'État ».

Duranti exposa au Parlement les raisons d'État qui affranchissaient les rois, à des heures de crise, des for-

mes ordinaires de la justice et représenta la mort du duc de Guise, comme une de ces choses mystérieuses et fatales dont les princes ne doivent compte qu'à Dieu seul. Le président de Paulo réfuta la harangue de Duranti et pressa le Parlement de demeurer inviolablement attaché à la Sainte Union des catholiques, mise en péril par l'alliance du roi de France avec le roi de Navarre. Il faut entendre Urbain de Saint-Gelais parler de lui-même dans son pamphlet : « La venue de M. de Comminges, sur ces entrefaites, appointa un peu mieux les affaires des bons et évertua les timides, car sa présence au Palais, où il entraît comme conseiller, excitait les éveillés et éveillait les endormis ; son éloquence amollissait les plus durs et fléchissait les plus obstinés ; son saint avis alléchait à soi et rangeait de son côté les plus revêches et opiniâtres. Il était secondé par M. de Paulo, président. » — L'avis du président de Paulo l'emporta ; le Parlement se déclara ligueur, de peur de ne point se montrer catholique ; il ne comprit pas qu'il donnait la main aux séditeux.

Une fois entré dans la rebellion, le Parlement marcha droit devant lui. Il refusa d'enregistrer les lettres patentes, rétablissant le duc de Montmorency dans le gouvernement de la province et pardonnant à ceux qui avaient pris les armes contre les troupes royales. Les ligueurs regardèrent ces lettres comme un piège et redoublèrent d'outrages et d'attaques envers le roi. Séduits par des théories protestantes et démocratiques, ils pronçaient déjà le nom d'opposition républicaine. Par la voix des Seize, Paris appelait alors Toulouse sa sœur et

copiait la formule latine, dont la vieille Rome se servait autrefois, en écrivant à l'ancienne Toulouse : *Sorori, nostræ Tolosæ et innumerabili populo suo*. Les ardeurs et les ressentiments des Parisiens passaient ainsi dans l'âme des Toulousains. Le roi ne fut plus nommé dans le canon de la messe ; on ne data plus de son règne les actes publics ; on parlait hautement de rompre tout lien avec lui et de se soustraire à son obéissance. Les ligueurs et les parlementaires exaltés parcouraient la province, annonçaient la prochaine fédération des villes du Languedoc, et promettaient solennellement au peuple de s'associer à la Sainte Union catholique. Le conseiller Calmels alla à Albi, le conseiller Richard à Lavaur, le conseiller Le Comte à Cahors, le conseiller Ciron à Carcassonne. Les sages, les modérés et les apaisés ne rencontraient que dédains et railleries. Les villes se détachaient une à une ; Carcassonne resta fidèle. Elle espérait devenir le siège du Parlement.

Le conseil des Dix-huit usurpait tout pouvoir et toute autorité ; il dégénérait en tyrannie et en inquisition. Les modérés passaient pour ennemis en matière de religion. L'évêque de Comminges, emporté par son ambition et sa fougue, ne connaissait plus de bornes. Duranti, son ami, lui porta, de la part du roi, des paroles de douceur et de paix ; il se joua du roi et se brouilla avec Duranti.

Aussi longtemps que Duranti avait été l'ennemi intraitable des protestants, il n'eut pas de peine à dominer une population jalouse de ses croyances catholiques. Le jour où il la heurta de front, sa force tomba. Le peuple, changeant comme les flots, élève les hommes ou les renverse, entre deux inclinaisons de soleil. Le Parle-

ment et l'Hôtel de Ville demandent au pape si Henri de Valois, ayant encouru l'excommunication par l'assassinat du duc de Guise, l'insurrection n'est pas un devoir. Le pape se tait, les ligueurs s'impatientent ; la réponse du pape arrive, voilée de nuages et blâmant avec douceur les entreprises de la Ligue, sans toucher à la question du serment de fidélité. Les Dix-huit s'emportent et veulent qu'un décret public proclame la déchéance de Henri de Valois « excommunié par Rome et rasclé de « prières ».

Au Capitole, Tournier tonnait contre le Parlement et le conseil des Dix-huit, et demandait, à grands cris, qu'on arrachât des murs de l'Hôtel de Ville le portrait du roi : les capitouls et le premier président se virent obligés de plier et de convoquer un conseil général, composé de cent membres, pris dans le clergé, le Parlement ou la bourgeoisie et appartenant, presque tous, au parti des politiques.

Le Capitole leur ouvre ses portes. A la troisième séance, six cents sicaires pénètrent de force dans l'assemblée, et le tumulte est si grand, que les capitouls réclament l'intervention du premier président. Duranti arrive sans escorte, accompagné seulement de l'avocat général Daffis, aussi tranquille et aussi ferme au travers des outrages et des menaces du peuple, qu'il l'était autrefois au milieu de ses adorations. Ce jour-là, Daffis eût été massacré pour sa fidélité au roi, sans le secours de son frère, prévôt de la ville. Trois jours, Duranti contint les factieux ameutés ; il reprit sur eux, par sa parole haute et sereine, une partie de son autorité naguère si puissante ; mais les plus fanatiques ligueurs l'accusèrent de

trahison et proposèrent de délibérer sur la déchéance du roi de France et sur l'expulsion ou l'emprisonnement des huguenots, des royalistes et des politiques.

Cette proposition, combattue par les politiques, fut violemment soutenue par Tournier, qui s'écria : « La mort tragique des Guise n'est que l'avant-coureur d'innombrables exécutions. Henri de Valois ne veut plus de la religion catholique : pas d'autres moyens d'enchaîner sa rage impie, que de mettre la cognée à la racine, c'est-à-dire de détrôner le nouvel Hérode. » Chapelier, cet autre ligueur, plus farouche encore que Tournier, tournant sa dague vers le portrait du roi dit aux émeutiers : « A Rome, on renversait les statues des tyrans ; qu'on arrache ce portrait ! » Et la royale image allait tomber sous les poignards, lorsque l'avocat général Daffis, d'un geste menaçant, ferma la bouche à Tournier et à Chapelier et leur répondit qu'il saurait punir leur insolence. Les émeutiers levaient la main en signe d'union et excitaient Tournier à répliquer. Duranti prit la parole et invoquant les lois divines et humaines, sur lesquelles s'établit l'obéissance au souverain, il déclara qu'on devait, en matière aussi grave, recourir aux lumières du Parlement et il leva aussitôt la séance.

Dans la ville, les ligueurs répandaient le bruit que le premier président venait d'armer et d'attirer à Toulouse la noblesse de Gascogne ; ils affichaient, aux portes des églises et aux carrefours, des placards injurieux sur lesquels était peint un poignard. La fuite paraissait aux amis de Duranti le seul moyen, pour lui, d'échapper aux meurtriers. Le premier président, sans trembler, regardait de haut la tempête ; il aimait mieux mourir pour son

pays que de fuir devant le danger. Les clameurs du peuple autour de sa maison ne le troublaient guère ; mais l'émeute grandissant, le Parlement s'assembla, le 27 janvier 1589, pour statuer sur une requête du conseil général, réclamant la déchéance du roi et l'emprisonnement de tous les suspects, compris sous les noms de huguenots, politiques, épernonistes, damvillistes, et matignonistes.

Le choc des opinions y fut retentissant : cette redoutable question de la déchéance royale, soutenue par le président de Paulo, mit aux prises les parlementaires qui entendaient, de la Grand'Chambre, les cris du peuple autour du Palais. Les portes enfoncées par les émeutiers, la foule envahit la Grand'Chambre et proféra des cris de mort contre les parlementaires encore hésitants. Un vicaire de la Dalbade ayant aperçu, dans un groupe, un serviteur du premier président armé de deux épées, lui en prit une et, dans la lutte, se blessa au visage. Il s'écria aussitôt : « Aide à l'Église ! » On se jeta alors sur le pauvre serviteur et on le frappa mortellement.

Le Parlement ne prit pas la fuite, par les lanternes, comme le Parlement de Rouen, sous le règne de Charles IX, devant une poignée de bandits. Il leva fièrement l'audience à la voix de Duranti qui sortit du Palais et monta en carrosse pour aller au Capitole. Il avait été des premiers parlementaires qui échangèrent les mules contre les carrosses pour se rendre au Palais. Une troupe de conjurés le poursuivit et l'attaqua dans la rue Nazareth, proche la chapelle de Saint-Yves. La voiture fut criblée de coups d'épées et de hallebardes. Duranti, couché au fond du carrosse, aurait péri sous les poignards,

si les chevaux n'avaient couru à toute bride, et si un laquais n'eût arraché une hallebarde des mains d'un scélérat prêt à le frapper.

Dans son pamphlet, l'évêque de Comminges qui prétend avoir sauvé la vie au serviteur du premier président, accablé par la populace devant le Palais, se donne encore ce beau rôle qui ne lui a jamais été donné par aucun historien. « Le cocher du premier président n'épargna pas
« ses chevaux, mais cela ne lui eût pas servi de beau-
« coup, si M. de Comminges n'eût quitté son manteau,
« au milieu de la rue, pour courir après et détourner ceux
« qui plantaient déjà leurs épées dans le coche, pour
« ôter la vie à celui qui la voulait ôter à tant de gens de
« bien. Le cocher faisait voler ses chevaux. » Le carrosse roulant ainsi vers le Capitole, une roue se brisa contre la margelle d'un puits public de la rue de la Pomme ; Duranti descend du carrosse, hésite un moment et marche vers le Capitole, accompagné d'un bourgeois dont le nom mérite d'être sauvé de l'oubli, le bourgeois Jean Caixac. Au lieu d'un asile, il y trouva une prison.

Pendant que Duranti entrait au Capitole, le peuple élevait des barricades et tendait des chaînes dans les rues. Les boutiques se fermaient par tous les quartiers, et, de tous côtés, on prenait les armes. Le pamphlet d'Urbain de Saint-Gelais l'a dit ainsi : « Les messieurs
« de robe longue devinrent soldats, quittant la robe pour
« l'épée, les marchands et autres ouvriers prirent enfin
« les armes, les écoliers fermaient les livres pour s'ar-
« mer, les prêtres et moines quittaient leurs bonnets car-
« rés et leurs bréviaires, leurs quoqueluches, leurs

» robes et leurs habits pour revêtir morions et cuirasses
» et paraître en arquebuses et hallebardes. »

Le pamphlet ajoute : « Dieu merci, les choses se con-
« tièrent en meilleurs termes qu'on n'eût pu espérer.
« Personne ne fut ni tué, ni pillé. Les auteurs de cette
« révolte (que tout le monde bénit depuis), se retirèrent
« fort apaisés, à la sollicitation et prière de M. de Com-
« minges que tous généralement respectent. »

L'évêque de Comminges, en poursuivant son récit, raconte qu'il arrêta les pillards prêts à entrer dans la maison de Duranti, et que le prieur des minimes calma, de son côté, les habitants de Tounis, ameutés contre Duranti et le cherchant, par la ville, pour le massacrer. Il ajoute : « Le susdit peuple eût gravé les mar-
« ques de sa fureur sur quelques-uns (innocents pos-
« sibles), si M. de Comminges, armé de son surplis, de
« son hoqueton et de son bonnet, et M. de Paulo armé
« de sa robe rouge, et deux conseillers zélés, bien ac-
« compagnés de force gens armés, ne fussent allés en
« ville, avec cet équipage, accoissant cette tempête par
« douces paroles et belles promesses qui gagnaient
« merveilleusement le cœur du peuple. A quoi leurs
« gestes tout pleins d'humilité, leurs visages riants et
« leurs douces résolutions servirent beaucoup. »

La nuit tomba sur ce soulèvement et couvrit les émeutiers de ses ombres. A minuit, Duranti sortit de l'hôtel de ville, par une porte dérobée, pour aller dans sa maison et mettre ses papiers en sûreté. On le pressait de fuir et de passer la Garonne ; il refusa en disant :
« Je connais la grandeur du danger qui me menace ;
« je sais qu'on en veut à ma vie, mais on ne dira pas

« que j'ai quitté le service de mon roi. Si l'on punit le
« soldat qui a abandonné son poste, combien serais-je
« plus punissable d'avoir abandonné le mien ! » Une
fuite lui semblait une lâche désertion. Il rentra, à l'aube,
à sa prison du Capitole où il resta cinq jours.

Dieu lui envoya la mystérieuse et terrible bénédiction
des grandes douleurs. La solitude se fit autour de lui :
ses amis l'abandonnaient et il s'en plaignait avec un
mélancolique sourire. Il regrettait surtout d'être né à
une époque aussi tourmentée, et pour se consoler et se
fortifier, il levait les yeux vers le ciel et disait : « Dieu
« est juste et ses jugements sont justes. » Le Parlement,
voulant le préserver de la haine des capitouls et des li-
gueurs, l'autorisa, par un arrêt, à se retirer à Balma, châ-
teau de l'archevêque, à une lieue de Toulouse. Le comité
des Dix-huit, dédaignant l'autorité du Parlement, s'op-
posa à cet arrêt que le Parlement rétracta le lendemain.
Le plus implacable des Dix-huit fut le conseiller Calmels
qui prétendit que Duranti, remis en liberté, se joindrait
aux huguenots et attaquerait la ville. Les Dix-huit et
le peuple de l'île de Tounis firent la garde autour du
prisonnier qui rendit les sceaux du Parlement. Le con-
seil général, assemblé dans la salle de la chancellerie
de la cathédrale, dressait une liste des suspects. Ce
conseil, selon les traditions et les règles, devait se com-
poser du premier président, du procureur général, des
avocats généraux, du sénéchal, du juge-mage, du chef
du consistoire, de huit capitouls en exercice, de trente-
deux citoyens pris dans la noblesse ou parmi les no-
tables et les anciens capitouls.

En même temps et après délibération du Parlement

à la grand'chambre, les deux conseillers Guibert de la Coste et Jean Ambes, assistés d'un greffier criminel, de trois huissiers, du capitoul Geraud Veyre et du bourgeois Jean Brusaud, se transportaient à l'hôtel du président de Rességuier où logeait Duranti, édifice ayant quelque chose de noble et de triste avec un air de forteresse, et obligèrent sa femme, Rose de Caule¹, à ouvrir « un grand coffre de noyer du cabinet du premier président, et le coffre en fer de sa chambre ». Ils se saisirent des lettres qui s'y trouvaient, de divers papiers laissés sur les tables et de certaines lettres missives écrites par les hérétiques à autres hérétiques et autres personnes, ainsi qu'il est dit dans le procès-verbal de perquisition, et enfin, de quelques registres contenant des délibérations du Parlement. Au moment où ils ouvraient ainsi ces coffres, des cris s'élevant autour de la maison, les deux conseillers et ceux qui les assistaient eurent peur et prirent la fuite. L'évêque de Comminges prétendit qu'on avait trouvé chez Duranti une grande quantité de grenades, de feux grégeois et de lances à feu. Sur une dénonciation du quartier de Tounis, ils se rendirent tous à l'Hôtel-Dieu où ils fouillèrent les coffres et cherchèrent, vainement, des pièces de nature à incriminer la vie du premier président. Dans ce peuple qui comptait des forcenés, il ne se trouva pas un faux témoin.

L'évêque de Comminges devenait le roi de Toulouse ; il en prit le titre de gouverneur, et toutes les affaires passaient par ses mains. Il essaya de faire croire qu'il voulait envoyer Duranti au château de Balma et qu'il ne cédait qu'à la pression des bons catholiques, en refu-

sant d'exécuter l'arrêt de la Cour. La passion et le mensonge percent dans son pamphlet trempé d'amertumes. « Il y avait, dit-il, force noblesse aux faubourgs qui n'attendait que sa délivrance. Quelques-uns la tra- maient en ville ; des écoliers furent invités à y prêter les mains : *sed Dominus scit quoniam cogitationes hominum vanæ sunt*. Personne n'osa entreprendre cette œuvre ».

Le cinquième jour de sa captivité, on transféra Duranti au couvent des jacobins, entre des capitouls et des ligueurs et les deux évêques de Comminges et de Castres, qui jurèrent, par serment, de le préserver des insultes. Les flots du peuple s'ouvrirent devant le cortège : en franchissant le seuil du couvent, Duranti regarda cette foule irritée, sans que son calme et fier visage trahit, un instant, les émotions de son âme. Vingt-cinq soldats commandés par trois chefs de ligueurs veillaient aux portes. La fille de Duranti ne put arriver jusqu'à lui ; ses larmes ne fléchirent pas les ligueurs. A force de supplications désespérées, sa femme les attendrit et s'enferma avec le premier président.

Duranti attendait la mort sans illusion et sans peur. Il écrivit à dom Jean de la Barrière, abbé des feuillants, son ancien ami, pour lui confier le soin de venger sa mémoire des outrages et des calomnies de la Ligue. Les factieux voulant précipiter le dénouement, parlaient de le conduire dans la tour de Saint-Jean, à l'hôtel de Malte, en traversant la rue des Couteliers peuplée de forcenés et d'égorgeurs. Une maladie qui le mit aux portes de la mort les en empêcha. A ces journées sinistres, l'avocat général Jacques Daffis se cachait à Ranguel, aux environs de Toulouse, dans une maison de campagne célébrée en

vers latins, par le père Vanière, dans son *Prædium rusticum*. Du fond de sa retraite, il écrivait au maréchal de Matignon, gouverneur en Guyenne, et à son père, le premier président du Parlement de Bordeaux, pour les appeler au secours de Duranti. En même temps, il envoyait au roi une lettre portée, à franc étrier, par un conseiller clerc Guitard de Ratté. Ces lettres surprises par les ligueurs déchaînèrent contre Duranti les Dix-huit de Toulouse et les Seize de Paris qui accusaient Duranti et Daffis d'avoir affirmé qu'ils aimeraient mieux changer de Dieu que de roi. Daffis fut bientôt arrêté et enfermé à la conciergerie. Guitard de Ratté, poursuivi par tous les chemins, se sauva. On le condamna à mort par contumace; on confisqua ses biens et on pilla sa maison pleine de riches objets d'art et de livres précieux. L'évêque de Comminges laissait ainsi éclater sa colère : « Le premier président avait fait
« M. Ratté prieur des pénitents de Saint-Jérôme, mais il a
« été dégradé ignominieusement et raclé du livre, comme
« proditeur des catholiques. Il a été crié à trois biefs jours
« par la ville et on pense qu'il sera bientôt pendu en
« figure ! » Henri IV dédommagera plus tard Guitard de Ratté par des abbayes et par l'évêché de Montpellier.

Les factions demandaient, à grands cris, la mort du premier président. Duranti réclamait des juges et ne croyait pas qu'on le condamnât sans l'entendre. Le souvenir du massacre des protestants sur les marches de la conciergerie, égorgés sans jugement, dut planer sur son cachot et assombrir ses derniers jours. Pour armer les meurtriers, on le dénonça au peuple comme coupable de haute trahison et de complot ourdi, dans sa prison, avec

les hérétiques ; on criait dans les rues que le maréchal de Matignon marchait sur Toulouse, à grandes journées, que le baron de Blagnac, ami de Daffis, campait à la porte Saint-Cyprien et que les comtes de Carmaing et d'Aubijon arrivaient avec leurs troupes.

Ces bruits, passant de bouche en bouche, ameutèrent, le 10 février, une furieuse populace à la place Saint-Georges. Au signal des ligueurs, elle s'avance vers le couvent des jacobins, et, ne pouvant briser la porte à coups de hache, y met le feu. Une bande d'assassins entre sans résistance, et ses cris de mort parviennent jusqu'au cachot de Duranti où se trouvaient quelques pères jacobins. Les moines fondent en larmes ; le premier président se lève et attend. Chapelier, l'acharné ligueur, s'approche, une hallebarde à la main, et lui dit que le peuple le demande. Duranti comprend alors que c'est l'arrêt de mort : il s'agenouille, recommande son âme à Dieu et, s'adressant à sa femme qui couvrait de pleurs ses mains et son visage, il lui dit : « Je vous dis le dernier adieu, ma très chère épouse. « Les biens, les honneurs que je tenais de la bonté du « ciel vont m'être enlevés avec la vie. Mon âme va se « présenter devant le trône du souverain juge, pure de « tous les crimes qu'il plaît à mes ennemis de m'im- « puter. Mettez votre confiance en Dieu : il sera votre « consolation et votre soutien à jamais. Dieu est le maître de reprendre les biens qu'il m'a donnés. La mort « est la fin de la vie, mais n'en est pas le châtiment. « Je vais paraître devant le souverain juge. Espérons « en lui. Il nous sera toujours secourable. »

Duranti se revêtit des insignes de sa charge : Cha-

pelier, l'arrachant aux embrassements de sa femme, l'entraîna du côté de la porte à demi brûlée, et le présenta au peuple par cette parole sacrilège : « Voilà
« l'homme. » Duranti s'écria : « Oui, me voici. Quel est
« mon crime ? Par où ai-je mérité la haine qui vous
« anime contre moi ? Que celui d'entre vous à qui j'ai fait
« une injustice se lève et parle ? » Sa voix ne tremblait pas, et son visage où rayonnait son âme intrépide, exprimait plus d'étonnement que de frayeur. Cette fermeté calme étonna et intimida, un moment, les bandits. Les hommes les plus féroces s'amollissent devant ces nobles écroulements des grandeurs humaines : ils restaient muets et comme honteux sous ce noble et clair regard. De la fureur, ce peuple allait passer au respect et à la crainte et il se faisait comme un éclair d'émotion et de remords, dans cet attroupement humilié. Un scélérat fendit la foule et déchargea sur le prisonnier son mousquet en pleine poitrine. On a raconté qu'un autre, armé d'une fourchette, lui avait crevé les yeux. Duranti leva les mains au ciel et murmura, en s'affaissant, ces dernières paroles qu'une voix divine et mourante avait prononcées, quinze cents ans avant lui : « Mon Dieu, « pardonnez-leur, car ils ne savent ce qu'ils font. »

Le sang et la vie s'écoulaient par la large blessure. Le peuple, repris d'une fureur soudaine, se jette sur ce corps couché parmi les cendres et les charbons de la porte brûlée, le perce de coups de couteaux et de piques, l'attache à une corde et le traîne par les rues, le visage souillé et couvert de sang. « Ces furieux, au nombre de
« quatre mille, dit l'évêque de Comminges, le déchiquetèrent tellement, qu'il était impossible de le recon-

« naître ; car celui ne s'estimait malheureux qui ne lui donnait quelque coup. » Arrivée à la place Saint-Georges, où le bourreau pendait les meurtriers et les voleurs, une poignée de scélérats dresse le cadavre sur ses pieds, et n'ayant pas de potence pour le pendre, l'enchaîne au pilori, en plaçant sur ses épaules le portrait du roi couvert de boue. Ils lui arrachèrent les cheveux, lui crachèrent au visage, et le prenant par la barbe, le montraient au peuple et le souffletaient de leurs mains ou de leurs poignards, en disant : « Le roi t'était si cher, te voilà maintenant avec lui. » En signe de dérision, ils enlacèrent à ses pieds son blason figurant une tour à créneaux surmontée d'un soleil.

Les hommes ne se désaltèrent pas de sang, à traits rapides. Les meurtriers coururent à la conciergerie, entrèrent dans le cachot de l'avocat général Daffis, lui mirent un corde au cou, le massacrèrent à coups de hallebardes et de couteaux et le laissèrent, toute la nuit, dans une boue ensanglantée. De là, ils marchèrent vers les prisons de l'Official où était chargé de fers le serviteur qui avait cherché à défendre son maître : ils le pendirent au haut d'une potence de la place Saint-Étienne, et entraînés par l'avocat Balbaria, ils mirent au pillage la maison de Duranti, dispersant et brûlant ses beaux livres dont les capucins recueillirent les débris ; puis ils envahirent le Capitole et arrachèrent des murs un portrait du roi qu'ils traînèrent, par la ville, au milieu des huées. Ne pouvant tuer le roi, ils mirent son portrait à l'encan, et les petits enfants criaient : « A cinq sols, le roi tyran, pour lui acheter un licol ! »

Le lendemain, deux capitouls, des membres du Parle-

ment et quelques bourgeois, escortés du guet, allèrent à la place Saint-Georges et à la conciergerie recueillir les deux cadavres de Duranti et de Daffis, souillés de sang et de poussière et laissés à la voirie. Ils portèrent, sans bruit et dans l'ombre, Duranti, en l'église des grands cordeliers et Daffis, aux cordeliers du Salin. Le peuple avait déchiré la robe de Duranti, et son corps nu était resté à quelques pas du pilori. On l'enveloppa dans le portrait du roi : on couchait ainsi, dans la même tombe, le grand parlementaire et l'image de ce roi pour lequel il était mort. Duranti n'avait que cinquante-cinq ans. On a prétendu, quelquefois, que le président de Paulo, ennemi de Duranti et convoitant depuis longtemps sa charge de premier président, avait poussé le peuple à ce crime. C'est une calomnie dont l'histoire a vengé la mémoire du président de Paulo. Lafaille a comparé la mort de Duranti à la mort du président Brisson, étranglé dans sa prison de Paris par le bourreau des Seize et dont le corps fut pendu au haut d'une potence. Et Lafaille dit : « Duranti fut ferme, tandis que Brisson eut la faiblesse de demander qu'on lui laissât le temps d'achever son livre des Formules, en offrant de se nourrir à ses frais dans la prison. »

La haine populaire poursuivit Duranti et Daffis au delà de la mort. Que les vivants s'agitent et se livrent des batailles sans fin pour leurs passions ou leurs idées, c'est l'éternelle loi de ce monde, et c'est la condition humaine ; mais rien ne commande plus de réprobation que d'insulter aux morts et de leur refuser la paix de la tombe. Le syndic de la ville présenta au Parlement une requête tendant à faire condamner leur mémoire, et à

mettre en accusation quelques parlementaires détestés des ligueurs. Il faut tout dire : Sous cette pression de haines et de violences, le Parlement ne repoussa pas la requête, mais le procès n'alla pas plus loin. De ces clameurs, il ne sortit d'ailleurs aucune voix pour accuser ces nobles existences commencées et achevées dans la pauvreté. Le Parlement ressemblait à un navire battu des flots et emporté vers les écueils.

Les tempêtes populaires ne s'éloignent pas comme les orages. Le calme se fit lentement et à une heure de trêve, le président Bertrandi demanda les honneurs funèbres pour ces deux grandes victimes de la Ligue. Le Parlement les accorda par arrêt ; mais, afin de ne pas raviver ces luttes sanglantes, il attendit longtemps le jour des apaisements et des réparations. Ce n'est que trois années après, que les parlementaires et les ordres de la ville, en deuil, traversèrent ces mêmes rues où le cadavre de Duranti avait été traîné par les ligueurs, et entendirent son oraison funèbre au milieu des capitouls, des confréries, de l'université, des artisans et des bourgeois, et des ligueurs eux-mêmes, dans l'église des grands cordeliers, tendue de noir et parsemée d'écussons aux armes de l'ancien premier président. Un mausolée de marbre recouvrit ses cendres, et une épitaphe latine, attribuée à Passerat, célébra sa vie si cruellement tranchée. On y grava aussi ces vers d'Horace :

Non civium ardor prava jubentium,
Mente quatit solida.

Le Parlement rendit, avec un peu moins d'éclat, les mêmes honneurs aux cendres de l'avocat général Daffis,

à l'église des cordeliers de Saint-Antoine du Salin. Un arrêt solennel vengea la mémoire de ces deux grandes victimes de la guerre civile : il fut transcrit sur les registres secrets de la Cour.

Les poètes disent que le génie de certains hommes garde la vive empreinte de leur siècle, de même que les nuages prennent la forme des pays où ils passent, en se mouvant sur les vallées et les montagnes et en traversant les cieux. Duranti a été un de ces hommes qui ont reflété les ardeurs de ce seizième siècle, si brillant et si agité. Au travers de la transformation sociale, de son temps, il eut les ambitions, les entraînements, les austérités et le courage des plus grands parlementaires de son pays. Ame violente et vaillante, il défendit, de toute sa fougue, les croyances catholiques et la foi monarchique, ne pardonnant pas aux chancelants et voulant emporter d'assaut les convictions et les résolutions. Tant que ce rude champion de la royauté vit la Ligue dans les voies fidèles à la couronne, il arbora ses couleurs et se fit ligueur à outrance ; il la déserta, le jour où le roi, par un de ces retours familiers à son âme légère, se mit dans le camp opposé. Le roi était sa plus grande affection terrestre ; mais impuissant à comprimer le peuple, poussé par lui aux séditions, outragé plus tard et renversé par les passions populaires, il racheta, par sa mort héroïque, les fautes de sa vie.

Tous ceux qui ont cherché, comme lui, un soutien dans les faveurs du peuple en ont été les victimes. Ne jugeons point ces hommes du seizième siècle avec nos idées modernes. Par la liberté remuante et altière et les audaces de leurs réformes ou de leurs résistances, ils

ont formé une sorte de transition entre deux mondes. Duranti ne trahit jamais sa religion envers l'église et la couronne. Cet amour inébranlable de Dieu et du roi sont les deux grands traits de sa renommée. En pleine jeunesse, il avait inscrit, sur les murs de sa chambre, cette devise qui restera la vive image de son existence : *Deum timele et regem honorificate, usque ad mortem*. Il semblait entrevoir le couvent des jacobins, par delà les années.

C'est lui qui organisa à Toulouse la confrérie des pénitents, pour multiplier les manifestations religieuses à une époque où la réforme ébranlait le royaume ; il appela les capucins d'Italie, avec l'espoir que ces prédicateurs réveilleraient la ferveur catholique endormie, et il les nourrit, à ses dépens, jusqu'au jour où ils purent bâtir un monastère ; il encouragea la fondation du collège des jésuites, il créa la maison hospitalière du Saint-Esprit destinée à pourvoir au mariage des filles pauvres et le couvent de la Miséricorde où les prisonniers indigents trouvaient la rançon de leur liberté. Sa maison devint le refuge des prêtres chassés par les huguenots et sa main compatissante s'étendit sur tous les couvents ruinés par les guerres. A chacun de ces deux asiles de prisonniers et de filles abandonnées il légua 533 écus d'or. Il mourut le plus pauvre des premiers présidents, et sa veuve n'eut pour refuge qu'une maison de bernardines de Gascogne. Cet ambitieux et ce fougueux avait un cœur trempé des eaux les plus douces et les plus pures : un jour, dans l'église des Pères de la Merci, il se trouva à côté du bourreau, à la sainte table, au moment de la communion. Le bourreau

baissa la tête et s'éloigna. Duranti le retint et lui dit :
« Ici, nous sommes devant Dieu, et devant lui, nous
« sommes tous égaux. »

Jamais piété ne fut plus touchante à la fois et plus haute. Il composa cette prière, le jour où le roi l'éleva à la première présidence : « O Dieu, infiniment saint ! en
« qui réside éternellement la plénitude de toute sainteté,
« accordez à votre serviteur, que votre volonté a placé
« à la tête du Parlement de cette ville et de toutes les
« provinces sur lesquelles il étend ses droits, d'achever
« sa course d'ici-bas avec la pureté et la simplicité de
« cœur, avec des mœurs justes, intègres, animées de
« l'esprit de votre sainte religion, afin que dans tout ce
« que je ferai, votre nom soit sanctifié d'une manière
« éclatante. Je ne veux avoir, Seigneur, d'autre gloire
« que la vôtre. Je désire que tous les hommes glori-
« fient votre nom sacré et lui rendent toutes sortes
« d'honneurs et de louanges ! »

On ne sait, en vérité, comment ce lutteur, toujours sur la brèche, trouvait assez d'heures silencieuses, pour écrire ses *Décisions sur de grandes questions de droit civil et de droit canon*, enrichies des savantes notes de Ferrières et son *Traité des rites de l'église catholique (De Ritibus ecclesiæ)* en langue latine, qui reflétait un esprit largement abreuvé aux saintes lettres. Au couvent de la Grande-Observance de saint François de Toulouse, on gardait cette tradition que Duranti entraît, tous les samedis soirs, et les veilles des grandes fêtes, à la bibliothèque du couvent et y travaillait jusqu'à matines. Rose de Caulet, sa seconde femme, n'a-t-elle pas aussi raconté qu'il passait la moitié de ses nuits à lire la vie des saints et à écrire

ses ouvrages ? C'est ainsi qu'il reprenait haleine, entre deux audiences ou deux émeutes, se mêlant, sans se troubler, aux agitations du monde et revenant sans effort au silence et à la solitude. Les heures de ses journées étaient coupées comme celles d'un moine dans son cloître. En lui, l'âme maîtrisait, à son gré, les passions de parti et se détournait, quand il lui plaisait, des tumultes de son temps. Il aimait aussi les lettres profanes et il attira au collège de l'Esquile les professeurs les plus fameux, il releva, aux écoles de l'Université, les études délaissées et affaiblies, et il fit sortir de la nuit des talents que la pauvreté empêchait d'aller à la lumière et à l'honneur.

Mais sa vraie patrie et son champ de bataille étaient le Parlement. Il en était, selon le mot d'un chroniqueur, l'astre rayonnant, en fermant l'entrée à ceux qui ne semblaient pas dignes de porter le mortier et la robe rouge, résistant aux créations incessantes et ruineuses des charges parlementaires, repoussant les édits bur-saux, ne désarmant jamais sur les questions de tradition et de discipline intérieure, jaloux de la solennité des audiences, et ne déviant jamais des chemins de la justice et de la vérité. Il y eut une ombre à cette figure sévère : la vanité le toucha au cœur ; il ne lui suffisait pas de descendre d'un père conseiller aux requêtes, il prétendait à une plus illustre origine, se vantait d'être de la même race que le savant évêque de Mende, Guillaume Duranti d'une vieille et illustre souche des Cévennes, connu surtout sous le nom de *speculalor*, en souvenir de son *speculum* ou miroir judiciaire, dans lequel il avait rassemblé tous les travaux des légistes des siècles

écoulés. Il aimait aussi les nouvelles à la main et se plaisait à percer les scandales secrets des familles. N'est-ce pas lui, je l'ai dit, et le Parlement ne lui passa jamais cette nouveauté, signe de luxe et de mollesse, qui ne voulut jamais monter sur une mule, en allant au Palais et qui parut le premier, en carrosse ? Ce sont là les reproches qu'on lui adressait en son temps. En face de la vie et de la mort de ce martyr de l'État, comme l'a appelé le cardinal de Retz, qui oserait, de nos jours, lui jeter la première pierre. Dans son portrait, conservé à la chambre dorée, le mortier en tête, un livre dans une main, en robe rouge, le manteau d'hermine aux épaules et le cou dans la fraise raide comme une armure, il regarde en face avec une sérénité impassible. Un sentiment de tristesse profonde respire sur les lèvres entr'ouvertes, dans le front plissé de rides et plein de soucis, et dans les yeux cernés par les veilles et les émotions de l'âme. Ce n'est point la haine ou la colère qu'exprime ce regard d'aigle, mais une volonté tendue et ferme comme un glaive. L'homme est là, enchassé tout vif, dans son cadre d'or avec son visage amaigri, pâle, allongé par la barbe noire taillée à la manière de Sully et éclairé par un jour sombre qui semble l'envelopper d'un voile de deuil.

CHAPITRE XXI

Le président Dufaur de Saint-Jory et les parlementaires de cette époque. — Émotion causée dans le royaume par la mort de Duranti et de Daffis. — Le formulaire de la Ligue. — Divers procès au Parlement. — Le Parlement veille à tout. — Mort de Catherine de Médicis. — La Baillée des roses.

Cette grande renommée de Duranti a fait pâlir les autres, qu'il faut pourtant dégager de leurs nuages. Le Parlement n'eut pas de plus savantes intelligences et de plus glorieux esprits qu'à ce milieu du seizième siècle : le président Dufaur de Saint-Jory, le plus sage et le plus prudent des philosophes, étranger aux disputes politiques, vivant avec ses livres, dans sa terre de Saint-Jory où de Thou et Pithou le visitèrent à l'automne de 1582, cueillant ses fruits sur l'arbre et ses journées à l'ombre, en oubliant les tristesses de son temps ; Mathieu Chalvet, président aux enquêtes, traducteur de Sénèque, dont Huet, évêque d'Avranches, a loué l'érudition élégante et l'incorruptible probité ; le président de la chambre des requêtes, Bernard de la Rocheflavin, illustre par son histoire des parlements de France et qui se glorifia d'avoir partagé, après la mort de Duranti, le sort des parlementaires proscrits ; le conseiller Géraud de Maynard, d'une science vigoureuse et d'une inébranlable fidélité au roi, gallican, esprit patient et chercheur, qui recueillit les arrêts du

Parlement; le conseiller de Jossé, prompt à saisir, d'après le mot de Maynard, « les chicaneries et pille-
« ries des praticiens, ce vrai vautour à long et noir plu-
« mage », mais prompt aussi aux colères, même à l'au-
dience, et surnommé en riant par Maynard, le Bouillant
Achille; les conseillers Pierre Sabatier, de Prohen-
ques, de Malard, de Papus, d'Ambès, Rudelle, de Gar-
gas, de Filères, Bérail, Buhès et Salluste, et les pré-
sidents du Tournoër et de Verdun, vantés pour leurs
vastes connaissances et leur influence sur les arrêts de
la Cour; le président de Paulo qui a déjà paru, plus
d'une fois, sur la scène parlementaire, ligueur effréné,
éloquent, populaire, respecté de la bourgeoisie, doué du
génie des affaires, habile aux expédients et aux intrigues,
détestant Duranti parce qu'il était le premier au Par-
lement, tranchant au conseil, allant froidement au dan-
ger, tenant à honneur de porter une armure aussi bien
que la robe, et réunissant, dans son blason, un mortier
de président et un glaive hors du fourreau, sous les-
quels flottait une devise guerrière aux plis d'un large
gonfalon couleur de feu. Il s'était fait peindre en robe
rouge, une main sur un livre, et une autre sur la garde
d'un glaive, pour montrer qu'il était prêt aux combats
de la parole et de l'épée.

Le souvenir de la mort de Duranti et de Daffis planait
sur les Parlements du royaume: à Rouen, des fana-
tiques menacèrent les parlementaires d'un massacre.
C'est alors que Mayenne apporta à Rouen le formulaire
de la Ligue, où les membres du Parlement devaient
signer l'engagement de soutenir les ligueurs. Les trem-
bleurs obéirent à Mayenne, et rétractèrent ensuite leur

promesse ; les plus courageux protestèrent contre cette violence. On ne retrouve aucune trace de ce formulaire à Toulouse.

Ni les guerres, ni les séditions, ni les massacres n'y suspendirent jamais le cours de la justice. Les procès ne manquaient pas aux avocats et aux procureurs. Les parlementaires, au sortir des émeutes, reprenaient les audiences, malgré les ordres du roi qui leur écrivait de quitter Toulouse ; ils remontaient sur leurs sièges, recueillis dans leurs travaux et leurs devoirs, n'entendant que la libre voix de leur conscience. Ils jugeaient, avec le même calme et la même fermeté, le peuple, la bourgeoisie, le clergé ou la noblesse : une pauvre religieuse clarisse égarée et voulant jeter sa robe aux orties ; Isabeau de Beauville, comtesse d'Escars ; Antoinette de Folquier ; la dame de Mirepoix et Antoine de Latour, vicomte de Villemur, plaidant en matière de prélation ; le maître des requêtes, de Saint-Pol ; le duc de Joyeuse condamné à réparer l'église de Fronton ; l'évêque de Saint-Papoul rappelé durement à ses obligations de défendre son évêché et son chapitre et de faire rendre bonne justice ; Roger de Comminges, vicomte de Bruniquel en lutte avec sa sœur Claude de Comminges ; l'évêque de Rodez, François de Corneillan, décrété de prise de corps, pour avoir fomenté une sédition dans sa ville épiscopale ; les consuls, les corps de métier, les chanoines, les villes, les abbayes, les prieurés et les monastères. Ils ordonnaient les informations criminelles sur les meurtres et les incendies commis à Saint-Bertrand-de-Comminges et dans le Rouergue ; ils réduisaient à l'obéissance les villes rebelles et faisaient

démanteler leurs forteresses ; ils relevaient les murailles des villes fidèles, ils restituèrent aux évêques leurs évêchés pris par les huguenots, ils réglèrent les attributions des justices inférieures, évoquant de graves procès à leur barre et enregistrant ou refusant d'enregistrer des édits, selon qu'ils leur paraissaient favorables ou nuisibles aux intérêts de l'État.

Dans cette confusion du royaume et ce désordre des pouvoirs publics, c'est le Parlement qui surveille la ville et la province tout entière, l'université et les couvents, l'inquisition et la vente des livres, la simonie, le scandale des cris séditieux et des blasphèmes, et qui remplace les juges entachés d'hérésie ou les transfère d'une ville à l'autre. Il confirme ou infirme la nomination des régents aux chaires de droit civil et de droit canon, il lève des impôts, il décide de la paix ou de la guerre, il dispose des grands commandements et prescrit les sièges et les batailles, il remet en paix barons, sénéchaux, vicomtes et seigneurs, fait raser les donjons des révoltés et met des garnisons dans les places menacées. Il distribue les aumônes, il élargit les routes, il rend aux catholiques leurs maisons et leurs terres et rétablit l'hôtel des monnaies.

Quand la peste ou la guerre disparaissaient des villes, le Parlement enjoignait aux habitants d'y rentrer. Il ne quittait plus Toulouse, et telle était la satisfaction du roi de voir les parlementaires braver la contagion, qu'en cas de mort, il octroya leurs charges à leurs héritiers. Il y avait, sous ce règne, au Parlement, quatre chambres composées de dix présidents, dont six à mortier, de cinquante-deux conseillers, de trois officiers du

parquet et de deux greffiers. Le Parlement veillait à tout et touchait à tout dans la vaste étendue de la province. Il adressait des remontrances au roi et scrutait, d'un œil inquiet, la politique de la reine mère qui usait sa vie aux négociations et aux intrigues et à la vaine poursuite de cette chimère d'un équilibre entre les deux partis religieux.

On voit, par les registres du Parlement, comment elle parvenait à couvrir les folles dépenses de sa maison. Elle demanda aux parlementaires de Toulouse le moyen d'acquitter ses dettes immenses par la vente de ses terres, droits et revenus du comté de Lauraguais. Il fallait bien payer les frais de ces fêtes amoureuses, où l'escadron volant de trois cents dames et demoiselles d'honneur, qui suivait partout la reine Catherine, attirait une troupe de seigneurs et de gentilshommes. Dès que le roi eut autorisé, à l'aide de ces aliénations, le paiement de ces dettes frivoles, masquées sous le beau nom de dettes contractées dans l'intérêt du royaume, la reine Catherine se hâta de céder le comté de Lauraguais, moyennant 63,000 écus, à l'évêque de Langres. Plus tard, et par arrêt du Parlement, ce comté revint à la reine de Navarre, Marguerite de Valois.

La reine Catherine voulait faire encore bien des choses en ce monde. La mort la guettait au château de Blois. De la place où était tombé le duc de Guise, la reine mère avait déjà aperçu avec terreur, en son astrologie, le noir nuage qui chassait du ciel son étoile et l'enveloppait de l'éternelle nuit. Elle eut du moins pour garder son cœur, ce cœur de marbre, la belle urne

dorée où Germain Pilon sculpta les trois molles et insouciantes figures de la foi, de l'espérance et de la charité, dont les robes flottantes et les franges élégantes rappellent, moins le chœur des vertus, que la ronde, souriante et légère, des Heures et des Grâces.

Le Parlement célèbre les funérailles de la reine mère, mais le printemps revenait et chassait, d'un coup d'aile, les fléaux et les ombres des morts, en ramenant, à ce renouveau de l'année 1589, la baillée des roses, fête charmante, embaumée de fleurs et de poésie et liée à l'histoire du Parlement. La Rocheflavin l'a dit, en son langage : « Les fleurs ont été toujours un honneur
« qu'on a fait aux grands. Ce qui autrefois se faisait
« aux rois et aux empereurs, notre ancien usage de
« France le fait à ceux qui représentent immédiatement
« ses rois en l'administration de sa justice souveraine.
« Car la présentation que les princes, pairs et autres
« pairs de France, archevêques et évêques, font des
« roses, couronnes et bouquets de fleurs aux cours de
« Parlement, c'est pour honorer le roi en son lit de jus-
« tice. »

C'est ainsi que, chaque année, au retour de la saison des roses, les princes et les pairs offraient, suivant la vieille coutume, des bouquets au Parlement. Les pairs se gardaient de se soustraire à cette redevance printanière, hommage réservé à l'ancienneté de leur race et souvent disputé, entre eux et les princes du sang, autant que leur rang aux lits de justice ou au sacre des rois. Au Parlement de Toulouse, où les rois de Navarre se soumettaient à cette cérémonie, en qualité de comtes de Foix, de Fézensac et de Rodez, la baillée des roses

remontait loin. Le plus ancien monument qui l'atteste est un arrêt de 1520, accordant ce droit d'offrande aux évêques, à défaut de la grande noblesse du Languedoc, descendant des races conquérantes, chassée ou tuée dans la guerre des Albigeois par Simon de Montfort. En 1560, la baillée fut faite par le duc de Montpensier.

Les évêques refusèrent souvent de s'incliner sous une coutume qui n'avait pas été faite pour eux, mais quand ils résistaient, le Parlement les y contraignait et saisissait leur temporel. Il ne s'arrêta même pas devant la tombe de l'archevêque Colbert qui avait négligé de payer la redevance des roses; il fit saisir ses biens, après sa mort, pour payer les frais de la baillée du printemps. La punition était dure pour le refus d'un bouquet d'œillets ou d'un panier de fleurs, mais le maintien des traditions et l'atteinte portée à l'autorité du Parlement lui commandaient ces jalouses et sévères décisions.

Au printemps de 1589, la Cour rendit un arrêt portant que la reine Marguerite de Navarre, sœur du roi de France, comtesse du Lauraguais et du Rouergue, le cardinal de Joyeuse, archevêque de Toulouse, duc et pair de France, les archevêques de Narbonne et d'Auch et le duc d'Uzès qui avaient oublié la baillée des roses, eussent à présenter les chapeaux de fleurs, au mois de mars prochain, et qu'au besoin ils y seraient contraints par « les voies dues et raisonnables ». C'était là sa formule retrouvée en plus de vingt arrêts sur la baillée des roses, et qui poursuivait la reine de Navarre, pleurant ses amours et sa couronne au fond de l'Auvergne en son château d'Usson, d'où elle demandait au roi,

que la nomination à une charge vacante de président à mortier au Parlement de Toulouse lui fut attribuée, afin de la vendre et d'augmenter ses ressources. D'autres arrêts de 1603, 1621, 1663, 1672 et 1684 rappelaient, à l'observation de ces règles, ceux qui les délaissaient.

Le cardinal de Joyeuse, madame Catherine sœur du roi de Navarre, les archevêques d'Auch et de Narbonne, baillèrent ainsi, le 27 avril de cette terrible année 1589, les roses au Parlement. Ils semèrent la jonchée dans les chambres du Palais, et firent servir un déjeuner princier aux parlementaires et aux gens du roi, aux greffiers et aux huissiers. Ils leurs portèrent ensuite, sur un grand bassin d'argent, des bouquets de roses et d'œillets mêlés de fleurs naturelles ou de soie, de diverses couleurs, avec des couronnes où étaient peintes leurs armoiries, en nombre égal au nombre des présidents, conseillers et greffiers. Selon l'usage, ils présentèrent une pareille couronne au premier huissier.

- Les hautbois jouaient au jardin et dans la cour du Palais où la Basoche plantait son mai. La baillée finie, la messe commença et après la messe, la grand'chambre ouvrit son audience à laquelle assistèrent ceux qui venaient d'offrir les roses. Le soir, les hautbois jouèrent encore devant les maisons des présidents, à l'heure de leur dîner, et la nuit, les écoliers et les clercs dansaient autour du mai et chantaient sous les étoiles.

Ce n'était pas un spectacle sans grandeur et sans poésie que celui de ces justiciers austères, redoutés et respectés, recevant ce charmant hommage que les princes, les pairs, et les archevêques ou évêques rendaient

à leur science et à leurs vertus. Cette joyeuse et renaissante floraison, qui revenait, tous les ans, au mois des fleurs et de la verdure des bois, pâlit au souffle des années. Le Parlement de Toulouse laissa mourir sa redevance printanière au milieu du dix-huitième siècle. La baillée des roses n'attendit pas la Révolution pour se dessécher. Ce souvenir de la baillée des roses inspira, un jour, à l'avocat général Louis d'Orléans sa mercuriale sur le jardin de justice, au Parlement de Paris. Il disait : « Je veux aujourd'hui vous conduire, « par la main, dans les vergers de la justice, en ces déli- « cieuses allées où elle se promène, et lorsqu'elle vient « à ouvrir la bouche, on dirait que c'est un monceau de « fleurs odorantes de thym, de lys et de roses qu'elle a « cueillies et qu'elle répand autour d'elle. »

Outre la baillée des roses, il y eut, de loin en loin, au Parlement de Toulouse, la baillée des noix, en usage au Parlement de Paris. Parfois, après les vacances, les conseillers prêts à se marier, présentaient, le jour de la rentrée de la Saint-Martin, et en sortant de la messe rouge, leur contrat de mariage à la signature du premier président, et en retour, leurs fiancées offraient trois noix au premier président : souvenir des noces romaines, *spargite nuces*.

C'est assez longtemps s'arrêter à ces doux rivages. Les désordres, les fléaux, les tristesses et les guerres de la fin du seizième siècle sont aux portes du Parlement. Il faut encore s'engager dans leur mêlée et reprendre la haute mer.

CHAPITRE XXII

Toulouse après la mort des Guise. — Leur apothéose. — Mayenne et le Parlement. — Les États à Castelnaudary. — Le cardinal de Bourbon nommé roi sous le nom de Charles X. — Le Parlement se jette dans la Ligue. — Placards sur les maisons de la ville. — Appel au régicide. — Le Parlement à Carcassonne. — Guerre à coups d'arrêts entre le Parlement de Toulouse et le Parlement de Carcassonne. — Alliance de Henri III et du roi de Navarre. — Mort de Henri III. — Explosion de joie. — Deux nations rivales. — Les Parlements du royaume. — Le Parlement reconnaît le cardinal de Bourbon pour roi — Le Parlement de Carcassonne reconnaît pour roi de France le roi de Navarre. — L'évêque de Rodez. — La trêve. — Les sermonnaires. — L'évêque Urbain de Saint-Gelais et la confrérie du saint sacrement. — Violence des sermonnaires. — L'évêque de Comminges en habit de guerre. — Agitation à Toulouse. — Une émeute. — Une procession de la Ligue. — L'évêque de Comminges maître de la ville. — Le président Bertrandi. — Détente dans les esprits. — Reprise de la guerre. — Fuite de l'évêque de Comminges. — Négociations. — Le premier président Jean d'Auxerre. — Les États de la Ligue. — Mort du cardinal de Bourbon. — L'armée du roi de Navarre. — Promesses du prévôt des marchands et de l'échevin de Paris à la ville de Toulouse. — L'archevêque Genebrard et les envoyés de Mayenne. — Conspiration contre le Parlement. — L'avocat Tournier. — Bataille dans les rues. — Le peuple de l'île de Tounis. — Arrêt publié au nom du Parlement. — Les pamphlets de ce temps.

Les princes de Guise n'emportèrent pas, dans la tombe, les colères et les vengeances de leur parti. A Toulouse, à la chapelle des pénitents noirs, on fit une sorte d'apothéose du duc et du cardinal de Guise.

L'évêque de Comminges, Urbain de Saint-Gelais, célébra la messe, et quelques jours après, le provincial des minimes prononça l'oraison funèbre à l'église Saint-Étienne, devant tous les corps de la ville, le Parlement à leur tête. Au sortir de ces funérailles, les capitouls, violant leur serment d'obéissance envers le roi, résolurent d'envoyer une députation au duc de Mayenne, proclamé à Paris lieutenant général du royaume ; le clergé et le Parlement lui envoyèrent, à leur tour, l'évêque de Castres, un chanoine et deux conseillers, pour demander qu'un prince de la maison de Guise commandât, en Languedoc, l'armée de l'Union. Les Dix-Huit choisirent pour leur député l'avocat Grégoire. Mayenne promit de ne céder cet honneur à personne et de venir, lui-même, commander l'armée, si l'armée le souhaitait. En attendant, il écrivit au marquis de Villars, qui commandait en Guyenne, de prêter main-forte aux Toulousains.

Mayenne, corps obèse et esprit hésitant, le seul qui n'eut ni caractère ni vigueur dans cette maison de Lorraine, croyait mener les affaires du Parlement comme celles de la Ligue. Il se trompait. Il écrivit au Parlement qu'il songeait à remplir les sièges de Duranti et de Daffis et qu'il destinait la première présidence au président de Paulo et la charge laissée par Daffis au conseiller Benoît. Le Parlement, ne voulant pas se soumettre à cette volonté du nouveau chef de la Ligue, décida que ces nominations n'auraient pas lieu, à raison du malheur des temps. Ce retard suscita des brigues ardentes ; le peuple, excité par ces intrigues des parlementaires, se groupa en tumulte sur la place de la

Daurade et menaça de piller ce quartier. Les capitouls, mandés au palais, déclarèrent qu'il ne fallait chercher la cause de ces désordres, que dans les manœuvres de quelques ambitieux du Parlement. On ordonna une enquête contre les meneurs de ces séditions. Les registres ne disent rien des suites de cette enquête.

Le Parlement réclamait vainement au roi vengeance du sang versé et de la mort de **Duranti** et de **Daffis**. **Henri III**, affaibli et environné de pièges, ne se sentait pas assez fort pour faire un coup d'état. Il écrivit au Parlement, auquel il reprochait son ingratitude, qu'il se proposait de châtier la ville par la privation de sa cour de justice, du bureau des finances de la monnaie et des autres juridictions ; il lui envoya même des lettres patentes pour en ordonner la translation dans telle ville qu'il plairait au Parlement de choisir, sous peine de l'interdiction de leurs charges aux chancelants et aux rebelles. Sans s'arrêter à ces reproches et à ces menaces, les parlementaires députèrent les deux conseillers **Philippe de Bertier**, chef du conseil de la reine de Navarre, et **Jean de Vézian**, au maréchal de Joyeuse, pour l'engager à se lier, par serment, aux articles de l'Union. Le maréchal, ami de Mayenne, n'hésita pas à convoquer, le 13 avril 1589, à **Castelnaudary**, les États de cette partie du Languedoc qui commençait à reconnaître le vieux cardinal de Bourbon, second prince du sang, cette ombre de roi, sous le nom de **Charles X**.

Un des députés du Parlement, **Philippe de Berthier**, d'un esprit fin et adroit, présenta, à cette assemblée des États, les articles de l'Union approuvés par le Parlement. L'évêque de Saint-Papoul qui présidait, le remer-

cia, au nom des États, et le fit asseoir, selon la règle, après les évêques. L'assemblée, dévouée à la Ligue, se rendit aussitôt avec le maréchal de Joyeuse à l'église des Cordeliers et jura, sur les évangiles, de protéger et de défendre la religion catholique, de conserver au Parlement son autorité et de faire observer les articles de l'Union. Afin d'empêcher Mayenne de disposer des charges du premier président Duranti et de l'avocat général Daffis, elle arrêta aussi qu'il serait sursis, pendant six mois, à ces nominations. Les États finirent par former un bureau composé des trois ordres et de quelques conseillers de la Cour, afin de pourvoir aux affaires d'état, sous le bon plaisir du Parlement et du maréchal de Joyeuse. On attacha une sorte de conseil à la suite du maréchal ; l'évêque de Lodève, deux parlementaires et quelques membres du tiers état formèrent ce conseil ambulatoire qui dirigea et fortifia, un moment, la Ligue.

Le Parlement, oubliant qu'il n'avait qu'à perdre à cet effacement de la couronne, se jetait dans la Ligue. En croyant mieux servir la religion catholique, il s'engageait violemment dans la guerre civile et sortait des voies de la justice. Il ne lui suffisait pas de pousser à la révolte à Toulouse ; deux conseillers revenant de Paris avec l'évêque de Castres, et passant par l'Auvergne, entrèrent aux États de cette province et y parlèrent avec tant de chaleur en faveur de la sainte Union, que l'assemblée embrassa leur parti. On vit alors afficher sur les murs de la ville la fameuse *Déclaration de messieurs les habitants de Toulouse*. Il y était dit, que si pour l'administration d'une république, la paix valait mieux

que la guerre, il n'en fallait pas moins guerroyer pour les justes causes, malgré les désordres, les crimes et les ruines des guerres. La *Déclaration* sortant tout à coup de ces nuages s'écriait :

« A présent, il est plus que nécessaire de prendre les
« armes contre Henri de Valois, jadis roi de France, qui
« est hérétique, perfide et tyran, ainsi que cela est con-
« firmé par Messieurs du Parlement de Toulouse, les-
« quels ont donné un arrêt, il n'y a pas longtemps,
« contre Henri de Valois, par lequel ils donnent puis-
« sance à un chacun de prendre les armes contre lui,
« et l'ont déclaré indigne et incapable du nom et titre
« royal, et absous tous ceux qui prendront les armes
« contre lui, du serment de fidélité qu'on lui a juré à
« son sacre, et l'ont donné en suivant l'avis de mes-
« sieurs de la faculté de théologie de Paris, lequel vous
« avez vu, comme je le crois, tant en latin qu'en fran-
« çais. »

On a le ton : la *Déclaration* continuait, en appelant le roi, vilain Hérode, traître, déloyal et hérétique, méritant une mort misérable, de même que tous les tyrans de l'antiquité. Elle finissait ainsi :

« Je crois fermement que Henri de Valois sera puni
« d'une plus misérable mort que ne fut pas celle de
« Sylla, mangé des vers par permission divine et se
« verra dans peu de temps. Donc, puisque vous voyez,
« tant messieurs du Parlement de Toulouse, que mes-
« sieurs de la faculté de théologie de Paris, vous exciter
« à prendre les armes contre ce malheureux Henri de
« Valois hérétique, et puisque vous voyez les histoires
« qui déclarent les punitions qu'ont eu les misérables

« tyrans comme lui, prenez les armes contre lui, ban-
« dez-vous contre lui, afin de lui faire sentir le loyer de
« ses méfaits et Dieu vous en aidera, ce que espérant
« que vous ferez en brief, je prierai le bon Dieu de vous
« inspirer le cœur à tous, afin de prendre les armes con-
« tre ce malheureux tyran. »

On ne fit jamais un plus audacieux appel au régicide. Ce cri des Toulousains allait retentir aux bords de la Seine et mettre le poignard aux mains d'un moine assassin. Mais le Parlement de Toulouse a-t-il vraiment rendu, contre Henri III, cet arrêt de déchéance dont parle la *Déclaration*, en déliant du serment les sujets du roi et en les pressant de prendre les armes ? Cet arrêt ne se retrouve pas sur les registres du Parlement ; faut-il penser qu'il a été inscrit sur les registres secrets ? Mais telle est la passion des partis qu'elle altère souvent et dénature toutes choses. De ces déchaînements d'un peuple ameuté contre le roi et des tumultueuses mêlées d'opinions à la grand'chambre, on est arrivé à croire à un arrêt de déchéance royale. Les partis ne se laissent pas enchaîner par la vérité et écrivent leur histoire sous le vent qui les agite.

Le parti ligueur de Toulouse se livrait à de douloureuses représailles. C'est lui qui inspira au syndic de la ville la fameuse requête pour faire le procès, non seulement à la mémoire de Duranti, mais encore à Pierre Sabatier de la Bourgade, doyen des conseillers au Parlement, qui s'était réfugié auprès du duc de Montmorency, dans la ville de Carcassonne restée fidèle au roi. Le Parlement traita aussitôt cette ville d'ennemie de la sainte Union, dans son arrêt de la transla-

tion du sénéchal de Carcassonne en la ville de Limoux. La ville de Carcassonne se divisa en deux camps : la cité, enfermée dans ses remparts, tenait pour la Ligue, et la ville basse arborait le drapeau du roi. Dès que la ville, fidèle à la couronne, apprit les desseins de Henri III d'enlever à Toulouse la Cour de justice, elle aspira à l'honneur de devenir le siège du Parlement. Un conseiller au présidial de Carcassonne partit bientôt pour Paris d'où il rapporta deux édits du roi de Navarre, datés du camp de Beaugency, le 17 juin 1589, l'un enlevant à Scipion de Joyeuse le gouvernement de la province pour le donner à Montmorency, et l'autre transférant le Parlement à Carcassonne et désignant les membres de ce Parlement pris dans le présidial.

L'ouverture de cette nouvelle Cour royaliste se fit le 13 novembre de l'année 1589, dans le réfectoire du couvent des augustins, transformé en salle d'audience, devant le vicomte de Mirepoix, maréchal de la foi, sénéchal de Carcassonne et commandant pour le roi, dans le Haut-Languedoc, en l'absence du duc de Montmorency, sur le réquisitoire de l'avocat général Gibron, dont la harangue, longue et confuse, remonta à Aristote, à Platon et aux druides, qu'il appela les ancêtres des Parlements. Le président Pierre de Sabatier prononça l'enregistrement de l'édit royal, avec défense à tout le ressort de reconnaître d'autre Parlement que celui qui siégeait à Carcassonne, sous peine de crime de lèse-majesté. Sous les mêmes peines, il ordonna que le bureau des finances et les juridictions se transporteraient de Toulouse à Carcassonne, dès la réception de cet arrêt.

Ce fut toute une guerre entre les deux Parlements.

Ils se battaient à coups d'arrêts ; ce que l'un ordonnait, l'autre le cassait. Joyeuse arriva à Toulouse pour entrer en campagne et demander des secours aux États assemblés au Capitole. Autant le Parlement encourageait et soutenait les états assemblés à Toulouse, autant il combattait les États convoqués à Béziers par le duc de Montmorency. De même que les États, le peuple des villes et des campagnes se partageait en deux partis.

Pendant ce temps, Henri III et le roi de Navarre s'embrassaient en Touraine, battaient partout la Ligue et marchaient sur Paris. Mayenne, en déroute, appelait à lui les Espagnols, les Allemands et les Lorrains. Rien ne venait. Les ligueurs effrayés redoutaient les vengeances du roi qui avait dit, un jour, en regardant, de sa mine sombre, la ville de Paris, du haut de la colline de Saint-Cloud : « Cette ville est trop grosse ; il faut lui prendre du sang. » C'est le sang royal qui allait être versé le premier, par le coup de couteau du moine jacobin, Jacques Clément. Le 2 août 1489, Henri III expirait, en exhortant la noblesse à se soumettre au roi de Navarre enclin à se convertir. Le dernier des Valois laissait ainsi le trône aux Bourbons.

Mayenne se hâta d'annoncer cette nouvelle au Parlement de Toulouse, dans une lettre où l'ambition hautaine perçait sous l'humilité du respect et des louanges. De furieux pamphlets contre la mémoire du roi furent, en même temps, répandus dans la ville. Les Dix-Huit et les plus endurcis ligueurs y glorifiaient le régicide et mettaient, au nombre des martyrs, le moine assassin dont le frère Richard, provincial des minimes, prononçait l'oraison funèbre à l'église des Jacobins, devant le Par-

lement, en robes rouges, et les grandes compagnies de la ville. Les prédicateurs de la Ligue accusaient Henri III d'avoir protégé la réforme, et c'en était assez pour détourner la pitié de sa mémoire ; ils saluaient, comme le retour de la foi triomphante, l'avènement du cardinal de Bourbon. On chanta en son honneur un *Te Deum* à l'église Saint-Étienne, et des feux de joie s'allumèrent sur la place du parvis. Le pays semblait toucher à sa perte. Deux nations rivales se disputaient le royaume : d'un côté, la Ligue maîtresse de Paris et des grandes villes de province, comptant sur les Parlements et appuyée par les soldats et l'argent de l'Espagne ; de l'autre, le roi de Navarre abandonné d'une foule de seigneurs huguenots criant à la trahison, et de seigneurs catholiques ombrageux et passionnés. Autour du roi de Navarre, on ne voyait plus que des volontaires indisciplinés et des gentilshommes dégoûtés de la guerre : il se trouvait sans troupes, sans sujets, sans gouvernement et sans finances.

A Paris, à Dijon et à Grenoble, les Parlements reconnaissaient pour roi le cardinal de Bourbon et pour lieutenant général le duc de Mayenne. A Aix, le Parlement osait appeler un prince étranger, le duc de Savoie, qu'il nommait gouverneur général de la Provence. La satire Ménippée avait raison de s'écrier dans la harangue de d'Aubray : « On peut faire des sceptres et des couronnes, mais non des rois pour les porter ; on peut faire une maison, mais non pas un arbre et un rameau vert. »

Le Parlement de Toulouse, entraîné par les ligueurs, écrivait lettres sur lettres à la noblesse des villes du

ressort, pour l'encourager à se ranger sous le drapeau du vieux cardinal. La noblesse ne répondit que par des hésitations ou des résistances. Les parlementaires rendirent alors, toutes chambres assemblées, un arrêt qui enjoignait à la province, à peine de mort, pour crime d'hérésie, de reconnaître Charles X, cardinal de Bourbon, pour roi et souverain seigneur, qui ordonnait que les arrêts de la Cour et les lettres de la chancellerie seraient scellés du nom du roi Charles X et que les monnaies seraient frappées à son effigie. Le duc de Mayenne restait lieutenant général du royaume jusqu'au jour où le cardinal de Bourbon, sorti de captivité, en déciderait autrement. En l'absence du maréchal de Joyeuse, son fils Scipion, duc de Joyeuse, fut lieutenant général de la Ligue en Languedoc.

Le Parlement alla plus loin. Le 22 du mois d'août de cette année 1589, il rendit un nouvel et douloureux arrêt enjoignant aux princes, prélats, seigneurs, aux nobles ou bourgeois, artisans ou manants, de réunir leurs conseils, leurs fortunes et leurs forces pour la défense de la religion catholique, apostolique et romaine ; aux évêques et aux curés des villes et des bourgades d'adresser au ciel des prières publiques, en actions de grâces pour « la miraculeuse et épouvantable mort de « Henri III » et pour la délivrance de Paris et des autres villes du royaume. Il ordonnait aussi de faire, chaque année, le premier du mois d'août, des processions et des prières, en souvenir et reconnaissance d'un aussi « grand bienfait ». Les évêques et les curés recevaient, aux termes du même arrêt, l'injonction de maintenir la bulle d'excommunication contre le roi de

Navarre, avec défense de le reconnaître pour roi, sous peine de mort, comme hérétiques et perturbateurs du repos public.

Cet arrêt a été arraché des registres. Était-ce bien le Parlement qui le rendit et n'est-ce pas, avec raison, qu'il a été déchiré et jeté au vent? Le père Lombard l'affirme et dit: « C'est à l'histoire d'avertir que de
« pareils actes, que la Ligue prenait comme émanés du
« Parlement, étaient l'ouvrage d'un certain nombre de
« ses magistrats, dont le fanatisme avait mis en fuite
« ses magistrats les plus fidèles et imposé silence aux
« plus modérés ».

Le Parlement de Carcassonne se hâtait, à sa deuxième audience, de reconnaître le roi de Navarre pour légitime successeur du roi de France. Pendant ces luttes intérieures, le Béarnais montait à cheval pour aller battre la Ligue sous le château d'Arques, le sourire à ses lèvres gasconnes, l'écharpe de Corisandre sur l'armure, et chantant, à la tranchée, le chant des victoires huguenotes.

Ces arrêts des deux Parlements de Toulouse et de Carcassonne creusaient des divisions plus profondes entre les villes de la province et les excitaient à la guerre. Les habitants de Rodez qui accusaient hautement leur évêque de les trahir et de vouloir les livrer à son frère le seigneur de Corneillan, l'enfermèrent dans une prison et en appelèrent à l'autorité du Parlement. Le conseiller de Fillères se rendit à Rodez et s'entendit avec les gentilshommes, pour mettre l'évêque en liberté. Une fois libre, l'évêque, ce François de Corneillan autrefois ligueur à outrance, que Henri III voulait faire arrêter

pour ses harangues incendiaires aux états de Blois, se garda bien d'exécuter les conditions du traité qui l'obligeait à se démettre de son évêché ; il resta évêque de Rodez. La Ligue a d'ardents foyers dans l'Albigeois, le Lauraguais, le Rouergue, le Velay, les sénéchaussées de Pamiers et de Carcassonne. Tout le Haut-Languedoc est à la Ligue : seul le Bas-Languedoc embrasse la cause de Henri IV. La guerre civile désolait et épuisait la province. Les maréchaux de Montmorency et de Joyeuse signèrent une trêve, la province respira ; mais toute une tempête éclata sur Toulouse.

Le premier article de la trêve portant que Montmorency était reconnu gouverneur du Languedoc, sous l'autorité du roi, sans désignation de ce roi, Toulouse y vit une manœuvre mystérieuse et se crut trahie et vendue à Montmorency qu'elle détestait. Le peuple murmurait et disait que la trahison allait se dénouer par le mariage d'une fille de Montmorency avec le jeune duc de Joyeuse. L'évêque de Comminges, Urbain de Saint-Gelais, souffla le feu sur ces accusations, et, à un signe de sa main, les prédicateurs, les docteurs, les casuistes, condamnèrent la trêve, comme contraire aux articles de l'Union qui prescrivait de ne jamais reconnaître le duc de Montmorency pour gouverneur et de ne point signer d'armistice avec les hérétiques. Ces sermonnaires de Toulouse valaient bien ceux de Paris : l'ami de l'évêque de Comminges, le Roquet, et le provincial des minimes, le père Richard, avaient autant de fougue et d'audace que Jean Boucher, curé de Saint-Benoît, ou le petit feuillant. N'est-ce pas le père Richard qui s'écriait en chaire : « C'est la volonté de Dieu qui fait les rois et c'est la

« voix du peuple qui la déclare. Un roi hérétique et un roi coupable peuvent et doivent être renversés. » Il avait parfois des mots remplis du souffle populaire : « Le titre de noblesse est personnel : n'est pas noble qui n'est pas vertueux. » C'est déjà le tiers état qui s'essaie à parler la langue de la révolution et à flatter le peuple.

Au Parlement, les amis de Joyeuse n'aimaient pas cet évêque de Comminges qui semblait, du haut de son rocher des Pyrénées, vouloir braver les arrêts et les lois. La publication de la trêve devenait une affaire délicate et périlleuse : pour ne pas céder aux clameurs du peuple, le Parlement s'assembla et déclara qu'il n'entendait point s'y opposer. Le sénéchal s'empressa de publier ce traité de paix, et le peuple s'apaisa, en apprenant que le roi de Navarre recevait le serment de fidélité de bien des seigneurs du royaume. Urbain de Saint-Gelais, voyant le Parlement s'incliner devant le Béarnais, essaya de ressaisir son autorité dédaignée, et de porter un nouveau coup au Parlement et au roi. Il institua la confrérie du Saint-Sacrement où il enrôla tous les factieux, en leur faisant jurer de ne jamais reconnaître le roi de Navarre pour héritier de la couronne de France.

Le Parlement s'en émut, et l'avocat général de Caumels requit l'abolition de cette confrérie qu'il qualifia de conventicule et d'invention contraire aux ordonnances des rois et au repos public. Les parlementaires ligueurs protestaient contre ces réquisitions véhémentes, lorsque Joyeuse arriva brusquement au Palais de Justice, avec une escorte de deux cents soldats. Il mit des gardes aux portes et des sentinelles autour du Palais, pour contenir la foule. L'audience continua.

De son siège de conseiller épiscopal, l'évêque de Comminges éleva la voix pour soutenir la confrérie, accusa d'impiété ses adversaires et blâma les juges du monde de s'immiscer dans les pratiques de la dévotion catholique. Le président de Paulo, qui s'était inscrit sur la liste des confrères du Saint-Sacrement, afin de plaire au peuple, opina selon les idées de l'évêque de Comminges. Le maréchal de Joyeuse qui s'attendait à cette attaque, s'était armé en guerre et riposta par une thèse théologique vive et savante, où il reprocha durement à l'évêque de chercher à s'arroger le gouvernement politique et de prétendre au commandement des armées. La discussion s'engagea entre les parlementaires, des deux côtés, confuse et passionnée ; le Parlement finit par donner tort à l'évêque et au maréchal, en décidant que la confrérie garderait, dans ses rangs, ceux qui y étaient déjà enrôlés et que défense serait faite d'y entrer à l'avenir. Il enleva à Urbain de Saint-Gelais le gouvernement de la ville qu'il exerçait, en l'absence du maréchal de Joyeuse, et enjoignit aux étrangers amenés par le maréchal de quitter le pays. Le Parlement espérait avoir dissipé l'orage.

Pour faire exécuter l'arrêt, le maréchal fit avancer des troupes sur Toulouse et tenta de s'emparer de l'Hôtel de Ville. Ce fut le signal d'une terrible émeute. Les prédicateurs, Richard, provincial des minimes, Clément Dupuy provincial des jésuites et un autre jésuite, Odard Moté, montèrent en chaire et ameutèrent le peuple contre les troupes ; le plus violent de tous fut le provincial des minimes qui reçut, en l'église de la Dalbade, le serment des hommes pressés au pied de

la chaire, de mettre leurs biens et leur vie au service de la cause de l'évêque de Comminges. Ce jour-là, il dépassa, en sarcasmes et en allusions sanglantes, les plus furieux prédicateurs de Paris. Rien ne répugnait à cette âme exaltée, ni l'appel au régicide, ni le mensonge, ni les menaces de mort aux protestants. On eût dit qu'il mettait la raison au poing et l'argumentation à la gorge, et que la pertuisane lui était plus familière que le bréviaire. Il ne parlait que d'extermination et de boucherie. En sortant de l'église, le peuple rencontra l'évêque armé comme un capitaine de lansquenets, qui bénit la foule et l'excita à se battre, au nom de la liberté et de la foi. Aucune figure n'est plus originale et plus hardie que celle de cet évêque de Comminges, mitré d'un casque, la cuirasse sur la robe violette, la dague à la ceinture, croisé d'une hallebarde, bataillant et prêchant au chant du clairon. Le soir du premier octobre de cette année 1589, le tocsin sonna aux églises de Toulouse et annonça les révoltes du lendemain.

Le maréchal et la noblesse accourue auprès de lui à l'archevêché étaient dans l'inquiétude ; ils appelèrent le président Bertrandi, le président le plus ancien, qui tenait la place du chef de la compagnie, pour délibérer sur les mesures à prendre contre l'émeute. La noblesse voulait fondre, l'épée à la main, sur le peuple ; le président Bertrandi crut que ces escarmouches rallumeraient le feu au lieu de l'éteindre, et se transporta à l'Hôtel de Ville où il exhorta les capitouls à prêter leurs forces au maréchal. Les capitouls hésitent et se troublent : Bertrandi suivi d'un capitoul les quitte, en colère, prend une escorte, et, revêtu de sa robe rouge, parcourt

les rues de la ville étonnée, en ordonnant au peuple de n'obéir qu'au maréchal de Joyeuse et aux arrêts de la Cour. L'évêque de Comminges et ses partisans courent à leur tour dans tous les quartiers et vont, dans les maisons et les boutiques, recruter des soldats. La nuit descendit sur ces troubles sans les apaiser.

A l'aube, le tocsin de la Dalbade sonna le signal du combat. Le peuple, en armes, encombre l'église et se met en marche. Des prêtres et des religieux de tous les ordres, armés comme le peuple, précédés de la croix et au nombre d'environ trois mille, s'acheminent de la place Saint-Sernin vers la Dalbade, en marchant deux à deux. L'évêque de Comminges paraît couvert de sa cuirasse et suivi d'un valet portant la hallebarde. Le provincial des minimes, monte en chaire, harangue cette assemblée d'artisans et de moines, qu'il excite à chasser de la ville « le tyran Joyeuse qui voulait la livrer au « Navarrais », et se tournant vers Urbain de Saint-Ge-lais, il lui dit : « C'est à vous, saint prélat, comme un au-
« tre Moïse, de vous mettre à la tête de tous ces fidèles,
« pour l'exécution d'un dessein si haut et si approuvé
« de Dieu ! »

L'évêque tenant d'une main un crucifix, et de l'autre une épée nue dont le fourreau disparaissait sous un long chapelet, enhardi par le cri de la foule et accompagné du fougueux minime, se met à la tête de cette procession qui chantait les psaumes au bruit des fanfares et se dirige vers l'église Saint-Sernin. Cette fois, on aurait cru assister à la fameuse procession de la Ligue de la satire Ménippée, où le docteur Roze quittant sa capeluche rectorale mit le hausse-col sur le camail et le mousquet

sur l'épaule, les curés et les moines ayant le morion sous le capuchon et la rondache ou les brigandines suspendues au cou. La procession marchait ainsi derrière l'évêque, se poussant en désordre, cordeliers ou jacobins, capucins ou carmes, minimes ou feuillants, manants ou bourgeois, hommes, femmes ou enfants, portant des croix ou des piques, des pieux ou des épées, des arbalètes ou des haches et les brandissant, au chant des litanies et du *Dies iræ*. Il n'aurait fallu qu'un coup d'arquebuse pour mettre la ville à feu et à sang ; l'évêque de Comminges en eut peur et calma ces bouillonnements par d'adroites paroles. On songe encore à la Ménippée et à ce passage où le docteur Roze refroidit le feu des ligueurs : « On les retint avec un peu d'eau bénite, « comme on apaise les mouches et les frelons, avec un « peu de poussière. »

Le président Bertrandi et quelques membres du Parlement se rendent à l'archevêché où la noblesse et les capitouls tenaient conseil. On propose divers partis sans s'arrêter à aucun. Le président Bertrandi, ne trouvant pas les troupes du maréchal assez nombreuses pour résister au peuple, persistait à tenter la voie des négociations ; le maréchal repoussait ces sortes de capitulations, comme dangereuses à la fois et honteuses, et voulait tirer sur le peuple. Tout à coup, l'évêque de Comminges arrive avec sa procession : le maréchal sort de l'archevêché assiégé, par le cloître de la cathédrale et par la porte Saint-Étienne et se retire au château de Balma, en jetant à l'évêque victorieux ces paroles courroucées : « Évêque de Comminges, vous nous faites perdre la « botte ; vous chasserez bientôt votre éperon. »

L'évêque était maître de la ville. Afin de ne pas laisser refroidir ce soulèvement populaire, il ordonna d'étranges processions dont la vraie religion eut à rougir, entra à l'archevêché avec le provincial des minimes, et fulmina des anathèmes contre le maréchal de Joyeuse, aux acclamations d'une foule immense. Le président Bertrandi, rentré au Palais de Justice, informa l'évêque qu'il le rendait responsable du pillage réclamé par le peuple et l'invita à se rendre au Parlement pour calmer l'émeute. L'évêque répondit qu'il n'était plus maître ni d'étouffer l'insurrection déchaînée par le maréchal et le Parlement, ni de retarder l'heure des vengeance. Par cette arrogance de langage, il voulait humilier le maréchal et intimider le Parlement.

Les journées qui suivirent amenèrent une détente dans les esprits. Les chefs des ligueurs, redoutant les représailles du maréchal, résolurent de publier un manifeste pour se défendre des accusations qui seraient portées contre eux et de ne traiter de la paix que l'épée à la main. Le manifeste parut : les ligueurs y faisaient leur apologie et louaient le Parlement de rester fidèle à leur parti. Le lendemain, le Parlement décida que la ville ne signerait aucun traité avec Joyeuse, tant qu'elle ne serait pas munie de provisions de guerre. Joyeuse irrité rassembla ses troupes éparses, pour faire repentir les émeutiers de leur audace, et appela à son aide son fils Scipion, le grand prieur, qui mit le siège devant Toulouse. La guerre devint plus meurtrière et les archives de l'Hôtel de Ville racontent que l'évêque de Comminges ayant levé une compagnie de cavalerie, tua, dans une sortie, le baron de Mondenard, lieutenant dans l'armée

de Joyeuse. Les historiens du Languedoc ont prétendu que ce baron de Mondenard était un lieutenant de l'évêque et qu'il avait péri de la main des cavaliers assiégeants.

La Ligue, effrayée des menaces du maréchal, lui envoya des députés porteurs de paroles de réconciliation et de paix. Le maréchal qui campait à Lavaur leur répondit qu'il ne signerait une trêve que lorsque l'évêque de Comminges, qu'il appelait l'Antechrist, et son compagnon, le provincial des minimes, auraient quitté Toulouse. A Castanet où il arriva quelques jours après, il répondit plus rudement encore à d'autres députés.

Le président de Paulo et le marquis de Villars conjurèrent l'évêque de sacrifier ses ressentiments aux intérêts de la Ligue ; il résistait et ne consentait à remettre le gouvernement de Toulouse qu'entre les mains de Mayenne, de qui il prétendait le tenir : il ne céda que devant la crainte d'exposer sa vie et la vie de ses amis aux vengeances de Joyeuse. Enfin, il se décida à la retraite, dans la matinée du 20 novembre. Le peuple éleva des barricades et tendit des chaînes sur son passage, pour l'empêcher de sortir de la ville ; il fallut toute l'énergie du marquis de Villars et toute la popularité du président de Paulo pour calmer cette exaspération.

L'évêque de Comminges parti, les voies des négociations s'aplanirent, et les députés du maréchal de Joyeuse et ceux du Parlement signèrent les conditions de la paix. Pendant ce temps, les États ligueurs, assemblés à Lavaur par Joyeuse, traitaient avec deux députés du Parlement, François de Vignols et Philippe de Bertier, seigneur de Montrabe. Le traité portait que le maré-

chal de Joyeuse serait reconnu gouverneur du Languedoc, et que la ville lui donnerait une somme de 150,000 livres pour payer ses troupes. De Bertier proposa à ces États de s'engager, par serment, à ne reconnaître pour roi de France qu'un prince catholique, et de repousser le roi de Navarre, tant qu'il serait le chef des protestants. Il invoqua aussi le concours des États pour supprimer la chambre de justice de Carcassonne qui cherchait à se hausser au rang d'un Parlement.

Ce n'était pas sans raison que de Bertier s'élevait contre le Parlement de Carcassonne : il s'effrayait de la persistance du duc de Joyeuse à vouloir enlever le Parlement à la ville de Toulouse et à la punir ainsi de ses révoltes. Le Parlement tenait tête à Joyeuse ; il resta à Toulouse, bien que Mézerai ait écrit qu'il fut transféré dans une ville de la province. Le roi de Navarre soutenait le duc de Joyeuse et protégeait le Parlement de Carcassonne. En récompense de sa fidélité à sa cause, il donna de nouveau à Pierre Sabatier, seigneur de la Bourgade, la charge de président au Parlement de Carcassonne, et s'il ne lui conféra pas la première présidence, c'était, disait-il dans sa lettre écrite à Sabatier, « que le feu roi, Monsieur et frère, y avait, de son vivant, engagé sa parole et que je n'ai voulu la révoquer. » « Quand il se présentera occasion de faire mieux pour vous, vous pouvez être assuré que je le ferai toujours, » de bien bon cœur. »

Les États de la Ligue s'engagèrent, selon le vœu de Bertier, à ne jamais se soumettre au roi de Navarre, frappé des anathèmes de l'église, à peine d'être déclarés traîtres à la religion et à la patrie, et punis des peines de la trahi-

son ; ils en firent le serment solennel, avec les deux députés du Parlement Vignols et de Bertier, dans l'église des cordeliers et imposèrent ce serment à la noblesse et au clergé, à la bourgeoisie et aux artisans de la province. C'est ainsi qu'ils liaient à leur parti les mains et les consciences. Les États de Lavour et le Parlement apprirent, tout à coup, la mort du cardinal de Bourbon : la confusion régna, plus que jamais, au Parlement qui flottait entre la Ligue et le roi de Navarre ; la Cour fit comme si le trône était vacant, et sans le désigner par son nom, elle ne conserva le mot de roi, dans la formule de ses arrêts, que pour sauver la fameuse maxime qu'en France, le roi ne peut mourir.

Le président Bertrandi, attaché au Béarnais, essaya de rallier à son parti les parlementaires que leur fidélité à Henri III avait contraints de s'exiler. Il les rappela de l'exil, mais ses tentatives de réconciliation et d'apaisement échouèrent devant l'opiniâtreté des ligueurs de Paris et de Toulouse. L'armée du roi de Navarre se débandait de jour en jour, et ses finances s'épuisaient. Les Parlements tenaient encore pour la Ligue, et Paris donnait la main à la province dans cette guerre. Son prévôt des marchands et ses échevins, pour attiser la Ligue de Toulouse, lui promirent de lui donner, tous les ans, un subside de 15,000 livres. Les Parisiens promettaient plus qu'ils ne pouvaient tenir : à la place de ce subside qui ne fut jamais payé, le conseil de l'Union dépêcha à Toulouse l'archevêque d'Aix, Génébrard, personnage savant et insinuant, ligueur obstiné et porteur d'un bref du pape aux capitouls. Deux envoyés du duc de Mayenne, Hennequin président au grand Conseil

et maître des requêtes, le plus intraitable ligueur du royaume, et le seigneur de Montberaud le suivirent de près. Les portes du Palais de Justice s'ouvrirent pour les recevoir et les admettre aux audiences du Parlement. L'archevêque Génébrard et les envoyés de Mayenne n'empêchèrent pas la Ligue de s'affaiblir à Toulouse. Ce n'était pas sans émotion et sans inquiétude, que la noblesse, le clergé et la bourgeoisie voyaient le peuple s'habituer au mépris des lois, sous prétexte de zèle pour la religion, et les biens et la vie des citoyens tomber à la merci des fanatiques, qui apercevaient partout des hérétiques ou des royalistes. Le Parlement ne fut pas à l'abri de ces soupçons et de ces accusations : il n'échappa qu'avec peine à une terrible conspiration ourdie contre lui.

Le plan était d'égorger un grand nombre de parlementaires et de capitouls, de massacrer les chefs de sept ou huit cents maisons les plus riches et les plus honorées, d'emprisonner leurs femmes et leurs filles et de partager leurs biens. Les mesures étaient prises, le jour et l'heure arrêtés : la conspiration devait éclater le matin du vendredi, 7 du mois de septembre 1590, au cri de : vive Toulouse ! Des poignées de pillards entrés dans le complot marchaient déjà vers le quartier général des conjurés, l'île de Tounis, refuge ordinaire des bandits, habitée alors par la lie du peuple et voisine de la rue des Couteliers, où vivaient, en bravant l'autorité des capitouls, les anarchistes et les meurtriers.

L'âme de cette conspiration était Étienne Tournier, avocat et ancien capitoul, mêlé à tous les désordres de la Ligue. Les mémoires de ce temps en parlent comme

d'un homme aigri par la gêne, ambitieux et tumultueux, prêt à toutes les audaces pour arriver à la fortune. Il fut, un moment, le personnage important de la ville, et à force de menées et d'intrigues, il allait en devenir le fléau. Un rôle de tribun tentait ce cœur corrompu ; mais il manquait des lumières supérieures de la science et de la politique et il ne dépassa pas la mesure des aventuriers. Dans ce complot, il eut pour lieutenants deux autres avocats, Lézat et Tabouet, le bourgeois Vincent, plus connu sous le surnom de Capelié et douze artisans, banqueroutiers et flétris par la justice.

De sourdes rumeurs donnèrent l'éveil au Parlement à qui la conjuration fut bientôt dénoncée par un des complices, le marchand de boutons, Gali, ami du conseiller Bernard d'Assezat. Le temps pressait : c'était le lendemain que les conjurés devaient poignarder tous les parlementaires aux avenues du Palais. Le jour allait finir : d'Assezat courut à l'hôtel du président Bertrandi où se trouvait l'avocat général de Caumels, sage au conseil autant qu'intrépide dans l'action. Les capitouls arrivés en hâte résolurent de placer, sur divers points de la ville, des corps de garde, de renforcer les patrouilles et d'arrêter, au passage, les bandits et les pillards, marchant à rangs serrés vers les portes du Palais et le faubourg Saint-Cyprien.

Le lendemain, au lever du jour, le Parlement s'assembla et fit arrêter Gali, pour lui arracher les noms de tous les conjurés. Tournier, plus téméraire devant le danger, redoubla d'insolence et ne songea qu'à braver le Parlement. Il s'enferma dans l'île de Tounis d'où il faisait trembler la ville : du haut d'une fenêtre, l'œil en feu

et un poignard à la main, il parla ainsi aux conjurés, selon ce qu'en ont dit Lafaille et le père Lombard :

« Si nous tardons à ôter le masque, les derniers supplices seront notre partage. Nous voilà réduits à une situation où le parti le plus glorieux que nous ayons à prendre est de mourir les armes à la main, et de préférer la condition de succomber en braves gens, à celle d'aller honteusement au-devant des feux de la justice. Ce parti que je vous propose n'est point la ressource d'un aveugle désespoir, c'est le plus sûr ; il n'est pas dépourvu de l'espérance de réussir. Nos ennemis se rassurent sur le découragement qu'ils nous supposent ; une attaque imprévue nous donnera sur eux tous les avantages d'une surprise... Profitons des moments précieux pour le courage et inutiles pour la lâcheté, à moins que nous n'aimions mieux attendre que les suppôts de la justice viennent nous garrotter et le bourreau se présenter, pour nous conduire à l'échafaud. »

Le lendemain, Tournier averti par deux espions que deux conseillers du Parlement, MM. de Rességuier et de Papus, assistaient aux vêpres de l'église des cordeliers du Salin, non loin de l'île de Tounis, se mit à la tête de deux cents bandits, enleva les deux parlementaires et les amena à Tounis en criant : « Aux armes ! Vive l'église ! » A la nouvelle de cet enlèvement de deux magistrats, que Tournier regardait comme des otages et entendait échanger avec ses complices emprisonnés par le Parlement, les capitouls et les troupes à leur solde se mirent en mouvement. Le président Bertrandi et l'avocat général de Caumels haranguèrent le

peuple, et, en quelques instants, les places et les rues se remplirent de citoyens armés, s'avancant vers le Palais de Justice, à la défense du Parlement. On commença par mettre un corps de troupes dans le Palais et dans le moulin du château, afin de bloquer, du côté du levant, l'île de Tounis ; on marcha ensuite au-devant des séditeux.

Le président Bertrandi sentit alors son cœur se troubler d'un sentiment de pitié et d'effroi : il s'arrêta à la vue du sang et au bruit des arquebuses. Le président Odet de Saint-Jean et l'abbé de Chalabre, neveu par les femmes du maréchal de Joyeuse, se portèrent, avec un renfort de trois cents hommes, à la tête du pont qui reliait la Dalbade à l'île de Tounis. Ils se heurtèrent aux plus intrépides conjurés soutenus par Tournier. Le président de Paulo, plus belliqueux que Bertrandi, armé de toutes pièces, commanda le feu : une grêle de balles tomba sur les soldats des parlementaires, mais une volée de leurs canons renversa la barricade, et les conjurés en déroute passèrent la Garonne sur des bateaux et à la nage. Tournier, désespéré et s'arrachant les cheveux, montrait, en s'enfuyant, le poing à la ville de Toulouse qu'il ne devait plus revoir. Au retour de la paix, il s'efforcera de reprendre au Parlement sa robe d'avocat ; mais le Parlement rejettera ses instances avec mépris. Abandonné de ses complices, il ira se réfugier dans le duché d'Albret, à Nérac, où les protestants lui donneront un asile qu'il ne tardera pas à quitter pour aller mourir à Agen, le front foudroyé, mais non abattu, et maudissant la mort qui l'empêchait de poursuivre ses rêves d'ambition et de vengeance.

Dans l'île de Tounis, le peuple effrayé mit bas les armes et alla à l'église de la Dalbade implorer le pardon, à genoux, aux pieds des parlementaires qui rendaient grâces à Dieu de leur victoire. Les conseillers de Rességuier et de Papus furent mis en liberté ; mais le Parlement craignait des séditions nouvelles. L'évêque de Comminges le menaçait de loin et pouvait se joindre à Tournier et à ses complices pour ranimer cette conjuration à peine étouffée. Le président Bertrandi fit publier, dans les rues de la ville, de la part du roi et de la Cour, un arrêté portant que tous citoyens, de toute condition et de toute qualité, auraient à s'armer, au premier ordre des capitouls, à se rendre aux postes qui leur seraient assignés, à peine de la hart. Cet arrêté défendait aussi aux Toulousains, sous peine d'être pendus, de s'attrouper en public, de s'assembler dans les maisons, de blâmer le Parlement, de parler et d'écrire en faveur du roi de Navarre, du duc de Montmorency, du maréchal de Matignon, gouverneur de Guyenne et de les assister de vivres ou d'argent. Par ces injonctions sévères, le Parlement voulait ménager les ressentiments du peuple, égaré par la Ligue, en confondant les politiques et les royalistes dans une commune réprobation d'hérésie.

Déjà, à ces époques agitées, le vent était aux pamphlets, aux brochures, aux satires et aux nouvelles à la main. Un chroniqueur les compare aux feuilles des arbres chassées par le vent ; l'esprit souffle où il veut : on écrivait sur tout, sur l'État, sur la guerre, sur le Parlement et sur les disputes religieuses. C'était, a dit le père Lombard, le métier de trop de gens. Ces pam-

phlets et ces brochures ravivaient les querelles et les haines ; le Parlement prescrivit que nul écrit sur la religion ne pourrait être répandu sans la permission du prélat diocésain, et que les livres sur la situation du royaume seraient soumis, avant leur publication, à la censure du procureur général.

CHAPITRE XXIII

Assemblées mystérieuses. — Les graines de pillage. — Sermon d'un capucin contre le Parlement. — Orages sur le Parlement. — Retraite du président de Paulo. — La monnaie. — Le duc de Joyeuse lieutenant général. — Évasion du jeune duc de Guise. — Bulle de Grégoire XIV contre le roi de Navarre. — Joyeuse prend Carcassonne. — Dissolution du Parlement de Carcassonne. — Mort de l'avocat général Gibbron. — Rançon du président de la Bourgade. — Entrée de Joyeuse à Toulouse. — La Ligue Campanelle. — Mort du maréchal de Joyeuse. — Mort du prince Scipion de Joyeuse. — Mort du conseiller Jean d'Ouvrier. — Refus du cardinal de Joyeuse de prendre le commandement des troupes. — Le frère capucin Ange de Joyeuse devient général d'armée. — Un quatrain. — Le frère Ange à la cathédrale. — Sourires du Parlement. — Irritation du cardinal de Joyeuse. — Prise d'armes contre le Parlement. — La paix. — Triste état de la province. — Honneurs funèbres rendus au maréchal et au prieur de Joyeuse. — Pression de Joyeuse sur les États. — Serment des États. — Parlement de Béziers. — Le Béarnais. — Divisions à Toulouse. — La Ligue dispersée se maintient à Toulouse. — Nouvelle de l'entrée d'Henri IV à Paris. — Attitude du Parlement. — Deux députés du roi au Parlement. — Les députés du Parlement envoyés au roi.

On n'arrête pas les paroles sur les lèvres des hommes comme on met la main sur un pamphlet. Quand on ne pouvait écrire, on parlait, la nuit, dans de mystérieuses assemblées où le chant grave et doux des psaumes rimés ravissait les âmes. Les capitouls mandés au Palais et entendus, le Parlement décida qu'on publierait, par la ville, un ordre à tous les vagabonds et gens sans aveu

de sortir des murs, sans délai, sous peine de la vie. Quatre conseillers les recherchèrent dans les carrefours et s'assurèrent de ces hommes qu'ils appelaient des graines de pillage. La présence du maréchal de Joyeuse et de son fils, le cardinal-archevêque de Toulouse, devenant nécessaire, le Parlement les envoya chercher par deux conseillers et éloigna de la banlieue des compagnies de soldats indisciplinés et couverts de haillons. La ville tremblait de voir se renouveler les scènes sanglantes de la conjuration de l'île de Tounis.

Un capucin ralluma, un moment, ces flammes mal éteintes : il s'écria, un jour, dans l'église de la Daurade : « En cette Cour de Parlement, il y a plus d'hérétiques et de politiques, qu'en la Cour du Parlement de Bordeaux. » La ville en fut remuée et le Parlement s'assembla : l'avocat général de Caumels le requit de mettre un frein à ce déchaînement des moines prêcheurs, et d'enjoindre au grand vicaire de l'archevêque d'interdire les chaires chrétiennes à ces imaginations emportées et passionnées. Tandis que, par arrêt du Parlement, deux conseillers interrogeaient le capucin, et lui demandaient compte de ses calomnies et de ses audaces, les capitouls recevaient l'ordre de le chasser de Toulouse. Jamais le Parlement ne se trouva au milieu de plus sombres orages : il avait à se défendre contre les émeutes d'un peuple qui croyait tous les attentats autorisés par le fanatisme religieux ; il ne pouvait, sans se mettre à la merci des factieux, se séparer ouvertement des Joyeuse et se voyait forcé de suivre, malgré lui, leur politique et leur ambition qui perpétuaient la révolte. Ses égarements étaient des malheurs plus que des fautes.

Le président de Paulo, cet homme, gros, court, entassé, selon ce qui en a été dit dans les mémoires de Gache, aux traits rouges et fortement découpés, replié en lui-même, ligueur impétueux, maintenant lassé de tant d'agitations et n'aspirant qu'au repos, déserte brusquement le Parlement et résigne ses fonctions. Joyeuse en prit ombrage; on fit de ce départ une grave affaire dont le rapport fut lu au Parlement, chambres réunies, en présence du maréchal. Il en sortit un arrêt défendant au président, soupçonné de comploter pour le roi de Navarre, de rentrer à Toulouse. Quelques mois après, ces soupçons grandirent : le sénéchal Cornusson se rendit à Narbonne où était Joyeuse, et lui raconta qu'un bourgeois de la ville de Gaillac l'avait engagé à quitter Toulouse, parce qu'une formidable conspiration tramée par le président de Paulo et une partie de la noblesse y éclaterait sans retard, et entraînerait les soumissions au roi de Navarre. Le maréchal en instruisit aussitôt le Parlement qui ordonna une secrète information contre le président. Les choses n'allèrent pas plus loin : il eût été aussi dangereux pour le Parlement de combattre, à ciel ouvert, l'ambition de Joyeuse, que de la servir sans mesure. Le président de Paulo était sage, en se retirant du milieu de ces hommes bouillants et ambitieux : mécontent des ingrattitudes de la Ligue, trop lié par sa vie guerrière avec l'évêque de Comminges pour n'être pas en butte au ressentiment de Joyeuse, assez politique pour avoir voulu se ménager, auprès du roi de Navarre, le mérite d'un retour à sa cause, et il faut se hâter de le dire, assez droit et assez consciencieux pour saisir l'occasion d'effacer le souvenir de son opposition

violente, il chercha l'ombre et l'oubli et attendit, dans sa paisible retraite, la fin des secousses dont il présentait le dénouement. Il mettait sa devise en pratique *Ad utrumque paratus*.

Avant de mourir, les partis jettent des lueurs qui éclairerent leurs haines intérieures, leurs rivalités et leur anarchie. Il s'était élevé, aux premiers jours de l'année 1590, une dispute entre les États de l'Union et le Parlement, sur une monnaie établie par les parlementaires de Toulouse. Depuis la mort du cardinal de Bourbon, la monnaie continuait à porter l'effigie de ce prince. Sur cette question, les États furent un moment aux prises avec la Cour : tous les deux voulaient avoir la surveillance de la monnaie. De Castelnaudary, où les États étaient alors assemblés, le cardinal de Joyeuse qui les présidait, trois vicaires généraux, trois barons, deux consuls et un syndic partirent pour Toulouse et représentèrent au Parlement que les États, craignant les divisions et les discordes, avaient souvent, dans l'intérêt de la province, fermé les yeux devant les usurpations des parlementaires, mais qu'ils étaient prêts, cette fois, à recourir à tous les moyens pour soutenir leurs droits. Le Parlement répondit qu'il n'avait jamais voulu porter atteinte aux privilèges des États : la paix se fit d'elle-même ; la province était lasse de querelles et de désordre ; de loin, on se tendit la main, et le nuage passa.

Aux États, le duc de Joyeuse, reconnu lieutenant général, en l'absence du maréchal son père, signala, en les flétrissant, de nombreuses désertions dans le camp de la Ligue et sollicita la levée de troupes nouvelles. Au

Parlement, où la justice, à ces années pleines de confusion, se rendait toujours, au nom du roi, sans le nommer, comme si la France vivait dans un interrègne, la nouvelle de l'évasion, des prisons de Tours, du jeune duc de Guise, fils du Balafre, fut accueillie avec des transports de joie. Les parlementaires firent chanter un *Te Deum* à l'église Saint-Étienne ; le peuple les saluait de ses acclamations et les capitouls, jaloux de leur plaire, envoyèrent deux députés au duc de Guise pour le louer de sa bravoure et lui souhaiter une glorieuse liberté.

La voix du pape Grégoire XIV s'éleva tout à coup sur le royaume et vint au secours de la Ligue battue par le roi de Navarre, avec deux bulles qui lançaient contre lui les foudres de l'Église. A Toulouse, le Parlement ne se contenta pas de les enregistrer, comme au Parlement de Paris, il les renforça d'un arrêt, portant que tous les déserteurs de la sainte Union eussent à y rentrer, dans un délai de quinze jours, et que les populations du ressort devaient s'incliner devant les décrets du souverain pontife.

Le Parlement tenu parfois en échec par la Cour rivale de Carcassonne, allait en triompher et la renverser. Tout poussait à ce renversement, les plaintes du peuple de Carcassonne surchargé d'impôts par le duc de Montmorency, qui commandait les troupes pour le roi de Navarre, l'humiliation des juridictions inférieures à qui pesait le joug d'un Parlement trop voisin, et l'esprit d'indépendance et de discorde de la noblesse et de la bourgeoisie. Le caractère impérieux du président de la Bourgade froissait la vanité de Philippe Roux, le juge-

mage de Carcassonne. En composant le Parlement de Carcassonne, Montmorency avait méconnu cet homme savant et puissant qui allait être un dangereux ennemi. Le juge-mage appela le duc de Joyeuse déjà maître de la cité et lui ouvrit, en 1591, les portes de la ville.

Le grand prieur de Joyeuse laissa les membres de ce Parlement libres de choisir le lieu de leur retraite : il ne retint prisonniers que le président de la Bourgade et l'avocat général de Gibbron ; il ne pardonna pas à Gibbron ses furieuses déclamations contre la maison de Joyeuse, et le fit pendre, en place publique. Avant d'envoyer au gibet le président de la Bourgade, transfuge à la fois du parti de Joyeuse et du Parlement de Toulouse, il en reféra aux parlementaires toulousains. Le président Bertrandi lui répondit qu'un membre du Parlement ne pouvait être jugé que par le Parlement, que de pareilles rigueurs envers les royalistes ne serviraient qu'à envenimer les passions politiques et qu'à porter une grave atteinte à l'autorité souveraine de la justice. Grâce à cette généreuse réponse du président Bertrandi, la Bourgade échappa au supplice et ne paya, pour prix de sa vie, qu'une rançon de 10,000 livres, selon Lafaille, et de 30,000 livres, selon les mémoires de ce temps.

Quand il fallut payer, la Bourgade se vit dans la détresse ; ses biens étaient confisqués et vendus. Il adressa à Joyeuse une requête où il exprimait son désespoir de ne pouvoir sortir de prison. Joyeuse lui rendit noblement la liberté et la fortune. Une touchante et tendre consolation avait adouci, durant treize mois,

les tristesses du prisonnier : sa belle-fille, Alix, de la maison des Begou, après avoir vendu ses bijoux pour hâter l'heure de la délivrance, s'était enfermée avec lui, dans les murs de la prison. La Bourgade se réfugia à Béziers où le roi de Navarre lui écrivit une lettre d'une bonté charmante. Les États du Bas-Languedoc ne tardèrent pas à lui donner la charge de président au Parlement de Toulouse, vacante par la mort du président Maynial ; il allait exercer cette charge à un autre Parlement, établi à Béziers par Montmorency ; quelques parlementaires toulousains allèrent bientôt l'y rejoindre.

La prise de Carcassonne et sa réunion à la Ligue enivrèrent Joyeuse qui reçut, à son entrée à Toulouse, les honneurs du triomphe. Des feux de joie s'allumèrent sur les places et au haut des collines ; on chanta un *Te Deum* à la cathédrale, en présence du Parlement et les poètes rimèrent de mauvais vers sur ce retour victorieux. En descendant de cheval, Joyeuse remit au Parlement les sceaux de la Cour de Carcassonne qui furent brisés, fondus et transformés, le lendemain, en deux burettes d'argent destinées à la chapelle du Palais.

La Ligue reprenait une énergie nouvelle : une poignée de pillards partis des montagnes du Comminges et qui s'appelaient la Ligue Campanelle se montra dans les rues de Toulouse, en poussant des cris de mort et d'incendie. Ce n'était là qu'une troupe grossière et que l'écume des ligueurs ; une force plus redoutable franchissait les Pyrénées : le duc de Parme entra en France avec une armée espagnole, accourant au secours de la

Ligue battue à Ivry, et marchait, à grandes journées, sur Paris. Le maréchal de Joyeuse meurt en son château de Couisa, aux portes de Limoux, pendant que son armée s'empare des plaines de Toulouse. Le jeune et beau prieur Scipion de Joyeuse prend le gouvernement et met le siège devant Villemur. Prises entre deux feux, ses troupes se débandent devant l'armée royaliste et cherchent la fuite en gagnant un pont de bateaux jeté sur les eaux du Tarn. Le pont s'écroule sous cette multitude poussée l'épée dans les reins ; le prieur trouvant le pont rompu, se jette à la nage dans les eaux, mais un débris du pont tombe sur lui et il expire au fond du fleuve, à quelques pas de la rive où un de ses capitaines lui tendait les mains pour le sauver. A ses côtés, tombait, percé de coups, Jean d'Ouvrier, conseiller au Parlement, d'une intrépidité admirée des soldats, toujours en avant et à la tête d'une compagnie de volontaires levés à ses frais. Son fils, Gabriel d'Ouvrier, meurtri de blessures, put se relever du champ de bataille et coucha son père dans une tombe creusée par les boulets, où ce capitaine parlementaire dort son dernier sommeil.

La mort épargna ainsi au vieux maréchal de Joyeuse la douleur de voir ces désastres. Tous les seigneurs de la Ligue briguant le commandement de la province, le président Bertrandi proposa au Parlement le cardinal de Joyeuse. Ce nom fut d'abord écarté, de peur de voir la noblesse refuser de marcher sous les ordres d'un homme d'église ; mais on cita les exemples des cardinaux d'Armagnac et Strozzi, et on nomma gouverneur le cardinal de Joyeuse, auquel un arrêt

conféra le titre et l'autorité de lieutenant général en Languedoc, au service de la sainte Union. Le cardinal hésitait : il dédaignait les grandeurs humaines et fuyait les bruits du monde. Ce cœur attristé ne cherchait que l'ombre, en méditant sans cesse cette parole du sermon sur la montagne : Heureux les doux ! Il n'accepta qu'avec tremblement, et en sentant que la Ligue allait s'écrouler et se disperser dès qu'elle ne serait plus soutenue par une main de fer. Quelques jours après, la conscience l'emporta en lui sur la vaine gloire et il résigna son commandement.

Il semblait que le Parlement ne pût se passer de ce nom de Joyeuse ; il alla chercher au fond d'un cloître le frère Ange, de l'ordre des capucins, âme ardente et mobile, ambitieuse et enthousiaste, que le monde avait connu sous le nom de Henri de Joyeuse, comte du Bouchage, pair et maréchal de France, veuf de Catherine de la Valette, sœur du duc d'Épernon, le troisième des sept enfants du maréchal de Joyeuse, et qui ne songeait guère, dans l'obscur cellule de son couvent de Toulouse, à devenir un général d'armée. Le frère Ange recula d'abord, épouvanté à l'idée d'abandonner sa solitude, et opposa aux offres de la Ligue ses vœux de religion et son caractère de prêtre. Les royalistes s'en moquaient et faisaient courir ce quatrain rapporté par l'Étoile :

Vos trois frères sont morts en ces guerres cruelles,
Les deux premiers en terre et le troisième en l'eau,
Gardez-vous bien de l'air : si vous volez trop haut,
Frère Ange, mon ami, vous y lairez vos ailes.

Les casuistes de la faculté de théologie, mandés à

l'archevêché, se raillèrent du quatrain des royalistes et décidèrent que le frère Ange pouvait, en sûreté de conscience, abandonner le cloître, jeter le froc et commander l'armée, pourvu que le pape accordât une dispense. Le Parlement se chargea d'écrire à Rome et confia au président Bertrandi le soin de rédiger la lettre latine adressée à Clément VII. Marais, professeur à l'université de Toulouse, partit pour l'Italie, avec mission de remettre la requête au saint Père ; mais, en mer, des pirates d'Alger le prirent et brûlèrent la lettre.

On n'attendit pas d'ailleurs l'autorisation du pape qui n'arriva que deux ans plus tard, au mois de juin 1594. Dès que les théologiens de Toulouse eurent prononcé, la noblesse courut au couvent des capucins, d'où elle enleva le frère Ange et l'emmena, par un soleil radieux, à l'archevêché. Là, le moine se dépouilla de sa robe de bure et s'avança, à travers la haie du peuple, vers l'église Saint-Étienne, où il ceignit l'épée placée sur, l'autel. Puis, il la sortit du fourreau, la leva et protesta à haute voix, qu'il ne s'armait que pour la défense de la religion catholique. Les acclamations de la foule, attirée par ce spectacle étrange, saluèrent le nouveau duc de Joyeuse, chef de la Ligue en Languedoc.

Au Parlement, il y eut des sourires d'ironie quand ce frère Ange, qu'on avait vu si longtemps couvert d'un froc, chaussé de sandales et une corde autour des reins, prit place sur le siège des gouverneurs de la province, vêtu d'un habit court, ayant au cou le collier de l'ordre d'Henri III, et à la poitrine une cuirasse, comme chevalier de Malte. Cette bizarre association du froc et de la cuirasse, du bréviaire et de l'épée et surtout les rail-

lées des parlementaires réveillèrent, en lui, la fierté de son sang et l'amour des représailles. Son frère, le cardinal, son inspirateur en toutes choses, oubliant le Sermon sur la Montagne, quand il fallait lutter contre le Parlement, le poussait aux violences et l'engageait à bannir de la ville les conseillers dont les dérisions troublaient son sommeil. Déjà, les troupes du duc s'avançaient sur Toulouse, et les prédicateurs montaient en chaire, enrôlant le peuple sous la bannière des Joyeuse. C'est en vain que le président Bertrandi tenta d'apaiser les deux Joyeuse, en leur rappelant que le Parlement avait toujours préféré leur maison à celle des Montmorency, et que s'ils portaient plainte à la Cour, la Cour, à laquelle revenait le droit de punir, ferait bonne justice; les deux frères courroucés persistaient dans leurs projets de vengeance. Bertrandi se prépare alors à la défense et appelle à son aide les capitouls, afin de protéger la liberté et l'autorité du Parlement. Sur l'ordre des capitouls, des corps de troupes campent sur les places, tandis que les partisans des Joyeuse s'arment de poignards et d'arquebuses.

Les gais sourires de quelques parlementaires, à la vue d'un capucin transformé en général de la Ligue, rallumaient ainsi la guerre civile. Si la vanité de ce duc de Joyeuse n'avait reculé devant le massacre, les passions étaient si enflammées que tous ces hommes se seraient égorgés pour laver, dans leur sang, cette moquerie fine et toute française. Épouvanté par ces cris de mort des deux partis, le cardinal supplia le président Bertrandi de calmer cette tempête et alla lui-même au Palais exhorter le Parlement à la paix. La réponse du pré-

sident Bertrandi eut cette élévation et cette noblesse qu'on retrouve sur les lèvres des grands parlementaires, aux époques périlleuses et glorieuses de leur histoire. La paix fut conclue et, selon les vœux du Parlement, le cardinal de Joyeuse et son frère, l'ancien capucin devenu duc de Joyeuse, se partagèrent le gouvernement de la province : le cardinal ne se réserva que la direction des affaires civiles ; le duc garda le commandement des armées.

Le premier coup de vigueur de ce moine guerrier étonna la province ; il eut une adresse et une pénétration que n'aurait pas eu son père : il signa, avec Montmorency, une trêve d'un an que le Parlement enregistra, sans qu'un ligueur osât murmurer. La trêve soulève des cris de joie ; la province respirait et revenait à l'espoir et à la vie. Partout, les deux partis étaient écrasés, les campagnes saccagées, le commerce, les arts et l'industrie taris à leurs sources. La disette et les épidémies forcèrent les combattants à observer la trêve. Des nuées de vagabonds et de mendiants encombrèrent les rues de la ville. Le Parlement renouvela ses anciens arrêts pour le soulagement de tant de misères et pour le maintien de l'ordre. C'est de ces arrêts que Mézerai a dit que le souvenir aurait dû en être conservé par des médailles d'or et d'airain.

Pendant ces journées de repos, les Joyeuse rendirent les honneurs funèbres à leur père et à leur frère : la cérémonie des obsèques du duc Scipion se fit à Toulouse où suivant l'usage, un grand festin fut servi dans le palais de l'archevêché, au Parlement, à la noblesse et au clergé ; on l'enterra dans le chœur de la cathédrale.

La Rocheflavin a blâmé le Parlement d'avoir assisté à ces sortes de fêtes, non, comme l'a prétendu Lafaille, parce qu'on aurait pu « dresser une partie pour égorger » tout le Parlement en même temps », mais parce que la dignité de cette grande compagnie lui commandait de ne pas la profaner avec des personnes soumises à sa justice. Le Parlement ne songeait encore qu'à supprimer le festin donné en l'honneur de la réception des nouveaux conseillers, et qui coûtait 1,500 livres, dépense ruineuse au moment où reparaissaient la famine et la peste. Les funérailles du maréchal de Joyeuse se célébrèrent à Limoux où le Parlement se fit représenter par le président de Saint-Jean, le président Gabriel de Barthélemy et les conseillers de Saint-Félix et Séguier.

Les Joyeuse ne s'inquiétaient ni de la famine ni de la peste ; ils tenaient avant tout à la gloire et à la domination de leur maison. Dans une harangue adressée aux États, le cardinal confondant la grandeur de la religion avec la fortune de sa race, les suppliait de ne pas séparer, dans leur fidélité, la foi catholique de la maison des Joyeuse. Plus ils sentaient la Ligue chanceler et tomber, plus ils cherchaient à la relever ; ils firent, de nouveau, jurer aux États qu'ils ne reconnaîtraient d'autre roi qu'un roi catholique, approuvé par le pape. Au lendemain de ce serment, le cardinal de Joyeuse partit pour Rome, avec le titre d'ambassadeur de la Ligue. Des plaines de la Normandie ou des bords de la Seine, le roi de Navarre qui venait d'abjurer à Saint-Denis ne perdait pas de vue ces parlementaires ligueurs de Toulouse ; il les décourageait en confirmant, au mois d'octobre 1592, l'établissement de la Cour établie à Béziers par

duc de Montmorency à qui il promettait l'épée de connétable, et en appelant à cette Cour de Béziers les membres dispersés du Parlement de Carcassone et quelques conseillers de diverses Cours du royaume. Le conseiller de Beloi y exerça les fonctions d'avocat général et Pierre d'Auxerre, maître des requêtes, y eut la charge de premier président. Les registres de ce Parlement ont été perdus en partie et il faut s'en plaindre : ils auraient révélé de curieux détails sur l'organisation et la vie de cette Cour destinée à disparaître, le jour où le roi de Navarre serait maître de Paris. On n'a gardé que le souvenir des patriotiques messages envoyés par Pierre d'Auxerre aux conseillers ligueurs, pour les engager à se joindre au Parlement de Béziers et à mettre un terme à cette scission. Ce fut une âme élevée qui n'a laissé que cette pâle renommée des existences inachevées, que le poète latin appelle si mélancoliquement l'ombre d'un nom. La mort l'empêcha de montrer tout ce qu'il y eut en lui d'énergie et de vertu.

Jamais le Béarnais ne montra plus d'esprit et de bravoure. Piqué par l'abeille gasconne, et prêt à échanger son pourpoint troué des ducs d'Albret, contre le manteau fleurdelysé des rois de France, il descendait gaiement de son cheval de bataille pour appeler à son aide les Mauresques, le Palatin, la Hollande, la reine Élisabeth et pour écrire au Parlement de Paris : « Messieurs, vous
« m'avez, par vos longueurs, tenu ici trois mois, vous
« verrez le sort qui a été fait à mes affaires ; je m'en
« vais le plus mal accommodé que peut être prince. J'ai
« trois armées et je vais les trouver, j'y porterai ma vie
« et l'exposerai librement. Dieu ne me délaissera point...

« Je vous ai remis dans vos maisons ; vous n'étiez que
« dans de sales petites chambres, vous êtes maintenant
« dans mon palais... Vous croyez avoir beaucoup fait
« quand vous m'avez fait de beaux discours, et puis
« vous vous allez chauffer... Vous dites que je me
« hasarde trop ; j'y suis contraint. Si je n'y vais, les
« autres n'iront pas. Si j'avais de quoi payer, j'enver-
« rais à ma place... Je vous recommande le devoir de
« vos charges. Je vous aime autant que roi peut aimer.
« Le naturel des Français est de n'aimer point ce qu'ils
« voient ; ne me voyant plus, vous m'aimerez et quand
« vous m'aurez perdu, vous me regretterez. »

C'est ainsi que parlait ce roi séduisant et brave, aimant et se battant à tort et à travers, envoyant à Crillon ses lettres sonnante le coup de clairon de la victoire, rimant des chansons matinales à Gabrielle, en panache blanc, l'épée au flanc et le pied sur l'étrier. Il entra à Paris, non pas au grand soleil ; il ne franchit pas les portes en triomphant, bannières au vent et les cloches à la volée ; il y pénétra, dans la brume d'une froide nuit du mois de mars et par une poterne furtivement ouverte, murmurant, au rapport de l'Étoile, de s'être crotté avant d'arriver au Louvre.

Pendant que ces choses se passaient à Paris et que le Parlement y annulait les arrêts, décrets, ordonnances et serments rendus et prêtés depuis la fin de décembre 1588, les divisions régnaient toujours à Toulouse. Les royalistes, enhardis par la soumission de la capitale et par l'abjuration du roi, demandaient hautement la fin de la guerre et la soumission du Languedoc au nouveau roi de France. Dans le Parlement, les

sages soutenaient cette motion des royalistes de la ville ; mais la Ligue dont les restes fumaient encore, maîtrisait les consciences par le souvenir de leur ancien serment. Il en coûtait d'ailleurs aux plus puissants ligueurs de perdre, tout d'un coup, la récompense de leurs peines et de voir s'envoler les promesses de la victoire. Ils se sentaient soutenus par le peuple qui, dans sa simplicité et son aveuglement, gardait une foi profonde à l'étoile de ce duc de Joyeuse qu'il croyait être un saint pénitent sous la cuirasse. Tous les conjurés de l'île de Tounis n'étaient pas morts, et l'image menaçante de Tournier agitait encore les imaginations de ses complices cachés dans les faubourgs. Dans l'intérêt du roi, le président Bertrandi ne voulut rien brusquer ; il lui sembla prudent de ramener doucement les cœurs à l'espoir et les esprits à la soumission. La Ligue, qui s'évanouissait sur tous les points du royaume, s'enfermait et se maintenait à Toulouse, dernier foyer d'où s'échappèrent les dernières lueurs.

Le 5 avril, à la première nouvelle de l'entrée de Henri IV à Paris, le Parlement s'assembla en présence du duc de Joyeuse. Les parlementaires, qui s'étaient retirés de la ville, en apprenant la conversion du roi à la religion catholique, reprennent leurs sièges sur la menace de la privation de leurs charges. On décide qu'il sera enjoint aux capitouls de pourvoir à la tranquillité publique et que le Parlement écrira, de l'audience, au duc de Mayenne et au cardinal de Joyeuse, pour leur demander un rapport sur l'état de leurs affaires, et aux villes du ressort, pour les engager à persévérer dans leur soumission au Parlement et au duc de Joyeuse, en

attendant les résolutions qui seraient commandées par les événements.

Quelques jours après, arrivèrent de Paris à Toulouse, avec une créance du roi, Antoine de Bruyère, abbé de Villeloin, neveu du cardinal de Joyeuse, et le président de Lestang, le premier, député du clergé de Toulouse aux États de Paris, le second, ancien lieutenant général au présidial de Brives, pourvu de la charge du président Maynial par le duc de Mayenne, tous les deux grands ligueurs, ramenés au parti royaliste par la franche et facile bonté de Henri IV. Ils remirent au Parlement cette créance, où il était dit, qu'ils avaient commandement d'informer le duc de Joyeuse des victoires du roi et de sa clémence inépuisable envers les Parisiens, de son désir de traiter ses sujets en père qui pardonne à ses enfants, et de les voir revenir à l'obéissance dans les provinces. Ils ajoutaient qu'après avoir représenté au roi qu'en l'absence du cardinal de Joyeuse, il serait difficile de conclure la paix sans le consulter, le roi avait d'abord répondu qu'il fallait le rappeler de son ambassade de Rome et en finir au plus vite, mais que, se ravisant, il s'était décidé à le laisser auprès du pape Clément VIII.

Cet écrit étant déposé au greffe, le Parlement résolut, en présence du duc de Joyeuse, d'écrire au cardinal pour prier le pape de rétablir la paix dans les consciences, et d'envoyer à Paris un député chargé de traiter, avec le roi, des intérêts de la religion catholique, de la justice et de la concorde dans les villes du ressort. Il choisit pour député, non un parlementaire, de peur de froisser le duc de Joyeuse et d'encourir le reproche d'une capitulation trop rapide envers le roi, mais un avocat, Pierre Rabou, an-

cien capitoul, qui partit avec Pierre Salluste, député de l'Hôtel de Ville, avocat et ancien capitoul, comme Pierre Rabou. A peine étaient-ils sortis de Toulouse qu'une collision faillit éclater entre les bourgeois qui voulaient reconnaître le roi, sans attendre le retour des députés, et le peuple qui se refusait à accepter d'avance toutes les conditions d'une paix prématurée. De son côté, Joyeuse qui avait chargé les députés de réclamer, pour lui, la confirmation du gouvernement du Languedoc, mettait des garnisons dans toutes les villes au pouvoir de la Ligue et réveillait à Toulouse l'esprit de sédition.

CHAPITRE XXIV

Mort du président Bertrandi. — Le président Dufaur de Saint-Jory. — La Ligue aux États de Lavaur. — Les sermonnaires. — Le cordelier Maurel. — Le cordelier Maurel et le Parlement. — Le cordelier Maurel au Capitole. — Arrêt contre la Basoche. — Retour de Paris des députés du Parlement. — La légende du saut périlleux. — Négociations du Parlement avec les envoyés du roi. — Intrigues de Joyeuse. — Conférences. — Arrêts qui détruisent la Ligue. — Colère de Joyeuse. — Désordres à Toulouse. — Rentrée de Joyeuse à Toulouse. — Il n'ose s'emparer du Capitole. — Joyeuse et le cordelier Maurel au Palais. — Menaces de faire sauter le Palais. — Réponse des parlementaires. — Départ du Parlement pour Castelsarrasin.

Le Parlement, redoutant de nouvelles révoltes, tentait d'apaiser Joyeuse et de contenir les ligueurs. Épuisé par tant d'agitations et d'inquiétudes, le président Bertrandi mourut le 1^{er} novembre 1594 à l'âge de soixante-sept ans, après avoir tenu la place de premier président vacante depuis la mort de Duranti. Il laissa sa charge à son gendre, l'avocat général Pierre de Caumels. Lafaille a parlé de Bertrandi comme d'un homme aspirant au repos et cherchant à s'éloigner des discordes publiques. Lafaille n'a pas assez rendu justice à cet esprit sage, patient et doux, jaloux de l'honneur du Parlement et de la tranquillité de la province, qui sacrifia sa vie au rude travail de l'apaisement des partis, au travers des ébranlements de son temps. Il venait d'une forte souche toulousaine,

où la robe s'était alliée à l'épée ; on disait même qu'il descendait des comtes de Toulouse ; mais Lafaille en hausse les épaules et dit en se jouant : « Il n'est
« nullement de mon humeur de troubler la croyance
« qu'ont les familles de ces sortes de grandeurs. Je
« dirai seulement que la maison des Bertrandi, qui a
« un cardinal et garde des sceaux, un évêque de Ca-
« hors, des présidents à mortier et plusieurs conseillers
« du Parlement, a assez de lustres, sans avoir besoin
« d'aller en prendre si haut. » Ce fut surtout une âme droite et trempée aux sources du savoir, de la piété et de l'amour de la patrie. On a de lui un curieux livre latin publié après sa mort, *de Jurisperitis*, la vie des grands jurisconsultes romains. Il a mérité qu'on mit sur sa tombe cette belle épitaphe : « Il était savant et
« il aimait la justice. »

Le président Dufaur de Saint-Jory, ayant, autant que le président Bertrandi, l'amour de la justice et de la science, se mit à la tête du Parlement. Sur les instances des parlementaires, il avait abandonné son château et sa solitude de Saint-Jory, pour vouer sa vie austère à son pays et à son roi : Il allait rompre à jamais les derniers liens qui attachaient encore le Parlement à la Ligue. La Ligue, poussée par Joyeuse, s'était assemblée aux États de Lavour et renouvelait, pour ranimer sa vie finissante, ses serments de fidélité à la sainte Union. Cette résolution, portée au Parlement, amena cette fine et prudente réponse du président de Saint-Jory, que la Cour, heureuse de terminer les troubles et les maux de la province, laisserait le temps aux ligueurs de ménager leurs intérêts, avant de prendre, avec le roi de

Navarre, comme roi de France, les derniers arrangements de la paix.

Mais Joyeuse appelait à lui les prédicateurs et leur ouvrait les chaires des églises. Il savait que cette stratégie avait, plus d'une fois, servi aux ligueurs pour échauffer les esprits et s'emparer violemment des événements et des consciences. Les sermonnaires de la Ligue exercèrent dans tout le royaume une sorte de dictature et n'est-ce pas une des héroïnes de l'Union, Mme de Montpensier, qui disait : « J'ai fait plus par la bouche de mes prédicateurs, que les autres ne font tous ensemble, avec toutes leurs pratiques, armes et armées. » Le roi de Navarre le savait bien : il avait dit de son côté : « Tout mon mal me vient de la chaire. » La chaire s'était transformée en tribune. Les sermonnaires parlaient de tout, annonçaient les nouvelles, dirigeaient les factions, entretenaient des relations avec les prétendants, les gouverneurs, l'Espagne et le saint Siège. De mystique et de contemplative, l'éloquence de la chaire devint plébéienne, mordante et familière. Par la bizarrerie de leur style, les sermons ressemblent alors aux caprices de l'art gothique ; les paroles grondent ou grimacent, s'attendrissent ou raillent, de même que les têtes des dragons et des chimères sculptés aux murs des cathédrales. On n'est plus à ces années de piété vive et d'adorables extases où, selon l'expression de Pierre de Celles, le cou de ces chrétiens portant le froc s'était replié en arrière, à force de regarder le ciel.

Il y a encore, au fond de quelques cloîtres, des pénitents abîmés dans le mysticisme, mais ces pures et

tendres clartés ne sont que fugitives et la marche de la société n'est plus là. Dans ce seizième siècle, qui fut un siècle d'enfancement et de fermentation, la chaire aspirait à une liberté inconnue et confuse. On était à l'entrée et comme au bord de toutes choses ; la curiosité était immense et on attendait, avec des frémissements d'inquiétude, ce qui allait sortir de cette longue nuit.

Les sermonnaires de la Ligue, disputant le pavé au Parlement, dépassent en libres déclamations, leurs ancêtres du temps des Armagnacs et des Bourguignons et du grand schisme d'Occident. Ils prêchent et dogmatisent, à grand bruit, au nom de la théocratie et de la démocratie et ne reculent pas devant les exhortations au « tyrannicide ». Tout était bon à ces prédicateurs pour haranguer la foule, les églises, les places publiques, les bornes des carrefours, les tertres en plein air et dans les champs et sur les tombes des cimetières. Ils n'ont guère aux lèvres la douceur évangélique, la science profonde et l'onction pénétrante ; mais quel souffle dans l'invective et quelle hardiesse dans la parole ! Ils s'en prenaient aux rois, au pape, à la noblesse, aux évêques et au peuple lui-même, et se laissaient emporter par ce courant de passions politiques et de renaissance littéraire. Le sang du peuple coulait dans leurs veines, et leurs chaudes improvisations gardaient l'empreinte de leur humble origine, avec les colères, l'énergie et les égarements du peuple. La Ligue, disait l'Étoile, débanda tous ses arcs.

Ces deshérités de la terre, en prenant le froc, se

donnaient, tout à coup, libre carrière, frondaient, et flagellaient, avec une étonnante bravoure, les vices et les plaies de leur société. Le peuple les aimait pour cette intrépidité et l'enthousiasme de leurs croyances : leurs sermons étaient un puissant levier sur les attroupements populaires. Ce qui nous paraît étrange ou naïf aujourd'hui avait alors sa flamme et son éloquence. Sous l'enflure et les barbarismes du langage et sous l'écorce triviale, perçait le vigoureux aiguillon et montait la sève abondante. De ces saillies et de ces véhémences jaillissaient parfois des éclairs et comme des coups de foudre. Ni les rois, ni les Parlements n'effrayaient les sermonnaires. N'est-ce pas l'un d'eux qui prétendait n'avoir d'autre ambition que de tremper ses mains dans le sang d'un président à mortier ?

A Toulouse, les prédicateurs de la Ligue tentèrent un dernier effort pour rallumer les ardeurs populaires. Un soir, un groupe de bourgeois et de moines, le cordelier Maurel en avant, se présenta aux portes du Capitole et du Palais. Ce cordelier Maurel, batailleur à outrance, attirait et remuait les foules par ses familiarités audacieuses, sa furie de liberté, et un singulier assemblage de choses sérieuses et bouffonnes. Il esquisait, en chaire, des peintures de mœurs plus fidèles et plus saisissantes que celles des chroniqueurs et des trouvères. La place manquant aux églises, il montait sur les bornes, au coin des rues, et la multitude de ces hommes et de ces femmes du peuple suspendue à ses lèvres, s'exaltait, pleurait, riait et s'indignait à sa voix. Au souffle de ses anathèmes et de ses invocations, les

masses entraînées marchaient derrière lui et obéissaient à un signe de sa main. On a de lui des fragments de sermons. Sa phrase est courte et hachée ; il prenait au vol l'expression imagée et pittoresque et les citations plaisantes à la fois et sévères, entremêlées de l'histoire profane et de la Bible, et par cet amas de citations et de métaphores empruntée à l'art et à la nature, il arrivait à composer des tableaux heurtés et prétentieux qui devaient frapper les imaginations.

Il alla, un jour, au Palais et demanda à parler devant le Parlement. Le conseiller clerc, de Caumels, vicaire général de l'archevêque, sortit pour recevoir Maurel et son cortège d'artisans et de moines, impatients de franchir le seuil gardé par le guet. Avec la fougue de sa parole, Maurel menaça le Parlement de faire fermer les églises, s'il venait à rejeter la bulle d'excommunication du pape et à reconnaître le roi de Navarre pour roi de France. Pour toute réponse, le Parlement ordonna aux capitouls de veiller à la tranquillité de la ville, enjoignit aux supérieurs des couvents de se concerter pour calmer les sermonnaires, et chargea le provincial des jésuites d'exiler, pour quelque temps, de Toulouse, le père Lagarde de la compagnie de Jésus, dont les prédications n'étaient qu'un appel à la révolte.

Du Palais, l'attroupement s'avança vers le Capitole où le capitoul de Bertier, avocat au Parlement, parla aux cordeliers sur un ton altier qui effraya et dispersa les séditeux. On était alors à ce mois de l'année où se renouvelait l'élection du roi de la Basoche, suivie des fêtes bruyantes qui pouvaient dégénérer en émeute et rendre des forces aux ligueurs fanatiques. Un arrêt du

Parlement rappela sévèrement la Basoche à la rigoureuse observation de ses règles, à peine d'une forte amende et de son exclusion du Palais.

La Basoche et les ligueurs firent silence devant le bourgeois Salluste et les députés du Parlement qui revenaient de Paris, avec le conseiller d'État, Aymery de Vic, envoyé par le roi pour traiter de la soumission de la ville. Salluste ayant fait, un matin du mois de décembre 1594, son rapport dans un conseil de bourgeoisie, de Vic se rendit, le soir, au Capitole où les bourgeois s'étaient rassemblés en petit consistoire, présenta les lettres du roi et exposa sa commission. Il dit aux bourgeois que le roi, attristé des guerres religieuses, venait d'abjurer la religion protestante et d'embrasser la religion catholique, et qu'à l'avenir ses sujets n'auraient plus d'excuse de le combattre. Il parla un peu comme le roi qui venait d'être sacré à Chartres. On aurait cru entendre le Béarnais disant à son ami de Batz, avec son accent de clémence et de bonté inépuisables : « Ceux
« qui suivent tout droit leur conscience sont de ma reli-
« gion, et moi je suis de celle de tous ceux qui sont bra-
« ves et bons. »

Il s'est fait une légende autour de ce sacre et de cette abjuration, et on n'a pas cessé d'affirmer qu'Henri IV aurait écrit à Gabrielle, qu'il allait faire le saut périlleux. On n'a jamais pu citer cette lettre. Ce mot à la volée et à la légère n'est pas d'ailleurs dans l'esprit de ce roi si franc et si sage qui écoutait, en profond recueillement, les enseignements du cardinal du Perron, aux conférences religieuses où il discutait, avec tant de pénétration, les graves questions de la foi. Ceux qui ont

douté de sa sincérité et de sa droiture ne l'ont pas bien connu.

Le Parlement de Toulouse croyait à la parole du roi. En se réservant de traiter avec de Vic et avec Joyeuse, il s'empressa de nommer des commissaires chargés de conférer avec l'envoyé du souverain, les présidents de Jory et de Saint-Jean, les conseillers de Gargas, d'Aussillon, d'Assezat, et Sabatéri, quatre capitouls et l'avocat général de Caumels qui refusa le mortier de président, croyant ainsi mieux servir le roi dans ses fonctions d'avocat général. Henri IV. l'en remercia aussitôt par une lettre pleine d'effusion.

Joyeuse ne s'endormait pas dans son palais. Il faisait supplier le Parlement, par les États de l'Union assemblés à Lavaur, de ne pas le délaisser dans ce revers de fortune ; il aurait voulu que les États se rendissent, en corps, à Toulouse, afin d'assister aux conférences du Parlement et de l'Hôtel de Ville. On le voit, ce n'était pas tant la ville de Toulouse qui résistait à Henri IV, mais plutôt Joyeuse et la faction des Joyeuse. Les États se contentèrent d'envoyer à Toulouse leurs députés, l'évêque de Lodève, l'abbé de Lézat et les seigneurs d'Auterive et de Labastide. Le 21 décembre 1594, les conférences s'ouvrirent dans l'hôtel du président de Saint-Jory, en présence d'Aymery de Vic et du duc de Joyeuse. On débattit d'abord la question de savoir si, après tant de serments de ne jamais reconnaître pour roi un prince hérétique et excommunié par une bulle du pape, on pouvait entrer en négociations avec lui. Le succès des conférences dépendant de cet article préliminaire, on sentit qu'il fallait lever aussitôt cet

obstacle ou rompre la négociation. Mais, c'est Lafaille qui le dit avec malice : « l'expérience fait voir que, de tous les embarras, il n'y en a point de plus facile à surmonter que les serments. » Les années n'ont rien changé à cela. Lafaille ajoute avec une pointe plus dure : « Les commissaires du Parlement ayant dit qu'ils prenaient ce cas pour eux, les capitouls, qui ne les eussent peut-être pas crus des garants assez sûrs pour toutes autres sortes d'affaires, les en crurent pour celle-ci. »

En deux séances, on résolut de demander au roi de conserver au duc de Joyeuse le gouvernement de la partie de la province qui avait arboré le drapeau de la Ligue, de lui donner le commandement de tout le Languedoc à la mort du duc de Montmorency, de n'incorporer au Parlement que les membres de la chambre de Béziers, légitimement pourvus de leurs charges, d'établir, à l'Isle-en-Albigeois, la chambre mi-partie, sur le pied où elle était déjà, de n'autoriser le culte de la religion réformée qu'à une distance de quatre lieues de Toulouse, de réclamer par un placet séparé, l'amnistie des meurtres du premier président Duranti et de l'avocat général Daffis, et enfin de supprimer les nombreux subsides mis sur les marchandises, depuis l'année 1561.

La Ligue allait mourir et son heure était arrivée. Le Parlement l'abattit, en frappant un dernier coup par son arrêt du 15 janvier 1595. Il faut le citer tout entier : « La Cour, chambres assemblées, en la présence du sieur de Joyeuse, gouverneur et lieutenant général pour le roi au pays de Languedoc, a ordonné et ar-

« rêté que le roi sera très humblement supplié d'agréer
 « les articles traités et accordés avec le sieur de Vic,
 « conseiller du roi en son conseil d'État, tant pour ce
 « qui appartient à la conservation et assurance de la
 « religion catholique, apostolique et romaine, que pour
 « le fait de la justice du gouvernement du pays de Lan-
 « guedoc, pour incontinent avoir reçu les provisions re-
 « quises et nécessaires, être procédé à la reconnaissance
 « et obéissance dues au dit seigneur roi comme vrai et
 « légitime successeur de la couronne, sur l'assurance
 « que la Cour a que sa dite majesté, pour le bien de
 « ce royaume, conservation et augmentation de la reli-
 « gion catholique, apostolique et romaine, et continuera
 « de poursuivre, ainsi qu'elle a fait ci-devant envers
 « notre saint Père, le bénéfice d'absolution, de quoi Sa
 « Majesté sera aussi très humblement suppliée de la
 « part de la dite Cour. Et à cet effet le dit sieur de Vic,
 « pareillement requis, pourvoir et procurer au plus tôt
 « l'expédition des dites provisions. Néanmoins, qu'il
 « sera écrit au roi par la dite Cour, pour le supplier, très
 « humblement, de prendre en bonne part, qu'elle ait dif-
 « féré la déclaration et reconnaissance, jusqu'à la récep-
 « tion des dites provisions, pour avoir été mue à ce
 « faire par plusieurs bonnes et grandes considérations
 « importantes, tant au bien du service de Sa dite Ma-
 « jesté, que du repos et tranquillité de ce ressort. Et en
 « outre, la Cour a fait inhibitions et défenses à tous
 « corps, collèges et communautés et à toutes personnes
 « de quelques qualités et conditions qu'elles soient,
 « d'entreprendre de faire aucune proposition, délibéra-
 « tion, résolution, ni tenir propos en privé ou en public,

« tendant à empêcher l'effet de cette délibération, ni autrement, en quelque manière que ce soit, directement ou indirectement rien faire, ni dire, au préjudice d'icelle, à peine d'être punis comme ennemis et perturbateurs du repos public et criminels de lèse-majesté. »

Le lendemain, un nouvel arrêt décida que, pour hâter le retour des peuples à l'obéissance envers le souverain, le Parlement engagerait le grand vicaire de l'archevêque à prendre les mesures nécessaires à ramener la paix dans les consciences.

Joyeuse, selon le mot de Lafaille, était gonflé de colère. La vie du cloître n'avait pu arracher de ce cœur ambitieux les ruses et les effervescences de la politique. Tandis qu'au Parlement, les ligueurs se détachaient, de jour en jour, de son parti, il retournait à Lavaur et déclarait aux États qu'il n'entendait rien conclure sans leur aveu, et sans l'absolution donnée au roi de Navarre par le pape. Cette absolution toujours annoncée n'arrivait jamais, et Joyeuse se faisait une arme de ces lenteurs du saint Siège. Lui aussi, attendait un bref de Rome, le bref qui devait lui permettre de porter, en temps de paix et de guerre, l'habit court et l'épée, et de jouir de toutes ses dignités séculières. Il savait que le roi et le Parlement ne l'aimaient guère : ayant pris goût au commandement des troupes, il hésitait à signer le traité de paix, de peur de se voir dépouiller de son gouvernement et de ses honneurs.

Il espérait avoir des conditions meilleures, en résistant jusqu'à la dernière heure. Un jour, il doubla ses gardes, appela à lui quelques gentilshommes ligueurs et des compagnies de gens de pied, et chercha à se rendre

maître de la ville. Les capitouls et les parlementaires déjouèrent ces manœuvres, mais les écoliers, toujours en éveil, se groupèrent en bruyantes confréries et traversèrent, en criant, les places et les rues. Ces désordres n'avaient rien que de frivole ; la voix des prédicateurs, dans les chaires, était plus périlleuse : ils traitaient le roi et les royalistes d'hérétiques et d'excommuniés, annonçaient de prochains soulèvements, et semaient l'alarme dans la ville.

Joyeuse se garda bien d'étouffer ces clameurs qu'il encourageait sourdement ; il se montra dans les villes fidèles à la Ligue, y mit des garnisons et fit son entrée à Toulouse, à la tête de cinq cents chevaux et de quelques compagnies de gens de pied. Le Parlement, n'ayant pas de forces à lui opposer, recourut aux négociations qui ne firent que rendre le gouverneur plus audacieux et plus intraitable. Par peur de surprises ou de massacres, les royalistes s'enfermèrent dans leurs maisons, des soldats gardèrent les portes et les avenues du Palais. Joyeuse marchait à son but : il entra, un jour, au Capitole suivi de ses troupes, avec le dessein de s'en emparer ; il recula devant les fermes remontrances des capitouls ; mais, en se retirant à l'archevêché, il fit sonner le tocsin de Saint-Étienne, à la grande cloche Cardail-lac.

Au bruit du tocsin, le Parlement suspend son audience, et envoie deux de ses membres à Joyeuse. L'ancien capucin, en cuirasse et armé de toutes pièces, se met en marche avec ses capitaines et ses soldats, tambours battant et enseignes déployées. Le cordelier Maurel était dans le cortège, monté sur un cheval, un

crucifix d'une main et un glaive de l'autre, poussant le cri ordinaire des ligueurs : vive l'église et vive la Ligue, ameutant la foule et l'entraînant vers le Palais de Justice.

Le Palais était gardé par des mousquetaires. Joyeuse s'arrêta, avec son armée, sur la place du Salin et détacha un de ses capitaines pour demander raison de cette résistance du Parlement. Les portes restant fermées, Joyeuse menaça les parlementaires de les faire sauter avec la poudre. Ils lui firent cette noble réponse. « Le lieu où la Cour est assemblée est celui où l'on condamne à mort les violents. La Cour n'en sortira que pour aller rendre la justice ailleurs. » Joyeuse se retira et contint l'émeute prête à franchir les portes. Puis, il parcourut la ville, les cloches sonnant aux églises et les ligueurs l'acclamant dans les rues.

Le Parlement, ne se trouvant, ni en liberté, ni en sûreté, usa, une dernière fois, de la voie des remontrances ; les conseillers d'Assézat, Sabatéri, deux capitouls et l'avocat général de Caumels déclarèrent à Joyeuse que si la ville ne recouvrait pas sa tranquillité et la Cour son indépendance, le Parlement était résolu d'abandonner Toulouse et de chercher, parmi les villes du ressort, un autre siège de justice. Loin de s'effrayer de ce langage, le duc exigea que ceux des parlementaires qu'il appelait ses ennemis sortissent aussitôt de la ville. Ils partirent, en secouant la poussière de leurs pieds sur le seuil du Palais et s'acheminèrent vers Blagnac, dont le seigneur tenait le parti du roi.

Aymery De Vic qui s'était remis en route pour Paris apprit, en chemin, ces événements et écrivit à « mes-

« sieurs de la Cour du Parlement chassés de Toulouse », que le roi saurait bien les venger « des emportements et des insultes de ce frère Ange, changé en tyran » ; il leur donna rendez-vous au hameau de la Bastide, aux environs de Montauban, où ils décidèrent que le Parlement irait siéger à Castelsarrasin et y rendre la justice au nom du roi.

CHAPITRE XXV

Castelsarrasin. — Le Parlement à Castelsarrasin. — Détresse des parlementaires. — Arrêts politiques. — Chambre de l'Édit à l'Isle-en-Albigeois et à Castres. — Le Parlement ligueur à Toulouse. — Entrée en campagne des armées de Languedoc. — Joyeuse aux portes de Castelsarrasin. — Le pape lève l'excommunication contre le roi. — Soumission des ligueurs. — Chambre de Béziers réunie au Parlement de Castelsarrasin. — Mort du président de la Bourgade. — Chambre de l'Édit à Castres. — Dernière conférence pour la paix. — Édit de Folembray. — Soumission du Parlement ligueur. — Allégresse publique à Toulouse. — Retour à Toulouse du Parlement de Castelsarrasin. — Joyeuse et le président Dufaur de Saint-Jory. — Rentrée à Toulouse. — Réouverture du Palais. — Séance du retour. — Serment de fidélité de Joyeuse. — Deux vers de *la Henriade*. — Mort de Joyeuse. — Le marquis de Villars. — Jugement sur la scission du Parlement. — Le Parlement de Castelsarrasin et les Parlements de France. — Belle prière du père Lombard.

La ville de Castelsarrasin, siège d'une justice royale, aux confins de la Gascogne et du Quercy, à l'extrémité du Haut-Languedoc et de l'ancienne Gaule, semblait offrir, mieux que les autres villes du ressort, un asile hospitalier aux magistrats proscrits par les dernières convulsions de la Ligue. Dans son enceinte de murailles flanquées de tours, elle pouvait résister à un assaut, et son éloignement de Toulouse n'était pas si grand que le Parlement ne pût exercer sa surveillance sur la capitale de la province. Du haut de ses collines, en regardant les belles vallées où coulent le Tarn et la Garonne, on ne

voyait que des villes fidèles au drapeau d'Henri IV : Montauban, un des grands foyers de la religion réformée, Moissac, un moment entré dans la Ligue, mais bientôt soumis par l'épée du duc d'Épernon, Villebrunier, Grisolles, Beaumont et toutes les villes du pays de Rivière-Verdun et de l'élection de Lomagne. Seule, la ville de Montech restait attachée à la Ligue. En conservant, avec une inébranlable intrépidité, sa vieille foi catholique, Castelsarrasin avait salué l'abjuration du roi de Navarre, comme le présage d'une paix glorieuse.

C'est là que les parlementaires arrivèrent, lentement, au milieu de dangers incessants, en traversant des contrées au pouvoir des ligueurs. Au nombre de deux présidents à mortier, de onze conseillers et de deux officiers du parquet, ils ouvrirent leur première audience, le samedi 6 du mois de mai 1595, dans le consistoire de la maison de ville, sous la présidence de Saint-Jory. Sur les requisitions du procureur général Claude de Saint-Félix, la Cour arrêta que la justice souveraine serait désormais rendue à Castelsarrasin, comme elle l'était, au mois d'avril, à Toulouse ; elle enjoignit à tous les parlementaires de se rendre à Castelsarrasin, dans la huitaine et fit commandement à tous les sénéchaux, baillis, lieutenants, juges, consuls, greffiers et autres officiers du ressort, d'avoir à ne reconnaître qu'elle, cassant tous les arrêts rendus après le onze avril, au prétendu Parlement resté à Toulouse, et menaçant tous ceux qui contreviendraient à ses décisions, des châti-ments réservés aux criminels de lèse-majesté. Par d'autres arrêts, elle ordonna que les sièges du sénéchal

et du présidial et la trésorerie de Toulouse seraient transférés à Castelsarrasin.

La Cour, ainsi constituée, tenta vainement une dernière fois, de remonter, par les voies de la douceur, au duc de Joyeuse et à ses partisans, les désordres qui allaient survenir de ce déchirement. En même temps, la Cour envoya deux députés à Aymery de Vic, pour demander communication de l'édit royal de pacification du Languedoc, afin d'en prescrire partout la publication. De Vic informa le roi de ces incidents : Henri IV, revenu victorieux de Picardie et à la veille de partir pour la Bourgogne, signa, au château de Fontainebleau, des lettres patentes approuvant la translation du Parlement à Castelsarrasin, révoquant les pouvoirs de la Cour restée à Toulouse, et enjoignant aux officiers du présidial, des finances et des monnaies, de quitter Toulouse sur-le-champ, et d'exercer leurs charges à Castelsarrasin. Un arrêt du 23 mai, rendu en chambres assemblées, enregistra ces lettres patentes en forme d'édit et ordonna, en outre, que le Parlement, d'abord établi à Carcassonne et transféré alors à Béziers, se réunirait au Parlement établi à Castelsarrasin.

De tous côtés, arrivèrent les parlementaires suivis des membres de la Cour présidiale et de la sénéchaussée de Toulouse, des procureurs, des avocats, des greffiers, des notaires, des officiers de la chancellerie du Palais, des huissiers, garde-sacs et autres, des trésoriers et officiers des monnaies. Les registres du Parlement ont conservé les noms de tous les parlementaires de Castelsarrasin : les présidents de Saint-Jory, Odet de Saint-Jean, Mathieu de Chalvet et Jacques de Cayron, souvent

cités pour leur vaste érudition et leurs vertus, les conseillers Hérard de Pins, François de Gargas, Hugues de Rudelle, de Saint-Pol maître des requêtes, Philippe de Bertier, Laurent de Fillères, François de Senaux, Geraud Malras, Pierre de Saint-Pierre, de Forest, Raymond de Saint-Félix, François de Laporte, Gabriel de Terlon, Salomon de Malard, François de Sabatéri, Jean Cavaignes, Pierre de Catel, Jean de Fabri, François de Papus, Jacques de Papus, Georges de Caulet, Guillaume de Melet, Jean de Mansencal, Simon de Garaud, Guillaume de Catel, le savant historien des comtes de Toulouse, Pierre de Caulet, Guillaume de Raymond, revenu comme tant d'autres de son dévouement à la Ligue, et qui ne cessait de flétrir les excès des ligueurs, Jacques Nolet, François de Chalvet, Antoine de Pins, Valentin de Percin, François Bertrandi, Pierre de Barthélemy, Pierre Buet, Jean de Cambolas, le célèbre auteur des *Décisions notables*, Guillaume de Segla, Jean de Roux, l'avocat général Pierre de Caumels et le procureur général Claude de Saint-Félix. C'est à Castelsarrasin que le Parlement reçut quatre nouveaux magistrats, Jean d'Ouvrier, Buisson d'Aussonne, François de Meynial et l'avocat général Pierre de Beloi, un des plus vigoureux esprits de son temps, enfermé quatre ans à la Bastille par la faction des Seize, pour avoir publié son livre « sur les moyens d'abus, entreprises et nullités des « rescrit et bulle de Sixte-Quint contre Henri roi de « Navarre et Henri prince de Condé. » Enfin, les magistrats qui allaient venir du Parlement de Béziers, étaient François Duconseil, Étienne Usilis, Charles de Rossel, Jehan André d'Aymar, Jacques Crussy, Jacques Maus-

sac, Mathurin Gauthier, Guillaume Cardau, Jean Barin, Antoine de Lanjorrais, Louis Buisson, Charles Duvergier, Hermann Sévin et Honoré d'Aymard qui échangea ses fonctions d'avocat général contre celles de conseiller. Le premier président Pierre d'Auxerre meurt au moment où il quitte Béziers pour prendre la route de Castelsarrasin.

Ils étaient plus de soixante, tandis que le nombre des parlementaires restés à Toulouse ne s'éleva pas au nombre de dix-neuf ; les présidents de Lestang, Gabriel de Barthélemy, Jean de Cayron, les conseillers de la Roche, de Vezian, Bernard d'Assézat, Gabriel de Sabatier, Jean Ambes, François de Vedelli, Doujat, Regnier, Michel de Prohenques, Antoine de Lacoste, Dupin, Thomas de Calmels, Arnaud Boret, Lecomte, Bernard de Gault, dit Gallus. A ce nombre, il faut ajouter l'avocat général Simon Bérat et les substituts Michel de Garrigues et Paul de Vedelli. Dix ou douze gardèrent la neutralité et se retirèrent dans leurs terres, entre autres La Rocheffavin président de la chambre des requêtes, attristé, absorbé par ses études historiques et ne se sentant pas la force d'affronter de nouvelles épreuves. Par toute la nation, l'élite des Cours souveraines se ralliait à Henri IV, résignée à toutes les privations et à tous les périls, ne désespérant pas de l'avenir et déterminée à transporter la justice de ville en ville, plutôt que de la voir déshonorée et tombée aux mains des factieux.

Ce Parlement de Castelsarrasin ne siégea pas toujours dans la salle du consistoire de l'Hôtel de Ville. Selon les usages des Cours souveraines éloignées de

leur siège, qui demandaient asile aux couvents et aux monastères, il alla s'établir, non au beau château royal de la ville, mais au couvent des carmes, dans la salle religieusement conservée, où le tribunal de Castelsarrasin rend encore la justice. Il y eut, comme à Toulouse, la grand'chambre, la première et la deuxième chambres des enquêtes, celle des requêtes, la Tournelle et, parfois, la Cour rendit des arrêts en chambres assemblées. Ses arrêts principaux eurent trait à la fixation de la valeur des diverses pièces de monnaie nationales ou étrangères, à la perception des deniers publics, tailles, amendes, droits de greffes, à la destination de ces deniers aux frais de la guerre, à la solde des garnisons royales, aux dépenses des voyages des députés du Parlement, à l'appropriation de l'édifice du Palais et à la sommation faite aux gentilshommes de la province de se rendre auprès du maréchal de Matignon, commandant pour le roi en Guyenne, ou auprès du duc de Ventadour, lieutenant général du Languedoc, en l'absence du connétable de Montmorency. Ces arrêts embrassaient aussi la surveillance des édits concernant l'aliénation des biens du domaine royal, la défense d'accaparer les blés, à ces années de stérilité de la terre et de convulsions de la province, les mesures d'ordre pour la sûreté des villes du ressort et des places fortes des frontières d'Espagne, l'interdiction des levées d'argent, sans commission expresse du roi, et une multitude de décisions qui révélaient l'anarchie, l'affaiblissement ou la désorganisation de l'administration de la province.

De cette détresse financière se dégage, à l'honneur

des parlementaires, un mépris de la fortune qu'il faut relever en passant : Dépouillés de leurs biens par les ligueurs restés à Toulouse, ils ne songèrent à eux-mêmes, dans leur pénurie, qu'après avoir épuisé les ressources du trésor dans l'intérêt de l'État. Ils se virent obligés d'adresser des cahiers au roi, pour solliciter de lui quelque subvention. Il est vrai que, par des lettres patentes du 28 mai, datées de Troyes où étaient ses armées, le roi leur avait affecté une somme de 6,000 écus, pour « leur établissement, séance et « entretènement à Castelsarrasin », à prélever, avant toute autre, sur les décimes des diocèses de Vabres, Comminges, Rodez, Rieux, Couserans, Lombez, Lectoure, Tarbes et autres ; mais cette somme n'était pas rentrée.

Il fallut, par d'autres lettres patentes, que le roi renouvelât et confirmât, en leur faveur, l'exemption du droit de gabelle sur le sel et leur allouât, en dehors de leurs gages, une somme de 13,330 écus, à partager entre eux. Les États assemblés à Pézénas, ayant réduit cette somme à 10,000 écus, de nouvelles lettres patentes rendirent aux parlementaires la somme intégrale. Quelques mois après, le roi ordonna des coupes de bois, pour le chauffage des parlementaires, dans les forêts voisines. Ces subsides ne suffirent pas au Parlement qui fut obligé de négocier un emprunt de 2,000 écus.

Les arrêts politiques de ce Parlement de Castelsarrasin, sont nombreux : il défendit au clergé et à la noblesse de Toulouse de tenir les assemblées des États de la Ligue ; il délégua des commissaires pour ren-

dre obéissance au roi et lui exposer l'état des villes du ressort, pour représenter leur Cour aux États généraux royalistes du Languedoc, et pour prier le duc de Ventadour de réprimer les dévastations des ligueurs qui brûlaient les châteaux, pillaient les maisons et ruinaient le peuple. Il annulait les trêves consenties sans pouvoir, interdisait aux syndics de tenir leurs États particuliers dans la province, sans son autorisation et malgré les arrêts du Parlement ligueur de Toulouse ; il réglait le traité à conclure avec Fénelon, commandant pour la Ligue à Grisolles, et prêt à faire sa soumission ; il correspondait avec le maréchal de Matignon, adressait des remontrances au roi sur certains édits, et faisait battre monnaie afin de faciliter à Henri IV les moyens de réunir, en un seul corps, les armées royales du Languedoc et de la Guyenne, dispersées au détriment de l'État et du roi. Malgré les exigences du Parlement de Paris, il refusa d'exécuter son arrêt qui chassait de France les jésuites, après l'attentat de Jean Chatel. Il se décida pourtant, sur les réquisitions de l'avocat général de Beloi, à prononcer leur expulsion, mais cet arrêt ne fut jamais exécuté à Toulouse.

Il enregistra, sans opposition, les lettres patentes, émanées de la clémence royale, qui accordaient l'entier pardon aux villes s'engageant à désarmer, et aux gentilshommes se remettant sous la garde et protection du roi. Il imposait le serment de fidélité aux chanoines du chapitre de Saint-Sernin, longtemps ligueurs et réfugiés à Blagnac ; il protestait contre l'établissement à Castres, un des refuges de la réforme, de la chambre de l'Édit, mi-partie catholique et protestante

et demandait son abolition, ou tout au moins sa translation dans une ville catholique, et par préférence, à l'Isle-en-Albigeois où elle avait déjà siégé.

Vers cette époque, en effet, et à la fin d'avril de l'année 1595, Henri IV, après avoir hésité entre Nîmes, Bagnols et Castres, rétablit à Castres la chambre mi-partie où le président catholique de la Bourgade, le président calviniste de Fresnes-Canaye, éminent par le savoir et destiné à l'ambassade de Venise, commencèrent à rendre la justice avec les conseillers catholiques de Saux, de Bonot, de Roux ou Duroux, Pierre Bardichon, Pierre d'Azille, François Calvière, et les conseillers protestants Antoine de Beranguier seigneur d'Arvieu, Richardon, Guichard d'Escorbiac, Jean de Lamer, Jacques de Vignolles, Guy d'Airebandouze, François de Rosel, Paul de Juge et Paul Correch. Le procureur général Étienne de Raté appartenait à la religion catholique, et l'avocat général Pierre Boucaud à la religion réformée.

C'est d'abord dans une salle de l'hôtel du receveur des gabelles et ensuite à l'Hôtel-Dieu, que siégea la chambre de Castres, répudiée à la fois par le Parlement ligueur de Toulouse et par le Parlement royaliste de Castelsarrasin et qui accueillit quelques magistrats venus du Parlement de Béziers. Au mois de novembre de cette année 1595, le président de la Bourgade meurt à Castres et le Parlement de Castelsarrasin refuse d'envoyer à la chambre mi-partie deux de ses membres qui devaient s'y rendre, en exécution des déclarations royales. Ce n'est qu'après sa rentrée à Toulouse, en avril 1596, au moment de la réconciliation de Henri IV avec le saint

Siège, qu'il consentit à les désigner. Les conseillers, François de Sabateri, Jean d'Ambes, François de Laporte et Guillaume Fabri se joignirent alors aux magistrats catholiques, déjà en service, et complétèrent, avec le président de Saint-Jean, le nombre d'officiers porté par les édits. Pour la première fois, la chambre de Castres, siégea le 29 mai de l'année 1596, « au grand complet et splendidement », ainsi que Gaches l'a dit.

Mais la misère régnait partout et les magistrats de Castres, déclaraient, eux-mêmes, n'avoir pas assez de ressources pour se soutenir dans l'exercice de leurs charges, et prévoyaient, dans une supplique adressée au roi, le moment où ils seraient forcés d'abandonner leur poste. Grâce au traité de Folembay, ils purent poursuivre le cours de leurs travaux.

En parcourant les registres criminels de cette chambre, on est frappé du nombre de coupables qui parvenaient à échapper aux châtiments de la justice. Ses arrêts par contumace égalent les arrêts contradictoires. Quand les condamnés en fuite évitaient le pilori, la potence, le fouet, l'écartèlement, l'enlèvement des oreilles, la question ou le bûcher, on les brûlait en effigie. Cette Cour singulière, qui eut une existence de six années, mérite qu'on s'arrête un moment devant elle. Son histoire est trop liée à celle du Parlement pour être laissée dans l'ombre. Elle est fille de la paix de 1577 et des traités de Poitiers, de Bergerac et de Nérac. Pour ne pas scinder son histoire, il faut, un moment, revenir en arrière et devancer aussi les années.

Un article du traité de Poitiers instituait la chambre

de Languedoc, composée des douze conseillers dont huit catholiques et quatre réformés. Cet article ne fut jamais suivi ; la chambre ne cessa pas de fonctionner avec seize conseillers et deux présidents. Les officiers catholiques devaient être choisis par le roi, sur le tableau des officiers du Parlement, « des plus équitables, « paisibles et modérés, desquels la liste sera commu-
« niquée au délégué du roi de Navarre et des refor-
« més. » Quant aux parlementaires protestants, ils devaient être pris d'abord parmi les membres du Parlement ; en cas d'insuffisance, on se réservait de créer de nouveaux offices. Les provisions devaient être délivrées par le roi de France « sur l'attestation du roi de « Navarre, pour la première fois et sans en prendre « aucune finance ». Deux substituts de l'avocat du roi et du procureur du roi étaient attachés à la chambre, le premier de la religion réformée et le second de la religion catholique.

Aux conférences de Nérac, la ville de l'Isle-en-Albigeois fut désignée pour recevoir la chambre de Languedoc. C'est ainsi qu'on dessaisit le Parlement, à peine de nullité des procédures, non seulement des procès qui intéressaient des protestants, mais encore de ceux où figuraient des catholiques « ayant suivi leur parti ». Les premiers magistrats du Parlement de Toulouse auxquels le roi adressa des lettres de commission, pour la tenue de la chambre de Languedoc furent le président Jean-Paul de Saint-Jean, et les conseillers Jean d'Ouvrier, Pierre d'Hautpoul, Hugues Rudelle, Jean de Maynial et François de Vignolles. Ils auront un jour, parmi leurs successeurs, les savants Maynard et de

Ranchin, Cambolas, d'Olive et Catellan qui recueilleront les arrêts du Parlement, Guillaume de Rességuier, Philippe de Bertier, Jean de Mansencal, Pélissier, père de l'historien de l'Académie française et Pierre Fermat, dont le génie fit dire à Pascal qu'il était le premier homme du monde. Ils s'acheminèrent « non de leur volonté franche, mais bien pour le devoir et la subjection et obéissance dues à Sa Majesté », avec Marcel d'Averano, pourvu de l'office de substitut du procureur général, vers l'Isle-en-Albigeois, où se trouvaient déjà réunis les magistrats protestants, le premier président Roques de Clausonne, et les conseillers de Vignolles, Amador Boytou, d'Escorbiac, de Favyer, de Lamer et d'Arvieu et le substitut de l'avocat du roi, Jean Bonencontre. Les conseillers de la nouvelle religion ne furent pas soumis à un renouvellement annuel; on ne changeait que les magistrats catholiques.

La chambre de l'Isle-en-Albigeois, ouvrit ses séances le 22 juin 1579. Le registre de cette première période ne contient pas d'arrêts; on y retrouve la trace des mesures prises sous l'influence de la Ligue, dans l'intérêt du culte réformé, et de quelques questions de procédure et de compétence. Les routiers qui pillaient ce pays allaient jusqu'à menacer les magistrats de la chambre. « La garde, dit un chroniqueur, était posée en troupe, le président en armes et les conseillers faisant la ronde, comme en temps de guerre. » Les magistrats catholiques laissèrent éclater leur joie, en apprenant que le roi les relevait de leur service, à l'expiration du premier semestre et les remplaçait par le président Jean de Bertrandi et les conseillers François de Gargas, Ber-

nard d'Assézat, Guibert de Lacoste, Laurent de Fillères, Antoine Ciron et Bertrand Doujac. Mais pendant l'été de 1580, la guerre des Amoureux ayant partout mis aux prises les protestants et les catholiques, les bandes armées couvraient les routes, surprenaient les villes et les châteaux, volaient, empoisonnaient ou tuaient les voyageurs ; la chambre décida que, sous le bon plaisir du roi, il serait sursis à l'expédition des procès. Il y eut peut-être une autre cause de cette suspension des audiences : le Parlement, jaloux de son autorité souveraine et mécontent de voir s'élever ainsi une seconde Cour de justice ajourna, plus d'une fois, la composition de la liste des magistrats catholiques et mit des entraves à cette juridiction dont l'établissement blessait ses croyances et portait ombrage à sa puissance. Il l'appelait dédaigneusement une bigarrure de la justice. On lui a amèrement reproché son ardeur à défendre sa religion menacée : on oubliait ses vertus austères et la ferveur de ses croyances. D'ailleurs, ni protestants ni catholiques n'acceptaient sincèrement leur liberté mutuelle ; les uns et les autres se croyaient en possession de la vérité religieuse et en droit de l'imposer par la force à leurs adversaires.

Cette chambre ne reprit ses séances qu'au printemps de 1583. Le Parlement lui avait envoyé pour magistrats catholiques le président Jean de Paulo et les conseillers François de Gargas, Bernard d'Assézat, Pierre Rochel, Laurent de Fillères, Antoine de Blusset et Antoine de Ciron. Le roi de Navarre s'empressa d'écrire aux magistrats réformés : « Vous entendrez combien
« je suis aise que votre chambre, après plusieurs lon-

« gueurs, remises et bénardises, ait été finalement rétablie. »

Les troubles se prolongeant, la chambre, par un de ses premiers arrêts, défendit toutes assemblées sous peine de la vie, ordonna à tous ceux qui détenaient des villes ou châteaux, contre la volonté du roi, de les restituer et de chasser les pillards et les rebelles ; elle interdisait en même temps, à toute personne, pour sa propre sûreté, d'entrer avec des armes à feu dans la ville de l'Isle-en-Albigeois. Les chemins étant gardés, les plaideurs arrivèrent en foule, et avec eux les revendeurs et les accapareurs de vivres. Un arrêt pourvut à la taxe des denrées. Les procureurs et les huissiers, effrayés par les dangers du voyage, s'attardaient ou se hâtaient de repartir ; on les obligea à la résidence, à peine de privation de leurs charges.

Les bandes armées reparurent plus audacieuses dans l'Albigeois ; les parlementaires de la chambre de l'Édit sans cesse assiégés dans leur petite forteresse, n'étaient défendus que par cinquante arquebusiers mal payés qui les menaçaient de les abandonner. De leur côté, les magistrats effrayés ne cachaient pas leur intention de regagner Toulouse. Le Parlement voulant favoriser, de tous ses efforts, un apaisement souhaité par tous les partis, leur vint en aide, décréta de prise de corps le trésorier de la généralité de Toulouse, et fit ouvrir, par la force, les coffres du roi, afin de payer la garnison de l'Isle-en-Albigeois.

Tranquille et maintenue dans sa juridiction, la chambre de l'Édit cherchait à remettre en honneur l'idée et le sentiment de la justice chez ces populations perverties

par les désordres de la guerre, mais les déceptions lui arrivaient, des discordes des partis et des magistrats eux-mêmes, toujours partagés dans leurs délibérations, et ne s'accordant jamais. Le roi de Navarre s'en plaignait, en son langage vif et chaud, au président réformé de la chambre : « J'ai fait une grande instance pour
« demander un règlement, à quoi on répond d'assez
« belles paroles, mais les effets en sont lents. Je ne me
« laisserai pas pourtant de me rendre solliciteur de tout
« ce que je connais être utile au bien de la paix et repos
« de mon État. »

Le vrai Parlement était à Castelsarrasin, et lui seul combattait le bon combat : on ne pouvait donner ce nom de Parlement, ni à la chambre mi-partie, ni à l'assemblée de quelques ligueurs obstinés, siégeant au Palais de justice de Toulouse. S'il en était parmi eux qui soutenaient résolument le duc de Joyeuse, les autres ne reprirent leurs fonctions que sous les menaces d'être arrêtés, suspendus de leurs charges, privés de leurs gages et dépouillés de leurs biens. Ils n'eurent pas de chambres des enquêtes ; ils jugèrent à la Tournelle, en chambre des requêtes, à la grand'chambre et rarement en chambres assemblées.

De même que toutes les minorités qui engagent des luttes désespérées, ce Parlement ligueur se laissa entraîner aux mesures les plus violentes : il fit publier un arrêt défendant à peine de mort, de mal parler de la sainte Union ; il força le présidial et le viguier de rouvrir leurs tribunaux fermés aux premiers jours de cette scission, et cassa les arrêts rendus et à rendre par le Parlement de Castelsarrasin, « comme étant don-

« nés par des personnes s'attribuant faussement le
« titre de gens tenant la Cour de Parlement, n'ayant
« pouvoir, ni autorité de ce faire ; déclarant tous
« les officiers qui étaient allés à Castelsarrasin dé-
« chus de leurs états et offices, désormais impé-
« trables ;
« ordonnant qu'il serait procédé à la saisie, inventaire
« et description de tous leurs biens et établi commis-
« saires au régime et gouvernement d'iceux ; défendant
« à tous avocats et procureurs d'aller à Castelsarrasin,
« à tous les sujets et justiciables du ressort de recon-
« naître ses présidents et conseillers, d'obéir à leurs
« commandements ou arrêts ; inhibant enfin aux con-
« suls, manants et habitants du ressort, de prêter aux
« dits présidents et conseillers, aucun lieu en leur ville,
« pour tenir siège de cours, et ne leur bailler aussi do-
« micile et habitation, enjoignant néanmoins aux dits
« consuls du Château-Sarrazin de faire vider iceux pré-
« sidents et conseillers hors de leur ville, sous peines
« de la vie et confiscation des biens. »

Ce furieux arrêt fut exécuté : des meubles, enlevés aux parlementaires, se vendirent à l'encan et une somme de 500 livres due au conseiller Georges de Caulet fut saisie par le Parlement ligueur et employée aux frais de la guerre. Le maître des requêtes Jacques de Saint-Pol, ayant refusé de remettre les sceaux, mission fut donnée au conseiller Arnaud Boret de le contraindre, par fraction de portes et arrestation de sa personne, à représenter les sceaux de la chancellerie. L'avocat général de Caumels, attardé à Toulouse, reçut l'ordre d'en sortir sur l'heure ; trois capitouls, moins dociles que les autres aux volontés

de Joyeuse, furent destitués de leurs charges. Les procureurs étant partis, il fut ordonné que les sacs à procès seraient retenus dans leurs maisons et que les avocats, procureurs et huissiers ne pourraient partir de la ville, à peine de confiscation et de 1,000 écus d'amende. Quelques procureurs insoumis furent incarcérés à la Conciergerie. Dans sa colère, le Parlement ligueur fit injonction aux capitouls et aux gardiens des portes de prendre des mesures, pour empêcher les procédures d'être enlevées de la ville, et aux capitaines et soldats d'emprisonner tous les voyageurs trouvés sur le chemin de Castelsarrasin, sans passeport du duc de Joyeuse et de prendre sur eux, argent, papiers et hardes. Il confisquait en outre le quart de leurs revenus.

Ce Parlement ligueur qui correspondait avec Villars, commandant les forces de la Ligue en Guyenne, rendit aussi des arrêts en matière civile, des arrêts d'administration et des arrêts politiques. Il ne se contenta pas de révoquer des capitouls, et de déclarer criminels de lèse-majesté tous ceux qui se rangeaient sous les drapeaux du maréchal de Matignon et du duc de Ventadour, il mettait la main sur les blés déposés aux moulins du Château-Narbonnais et du Bazacle, et sur les biens des partisans du roi.

Au milieu de ces luttes des deux Parlements, les armées du Languedoc entraient en campagne, sur l'ordre du roi qui se battait en Bourgogne. Pour seconder les opérations du duc de Ventadour et du maréchal de Matignon, le Parlement de Castelsarrasin ordonna que le ban et l'arrière-ban marcheraient à leur suite.

Enfermé dans Toulouse, Joyeuse s'attendait à un siège, suspendait le cours de la justice et armait tous ceux qui pouvaient porter des armes. Profitant d'un moment où le duc de Ventadour s'éloignait dans la plaine, il sortit de la ville, renforcé de l'artillerie et de deux compagnies de gendarmes, reprit Grisolles, fit pendre, aux fenêtres du château, le commandant Fénelon qui refusa de passer à la Ligue, s'empara du bourg d'Escatalens et parut, le 20 septembre 1595, aux portes de Castelsarrasin, en envoyant aux habitants quelques volées de canon.

La chronique de Gaches a raconté que Joyeuse envoya un trompette à la ville, pour la sommer de se rendre, et que le conseiller Bertrandi, revêtu d'une cuirasse, et une pertuisane à la main, aurait, au nom du Parlement, commandé au trompette de se retirer, en le chargeant de dire à son maître, que c'était bien assez de faire piller les maisons des parlementaires à Toulouse, sans venir les inquiéter dans une cité où ils rendaient paisiblement la justice, au nom du roi légitime. Lafaille et le père Lombard ont traité cet épisode de fable et de fausse légende ; mais ce qu'ils ont tous les trois constaté, c'est que Joyeuse, en se retirant, fit écraser sous les pieds des chevaux les récoltes sur pied, incendier les fermes et détruire tout ce qui était sur son passage. Puis, afin de brider, selon l'expression des annalistes, la ville de Castelsarrasin, et barrer le chemin aux plaideurs venant de Toulouse ou des autres villes de la province, il mit bonne garnison à Montech. Ces faits sont attestés par un arrêt, en vertu duquel les parlementaires de Castelsarrasin

députèrent, d'urgence, vers le roi, l'avocat général de Caumels, afin de lui exposer leurs inquiétudes et leurs dangers.

Quelle était la raison de cette retraite soudaine de Joyeuse qui venait d'envoyer ses volées de canon aux parlementaires ? La ville de Castelsarrasin lui semblait-elle imprenable, ou recula-t-il devant les embarras de la victoire ? La harangue du conseiller Bertrandi l'amena-t-elle à de meilleurs sentiments envers une compagnie de qui il tenait son commandement, ou bien, ainsi que l'a cru l'historien de Thou, se vit-il forcé de retourner en arrière à la réception de mauvaises nouvelles sur l'état des esprits à Carcassonne et à Narbonne et sur les défaillances de son parti ébranlé à Toulouse ? On peut tout penser à ce sujet ; on n'a devant soi que les conjectures des historiens.

Une plus importante nouvelle arriva de Rome : le pape Clément VII venait de lever la sentence d'excommunication qui pesait sur le roi. Aussitôt, le Parlement de Castelsarrasin envoie à Henri IV une députation composée du président Mathieu de Chalvet et des conseillers d'Hautpoul et de Saint-Pierre, pour le complimenter et lui offrir les hommages et l'obéissance de la compagnie.

Les ligueurs les plus endurcis allaient finir leur résistance : Mayenne ne cherchait qu'à tirer le meilleur parti d'une capitulation, et Joyeuse imitait Mayenne. Pour rendre la paix au royaume, le roi se voyait ainsi dans la dure nécessité de traiter, presque d'égal à égal, avec les capitaines rebelles et d'acheter leur soumission, à beaux deniers comptants, ou en hautes dignités de

l'État. Sully discutait et marchandait ; le roi, plus facile, lui écrivait de conclure le marché à tout prix, en l'assurant qu'il n'épargnerait rien pour réparer les brèches. Des millions passèrent aux Guise, à Mayenne et à Villars.

Les villes se détachaient, chaque jour, de la Ligue, et le roi attirait à lui celles qui tenaient encore pour Joyeuse par un édit portant amnistie du passé. Par un des articles de cet édit, il réunit la chambre de Béziers au Parlement de Castelsarrasin. Une question de rang et de reconnaissance de certaines charges, retardant cette réunion, un nouvel édit aplanit les difficultés. Claude Maynardeau, maître des requêtes et commissaire du roi, arriva le 16 novembre à Castelsarrasin, et sa commission étant enregistrée, il se transporta à Béziers d'où il ramena les membres de cette chambre au nombre de seize. Ils se faisaient garder, sans cesse, par vingt-cinq arquebusiers au couvent des cordeliers où ils tenaient les audiences. Quelques-uns refusant d'en sortir, ils y furent contraints par la force armée. On eut les plus grandes peines à ramener les procureurs, les greffiers et les huissiers.

La mort surprit alors, à Castres, le président de la chambre de l'Édit, Pierre Sabatier de la Bourgade, ancien président de la chambre de Béziers, le plus ancien magistrat du royaume, intrépide au danger et dont la vieillesse semblait avoir rajeuni l'âme. Le moment de la mort fut celui de la vraie floraison de son esprit. Il servit son roi pendant toute sa vie, ainsi que le disait cette épithaphe gravée sur sa tombe :

Sous dix rois, conseiller ou président véquit,
A Toulouse prit femme, à Narbonne naquit,
A Carcassonne et Béziers dressa deux Parlements,
A Castres établit la chambre mi-partie,
Les prêtres et la messe, et cherchant autre vie,
Rendit son âme à Dieu, riche de sept enfants.

Tout s'inclinait et se pacifiait sous la vaillante et généreuse main de Henri IV, les villes, le Parlement et la Ligue. Il y eut à Verfeil une dernière et décisive conférence, entre le maître des requêtes de Rochemaure, envoyé du roi, un député du duc de Mayenne, le duc de Joyeuse, deux députés des États de l'Union, trois membres du Parlement ligueur, le président de Lestang et les conseillers Bertrand et Calmels, trois membres du Parlement royaliste, le président Mathieu de Chalvet, les conseillers Sabatier et Fillère et deux capitouls. L'année 1595 s'acheva au milieu de ces négociations.

En se levant sur la France, l'année 1596 apporta le fameux édit de Folembray qui étouffa la Ligue. Il interdisait l'exercice de la religion protestante à Toulouse et à quatre lieues à la ronde ; il accordait amnistie plénière aux révoltes des ligueurs, aux massacres des protestants et aux meurtres de Duranti et de Daffis. Tous les magistrats composant les Parlements de Toulouse et de Castelsarrasin conservaient leurs offices ; les provisions délivrées par le duc de Mayenne étaient confirmées, sauf pour la forme, leur renouvellement au nom du roi. Le Parlement de Castelsarrasin devait reprendre ses séances à Toulouse, pour ne plus constituer, avec les magistrats restés en cette ville qu'une seule et même compagnie ; on maintenait, en principe, les arrêts rendus par les deux Parlements ; les magistrats de

Béziers incorporés au Parlement de Castelsarrasin conservaient leurs charges au Parlement de Toulouse, sauf réduction de ces charges par voie d'extinction. L'édit de Folembray consacrait ainsi la grande institution de l'inamovibilité de la magistrature du royaume.

Dans les guerres civiles, le retour de la paix n'efface pas toujours les traces de la haine des hommes, surtout en ce climat du midi où les colères ont les ardeurs du soleil. Une dernière clause du traité portait que, durant deux années, il serait permis à cent personnes le plus ouvertement attachées à la Ligue et désignées par le duc de Joyeuse, de récuser, dans tous leurs procès, sans énoncer les motifs de la récusation, trois présidents ou conseillers de chaque chambre et d'en récuser, dans les affaires plaidées, chambres assemblées, quinze de ceux qui avaient tenu le Parlement à Castelsarrasin et à Béziers. En retour, pouvoir était donné au duc de Ventadour, lieutenant général du Languedoc, d'autoriser cent personnes des plus hostiles à la Ligue, de récuser, dans chaque chambre, le président ou l'un des conseillers, parmi les magistrats de l'ancien Parlement ligueur, ou cinq des présidents et conseillers, aux audiences des chambres assemblées, sans préjudice aux parties des autres récusations de droit.

Il ne manquait plus à cet édit de Folembray que d'être approuvé par le Parlement ligueur et par les États de l'Union, réunis au couvent des augustins de Toulouse. Cet enregistrement eut lieu, le 16 du mois de mars 1596, et le même jour, tous les parlementaires de la Ligue prêtèrent serment de fidélité à Henri IV. Quelques jours après, le Parlement de Castelsarrasin,

auquel le marquis Jean Lévis de Mirepoix et le vicomte de Rochemaure portèrent l'édit, prononça son arrêt d'enregistrement, avec les restrictions du Parlement ligueur, sans approbation de la religion réformée dans les villes de la province où elle était tolérée, et sous réserve de déclarations et remontrances à adresser au roi, sur quelques points de l'édit.

Le ciel assombri s'éclairait d'un rayon de pardon et de paix ; des feux de joie s'allumèrent sur les places et dans les rues de Toulouse. Un *Te Deum* fut chanté à Saint-Étienne, en présence du Parlement, des États, des capitouls, des grandes compagnies de la ville, et d'une foule immense qui saluait de ses acclamations le portrait du roi. Il y eut quelques cris de vive la Ligue, mais ils se perdirent dans le bruit de la joie publique. Joyeuse affecta de laisser éclater ses sentiments de reconnaissance envers Henri IV ; on doit croire qu'ils étaient sincères : il venait d'obtenir la dignité de maréchal de France et une des lieutenances générales du Languedoc, dans certaines villes ramenées par lui à la soumission.

L'arrêt d'enregistrement du Parlement de Castelsarrasin fixait le départ pour Toulouse au premier avril. Ce jour-là, par une de ces matinées de printemps qui sont les sourires du ciel, présidents, conseillers, gens du roi, avocats, procureurs, greffiers, trésoriers généraux, officiers du sénéchal et du présidial, se mirent en marche vers Toulouse, au milieu d'un cortège de gentilshommes, de bourgeois, et d'artisans. Les présidents de Saint-Jory et de Saint-Jean étaient en tête, ayant, à leurs côtés, le vicomte de Rochemaure et le marquis de

Mirepoix. Triomphant et solennel voyage de ces royalistes chassés de leur Palais de Justice, de ces bannis pâlis par la souffrance, grandis et consacrés par l'exil, qui avaient, sans fléchir, supporté leur infortune et qui allaient retrouver, avec leurs solennelles audiences, leurs foyers 'roublés par trente années de guerres civiles. Sur leur chemin, le peuple des bourgades battait des mains et les saluait par des cris d'une allégresse touchante. Vers le soir, ils arrivèrent au village de Saint-Jory, où le président Dufaur, seigneur de Saint-Jory, reçut les parlementaires dans son château.

Le lendemain, à l'aube, le Parlement, qui était dans l'usage d'assister, tous les matins à la messe, alla prier dans l'église du village. Avant de repartir, il vit revenir à lui le président de Paulo, le vieux ligueur, sorti tout à coup de l'obscurité de sa retraite, une multitude de nobles et de bourgeois, les conseillers de la sénéchaussée et du présidial de Toulouse et le conseiller de Vignolles qui prêta serment, en la salle du château, entre les mains du président de Saint-Jory.

Le Parlement se remit en route, escorté de la noblesse des campagnes et d'un millier d'hommes à cheval ; il arriva à Toulouse, au coucher du soleil. Avant d'y entrer, il rencontra Joyeuse suivi de quelques gentilshommes qui salua la Cour et marcha, quelques instants, avec elle. En parlant de cette entrevue passagère, Brantôme a raconté un incident auquel il a donné le tour aimable et moqueur de son esprit. Joyeuse prenait la tête du cortège et s'apprêtait à marcher avant le président de Saint-Jory, mais le président lui dit : « Monsieur, « tenez votre rang. » Le duc lui répondit : « Je ne tiens

« point de rang, quand je suis à la campagne », et il parla d'autres choses. A quelques pas de là, se tournant vivement vers le président : « Adieu, monsieur le président, » lui dit-il, ne manquez pas de tenir et garder votre « rang, quand il faudra. » Et il piqua son cheval et prit un autre chemin.

Les capitouls attendaient le Parlement : ils se transportèrent, en cérémonie, chez le président de Saint-Jory, pour le complimenter au nom de la ville, pendant que le peuple allumait des feux sur les places et traînait, dans les ruisseaux, au bruit du canon, le portrait du roi d'Espagne, Philippe II, allié de la Ligue, de même qu'il avait traîné dans les égouts et dans les carrefours, le portrait de Henri III, qui avait enveloppé le cadavre de Duranti. La nuit tombait ; on renvoya au lendemain la rentrée au Palais.

Le Palais se rouvrit le 3 avril, comme à la rentrée de la Saint-Martin. Le président de Lestang et quinze conseillers qui n'avaient pas quitté Toulouse, allèrent s'asseoir aux bas sièges de la grand'chambre et attendre ceux qu'un chroniqueur appelle les bons revenants. Les parlementaires de Castelsarrasin et de Béziers arrivèrent et prirent leur place, selon leur rang de réception et sous la présidence de Dufaur de Saint-Jory. Les commissaires du roi s'assirent à des places réservées. Quand tous les membres du Parlement furent entrés, au nombre de cent environ, le président de Saint-Jory se leva, et tous se levant après lui, revêtus de leur robe rouge et désormais confondus, se saluèrent silencieusement. La messe commença, les portes ouvertes à la foule. La messe achevée, les portes se fermèrent et le

président de Saint-Jory harangua le Parlement, dans un langage en harmonie avec les sentiments dont les cœurs étaient animés.

Dans ce discours dont Lafaille nous a transmis la substance, peut-être imaginaire, Saint-Jory, après avoir évoqué les tristesses du passé, convia les parlementaires à la réconciliation et à l'oubli, afin d'imiter ainsi la sagesse du roi victorieux. S'adressant ensuite aux parlementaires de la Ligue, il leur dit que tout ressentiment s'était effacé dans le cœur de ceux qui avaient tant souffert dans l'exil. Enfin, se tournant vers les parlementaires de Béziers, il leur annonça que la compagnie serait pénétrée pour eux d'affection, avec l'espoir qu'ils prendraient l'esprit de l'ancien Parlement et s'enflammeraient du même zèle pour le service du roi et du bien public. Le président de Lestang répondit au président de Saint-Jory ; sa harangue n'a pas été conservée ; mais, selon le mot du père Lombard, les esprits se remirent : La Cour, séance tenante, délibéra sur quelques affaires d'un haut intérêt et s'ajourna ensuite pour le jugement des procès, comme par le passé. A la clause qui octroyait amnistie pleine et entière aux rebelles, la Cour mit cette restriction que l'avocat Tournier serait excepté de cette mesure. Trois lettres de jussion adressées au Parlement ne purent vaincre son opposition : il ne pardonna jamais à Tournier.

Cette révolution du Palais était achevée. On chanta un *Te Deum* dans l'église des augustins, en présence du Parlement, du duc de Joyeuse, des capitouls, du viguier, du juge-mage, du sénéchal et d'un grand concours de nobles, de bourgeois et d'artisans. Sur le passage

du Parlement, la foule criait : « Vive la Cour et vive le roi ! »

Il ne restait plus qu'à vérifier les pouvoirs du duc de Joyeuse, comme maréchal de France, lieutenant général d'une partie de la province du Languedoc et gouverneur de Narbonne. A cette séance, assistèrent le marquis de Mirepoix et le vicomte de Rochemaure qui s'assirent, le premier après le duc de Joyeuse et après les prélats, sans épée, et le second après le doyen. Les provisions du duc furent enregistrées le 5 avril, et le lendemain, Joyeuse ayant quitté l'épée et mis les deux genoux en terre, prêta serment comme gouverneur de Narbonne, entre les mains du président de Saint-Jory. Quelques années après, revenu des vanités de ce monde, vieillissant, raillé par le roi ou touché par le sermon d'un capucin, ainsi que l'ont raconté les bénédictins, en leur histoire du Languedoc, l'ancien moine se retourna vers Dieu et reprit le chemin du couvent où sa jeunesse s'était écoulée. Revêtu du froc des capucins, il alla en pèlerinage en Italie, à pied, pareil à un moine mendiant, et mourut de fatigue à Rivoli, après avoir franchi les Alpes. Voltaire ne l'a pas oublié dans le quatrième chant de la Henriade :

Vicieux, pénitent, courtisan, solitaire,
Il prit, quitta, reprit la cuirasse et la haire.

Le marquis de Villars rencontra au Parlement plus d'opposition que Joyeuse, pour l'enregistrement de l'édit qui lui confiait la garde des villes de Muret et de Grenade, avec la faculté d'y mettre, à son gré, des garnisons. Le Parlement restreignit ce pouvoir et obligea

même la garnison, mise par Villars à Grenade, sous le commandement de Montpezat son frère, à évacuer la place. Ce différend pouvait ramener de nouveaux troubles. Grâce au cardinal de Joyeuse, qui revenait alors de Rome, tout rentra dans l'ordre.

En regardant, de haut, ces déchirements et ces divisions du Parlement de Toulouse, on n'a pas de peine à reconnaître qu'il se distinguait, par plus d'un côté, des disputes et des collisions des autres parlements de France. Sous Henri III, à la naissance de la Ligue, au moment où se décrétèrent les translations des compagnies judiciaires, les parlements se laissèrent entraîner par le flot toujours montant de la Ligue qui menaçait de tout envahir. Certes, le Parlement de Toulouse garda sa fidélité à ses croyances religieuses et à Henri III; mais, lorsque chassé par les ligueurs, il partit pour Castelsarrasin, la grande majorité des parlementaires secoua le joug des ligueurs et resta royaliste. Tandis que dans les autres ressorts se prolongeait le schisme judiciaire, le Parlement de Toulouse ne s'éloigna de son siège qu'un an à peine, et ses audiences ne s'écoulèrent pas en discussions brûlantes sur les questions fondamentales de notre droit public, de la succession au trône, des libertés de l'église gallicane, des devoirs et de l'indépendance de la couronne. En 1595, ces débats étaient épuisés et ces questions résolues.

Pourtant, les services rendus au roi par le Parlement de Toulouse n'étaient ni sans autorité, ni sans importance. Sa mission ne se borna pas à juger des procès vulgaires; il éclaira la religion du roi, pratiqua sa politique et lutta, avec une constance intrépide, contre le

Parlement ligueur de Toulouse et la chambre souveraine de Béziers. Il mit sur pied des hommes d'armes et créa des ressources financières ; il gouverna les villes soumises, parsemées dans cette vaste province du Languedoc, affamées et dévastées, des bords de la Garonne aux bords du Rhône, de la Dordogne à la Loire et des montagnes de Foix aux Pyrénées de la Bigorre. Par sa fermeté dans les tristesses et les désordres de ce temps, il sut contenir les passions déchaînées : il n'oublia point que l'apaisement des partis était le but proposé à sa prudence et à son patriotisme et que les bases de cette pacification devaient résider dans la religion et la monarchie, garanties par les serments du prince et consacrées par les mœurs nationales et les intérêts de l'État.

Ces royalistes mirent toujours le service du bien public au-dessus des rancunes des partis ou de la volonté royale ; ils ne se privèrent pas de leur droit d'adresser des remontrances ou de refuser l'enregistrement des édits, quand ces édits leur semblaient contraires à la fortune de la nation. A ces journées de guerres intérieures, ils ressaisirent, d'une main vaillante, leur pouvoir modérateur, ce pouvoir souverain qui a fait la force et la gloire des Cours de justice, sous l'ancienne monarchie, sans manquer de vigueur contre les rebelles. Ils ne furent pas sans influence, ainsi que l'a affirmé de Thou, sur les conclusions de la paix ; leur esprit de modération, qui contrastait avec les emportements des autres fractions royalistes ou les fureurs de la Ligue, servit le roi, mieux que la vengeance et les représailles, en faisant aimer et bénir, dans la province, la clémence du Béarnais. C'est avec raison que le con-

CH. XXV.— JUGEMENT SUR LA SCISSION DU PARLEMENT 609

seiller Géraud de Maynard, retiré en son manoir de Saint-Céré, a pu écrire : « Si la Ligue ayant levé tête, « pieds et mains contre la Cour de Parlement, l'a forcée « de quitter son siège et d'abandonner son Palais, elle « n'a pu toutefois la faire mouvoir de Sa Majesté, et « moins de son devoir souverain de la justice, entière et « dévote affection de notre religion et de l'État, dont elle « est et a toujours été protectrice et consolatrice. »

Si ce parlement de Castelsarrasin resta sage et mesuré, au milieu de tant d'exaltations et d'excitations, c'est qu'il sentait sa force et qu'il avait conscience d'être le vrai Parlement et non pas un antiparlement, selon la rude expression de La Rocheflavin. A Castelsarrasin, les vieilles traditions de liberté, d'abnégation, de dévouement au roi, à l'État et à la religion catholique, se conservèrent sans défaillances.

Entre le Parlement de Castelsarrasin et les autres Parlements du royaume, il y eut des ressemblances qu'on ne saurait laisser dans l'ombre. A l'imitation des autres, il cassa les arrêts du Parlement ligueur, guerre de papier sans doute, mais guerre qui mettait le feu aux arquebuses et aiguissait la pointe des hallebardes. Aucun autre, du moins, n'eut une plus loyale sincérité dans l'oubli des offenses et dans son empressement à désarmer. Il faut dire avec père Lombard : « Ne remuons « plus les cendres de la Ligue ; ses égarements furent « communs à tous les corps et à toutes les conditions. « Bornons-nous à condamner la conduite de nos pères « sans insulter à leur mémoire Plaignons-les d'avoir « persécuté un prince qui leur fit du bien, et rappelons le « souvenir de sa clémence à la postérité. Henri IV n'ap-

« pelait que du nom de malheur des temps cet amas
« inconcevable de préjugés et de crimes' que la France
« ne verra jamais renaître. Et c'est la prière que l'histo-
« rien fait au souverain arbitre des événements. »

Belle prière que Dieu n'a pas entendue. Notre pays, autrefois battu par tant d'orages, a traversé de furieuses tempêtes, depuis le jour où le père Lombard écrivait cette page humaine et recueillie. Dieu n'a dit son mot à personne et n'a pas déchiré le voile qui couvre nos destinées. Où sont-ils ceux qui oseraient prédire la paix infinie et sans de nouveaux nuages à l'horizon !

CHAPITRE XXVI

Situation de la France. — Réouverture du Parlement. — Assemblée des notables à Rouen. — Le président Dufaur de Saint-Jory à Rouen. — Harangue du roi à l'assemblée des notables. — Travaux du Parlement de Toulouse. — Question de préséance entre le Parlement et les capitouls. — Sédition prête à naître. — Fermeté du Parlement. — Magistrats savants. — Examen des magistrats. — Le président Dufaur de Saint-Jory nommé premier président. — Mot de Crillon — Les jésuites de Tournon. — Vigilance du Parlement. — L'évêque de Castres Jean de Foscs. — Réformes dans l'Université. — Divers arrêts. — Mesures de vigueur et de justice. — Plaintes des protestants contre l'intolérance des catholiques. — Édit de Nantes. — Enregistrement de l'Édit par le Parlement et remontrances. — Harangues du roi au Parlement de Paris et au Parlement de Bordeaux. — Obéissance du Parlement de Toulouse. — Henri IV et les Parlements. — L'aurore du dix-septième siècle.

En montant sur le trône au lendemain de tant d'agitations et de guerres, Henri IV trouvait l'État sans forces, le Trésor épuisé, les terres stériles ou ravagées, l'industrie et le commerce délaissés et découragés. Il lui en coûtait cher d'écraser la Ligue. Des milliers de ligueurs, enfermés dans leurs tourelles, ne se soumettaient qu'à prix d'or; ils exigeaient des rançons de souverains. Le roi, qui manquait souvent de ressources pour lui et pour son armée, battait monnaie sous bien des formes, avec l'impôt sur les vins, sur le sel, sur les péages des rivières, sur la création d'offices inutiles et parfois nuisibles.

Cette question financière, si compliquée et si épineuse, attristait les premières journées de ce joyeux avènement à la couronne. Les désordres venaient surtout des intendants et des trésoriers, habitués à mettre les finances au pillage. Le roi était dans la misère et n'avait pas encore donné les rênes à Sully. La terre, seule, lui envoyait ses premiers sourires de paix, en se couvrant de moissons. Mais les moissons ne suffisaient pas aux nécessités de l'État; il fallut recourir à des édits bur-saux et à des aliénations du domaine, deux plaies nouvelles, destinées à couvrir les plaies anciennes.

Le Parlement, ayant à cœur de conserver au roi ces domaines ébréchés de la couronne, ne crut pas manquer à ses serments de fidélité, en attendant des lettres de jussion, avant d'obéir, et en adressant au souverain des remontrances. Il tenait pour maxime, en ce règne comme sous tous les règnes, qu'appauvrir la couronne, c'était affaiblir la monarchie. Le roi passa outre; les bandes espagnoles menaçant la province de Languedoc d'une invasion prochaine par le Roussillon, le Parlement se vit forcé de laisser le duc de Ventadour mettre sur pied le ban et l'arrière-ban, avant de recevoir l'autorisation royale.

C'est à Rouen que le roi, pour délibérer sur la levée des impôts, convoqua l'assemblée des notables, le 4 novembre 1596. Tous les premiers présidents du royaume s'y rendirent: la première présidence étant restée vacante à Toulouse, après la mort de Duranti, le président Dufaur de Saint-Jory fut mandé par le roi. En le voyant, les premiers présidents prétendirent qu'il ne devait être assis qu'à leur suite, parce qu'il n'avait que

le titre de président à mortier. Saint-Jory leur répondit qu'il tenait la place du premier président dont la charge restait vacante, et qu'il devait occuper le rang qu'on n'aurait pas contesté au chef du second Parlement du royaume. Deux fois, cette question vivement débattue fut portée devant Henri IV qui donna tort aux premiers présidents, et fit asseoir Saint-Jory après le premier et le second président du Parlement de Paris. De Thou s'est trompé, en disant que le premier président de Bordeaux avait pris sa place avant Saint-Jory.

On connaît la harangue courte, brusque et adroite de Henri IV, devant ces notables assemblés à Rouen :
« Si je voulais acquérir le titre d'orateur, j'aurais appris
« quelque belle et longue harangue et vous la pronon-
« cerais avec assez de gravité. Mais, messieurs, mon
« désir me pousse à deux plus glorieux titres qui sont
« de m'appeler libérateur et restaurateur de cet État.
« Pour à quoi parvenir, je vous ai assemblés. Vous
« savez à vos dépens, comme moi aux miens, que lors-
« que Dieu m'a appelé à cette couronne, j'ai trouvé la
« France non seulement quasi ruinée, mais presque
« toute perdue pour les Français. Par la grâce divine,
« par les prières et bons conseils de mes serviteurs qui
« ne font profession des armes, par l'épée de ma brave
« et généreuse noblesse (de laquelle je ne distingue
« point les princes, pour être notre plus beau titre, foi
« de gentilhomme !), par mes peines et labeurs, je l'ai
« sauvée de la perte ; sauvons-la à cette heure de la
« ruine. Participez, mes chers sujets, à cette seconde
« gloire avec moi, comme vous avez fait à la première.
« Je ne vous ai point appelés comme faisaient mes pré-

« décesseurs, pour vous faire approuver leurs volontés.
« Je vous ai assemblés pour recevoir vos conseils, pour
« les croire, pour les suivre ; bref, pour me mettre en
« tutelle entre vos mains, envie qui ne prend guère
« aux rois, aux barbes grises et aux victorieux. Mais le
« violent amour que je porte à mes sujets et l'extrême
« envie que j'ai d'ajouter les deux beaux titres à celui
« de roi me font trouver tout aisé et honorable. Mon
« chancelier vous fera entendre plus amplement ma
« volonté. »

Pendant que se débattaient, à Rouen, ces réformes pacifiques et financières, et que les notables proposaient de ne laisser tenir les États de Languedoc, que tous les trois ans « afin de soulager le pays », le Parlement reprenait le cours de la justice. Il enregistrait des lettres de confirmation de divers conseillers nommés par le duc de Joyeuse et par le duc de Mayenne ; il maintenait, dans leurs droits, la reine de Navarre, comtesse de Lauraguais, inquiétée par des réclamations de quelques vassaux, Adrien de Montluc et Jeanne de Foix dans leurs privilèges du comté de Caraman et de la baronnie de Saint-Félix. Il tranchait des questions de fisc, d'impôt et de régale, remettait les églises au clergé, défendait aux gentilshommes de se prévaloir des postes par eux occupés pendant les troubles, et de s'attribuer les titres et les gages de gouverneurs ; il chassait les Espagnols du territoire et sévissait contre les croquants en Rouergue et en Quercy ; il donnait au prince de Condé le gouvernement de Guyenne, sauf le ressort de la Cour, organisait des secours aux pauvres, faisait réparer les monastères, rendait aux présidiaux

leurs magistrats dispersés par la guerre, et interdisait la levée des troupes, sans ordres du roi. Il renvoyait, devant la chambre mi-partie de Castres, un long procès entre la comtesse de Montgommery et les consuls de Baziège, et ordonnait à la garnison de Muret de remettre la tour et la ville aux consuls. S'il rétablissait l'évêque de Condom et son clergé dans la jouissance de leurs bénéfices, il refusait d'enregistrer les lettres patentes qui étendaient le pouvoir du cardinal d'Aquaviva, légat d'Avignon, dans la province de Narbonne. Le roi envoya des lettres de jussion avec l'espoir qu'elles ne seraient pas écoutées : le Parlement, obéissant aux vœux secrets du roi, résista et maintint ainsi, dans son indépendance, la plus ancienne église de la Gaule.

Les révolutions ont toujours leurs dernières secousses et les émotions des consciences ne pouvaient se calmer dans la province du Languedoc, aussi vite que la guerre. A Toulouse, le jour de la Pentecôte de cette année 1596, selon une tradition séculaire, la procession solennelle des reliques des saints de l'église Saint-Sernin parcourut les rues de la ville. Les capitouls, revêtus de leurs robes, marchaient, deux devant le dais sous lequel était porté la sainte épine, quatre autour du dais et deux autres, à côté de l'officiant pris parmi les chanoines de Saint-Sernin. Ensuite, venait le Parlement précédé des huissiers. Le Parlement, qui contestait depuis longtemps leur rang aux capitouls rendit un arrêt, le 20 du mois de mai, qui leur enjoignait de marcher tous devant ou aux côtés du pavillon de la sainte épine, et non à côté de l'officiant.

Les capitouls invoquant les anciens usages refusèrent d'obéir à l'arrêt et prirent leur rang, en entrant à l'église. Deux huissiers s'étant avancés pour intimier l'ordre aux deux capitouls, marchant aux côtés de l'officiant, d'aller en avant, les capitouls haussèrent les épaules et les huissiers employèrent la force : on en vint aux mains autour de la sainte épine ; les capitouls furent frappés et renversés. On ferma les portes, par ordre des chanoines, mais le peuple accourut et poussa des cris contre le Parlement, en accusant les plus jeunes magistrats d'avoir excité les clercs de la Basoche à cette agression. Un moment, dit Lafaille qui est le seul à raconter cette scène, l'alarme fut chaude pour les parlementaires, et peut-être n'en eussent-ils pas été quittes, pour la peur, si les capitouls ne s'étaient montrés au peuple et n'avaient calmé sa colère. Où sont les sources auxquelles a puisé Lafaille ? N'a-t-il pas chargé le tableau de couleurs trop sombres ? On ne retrouve rien d'aussi grave dans les mémoires du temps ; les archives de l'Hôtel de Ville sont muettes sur ce point. Comment se termina cette querelle ? Des procédures s'ouvrirent contre les capitouls qui en réclamèrent l'évocation au Conseil du roi : le Conseil cassa les procédures commencées et fixa le rang des capitouls à la procession des reliques.

Le roi ne songeait guère à ces disputes. Les Espagnols lui reprenaient Amiens, et de sourdes rumeurs de révoltes couraient encore dans quelques villes du royaume. Le Parlement contient à Narbonne et à Béziers des séditions prêtes à renaître. La ville de Toulouse s'empresse de voter l'envoi au roi d'une somme

de 45,000 livres, pour l'aider à retirer Amiens des mains des Espagnols, et le Parlement participe à ce don patriotique, en se réservant de fixer lui-même la part de chacun des parlementaires. Il enregistre, sur la requête de Catherine de la Trémouille, veuve du prince de Condé, l'arrêt du Parlement de Paris, qui la déclarait innocente du crime d'empoisonnement contre son mari ; il vérifie les lettres patentes du roi qui séparait du domaine de la couronne, ses anciens domaines situés dans le ressort et possédés par lui, comme roi de Navarre, vicomte de Béarn et seigneur de plusieurs terres de la Bigorre, mais en lui rappelant que les lois protestaient contre cette séparation, selon ce principe national qu'un roi, en montant sur le trône, unit son domaine, mouvant et relevant de la couronne, au domaine royal. Quelques années après, Henri IV s'en souvenait et réunissait, par un édit, son patrimoine à la couronne de France.

Les hommes savants en droit public, en droit civil et en droit canon, ne furent pas rares à cette longue période des guerres intérieures du royaume. Ceux qui ne pouvaient combattre par les armes et aller aux remparts veillaient et pâlissaient sur les décrets des conciles et les Pères de l'Église, et luttaient contre les calvinistes érudits, toujours armés des textes des Livres Saints. Au Parlement de Toulouse, il y eut aussi des esprits ardents aux controverses. N'est-ce pas le président de Lestang qui publia un gros livre pour réfuter les doctrines de la réforme sur la transsubstantiation ? Au travers de la confusion des batailles de la Ligue, le Parlement ne démentit jamais ces louanges que lui adressait, en 1565, un vieux chroniqueur : « Ce second

« sénat du royaume est célèbre, entre tous, par la tradition de science et d'intégrité de ses magistrats. »

C'est que ce Parlement n'ouvrait sa porte qu'aux hommes dignes d'y entrer. Le Parlement ligueur lui-même ne se laissa point attendrir par les protestations de dévouement à sa cause. Ce n'était pas tout que d'être un fougueux partisan de la Ligue ; il fallait avoir l'esprit savant et le cœur droit ; on n'exceptait pas des informations préalables les fils des parlementaires. Le président aux enquêtes, Jacques de Buisson d'Aussonne, ne parle qu'avec une sorte d'effroi de l'examen qu'il eut à subir. Dans un journal écrit de sa main, il appelle cette compagnie sévère une Cour qui donne le tremblement à ceux qui l'abordent.

Ces examens, imposés à ceux qui voulaient s'asseoir sur les fleurs de lis du Parlement, remontaient à l'édit de Blois, et à d'autres édits de François I^{er} et de Charles IX. A Paris et à Toulouse, leur rigueur semblait plus grande que dans les autres Parlements du royaume. Pardoux du Prat, commentateur de l'ordonnance de Moulins, l'a dit ainsi : « Ces sortes d'examens doivent être
« faits par les Cours de Parlement comblés de gens d'ad-
« mirable savoir et exercités en pratique, et entre autres
« reluisent les Parlements de Paris et de Toulouse. »

Trois jours avant la retoutable séance secrète des chambres assemblées, on donnait aux candidats un texte de loi à méditer. Le jour de l'examen venu, il jurait qu'il n'avait rien fait pour capter les suffrages : on l'interrogeait alors sur l'application du texte à divers cas pouvant s'offrir dans la pratique. Puis, on ouvrait au hasard le *Corpus juris*, en trois endroits diffé-

rents et le candidat devait répondre aux questions des présidents et des conseillers, sur des matières que le sort lui désignait. Un des membres de la Tournelle les interrogeait sur l'Infortiat, un conseiller des enquête sur le Digeste et un autre sur le Code et les Décrétales.

La Rocheflavin, en admiration devant ces examens qu'il appelle des inquisitions, disait : « Tout ainsi, « d'après Platon, que le drap qu'on veut bien teindre en « écarlate, pour n'être facile après à déteindre, doit être « devant soigneusement lavé, relavé et préparé par le « foulon et puis teint et reteint en même couleur ; aussi « ceux qui demandent être admis et reçus au nombre « des magistrats souverains doivent auparavant être « bien sondés et recherchés s'ils sont de bonne vie, « religion et conservation et après examinés, s'ils ont « mœurs, la doctrine à suffisance et capacité requise pour « dignement s'acquitter de telles et hautes charges. »

Il arriva, plus d'une fois, que le Parlement de Toulouse refusa de recevoir des candidats d'une vie dissipée ou d'une sagacité douteuse. C'est ainsi qu'il rejeta la candidature à une place de conseiller clerc, de maître Mérigot chanoine de Saint-Étienne, convaincu de malversations et de débauche, celles de Jean Fossé qui venait de renvoyer sa femme et plaidait en divorce, de Jean de Pins, soupçonné de pratiquer l'usure, et de certains autres qui avaient exercé la profession de marchands appelés par la loi *viles negotiatores*, quelques-uns trop pauvres et exposés aux corruptions et aux prévarications, des bâtards de prêtres, des étrangers venus des divers royaumes de l'Europe, les hérétiques, les sourds et les aveugles, les difformes, les infirmes de corps ou d'haleine, ceux qui

ne savaient pas gouverner leur maison et leur famille. La Rocheflavin qui rapporte ces choses a ajouté que ces examens ne produisaient pas toujours de bons fruits, bien qu'il fallût les deux tiers des suffrages pour être admis et que certains candidats « ayant caqueté comme des pies, se trouvant aux prises, le lendemain, pour opiner sur le jugement des procès demeuraient muets comme des poissons. »

Il n'en est pas moins vrai que ces inquisitions, pour parler comme La Rocheflavin, servirent puissamment à constituer ces grands corps de magistrature que le monde a enviés à la France. La magistrature des Parlements, recrutée parmi les fils de magistrats et les jurisconsultes vieillis dans l'étude des lois ou aguerris à la pratique des affaires, ne fut jamais plus instruite, plus grave et plus respectée. Le Parlement de Toulouse se défendait, plus qu'un autre et même plus que celui de Paris, contre les indignes et les ignorants. Nul n'assistait à ces solennelles épreuves qui duraient de trois à quatre heures, si ce n'est, à partir de la fin du dix-septième siècle, les fils de parlementaires groupés dans les lanternes, et se destinant aux fonctions de la magistrature.

On n'était pas aussi sévère au Parlement de Bordeaux où, par un hasard singulier, au rapport du journal de Cruzeau, le Digeste présenté aux candidats s'ouvrait de lui-même à des endroits marqués et déjà connus de tous. Pour mettre fin à ces complaisances trop larges, on décréta que les volumes du Digeste ne seraient présentés aux candidats que par le dos, qu'on en prendrait de tout neufs et non marqués et feuilletés d'avance.

A Toulouse, les choses se passaient autrement, et telle était la solennité de ces informations, que Géraud de Maynard assure qu'elles auraient troublé un « Ulpian et un Papinian ». On sait qu'elles effrayèrent Jean de Coras qui ne s'exprima que dans un langage plein d'obscurités et d'indécisions. Rien ne paraissait plus imposant que la sérénité de ces graves esprits qui n'écoutaient que la voix inflexible de la conscience, sans jamais se laisser détourner du droit chemin. Renfermés dans la pratique absolue de leurs devoirs, ils grandissaient, de jour en jour, et devenaient, par leurs services et leur science, la plus haute puissance de leur province. A ces époques de mœurs simples et de foi naïve, les fils respiraient, dans le climat du foyer, les nobles traditions de leur famille, en léguant, à leur tour, cet héritage des fortes vertus des ancêtres aux mains fidèles de leurs descendants. Il sortait parfois de ce tronc vigoureux quelque rameau prédestiné qui s'élevait au-dessus des autres, fleurissait à la cime et ombrageait la souche tout entière.

La première présidence est toujours vacante et le roi ne se presse pas de choisir le successeur de Durant. On ne peut vraiment compter, au nombre des premiers présidents, l'ancien maître des requêtes, Pierre d'Auxerre, qui présida, un moment, le Parlement de Béziers. Henri IV cherchait à ménager les rivalités et les ambitions et à ne pas froisser les factions à peine assoupies. Parmi les trois noms des magistrats présentés par le Parlement, figurait le président de Lestang, ce président des parlementaires ligueurs restés à Toulouse, durant l'exil de Castelsarrasin, signe écla-

tant de réconciliation et d'oubli. Le roi finit par donner cette charge au président Dufaur de Saint-Jory qui en avait si noblement porté le fardeau, en lui octroyant, en outre, une pension de 4,000 livres, nécessaire à la médiocrité de sa fortune. « A l'assemblée
« des notables de Rouen, a dit Scévole de Sainte-Mar-
« the, le président de Saint-Jory fit tellement paraître
« la force de son jugement et sa rare fidélité, que le roi
« l'ayant pris en amour, voire même en admiration,
« jugea qu'après tant de charges de la robe si digne-
« ment soutenues, il était bien capable d'exercer la
« suprême charge de premier président. »

Cet humble de cœur ne prit pas orgueil de la lettre royale lui annonçant sa promotion, « faite en pur don
« et pour récompenser son mérite et ses services, autant
« que pour satisfaire aux désirs et aux besoins du
« public. » La mule qui le portait au Palais resta, comme par le passé, tout son équipage. On l'installa, au mois de juillet de l'année 1597. Le roi étendit ses largesses aux magistrats de la grand'chambre et de la Tournelle, en attachant à ces chambres, en confirmation des lettres patentes de Henri III en 1589, des pensions en harmonie avec le rang des divers parlementaires qui les composaient, 266 écus à chaque président, 33 à chaque conseiller, largesses magnifiques, si on les rapproche de la pauvreté du trésor de l'État. Le Parlement remercia le roi et le supplia de ne pas oublier, dans ses libéralités, les autres membres de la Cour. En fouillant dans le trésor, le roi ne trouva plus rien à donner.

Crillon disait alors, en riant, qu'on jetait tout à la

Seine, la Ligue, l'argent et les jésuites. Il aurait mieux parlé, s'il avait dit des jésuites, qu'après les avoir torturés et pendus en place de Grève, en expiation de l'attentat de Jean Châtel, le Parlement de Paris les avait expulsés du royaume, par l'arrêt fameux du 27 décembre 1594. Leur société bannie se réfugia dans les provinces hospitalières de Guyenne et de Languedoc. Déjà, dans le traité pour la soumission de la ville de Toulouse, un des articles s'en remettait à la bonté du roi, de laisser les jésuites librement enseigner dans leurs collèges ; le roi avait ajourné sa décision, mais il ne les inquiéta jamais dans leur collège de Toulouse, et le Parlement les protégea ouvertement, à Rodez, contre les tentatives d'expulsion ourdies par le juge-mage Dupuy.

A Tournon, dans le Haut-Vivarais, au fond du ressort, toute une tempête éclata sur les débris de la société de Jésus. Le comte de Tournon aimait et protégeait le collège des jésuites, en souvenir du cardinal de Tournon qui l'avait fondé et enrichi de livres rares et de précieux manuscrits ; il y attira les jésuites chassés des provinces d'au delà de la Loire ; mais un arrêt du Parlement de Paris lui enjoignit de les en expulser, dans un délai de deux mois. Les syndics du Languedoc et du Vivarais présentèrent, au Parlement de Toulouse, une requête où ils disaient que, bien que la ville de Tournon fût du ressort de la Cour, le premier jour d'octobre, un arrêt donné en la chambre des vacations du Parlement de Paris avait usurpé sur les droits du Parlement de Toulouse. A cette requête, le Parlement de Toulouse répondit par un arrêt rendu,

en chambres assemblées, qui faisait inhibition au comte et à tous magistrats et consuls de la ville de Tournon et du ressort de la Cour, de troubler, dans leurs études, les maîtres ou écoliers du collège, et défendait d'exécuter l'arrêt de Paris, à peine de 10,000 écus d'amende. Vers le même temps, en apprenant que les États du Haut-Languedoc commandaient à leurs syndics de poursuivre, au Parlement, la conservation des jésuites et de leurs collèges, le Parlement de Paris, sur les réquisitions des gens du roi, condamna le comte de Tournon, pour sa désobéissance à l'arrêt d'expulsion des jésuites, à être privé de sa charge de sénéchal d'Auvergne, le déclara incapable d'en posséder aucune autre dans le royaume et fit expresse défense à toutes personnes d'envoyer leurs enfants au collège de Tournon, en écartant d'avance, des emplois publics, tous les écoliers des jésuites.

Au Parlement de Toulouse, l'émotion fut vive de voir ainsi sa juridiction souveraine foulée aux pieds par un autre Parlement. Il répliqua, sur la requête du syndic du Languedoc et sur la réquisition du procureur général, par un arrêt du 23 septembre 1598, ordonnant au comte de Tournon, aux magistrats, consuls et autres officiers du ressort de la Cour de ne tenir aucun compte de ce nouvel arrêt de Paris et de respecter les prêtres et les écoliers de la compagnie de Jésus, dans l'exercice de leurs fonctions et la jouissance de leurs biens, à peine de 1,000 écus d'amende et de la suspension de leurs offices. Ces luttes de Parlement à Parlement tourmentaient le roi qui songea, même, à faire casser ces arrêts de Toulouse et à envoyer des lettres de jussion

aux deux Parlements de Toulouse et de Bordeaux, pour y voir enregistrer l'arrêt de bannissement rendu contre la compagnie de Jésus.

Le Parlement de Toulouse écartait, d'une main ferme, tous ceux qui tentaient d'envahir sa juridiction. André de Nesmond, président au Parlement de Bordeaux, exerçant, de la part du roi, une importante commission à Rodez, vit ses procédures cassées, parce qu'il n'avait point demandé le droit de territoire dans le ressort de la Cour, et le roi en reçut, à son tour, des remontrances. Quand la Cour des aides de Montpellier empiétait parfois sur les droits du Parlement, elle n'attendait pas longtemps les arrêts qui la renfermaient dans les bornes de ses attributions.

A Castres, l'évêque Jean de Fosses souleva aussi tout un orage. Par un arrêt du mois d'août 1597, le Parlement avait ordonné que l'église cathédrale serait restituée par les calvinistes aux catholiques : pour fournir au frais des réparations nécessitées par les marteaux des démolisseurs de la réforme et par l'entretien de deux prédicateurs, il avait assigné la somme de 1,200 écus, à prendre sur les fermiers de l'évêché. L'évêque refusa de se soumettre à cette décision ; il y eut un échange de vives paroles entre lui et l'avocat général de Caumels. Une information et un ajournement se suivirent de près : l'évêque comparut en Parlement et ne cessa de protester contre l'arrêt du mois d'août.

Le Parlement passa outre et les deux conseillers catholiques de la chambre de l'édit, Fillères et Forest reçurent ordre de forcer les résistances de l'évêque qui se défendit avec les armes de l'église, en lançant contre

eux l'excommunication et les anathèmes. Sur les réquisitions du procureur général, un appel comme d'abus fut porté au Parlement qui enjoignit à l'évêque de révoquer l'excommunication, sous peine de 4,000 écus d'amende et de la saisie des revenus de son évêché. L'évêque envoya aux deux conseillers l'absolution de ses censures, mais refusa de fournir les 1,200 écus pour la réparation de son église. Un nouvel arrêt condamna Jean de Fosses en 2,000 livres d'amende, l'ajourna de nouveau à comparaître à la barre du Parlement, ordonna la radiation de son décret d'excommunication et fit saisir les revenus de l'évêché. Après la saisie de son mobilier, l'évêque se soumit.

Le Parlement se détourne de ces démêlés pour préparer une réforme dans les études de l'université. Les chaires de droit civil et de droit canon attiraient des maîtres d'une science éprouvée, mais la chaire de droit civil étant plus richement dotée, la chaire de droit canon se trouvait délaissée et dédaignée. L'amour de l'argent est de tous les siècles ! Un arrêt du 10 janvier 1598 abolit cette inégalité des émoluments et décida que l'un et l'autre droit seraient également enseignés par les mêmes professeurs. On laissa, comme par le passé, des conseillers du Parlement monter dans les chaires de l'université, moyennant une dispense du roi et l'agrément de la compagnie.

L'année 1598 s'ouvrit au Parlement par l'arrêt qui réintégra le cardinal de Joyeuse dans la jouissance d'une partie de ses biens aliénés ou inféodés, et par divers arrêts ordonnant la refonte des monnaies, la réparation des ponts et des grands chemins, les réformations des

salines, greniers à sel et gabelles, l'enregistrement des lettres patentes accordant aux religieux minimes, hors des murs de Toulouse, une aumône annuelle de vingt-cinq setiers de blé sur les moulins du roi à Muret, interdisant le port d'armes à tous autres qu'aux gens préposés à la garde de la ville et assignant au duc de Ventadour une somme de 10,000 écus, en à compte de ses avances au roi pour la guerre du Languedoc. Il n'enregistra que sous réserves les lettres patentes concernant la vente du domaine de la couronne, en Languedoc pour en affecter le produit à l'entretien de l'armée de Piémont et de Savoie. Il suspendit les gages de plusieurs magistrats pour cause d'absence ; il maintint Françoise de Balaguier, abbesse de Saint-Sernin, en la possession du prieuré de Saint-Martial de Salvetat ; il châtiait les faux monnayeurs du supplice de l'huile bouillante non encore aboli et envoyait au gibet ou aux galères des troupes de bohémiens.

De loin, il tient la main à l'évacuation des places encore au pouvoir des ligueurs et à l'observation des fêtes religieuses. Il refuse d'enregistrer des lettres patentes, créant de nouveaux substituts des gens du roi en la Cour, confirme ou infirme les ordonnances de police rendues par les capitouls et casse l'élection de ceux qui leur semblent indignes de ces hautes fonctions. En récompense de ses services, l'avocat général de Caumels reçoit, du roi, une charge de conseiller d'État. Les parlementaires secondaient le roi, de tout leur pouvoir, pour remettre à flot tant de choses échouées pendant la guerre.

Les plus grands soucis du roi lui venaient des pro-

testants : de toutes les provinces s'élevaient des cris et des plaintes contre les catholiques intolérants et les ligueurs qui déchiraient les traités de paix. On saisisait et on brûlait les livres de la réforme ; on repoussait les protestants des sièges de justice, des corps municipaux, des grandes compagnies et des écoles ; on les insultait aux portes des prêches ; on les contraignait de respecter les observances de l'église romaine et on enlevait parfois les enfants orphelins pour les élever dans la religion catholique. Leurs récriminations contristaient les provinces, et les assemblées se succédaient sur tous les points du royaume. Ces secousses intérieures se firent sentir en Languedoc où les États, réunis à Pézénas, prièrent le Parlement de maintenir, par l'autorité de ses arrêts, la paix publique compromise. Un arrêt mit fin aux enrôlements sans commission expresse du roi et aux assemblées et conventicules.

Les protestants estimaient à un haut prix les services par eux rendus à Henri IV : un de leurs historiens s'écrie : « Ils auraient voulu tout avoir ». D'Aubigné a dit de son côté : « Le roi n'en dormait pas ». Enfin, le roi se crut assez fort pour trancher toutes ces réclamations qui le poursuivaient partout, même aux pieds de Gabrielle : l'édit de Nantes, signé le 15 avril 1598, ferme, dans notre histoire nationale, la longue et douloureuse période des guerres de religion. La Saint-Barthélemy était vaincue : ce n'était plus, comme au temps de Charles IX ou de Henri III, un édit provisoire ou une trêve passagère, c'était un édit vraiment français qui constituait les deux cultes rivaux, sous le patronage, non de l'église, mais du pouvoir temporel. Ainsi

se brisait le moule social du moyen âge. Louis XIV pourra déchirer l'édit de Nantes : le grand roi n'empêchera pas la tolérance religieuse d'entrer dans les veines et le cœur du pays.

En autorisant le libre exercice de la religion protestante, dans tout le royaume, l'édit de Nantes ne la tolérait à Toulouse qu'en dehors des murs ; il admettait, du moins, tous les huguenots, aussi bien que les catholiques, aux honneurs de la magistrature. Cet édit qui donnait à la chambre de Castres une nouvelle et solennelle consécration, se bornait à en dire : « La chambre ci-devant établie à Castres pour le ressort de « notre Cour de Parlement de Toulouse sera continuée « en l'état qu'elle est. » Un article secret attribuait la présidence des chambres mi-parties au magistrat le plus ancien, à quelque religion qu'il appartînt. Ce n'est qu'en 1636, qu'un arrêt du conseil abolit cette prérogative et accorda la présidence et la garde du sceau au plus ancien conseiller catholique. C'est surtout à partir de l'édit de Nantes, que la chambre de Castres prit le nom de chambre de l'Édit.

A Toulouse, les prédicateurs remontèrent en chaire et tentèrent, par leurs sermons séditionnels, de rallumer les passions religieuses et les désordres de la rue. Au Parlement, les oppositions et les remontrances se relevaient menaçantes et armées. Le roi lui écrivit une lettre souple et soumise, pour le prévenir que le Parlement de Paris entraîné par la force de la raison d'État avait enregistré l'édit, que de hauts personnages de la cour allaient, dans tout le royaume, poursuivre cet enregistrement dans les divers Parlements et que

le maître des requêtes de son hôtel, Fondriat, se mettait en route pour Toulouse. Le premier président Dufaur de Saint-Jory se consumait en efforts pour imposer silence aux sermonnaires et ramener le Parlement à la modération et à la sagesse.

La lettre royale fut enregistrée, avec une clause portant qu'il serait adressé de très respectueuses remontrances au roi, sur plusieurs articles de l'édit de Nantes. Ce qui irritait surtout le Parlement, c'était l'article ouvrant les charges publiques aux protestants. Il fallut en venir à des lettres de confirmation de l'édit et à des lettres de jussion : l'édit ne devait être enregistré, après bien des lenteurs et des disputes, que le 19 du mois de janvier de l'année 1600 « du très exprès commandement de Sa Majesté et sans approbation de la religion prétendue réformée. » Le Parlement traitait mieux les jésuites que l'édit de Nantes. Loin d'imiter le Parlement de Paris qui les expulsait et proscrivait leur enseignement par ses arrêts de 1594 et de 1598, il les couvrit de sa protection par son arrêt du 23 septembre 1598, en empêchant de les troubler dans leurs monastères et dans la jouissance de leurs biens.

Les Parlements envoyèrent des députés au roi. Les députés du Parlement de Toulouse se présentèrent les derniers devant lui : il fit, tout d'un coup, l'éloge des protestants, en flétrissant la Ligue. Il ne restait plus au Parlement qu'à envoyer des commissaires dans les provinces pour la longue et pénible exécution de l'édit de Nantes. Il le fit sans murmurer. Il savait ce que le roi avait dit avec sa verte vigueur béarnaise

au Parlement de Paris : « Ce que je veux dire, c'est
« que je vous prie de vérifier l'édit que j'ai accordé à
« ceux de la religion. Ce que j'en ai fait est pour le bien
« de la paix : je l'ai faite au dehors ; je la veux faire au
« dedans de mon royaume. J'ai remis les uns en leurs
« maisons dont ils étaient bannis, les autres en la foi
« qu'ils n'avaient plus. Je ne me veux vanter, mais je
« veux bien dire que je n'ai eu exemple à invoquer que
« de moi-même. Je sais bien qu'on fait des brigues au
« Parlement, que l'on a suscité des prédicateurs fac-
« tieux ; mais je donnerai bien ordre contre ceux-là et
« ne m'en attendrai à vous. C'est le chemin que l'on
« prit pour faire des barricades et venir par degrés à
« l'assassin du feu roi. Je me garderai bien de tout
« cela ; je couperai la racine à toutes factions et à toutes
« provocations séditeuses, faisant accourir tous ceux
« qui les suscitent. J'ai sauté sur des murailles de ville,
« je sauterai bien sur des barricades. Ne m'alléguez
« point la religion catholique ; je l'aime plus que vous ;
« je suis plus catholique que vous. Vous vous abusez
« si vous pensez être bien avec le pape ; j'y suis mieux
« que vous. Quand je l'entreprendrai, je vous ferai tous
« déclarer hérétiques pour ne me vouloir pas obéir.
« J'ai plus d'intelligence que vous. Vous aurez beau
« faire, je saurai ce que chacun de vous dira. Je sais
« tout ce qu'il y a en vos maisons et je sais tout ce que
« vous faites et vous dites : j'ai un petit démon qui me
« le révèle. Quand vous ne voudrez pas l'édit, vous me
« ferez aller au Parlement... Je ne suis aveugle, j'y vois
« clair, je veux que ceux de la religion vivent en paix en
« mon royaume et soient capables d'entrer aux charges,

« non pas pour ce qu'ils sont de la religion, mais d'au-
« tant qu'ils ont été fidèles serviteurs à moi et à la cou-
« ronne de France. Je veux être obéi ; que mon édit soit
« publié et exécuté par tout mon royaume. Il est temps
« que nous tous, souls de guerre, devenions sages à
« nos dépens. »

Il avait dit plus durement au Parlement de Bordeaux, après le refus d'enregistrement d'un arrêt fiscal : « Je vous répondrai en grand roi, bon soldat et
« grand homme d'État. Vous dites que mon peuple est
« foulé. Eh ! qui le foule que vous et votre compagnie !
« Eh ! qui gagne son procès à Bordeaux, que celui qui a
« la plus grosse bourse ! Tous mes Parlements ne valent
« rien, mais vous êtes le pire de tous. Je sais bien qu'il
« y en a de bons, mais le nombre des méchants est plus
« grand. Je vous connais tous, je suis Gascon comme
« vous. » Le roi de France gardait au cœur la rancune de quelques arrêts rendus par le Parlement de Bordeaux contre le roi de Navarre et se laissait emporter par la colère.

C'était chez lui chose rare. La passion ne l'aveuglait guère, mais quand il était à bout de raisonnements, il voulait avoir le dernier mot et se faisait obéir. Le royaume ne réclamait pas contre ses harangues et ses volontés ; il lisait, peut-être mieux que les Parlements, dans l'âme du Béarnais qui n'entendait être ni le roi des ligueurs, ni le roi des huguenots, mais le roi de France. N'avait-il pas dit, un jour, dans un beau langage de patriote et de roi que la Ligue n'était qu'une injure du temps !

Le Parlement de Toulouse se laissa toucher souvent

CHAP. XXVI. — L'AURORE DU DIX-SEPTIÈME SIÈCLE 633

par ces gronderies éloquentes et cette bonhomie tranchante, d'une verte familiarité qui enlevait les cœurs. Il ne pouvait résister à leur grâce aimable. Henri IV ouvrait ainsi une glorieuse brèche au dix-septième siècle qui se levait à l'horizon, et dont il n'entrevit qu'une aurore confuse où perçait à peine, sous les nuages, le premier rayon de ce soleil qui devait être le soleil du grand roi.

CHAPITRE XXVII.

Divers arrêts du Parlement. — Le conseiller Guitard de Raté, évêque de Montpellier. — Troubles à Pamiers et à Montpellier. — Le procureur général de Caminade et l'avocat général de Caumels. — Les présidents protestants et catholiques de la chambre de l'Édit. — Divers arrêts. — Le conseiller Philippe de Bertier. — Mort du premier président Dufaur de Saint-Jory. — Son portrait. — Fin du seizième siècle. — Jours de fêtes. — Bandes de pillards et de démolisseurs. — Divers arrêts. — Création de nouvelles charges. — Luites du Parlement et du roi. — Confusion et désordre dans la province. — Entrée de Montmorency à Toulouse, en qualité de connétable. — Les calvinistes de Nîmes. — Antoinette d'Orléans aux Feuillantines. — Arrivée du premier président Nicolas de Verdun. — Son installation. — Le greffier Malenfant. — Les duels des écoliers. — Le duc de Bouillon. — Chambre de l'Édit de Castres. — Le duc de Ventadour au Parlement. — Le Parlement et la Cour des aides. — Le Parlement et le bureau de la chambre des trésoriers de Béziers. — Le Parlement et les États. — Les limites entre le Dauphiné et le Languedoc. — Divers arrêts du Parlement. — Le brigandage en Gascogne. — Colère du roi et arrêts du Parlement. — Conspiration déjouée. — Supplices. — Châtiment infligé à un conseiller.

De loin en loin, il y a encore des troubles dans la province ; le Parlement supprime les garnisons inutiles, maintient les communes dans leurs droits violés, restitue aux églises leurs biens saccagés ou morcelés, envoie des commissaires dans les villes révoltées et met un frein aux empiétements des seigneurs, des abbés, des présidiaux, des sénéchaux et des baillis.

Il autorise le provincial des augustins, aux provinces de Languedoc et de Guyenne, à faire arrêter tous profès de l'ordre ayant quitté leur couvent ; il fait enlever les armes du Saint-Siège des arches du pont d'Avignon, en deçà des limites du comté de Nice et de la France ; il reçoit Gaubert de Caminade en l'office de procureur général, résigné par Claude de Saint-Félix qui prend la charge de président, vacante par le décès d'Odet de Saint-Jean. La marche de la justice ne s'interrompait point et les procès ou les enregistrements de lettres patentes suivaient leurs cours. Guitard de Raté, ce conseiller clerc, d'une fidélité inébranlable au parti du roi pendant la Ligue, et dont la maison fut pillée par le peuple, eut son jour de réparation. Le roi lui donna l'évêché de Montpellier, et le Parlement, qui l'avait décrété de corps et condamné à mort par contumace, arracha des registres de la Cour cette page sombre de son histoire et ordonna que la procédure serait biffée et rompue.

On n'arrache pas du cœur humain les ressentiments et les haines comme une page du livre d'un Parlement. A la nouvelle de l'édit de Nantes, les protestants de Pamiers, parcoururent la ville en profanant les croix et en démolissant les églises prises, pendant la guerre, aux catholiques. A Montpellier, la restitution de l'église de Notre-Dame-des-Tables ne se fit pas sans une émeute et sans une information criminelle contre les protestants d'Aigues-Mortes. En Gascogne, des assemblées protestantes se tenaient dans l'ombre et tramaient des révoltes. Elles furent dispersées par ordre du Parlement, dont les conseillers allaient apporter,

de ville en ville, des injonctions d'obéissance ou des espérances de paix.

Quand la province s'apaisait, les gens du roi se disputaient entre eux et leurs divisions ramenaient le désordre dans la vie intérieure du Parlement. Le procureur général Gaubert de Caminade et l'avocat général de Caumels, tous les deux ambitieux, d'une trempe altière et d'une obstination implacable, en vinrent aux prises sur des prérogatives de leur charge et s'en remirent à la décision du Conseil du roi. Le Parlement supplia le roi de renvoyer le jugement de ce conflit aux vacations ; le procès traîna et ne se jugea que deux ans après, malgré des scènes violentes qui n'eurent pour témoin que l'avocat général Pierre de Beloi. Il fallut que le Parlement leur défendît de se trouver ensemble à l'audience ; quelques jours après, il se vit forcé de leur interdire l'entrée du Palais, jusqu'à la fin de leurs disputes qui se seraient perpétuées jusqu'à leur mort, si le procureur général n'eut échangé sa charge contre une charge de président à mortier. On a souvent blâmé les parlementaires de se diviser ainsi sur les préséances. Est-ce bien à eux qu'il faut s'en prendre ou à la confusion et à l'obscurité de leurs règlements ? Ils étaient des hommes et leurs querelles étaient des querelles humaines. Le président protestant de la chambre de l'Édit réclame le droit de préséance alternative avec le président catholique. La contestation s'échauffe ; on écrit des mémoires et on dépêche des courriers au roi. Les protestants résistent ; mais le président catholique l'emporte.

La marche de la justice ne s'interrompt point et le

Parlement enregistre les lettres patentes de lieutenant général du Languedoc accordées au duc de Ventadour ; il affecte la vente de certains biens à la dot de pauvres filles ou de femmes veuves ; il condamne les consuls de Béziers à fournir aux dominicains un couvent et un oratoire ; il refuse d'enregistrer les lettres patentes rétablissant, à Lectoure, le siège d'Armagnac sur ses anciennes bases ; il impose silence aux syndics d'Astarac, de Rocamadour et Ginolhac auxquels il enlève leurs pièces d'artillerie et adjuge à la reine Marguerite le comité de Lauraguais qu'elle tenait de la succession de sa mère Catherine de Médicis. Au printemps de l'année 1599, il fait réparer les désastres d'une inondation de la Garonne ; il condamne Charles de Valois, comte d'Armagnac, à payer à un bourgeois de la Limagne une somme de plus de 5,000 écus ; il oblige le capitaine Chatelain de Pézénas à fournir sa redevance au chapitre d'une église de cette ville ; il juge un procès entre divers membres de la famille Cujas qui apportent à l'audience quatre lettres et une procuration de ce savant illustre ; il remet le clergé du diocèse de Mende en ses anciens droits, bannit de Toulouse les vagabonds, marqués d'abord au sourcil et fouettés en cas de rupture de ban ; il surveille les élections des consuls dans les provinces et autorise les villes à s'imposer pour rebâtir les églises abattues par les protestants.

Le conseiller Philippe de Bertier, seigneur de Montrabe, bel esprit et savant en droit, un des magistrats les plus estimés du Parlement, reçoit du roi la charge de président désertée par Méric de Vic, que la politique enlève au Parlement, et qui passe, tour à tour, après

avoir brisé les dernières chaînes de la Ligne, à la surintendance de la justice en Guyenne, à une ambassade en Suisse et à la chancellerie de France, à la mort de Du Vair.

La mort allait trapper, rapide comme la foudre, le premier président Dufaur de Saint-Jory, en pleine audience, et sur son siège, la veille de la Pentecôte de l'année 1600, au moment où il prononçait la harangue d'usage, devant les magistrats qui venaient lui rendre compte de l'état des prisons et du nombre des prisonniers. Il tomba, comme un capitaine, sur le champ de bataille, à soixante ans ; on l'emporta, dans sa maison, couvert de sa robe, et il expira, le soir, en levant les mains et les yeux vers le ciel. Il pouvait mourir : sa vie pure, et toujours abreuvée aux eaux vives des croyances chrétiennes ne devait pas laisser redouter à son âme les terreurs et les surprises de la mort.

Ce premier président Dufaur de Saint-Jory, que Maynard appelle le grand Dufaur, aimait les lettres autant que la religion et la science du droit. Il venait d'une race illustre et des plus anciennes de la robe, de la souche féconde du président Michel Dufaur qui mêla son sang à celui des plus grandes familles de France, et qui eut des rameaux vigoureux, des cardinaux, des ambassadeurs, des gouverneurs de province, des sénéchaux, le procureur général Arnaud Dufaur, comparé, par le généalogiste Blanchard, à Caton pour l'austérité de ses mœurs et qui fut banni par le Parlement, pour une harangue dans laquelle il demandait la suppression des gages des magistrats, Jacques Dufaur, des parlementaires classés parmi les beaux esprits de leurs

temps, Jean Dufaur, chambellan et maréchal de camp aux armées du roi de Navarre qui retrouva, un jour, *les Basiliques*, cette belle collection des lois romaines, traduites en grec, et livrées au monde savant par Michel Dufaur.

Toute sa vie, le président Dufaur de Saint-Jory puisa, dans la méditation des livres saints, dans les philosophes et les poètes de la Grèce et de Rome, les inspirations de son âme de chrétien et de légiste. Il avait vécu à Bourges, avec Cujas, sous le même toit, travaillant et priant ensemble, rompant le même pain et étroitement unis, malgré la différence de leur âge, d'une de ces amitiés pures qui bravent les disgrâces et le temps. Cujas lui prédisait alors qu'il serait une des colonnes de la jurisprudence et on sait qu'il lui dédia son premier ouvrage de droit.

Ces hommes du seizième siècle, au sortir des scènes sanglantes de la Ligue, se plaisaient aux études mystiques où se retrempait leur esprit lassé des émeutes et des audiences. Le premier président de Saint-Jory écrivit un ouvrage latin le *Dodecamenon*, où il recherchait, à travers les âges du monde, les noms divers et les mystérieux attributs de la divinité. Il semble que Fénelon s'en soit parfois inspiré, dans son *Traité de l'existence et des attributs de Dieu*. Mais le président de Saint-Jory, qui ne prétendait pas être théologien, demandait grâce pour cet empiétement téméraire sur le domaine sacré des Pères de l'Église et s'appliquait cette maxime d'Horace que l'analogie des noms lui fit prendre pour devise : *Tractent fabrilia fabri*, devise qui rappelait celle du chef de sa race : *fortuna sibi quisque faber*.

Fabri, c'étaient les Dufaur. Cette devise a été gravée au bas de son portrait où il semble vivre et parler avec ses lèvres minces et plissées, ses yeux qui ont quelque chose de clair et de triste et son front creusé par les rides. En haut, on a gravé cet autre vers d'Horace, que le procureur général Arnaud Dufaur écrivit, de sa main, au-dessus du portail de sa maison, le jour de son bannissement.

Multa renascentur quæ jam cecidere.

Pour lui, le repos n'était qu'un changement dans le travail. Aux heures de liberté, entre les audiences, il écrivit ses trois livres des *Semestres*, où sont rassemblées les plus ingénieuses controverses sur tous les sujets qu'embrassaient le droit naturel, le droit des gens, le droit civil, éclairées à la fois, par les textes et les commentaires, par les coutumes et les événements historiques, par les institutions des peuples, les édits des rois et les rescrits des empereurs. Il ne faut chercher, dans ce vaste ouvrage, aucun lien propre à grouper en faisceau ses parties si variées ; ce sont les observations d'un philosophe recueilli et d'un juriste épris de science divine et humaine jusqu'à la passion, travaillant en silence, comme un moine au fond d'un couvent, au jour le jour, écoutant, le cœur plein d'amertumes, les rumeurs d'une cité toujours en tumultes, et pour se fortifier, contemplant, aux clartés de son étroite fenêtre, les Évangiles ouverts sur sa table noircie d'encre et le soleil épanoui dans les cieux. En lisant ce livre où il mettait toute son âme, on croirait parfois entendre l'accent et le cri de détresse des

Tragiques de d'Aubigné. Toute sa morale simple et droite tenait en quelques mots, les plus fiers du monde, qui tombaient sans cesse de ses lèvres : patrie, honneur et devoir. Un quart de siècle s'écoulait entre les publications du premier et du second livre de ces *Semestres* où il racontait ses émotions et ses douleurs ; il savait qu'à chaque journée suffit sa tâche, et il apportait, de saison en saison, sa pierre à l'édifice. C'était bien une œuvre faite de main d'ouvrier, un peu confuse, mais profonde et révélant cette curiosité d'examen et ces excitations à la controverse qui ont été les traits des esprits et des caractères de ce siècle.

Dans ces pages, d'où s'exhale une piété évangélique, ce n'est pas, sans étonnement, qu'on rencontre, en face du souvenir maudit de la Saint-Barthélemy, de l'exil douloureux de son père, président à mortier, et des ruisseaux de sang coulant dans les rues, l'image du roi Charles IX, appuyé sur la clémence et la justice et soutenant, avec le secours divin, le trône ébranlé par les tempêtes du royaume. Catholique et royaliste, il ne pouvait, malgré tant de déchirements, séparer ces deux cultes dans ses croyances religieuses et politiques. Calvin, qui cherchait à attirer à lui les grandes intelligences de son temps lui écrivit pour vanter sa vie vouée au culte de la religion et de la science, mais il ne put affaiblir la fermeté de sa foi.

Il allait publier aussi son *Commentaire sur les règles du droit ancien, De regulis juris*, commencé en pleine jeunesse et qui marqua, au plus haut degré, son rang de juriste. Après ce livre, parut l'*Agonisticon*, œuvre de la dernière heure, en langue latine, parsemée de cita-

tions grecques, volumineux traité des jeux athlétiques anciens et modernes dans les luttes du corps et celles de l'intelligence. Clémence Isaure et les Jeux Floraux n'y étaient pas oubliés.

C'est au manoir de Saint-Jory qu'il écrivit presque tous ses livres, dans cette large plaine baignée par la Garonne, d'où il apercevait, dans une lumineuse vapeur bleue, les cimes blanches des Pyrénées. Les plaisirs de la campagne étaient alors à la mode. Ces hommes lassés de disputes et de guerres, aspiraient à rêver en liberté, et à se recueillir dans un coin de forêt, au bord des eaux, dans une maison perdue sous les arbres : là s'envolaient leurs sombres pensées. Ils étaient altérés de repos et de l'air qu'on respire dans les futaies et les champs de blé, plus heureux dans leurs méditations silencieuses à l'ombre des bois, que lorsqu'ils décidaient de la fortune et de la vie des hommes.

Dans ce doux abri, s'arrêtèrent, un jour d'automne, de Thou et Pithou qui allaient, au château de Pibrac, voir Guy Dufaur de Pibrac, cousin de Dufaur de Saint-Jory, le charmant auteur des fameux quatrains, que le Parlement de Paris enleva au Parlement de Toulouse. Sous les chênes de Saint-Jory, de Thou traça, dans un curieux parallèle, les traits et les nuances qui distinguaient Dufaur de Saint-Jory de son cousin Dufaur de Pibrac : Saint-Jory, plus austère, et ne pouvant se plier au métier frivole de courtisan, philosophe insouciant et paisible allant vers la gloire, mélancoliquement, sans se cacher ni se montrer ; Pibrac plus beau de visage, se plaisant à la cour et brillant au Palais, aimable et alerte, cherchant l'éclat et se jouant au milieu des

bruits de la politique, comme en un climat natal. S'il fut moins savant que Saint-Jory, il prit, dans les lettres, une place plus ornée. Ce qui les mettait, sous un même rayon, c'est qu'ils s'aimèrent tous les deux, non à cause des liens du sang, mais parce qu'ils eurent, toute leur vie, les mêmes sentiments et les mêmes idées, en aspirant à l'honneur plus qu'à la fortune. Ils eurent, tous les deux, le goût pur et le style d'un grand charme, dans ce doux idiome qui était déjà celui d'Amyot et dont Fénelon regrettera plus tard le tour libre et hardi.

Le président Dufaur de Saint-Jory aurait manqué aux traditions légendaires de sa maison et au mouvement généreux de son esprit, s'il n'avait encouragé et servi, de toute son âme, les écoles de l'université. Quand il était dans sa terre de Saint-Jory, il lui arrivait souvent d'en partir le soir, afin d'aller le lendemain, à l'aube, monté sur sa mule et en robe rouge, surprendre les écoliers au travail, assister aux leçons des maîtres et dissenter parfois sur des questions de droit, aux applaudissements de cette jeunesse studieuse venue de toutes les contrées du royaume. Il leur récitait cette prière composée par Cujas. « O mon Dieu, sois-nous propice ! Conduis-nous
« par ton esprit saint; afin que tous, tant que nous
« vivrons, nous soyons agréables à ceux dont nous cher-
« chons l'utilité selon ta volonté, et que, si tu le juges
« convenable, nous ne soyons pas, non plus, inutiles
« après notre mort. Dieu veuille qu'il en soit ainsi ! »

Le premier président Dufaur de Saint-Jory n'a été surpassé, en science et en caractère, par aucun des magistrats de son temps. Il n'y a guère que le premier

président Achille de Harlay, dont le nom soit entouré d'une plus glorieuse auréole, pour son courage civil. Cujas, l'ancien maître de Dufaur de Saint-Jory à Bourges, avait eu raison de s'écrier, un jour, en parlant de lui : « Il ne sera jamais assez loué. » Touchant et noble hommage à la science du légiste, au caractère du magistrat resté sans reproche, au milieu des guerres de la Ligue, et à la piété de ce cœur toujours en haut et plein de l'amour de Dieu et du roi. On le coucha, pour dormir son dernier sommeil, dans une chapelle du cloître des augustins, sans épitaphe, à côté des tombes de ses ancêtres et sans autre signe qu'un écu à ses armes.

Sa riche bibliothèque, léguée par lui à la ville de Toulouse, a été dispersée. Où sont ces beaux livres, noircis aux marges, de notes grecques et latines, tracées de sa main ? Il en donna quelques-uns, peut-être son vieux Digeste, marqué de son ongle et de sa plume à toutes les pages, au couvent des cordeliers.

Deux jours après les funérailles du premier président, le Parlement s'assembla, selon l'usage, pour présenter au roi trois candidats à cette charge. La messe du Saint-Esprit célébrée, les parlementaires jurèrent de choisir les trois magistrats de France les plus dignes de remplacer l'homme illustre dont la place serait longtemps vide et regrettée. Les gens du roi proposèrent Guillaume Daffis, président au Parlement de Bordeaux et les conseillers d'État de Mène et de Vic. Puis, on alla au scrutin et il en sortit les noms du président de Lestang, et des conseillers Bernard d'Assézat et Jean de Sabatéri. Mais tous les trois portaient la tache de la Ligue, et le roi nomma Nicolas de Verdun, président à

mortier au Parlement de Paris, d'une fermeté de caractère et d'une vigueur éprouvées.

Aux tristesses de la guerre succédèrent des jours de fêtes. Le roi divorçait avec la reine Marguerite à laquelle Brantôme adressa, un jour, cette louange qui n'était que sur ses lèvres : « Vous ne serez jamais qu'immortelle
« en la terre et au ciel, où vos belles vertus vous porteront sur leurs têtes ». Malheureusement pour elle, d'autres ont parlé et nous savons ce qu'il faut penser des belles vertus de cette princesse qui aimait à s'appeler Vénus-Uranie. Mais les fêtes du mariage du roi et de Marie de Médécis n'eurent à Toulouse que la durée d'un coucher de soleil.

Les tristesses reviennent. Les bandes de pillards descendent encore des montagnes du Comté de Foix, chassées par la misère et s'abattant sur les vallées. Quand elles ne touchaient pas aux terres des seigneurs, la noblesse, enfermée dans les châteaux, les laissait passer sans tirer l'épée. Parfois le peuple se joignait à ces routiers qui désolaient les villes et les hameaux. A la voix du Parlement, les archers et les consuls d'Ax les mettent en déroute, et des commissaires parcourent le ressort, décernant contre eux des mandats d'arrêts. A quelques jours de là, le Parlement casse, dans bien des villes, des élections frauduleuses de consuls, édicte des règlements pour l'exercice de la justice haute, moyenne et basse, adresse au roi des remontrances sur le règlement des attributions juridiques entre la chambre des requêtes, le sénéchal, le juge-mage, le lieutenant particulier et divers magistrats de Toulouse, ordonne la confection des livres terriers et

modifie les règles de l'élection des capitouls. Il refuse d'enregistrer les lettres patentes permettant à messire Charles Conti, évêque d'Ancône, d'exercer les fonctions de vice-légat d'Avignon, même dans la province de Narbonne ; il enregistre au contraire celles qui nommaient le père Jacques de Lapalu docteur en théologie, en l'office d'inquisiteur général de la foi, après la mort de l'inquisiteur Arnaud de Sanctis-Fortis, et ordonne que le corps de Jean de Comminges, vicomte de Latour, décédé hérétique, sera exhumé de l'église par les soins du juge et des consuls ; il interdit ces sortes d'inhumations et prescrit l'affectation d'un terrain aux sépultures des protestants.

Une création de nouveaux offices de judicature parut au Parlement un surcroît de ruines et le mit, un moment, en lutte avec Sully. Les ambitieux ne manquaient pas aux portes du Parlement, mais les parlementaires faisaient la garde et en écartaient ceux qui n'avaient d'autres titres que leur fortune et leur orgueil. Jean Dadren se présenta pour remplir une charge de conseiller créée par Sully ; les maîtres des requêtes de l'hôtel, et Sully lui-même, répondaient de son intégrité et de son intelligence : le Parlement refusa de l'accepter.

En temps de guerre, les Cours souveraines se montraient peut-être trop sévères envers le roi, pressé d'argent et ne cessant de leur répéter que ces oppositions n'étaient pas alors de saison. Déjà, il leur écrivait à l'occasion d'un édit de 1595 : « Je l'ai fait avec autant de
« regret que vous en avez. Vous ne m'apportez pas de
« remède pour m'en tirer et moins pour faire vivre mes
« armées. Si vous me faisiez offre de 2,000 ou 3,000

« écus chacun, ou me donniez avis de prendre vos gages,
« ce serait un moyen pour ne point faire des édits.
« Mais vous voulez être bien payés et pensez avoir
« beaucoup fait, quand vous m'avez fait des remontran-
« ces pleines de beaux discours et de belles paroles, et
« puis vous vous allez chauffer et faire tout à votre com-
« modité. »

Une autre fois, il en venait aux plus humbles prières, dans cette lettre datée du 15 avril 1597 : « Vous avez,
« par votre piété, secouru des pauvres souffreteux ; je
« viens demander l'aumône pour ceux que j'ai laissés
« sur la frontière, pour des gens qui servent nuit et jour
« et emploient leur vie pour vous tenir en repos. »

En temps de paix, l'opposition des Parlements à ces créations d'office devenait plus prudente et plus sage. Cette multiplicité des offices de la justice et des finances, en diminuant l'importance des charges, entravait la bonne administration du royaume. Henri IV et Sully le reconnurent plus tard, bien qu'ils n'aient jamais renoncé complètement à ce moyen de battre monnaie.

Ces fières résistances n'étonnaient pas le roi qui connaissait la fermeté de son Parlement de Toulouse ; mais il criait et s'échauffait, en apprenant le refus du Parlement d'enregistrer les arrêts du Conseil. Il était accablé de requêtes des évêques, des prêtres et des moines qui réclamaient partout leurs églises et leurs monastères d'où les protestants ne voulaient pas sortir. Dans bien des villes, surtout à Montauban, cette Genève du ressort de Toulouse, les consuls violaient l'édit de Nantes ; le Parlement rendait arrêts sur arrêts ; la confusion et le désordre régnaient dans la province, et une

nuît du mois de janvier 1601, on crut à Toulouse, à un embrasement général, en voyant le feu éclater, à la fois, dans trois quartiers de la ville. Le connétable de Montmorency, gouverneur de la province, y fit son entrée au mois de mai. Il arrivait des villes remuantes de Pézénas et de Montpellier, où il maîtrisa les deux partis protestants et catholiques, toujours prêts à se heurter. Cette fois, il entra à Toulouse, en sa nouvelle qualité de connétable, accompagné de la noblesse accourue des villes voisines, au bruit des fanfares de l'armée et des acclamations des capitouls qui lui servirent une collation magnifique. Les disputes des protestants et des catholiques le rappelèrent à Nîmes où les calvinistes courroucés répandaient, de tous côtés, des thèses pleines d'injures et de calomnies contre les catholiques. Le Parlement fit brûler ces thèses attribuées à Selot et à Ferrier, en place publique, par la main du bourreau, et décréta de corps les auteurs et les partisans de ces pamphlets qui échappèrent, par la fuite, au châtiment de la justice.

Le pape s'en plaignit au roi et le roi menaça de sa colère les églises protestantes. Duplessis-Mornay, ce pape des huguenots, répondit à M. de Villeroi, secrétaire d'État, que le Parlement de Toulouse suscitait tout ce bruit par ses arrêts imprudents contre des doctrines si souvent enseignées dans les églises de la réforme. Le professeur Jérémie Ferrier, renversé comme l'apôtre sur le chemin de Damas, condamna sa thèse, la déchira en chaire et se convertit. Du milieu de ces rumeurs, qu'un chroniqueur compare à des cris d'oiseaux de proie, on entendit comme un chant de fauvette. Antoinette d'Orléans-Longueville,

veuve du marquis de Gondi, du sang des Dunois, vient ensevelir au monastère des feillantines de Toulouse sa jeunesse, sa beauté, les grâces de son esprit et l'illustration de sa naissance. C'est un conseiller du Parlement, Louis Dupin, qui prépare à cette douce et austère princesse sa retraite obscure, en donnant aux religieuses feillantines, sa maison et son jardin. Jusqu'en 1789, on pria dans sa cellule, comme dans la cellule d'une sainte.

Dans l'été de 1602, le nouveau premier président, Nicolas de Verdun, prit possession de sa charge. Sur sa route, la noblesse du Bas-Languedoc le défraya et lui fit cortège ; une députation des capitouls et des bourgeois alla au-devant de lui, à deux lieues de la ville. Aux portes, quatre capitouls l'attendaient ; ils l'accompagnèrent à son hôtel, au son des hautbois et le saluèrent d'une volée de coups de canon, les premiers présidents tenant rang, en ce ressort, ainsi que l'a dit La Roche-flavin, de lieutenants généraux du roi et disposant, en cette qualité, des armes et des finances de la province. Mais le Parlement défendit à tous ses officiers de le visiter avant son installation fixée au 3 du mois de juin. Quelques parlementaires, espérant gagner sa faveur, se hâtèrent, au mépris de cette défense, de lui apporter leurs hommages ; il les blâma hautement et loua la réserve de la Cour.

Le 3 juin 1602, le président de Paulo fit donner lecture au Parlement de la lettre royale, qui lui annonçait la nomination de Nicolas de Verdun à la première présidence, et envoya aux gens du roi les lettres de provision accordées à cet effet par Henri IV. Les gens du

roi ayant requis le Parlement de recevoir le nouveau premier président, à la condition par lui de jurer la profession de foi accoutumée, en le dispensant toutefois, pour l'honneur de ses hautes fonctions, de l'enquête à laquelle on soumettait les nouveaux venus, le Parlement le dispensa de cette enquête, mais lui imposa le serment de sa profession de foi catholique et de son respect des arrêts, règlements et délibérations de la Cour. Le greffier Étienne de Malenfant se transporta aussitôt, par ordre de la Cour, à l'hôtel du premier président, l'introduisit au Palais par la petite porte et sans huissiers. Dès qu'il fut entré à la chambre des Manteaux, le doyen des conseillers de Saint-Pierre et le sous-doyen d'Assézat le conduisirent à la grand'-chambre où l'attendait le Parlement. Nicolas de Verdun debout et tête nue, à la barre, entendit l'arrêt prononçant sa réception; puis, étant allé s'asseoir au-dessus des maîtres des requêtes, il prêta, entre les mains du président de Paulo, le serment dont les articles lui furent lus par le greffier. Le président de Paulo, le prenant ensuite par la main, l'amena au siège des premiers présidents où Nicolas de Verdun adressa à la Cour une harangue « pleine, dit Malenfant, de courtoisie et d'honnêteté. »

C'est la première fois que paraît ce nom du greffier civil, Étienne de Malenfant, de race parlementaire, fils et petit-fils de conseillers de la grand'-chambre, et qui ne crut pas déroger, en abandonnant sa charge de conseiller aux enquêtes, pour prendre la robe des greffiers. Ces sortes d'évolutions s'accomplirent plus d'une fois. « Il est vrai, disait La Rocheflavin, avec une pointe de

« malice, que les greffiers ont pu y être occasionnés
« pour le repos et les émoluments plus grands quatre
« fois, desdits greffiers, sans aucune peine, que d'es
« états de conseiller. » Pendant quarante-deux ans, Etienne de Malenfant allait exercer cette charge qui devint héréditaire dans sa famille, en passant par sept générations. Il ne se borna pas à transcrire des arrêts, il fit pour le Parlement ce que Lafaille a fait pour l'Hôtel de Ville, avec un plus grand souci de la vérité. Il a reflété, dans ses mémoires, toute la vie du Parlement, durant l'exercice de ses fonctions.

En cette année 1602, au moment où le premier président de Verdun arrivait à Toulouse, la fureur des duels assoupie depuis la fin du règne frivole de Henri III, se réveilla parmi les écoliers de l'Université et les clercs de la Basoche. Ils se battaient sans motifs et pour le plaisir de se battre. A défaut de la guerre, cette jeunesse belliqueuse se tournait vers les duels. Par ordre du Parlement, une potence fut dressée dans la rue de la Pomme, et on y pendit tous les clercs pris avec des armes et des maillets. On condamnait les écoliers à la privation des droits de leur état et à d'autres peines. Des troupes de bandits pillaient les campagnes : le prévôt général de la province eut ordre de se tenir à portée du Parlement et de lui rendre compte, de trois mois en trois mois, de la sûreté des routes, aussi dangereuses que les bois. Le chef des bandits, Caravelle, déjà proscrit par un arrêt, aima mieux périr en combattant contre les archers, que de tomber aux mains vengeresses du Parlement.

Des villes protestantes du Languedoc, foyers jetant

toujours des feux sombres, des étincelles pouvaient jaillir. Le duc de Bouillon, complice de Biron que le bourreau venait de décapiter en Grève, se réfugia dans le ressort de Toulouse et demanda asile aux huguenots. Aux premiers jours de décembre 1601, il était arrivé à Castres, sans autre train qu'une escorte de quinze ou vingt chevaux, et sans autre arme que son épée, en signe de respect envers la justice : il s'était présenté hardiment devant la chambre de l'Édit, pour y être jugé. L'incompétence de cette chambre ne pouvait être douteuse : le duc de Bouillon soutint le contraire, en prétendant que la vicomté de Turenne, son domicile, se trouvait dans la juridiction du Parlement de Toulouse. De tous côtés, les calvinistes affirmaient qu'aux termes de l'édit de Nantes le duc de Bouillon, protestant, ne devait être jugé que par la chambre mi-partie. La dispute s'envenimait, lorsque le conseiller Jacques Dufaur, fils du premier président, arriva à Castres et signifia à la chambre de l'Édit les commandements du roi, lui interdisant la connaissance de ce procès. En même temps, le roi chargeait le premier président Dufaur de Saint-Jory de surveiller le duc de Bouillon, plus à craindre dans ses révoltes que n'était le duc de Biron. Le duc n'eut d'autre ressource que de demander acte de son désir de se soumettre à la justice souveraine de la chambre de l'Édit et de son intention de ne pas vouloir troubler le repos de la province. Par son arrêt, la chambre fit droit à cette requête, en déclarant n'entendre empêcher le « suppliant de se retirer devant Sa Majesté ». Épié, nuit et jour, par des agents aux gages du premier président, il sentit que le sol tremblait sous ses pieds, et

au lieu d'aller à Paris, s'incliner devant le roi, il eut peur de sa colère et partit pour Genève où il attendit l'heure de la capitulation et du pardon.

Tant que vivra Henri IV, la chambre de l'Édit trouvera, dans sa royale parole et dans sa conscience de chrétien, un ferme soutien contre les empiétements du Parlement. Le président de Paulo chargé par la Cour de Toulouse de tenir la séance à Castres, réclama la préséance sur le président réformé de Fresnes-Canaye, pourtant plus âgé que lui. Sur le refus de la chambre de l'Édit, il retourna à Toulouse où le Parlement rendit, en sa faveur, un arrêt en chambres assemblées, et députa vers le roi le président de Saint-Félix et l'avocat général de Caumels, pour lui remontrer l'impossibilité d'envoyer à la chambre de Castres, un président sans la préséance sur le président réformé. A ces remontrances le roi répondit, de Fontainebleau, par une lettre du 15 avril 1599, qu'il allait appeler auprès de lui le président de Canaye, « duquel, dit le roi, nous voulons servir ici près de notre
« personne, de sorte que celui qui lui succédera étant
« le dernier pourvu ne pourra rien prétendre, ni disputer
« en la dite préséance ; et en attendant que le dit sieur
« président de Canaye parte pour nous venir trouver,
« nous ordonnons au sieur président de Paulo, de con-
« tinuer de servir en la dite chambre, en laquelle les
« conseillers catholiques de notre Parlement nouvelle-
« ment nommés pourront s'acheminer, pour y servir et
« relever les autres auxquels nous avons accordé ci-
« devant permission et congé de se retirer. »

Les réformés gagnaient leur cause, mais le Parlement leur suscitait de nouvelles querelles qui nécessi-

taient l'intervention des arrêts du Conseil. Soutenue par ces arrêts et par le roi, la chambre de l'Édit rend paisiblement la justice; elle habituaît les populations à la tolérance et le président de Canaye le proclamait ainsi, à l'une des rentrées de la Saint-Martin : « L'on a douté
« si la diversité en la religion permise à présent en ce
« royaume, peut subsister sans troubler l'État; cette
« compagnie, par la grâce de Dieu, en sera une démonstration si oculaire à toute la France, que quiconque
« s'efforcera dorénavant de couvrir la sédition et la
« rebellion du masque de religion sera ridicule aux plus
« simples et grossiers. »

Le président de Canaye se laissait entraîner peut-être au delà de la réalité. A cette chambre de l'Édit rendant bonne justice, on pouvait reprocher quelquefois son indulgence pour les réformés. Les criminels comptaient sur cette faiblesse et il s'en trouvait qui, pour échapper aux châtiments sévères du Parlement, abjuraient aussitôt leur religion, afin de revendiquer la juridiction des parlementaires de Castres. Il fallut, pour mettre fin à ces abjurations scandaleuses, qu'un arrêt du Conseil limitât la compétence de cette chambre aux abjurations faites six mois au moins avant la demande en renvoi des accusés. On vit aussi de fréquents partages entre les magistrats catholiques et calvinistes; ils ne disparaîtront qu'avec l'ordonnance de 1629 qui interdisait « de
« faire conclusion à la plus douce opinion », et renvoya l'affaire à une autre chambre. Ces défaillances n'empêchaient pas la chambre de l'Édit de servir noblement la civilisation et la justice, et Gaches a eu raison de dire : « La chambre fleurissait dans Castres de toute façon,

« étant composée d'officiers de grand mérite qui étaient
« en telle estime partout, qu'il se disait que le roi par-
« lant un jour d'elle, en présence des plus grands de la
« cour, affirmait avoir, dans cette compagnie, d'aussi
« habiles officiers, qu'en toute autre Cour souveraine
« royaume. »

La chambre de Castres était impuissante à pacifier les âmes dans ce vaste ressort du Parlement de Toulouse. Les ressentiments entre protestants et catholiques se rallument partout et les deux partis s'arment, dans l'ombre, pour de nouveaux combats. La grand'chambre et la Tournelle délibèrent sur les moyens de calmer les imaginations alarmées et de ramener la paix dans les âmes. Elles font publier, à son de trompe, un arrêt prescrivant l'observation rigoureuse de l'édit de Nantes. Le duc de Ventadour vint en aide au Parlement.

Il se rendit à Toulouse et exposa à la grand'chambre la détresse des villes frontières du Roussillon, Narbonne, Béziers et Carcassonne, menacées par l'armée espagnole de Perpignan et dépourvues d'artillerie et de munitions de guerre. Il proposait au Parlement d'assembler les États de la province, ou mesure plus rapide et plus salutaire, de l'autoriser à prendre, sur les receveurs du roi, les sommes indispensables au ravitaillement et aux fortifications des villes frontières. Le premier président le remercia de son dévouement au roi, mais il ne lui permit pas de puiser dans la caisse royale, sans un ordre du souverain. Le duc s'étant retiré, la grand'chambre arrêta qu'elle représenterait au roi la nécessité de mettre les villes frontières en état de défense. De concert avec le duc, le premier président

écrivit au roi et à son Conseil des lettres qui leur furent remises par les présidents de Paulo, Mathieu de Chalvet et le conseiller de Terlon qui se trouvaient alors à Paris, avec mission du Parlement d'obtenir la translation de la chambre de l'Édit dans une ville plus éloignée de Toulouse que la ville de Castres, bouleversée par les disputes religieuses.

Pendant ces démêlés avec la chambre de l'Édit, le Parlement et la Cour des aides se faisaient aussi la guerre et se disputaient certaines affaires qui touchaient, à la fois, au domaine placé sous la main du Parlement depuis 1536, et aux subsides mis dans la juridiction de la Cour des aides. Ce fut un long et vif combat d'arrêts contradictoires, qui ne finit que le jour où le Conseil du roi s'en saisit et fit la lumière dans ces questions confuses de juridiction.

A Béziers, c'est le bureau des trésoriers de France qui viole les prérogatives du Parlement. Une formalité enfreinte devient un conflit sérieux : les trésoriers ayant enregistré, avant la vérification du Parlement, un édit du roi comme dauphin du Viennois, la grand'-chambre courroucée décida que le premier président écrirait aux trésoriers de Béziers et leur exprimerait la surprise de la Cour, en leur en demandant satisfaction. Un des trésoriers, mandé par le Parlement, entra le 7 mai 1602 à la grand'chambre où, assis au premier banc du côté de la chapelle, il déclara que sa compagnie avait simplement ordonné l'enregistrement de l'édit royal, parce qu'une partie du domaine du dauphin se trouvait dans la juridiction de sa généralité, sans avoir prétendu blesser les prérogatives de la Cour. Le

premier président répondit : « Les trésoriers ne se
« peuvent excuser d'avoir entrepris sur l'autorité de
« la Cour, certains qu'aucun édit concernant le do-
« maine royal ne pouvait être vérifié par aucune com-
« pagnie du ressort que, préalablement, la Cour n'en
« ait eu, la première, connaissance, comme la plus
« ancienne et première compagnie souveraine du res-
« sort. »

Les États eurent, à leur tour, leurs querelles avec le Parlement à l'occasion du règlement des limites entre le Languedoc et le Dauphiné. Ces deux provinces séparées par le Rhône avaient des droits de juridiction sur les deux rives du fleuve. Le juge-mage de Nîmes et quelques députés des États du Languedoc travaillaient, avec des commissaires du Dauphiné, à marquer ces limites et à terminer les contestations par des échanges, lorsque le Parlement, ombrageux et défiant, les informa que leurs opérations et leurs traités seraient nuls et sans effet, tant que la Cour n'aurait pas vérifié leurs procès-verbaux et consenti à des conventions qui se rattachaient à une partie du ressort. Quelques mois après, le président de Lestang et l'avocat général de Caumels allèrent rejoindre, sur les bords du Rhône, les commissaires du Parlement de Grenoble et, après bien des conférences, ils en vinrent à un échange réciproque de territoire sur les deux rives. Ainsi, le Rhône devint la vraie barrière qui divisa les deux ressorts des Parlements de Toulouse et de Grenoble, à l'exception d'une bourgade du Haut-Vivarais, la bourgade de Champagne laissée au ressort de Grenoble, en souvenir du don royal de ce coin de terre au dau-

phin de Vienne, pour lui servir d'asile contre le duc de Savoie. Grenoble revendiquait aussi les bourgs du Pouzin et du Bais. Le roi intervint et les donna au Parlement de Toulouse.

On agita, enfin, au Parlement, la question de savoir si la partie du Rhône qui baignait le comtat d'Avignon appartenait au pape; mais cette question, déjà tranchée depuis des siècles, fut écartée à la lecture des lettres du roi Charles VI qui déclaraient françaises les eaux du Rhône, partout où elles servaient de frontière au royaume, et conformément à un arrêt du Parlement du 8 mars 1493 qui adjugeait tout le cours du fleuve à la couronne et n'accordait aucun droit ni sur les eaux, ni sur les îles aux seigneurs riverains, fussent-ils, disait cet arrêt, princes souverains.

Les procès ne manquaient pas aux audiences : le Parlement, réformant une sentence du sénéchal de Carcassonne, qui avait condamné une fausse visionnaire au fouet, ne lui infligea qu'une amende honorable devant l'église Saint-Michel, un fagot sur le dos comme les hérétiques allant au bûcher, et battue de verges. Les seigneurs de Saint-Lary, Mascaron, Lamothe, Saint-Sèves et beaucoup d'autres, se mettant sans cesse en rebellion ouverte, le vice-sénéchal d'Armagnac et Bigorre est autorisé à poursuivre ses chevauchées et à faire exécuter ses décrets contre eux; le Parlement resserre les liens de la discipline du collège Saint-Martial de Toulouse et confirme ses privilèges et ses droits méconnus; il ordonne à Madame, sœur du roi, de faire bâtir des prisons dans la ville de la Française, sous peine de la saisie de ses rentes et de ses revenus, et la

renvoie en jugement, avec les communautés de Pujaudran, et l'Isle-en-Jourdain; il régleme le cours des monnaies, l'imprimerie, la médecine, les écoles de l'Université et l'Hôtel de Ville; il condamne Adrien de Montluc à payer une rente aux carmes de Condom et l'évêque de Comminges, le fameux Urbain de Saint-Gelais, à réparer une église en ruines. Il reçoit Guillaume de Rességuier en l'office de lieutenant général au siège de Toulouse; il autorise l'armement des communes pour la destruction des loups; il refuse d'enregistrer des lettres patentes créant ou rétablissant des offices dans les présidiaux, ainsi que divers arrêts du Conseil privé, réglant la juridiction de Moïse d'Esparbès, vice-sénéchal des pays d'Armagnac, Comminges, Rivière-Verdun, Bigorre, Astarac, Nébouzan, Gaure et autres lieux, et décerne mandat contre lui; il stimule le zèle des gens du roi dans les poursuites des faux-monnayeurs, et soumet le syndic de la vallée d'Aran aux décisions du lieutenant du juge du siège de Saint-Béat.

Plus tard, il prescrit à des chanoines de prêcher et d'enseigner, en leurs qualités de pénitentiaires, et aux évêques d'y tenir la main; il veille à la construction et à la réparation des routes et des ponts et défend l'exportation des troupeaux. Il fait réintégrer les statues des saints et les reliques dans quelques églises dont il fait détruire les fortifications. Des nuées de brigands parcouraient l'Albigeois et le Rouergue; le Parlement envoie sur les lieux, pour en informer, un conseiller assisté du sénéchal de Cornusson. Il enregistre, sans délai, l'édit de septembre 1603, qui rappelait les

jésuites en France : le roi n'eut pas besoin de le presser comme il pressa le Parlement de Paris dont les remontrances sont restées célèbres. Seul, le premier président s'éleva contre l'édit du roi. Il s'inclina devant la volonté de la Cour. Le Parlement pourvoit à la nourriture des pauvres et des religieuses, aux réparations des chapelles et des monastères ; il règle les droits des prieurs et des seigneurs, des consuls et des syndics, des avocats et des procureurs du roi ; il condamne à mort des notaires pour des crimes de faux ; il expulse de la ville de Toulouse et des faubourgs, tous les mendiants et ouvre des ateliers de charité. Le chevalier de Modène et certains seigneurs se refusant à évacuer leurs tours à créneaux, il les décrète de corps ; il seconde les capitouls dans la construction des fontaines publiques ; il règle les dîmes et assiste à l'action de grâce rendue à Dieu en l'église métropolitaine, à l'avènement du pape Léon XI.

Du Rouergue et de l'Albigeois, le brigandage, partout pourchassé par le Parlement et les archers, passa en Gascogne et de là à Narbonne, Alet et sur d'autres points du ressort. De leur côté les gentilshommes se battaient de château en château et marchaient, en troupe, pour s'égorger les uns les autres. Le désordre était si grand et la sûreté publique si compromise, que le Parlement se vit encore obligé de suspendre le cours de la justice en matière civile, afin de se donner tout entier à la justice criminelle. Il mit sous sa protection toutes les villes envahies par les brigands. Les bandits fortifiaient les villages et y soutenaient des sièges ; les gentilshommes imitaient souvent les bandits. Plus

d'une épée se souilla en compagnie du couteau d'obs-curs scélérats. Le roi écrivait au premier président de provoquer des punitions exemplaires. Le supplice des trois fils du baron d'Antraigues n'effaça pas la honte de leurs vols sur les grands chemins, et le sang de Villefort baron de Randon, décapité par le bourreau, ne put laver la souillure de l'assassinat sacrilège du comte d'Acher tombé sous son poignard, dans l'église cathédrale du Mende, où trois autres gentilshommes furent tués sur place par les amis de Villefort.

Au milieu de ces tristesses et de ces détresses de la province, les protestants levaient des sommes énormes destinées à secourir Genève, menacée par le duc de Savoie. Le Parlement prohibe l'exportation des monnaies si nécessaires à la solde des armées, et déjoue une conspiration ourdie par deux gentilshommes albanais pour livrer les villes de Narbonne et de Béziers aux Espagnols. Un terrible châtement effraya les conspirateurs. Un de ces Albanais fut écartelé et le second décapité; deux capitaines, leurs complices, furent condamnés, l'un à être rompu vif, l'autre à avoir le corps mis en pièces. Dans les villes et les campagnes, on défendit les assemblées en armes et l'entrée des bandoliers étrangers.

Si le Parlement penchait parfois vers la clémence envers les seigneurs rebelles et les paysans insurgés, rien ne fléchissait son indignation contre les magistrats de mœurs impures et qui outrageaient la pudeur du foyer. Le conseiller aux requêtes, Pierre Bernardi, marié depuis longtemps et dénoncé à la mercuriale, comme vi-

vant en commerce criminel avec la fille d'un avocat, mariée elle-même, fut condamné, sur les réquisitions du procureur général, à l'humiliante réparation du scandale : il comparut, debout et tête nue, devant les chambres assemblées, et entendit le premier président lui interdire à jamais, au nom de la Cour, l'entrée du Parlement, avec injonction de se démettre de sa charge dans le délai d'un mois. La femme adultère, enfermée à la Conciergerie, fit amende honorable, en vertu du même arrêt, dans la chapelle de la prison, en présence de deux commissaires du Parlement.

Le roi se heurta un jour contre l'inexorable impartialité du Parlement : dans un procès intéressant un haut personnage, il essaya de dicter un arrêt au Parlement de Toulouse et invita le premier président de Verdun à surseoir à l'arrêt, « jusqu'à ce qu'il eût « plus amplement reçu de ses nouvelles ». Le cœur froissé par cette royale sollicitation, le premier président communiqua la lettre d'Henri IV à la grand'-chambre, avant l'heure de l'audience. Les parlementaires protestèrent contre cette atteinte portée à leur indépendance, et l'audience s'ouvrit pour entendre la continuation des plaidoiries, dans ce procès même auquel s'intéressait le roi. Avant de donner la parole à l'avocat de celui qui avait invoqué l'appui du souverain, le premier président lui adressa une sévère remontrance sur les sollicitations de sa partie, et lui annonça que la Cour, résolue à rendre la justice, selon sa conscience et sans violer le bon droit, entendait passer outre aux plaidoiries et au jugement du procès, sans s'inquiéter de savoir si sa décision serait agréable ou

CHAP. XXVII. — CHATIMENT INFLIGÉ A UN CONSEILLER 663

désagréable au roi. Après les plaidoiries, l'avocat général de Caumels prit à son tour la parole et ne craignit pas de conclure contre le protégé d'Henri IV, qui perdit son procès.

CHAPITRE XXVIII

Disette. — Le Parlement et Sully. — Le Parlement et le conseil privé. — Le premier président de Verdun, le conseiller de Fillères et l'avocat général de Caumels. — La prière pour le roi. — La guerre aux loups. — Entrée du duc Henri de Montmorency à Toulouse. — Séance au Parlement. — Un régicide. — Haine de la France et de l'Espagne. — Bande de brigands. — Les Guise. — Histoire faussée par Michelet. — Le Parlement vengeur de toutes les injustices et protecteur des droits et des libertés de la province. — Lutte du Parlement contre Sully. — Mesures de police en ville et au Palais. — La peste. — Inondation de la Garonne. — Tremblement de terre. — Incendie. — Les pierres du Palais à la cathédrale de Toulouse. — Désordres des écoliers. — Divers arrêts. — Discipline des couvents et des églises. — Le roi des violons. — Les dettes du connétable et du cardinal de Joyeuse. Le pape et le Parlement. — Arrêts contre les protestants. — Arrêt contre le substitut du procureur général et un avocat du roi. — Suppression du juge d'appel du comté de Foix. — Réunion de la Navarre à la Couronne.

Depuis longtemps, la peste a quitté le Languedoc et s'est abattue sur la Guyenne ; mais la disette revient et ramène les souffrances et la misère. Elle reparut dans l'hiver de 1604 et il y eut des trafiquants assez audacieux, pour transporter les grains hors de cette province où les paysans avaient à peine recueilli la semence du blé. Le Parlement rendit un arrêt adressé au viguier, aux consuls de Narbonne, aux maîtres des ports et à tous les autres consuls, interdisant l'exportation des grains. Les fermiers de la traite foraine crièrent à la violation

de la liberté du commerce et s'opposèrent à l'exécution de l'arrêt. Une émeute éclata à Narbonne, où deux cents hommes, en armes, parcoururent les rues en menaçant les trafiquants et le gouverneur de la ville de faire main basse sur eux et de les jeter à la mer. Le sang coulait déjà dans un faubourg, lorsque le gouverneur fit saisir les émeutiers les plus dangereux et transmit les procédures suivies contre eux par les consuls, au greffe du Parlement. Le Parlement décerna des décrets de prise de corps contre les accusés et maintint les dispositions de son arrêt sur la sortie des grains.

Sully prit parti pour la liberté du commerce et les trafiquants. Les cris du peuple ne parvenaient pas encore jusqu'à lui et il ne connaissait pas la détresse de la province. Le Conseil privé cassa l'arrêt du Parlement au mois de septembre 1605, et défendit aux gouverneurs et aux lieutenants du roi en Languedoc de s'immiscer dans ces querelles : un huissier de Paris arriva à Toulouse et signifia l'arrêt du Conseil privé à la chambre des vacations. Sur-le-champ, cette chambre se détermina à adresser au roi des remontrances et à faire exécuter, en attendant les ordres du roi, son arrêt sur la sortie des grains.

Les fermiers de la traite foraine de Narbonne déchirèrent l'arrêt du Parlement et chargèrent de blé leurs bateaux allant à Marseille. L'émeute reprit plus violente, et le gouverneur, ne pouvant maîtriser la révolte, députa vers le premier président du Parlement un consul, afin d'obtenir une seconde publication de la défense du transport des grains. Dans cette situation pleine de périls, le premier président envoya le consul

au duc de Ventadour qui se trouvait alors aux États, assemblés à Albi ; mais, pour toute réponse, le duc, embarrassé, renvoya le consul au premier président.

On ne savait à quel parti s'arrêter : la chambre des vacations finit par décider de ne point rendre un arrêt sur la requête du consul de Narbonne, et de répondre simplement au cas de la requête, « que le syndic du pays possédait des lettres aux fins requises, pour ne pas contrevenir aux défenses mentionnées en l'arrêt du Conseil privé de sa majesté. » L'affaire s'aigrit et Sully y mit toute sa raideur. Il faut tout dire : il avait sur le cœur le refus du Parlement d'enregistrer des édits bursaux portant créations d'offices. Sully ne songeait qu'à la pauvreté de son maître, mais le Parlement devait se souvenir de la pauvreté des sujets du roi. Le ministre ne laissa pas échapper l'occasion de s'en venger : un huissier du Conseil se présenta, au mois de février 1606, à l'hôtel du premier président, et là, après communication d'une lettre du roi adressée au duc de Ventadour, il notifia au chef du Parlement un nouvel arrêt du Conseil, cassant l'arrêt de la chambre des vacations, lui commandant, ainsi qu'au rapporteur Laurent de Fillères et à l'avocat général Pierre de Caumels, de comparaître, en personne, au Conseil du roi et les interdisant de leurs charges, avec ordre au duc de Ventadour, aux sénéchaux et aux juges-mages du ressort, de tenir la main à l'exécution de la volonté du roi.

Le premier président appela à lui les présidents et cinq des plus anciens conseillers. On décida que le premier président retiendrait, en ses mains, les lettres et l'arrêt pendant quinze jours, et qu'un cour-

rier irait porter à Henri IV de très humbles remontrances, lui représentant que sa Cour de Toulouse, toujours fidèle et soumise, eût obéi à ses ordres, si elle n'eût redouté de furieuses représailles du peuple. A cette décision, l'huissier du Conseil répondit que si l'arrêt et les commissions par lui notifiées ne lui étaient remises, il en dresserait procès-verbal et reprendrait, le lendemain, la route de Paris. Le premier président n'osa pont passer outre et remit les pièces à l'huissier. Quelques jours après, il en reféra aux chambres assemblées et les informa que les remontrances ne seraient pas encore envoyées, par suite des difficultés qu'il rencontrait à rassembler des éléments de nature à convaincre le roi de l'approche de la famine et de l'appauvrissement de la province. Puis, il pria le Parlement de ne pas s'offenser, s'il se regardait comme suspendu de sa charge, en vertu de l'obéissance qu'il devait au roi, « encore que sa qualité et les autres signalés services » rendus par lui au souverain, depuis trois ans, ne méritassent ce traitement ».

Ces nobles et touchantes paroles prononcées d'une voix trempée de larmes intérieures attendrirent le Parlement, et l'étonnement redoubla, en voyant le premier président remettre les sceaux de la Cour au président de Lestang, descendre de son siège et sortir du Palais. Un groupe de conseillers essaya de le retenir sur la porte. Nicolas de Verdun en franchit le seuil, le visage pâle et sans se retourner.

Les chambres demeurèrent assemblées et arrêtèrent que le premier président, le conseiller de Fillères et l'avocat général de Caumels continueraient, sous le bon plaisir

du roi, l'exercice de leurs charges, en attendant de nouveaux ordres. Pendant que le conseiller François Lecomte partait pour Paris, avec les remontrances, deux présidents des enquêtes et deux conseillers se rendaient chez le premier président, avec mission de le prier et de lui enjoindre, tout à la fois, au nom du Parlement, de rentrer au Palais. Il obéit et reparut au Parlement. Enfin, arriva une lettre du roi disant : « Eût été
« la cherté plus grande, si la Cour par sa prudence en
« usant de soin paternel, n'eût empêché la traite du
« blé, hors du royaume. Ce que les fermiers sous pré-
« texte de l'intérêt des finances, tâchèrent de faire trou-
« ver mauvais au roi et au Conseil ; toutefois la Cour lui
« ayant fait entendre la nécessité du peuple, en demeure
« satisfait. » Il revint sur son ordre de comparution devant le grand Conseil, adressé à l'avocat général de Caumels et au conseiller de Fillères. Ce n'était pas tout pour lui d'être souverain : il entendait surtout se faire aimer, et il avait l'art de séduire les hommes par la bonté. Il mit alors, en pratique, ce mot d'une effusion touchante qu'il répétait souvent à son ministre : « Je ne
« veux offenser personne. » Tout s'apaisa à ce retour de Henri IV et de Sully à la vérité des choses et à la justice ; les magistrats suspendus reprirent leurs fonctions.

L'avocat général de Caumels avait à peine repris sa robe, qu'il donna une éclatante preuve de son dévouement au roi, en signalant au Parlement une multitude de prêtres des différents diocèses du royaume qui oublièrent, dans la célébration de la messe et au moment du canon, de réciter la prière pour le roi. Il plaça

sous les yeux de la Cour une innombrable quantité de missels imprimés à Paris, à Bordeaux et à Lyon. Et la Cour ordonna l'oraison ordinaire pour le roi, dans la célébration de la messe, et la suppression des missels et bréviaires d'où cette prière était bannie. Elle exhortait, en même temps, les communautés et compagnies du ressort à redoubler de prières pour la conservation des jours d'un prince si magnanime et si grand.

Après la guerre des hommes, on fit la guerre aux loups. Dans le rude hiver de 1606, les loups entraient, par troupes, dans les faubourgs de Toulouse et se répandaient par les campagnes, où plus de cinq cents hommes, femmes et enfants furent dévorés, en trois mois. Aux loups succéda une irruption d'autres bêtes sauvages qui ravageaient les champs et les villages. Par arrêt du Parlement, les seigneurs, les viguiers et les officiers appelés *Luparii* armèrent les communautés et donnèrent la chasse à ces rôdeurs terribles de la sénéchaussée toulousaine.

La ville et la sénéchaussée vont retrouver leurs jours de fêtes : le connétable de Montmorency et son fils, le jeune duc Henri de Montmorency, à qui le roi venait de donner le gouvernement de Languedoc par des lettres de survivance, s'acheminaient vers Toulouse. Le connétable écrivit au Parlement qu'il se disposait à installer son fils et à le faire asseoir, près de lui, à la Cour. Au Parlement, on discuta la question de la députation à envoyer à Montmorency : des parlementaires soutenaient qu'on ne lui devait rien, comme gouverneur ; on s'accorda à députer vers lui, « sans conséquence et à « raison de considérations importantes », le président

Potier de la Terrasse et les conseillers de Mansencal et Guillaume de Catel. Tandis que les députés, les capitouls et les bourgeois de la ville allaient au-devant des deux Montmorency jusqu'à Carcassonne, les députés du Parlement s'arrêtèrent à Castelnaudary. De là, le cortège se remit en marche, à petites journées. A une demi-lieue de Toulouse, le connétable, le nouveau gouverneur et le duc de Ventadour firent halte au lieu de l'Espinet, où le premier président leur donna un festin magnifique. En sortant de table, le connétable, suivi du duc de Ventadour et de deux gentilshommes, se déroba et arriva à la tombée du jour, à Toulouse, par la porte Saint-Étienne, voulant ainsi laisser tous les honneurs d'une entrée solennelle à son fils, âgé de douze ans, et dont le vif et charmant visage reflétait la précoce élévation de l'âme.

Le 10 du mois de septembre 1606, et non du mois d'avril, ainsi que l'a dit Lafaille, cet enfant souriant, espérance et amour d'une des plus glorieuses maisons du royaume, fit son entrée, au soleil couchant, par la porte du Château, escorté d'une foule immense de seigneurs et de gentilshommes, au bruit du canon, de la mousqueterie et des acclamations du peuple. Quatre capitouls le complimentèrent, entre les deux portes, et firent avancer un dais, sous lequel il refusa de marcher, en disant que cet honneur n'appartenait qu'au roi. Étant monté à cheval, il entra en ville, un capitoul à sa droite et un à sa gauche, et mit pied à terre sur le parvis de l'église Saint-Étienne, où le chancelier de cette église le reçut à la tête de ses chanoines vêtus de leurs surplis, et le conduisit à l'autel. On entonna le *Te Deum*, et la céré-

monie terminée, le duc alla à pied, avec son cortège, à la maison du président Dufaur de Saint-Jory où l'attendait le connétable. Là, le président le complimenta au nom du Parlement.

Le lendemain, le connétable, le duc son fils, et le duc de Ventadour se rendirent au Palais, où quatre des plus anciens conseillers, debout à la porte de la grand'chambre, leur rendirent les honneurs réservés aux gouverneurs de la province. Le connétable s'assit au haut bout du banc où siègent les princes, les prélats et les maîtres des requêtes, à la droite du premier président. Le duc de Ventadour se plaça à l'autre banc dont le haut bout touchait le banc et le siège du dernier des présidents ; invité à prendre un rang plus élevé, il s'en défendit, en disant qu'étant duc et pair, il ne voulait point s'asseoir après le gouverneur qui n'était pas encore investi de son duché, mais sans conséquence pour l'avenir.

L'annaliste Lafaille a mis dans la bouche du connétable un discours que le père Lombard traite d'imaginaire. Au milieu d'un silence profond, le connétable, au rapport de Lafaille, parlant pour le duc son fils, aurait complimenté l'assemblée, en déclarant que le feu connétable son père et lui, ayant toujours eu pour cette compagnie tous les égards possibles, il répondait, pour son fils, des mêmes égards et des mêmes sentiments d'estime et d'affection pour un corps si digne de respect. Le père Lombard affirme, au contraire, que le connétable ne voulut pas rompre le silence, afin de ne pas effacer le personnage du gouverneur et amoindrir son prestige.

Le père Lombard doit être dans le vrai : on n'a pas de peine à croire, en lisant le récit de cette séance, qu'il y eut un moment de gêne. Pour couper court à tout embarras, le premier président fit signe au conseiller Rudelle de commencer le rapport d'un procès. Le rapport fini, on alla aux opinions. Lorsque le premier président demanda son avis au duc de Ventadour, celui-ci s'excusa, en prétendant qu'il ne pouvait porter atteinte au rang et aux honneurs qui lui étaient dus, comme duc et pair, et pria la Cour de le dispenser d'opiner après le gouverneur. Le premier président s'étant tourné vers le gouverneur, le connétable prit la parole et dit que l'âge de son fils le dispensait d'opiner, et qu'en ce qui le concernait, il s'en rapportait aux lumières et à la sagesse de la Cour. L'arrêt fut prononcé et le premier président, ainsi que l'a raconté Malenfant, fit une docte et longue harangue, à laquelle il mêla, selon le goût du temps, beaucoup de latin, afin de mieux honorer le connétable et son fils. C'est alors que le jeune duc de Montmorency, ne pouvant rester assis, en parlant, à cause de la petitesse de sa taille, se leva et parla tête nue, jusqu'à ce que le connétable lui eut recommandé, par deux fois, de se couvrir. Il prononça deux ou trois phrases où il assura le Parlement de son amitié et de son « service »; comme héritier des sentiments d'affection et d'estime de sa maison envers une aussi illustre compagnie.

On ajourna au lendemain une des plus belles et des plus solennelles séances du Parlement, la prononciation des arrêts généraux, qui revenait deux fois par année. A ces audiences des chambres assemblées en robes rouges, où la Cour rendait ses arrêts les plus impor-

tants, devaient rigoureusement assister tous les parlementaires et les magistrats des juridictions inférieures. Durant ces grandes audiences, qui donnaient à ces sortes d'arrêts une autorité plus haute et plus respectée, les présidents à mortier, préparés par de longs travaux à ces actions d'éclat, devaient lire des dissertations, remontant aux sources du droit civil, du droit public, de la jurisprudence de la Cour et des maximes et des lois du royaume.

Le Parlement invita à cette cérémonie le connétable, son fils, le duc de Ventadour et le maréchal d'Ornano, gouverneur de la Guyenne, qui s'était rendu à Toulouse pour y saluer les deux Montmorency. Le duc de Ventadour, afin d'éviter des disputes de préséance, ne s'y montra pas, mais le jeune duc de Montmorency arriva, à l'heure de l'audience, et convia par déférence, le maréchal d'Ornano à s'asseoir avant lui; ce que le maréchal refusa. C'était d'ailleurs le droit des gouverneurs de Guyenne de siéger au Parlement, parce qu'une partie de cette province se trouvait encore dans le ressort de Toulouse. Le soir, un grand dîner réunit au Capitole le connétable et le duc de Montmorency, le duc de Ventadour, le comte d'Ales, fils du comte d'Auvergne et neveu du connétable, le premier président Nicolas de Verdun, les présidents de Paulo, de la Terrasse et de Bertier, et divers seigneurs de l'escorte du duc de Montmorency. Deux jours après, le connétable et son fils, émerveillés de tant de fêtes, retournèrent dans les villes du Bas-Languedoc. A ce gouverneur de douze ans, qui venait de siéger sur les fleurs de lys du Parlement et du Capitole, à côté du connétable, un

éclair de joie dans les yeux et au front la grâce de l'enfance et le glorieux rayon de sa race, qui aurait osé prédire, qu'à vingt-six années de distance, il irait s'asseoir à la grand'chambre, sur le banc des accusés, sous le siège des gouverneurs, et que sa tête roulerait sur un échafaud dans une cour de ce Capitole où le peuple saluait son entrée triomphante d'une pluie de roses, en lui promettant tous les enchantements et toutes les espérances de l'avenir ?

Au sortir de ces fêtes, le premier président apprit, par une lettre d'Espagne, qu'un scélérat venait de passer les monts, avec le dessein d'assassiner le roi. Les partis ne désarmaient pas et ne reculaient pas plus devant le meurtre, que devant les émeutes et le pillage. Il y avait toujours, dans l'ombre, des poignards ou des arquebuses tournés contre le roi. Cette fois, l'assassin qui était de Nègrepelisse, offrit ses services aux Espagnols et confia froidement son projet à un écuyer qui demanda conseil à un membre de la compagnie de Jésus. Le père jésuite l'engagea à courir chez l'ambassadeur de France et à lui révéler ce complot. La lettre de l'ambassadeur arriva à temps, et le scélérat, arrêté par ordre du premier président et maudit par le peuple, fut pendu aux potences de la place Saint-Georges.

Les défiances et les haines entre l'Espagne et la France étaient aussi vives, en temps de paix qu'en temps de guerre ; tout, jusqu'aux pèlerinages de Montserrat en Catalogne, devenait suspect. Les Espagnols tentaient de corrompre, à prix d'or, les pèlerins : il fallut que le Parlement défendit les pèlerinages. De ces

Pyrénées, frontières des deux nations et repaires de voleurs et de routiers, et parfois de seigneurs ruinés, sortaient souvent des bandes de brigands qui faisaient irruption sur le Couserans. Par ordre du Parlement, le sénéchal monta à cheval, prit sur sa route les gentilshommes, et les communautés de ces contrées, fit sonner le tocsin sur son passage et refoula les brigands dans les montagnes.

Le roi de France ne pouvait aussi bien maîtriser les Guise et leurs partisans dont la puissance s'étendait sur tout le royaume ; leur chef, Mayenne, avait le gouvernement de l'Ile-de-France ; son neveu Guise commandait en Provence ; d'Épernon, le plus dangereux de tous, en Saintonge, en Angoumois, en Limousin et dans les contrées de l'Est ; Longueville en Picardie, et le duc de Nevers en Champagne. On sait que Montmorency régnait, en souverain, dans le Languedoc. Au-dessous d'eux vivait et se remuait la foule des gouverneurs de villes et de seigneurs, tyrans de la province, véritables plaies de cette époque, usurpant le pouvoir royal et pillant le trésor. Le pauvre peuple, pressuré d'impôts, maltraité et humilié, implorait le Parlement qui le soutenait et le rassurait. C'est fausser l'histoire que d'écrire, ainsi que l'a fait Michelet, cette page de toute amertume :

« Les grands n'avaient plus besoin, comme autrefois,
« de combattre ; il leur suffisait de plaider. La lâcheté
« des hommes de robe mettait la justice à leurs pieds.
« Les parlementaires si gourmés, si gonflés dans leur
« robe rouge tombaient à l'état de valets, quand un de
« ces dieux de la cour leur faisait l'insigne honneur de

« les visiter. Chapeau bas, courbé jusqu'à terre, recon-
« duisant le grand seigneur jusqu'à la rue, jusqu'au
« carrosse, le magistrat promettait tout. La cour ! Un
« homme de cour ! A ce mot, la loi s'effaçait, le droit
« s'évanouissait, le courage du président tombait et le
« plus souvent la vertu de madame la présidente. »

Ce n'est là qu'un violent pamphlet plein d'aigreur et de calomnies. Quand on fouille les registres du greffe, on voit le Parlement de Toulouse se mettre en travers des exactions, des injustices et des tyrannies. Rien n'est plus intrépide et plus généreux que la percée profonde des parlementaires dans l'épaisse forêt de ces abus où il pénètre à coups d'ordonnances et d'arrêts : ajournement aux consuls de comparaître devant la Cour à raison de leurs empiétements sur l'autorité des viguiers, et de leurs entreprises contre les artisans et paysans ; injonctions aux évêques, aux chapitres, aux consuls, aux seigneurs de nourrir les pauvres ; enregistrement de l'édit de charité chrétienne en faveur des capitaines ou soldats estropiés, misérables et caducs ; transport d'huissiers en champ clos, pour s'opposer à la rencontre des duellistes de tout rang et de toute condition ; maintien des droits de pacage des communes, de chauffage et de glandage dans les bois des seigneurs ou des évêques ; obligation des moines de se soumettre aux visites de leurs supérieurs ; répression des violences des gentilshommes ; règlement des conflits entre eux et le peuple ; mesures de salubrité en cas de peste ; expulsion des barons des monastères envahis et des villages pris d'assaut ; décrets de prise de corps contre les nobles enfreignant les arrêts du Parlement ou les

sentences des sénéchaux, et pour n'en citer que trois au passage, le décret d'emprisonnement de Jean-Étienne de Lévis pour excès contre les personnes et biens des chanoines de Mirepoix ; la condamnation du seigneur de Polastron et de la dame de Châteauverdun à restituer aux paysans l'excédent des droits seigneuriaux par eux perçus ; l'ajournement devant la Cour des religieux indociles et du gouverneur de Narbonne qui pressurait les campagnes. On ne saurait reprendre une à une les injonctions à la noblesse de ne plus se fortifier dans ses châteaux, et toutes les ordonnances destinées à venir en aide, contre les seigneurs, aux habitants du ressort en temps de peste, et aux pauvres en tous les temps.

Il semblait que le Parlement de Toulouse eût toujours en mémoire ce mot d'Henri IV : « Les rois tenaient à
« déshonneur de savoir combien valait un écu, et moi je
« voudrai savoir ce que vaut un liard, combien de peine
« ont ces pauvres gens pour l'acquérir, afin qu'ils ne
« fussent chargés que selon leur portée. » Le roi, pauvre et pressé d'argent, battait monnaie comme il le pouvait ; il remit en vigueur les droits de francs-fiefs, de nouveaux acquêts et des amortissements tombés en oubli dans le Quercy, le Rouergue, le Comminges, l'Armagnac et la Bigorre. Le Parlement ne se refuse pas à ces mesures, mais il s'oppose au projet de Sully de réunir au domaine les greffes du Languedoc, qui en avaient été aliénés. Sully, courroucé, traita l'arrêt du Parlement d'irrégulier, de partial et de rebelle, sans réussir à le faire casser. Un conseiller d'état, de robe courte, muni de pouvoirs pour l'exécution de l'édit, se présenta au Parlement qui lui ferma sa porte, selon sa tradition

de n'accorder, ni l'entrée, ni la séance aux conseillers du Conseil privé, de robe courte. Il se contenta d'exposer sa mission au premier président et à quelques parlementaires, qui en firent le rapport aux chambres assemblées. Le Parlement persista et défendit aux greffiers d'obéir au conseiller de robe courte. Les choses en étaient là, lorsque Sully écrivit au premier président que le roi, irrité de la résistance de la Cour, l'aurait citée tout entière à son Conseil, si son ressentiment n'eût été calmé par des amis du Parlement. Cette affaire ne se termina que l'année suivante par un nouvel édit royal sur le rachat des greffes, et par l'arrivée, à Toulouse, d'un autre conseiller d'État, plus ingénieux et plus habile à faciliter le remboursement des greffes de la grand'chambre, de la Tournelle et des requêtes.

La maxime de Sully, que les bonnes mœurs et les bonnes lois se forment et s'épurent les unes par les autres plaisait au Parlement plus que ses édits sur les finances. Il la mit en pratique, par un arrêt commandant aux prostituées de quitter la ville et les faubourgs, sous peine d'être fouettées en place publique à la première infraction, et d'être pendues, à la seconde. Les prostituées parties, ce fut par la ville une invasion de vagabonds et de voleurs errant jour et nuit : par ordre du premier président, des estrapades se dressèrent dans divers quartiers, avec injonction aux capitouls « d'y
« faire appliquer les vagabonds, et pourtant, pour cause
« d'humanité, d'adresser un rapport au Parlement avant
« d'infliger cette peine. »

Pour la police du Palais et les écarts de la discipline, on pouvait s'en reposer sur les mercuriales ; on y ajouta

des règlements sur la tenue des avocats trop négligée et parfois « débraillée », sur la décence des habits des présidents et conseillers, chose grave, dit le père Lombard, et qui n'est pas aussi indifférente qu'on l'imagine, et sur la prohibition aux magistrats de paraître aux comédies, aux amusements publics, aux banquets et aux jeux de hasard, sous peine de suspension de leurs charges à la première dénonciation. On ne leur permit le jeu de la paume que le moins possible et en compagnie de gens honorables, les portes closes, et avec une telle modération qu'il n'en pût survenir aucun scandale.

Les plaisirs et les jeux s'évanouirent devant la peste apportée par un vent furieux soufflant de Bordeaux et qui traversa Toulouse. Grâce aux mesures prises par le Parlement, le fléau ne fit pas de grands ravages. Le Parlement défendit tout commerce avec Bordeaux et se conforma à une coutume séculaire, en faisant cadenasser les portes des maisons pestiférées. Les villes voisines effrayées cessèrent leurs relations avec Toulouse : Castres et Narbonne interdirent leurs portes au conseiller Jacques de Mausac, député du Parlement, et ne les ouvrirent que sur l'ordre donné par le Parlement aux consuls mandés à la grand'chambre. Les imaginations s'exaltaient et aggravaient le mal. A l'automne, la peste disparut, et on en rendit grâces à Dieu, dans l'église Saint-Étienne.

A cet automne de 1608, il sembla que tous les éléments s'étaient conjurés pour fondre sur Toulouse. Après les vagabonds et la peste, la Garonne sortit de son lit et inonda la ville ; un tremblement de terre suivit

ce débordement du fleuve, et dans la nuit du 9 décembre, un incendie dévora le chœur de l'église de Saint-Étienne. L'ancien Château-Narbonnais où siégeait le Parlement menaçait de s'écrouler : on détacha, des murs lézardés, d'énormes pierres liées ensemble par des crampons de fer, et on les entassa dans un coin de la place, pour servir, un jour, à reconstruire le Palais. Le premier président proposa au Parlement d'ordonner cette entreprise, en offrant d'y contribuer par une forte somme d'argent, à la condition de voir ses armes sculptées sur les murs. Le Parlement refusa. Il autorisa, au contraire, le chapitre de la cathédrale à prendre une partie de ces pierres pour la reconstruction du chœur incendié, à la charge d'en rendre autant, dans l'espace de quatre années. De leur côté, les capitouls demandèrent des débris du Château-Narbonnais, pour élever la huitième pile du pont neuf ; cette permission leur fut accordée, sous la condition de les remplacer dans un délai de trois mois.

C'est que le Parlement songeait à rebâtir son Palais tombant en ruines ; mais les dépenses de la guerre, la peste, les inondations, la disette, les rigueurs de l'hiver, la mort des arbres et des troupeaux, tous ces fléaux assemblés le détournèrent de ce projet qui tenait tant au cœur du premier président, Nicolas de Verdun. A ces calamités s'ajoutaient les désordres de la rue et les émeutes : il fallut, sous peine de la vie, empêcher les écoliers et les suppôts de l'Université, de se promener en foule, de courir les bals et de sortir de leurs maisons après le couvre-feu. Un arrêt leur renouvela la prohibition des arrêts de 1537 et de 1575, de porter

des épées ou des poignards, de se masquer et de traîner, avec eux, aux écoles de l'Université des chiens et des oiseaux de proie. Deux écoliers s'étant battus en duel, la Cour les condamna à une amende honorable, en chemise et la torche à la main, et à six ans de galères. Afin de mieux semer l'effroi, l'arrêt fut publié, à son de trompe, dans tous les quartiers de la ville. On ne permit aux gentilshommes que la chasse à l'arquebuse.

Vers cette époque, le Parlement tranche le procès de Paul Jacques de Lordat, seigneur de Bram, des consuls et habitants de Bram, contre Jeanne de Lorraine prieure de Prouille et la reine Marguerite qui leur disputaient certains privilèges ; il impose des règles et des limites aux attributions des évêques, des juges royaux, des consuls et des sénéchaux ; il expulse le baron de Fabas du couvent de Fabas dont ils s'était emparé à main armée ; il enregistre les lettres patentes approuvant la maison du noviciat des jésuites déjà établie à Toulouse, et celles qui nommaient Pierre Giraudel, de l'ordre des frères prêcheurs, en l'office d'inquisiteur, vacant à la suite du décès de frère Jacques de Lapalue ; il autorise les religieuses de Saint-Dominique, sous le nom de Sainte-Catherine de Sienne, à édifier leur monastère avec des clôtures ; il accorde un sursis de trois ans à la reine, pour payer ses dettes et lui assure une somme de 900,000 livres à elle octroyée ; il mande Henri de Montaigne, magistrat présidial de Montpellier et lui fait inhibition de sortir de Toulouse, pour y avoir commis des scandales ; il enjoint aux seigneurs, battant la campagne et cherchant des duels, de rentrer dans leurs foyers, avec

défense aux populations de leur fournir aucun secours.

La discipline des couvents et des églises commandait souvent la vigueur et la protection du bras séculier. Le Parlement oblige les moines à garder leur résidence, et à se soumettre aux visites de leurs supérieurs, les religieux à observer la clôture, et les gentilshommes à ne pas la franchir, à peine de 1,000 livres d'amende, d'arrestation et d'autres peines édictées par les saints décrets. Dans les diocèses d'Uzès et de Nîmes, les évêques réclamèrent le secours du Parlement, pour rappeler à leurs devoirs les prêtres des campagnes insoucians du salut des âmes dans ces contrées calvinistes. Le délabrement des églises et les persécutions des protestants contre les prêtres servaient de prétexte à la transformation des bénéfices à charge d'âmes en bénéfices simples : ordre fut donné à tous ces bénéficiaires de regagner leurs cures, sous peine de la privation de leurs revenus, aux consuls de les recevoir et de les loger, et aux officiers du roi de protéger leurs personnes et la célébration des cérémonies religieuses.

Du milieu de ces arrêts sévères, on entend sortir, parfois, comme un doux éclat de rire : le Parlement autorise la pleine jouissance des lettres patentes, qui nomment Gaillard Tailhasson, dit Mathely, violon et joueur d'instruments, au titre de lieutenant ; de Claude Nion, violon ordinaire de la chambre du roi, créé roi des violons de France et qui lui donnent pouvoir de recevoir le serment des autres violons et ménétriers.

Le connétable et le cardinal de Joyeuse ne payaient pas toujours leurs dettes, et les trésoriers généraux de

Montpellier saisissaient leurs biens. Quand ils payent, le Parlement lève les saisies. Si les syndics de la province négligent de rendre leurs comptes, ils sont aussitôt mandés devant la Cour. Le pape trouve le Parlement devant lui toutes les fois qu'il veut exercer, dans le royaume, une puissance arbitraire ; il essuie le refus d'enregistrement des bulles nommant le légat d'Avignon, qui déléguait, à son tour, l'archevêque d'Urbino pour son vice-légat, avec autorité sur les sièges d'Embrun, Vienne, Arles, Aix et Narbonne. Les protestants, ne pouvant plus enlever aux catholiques leurs églises, leur prenaient leurs cimetières ; un arrêt les en chassa. Il arrivait parfois que des gens du roi, trop emportés, lançaient, sans raison, de graves accusations contre leurs collègues. Il en coûta 300 livres de dommages à Armand de Jessé, substitut du procureur général et à Henri de Salé, avocat du roi au siège de Béziers, pour avoir légèrement incriminé la conduite d'Étienne Forcadet, magistrat présidial au même siège, avec injonction d'abandonner leur accusation. Quelques jours après, le Parlement supprima le juge d'appel du comté de Foix ; il enregistra les lettres du roi, qui confirmaient les privilèges des capitouls et des bourgeois et celles qui réunissaient la Navarre à la Couronne.

CHAPITRE XXIX.

Le barreau à la fin du seizième siècle. — Les plaidoyers de Jacques de Puymisson. — Pressentiment de Jacques de Puymisson. — Claude de Terlon. — Étienne Molinier. — Martres. — Durand. — Jean Cardonne. — Jacques de Lagorrec. — Ferrières — Tournier et les autres avocats. — Les avocats généraux. — Pierre de Beloi. — Pierre de Caudmels. — Le procureur Gabriel Cayron. — Vers de Maynard. — Gérard de Maynard. — Éloquence judiciaire sous Henri IV. — La discussion des parlementaires à la chambre du conseil. — La langue française à la fin du seizième siècle. — Les dimanches d'été au château de Saint-Jory.

A la fin de ce seizième siècle, le barreau est sorti de cette période qui a été appelée l'âge religieux de l'éloquence judiciaire. Il s'est dégagé des origines sacrées de l'église ; la science des livres saints n'est plus la seule science, un plaidoyer ne ressemble plus à un sermon, et le temps est passé où les avocats rattachaient leurs plaidoiries à un texte des évangiles ou des psaumes, et les plaçaient sous une céleste invocation. L'érudition profane a remplacé l'érudition religieuse, et souvent elles se mêlent et se confondent sur les lèvres des avocats. Au lieu de rappeler sans cesse les décisions des papes et des conciles, le barreau se passionne pour l'antiquité reconquise, mais il s'égare à la poursuite de l'éloquence judiciaire, sans pouvoir l'atteindre. A Paris ou à Toulouse, les avocats ont beau prendre ou recevoir les magnifiques surnoms de Cicé-

ron français ou de plumes d'or : ils ne savent qu'en-châsser, dans leurs plaidoiries, des citations grecques et latines ; leur mission et leur caractère s'élèvent, mais leur éloquence ne grandit pas. La fin du seizième siècle est pourtant une grande date de leur histoire : le barreau de Toulouse existe vraiment à cette époque ; il commence à avoir sa renommée et ses traditions, on ne peut dire encore sa gloire.

Un des braves esprits de ce barreau est Jacques de Puymisson, né en 1558, célèbre par la vigueur de sa logique et la richesse de son imagination. De même que le vieux Gautier, Marion ou Antoine Arnault, il avait suivi le courant de son siècle, en amassant les souvenirs de l'antiquité et en se complaisant aux choses pompeuses et raffinées qui étouffaient, sous l'érudition lourde et stérile, les mouvements de l'âme et les qualités de l'intelligence. Quand il plaidait au Parlement, les prédicateurs ne descendaient pas de leur chaire, comme ils le faisaient pour Antoine Le Maître, mais la foule encombrait le Palais. C'est que l'éloquence judiciaire tenait une large place dans ce siècle. Les avocats dans une grande cité traversée par tant d'événements et de disputes étaient des chroniqueurs, autant que des orateurs : ils éveillaient la curiosité publique au récit des scandales, des violences et des mystères de leur société.

Puymisson plaida bien des procès : pour ressaisir le tour de son esprit on peut prendre ses plaidoyers au hasard. Il parlait, un jour, contre l'Université de Toulouse, qui s'opposait à l'érection d'une chaire de chirurgie et de pharmacie. Il fallait entendre Puymisson sou-

tenir les lettres patentes du roi et la cause de son client Jean Queyratz, en citant Aristote, Arnobe, Pline, Strabon, Sénèque, Sidonius, Eginhart, saint Grégoire de Tours, Pausanias, Galien et Platon, et le sire de Joinville, « qui menait grand deuil, faute de chirurgien, à la croisade ». Il puisait même des arguments dans Martial, Plutarque, Homère et Pindare. Jean Queyratz conserva sa chaire par arrêt du 2 mai 1505 et fut le premier qui professa publiquement la pharmacie et la chirurgie à l'Université de Toulouse.

Puymisson avait plaidé, la veille, un procès où il censurait, avec véhémence, les archevêques et les évêques qui refusaient de nommer à une charge d'official un jeune homme non encore revêtu des ordres sacrés. Il argumentait avec des comparaisons singulières : « Il faut bien accorder que des hommes avancés en âge sont les meilleurs pour délibérer ou conseiller ; mais les jeunes gens sont plus propres pour persuader et enseigner ; aussi sont-ils plus subtils et plus aigus, de même que le soleil est plus vif sur son matin, qu'il n'est pas sur son vespre ; et le laurier vert qu'on brûle fait plus de bruit que non pas le sec. Les poètes disent, à cette occasion, que Mercure, dieu de la biendissance, ne vieillit point et que la jeunesse est l'épouse d'Hercule et la sœur de Mars, l'une pour l'éloquence et l'autre pour l'audace. » Et il citait Pythias, Saint-Étienne, Isocrate, Nicéphore et les apôtres. Dans ce bois touffu, on cueille, en passant, de charmantes pensées : « Il faut que la jeunesse s'affermisse avec le travail comme le fer s'endurcit et s'abat au feu. Il en est de la jeunesse comme du miel, selon

« Pline : elle s'aigrit et se gâte avec les parfums et se
« corrompt parmi les molleses. Il en est aussi parfois
« des jeunes gens comme de ces sortes de fruits portant
« plus de profit, étant pris sur l'arbre, avant la sai-
« son, qu'en maturité.

Il semble que Puymisson ait pressenti, par delà les années, la fin de ces plaidoiries chargées de citations confuses des Pères de l'église et des poètes de la Grèce et de Rome. Il annonçait déjà une phase nouvelle dans l'éloquence judiciaire, en disant dans la préface de ses plaidoiries : « Cette façon de parler, que le siècle accom-
« pagne d'une grande variété de citations et de passages
« est sans doute fort riche, mais si semble-t-il qu'elle
« ôte la grâce de l'art, trouble le cours d'une oraison
« libre et lui cause des destourbies, tout ainsi que la
« robe d'Ulysse ne laissait pas de l'empêcher de tom-
« ber dans la mer, quelque baume ou parfum qu'il y
« sût mettre. » Mais les citations savantes étant dans les usages du Palais, Puymisson ajoutait : « Il faut
« regarder que nous parions devant un sénat et qu'il
« faut employer la vraie et parfaite éloquence... En
« décoration et beauté, il faut fondre l'or et l'argent avec
« le bronze comme à Corinthe, c'est-à-dire, marier le
« concours des passages de droit avec la biendistance. »

Les plaidoiries des autres avocats de ce siècle ont été presque toutes perdues : celles de Claude de Terlon, un des célèbres avocats de son temps, catholique intrépide, qui se battit contre les protestants et que la ville de Toulouse envoya aux États du royaume assemblés à Orléans, en 1559, avec Gui Dufaur de Pibrac ; celles d'Étienne Molinier au ton contenu, raide et empesé, qui

échangea sa robe d'avocat contre la robe de prêtre et de docteur en théologie, et dont les sermons eurent un si grand retentissement que la reine Marie de Médicis le chargea de haranguer le jeune roi Louis XIII, à la cérémonie de son sacre ; celles de Martres et de Durand et les conclusions de l'avocat général d'Ayguia ; mais Géraud de Maynard qui a eu sous les yeux les plaidoiries de bien des avocats en a conservé la substance et la trame, et souvent les mouvements et comme les éclats de l'âme et de la voix. Il a surtout retrouvé avec sa force et sa flamme une plaidoirie de Jean Cardonne, dans un procès où les fils d'un jardinier de Toulouse se disputaient la succession de leur père. Jean Cardonne invoquait Cassiodore, les constitutionnels d'Antonin, Ulpien et le roi Théodose, les empereurs Justin. Justinien, Constantin et Constance, Cujas et le droit canon. Un moment, il jure par Jupiter, et on croirait le voir debout, agitant ses bras, la main hors des plis de sa robe, évoquant les dieux de la fable et les Pères de l'Église, et argumentant avec des citations de Platon, d'Ovide, de saint Jérôme et de saint Ambroise. Il gagna son procès. Jean Cardonne rappelle cet avocat de Paris attrempé et rompu aux affaires et dont Loysel a parlé, qui plaidait avec tant de conviction, que, même dans les causes mauvaises, on paraissait méconnaître le bon droit, en les lui faisant perdre. Il se rapprochait du vieux Gautier qui eut, plus que d'autres, l'emphase et l'éloquence déréglées du barreau de son temps. A Cardonne autant qu'à Gautier, les anciens étaient des oracles : il a dû sa renommée moins à ses plaidoiries qu'à ses écrits fougueux

contre les calvinistes et à ses harangues pour exciter les Toulousains à lever une croisade contre la Réforme.

Les plaidoiries de Jacques de Lagorée, marquées au coin du savoir et de l'élégance du style, lui valurent l'honneur d'aller à Rome, en qualité d'envoyé du Parlement, de l'archevêque et des capitouls, afin d'éclairer le pape sur les folies de l'abbé de Saint-Ibéry, qui délivrait, à prix d'argent, de scandaleuses absolutions et lançait les censures de l'Église contre les arrêts de la Tournelle. Il déserta d'ailleurs le Palais sans regret, en disant qu'il ne fallait pas trop « s'y envieillir et que « cette corde était trop haute pour lui ». Il ne manquait pourtant ni d'ampleur dans les idées, ni de vigueur dans la discussion. Il ne laissa après lui que la surprise d'un éclat passager, de même qu'Élie d'Astorge, dont on ne connaît que des lambeaux de plaidoiries. Beaucoup d'autres disparurent ainsi dans le tourbillon des événements de leur société ; ils s'en allaient, laissant la place à de plus jeunes et de plus vaillants.

En lisant les plaidoiries de Jacques de Ferrières, le dernier fils du conseiller de Ferrières, égorgé à côté de Coras on croirait lire Antoine Le Maître. Il est moins célèbre par ses plaidoyers que par ses annotations sur Guy Pape, ses commentaires sur les œuvres de Duranti et ses divers traités de droit. Ce qu'on peut recueillir des débris de ses plaidoiries laisse entrevoir une âme généreuse et on n'est pas surpris de cet éloge de Maynard : « C'était un des plus fameux et signalés avocats au Parlement. » Il avance un peu sur son siècle ; il est plus sobre de citations que les autres. Les frag-

ments retrouvés renferment des parties graves et saines et d'une vivacité singulière. Il a été des premiers à laisser la déclamation pour le raisonnement juste et précis. Du champ de l'antiquité il ne moissonne que les fleurs. Il disait lui-même, en citant Montaigne : « J'ai
« seulement fait, en plaidant, un amas de fleurs étran-
« gères, n'y ayant fourni du mien que le filet à lier. »
Il parlait dans cette langue que regrettait Fénelon, et qui avait « ce je ne sais quoi de naïf et de pas-
« sionné. »

Ferrières puisait surtout ses inspirations dans Char-ron, qui venait de publier son beau livre *De la Sagesse*. C'est un philosophe qui a son imagination et son élévation. S'il sort de sa cause, c'est pour l'agrandir, et s'il dépasse les limites des textes, il sait remonter aux origines du droit. Ce précurseur a une allure libre et une saveur naturelle qui n'est pas sans charme. Au travers de son argumentation, on découvre l'âme profonde de l'avocat. Son style a des grâces savantes, et certains de ses mots éclatent, parfois, en belles images. La vieille langue à laquelle il reste fidèle a, dans sa bouche, une simplicité gauloise et un tour hardi. Dans sa lutte indécise entre deux littératures, il cherchait à polir et à adoucir la rudesse du langage du Palais ; on sent en lui l'effort pour se dégager des entraves de l'antiquité. Un souffle de vie traverse sa parole aux audiences.

La vie de Ferrières paraît avoir été pleine de journées paisibles et douces. Vers ses dernières années, ce fut une âme rêveuse, mystique et tendre ; il remerciait Dieu de ce qu'il n'avait jamais eu qu'un vrai chagrin, la mort

de son ami Cujas. Ne disait-il pas aussi, chaque matin, à ses enfants, en se mettant au travail : « Soyez en joie ; « je vais travailler à vous donner du bien. Dieu veuille « pousser les bons ouvriers en sa moisson ! » Heureux ceux qui savent ainsi, à des époques agitées, avoir leur soleil et leurs joies en eux-mêmes et se retremper aux sources pacifiques et pures qui murmurent au fond de leur cœur !

Jean de Cazevieille fut surtout un avocat consultant qui employa sa vie à rassembler et à commenter, en latin, les coutumes de la ville de Toulouse que l'avocat Géraud commençait à traduire en français, au moment où la mort le surprit. Antoine de Tremollières traversa, en courant, le barreau et prit une charge au Parlement. On rencontre aussi, dans l'ombre, des avocats aux noms inconnus et dont Maynard a dit un mot, à la hâte : Grégoire d'une science sûre, d'un esprit prompt et pouvant descendre et s'élever sans peine ; le ligueur Rudelle d'une éloquence robuste et rugueuse comme l'écorce d'un chêne ; Charles Benoit, qui fit durer une de ses plaidoiries, pendant dix audiences, et dont la parole était pénible et tendue ; Bernard Benoit, seigneur de Novital, ami de Goudouli ; Barbaria ou Balbaria qui laissait bouillonner sa parole comme un fleuve et ne s'apaisait qu'en s'écoulant ; Babut, qui passait pour « biendisant, « ayant la moelle dans ses discours et une lumière naturelle dans son esprit », ce qui lui mérita la faveur de remplacer Tournier aux États de Blois ; Vignals, imagination aimable et raison solide, qui trahissait une origine illustre et mystérieuse ; Combes, avocat et capitoul, plaidant avec une rare indépendance, habile en pratique

et en droit et visant au raisonnement, plus qu'à un beau discours ; Dufour, capitoul comme Combes, ayant la marque et le pli de Loysel dans ses écrits ; Fraxinet, auquel on reprochait des verdeurs de parole non encore mûries par le travail et la méditation ; un autre avocat de la famille des Catellan, le plus pompeux de tous, de l'école de du Bartas, appelant, comme lui, les vents, les postillons d'Éole.

Paul Barbaste ne paraît avoir plaidé que ses procès et Jean Albaret n'hésita pas à soutenir, lui-même, contre son père, lieutenant général de la sénéchaussée du Quercy, un scandaleux procès en restitution de la fortune de sa mère. Tabart parlait d'une voix si perçante, qu'on disait de lui qu'il aurait eu besoin du joueur de flûte de Tiberius Gracchus. Un autre dont le nom s'est perdu n'avait pas rougi, comme Socrate, d'apprendre à jouer de la lyre dans sa vieillesse, pour mieux diriger les inflexions de sa voix. Bosquet et de Lamamie, habiles à arrondir les périodes, ne manquaient ni de nerf, ni d'originalité, ni de chaleur ; un autre qu'on ne désigne que sous le surnom de l'Aiglon, eut dans ses discours, où dominait toujours quelque haute pensée, la logique et la couleur. On ne peut que citer, à la rencontre, Dufaur de Pibrac, qui débuta au Parlement de Toulouse, avant de prendre son essor vers le Parlement de Paris et qui s'y plaça, selon le mot de du Vair, au premier rang d'honneur.

De Bertier et Lacroix n'avaient alors qu'une éloquence blanchissante ; le véhément Jean de Vigolet s'attira bien des représailles : après une de ses plaidoiries, un gentilhomme du pays de Foix tira sur lui un coup de

mousquet, fut jugé sur l'heure par le Parlement et eut la tête tranchée. De Lagarde, Rabou, d'Audibert, de Valiech, pleins de jactance et de faconde, Rigal de Saporta, Doujat, Granjou, Philippe Tolosani, maître du gai savoir, et capitoul plus qu'avocat, n'ont laissé que leurs noms. On sait seulement que Lagarde plaïda, en avocat raffiné et de courte haleine, pour la belle Paule de Viguièr, dans un procès où elle disputait sa part d'héritage au frère de son mari, Pierre de Maynaguet. Goudouli lui-même était avocat ; mais il trouvait, c'est lui qui l'a dit, des épines à Thémis, et il leur préféra le bouquet de Clémence Isaure.

J'oubliais le plus impétueux de tous et le plus passionné, Étienne Tournier, le révolté de l'île de Tounis, grêle, pâle, d'une laideur vulgaire, et d'une voix audacieuse et violente comme son âme. Au Palais, il poursuivait l'éloquence qui fuyait devant lui, il frappait du pied et du poing, sans s'élever au-dessus de terre. La trame de ses plaidoiries était faite de raisonnements serrés, mais sans art et sans flamme. Le souffle lui manquait. A la barre, aussi bien qu'à l'île de Tounis, il se jetait tête baissée dans les discussions et les poussait à outrance de sa pointe un peu contournée et toujours prête à porter et à provoquer des coups. Entré par une sorte d'effraction dans la vie publique, il crut pouvoir conquérir sa place au barreau ; mais il n'était pas assez armé par le travail pour disputer le premier rang. Tournier n'a jamais été un orateur de la vraie race ; il lançait parfois des mots heureux, d'un trait rapide, mais s'il frappait fort, il frappait, le plus souvent, sans précision et sans mesure, et ses plaidoi-

ries dégénéraient en déclamations. Il séduisait la foule par son originalité et sa sombre énergie, mais il n'eut ni la clarté, ni la force, ni la science nécessaires aux hommes qui veulent captiver et convaincre une Cour de justice. Il eut plus de passion que de sentiment et d'idées. Il aimait à faire du bruit autour de lui et se laissait emporter, même à l'audience, par ses amertumes et ses colères, dans une langue fruste, sentant son Villon et son Rabelais. Il aurait pu dire ce que dira Linguet, un siècle plus tard : « Je n'estime pas le métier d'avocat et je le fais. »

Il y a de grandes affinités entre Linguet et lui. L'amour du juste et du vrai n'entraient guère dans leur conscience ; ils n'eurent jamais, ni l'un ni l'autre, l'enthousiasme du beau et du bien ; ils ne se servirent de leur robe que pour laisser flotter, dans ses plis, leurs ambitions, leurs ressentiments et leurs révoltes. C'est bien à leur existence orageuse et tourmentée qu'on peut appliquer la fameuse devise : « Ma vie est un combat. » Dans ce combat toujours renaissant, Étienne Tournier perdit, comme Linguet, sa robe d'avocat et sa patrie ; mais, plus heureux que Linguet, il ne mourut pas sur l'échafaud.

Je n'ai parlé que des avocats ; mais l'éloquence judiciaire eut encore plus d'élévation et d'éclat au siège des avocats généraux de la seconde moitié du seizième siècle, Bertrand d'Aygua, Duranti, Jean de Mansencal, Jacques Daffis, Jean Daffis, Pierre de Caumels, et Pierre de Beloi.

Celui dont la trace a été la plus brillante est Pierre de Beloi, d'une forte race de Bretagne, émigrée et transplan-

tée en Languedoc, fervent catholique, rude aux ligueurs, et d'une inébranlable fidélité à la cause d'Henri IV. Il disait, lui-même, qu'il était la branche d'un chêne poussé sur les grèves, ne pouvant être entamé que par le fer. On le croyait né à Montauban vers 1540. Élève de Cujas à l'Université de Toulouse, il y devint, à vingt ans, docteur régent. Un moment, avocat au Parlement, plus tard conseiller à la sénéchaussée de Toulouse, et conseiller de la chambre des requêtes de l'hôtel et couronne de Navarre, il se lia d'une amitié étroite avec Duranti, La Rocheflavin, Aymeri de Vic, de Mesmes et du Vair. En 1589, on le trouve à Paris à la journée des Barricades : enfermé à la Conciergerie et à la Bastille par les agents de la maison de Lorraine, il fut désigné aux vengeances des Seize par les prédicateurs et surtout par le fougueux Guincestre, qui fit jurer, un jour, aux ligueurs pressés au pied de sa chaire, que le sermon fini, ils le suivraient tous chez le président de Harlay, pour le forcer à juger, sans retard, le procès de Pierre de Beloi.

A la Conciergerie et à la Bastille, le prisonnier trompait les longues heures de sa solitude, en recherchant les origines de la chevalerie et en essayant d'expliquer les prophéties de l'ange Gabriel et de Daniel. La veille du jour où il devait comparaître devant la justice de la Ligue, il s'évada de la Bastille et alla prendre, au Parlement de Toulouse, la place de l'avocat général Jacques Daffis, massacré en même temps que Duranti.

Par une faveur sans exemple, le Parlement de Toulouse, en l'installant au siège des avocats généraux, le dispensa de l'examen imposé aux nouveaux venus, sauf,

selon les termes de sa décision, inquisition sur sa vie, mœurs et religion. Le Parlement connaissait les travaux de ce vigoureux esprit, ses dissertations savantes sur le droit romain, ses mémoires pour le roi de Navarre contre la bulle du pape Sixte-Quint et ses traités divers sur les droits de la maison de Bourbon.

Ses écrits ne ressemblaient pas à des pamphlets ou à des livrets, comme on disait alors, feuilles légères s'envolant à un souffle de l'air. On les accueillait comme des œuvres sévères qu'on opposait aux véhémences de l'avocat général Louis d'Orléans, un des plus hardis écrivains de la Ligue. Avec ses mémoires et ses harangues, Pierre de Beloi combattait pour le roi de Navarre de tout le feu de son esprit, aussi bien que les plus vaillants capitaines qui se battaient à Arques et à Ivry. Gallican et ennemi des protestants, autant que les ligueurs, il a été de ceux qui ont le plus travaillé au triomphe des franchises nationales. N'allait-il pas saluer l'édit de Nantes du nom de la vraie loi de concorde et d'union entre tous les partis? Il ne déserta pas la lutte comme Loysel s'enfuyant de Paris au plus fort de l'orage ; il ne s'enveloppa jamais d'un manteau, comme Pithou, pour gagner le Palais sans être reconnu ; il alla au danger, le front haut et visière levée, n'écoulant que la voix de sa conscience et que les plaintes de la patrie déchirée.

Ses discours furent souvent des événements ; ils frappaient et mettaient en mouvement l'opinion. Son mémoire fameux sur la loi salique n'a pas été étranger au célèbre arrêt du Parlement de Paris du 28 juin 1593, qui consacra cette loi comme une base de notre état

social. On y sentait palpiter une mâle éloquence, qui aurait donné à ces pages brûlantes d'émotion et de vérité l'éclat de la harangue de d'Aubray dans la *Salire Ménippée* ou de la harangue de du Vair au Parlement de Paris, sans l'inévitable mélange des citations de la mythologie, des poètes de la Grèce, des conciles et des Pères de l'Église. Ce fut un coup d'arquebuse dans ces sourdes rumeurs des royalistes et des ligueurs.

De son âme affligée s'échappait avec un accent enflammé ce cri patriotique : « N'êtes-vous pas Français ! Ceux contre qui vous êtes ligüés ne le sont-ils plus aussi ! Si, lorsque la tempête vient, les mariniers se combattent l'un l'autre, sans qu'aucun d'eux gouverne le timon et abatte les voiles, qui garantira le vaisseau du naufrage ? Tournez donc le fil de vos armes contre vos ennemis communs qui se liguent pour vous opprimer. Vous faites de la France, notre commune mère, comme le fils ingrat qui, pour la haine de son frère, coupe la gorge et met à mort son propre père. Si vous pensez combattre pour le ciel, laissez du moins votre terre en repos. »

Je me suis attardé à ces premières années de Pierre de Beloi, pour mieux mettre sous le rayon sa grave et belle figure. Voici la chambre des enquêtes ou la grand'-chambre ; l'audience est ouverte et les avocats plaident. Pierre de Beloi va se lever à son banc des avocats généraux, et parler dans un procès sur le droit de régale. Le syndic du chapitre de Sainte-Cécile d'Albi sollicite, de la Cour, le maintien de l'exercice de la juridiction temporelle de la ville et des autres droits de l'évêque, durant la vacance de l'évêché. Là, de Beloi est en plein

courant historique, et jamais on n'apporta, au Parlement de Toulouse, une science plus approfondie et une plus grande variété de connaissances en histoire, en politique et en théologie. Ce discours dura deux audiences.

Un autre jour, toutes les chambres sont assemblées en robes rouges, et l'avocat général de Caumels fulmine, contre les avocats une rude mercuriale, sur leur licence à porter des habits « indécents à leur qualité et « profession ». La Cour leur enjoignit aussitôt de ne plus porter ni chapeaux ni manteaux à la mode, d'être toujours au Palais en bonnets carrés et robes longues, et en ville, en robes longues ou habits noirs, à peine de 100 livres d'amende, de la confiscation des habits et de la radiation de leurs noms au tableau de l'ordre.

Cet arrêt prononcé, de Beloi requit à son tour le Parlement de l'entendre, en ses représentations sur la décence des vêtements des avocats et des procureurs. Il leur reprocha durement d'oublier leurs serments à ce sujet, et les compara, non à la terre qui boit la pluie et nourrit le grain jeté sur elle et béni de Dieu, mais au sol ingrat qui ne produit que ronces et broussailles, étant réprouvé et maudit. Puis, il racontait ainsi les désordres de la jeunesse du barreau :

« Nous ne voyons et n'entendons, en cette cité ou
« ailleurs, autre chose que la jeunesse de l'ordre des
« avocats, tant indécemment habillée, méprisant et
« foulant aux pieds les marques de sa profession,
« vêtue de manteaux et d'habits de couleur, couverte
« aux sièges de justice et ailleurs de chapeaux, même
« quelques-uns d'entre eux faisant de ce Palais un ca-
« baret public et ordinaire, avec tant d'insolence, qu'ils

« s'ébattent après, en entrant, en des rixes et querelles
 « et n'ont point de honte de se présenter en cette pos-
 « ture, à l'instant même qu'on vient de les corriger et
 « les exhorter d'amender leur dépravation. »

Il parlait ensuite des robes de diverses couleurs portées par les Romains, selon leur âge et leur race, de la gravité des avocats de Rome où nul ne plaidait sans avoir la robe, et il citait Pline, Sénèque, Cicéron, Ovide, Properce, Tacite et Quintilien, en rappelant au barreau toulousain qu'il habitait une ville surnommée *togata et docta*, renouant, de génération en génération, ses belles traditions de savoir et d'éloquence. Il terminait, en adjurant la Cour d'inventer des peines plus sévères contre ceux qui la scandaliseraient par leur mépris des ordonnances.

Dans un de ces procès de duels qui revenaient souvent au Parlement, il cherchait l'origine de ces luttes, à la création du monde, où toutes choses contraires furent pétries de la main de Dieu : les corps célestes si brillants et si ennemis les uns des autres en leurs rotations, les saisons si opposées et les éléments se combattant entre eux.

Il s'écriait : « Mais de voir l'homme créé de même
 « matière, de même nature et presque de qualités pa-
 « reilles, discipliné sous mêmes lois, servant un même
 « Dieu et un même prince, c'est pitié. Ne sommes-nous
 « pas des chrétiens se glorifiant d'oublier les injures ?
 « Et on se coupe la gorge comme si la raison était à la
 « pointe des couteaux ! » Puis, il blâmait Homère d'avoir loué Hector de s'être battu en combat singulier contre Achille, Ajax et Ulysse ; il s'en prenait à Virgile

d'avoir chanté Énée se battant contre Turnus, et célébré, de trop de louanges, les querelleurs et les batailleurs de l'*Énéide*. Il rentrait bientôt dans les idées générales de morale et de philosophie, où il rencontrait les vues les plus hautes et un vif accent de raison et d'émotion.

Pendant qu'il était avocat général, il publia ses Mémoires sur la généalogie des maisons de Béarn, de Foix et d'Armagnac. L'éloquence politique se confondait alors avec l'éloquence judiciaire, et les avocats généraux étaient, en ce temps-là, ce qu'on appellerait, de nos jours, les orateurs du gouvernement. Le duc de Joyeuse qui redoutait les attaques de Pierre de Beloi, supplia le roi de le mettre en disgrâce ; Henri IV s'y refusa. Il comptait sur la fermeté et la droiture de ce vaillant publiciste, qui formulait ses opinions avec tant de franchise et de bravoure, dans ses écrits ou à l'audience, comme s'il passait au travers du feu de l'ennemi.

Tout en se rattachant par un lien étroit à ses contemporains et à ses devanciers, Pierre de Beloi est, à sa manière, un novateur. Bien que sa parole soit encore empreinte des naïvetés de son siècle, elle cherche à briser le vieux moule, et à puiser, aux sources de l'esprit français, les libres évolutions, le tour vif et hardi et les inspirations de la morale, dont la séduction est si grande sur les lèvres de ces hommes du seizième siècle. S'il n'a pas toujours le goût sobre et pur, et si ses phrases se traînent dans des constructions vieillies, on sent bien des fois, en lui, le vol et l'essor. Il sait exposer et discuter le droit en critique, en savant et en philosophe, sans se renfermer toujours dans une question de textes. Il

imite, sans copier ou citer servilement. S'il le faut, ses harangues seront des traités de politique et d'histoire, et on retrouve l'écrivain de parti dans les discours prononcés devant le Parlement.

Dans ce talent de parole, il y a des élévations inconnues, avant lui, au Parlement de Toulouse. Il domine les autres, et il est de ceux qui agrandissent le domaine de l'éloquence judiciaire. A son éloquence solennelle, à la fois reposée et ayant déjà la mesure et l'éclat tempéré, on dirait presque une voix qui annonce l'éloquence de d'Aguesseau. Sous l'effort ambitieux du style et la recherche laborieuse de l'art oratoire, on entrevoit les clartés et les élans de cette grave et féconde intelligence, nourrie aux études sévères et pressentant les destinées nouvelles de l'éloquence du Palais. Pierre de Beloi frayait ainsi la voie à ceux qui allaient paraître à sa suite d'un pas plus sûr. Il était à Toulouse ce que Patru a été au Parlement de Paris. Il n'en est pas beaucoup qui aient eu, plus que lui, l'argumentation nerveuse et la pointe incisive, et ses défauts s'effacent devant sa discussion puissante et sa chaude imagination. Par le sang et la trempe de son esprit, s'il appartient aux orateurs de l'époque où il vivait, il n'en est pas moins une heureuse transition entre cet âge et le dix-septième siècle dont l'aurore se lève. S'il eût vécu quelques années plus tard, il aurait marqué sa place à côté de du Vair et d'Omer Talon.

Trois siècles auront bientôt passé sur sa tombe, et l'oubli n'a pas attendu de si longues années pour couvrir ce nom vanté par nos pères. En son temps, on saluait, comme un coup de fortune, la publication de ses

écrits, qui se suivaient, comme les anneaux d'une chaîne d'airain. Toutes ces choses passagères, nées des secousses publiques, ne devaient avoir que la durée rapide d'une saison. De cette vie si pleine, où il y eut à la fois tant d'unité et de modération, de ces travaux si soutenus, il reste à peine le souvenir. Telle est la trace que laissent souvent sur la terre le talent et la vertu. C'est la loi de l'humanité, que les hommes s'agitent et se succèdent et que leurs noms pâlissent et se mêlent, dans une commune poussière, au sable balayé par la civilisation, toujours en marche, et qui ne regarde en arrière que pour montrer un sourire mélancolique et souvent railleur et une indifférente sérénité.

On a peint Pierre de Beloi, en robe rouge, le visage blême, les yeux levés vers le ciel et la main droite sur le cœur, comme s'il invoquait Dieu, pour que sa parole éclairât les consciences des parlementaires. Maynard ne se trompait pas en disant qu'on aurait cru voir un évêque ou un saint.

L'avocat général Pierre de Caumels est une figure moins énergique et moins brillante. Sa parole fut loin d'avoir le souffle, l'élan et la souplesse de celle de Pierre de Beloi. Il y a en elle plus de rudesse et de limon. On l'a déjà vu, dans le cours de cette histoire, se lever de son siège et requérir contre les prêtres qui négligeaient ou refusaient de réciter, dans la célébration de la messe, la prière pour le roi. Là où il se livrait tout entier et se répandait à pleins bords, c'était dans les affaires criminelles contre les blasphémateurs réservés aux peines du bannissement, de l'immersion dans la Garonne ou de la langue percée d'un fer rouge. Dans sa discussion ner-

veuse, il semblait dédaigner l'élégance et ne chercher que la pensée vigoureuse. On y sentait un cœur battant pour la justice et la science.

On rencontre souvent le nom de Pierre de Caumels à la Tournelle, où il inspira plus d'un arrêt qui jeta l'épouvante dans le ressort. N'est-ce pas lui qui fit décider, un jour, que le corps d'un suicidé, sorti de l'eau, serait attaché à quatre piliers, dans un carefour, auprès des fourches patibulaires et expose aux morsures des oiseaux de proie? Les contemporains ne parlent pas, sans un frisson, de ses explosions d'indignation contre les débauches honteuses, les mères infanticides, les empoisonneurs et les sorciers, qui passaient de la Tournelle au bûcher de la place du Salin ou aux potences de la place Saint-Georges. Mais il faut en croire les contemporains sur parole : on n'a guère de Caumels que des fragments de réquisitoires qui ne permettent pas de le revoir, en pleine lumière, aux terribles audiences de la Tournelle. On a pourtant de lui d'assez longues parties de réquisitoires pour bien connaître sa stratégie oratoire : ses discours sont divisés en paragraphes, comme un traité, et la construction en est hérissée d'érudition et de dialectique et entrelacée de sarcasmes et d'épines. On disait de Pierre de Beloi qu'il sonnait la charge par la parole et que Pierre de Caumels ne savait que soutenir un choc avec sa cotte de mailles et son haubert.

Par un singulier contraste, ses dernières harangues le mettent sous un jour d'une douceur qui a quelque chose d'évangélique. On doit croire qu'aux années de la vieillesse, il s'abreuvait surtout aux sources chré-

tiennes, et on ne découvre, dans les phrases détachées de ses discours par les arrétistes, que des citations des saintes Écritures. A chaque ligne reviennent, pareils à un essaim bourdonnant, les souvenirs du roseau agité par les vents, du sépulcre blanchi, de la femme filet des chasseurs, plus amère que la mort et dont les mains sont des chaînes, du figuier stérile, des proverbes de Salomon et des paraboles de l'Évangile.

Un procureur général de la Chambre de l'Édit eut de ses harangues plus de souci que Pierre de Caumels. Il savait qu'au Palais la renommée est souvent fugitive, qu'elle s'éloigne de ceux qui semblent la dédaigner et que les meilleurs ne sont pas toujours les mieux traités. Pierre de Fabry, seigneur de Roquayrols, qui a vécu à la fois sous Henri IV et sous Louis XIII, se pressa de lier sa gerbe et de publier ses *Conclusions d'audience*, qu'il dédia à Louis XIII.

Loin d'avancer sur son siècle, Pierre de Fabry revient en arrière. On le croirait du temps des Valois et nul n'a eu, autant que lui, l'emphase, les ornements, la pompe et les périodes alourdies et entravées par les ornements de l'histoire et de la fable. Sa première remontrance commence ainsi : « Entre tous les météores que nous
« voyons s'élever en l'air et qui paraissent à nos yeux,
« le plus souvent, c'est le brouillard qui, s'étant formé
« sur notre horizon des exhalaisons qui sortent des lacs,
« des marais et des eaux croupissantes, s'épaissit et
« grossit, en sorte que, couvrant comme d'un noir man-
« teau la lumière du jour, nous jette dans les ténèbres
« et par une humeur maligne et visqueuse corrompt, en
« mouillant les fleurs, les fruits et les moissons et en-

« fin, par un dégât incroyable, rend le plus souvent vaine
« l'espérance du laboureur. »

Je ne cite pas davantage : c'est le style du roman de la *Rose*. Ce brouillard est l'emblème de la guerre civile que va dissiper le soleil, image radieuse du roi, de ce roi, c'est Fabry qui parle, « dont le royaume
« œillade les fleurs de lys et dont le blason doré est le
« symbole des joies françaises. » Il disait aussi : « Tout
« s'incline sous une royauté, les abeilles, les oiseaux,
« les reptiles ». Ce dénombrement se poursuit ainsi et s'étend à toutes les choses de la création.

Un des plus curieux procès de la chambre de l'Édit amena, pour un vol de fleurs dans un jardin de Castres, une ingénieuse dissertation sur les fleurs des quatre saisons de l'année. Toute la flore du Languedoc s'épanouit dans les conclusions de Fabry qui relève les odeurs et les vertus des plantes et des arbres, de l'hysope au cèdre et des lys des champs aux fleurs d'or et d'argent des Jeux Floraux, et aux chapeaux de fleurs de la baillée des roses. On dirait le chant printanier d'un trouvère, égaré au Palais, et laissant couler sa poésie à fleur d'âme.

En regardant, de haut, toutes ces conclusions, ces remontrances ou ces harangues, on n'y découvre rien de net, de puissant, et qui porte l'empreinte d'un esprit large et fécond. Il n'y a aucune parole fièrement jetée : c'est une perpétuelle confusion de mots et d'idées, et un langage outré qui fait songer à la décadence de l'hôte¹ de Rambouillet.

A la chambre de l'Édit, le soin de prononcer des remontrances ou des discours ne revenait pas seule-

ment aux gens du roi ; ce droit appartenait aussi aux présidents. On a sauvé du naufrage de tant de harangues celles du président Philippe Canaye, seigneur de Fresne, calviniste fameux, conseiller d'État sous Henri III, et plus tard ambassadeur de Henri IV en Allemagne, en Angleterre et à Venise. Il assista, en 1600, à la fameuse conférence de Fontainebleau, entre Duplessis-Mornay pour les calvinistes et du Perron, évêque d'Évreux, pour les catholiques. Ébranlé dans ses croyances par du Perron, il abjura le protestantisme, à la grande joie du pape Clément VIII, mais il échoua dans les régions de la politique, tandis qu'à la chambre de l'Édit, on le regarda toujours comme un éloquent magistrat.

Il n'avait pas encore abjuré aux années où il siégeait à la chambre de l'Édit. Une de ses plus belles remontrances est du lendemain de la Saint-Martin de 1595 ; mais il ne faudrait pas trop prendre à la lettre les louanges de l'avocat de Montauban, Saturnin Bonencontre, qui a publié les discours de Canaye, en affirmant dans un épître aux avocats que ces œuvres étaient un merveilleux mélange de doctrine, de style et de sagesse. Certes, on ne peut contester à Philippe Canaye la sagesse et la science, mais le style est dur et n'a ni le nombre, ni l'harmonie, ni la souplesse. Il est de cette école que nous appelons de nos jours, l'école réaliste ; il emprunte au peuple ses métaphores, ses locutions et ses tours de phrase ; il a le sentiment hardi de la réalité et une vigueur d'expressions parfois triviale qui donne de l'énergie à sa pensée.

Cette remontrance de 1595 est adressée aux avocats et

contient les règles de leur profession. Il leur disait : « Ne
 « vous embarquez pas sans biscuit, brossez maint hal-
 « lier, traversez maint désert et périlleuse rivière et pre-
 « nez le vent à propos. Sacrifiez surtout dévotement à
 « la vérité et de tout le reste ne vous chaille. Et puis,
 « plaidez clair et net et brièvement et que la langue aille
 « à pied et le sens à cheval, et que la légèreté ne vous
 « fasse perdre les étriers. Le fard est insupportable
 « aux paroles, nourrissez-vous plutôt de viandes solides
 « et assurez-vous que votre langage, ni grossier, ni
 « mal peigné, n'empire votre cause. Il ne faut point
 « d'affiquets, ni de babioles à gens de notre robe, ni
 « de fourvoyer dans le discours et ne point prendre
 « Mart pour Renard, comme un archer dont parle Ho-
 « mère. »

Il reprochait aux avocats les abus de leur érudition et leur recommandait de n'avoir pas les mains avides.
 « Jamais, disait-il, le Lauraguais ne sera si stérile, que
 « force soit d'ensemencer l'Arabie déserte : aussi n'au-
 « rez-vous jamais tant de disette de bonnes causes que
 « vous soyez contraints d'entreprendre les déplorées.
 « N'imitiez pas la courtisane Phryné qui éleva une Vé-
 « nus d'or au temple de Delphes, avec cette inscription :
 « *Inleperantia Græcorum*, et qu'on ne dise pas de vous :
 « *Inleperantia Gallorum*. »

Aux procureurs il parlait sur un ton sévère, et leur di-
 sait qu'ils bronchaient souvent, et que les mauvaises
 humeurs qui corrompaient le corps de la justice venaient
 des plis de leur robe. Et il continuait sa métaphore en
 termes d'une crudité qui détonne dans une salle d'au-
 dience ; il finissait par s'écrier : « Craignez encore Dieu,

« plus que la Cour et ne vous advienne de profaner le
« lieu saint de la justice et d'en faire une Cour d'impu-
« dence, de menterie, de mauvaise foi et de tintamarre.
« Et souvenez-vous des châtimens préparés par les
« Euménides. »

Toutes les fois que Philippe Canaye parle du roi et de la défaite de la Ligue, il y a, dans ses discours, un chant d'allégresse et comme un coup de clairon de la victoire. Sa harangue, pour faire ordonner des actions de grâces à Dieu, à la fin des troubles de Toulouse en 1596, est aimable et souriante et ressemble à une idylle ; mais ses remontrances sur la clôture des audiences avant les fêtes de Pâques, et sur l'ouverture des audiences après Quasimodo, se traînent par des chemins battus et n'ont rien d'original et de nouveau. Il met son esprit à la torture pour se transporter sur les hauteurs ; en s'aventurant dans l'espace, il retombe bientôt à terre et se perd dans une obscure subtilité. Entre Pierre de Beloi et Philippe Canaye, il y a la distance d'une belle tour de la renaissance à une vieille maison d'un faubourg ou des champs.

En parlant de l'éloquence judiciaire sous Henri IV, on ne saurait laisser, dans sa nuit profonde, le doux et fin visage de Gabriel Cayron qui plaïda, à vingt ans, devant le Parlement de Toulouse, où il exerça plus tard la profession de procureur et celle de secrétaire ordinaire de la chambre du roi, ou secrétaire évangéliste. Il plaïda même, un jour, ainsi qu'il l'a raconté lui-même, l'épée au côté, étant capitaine d'une compagnie qui défendait la porte du Château contre les ligueurs. Il ne se sépara jamais du parti des politi-

ques. On n'a rien gardé de ses plaidoiries : autant en emporta le vent. Son vrai royaume a été la procédure et son titre d'honneur est son *Parfait Praticien français*, où il enseigna la forme de procéder, en toutes Cours et judicatures, aux procureurs, notaires, huissiers et sergents.

Affaibli par l'âge et « par une infinité de mauvaises rencontres » qui lui venaient de son enfance abandonnée, de la mort de son père et du pillage de sa maison natale de Figeac brûlée par les ligueurs, il se réfugia dans le travail solitaire et assemblea les diverses formules de la procédure en usage en Languedoc. Il reprit et refondit son livre, aux dernières années de sa vie. Dans sa préface, il se plaint, d'une manière touchante, de l'ingratitude des hommes : « De soixante-quinze années de vie que Dieu m'a données jusqu'ici, je puis en avoir employé soixante au service du roi, de son Parlement et du public, sans qu'il m'en reste autre récompense que l'honneur d'avoir servi à la satisfaction de ma conscience. » Il ajoutait avec un sourire triste : « En l'âge où je suis, j'aurais mauvaise grâce de prétendre à autre gloire que celle du ciel. »

Son cousin, le poète François Maynard, essaya de lui faire goûter les gloires de la terre, en chantant *le Parfait Praticien français*, dans une pièce de vers qui ne perdrait pas beaucoup à être de la prose, et où il lui promet une place au Temple de Mémoire et parmi les beaux esprits de France. Le poète Maynard se laissait emporter par l'imagination et les illusions. Le vieux procureur au Parlement de Toulouse a été oublié sur la terre. Dieu aura exaucé le vœu de sa mélancolique

vieillesse, en lui donnant, au sortir des misères et des déceptions de ce monde, la paix et la gloire promises aux hommes de bonne volonté.

Ce serait aussi une ingratitude, de ne pas s'arrêter, un moment, devant Géraud de Maynard dont le nom se rattache, par son recueil d'arrêts, au souvenir de l'éloquence judiciaire de son temps. Il a été le premier de ces hommes épris de la science du droit qui rassemblèrent les arrêts dispersés du Parlement de Toulouse, et recherchés comme l'expression de la vérité judiciaire. Leur puissance s'est affaiblie avec les années, mais ils n'ont pas perdu leur enseignement et leur importance. L'esprit de controverse, de critique et d'examen qui anima le seizième siècle pénétra ainsi au Palais et inspira à Maynard, à La Rocheflavin, à Cambolas, à d'Olive et à Catellan qui le suivirent de près, l'idée de recueillir les « décisions notables » de leur Parlement. Géraud de Maynard fut un sage, dont le président de Saint-Jory disait qu'il aurait dû naître en Grèce au temps de Platon.

Il était né, au mois de septembre 1537, à Saint-Céré, petite ville du Haut-Quercy, dans la vicomté de Turenne, sur les confins du Rouergue, de l'Auvergne et du Limousin. A quinze ans, Géraud de Maynard étudiait le droit à l'Université de Toulouse avec des écoliers qui allaient être bientôt des personnages du seizième siècle, Étienne Pasquier, Henri de Mesme, Paul de Foix, Dufaur de Pibrac, Dufaur de Saint-Jory, Jean Bodin, Antoine Muret et Michel de l'Hôpital, à cette Université, la plus florissante du royaume, où enseignaient alors Jean de Coras, Fernand Béranger, Rossel, Tho-

mas Barclai, Adrien de Turnèbe et le plus fameux de tous, Jacques Cujas. A vingt-un ans, il remplaçait son père à la châtellenie de Saint-Céré, et quelques années après, il fut promu à la charge de sénéchal de la vicomté de Turenne. En 1573, il était conseiller au Parlement de Toulouse, au lendemain de la Saint Barthélemy.

On l'envoya à la chambre de l'Édit de l'Ile-en-Albigeois où il se rangea au parti des politiques, de ces « bigarrés » dont on disait alors qu'ils étaient à la marque et à l'image de Duranti. Ennemi de l'arbitraire, et d'une droiture à toute épreuve, il démasqua les visées ambitieuses de la Ligue et dénonça, en véritable gallican, les usurpations ultramontaines sur les droits de l'Église de France. Il suivit le Parlement à Castelsarrasin, rentra à Toulouse avec lui et siégea, pendant vingt-cinq ans, à la deuxième chambre des enquêtes, et passagèrement à la grand'chambre et à la Tournelle. Il se garda de désertier le Parlement, au milieu des dangers et des désordres, mais le jour où le roi de Navarre, devenu roi de France, ramena la paix dans le royaume, il reprit le chemin de Saint-Céré pour y vivre dans le recueillement et le repos. Il laissa sa charge à Jean de Maynard, son fils aîné, qui devait mourir avant lui. Son rêve allait s'accomplir, ce rêve de travail patient dans la solitude, en sa chère ville de Saint-Céré, loin des procès et des plaideurs, comme Jean Coquille en sa terre de Romenay. C'est à Saint-Céré, entre sa femme et trois enfants dont l'un devait être le poète François de Maynard, ami de Racan, disciple de Malherbe et promis à l'Académie française, qu'il rassembla les arrêts qui ont composé les

Notables et singulières questions du droit écrit, décidées et préjugées par arrêts mémorables de la Cour souveraine de Tholose, conférées aux jugements et arrêts intervenus sur mêmes sujets aux pays de droit écrit des autres Parlements et Cours souveraines du royaume de France.

La dédicace de ce recueil d'arrêts « à messeigneurs teⁿant la Cour du Parlement de Toulouse » ressemble à une page détachée de saint François de Sales : « Je vous offre ces fruits que j'ai autrefois cueillis dedans vos champs.... J'ai résisté à les publier, craignant que le temps leur ait ôté beaucoup de leur odeur et de leur saveur naturelles. » Mais le corps de l'ouvrage est loin de garder ce style charmant ; la prose de cette compilation est traînante et de robe longue et parsemée de citations savantes prises aux historiens ou aux poètes d'autrefois. Elle a pourtant, à la rencontre, la clarté et le naturel et surtout l'abondance et la richesse de l'expression. On a raconté de lui, aussi bien que du poète gascon du Bartas, qu'un essaim d'abeilles, s'étant venu loger dans une muraille de son jardin, ne cessa point, tous les ans, d'y produire du miel. Mais chez du Bartas autant que chez Maynard, les abeilles sont rares, et les ruches manquent de miel. On ne lira jamais ces sortes de Pandectes de la jurisprudence du Parlement de Toulouse, pour y trouver la finesse et la grâce et les qualités des écrivains aimables de ce siècle. Mais ce qui brille chez Maynard, c'est l'esprit de sagesse et une admirable raison. Il a embrassé, dans son livre, toutes les branches du droit : s'il ne s'associa pas assez au mouvement de rénovation du seizième siècle, il ne rejeta pas, de parti pris, les nouveautés doctrinales de ses

contemporains. En ces années de législation éparses, il a rendu un service éminent à la justice, en montrant le chemin aux arrêtistes. Son ami, Jacques de Ferrières, l'appelait le sénateur toulousain illustre, par la science du droit : *senatus juris peritissimus*. S'il y a des erreurs et des lacunes dans le recueil de Maynard, on doit se souvenir qu'il ne rassemblait ces arrêts que pour lui et selon son plaisir, et qu'il fallut lui faire violence pour le forcer à publier son livre. Il ne songeait pas à la postérité : il n'entendait pas peser sur la terre, il ne voulait qu'éclairer sa conscience qui n'avait jamais connu l'injustice et que travailler, au jour le jour, à respecter la loi, la fortune et la vie des hommes.

Géraud de Maynard ne devait pas longtemps survivre à cette publication, et la mort ne lui permit pas d'achever son *Traité de la puissance royale et sacerdotale*. Il mourut, en bénissant Dieu de l'avoir fait vivre au milieu des discordes civiles, sans haine et sans ambition. Il a, du moins, sauvé de l'oubli bien des procès et des plaidoiries qui ont permis de restituer à bien des avocats de son temps l'accent particulier de leur éloquence ; mais que de choses ont été perdues ! A toutes les époques, l'éloquence judiciaire s'est ainsi envolée avec les heures de l'audience, en ne laissant, dans les bruits de la vie, qu'une rumeur flottante et confuse. Ce n'est pas sans grâce que les Athéniens donnaient des ailes à l'éloquence.

Sous Henri IV, les avocats n'ont encore que le sentiment de l'art ; la langue, incertaine et gauloise, se dégage à peine des liens de la langue latine, et l'orateur emprunte sans cesse aux écrivains de Rome et de la

Grèce d'emphatiques images. Au lieu de prêcher ses plaidoiries comme au quinzième siècle, où l'avocat ne citait guère que les Pères de l'Église et les conciles, le barreau du seizième siècle, agité du souffle de la Renaissance, invente les allusions les plus bizarres, pour amener une citation des Grecs et des Romains. Aucun n'y résiste ; ils cèdent tous à ce goût effréné des citations de l'histoire et de la fable, et s'abreuvent de ce vin de l'antiquité jusqu'à l'ivresse. Écoutez-les à la grand'chambre : ils plaident les petites causes avec autant de solennité que les grandes, sans savoir parler avec naturel et simplicité. On peut comparer leurs plaidoiries à ces belles armures des chevaliers, alourdies et déformées par les ornements et l'infinie variété des ciselures.

En souriant de cette éloquence pompeuse et tourmentée, on ne se souvient pas assez du chaos informe des lois de ce temps. Il fallait chercher des règles dans un dédale de coutumes de tous les pays, d'édits et d'ordonnances de tous les rois, transformés, d'année en année, par les secousses des événements. De là, cette hésitation des hommes du Palais, cette défiance de leurs propres forces et ce perpétuel recours aux gloires anciennes, regardées comme les immortelles lumières de la vérité et de la beauté. Ils citent beaucoup, parce qu'ils craignent de marcher seuls et qu'ils n'osent émettre, en leur nom, une idée neuve ou juste, sans l'envelopper des souvenirs de la Grèce et de Rome. En délaissant les Pères de l'Église, ils changèrent de maître, et non de scolastique. De sermonnaires ils devinrent rhéteurs, sans savoir replier les ailes de

leur style solennel, et se trompèrent d'époque en essayant de parler à la grand'chambre et sous nos cieux éteints, comme on parlait à Athènes, à la clarté du soleil de l'Attique, et à Rome à la tribune aux harangues.

Massillon et Racine, qui se sont raillés de cet étalage de citations étrangères à la cause, ont trop oublié qu'au sortir de la Ligue, à une époque de guerres religieuses et de fermes croyances, l'éloquence judiciaire devait présenter un caractère à la fois religieux et dogmatique. Le Parlement commandait aux avocats, par ses traditions de vertu et de foi, la science et la solennité. Le droit canon, autant que le droit civil, était familier aux parlementaires et aux avocats ; les magistrats aimaient cette érudition et respectaient, même dans ses écarts, cette profusion de citations savantes. Ils y voyaient le principal mérite et la première condition de l'éloquence, et reconnaissaient, au passage, en les saluant comme de vieux amis, ces textes sacrés et profanes évoqués à l'audience. A la beauté des citations et à la surprise des rapprochements et des allusions, ils trouvaient un plaisir délicat de l'esprit et une joie de la conscience. Dans leur austère mission de rendre la justice, ils aimaient à puiser leurs décisions dans la sagesse antique, et à ajouter ainsi à la majesté des débats, sans s'inquiéter de la longueur des plaidoiries et des lenteurs des procès.

Ces parlementaires n'avaient-ils pas aussi leur éloquence dans leurs délibérations et dans leurs discussions en chambres assemblées, où les plus ardents se laissaient aller aux libres inspirations de la parole ? De

la mêlée des opinions, du choc des controverses, sortaient ces arrêts fameux qui frappaient l'esprit public à coups retentissants et redoublés. Les registres, en inscrivant les arrêts, ont supprimé ces longs combats intérieurs, souvent plus fougueux que les plaidoiries et qui fixaient la victoire.

Qu'on ne s'imagine pas que ces séances secrètes de la Chambre Dorée du Parlement de Toulouse fussent sans bruit et sans émotions. Les parlementaires se passionnaient aux argumentations, parlaient haut, se levaient et entraînaient la majorité. Leur parole, plus simple, plus forte, et moins gâtée par le pédantisme que celle du barreau, était pleine de la substance des choses et soutenue de conviction, d'énergie et de clarté. La turbulente jeunesse du Parlement, celle que Voltaire appelait la cohue des enquêtes, et que Retz, qui la connaissait mieux, nommait la sainte cohue des enquêtes, criait, s'emportait; elle huait parfois ou applaudissait. De leur banc, les avocats et les procureurs ne pouvaient saisir que des rumeurs sourdes de ce fracas des disputes parlementaires. Ces délibérations, ces harangues, ces plaidoiries, cette recherche de citations et de style, cette emphase et ces travaux qui épuisaient ces nobles vies, c'était l'éloquence écrite du barreau sous Henri IV. Elle attend que Gerbier brise ses entraves et lui donne des ailes; elle attend l'improvisation.

Sous Henri IV, la langue française est à peine sortie du berceau; dans sa gracieuse et naïve enfance, toute brillante de la gloire de Montaigne, elle garde la brusquerie gascone de Montluc, et la vivacité charmante de Marguerite de Valois. Déjà, à l'avènement du Béarnais,

elle devient conquérante et brave comme lui : tandis que la poésie se renouvelle et se retrempe aux stances de Malherbe, aux *Tragiques* de d'Aubigné et aux satires de Mathurin Régnier ; la prose, moins heureuse et moins glorieuse, s'épure et se fortifie avec Duplessis-Mornay, les cardinaux du Perron et d'Ossat, Coeffeteau et Valladier, Étienne Pasquier et Guillaume du Vair. A leur gravité et à leur élégance, d'Urfé, Amyot et Henri IV vont associer leur douceur, leur naïveté adorable et leurs saillies familières et fières. Ainsi sera émondée et rajeunie, à l'usage des grands poètes et des grands écrivains du dix-septième siècle qui se lève, la langue française qui étonnera le monde et deviendra une puissance dans l'État.

Dans les fragments de plaidoiries ou de discours des avocats et des avocats généraux retrouvés dans Maynard et dans les autres arrêtistes, on ne peut découvrir, qu'à de rares éclairs, les mouvements de l'âme, ou les entrainements de la parole. On y sent, pourtant, un peu de ce souffle chaud qui sortait de leurs lèvres. A Toulouse, ils ont ces locutions gasconnes que n'ont pas les avocats de Paris, la véhémence exubérante, les longues envolées de paroles, et ces tours de phrase sentant leur origine gauloise, qu'Étienne Pasquier reprochait à Montaigne. Chez eux, cette fidélité à leur vieille langue, exhalant les senteurs du pays natal, était encore du patriotisme. Éloignés des bords de la Seine et sortis des villes de l'Armagnac, du comté de Foix, du Rouergue, de la Gascogne ou de la Bigorre, ils gardaient l'empreinte de leur climat, en ayant la rudesse des montagnards, la verve des Gas-

cons, et cette poésie des imaginations méridionales qui manquait aux avocats de Paris. Ils buvaient, d'ailleurs, les eaux de la Garonne, claires et sonores, que les Romains appelaient, avec un fin sourire, les eaux à voix bruyantes, *aquæ verbigenæ*.

Plus d'une fois, ces avocats généraux, ces avocats du Parlement de Toulouse, et ces chercheurs d'arrêts et de décisions notables s'acheminèrent, le dimanche, à la saison d'été, vers le château de Saint-Jory, où le premier président les attendait et les faisait parler sur l'éloquence. Si les greffiers Lacombe et Malenfant s'étaient trouvés là, ils nous auraient certainement rendu, à la manière de Loysel, ces libres entretiens sous les grands chênes, ou à l'ombre du vieux manoir, qui était, pour le premier président du Parlement de Toulouse, ce que la Floride avec ses oliviers était pour du Vair, Vignay pour l'Hôpital, et, plus tard, Baviile pour Lamoignon.

Au château de Saint-Jory, ces esprits charmants et graves, et qui n'ont pas eu de rides, n'avaient pas devant eux, comme les disciples de Platon, la mer et le soleil de la Grèce ; mais ils apercevaient, à l'horizon, les cimes blanches et bleues des Pyrénées, et ils pouvaient, aussi bien que sous les platanes et au pied du mont Hymette, parler d'éloquence sous ce ciel digne de l'inspirer. Ils devaient avoir plus d'élan, de feu et de bonne humeur que les avocats pressés à Paris, dans la chambre étroite de Loysel, ou dans la maison obscure et froide d'Étienne Pasquier. Sous les ombrages de Saint-Jory, la parole de ces hommes, reposée des plaidoiries de la semaine, respirait la chaleur et la fraîcheur des choses de la nature

et de l'intelligence. Le vent a tout emporté avec le bruit de leur voix. Il n'est resté que le souvenir de ces amitiés qui se renouaient, plus fortes, entre deux audiences, et de ces doux voyage qui ne cessèrent qu'à la mort du premier président Dufaur de Saint-Jory.

CHAPITRE XXX

Une embellie. — Concile provincial. — Les Morisques. — Procès de la belle Violante, du moine Burdés, du conseiller au sénéchal Gayraud, de l'écolier Candolas et du clerc au greffe Esbaldit accusés d'assassinat. — Rapport de Guillaume de Séglà. — Mort d'Henri IV. — Lettre de Louis XIII au Parlement. — Douleur des parlementaires. — Mesures prises par le Parlement. — Proclamation de l'avènement de Louis XIII. — Cérémonie funèbre en l'honneur d'Henri IV. — Confirmation du Parlement par Louis XIII. — Composition du Parlement. — Vœux d'Henri IV. — Jugement sur Henri IV. — Procession et *Te Deum* en l'honneur de Louis XIII. — Le premier président Nicolas de Verdun nommé premier président du Parlement de Paris. — Retraite et mort des parlementaires.

A cette époque de transition que le poète Théophile de Viau, appelait une embellie, toute la province de Languedoc voyait se rouvrir des sources nouvelles de prospérité et de paix. Le concile provincial s'ouvrait à Narbonne et abolissait des coutumes impures ou ruineuses, nées des troubles religieux ; les États de la province prenaient, au Pont-Saint-Esprit, des délibérations réformant bien des abus. Afin de favoriser l'industrie et le commerce, la grand'chambre déclare franches de droits de traite domaniale toutes marchandises transportées des pays d'Armagnac, Comminges, Foix et Bigorre, en Espagne ou en Béarn. Le Parlement flétrissait et enchaînait la cupidité des traitants, en refusant d'enregistrer des lettres d'évocation au Conseil privé de

tous les procès des comtés et des baronies de l'ancien domaine de Navarre, parce que ces lettres d'évocation, surprises au roi, mettaient le peuple à la discrétion des traitants et de leurs commis. Il confirma, au contraire, dans un élan de reconnaissance, le beau privilège royal accordé aux capitouls, aux bourgeois de Toulouse et à leur postérité, de posséder des fiefs et des biens nobles, avec juridiction, sans être assujettis au paiement d'aucun droit.

Au Capitole, on veillait sans cesse : quand le peuple avait désarmé, les étrangers menaçaient la tranquillité de la ville. Vers la fin du printemps de l'année 1606, des tribus de Mores chassés du royaume de Grenade, de Murcie et d'Andalousie par le roi Philippe III, descendirent des Pyrénées, pillant et saccageant tout sur leur passage. Les Espagnols en jetèrent une partie à la mer sur les côtes d'Afrique ; les autres, épouvantés, prirent la route de France et ces avalanches humaines tombèrent, tout à coup, sur le Roussillon et le Béarn, en semant autour d'elles l'épouvante. Sur les réquisitions du procureur général, le Parlement leur défendit d'entrer en Languedoc, sous peine de la potence, mais ils bravèrent les arrêts de la justice et traversèrent Toulouse, au nombre de soixante mille hommes, à la peau noircie par le soleil de leur pays, femmes enguenillées, enfants et vieillards, pour aller s'embarquer au port d'Agde, et passer de là en Barbarie. Un nouvel arrêt les força de quitter la province, dans les vingt-quatre heures. On les vit, alors, se disperser et se cacher dans la campagne, où plusieurs d'entre eux furent maltraités et volés, bien que l'arrêt, dit naïvement le père Lombard, « n'eût

« pas donné cette permission, les Morisques méritant
« par leur qualité d'hommes, la protection des lois. »

Ces arrêts contre les Mores n'eurent pas l'éclat et le retentissement d'un procès criminel auquel ne manquèrent ni les émotions, ni le mystère, ni les tortures, ni l'échafaud. Du fond du Portugal, un aventurier, le seigneur de Batz de Castro, était venu chercher un asile à Toulouse avec sa femme et ses quatre enfants. L'aînée de ses filles, née d'une mère morisque, avait dans les veines du sang des héros chantés par les romances espagnoles. L'éclair un peu sauvage de ses yeux, ses longs cheveux noirs et son visage, d'une pâleur chaude et d'une beauté rare, révélaient les origines de sa race. Veuve à vingt ans, Violante Monseroso de Reines, retirée dans un couvent de Toulouse, enchantait et attirait à elle tout un essaim bourdonnant d'écoliers et de gentilshommes. Les cœurs refroidis par l'âge ou par les austérités de la vie se rallumaient à sa flamme, et l'amour entra au cœur du religieux augustin Arrias Burdéus, du royaume de Grenade, prieur et provincial du monastère de Toulouse, professeur de théologie à l'Université. Un de ses rivaux était le vieux François de Gayraud, conseiller au sénéchal. A ce cortège toujours croissant d'adorateurs se joignirent bientôt l'écolier Antoine Candolas et un clerc au greffe du Parlement, Pierre Esbaldit, qui délaissa sa jeune femme, pour s'attacher à cette courtisane se jouant dans les caprices de l'amour et qu'on n'appelait, à Toulouse, que la belle Violante. Tel était son grand art d'attiser et de calmer les passions, qu'aucune querelle n'éclata entre ses adorateurs, écoliers, gentilshom-

mes et bourgeois, pressés à ses pieds. Le rapporteur du procès disait : « Elle avoit tous les amours et les
 « désirs que Junon demandoit à Vénus, feignant vou-
 « loir aller réconcilier le père Océan avec Thétys, sa
 « femme, et sembloit avoir reçu aussi bien le ceste de
 « la main de Vénus, auquel estoient les attraits, l'a-
 « mour, le désir, le discours et douceur de langage, qui
 « charment et déçoivent les plus sages, avec lequel
 « Junon, sur le mont Ida, eschauffa tellement de son
 « amour Jupiter qu'il luy advoua qu'il n'avoit esté
 « jamais touché d'un feu si violent, pour pas une de ses
 « maîtresses. Elle avait un langage pipeur et des mi-
 « gnardises inévitables. »

Le plus éperdu de tous était le vieux Gayraud, désespéré à la pensée de voir Violante regagner l'Espagne et cherchant à la retenir à Toulouse par un mariage avec Pierre Romain, avocat de Gimont. Ce Pierre Romain, pauvre, boiteux et simple d'esprit, amoureux et ébloui comme les autres, n'hésita pas à se marier avec Violante, mais il devint jaloux et l'emmena dans sa maison de Gimont.

Les amoureux, surtout Gayraud, voulant ramener Pierre Romain à Toulouse, le tentèrent par les brillantes promesses d'une charge de la ville ou de l'État ; il entrevit le piège et resta à Gimont. Violante, lassée de son isolement, écrivait à Toulouse des lettres suppliantes, et à partir de ce moment, entre Violante et ceux qui ne pouvaient se consoler de son départ, la résolution fut prise de la délivrer par la mort de son mari « ce tyran gascon ». Le religieux augustin, le conseiller au sénéchal, l'écolier et le clerc au greffe

du Parlement font alliance pour tuer l'avocat qui défend l'honneur de son foyer. Ils envoient du poison à Violante, mais on ne sait si le poison fut employé, ou s'il fut impuissant à tuer Pierre Romain. Ils ourdirent une trame plus sûre et plus prompte : Romain soutenait depuis quelque temps, devant le Parlement, un procès où se trouvait engagée une partie de la dot de sa femme ; ils lui écrivirent lettre sur lettre pour qu'il reprît le chemin de Toulouse, et cette fois il se laissa entraîner et alla loger dans la maison de Gayraud.

Un soir de l'été de 1608, après le souper, Gayraud s'achemine, avec Romain, au delà de la porte Matabiau et le reconduit par la porte Arnaud Bernard et le quartier désert de l'Esquile et des Pénitents-Gris où l'attendaient, dans un coin obscur, l'écolier Candolas, le clerc Esbaldit et trois bourgeois. Ils fondirent sur lui et le percèrent de dix-sept coups d'épée ou de poignard. A ses cris, les voisins accoururent et ne trouvèrent plus qu'un cadavre ensanglanté. Gayraud, dont l'audace croissait avec le danger, se hâta de dénoncer le meurtre au capitoul du quartier : un voile épais couvrit d'abord les meurtriers ; à l'effroi de Gayraud et à ses paroles entrecoupées de sanglots, les capitouls étaient loin de croire qu'il avait comploté et consommé le crime. Dans la nuit, on arrêta Esbaldit errant dans les rues voisines de la Daurade ; mais il s'était défait de son poignard et on le remit en liberté. De sourdes rumeurs qui planaient sur Violante, firent, bientôt, explosion, et provoquèrent contre elle, un décret de prise de corps lancé par les capitouls. De Gimont, on la conduisit aux prisons du Capitole.

A cette nouvelle, qui se répandit en ville comme une traînée de feu, le moine Burdésu déserte son couvent, s'enferme dans la maison d'Esbaldit, et quelques jours après, s'enfuit avec l'écolier Candolas, d'abord à Clairac, ville protestante où il jeta le froc aux orties, et puis à Nîmes où il abjura publiquement la religion catholique et se fit huguenot. Le Parlement évoqua le procès et le premier président de Verdun décerna contre tous les deux ordonnance de prise de corps. Ils se pourvurent aussitôt devant la chambre de l'Édit : le consistoire de Nîmes ne permit au prévôt, envoyé par le Parlement, de se saisir du moine renégat et de l'écolier, qu'à la condition de les faire transférer à Castres, siège de la chambre de l'Édit. Là, magistrats catholiques et protestants se partagèrent sur la compétence : les protestants prétendaient retenir le jugement et les prisonniers, malgré les édits de pacification, qui n'autorisaient les apostats à plaider devant les chambres mi-parties qu'après six mois d'une profession publique du calvinisme ; les catholiques inclinaient à renvoyer l'affaire au Parlement. Le premier président en écrivit au roi qui trancha le différend, en son Conseil, par un arrêt saisissant le Parlement de ce procès.

La grand'chambre et la Tournelle s'assemblent et le procès commence. Le conseiller de Ségla qui en fut le rapporteur en a, plus tard, raconté les phases dramatiques et diverses. Mais la lumière se faisant lentement, à travers des dépositions incertaines et des déclarations mensongères, le premier président dépêche des courriers partout où Arrias Burdésu était passé, à la Rochelle, à Nîmes, à Clairac et en Espagne. Sur sa liai-

son avec Violante, la preuve éclatait à tous les yeux ; elle manquait à l'accusation d'assassinat. Là aussi, il y eut partage : à la Tournelle et à la grand'chambre, les uns votèrent pour la question, et les autres pour la mort. La première chambre des enquêtes se décida pour les deux peines, et condamna Burdéus à avoir la tête tranchée, les quatre membres coupés, et à être préalablement appliqué à la question.

Aux premières étreintes de la torture, l'ancien moine augustin confessa ses crimes, dénonça ses complices et reconnut, dans cet arrêt de la justice humaine, la main vengeresse de la justice de Dieu. Il marcha au supplice, le 3 février 1609, le front baissé, humilié et repentant, parlant au peuple, d'une voix suppliante, à la porte de l'église des carmes, devant le couvent des augustins et sur l'échafaud de la place Saint-Georges, en affirmant sa foi dans la religion catholique.

Après lui, Gayraud comparut au Parlement et soutint la question ordinaire, sans défaillance et sans rien avouer. On le laissa presque mourir de faim. Rien ne pouvant ébranler son âme résolue à braver tous les supplices ; un des commissaires usa d'un stratagème barbare et lui annonça que, s'il persistait dans son obstination silencieuse, son fils serait arrêté et supplicié à son tour. Les alarmes de la tendresse paternelle amollirent ce cœur qui défiait les cruelles douleurs de la question, et lui arrachèrent des aveux. Il entendit, sans tressaillir, prononcer l'arrêt de mort et monta froidement sur l'échafaud, encore rouge du sang de Burdéus. En sa qualité de gentilhomme, il fut d'abord décapité et puis écartelé. Avant de mourir, il adressa au peuple de tou-

chantes paroles, en demandant pardon à Dieu et aux hommes du crime qu'il avait commis.

De l'étroite fenêtre de son cachot, Violante écoutait les bruits de l'audience et les cris du peuple ; elle écrivait à Candolas des lettres brûlantes, où elle l'adjurait de ne rien révéler, en s'engageant à se marier avec lui, dès que la justice lui aurait rendu la liberté ; mais son heure était venue. « Voici, dit le rapporteur du procès, la misérable Violante qui vient à la catastrophe de cette sanglante tragédie, comme en étant l'argument et le sujet. Elle se présente, non point, avec ses ris et mignardises qui servaient d'appas à ses amants, mais avec un visage hideux et épouvantable, pour les crimes d'impudicité, d'adultère, inceste, sacrilège, trahison, meurtre et assassinat, dont elle est accusée et presque convaincue de tous ensemble. » Par un sentiment de pitié envers sa famille, le Parlement, au lieu de la condamner à être pendue et brûlée, lui infligea la question et la décapitation. Elle resta ferme et muette dans la torture ; les tourmenteurs eurent sur elle moins de prise que le confesseur. Au sortir de sa confession, elle fit prier le premier président d'entrer dans son cachot, et là, dévoilant largement les faiblesses et les impuretés de sa vie, elle soutint qu'elle mourait innocente du meurtre de son mari.

Le 14 du même mois de février, elle monta sur le tombereau des suppliciés, par une de ces journées froides et brumeuses où courent les derniers souffles de l'hiver. Les insultes pleuvaient autour d'elle ; elle détournait la tête, hésitant entre le pardon et le dédain. Quand elle parut sur l'échafaud, elle regarda la foule

amassée sur la place Saint-Georges, sans pâlir et sans trembler, et, se dégageant des mains du bourreau, elle prononça, d'une voix vibrante, une harangue composée par elle dans sa prison.

Elle disait : « Dames de Toulouse, abandonnez, je
« vous prie, ces vanités, et regardez où les folies m'ont
« conduite, moi qui me croyais être, entre toutes les
« dames, comme l'œillet entre les fleurs, moi qui me
« plaisais à me montrer si superbe, si pompeuse, si at-
« tifée. Que sont devenus mes cheveux représentant les
« ondes de la mer, ces nœuds de couleur, ces pendants
« d'oreille et cette face que j'étais si curieuse d'embellir
« avec tant de fard, et laquelle je mirais si souvent ?
« Mais qu'est ceci ? Où est ma blancheur, où est ma li-
« berté ? Regardez donc, mesdames, ces tendres mains
« serrées d'une grosse corde, mes yeux bas, leur couleur
« blême et ternie ; regardez ce visage amaigri, pâli, dif-
« forme et bien laid, et autrefois si riant. Regardez ce
« chef superbe voilé d'une toile grossière et qui sera
« tout maintenant séparé de son corps, à vingt-six ans.
« Or, sus, il faut déloger ; Seigneur, reçois le sacrifice de
« mon âme ! » Puis, elle s'agenouilla et courba la tête ;
le bourreau s'avança et d'un coup de hache fit rouler la
tête à trois pas. Après elle, Candolas, Esbaldit et un
autre complice, l'aventurier Roque, périrent aussi de la
main du bourreau.

A la suite de ces arrêts, le premier président s'écriait :
« Que les scélérats et les impies s'enfuient où ils vou-
« dront, qu'ils passent les mers, qu'ils émigrent dans
« les contrées les plus éloignées, qu'ils cherchent les
« cachettes les plus secrètes, qu'ils cachent aussi les té-

« moins, qu'ils soient inaccessibles aux remords, ce qui
« arrive rarement si cela arrive, il y aura un moment où
« ils subiront la peine qu'ils se seront efforcés d'éviter de
« toute la vitesse de leurs chevaux et de leurs voiles. »

A l'imitation de Jean de Coras, dans le procès de Martin Guerre, Guillaume de Ségla reprit chaque phrase de son rapport et de l'arrêt, en plus de cent annotations remplies des souvenirs de la Grèce, de Rome et de la Bible. On y retrouve Platon et Aristote amoureux aux jours de la vieillesse, Salomon et la Sulamite, les vieillards et la chaste Suzanne, au milieu de pensées d'une pureté et d'une élévation qui reposent l'esprit de tant de choses étranges et confuses. Sur les devoirs de la justice, d'Aguesseau n'a pas souvent mieux parlé que le conseiller Guillaume de Ségla.

En comparant ces annotations du rapport et de l'arrêt avec les discours de Burdés et de Violante au pied de l'échafaud, on retrouve au milieu de leurs lamentations prolongées, les mêmes images et les mêmes fleurs. Cette profusion de citations et d'allusions savantes ne pouvait guère entrer, à ces heures terribles, dans l'esprit de Burdés et de Violante. S'ils parlèrent au peuple, en invoquant les prières humaines et le divin pardon, leur langage eut, sans doute, une simplicité plus recueillie. On peut croire que ces oraisons, ainsi que les appellent les *Mémoires* du temps, sont sorties de l'imagination du rapporteur, Guillaume de Ségla, ou qu'elles ont été simplement corrigées et ornées par lui.

Un crime plus effroyable allait mettre la France en deuil. A Paris, le 14 du mois de mai 1610, dans la rue de la Ferronnerie, Henri IV expirait, le cœur percé par

le poignard de Ravailac. A Toulouse, le peuple répandu par la ville, comme aux jours d'émeutes, refusait de croire à cette sinistre nouvelle. Il gardait fidèlement au cœur le souvenir de cette belle parole : « Qui s'en prend à mon peuple, s'en prend à moi. » Les lettres du connétable, du duc de Ventadour et de la reine régente, adressées au Parlement, lui enlevèrent toute espérance.

Cette nouvelle arriva, le soir du 19 mai, au premier président qui se hâta de mander auprès de lui les présidents de Paulo, de la Terrasse, de Saint-Félix et de Bertier, et quelques anciens conseillers de la grand'chambre, afin de pourvoir aux mesures nécessaires au maintien de la paix dans la province. Le premier président écrivit aux villes, aux communautés et aux gentils-hommes du ressort de veiller à la tranquillité publique ; mais le lendemain étant le jour de l'Ascension, il n'assembla le Parlement que le 21 mai, pour l'informer de la mort du roi, et lui recommander de vivre dans l'union et la concorde.

Le 22 mai, il lut cette lettre de Louis XIII à la grand'chambre. « De par le roi, à nos amis et féaux, « nous vous faisons celle-ci, en hâte, pour vous dire le « sinistre accident arrivé, aujourd'hui, au roi, notre très « honoré seigneur et père, qui a été blessé d'un coup de « couteau, dont il est à l'instant décédé. Celui qui a « commis ce malheureux acte a été pris, et appren- « drons de lui qui l'a mis à commettre cette méchanceté « et cruel parricide, dont nous vous ferons savoir par- « ticulières nouvelles dans deux jours ; cependant nous « vous prions et exhortons de continuer, envers nous,

« la fidélité que vous avez toujours témoignée en toutes
« sortes d'occasions, concernant le bien de cet État,
« faisant contenir un chacun en paix et repos, sans s'é-
« mouvoir, donnant ordre que les édits de pacification
« soient observés. Vous recevrez celle-ci par les mains
« du sieur Caumels, avocat général, que nous renvoyons
« par de là, et vous dira l'état auquel il nous a laissé,
« sur lequel nous nous remettons. Donné à Paris, ce
« quatorzième jour du mois de mai 1610.

LOUIS. »

Cette lecture terminée, le premier président commanda au greffier de lire les délibérations prises par la Cour, au moment de la mort des rois François I^{er}, Henri II, François II et Charles IX, et la Cour manda aussitôt les officiers de la ville, pour les exhorter à l'obéissance envers le nouveau roi. A ce moment, entrèrent à la grand'chambre Cornusson, sénéchal de Toulouse, de Gineste, juge-mage, de Loupès, juge criminel, les maîtres des ports, le viguier Rabaudy, divers officiers de la viguerie ou de la sénéchaussée et quatre capitouls, auxquels le premier président adressa des injonctions de continuer à se tenir en paix, et de maintenir le repos des sujets dans le ressort.

Telle fut la douleur des parlementaires, que le premier président se vit obligé de secouer leur abattement et de les rappeler, chambres assemblées, au soin de veiller à la tranquillité de la province. Tout ce que les parlementaires et les gentilshommes du ressort avaient de fortune, d'intelligence et de courage, ils le mirent au service de la justice et de l'État. De leur côté, les protestants des villes les plus remuantes apportèrent,

au Parlement, l'assurance de leur soumission. Henri IV avait eu raison de dire, un jour, au Parlement, qu'en ne le voyant plus, on l'aimerait et que lorsqu'on l'aurait perdu, on le regretterait. Il laissait la France en pleine prospérité et dans une trêve de dix années.

Le greffier, à cheval, proclama, au milieu d'une population en larmes, l'avènement du roi Louis XIII à la couronne, en poussant le cri de « Vive le roi ! » Le Parlement suspendit le cours de la justice jusqu'au jour de la cérémonie des funérailles qui eurent un grand éclat. Le 3 juin, les parlementaires en robes rouges et en chapeaux fourrés, se rendirent à sept heures du matin à la grand'chambre ; tous les ordres de la ville les y attendaient. Le cortège se mit en marche, les réveilleurs avec leurs cloches, en avant, suivis des pauvres de l'hôpital avec la croix et les prêtres, les frères capucins, les religieux de Saint-Antoine, les frères mineurs, les religieux du tiers ordre de tous les couvents, les moines augustins, les carmes, les cordeliers, les frères prêcheurs, les paroisses, les chapitres, les confréries, le capitaine et les gardes de la santé conduisant cent vingt pauvres en deuil et portant des torches aux armoiries du roi avec l'écusson de la ville, les bailes et les maîtres anciens de tous les métiers ayant aux mains des torches et le blason du roi, le guet en casaque rouge, les huit sergents des capitouls, le verguier avec sa masse d'argent, les juges et les greffiers de la police portant aussi le blason royal et des torches allumées. Après eux s'avançaient les capitouls en robes et manteaux, portant un grand drapeau de velours noir, croisé de satin blanc où brillaient les armes du roi

brodées en or. Puis, venaient les bourgeois de robe longue et courte, les huissiers des requêtes en robes et chaperons, sans verge, les cent vingt pauvres de la Cour, avec des torches noires aux armes du roi, les huissiers du Parlement en robes violettes et chaperons, verge à la main, le premier huissier en robe rouge et bonnet royal.

Les huissiers précédaient le Parlement en robes rouges, manteaux, mortiers et chaperons, comme à la Saint-Martin. A la suite du Parlement, venaient les trésoriers généraux, les bedeaux de l'Université avec leur masse, le recteur, l'inquisiteur de la foi, les régents de l'Université, les officiers de la sénéchaussée et des juridictions de la ville, les avocats, les procureurs, les clerks des greffes et les notaires de la ville.

Le cortège sorti par la grande porte du Palais passa sur la place du Salin et se dirigea vers l'église Saint-Jacques tendue de noir, l'église Saint-Étienne étant alors brûlée. L'évêque de Lombez célébra la messe à côté de la chapelle ardente dressée en l'honneur du roi. Vers la fin de la cérémonie, un différend s'éleva entre le chapitre et les capitouls qui se disputaient le drap de velours noir placé sur la bière. Dans ce désordre, il y eut des coups échangés, mais on s'en remit à la décision du premier président qui apaisa ce tumulte et donna tort, à la fois, au chapitre et aux capitouls. Puis le Parlement se retira.

La noblesse avait demandé à assister à cette cérémonie des funérailles, en corps, au nombre de cent vingt gentilshommes, après le drap mortuaire porté par les capitouls. C'était là une nouveauté, la noblesse n'ayant

pas encore eu de rang à ces sortes de cérémonies funèbres, mais le Parlement ne voulant pas froisser la noblesse fidèle à la mémoire du roi qu'elle pleurait, consentit à la laisser marcher devant les cent vingt pauvres qui devaient précéder la Cour. Une frivole question de vanité empêcha les gentilshommes de s'accorder entre eux sur la date de leur noblesse et sur le pas et la préséance : ils ne parurent point à ces obsèques royales, non plus que les maîtres des requêtes qui refusèrent de marcher après le doyen ayant le mortier et le manteau des présidents. Les évêques sollicitaient des places parmi les membres du Parlement : il leur fut répondu que leurs vraies places devaient être avec le clergé.

Le vœu de ce roi vaillant et sage n'avait pas été exaucé ; il songeait souvent à visiter le Palais de justice, l'ancien Palais de ses ancêtres et il disait, un jour, entre Gabrielle et Sully : « Dieu me fera peut-être la grâce, « en ma vieillesse, de me donner le temps d'aller, « deux ou trois fois par semaine, au Parlement, comme « y allait le bon roi Louis XII, pour travailler à l'abréviation des procès. Ce seront là mes dernières promenades. » Dieu ne laissa point vieillir Henri IV et ne lui permit pas de commencer ces promenades espérées et rêvées au lendemain de son avènement à la couronne. La justice dont il eut tant le souci ne doit pas oublier que ce grand roi souhaita, cent ans après Louis XII, d'aller aux audiences voir juger les procès et entendre plaider les avocats. N'avait-on pas amené au Palais le duc de Savoie, pendant une plaidoirie d'Antoine Le Maître, pour lui donner la plus haute idée de l'éloquence judiciaire et de l'esprit français ?

Il ne tint presque jamais rancune aux magistrats ligueurs. Dans sa large tolérance en matière religieuse, il ne se souvenait guère des résistances ou des violences. Le roi de France ne vengea point les injures du Béarnais : il soutenait même ses anciens ennemis contre ses amis de la veille, les vieux soldats de la bonne cause, gens de guerre ou de robe qui avaient souffert et combattu pour leur maître, et qui s'indignaient des pardons si généreusement accordés à leurs proscripteurs d'autrefois. Le regard du roi portait plus loin : dans ce retour à la clémence et à l'oubli des torts du passé, il apercevait la défaite des partis et la renaissance du royaume.

S'il eut beaucoup à se plaindre de la magistrature, il eut aussi à se louer d'elle, surtout à Toulouse, où il effaça, par son esprit d'union et de réconciliation, la trace des divisions anciennes. Le Parlement de Toulouse ne le comprit pas toujours, et parmi les magistrats, il en était qui le blâmaient de choisir ses conseillers politiques dans les rangs de ses ennemis. Il leur tenait tête et ne voulait qu'une magistrature, de même qu'il n'y avait plus qu'une nation. Certes, et malgré sa fameuse harangue devant les notables de Rouen en 1596, il ne se mit jamais en tutelle et se dégagea des entraves des Parlements, mais il n'imposa jamais silence aux Cours souveraines. Avec son fin et pénétrant esprit, il comprit, au sortir des désordres de la Ligue, que ce serait chose impolitique de ne pas s'appuyer sur tous les partis, et d'humilier et de blesser les Parlements en les mettant à l'écart.

Il prit, plus d'une fois, leurs avis, dans les affaires de

l'État, cherchant à s'éclairer, discutant avec eux, et leur jetant comme à Sully et à Bellièvre, tantôt des roses à la tête selon le mot charmant d'Anne d'Autriche, et tantôt la pointe de sa bonne humeur et de sa raillerie. De Montauban, il écrivait, en 1535, au Parlement de Toulouse :
« Si par quelques bons avis et conseils , je puis quel-
« que chose au bien de cet État, vous me trouverez tou-
« jours très disposé à les recevoir et vous prie de m'a-
« vertir, aux occasions, sans toutefois ajouter foi à ces
« ombrageux qui ne tendent qu'à obscurcir mes actions
« ou s'opposer au soleil même, comme il est croyable
« qu'en une compagnie si célèbre, plusieurs clairvoyants
« le peuvent apercevoir. »

Personne n'a eu, autant que lui, la soudaineté, l'entrain, la phrase courte et ailée, le mot ferme et de première venue, la raison mordante et adroite et la gaieté française, avec l'accent du cœur : son éloquence était à lui et rien qu'à lui ; il en a emporté le secret dans la tombe. Il ne fut d'ailleurs si habile en son langage que parce qu'il était sincère. Tour à tour ingénieux et familier, prompt à s'emporter et prompt à revenir, il portait toujours avec lui cette belle humeur gasconne que nul revers ou nul triomphe ne lui enlevèrent jamais. En parlant aux compagnies judiciaires, il n'eut ni le pédantisme des lettrés du seizième siècle, ni l'élégance de ceux du dix-septième ; mais sa parole vive, hardie, toujours française en son tour et jusqu'en ses méprises et ses fautes, se joue à travers toutes les saillies de l'esprit et rencontre, comme d'instinct, le mot juste, clair et chaud. Mais la discussion finie, il entendait rester le maître et savait royalement parler aux Cours souverai-

nes qui prolongeaient leurs résistances : « Ce n'est pas à vous à donner la loi, mais à la recevoir de nous. Je suis roi et parle en roi. » Il ne parlait plus alors en jaquette grise, mais en habit royal.

Quel prince entendit, mieux que ce vainqueur d'Arques et d'Ivry, l'administration de la justice et laissa, dans ses lettres et ses harangues, de plus nobles et de plus touchants enseignements sur les devoirs des magistrats, la grandeur de leur tâche et le respect dû à leurs arrêts. Il leur écrivait, tantôt qu'ils étaient les yeux du royaume et les colonnes de la nation, et tantôt qu'il ne leur suffisait pas d'être gens de bien, mais qu'ils en devaient avoir la réputation entière, gardant le bon droit et la justice à tous, sans faveur ni animosité. Sous les choses de la politique se cachaient souvent l'émotion, la tendresse et l'étincelle brillante. Si son édit de janvier 1597 n'égala pas, en étendue, les grandes conceptions du chancelier de l'Hôpital, il a sa large place dans l'histoire de notre organisation judiciaire.

Il y a peut-être une tache à ce panache blanc. De la même main qui travaillait à rendre meilleur le sort des plaideurs, Henri IV mit plus tard, sur les offices, le fameux droit annuel de la Paulette, calculé sur le soixantième de l'office, et à l'aide duquel les magistrats obtenaient la jouissance de leurs charges en propriété héréditaire. De Thou l'en a censuré, en disant que le mérite était compté pour rien, puisque l'argent était tout. Le vieux Charron, qui s'inspirait d'une harangue du chancelier de l'Hôpital, a aussi flétri la vénalité des charges, dans son chapitre sur les devoirs des magistrats : « De briguer et poursuivre des charges publiques,

« mêmement de judicature, c'est chose vilaine, condam-
« née par toutes bonnes lois, même des païens. De les
« acheter est encore plus vilain et puant, et n'y a point
« de plus sordide et vilaine marchandise que celle-là. »

J'ai cité de Thou et Charron ; je pourrais citer Bodin, et Montaigne. Ils oubliaient tous cet examen d'une sévérité légendaire que les Parlements imposaient à ceux qui briguaient la robe rouge et qui fit reculer bien des vanités et des ambitions déplacées. Cette vénalité des charges a-t-elle bien porté atteinte à la magistrature, dans son essence et dans la hauteur de sa mission ? Royer-Collard, qui se connaissait en hommes et en caractères, ne l'a pas pensé, et on l'a souvent entendu s'écrier que de cette hérédité des charges, dans les familles, était sortie cette grande magistrature française, dont les belles traditions ont commandé le respect, de siècle en siècle.

Il était parfois arrivé à Henri IV, ainsi qu'il le fit pour le Parlement de Toulouse, de vouloir jeter dans certains procès, le poids de ses sollicitations ou de ses volontés. Il chercha surtout à peser sur les chambres de l'Édit et, en particulier, sur la chambre de Castres. Les magistrats le blâmaient de cette intervention : le roi ne tardait pas à revenir et permettait aux Cours souveraines de lui prouver qu'il se trompait. On le vit bien, quand il répara, avec tant de grâce, le tort fait au Parlement de Toulouse, en mandant des magistrats qui s'étaient opposés à un arrêt du Conseil et avaient envoyé des remontrances. Il céda, parce que l'exercice du pouvoir absolu n'émoussa jamais en lui son esprit de sagesse et de justice.

C'est surtout en matière criminelle qu'il montra son rare esprit de gouvernement. Loin de pousser aux condamnations des crimes qui se rattachaient aux dissensions religieuses de son siècle, il cherchait à fermer l'ère des guerres religieuses, en épargnant diverses classes de coupables, et en gourmandant les lenteurs ou les sévérités qui retardaient la soumission des rebelles et la réconciliation des partis. Le président de Gramond a bien fait de l'appeler un des plus grands rois de ce monde.

Après la mort d'Henri IV, la grand'chambre décida, le 4 juin, que, le dimanche suivant, serait faite une procession générale où la Cour paraîtrait en robes rouges et qu'un *Te Deum* serait chanté, en l'honneur de Louis XIII, à l'église Saint-Jacques. Au sortir de l'église, le Parlement se rendit sur la place Saint-Étienne pour allumer le feu de joie. Là, le capitoul Carrière ayant donné un flambeau au premier président, voulut aussi allumer le feu. La Cour s'y opposa parce qu'un capitoul aurait ainsi marché de pair avec le premier président. Le feu ne fut allumé que par le chef du Parlement qui retira le flambeau des mains du capitoul, et jeta la torche dans le brasier.

Selon l'ancien usage, le Parlement envoie, au nouveau roi, une députation composée du président de Paulo, du doyen des conseillers, Bernard d'Assézat, et de Mathieu de Chalvet, président de la seconde chambre des enquêtes. Le premier président Nicolas de Verdun partit avec eux pour ne plus revenir. Il venait d'obtenir les lettres de confirmation de son Parlement, alors composé de six présidents à mortier, d'environ cent conseil-

lers, d'un procureur général et de deux avocats généraux, lorsqu'il fut appelé à la première présidence du Parlement de Paris, laissée par le premier président de Harlay et briguée par le président de Thou. C'est ainsi que de Thou a parlé de Nicolas de Verdun, avec une dureté où perce le ressentiment de sa défaite.

Les récriminations de de Thou n'ont rien enlevé au premier président de Verdun de sa renommée de savoir, de sagesse et de cette gravité tempérée par un esprit fin et enclin aux douces railleries, qui faisait dire aux gens de robe des Palais de Paris ou de Toulouse : l'esprit de M. de Verdun, comme on dira à la cour du grand roi, l'esprit des Mortemart. A son visage sillonné, avec barbe et moustache de couleur un peu fauve rappelant la couleur de la barbe d'Omer Talon, il y a un air sombre et chagrin, cet air morose qui inquiétait les procureurs et effrayait les clercs de la Basoche ; mais les yeux ont une clarté singulière : on dirait que la moquerie en sort dans un éclair.

En le perdant, la ville de Toulouse célébra le souvenir de son passage au Parlement par des louanges en prose et en vers. Il aimait les lettres et les arts, autant que la science du droit, et c'est à lui que Voiture dédia ses premiers vers. Quand Nicolas de Verdun perdit sa femme, Malherbe lui adressa des stances qui se terminaient par cette belle strophe :

La justice, le glaive en main,
Est un pouvoir autre qu'humain,
Contre les révoltes civiles.
Elle seule fait l'ordre, et les sceptres des rois
N'ont que des pompes inutiles,
S'ils ne sont appuyés de la force des lois.

La ville de Toulouse avait raison de le louer, en vers grecs, latins et français ; elle lui devait l'achèvement de son beau pont sur la Garonne, et l'arrivée au collège de l'Esquile de César Boulanger qui y prit la chaire du fameux Barclai. Étant encore premier président du Parlement de Toulouse, il assista au sacre de Louis XIII, dans la cathédrale de Reims, d'où il écrivit au Parlement une belle lettre sur cette magnifique cérémonie. C'était la troisième fois que les rois appelaient un premier président de Toulouse à la première présidence du Parlement de Paris, mais là, l'étoile de Nicolas de Verdun sembla pâlir, quoi qu'en ait dit le poète Théophile de Viau, dans sa « très humble requête », du fond de sa prison :

Paris est jaloux que Toulouse
Ait eu devant lui tant d'honneur.

Les parlementaires confirmés dans leurs charges, à l'avènement de Louis XIII, étaient :

M. de Verdun, premier président ;

MM. de Paulo, de Lestang. Potier, de Saint-Félix, de Bertier, La Roche-flavin, de Chalvet, de Frézals, de Sevin et de Buisson, présidents ; conseillers, MM. d'Assézat, de Rudelle, Sabatier, Ambès, d'Ouvrier, de Forest, Melet, de Laporte, de Lacoste, Junius, Papus, Calmels, Bouret, Leconte, de Caulet, de Mansencal, de Catel, de Pins, Bertrand, Barthélemy, de Caumels, de Cambolas, de Vesian, Vedelli, Maussac, Prohenques, Ségla, Dupin, d'Hautpoul, de Rességuier, Calvière, Nupces, Masnau, Roux, Nos, Chastanet, Olivier, de Rabaudy, Février, Bertrand jeune, Dufaur, Viguerie, Cadillac, Claret, Toupignon, de Cassand, de Boyer, Du-

busca, Balanguier, Gargas, Borderia, Josse, de Paulo, Lafont, de Bertier, de Ciron, Lenoir, Demay, Agret, Druilhet, Durand, de Catellan, Tiffaut, Boyssel, Fillères, Terlon, Tourreil, Bachelier, Benoit, Senaux, Pompiagnac, Lombrail. MM. de Caumels et de Beloi étaient avocats généraux, de Caminade, procureur général, Étienne Malenfant, greffier civil, et Dubourg, greffier criminel.

La retraite ou la mort emportèrent bien des magistrats. Mathieu de Chalvet, président des enquêtes, et le président de Saint-Félix, inclinant toujours vers le parti des politiques, Gaubert de Caminade, qui se démit de ses fonctions de procureur général, en faveur de Saint-Félix, neveu du président. Ce Gaubert de Caminade est celui que Pélisson a appelé l'illustre président de Caminade, déployant selon les événements, les maîtresses voiles de l'éloquence, du génie des affaires et des belles lettres, grand ami du poète Maynard, qui a vanté son goût délicat et son esprit de bonne roche. C'est en parlant de lui que Maynard disait que les Toulousains s'étaient polis et que si Ronsard revenait au monde, il ne soutiendrait plus que l'éloquence n'avait jamais franchi les bords de la Loire. Il est vrai que le président de Caminade envoyait, chaque année, à Maynard, le jour des étrennes, un beau livre richement relié.

Le président Philippe de Bertier attiré vers la solitude céda sa charge au conseiller Jean de Bertier son fils. Ses poèmes latins sur les reliques de l'église Saint-Sernin respirent une élégance qui fait souvenir de Virgile, et un vif amour de la religion et de la patrie. On a de lui de beaux vers sur l'aqueduc fameux, construit par la reine

Pédaque ou la reine aux pieds d'oie, femme d'un roi Wisigoth, aqueduc aux magnifiques arcades tombées en poussière et qui amenaient aux fontaines de Toulouse les eaux des claires fontaines de Lardenne. Il écrivit aussi un curieux traité sur l'empire romain et l'ancienne police des églises. Il se préparait à publier un savant commentaire sur les *Œuvres publiques* dont Catel eut des fragments sous les yeux, lorsque la mort le surprit et dispersa, d'un coup d'aile, les pages de ce livre perdu pour nous. Son buste a été placé au Capitole, à la salle des Illustres. En souvenir des services du père et de la noblesse de la race, le Parlement laissa Jean de Bertier s'asseoir sur le siège de son père, bien qu'il n'eût pas atteint la quarantième année prescrite par les ordonnances pour les fonctions de président.

L'avocat général Pierre de Caumels, du parti des politiques comme Saint-Félix, mais plus ferme et plus savant que lui, descend à son tour dans la tombe, et son collègue Pierre de Beloi le suit de près, affaibli, épuisé et vieilli avant l'âge. Jamais vie ne fut remplie de moins de jours et de plus de patients et féconds travaux ; il avait traversé la Ligue, sans se mêler à ses révoltes, toujours fidèle à son roi, se reposant des agitations de son siècle dans les doux travaux de l'histoire et des lettres. D'un de ses commentaires sur un édit royal, publié aux années de la vieillesse, s'est exhalée une parole mélancolique qui ressemble à un reproche. En dédiant ce mémoire à Henri IV, il se plaint d'être trop éloigné du soleil royal et du Louvre, où « il y en a encore qui font semblant d'ignorer les services rendus ». Il n'était pas seul à se plaindre de l'ingratitude du roi ; on sait que

Duplessis-Mornay et d'Aubigné en avaient murmuré avant lui. Mais son amour pour le roi de France l'emportait sur les désillusions et les regrets, et il se reprenait à l'appeler encore : « Soleil aimable et gracieux, « ayant chassé toutes les ténèbres. » Henri IV sentit l'aiguillon et le nomma premier président au Parlement de Bordeaux ; Pierre de Beloi n'eut pas le temps d'aller s'asseoir sur ce haut siège. La mort le surprit à Toulouse, où il fut enseveli dans sa robe d'avocat général. Son fils eut moins de bonheur que le fils du président de Bertier : trop jeune pour succéder à son père, il resta au barreau. Le conseiller Jean-Baptiste de Ciron hérita de cette charge d'avocat général et renoua, par un brillant anneau, la chaîne séculaire de l'éloquence au parquet du Parlement. Les pertes se réparaient et les parlementaires, en se renouvelant, se transmettaient, de main en main, comme aux fêtes de la Grèce, le flambeau sacré de l'amour de la justice et de la patrie.

FIN DU TOME PREMIER

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	I
-------------------	---

CHAPITRE PREMIER

Le quatrième siècle. — La vieille Toulouse. — Le droit écrit et les lois romaines. — Premières assemblées de justice à Toulouse. — Les comtes de Toulouse. — Le roi Louis le Débonnaire. — Les comtes palatins. — La justice des comtes de Toulouse. — Guerre des Albigeois et Simon de Montfort. — Le comte Alphonse. — Le roi Philippe le Hardi et la réunion du comté de Toulouse à la couronne. — La justice à cette époque. — Arrêts rendus par la Cour instituée par Philippe le Hardi. — Ordonnance de Philippe le Bel. — Le Parlement en 1303. Son installation par le roi. — Erreurs des annalistes, — Origine du droit d'enregistrement. — Charles VI. — Lettres patentes du dauphin en 1420 érigeant le Parlement de Toulouse en Cour souveraine. — Arrêts de ce Parlement. — Le président Dominique de Florence. — Mort de Charles VI. — Cérémonie des funérailles au Parlement. — Les parlementaires de ce temps. — Charles VII. — La peste. — Le Parlement à Poitiers. — Les bandes de routiers. — Réunion à Poitiers des deux Parlements de Paris et de Toulouse. — Rétablissement du Parlement à Toulouse en 1443. — Les membres de ce Parlement. — Ressort du Parlement. — Séparation définitive des deux Parlements de Paris et de Toulouse..... I

CHAPITRE II

Ouverture du Parlement le 4 juin 1444. — Cérémonie de l'installation. — Rivalités des deux Parlements de Paris et de Toulouse. — Attributions du Parlement de Toulouse. — Procès tranchés par ce Parlement. — Le premier président Aynard de Bletterens. — Gages des magistrats. — Le premier président Jacques de Meaux. — Cérémonie de son installation — Le garde des sceaux du Parlement. — Création de la chambre des enquêtes. — La pragmatique sanction. — Désordres du clergé. — Disputes de préséance. — La peste. —

Le président Jean Dacy. — Arrestation du duc d'Alençon. — Avènement de Louis XI. — Confirmation par le nouveau roi du Parlement de Toulouse. — Destitution de certains membres du Parlement. — Le premier président Jean Daunet. — Différend entre le roi et le Parlement. — Nomination des capitouls par le Parlement. — Création du Parlement de Bordeaux. — Entrée de Louis XI à Toulouse. — Langue latine remplacée dans les plaidoiries par la langue française. — La peste. — Émigration du Parlement. — Ligue du bien public. — Droit de séance au Parlement de Paris accordé par le roi au premier président de Toulouse. — Jean de Nanterre nommé premier président à Toulouse. — Son refus. — Brigues pour la première présidence à Toulouse. — Henri de Marle, premier président. — Plaintes des États. — Réclamations des sénéchaussées de Carcassonne et de Beaucaire. — Lutte du Parlement contre le roi. — Suspension du Parlement. — Révocation du premier président de Marle. — Le premier président de la Vernade. — La chevalerie des lois. — Translation du Parlement à Montpellier. — Inamovibilité de la magistrature. — Retour du Parlement à Toulouse. — Le Parlement déclaré fixe et permanent à Toulouse. — Le président Duverger.... .. 36

CHAPITRE III

Cérémonie de l'installation du Parlement. — Composition du Parlement. — Règlement sévère du Parlement. — Les tortures. — L'Université de Toulouse. — L'avocat du roi Jean Sarrat. — Le Parlement se renouvelle. — Traité avec le duc de Bourgogne. — Le Quercy enlevé au Parlement et repris par lui. — La peste. — Les États du Languedoc. — Conspiration du comte d'Armagnac, duc de Nemours. — Refus du Parlement d'enregistrer des aliénations du domaine royal. — Parlementaires de Toulouse désignés pour faire partie d'une ambassade en Italie. — Le président Antoine de Morlhon. — La peste. — Émigration du Parlement. — La pragmatique sanction. — Le procureur général Jean d'Olive. — Le procureur général Jean Doyat. — Mort de Louis XI. — Charles VIII. — Lettres de confirmation du Parlement. — La branche d'Armagnac. — Les États à Tours. — La peste. — Construction de murailles de briques formant l'enceinte de Toulouse. — Troubles dans la province et à la Cour du roi. — Usurpation des gouverneurs. — Résistance du Parlement. — Fin du quinzième siècle. — Désordres du clergé. — Rigueurs du Parlement. — Désordres dans les juridictions. — Création d'une nouvelle présidence au Parlement. — Châtiment infligé au conseiller clerc Arnaud de Roquette. — Irritation des parlementaires. — Les sermonnaires. — Olivier Maillard. — Divisions dans le clergé. — Émeutes. — La peste. — Bandes espagnoles. — Mort du premier président Bernard

Lauret. — Jean Sarrat nommé premier président. — Duprat, avocat général à Toulouse. — Procès de Jean de Foix et de Catherine de Navarre. — Ordonnance sur la tenue des grands jours. — Avènement de Louis XII. — Règlement pour l'administration de la justice. — Remontrances du Parlement. — Les États du Languedoc. — La peste. — La pragmatique. — La famine. — Procès de Guillaume Briçonnet, cardinal et archevêque de Reims, contre Jean, cardinal de Pérouse, de Bertrand de l'Hôpital contre le cardinal d'Albret. — Les gentilshommes du comté de Comminges. — Le Parlement arrête l'invasion espagnole aux frontières. — Mercuriales. — Nouveaux magistrats au Parlement. — Le premier président Nicolas de Saint-Pierre. — Intrigues pour obtenir une charge au Parlement. — Querelles de préséance. — Grandeur naissante du Parlement..... 64

CHAPITRE IV

Procès du maréchal de Gié. — Le Parlement demande la création de charges nouvelles. — La peste. — Mort du duc de Bourbon. — Le travail au Parlement. — Les audiences matinales. — La vie retirée des parlementaires. — Préséances. — Le premier président Pierre de Saint-André. — Sévérité du Parlement. — Costume des parlementaires. — Le conseiller clerc Jean de Pins. — Querelles intérieures. — Maximes de l'église gallicane. — Procès de Gaston de Lomagne. — Remontrances. — Le maître des requêtes Adam Fumée. — Irritation du roi. — Harangues d'Adam Fumée et du premier président. — Menaces du Parlement de renvoyer au roi la clef du Palais et de suspendre le cours de la justice. — Lettre du roi blâmant le Parlement. — Opposition du Parlement. — Soumission du Parlement..... 105

CHAPITRE V

Réformes dans les juridictions inférieures. — Le tribunal de l'Inquisition. — Menaces d'invasion par les Espagnols. — Le Parlement demande à siéger pendant les vacances — Belle réponse du roi. — Mesures prises par le Parlement pendant la guerre. — Arrêts contre le roi et la reine de Navarre. — Leur infortune. — Le président Étienne d'Aufréry. — Avènement de François I^{er}. — Vénalité des charges. — Remontrances. — Le Parlement à l'avènement de François I^{er}. — Querelle entre le grand Conseil et le Parlement. — Le connétable de Bourbon gouverneur de la province. — Le sire de Tournon. — Réformes dans l'Université. — Levée du marc d'argent. — Résistance du Parlement. — Création de nouvelles charges au Parlement. — Concordat entre François I^{er} et Léon X. — Résistance du Parlement à enregistrer le concordat. — Le légat du Saint-Siège. —

Réforme de la discipline dans les cloîtres. — Création de nouvelles charges. — Serment imposé aux nouveaux magistrats. — Sévérité du Parlement dans le choix de ses magistrats. — La réforme fait son invasion à Toulouse. — La peste. — Menaces d'une invasion espagnole. — Préparatifs de défense. — Réformes intérieures au Parlement. — Imposition de guerre demandée à Toulouse par le roi. — Procès des complices du connétable de Bourbon. — Déroute de Pavie. — Deuil du Parlement. — La chanson des clercs de la Basoche. — Organisation de la défense nationale. — Toulouse, ville de guerre 122

CHAPITRE VI

Mort du premier président Pierre de Saint-André. — Le premier président Jacques de Minut. — Son installation. — Création de nouvelles charges. — Le Parlement continue à siéger pendant les vacances. — Les fêtes publiques interdites. — Prières pour la délivrance du roi. — Procession générale. — Vœu du roi acquitté par le premier président. — Ordonnances contre le luxe. — Sévérité du Parlement sur les absences des magistrats. — Arrêt contre la comtesse d'Astarac, exécuté à coups de canon. — Succession de Claude de Foix disputée par Charles de Luxembourg et le roi de Navarre. — La réforme à Toulouse. — Souffle religieux et poétique. — Rigueur du Parlement contre les sectaires. — Progrès de la réforme et sermonnaires de la Réforme. — Traité de Madrid. — Impôt levé par la ville de Toulouse. — La famine. — La peste. — Le gouverneur Anne de Montmorency. — Résistance du Parlement au démembrement de la couronne après le traité de Madrid. — La famine et la peste. — L'Université. — Les écoliers. — Les maîtres. — Désordres. — Abolition des confréries. — Étienne Dolet. — Crimes d'hérésie. — Supplices. — La tolérance inconnue. — Jean Boissonné. — Entrée de François I^{er} à Toulouse. — Lit de justice. — La renaissance à Toulouse. — Émeutes des écoliers. — Entrée du cardinal de Gramont, archevêque de Toulouse. — Entrée du roi de Navarre et de la reine Marguerite. — Menace d'une invasion espagnole. — Préparatifs de défense. — Mort du premier président Jacques de Minut. — La belle Paule. — Mort de Jean de Pins. — Alliance de la magistrature et des lettres..... 148

CHAPITRE VII

Le premier président Jean de Bertrandi. — Le président d'Ulmo. — Son procès. — Sa condamnation. — Sa dégradation. — Sa mort. — Création de nouvelles charges. — Exemption de la taille des biens ruraux en faveur des membres du Parlement, accordée et retirée. — Abolition du serment des conseillers nommés aux nouvelles charges.

— Sévérité du Parlement dans le choix des magistrats. — La famine.
 — Le premier président Bertrandi nommé à la première présidence
 du Parlement de Paris. — Sa vie et sa mort. — Le premier prési-
 dent Jean de Mansencal. — Rigueurs du Parlement contre la Réforme. —
 Édit de François 1^{er}. — L'inquisiteur Louis de Rochette. — Re-
 doublement de rigueurs. — Trêve entre le roi de France et Charles-
 Quint. — Ordonnance royale prescrivant l'usage de la langue française
 dans les arrêts et les actes des notaires. — Dédain des excommuni-
 cations. — Troubles religieux à Beaucaire. — Les grands jours à
 Nîmes. — Les grands jours à Fleurance. — Poursuite contre la Ré-
 forme. — Arrêt du Parlement contre les écoliers. — Arrêt contre le
 conseiller Pierre de Gaillardi. — Le Parlement de Paris réforme
 l'arrêt de Toulouse. — Châtiments infligés à des parlementaires. —
 Lettre du roi pour éteindre le schisme en Languedoc. — Impôt de
 guerre levé par Toulouse. — Le roi de Navarre, gouverneur du Lan-
 guedoc. — Création de nouvelles charges au Parlement. — Résis-
 tance du Parlement. — Création de la chambre des requêtes. — La
 première pierre du pont sur la Garonne. — Procès des États du Dau-
 phiné contre Claude de Bellièvre, premier président du Parlement de
 Grenoble. — Mesures prises contre le désordre des mœurs publiques,
 contre les blasphémateurs et les empoisonneurs de fontaines. — Traité
 de Crépi. — François de Bourbon duc d'Enghien, gouverneur du Lan-
 guedoc. — La famine. — Les voleurs et les mendiants. — La peste.
 — Les Jeux Floraux. — Mort de François 1^{er}. 177

CHAPITRE VIII

Le Château-Narbonnais. — Ses ruines. — Mur d'enceinte. — Le Palais.
 — Les chambres du Palais. — Les greffes. — La buvette. — La table
 de marbre. — La salle des procureurs. — La salle des huissiers. —
 Les boutiques du Palais. — La tour de l'Aigle. — Le parquet des
 gens du roi. — Les enquêtes. — Le plafond des travaux d'Hercule. —
 La conciergerie. — La vierge du Palais. — La recluse du Palais. —
 Délabrement du Palais. — Un rêve du premier président Emmanuel
 de Cambon. 203

CHAPITRE IX

La grand'chambre. — La chambre dorée. — Les audiences royales. —
 Les audiences solennelles. — Costume des magistrats. — Entrée des
 premiers présidents au Palais. — Un sermon de Michel Menot. —
 Costume des ducs et pairs, des gouverneurs, des prélats, des maîtres
 des requêtes, des secrétaires de la chancellerie, des huissiers. —
 Le premier huissier. — Personnages invités à ces audiences. — Les

avocats. — Grandeur de ces audiences. — Ordre des préséances. — La messe rouge. — L'offrande. — Lecture des ordonnances sur les devoirs des magistrats, des huissiers, des avocats, des gens du roi, des juges inférieurs et des procureurs. — La prestation du serment est la fête du Palais. — Ouverture des audiences. — Les arrêts généraux. — Éclat des audiences..... 220

CHAPITRE X

Audiences de la grand'chambre. — Mort des parlementaires. — Mort des avocats. — Assemblées des chambres. — Vacances aux jours de fêtes. — La vie des parlementaires en vacances. — Heures des audiences. — Ironie du greffier Lacombe. — Les présidents de la grand'chambre, prérogatives du premier président. — Magistrats de la grand'chambre — Serment des parlementaires. — Travaux du premier président. — Son entrée au Palais. — Entrée du Parlement à l'audience de la grand'chambre. — Les plaideurs à genoux. — Vêtements des plaideurs, des procureurs, des avocats, des praticiens, des écoliers et des prêtres. — Les gentilshommes, les princes, les gouverneurs, les ducs et pairs, les hommes d'église. — L'audience. — Affaires réservées à la grand'chambre..... 245

CHAPITRE XI

Les plaidoiries. — La Saint-Yves. — Les avocats plaident pour eux-mêmes. — Les réquisitions et les conclusions des gens du roi. — Écritoire d'argent donné par les capitouls. — Le pas sur les greffiers accordé aux gens du roi. — Affaires plaidées à la grand'chambre. — Manière de rendre les arrêts. — Partage. — Les conseillers clercs et les affaires criminelles. — Prononciation des arrêts. — Appels comme d'abus. — Amendes de fol appel. — Les doyens. — Flagrants délits à l'audience. — Les causes grasses. — La Tournelle. — Les devoirs des greffiers. — Le sceau du Parlement..... 263

CHAPITRE XII

Audiences privées et à huis clos. — Saison où finissaient les audiences publiques. — Récusations. — Le Parlement, corps lai et non ecclésiastique. — Audiences des enquêtes. — Audiences privées de la grand'chambre. — Peines contre les huissiers inexacts. — Heures matinales. — Mesure prise contre les parlementaires en retard. — Chambre des requêtes. — La table de marbre. — Audiences extraordinaires. — Assemblées générales des chambres. — Mesures disciplinaires. — La décence des vêtements. — Les reddes des prisons..... 277

CHAPITRE XIII

Grandeur et simplicité. — Journées laborieuses des parlementaires. — Le foyer des parlementaires. — Distribution des procès aux chambres du Parlement. — Age des conseillers et des présidents. — Raillerie d'un chroniqueur. — Mot de Montaigne. — Procès à la grand'chambre et aux requêtes. — La barre. — Procédures distribuées aux parlementaires rapporteurs. — Procès envoyés aux enquêtes. — Contestations entre les chambres. — Les sabbatines. — Les épices. — Injures de Michel Menot. — Un mot injuste d'Henri IV. — Honneurs de la grande entrée aux premiers présidents prenant possession de leurs charges. — Installation des premiers présidents. — Les petites entrées. — Les premiers présidents partout les premiers. — Les premiers présidents du Parlement de Toulouse au Parlement de Paris. — Les premiers présidents à la mort des rois. — L'hôtel des premiers présidents. — La Basoche..... 294

CHAPITRE XIV

Avènement d'Henri II. — Composition du Parlement. — Projet de réduire les charges. — Les barbes blanches. — Suppression de la chambre des requêtes. — Les grands jours au Puy. — La peste. — Le Parlement reste à Toulouse. — Mesures pour ramener le peuple et la prospérité. — Les désordres de la Guyenne devant le Parlement. — Le Parlement de Bordeaux jugé par le Parlement de Toulouse. — Harangue du chancelier Olivier. — La taille et les impositions extraordinaires. — Nombre des procureurs. — L'inquisition. — Supplice des protestants. — Les grands jours à Béziers. — Le président Michel Dufaur de Saint-Jory, baron du Parlement. Querelle des États et du Parlement. — Châtiment contre les défaillances des prêtres. — L'évêque Jean de Lettes. — Un pamphlet. — Réponse du président Jean de Mansencal. — Décision de la Sorbonne. — Signe de royale affection de Henri II. — Rigueurs contre les protestants dans la province. — Le visionnaire Postel. — Résistance à un édit bursal. — Les présidiaux. — Jean de Coras. — Antoine de Lautrec. — Marc-Antoine Muret. — Université florissante. — Ligue des États et du Parlement contre la Réforme et contre la création de nouvelles charges. — Supplices des protestants. — Bandes armées. — Volonté du roi. — Gages du premier président. — Prérogatives du premier président. — La peste. — Menace d'une invasion espagnole. — Bataille de Saint-Quentin. — La magistrature, quatrième ordre dans l'État. — Rétablissement de la chambre des requêtes. — Plaintes des États. — Défaite de Gravelines. — Lettres de jussion au Parlement. — Fêtes à la Cour et mort d'Henri II. — La peste. — Deuil du Parlement. — Avènement de François II..... 323

avocats. — Grandeur de ces audiences. — Ordre des préséances. — La messe rouge. — L'offrande. — Lecture des ordonnances sur les devoirs des magistrats, des huissiers, des avocats, des gens du roi, des juges inférieurs et des procureurs. — La prestation du serment est la fête du Palais. — Ouverture des audiences. — Les arrêts généraux. — Éclat des audiences..... 220

CHAPITRE X

Audiences de la grand'chambre. — Mort des parlementaires. — Mort des avocats. — Assemblées des chambres. — Vacances aux jours de fêtes. — La vie des parlementaires en vacances. — Heures des audiences. — Ironie du greffier Lacombe. — Les présidents de la grand'chambre, prérogatives du premier président. — Magistrats de la grand'chambre — Serment des parlementaires. — Travaux du premier président. — Son entrée au Palais. — Entrée du Parlement à l'audience de la grand'chambre. — Les plaideurs à genoux. — Vêtements des plaideurs, des procureurs, des avocats, des praticiens, des écoliers et des prêtres. — Les gentilshommes, les princes, les gouverneurs, les ducs et pairs, les hommes d'église. — L'audience. — Affaires réservées à la grand'chambre..... 245

CHAPITRE XI

Les plaidoiries. — La Saint-Yves. — Les avocats plaidant pour eux-mêmes. — Les réquisitions et les conclusions des gens du roi. — Écritoire d'argent donné par les capitouls. — Le pas sur les greffiers accordé aux gens du roi. — Affaires plaidées à la grand'chambre. — Manière de rendre les arrêts. — Partage. — Les conseillers clercs et les affaires criminelles. — Prononciation des arrêts. — Appels comme d'abus. — Amendes de fol appel. — Les doyens. — Flagrants délits à l'audience. — Les causes grasses. — La Tournelle. — Les devoirs des greffiers. — Le sceau du Parlement..... 262

CHAPITRE XII

Audiences privées et à huis clos. — Saison où finissaient les audiences publiques. — Récusations. — Le Parlement, corps lai et non ecclésiastique. — Audiences des enquêtes. — Audiences privées de la grand'chambre. — Peines contre les huissiers inexacts. — Heures matinales. — Mesure prise contre les parlementaires en retard. — Chambre des requêtes. — La table de marbre. — Audiences extraordinaires. — Assemblées générales des chambres. — Mesures disciplinaires. — La décence des vêtements. — Les reddes des prisons..... 277

CHAPITRE XIII

Grandeur et simplicité. — Journées laborieuses des parlementaires. — Le foyer des parlementaires. — Distribution des procès aux chambres du Parlement. — Age des conseillers et des présidents. — Raillerie d'un chroniqueur. — Mot de Montaigne. — Procès à la grand'chambre et aux requêtes. — La barre. — Procédures distribuées aux parlementaires rapporteurs. — Procès envoyés aux enquêtes. — Contestations entre les chambres. — Les sabbatines. — Les épices. — Injures de Michel Menot. — Un mot injuste d'Henri IV. — Honneurs de la grande entrée aux premiers présidents prenant possession de leurs charges. — Installation des premiers présidents. — Les petites entrées. — Les premiers présidents partout les premiers. — Les premiers présidents du Parlement de Toulouse au Parlement de Paris. — Les premiers présidents à la mort des rois. — L'hôtel des premiers présidents. — La Basoche..... 294

CHAPITRE XIV

Avènement d'Henri II. — Composition du Parlement. — Projet de réduire les charges. — Les barbes blanches. — Suppression de la chambre des requêtes. — Les grands jours au Puy. — La peste. — Le Parlement reste à Toulouse. — Mesures pour ramener le peuple et la prospérité. — Les désordres de la Guyenne devant le Parlement. — Le Parlement de Bordeaux jugé par le Parlement de Toulouse. — Harangue du chancelier Olivier. — La taille et les impositions extraordinaires. — Nombre des procureurs. — L'inquisition. — Supplice des protestants. — Les grands jours à Béziers. — Le président Michel Dufaur de Saint-Jory, baron du Parlement. Querelle des États et du Parlement. — Châtiment contre les défaillances des prêtres. — L'évêque Jean de Lettes. — Un pamphlet. — Réponse du président Jean de Mansencal. — Décision de la Sorbonne. — Signe de royale affection de Henri II. — Rigueurs contre les protestants dans la province. — Le visionnaire Postel. — Résistance à un édit bursal. — Les présidiaux. — Jean de Coras. — Antoine de Lautrec. — Marc-Antoine Muret. — Université florissante, — Ligue des États et du Parlement contre la Réforme et contre la création de nouvelles charges. — Supplices des protestants. — Bandes armées. — Volonté du roi. — Gages du premier président. — Prérogatives du premier président. — La peste. — Menace d'une invasion espagnole. — Bataille de Saint-Quentin. — La magistrature, quatrième ordre dans l'État. — Rétablissement de la chambre des requêtes. — Plaintes des États. — Défaite de Gravelines. — Lettres de jussion au Parlement. — Fêtes à la Cour et mort d'Henri II. — La peste. — Deuil du Parlement. — Avènement de François II..... 323

CHAPITRE XV

Querelles entre les parlementaires et les capitouls. — Supplices des protestants. — Corruption des mœurs. — Châtiments. — Procès de Martin Guerre. — Rapport de Jean de Coras. — Opinion de Montaigne. — La famine. — Les guerres de religion. — Le Parlement est pour les Guise contre Condé. — Supplices dans le Bas-Languedoc. — Sédition des écoliers de l'Université. — La Réforme à Montauban. — Mort de François II. — Régence de Catherine de Médicis. — Avènement de Charles IX. — Massacre des protestants. — Ardeur des sermonnaires protestants. — Progrès de la Réforme. — Amnistie en faveur des calvinistes. — Édit de Romorantin. — Défiance du Parlement. — Menaces des protestants. — Destruction des autels et des églises par les protestants. — Aggravation des discordes. — Humiliation des capitouls. — Entrée à Toulouse du seigneur de Terride. — Son arrivée au Parlement. — Mesures prises par lui. — Agitation dans la province. — Lettre du procureur général à la régente et au gouvernement. — Sectaires emprisonnés. — Édit de 1561. — Élection de huit protestants au capitoulat. — Désordre à Toulouse. — Édit de janvier 1562. — Résistance du Parlement. — Enregistrement avec réserves. — Édit de paix devenu un signal de guerre..... 351

CHAPITRE XVI

Premiers temples de la Réforme à Toulouse. — Représailles des protestants. — Déclaration royale de 1562. — Résistance des protestants. — Une émeute à Toulouse. — Arrêt du Parlement. — Terreur dans la province. — Les deux partis s'arment pour reprendre la guerre. — Le ministre Barelles. — Montluc. — Remontrance du Parlement aux capitouls. — Le viguier Portal. — Prise de divers quartiers de la ville par les protestants. — Le Palais transformé en forteresse. — Gaston de Foix. — Incendie des boutiques du Palais. — Sortie des protestants. — Les capitouls cassés par le Parlement et déclarés infâmes, traîtres et rebelles au roi. — Appel aux armes par les parlementaires. — Tocsin. — Bataille dans les rues. — Mot de Montluc. — Victoire des catholiques. — Un évêque à la tête de son armée. — Déroute des protestants. — Regrets de Montluc. — Entrée de Montluc à Toulouse. — Sa harangue au Parlement. — Les pillards. — Procession en l'honneur de la victoire. — Les morts. — Cruauté de Montluc. — Représailles après la victoire. — La maison de Jacques de Bernuy, président des enquêtes. — Les prisons. — Le ligueur Portal décapité. — Supplices du capitoul Mandinel, du capitaine Paul, de bourgeois, d'avocats, de moines, d'hommes du peuple et d'écoliers. — La pitié du père Lombard. — Récits envenimés des historiens protestants. — Redoublement de surveillance et de cruauté. — Encoi-

ragements du roi. — Vierges folles. — Collège de jésuites. — Les nouveaux capitouls. — Leur harangue au Parlement. — Rigueur du Parlement contre ses membres entachés d'hérésie. — Apaisement de Montluc. — Arrêt redoutable du Parlement. — Représailles des protestants et des catholiques. — Siège de Montauban. — Catherine de Médicis blâme le Parlement. — Déclaration clémentine du roi. — Résistance du Parlement. — Seconde déclaration royale. — Troisième déclaration royale. — Remontrances du Parlement. — Lettres patentes rétablissant sur leurs sièges les magistrats proscrits. — Procession de la délivrance..... 375

CHAPITRE XVII

Le premier président de Mansencal. — Sa mort. — Le premier président Daffis. — Les États à Carcassonne. — Négociations de Montluc. — Marche des protestants sur Toulouse. — Écoles fermées. — Murs d'enceinte du Palais. — Destruction de ce mur par le peuple. — Prophétie de Nostradamus. — Retour de Montluc à Toulouse. — Une ligue en Languedoc. — Édit de pacification. — Lettres de la reine Catherine de Médicis, du roi et du connétable de Montmorency. — Résistance des gens du roi. — Enregistrement de l'édit. — Refus du Parlement de rétablir dans leurs charges les magistrats protestants. — Formulaire dressé en Sorbonne. — Refus des conseillers protestants de prêter le serment contenu dans ce formulaire. — Dispense du serment autorisée par le roi. — Retour des proscrits. — Leurs prétentions. — Les réparations. — Le gouverneur Damville. — Son entrée au Parlement. — Coutume de quitter l'épée en siégeant au Parlement. — Hésitation du gouverneur. — Remontrances du Parlement. — Ordonnance du chancelier de L'Hôpital. — Les jésuites chassés de Pamiers se réfugient à Toulouse. — Réveil des troubles religieux. — Entrée du roi Charles IX à Toulouse. — Lit de justice. — Les présidents Daffis et de Paulo créés chevaliers. — Procession générale du Saint-Sacrement. — Les calvinistes de Pamiers. — Conférence de Bayonne. — Le président Lathomy. — Agitation. — Nouveaux troubles religieux à Pamiers. — Émeute des écoliers à Toulouse. — Reprise des guerres de religion. — Suspension du cours de la justice. — Arrêts du Parlement. — Liaison du Parlement et du vicomte de Joyeuse. — Les magistrats protestants interdits de leurs charges. — Approbation du roi. — Traité de pardon de Longjumeau. — Récriminations. — Mort de Rapin..... 403

CHAPITRE XVIII

L'avocat général Bertrand d'Ayguas. — Duranti nommé avocat général. — Création de nouvelles charges. — Les vieux parlementaires. — Les

nouveaux parlementaires. — Résistance du Parlement à l'édit de pacification. — Remontrances des capitouls au roi. — Liste des suspects. — Reprise de la guerre religieuse. — Arrestations. — Les parlementaires aux remparts. — Une croisade. — Révocation des édits de proscription. — Saisie des domaines de la reine de Navarre et du prince de Béarn. — Service divin rétabli dans les églises. — Guerre avec le Béarn. — Bataille de Jarnac. — Mort du prince de Condé. — Guerre acharnée en Languedoc. — Joie de Montluc. — Arrêt du Parlement contre les huguenots. — Hymne à la Vierge. — Représailles des huguenots. — Trésor ruiné. — Création de nouvelles charges au Parlement. — Remontrances. — Suppression de la Chambre des requêtes, et tolérance envers les magistrats huguenots. — Refus du Parlement d'accepter cet édit. — Coligny en Languedoc. — Surprise de Montluc. — Pillages et incendies. — Colère du peuple contre le gouverneur Damville. — La vengeance de Rapin. — Coligny repoussé devant Toulouse par La Valette. — Fuite de l'armée protestante. — Renaissance de la vie judiciaire. — Règlements nouveaux. — La huitième paix. — Les protestants reprennent leur religion et leurs places fortes. — Armand de Cavaignes. — Les magistrats proscrits remontent sur leurs sièges. — Vengeance du Parlement contre les revenants. — Remontrances. — Arrêt contre les moines. — Arrêt sur les vêtements. — La Saint-Barthélemy. — Massacres. — Gâches et Duranti. — Jean de Coras. — Latger. — Ferrières. — Armand de Cavaignes. — Guerre dans toute la province. — Nouvel édit de pacification. — Sollicitudes du Parlement. — Largesses de onze bourgeois toulousains. — François de Bourbon, gouverneur du Languedoc. — États à Compiègne. — Duranti prisonnier en Périgord. — Mort de Charles IX. — Renouvellement du Parlement. — Rétablissement de la Chambre des requêtes. — Henri III. — Harangue des capitouls au Parlement. — Liste de suspects. — Les sorciers. — Confirmation du Parlement par le roi. — Continuation de la guerre civile. — Le conseil de guerre au Parlement. — Tentative de République à Nîmes. — Nouvel édit de pacification. — La Ligue. — Les conférences de Bergerac. — Départ du premier président pour Bergerac. — Son retour. — Entrée du duc de Montpensier à Toulouse. — Joies de la paix, 427

CHAPITRE XIX

Traité de Poitiers. — La reine Catherine et la reine Marguerite en Languedoc. — Guy Dufaur de Pibrac. — Édit de Nérac. — Reprise de la guerre. — Remontrances. — La guerre des Amoureux. — Le prix des fleurs de Clémence Isaure versé au Trésor. — La peste. — Traité de paix. — Mort du premier président Daffis. — Son portrait. —

L'avocat général Duranti nommé premier président. — Charge de conseiller donnée à titre de dot. — La Rocheflavin président des requêtes. — Rivalité d'Anne de Joyeuse et de Montmorency. — Le Parlement se met du côté de Joyeuse. — Duranti ardent pour la cause de Joyeuse. — Émeutes des écoliers. — Université. — Culte catholique. — Procès au Parlement. — Lenteur des procès. — Premières années de la Ligue. — Conférence religieuse de Nérac. — Édît du roi. — Députés du Parlement envoyés au roi. — La Ligue rallume la guerre civile. — Le parti des politiques. — Duplessis-Mornay. — Son complot. — Édît de Nemours. — Joie du Parlement. — Suppression de la Chambre de l'Isle-en-Albigeois. — Mesures prises par le Parlement, qui prend en main tous les pouvoirs. — Désordres dans les couvents. — Messe solennelle. — L'avocat général Pierre de Be-loi défend le roi de Navarre. — Guerre dans la province. — Création de nouvelles charges. — Le poète Baïf. — Arrêt du Parlement. — Bataille de Coutras. — Lettre du roi de Navarre au Parlement. — Suspension du cours de la justice. — La peste..... 467

CHAPITRE XX

Contagion de la Ligue. — Discours du roi. — Édît de réunion. — Mort du duc de Guise. — Fermentation à Toulouse. — Les sermonnaires. — Le comité des Dix-Huit. — Agitation causée par l'évêque Urbain de Saint-Gelais et l'avocat Tournier. — Lettre du roi à Duranti. — Discours de Duranti au Parlement. — Séance du Parlement. — Ardeur et ressentiments. — Conseil général au Capitole. — Arrivée de Duranti au Capitole. — Proposition de déchéance du roi. — Exaltation des ligueurs. — La question de la déchéance du roi au Parlement. — Duranti sort du Parlement. — Sa marche vers le Capitole. — Barricades. — Pamphlet d'Urbain de Saint-Gelais. — Duranti en prison. — Perquisition chez Duranti. — L'évêque de Comminges roi de Toulouse. — Duranti au couvent des jacobins. — Arrestation de l'avocat général Daffis. — Le souvenir du massacre des protestants. — Mort de Duranti. — La place Saint-Georges. — Mort de Daffis. — Inhumation de Duranti et de Daffis. — Haines populaires. — Arrêt du Parlement ordonnant les honneurs funèbres. — Cérémonie des honneurs funèbres. — Jugement sur Duranti. — Son portrait. 487

CHAPITRE XXI

Le président Dufaur de Saint-Jory et les parlementaires de cette époque. — Émotion causée dans le royaume par la mort de Duranti et de Daffis. — Le formulaire de la Ligue. — Divers procès au Parlement. — Le Parlement veille à tout. — Mort de Catherine de Médicis. — La Baillée des roses..... 512

CHAPITRE XXII

Toulouse après la mort des Guise. — Leur apothéose. — Mayenne et le Parlement. — Les États à Castelnaudary. — Le cardinal de Bourbon nommé roi sous le nom de Charles X. — Le Parlement se jette dans la Ligue. — Placards sur les maisons de la ville. — Appel au régicide. — Le Parlement à Carcassonne. — Guerre à coups d'arrêts entre le Parlement de Toulouse et le Parlement de Carcassonne. — Alliance de Henri III et du roi de Navarre. — Mort de Henri III. — Explosion de joie. — Deux nations rivales. — Les Parlements du royaume. — Le Parlement reconnaît le cardinal de Bourbon pour roi — Le Parlement de Carcassonne reconnaît pour roi de France le roi de Navarre. — L'évêque de Rodez. — La trêve. — Les sermonnaires. — L'évêque Urbain de Saint-Gelais et la confrérie du Saint-Sacrement. — Violence des sermonnaires. — L'évêque de Comminges en habit de guerre. — Agitation à Toulouse. — Une émeute. — Une procession de la Ligue. — L'évêque de Comminges maître de la ville. — Le président Bertrandi. — Détente dans les esprits. — Reprise de la guerre. — Fuite de l'évêque de Comminges. — Négociations. — Le premier président Jean d'Auxerre — Les États de la Ligue. — Mort du cardinal de Bourbon. — L'armée du roi de Navarre. — Promesses du prévôt des marchands et de l'échevin de Paris à la ville de Toulouse. — L'archevêque Genebrard et les envoyés de Mayenne. — Conspiration contre le Parlement. — L'avocat Tournier. — Bataille dans les rues. — Le peuple de l'île de Tounis. — Arrêt publié au nom du Parlement. — Les pamphlets de ce temps..... 521

CHAPITRE XXIII

Assemblées mystérieuses. — Les graines de pillage. — Sermon d'un capucin contre le Parlement. — Orages sur le Parlement. — Retraite du président de Paulø. — La monnaie. — Le duc de Joyeuse lieutenant général. — Évasion du jeune duc de Guise. — Bulle de Grégoire XIV contre le roi de Navarre. — Joyeuse prend Carcassonne. — Dissolution du Parlement de Carcassonne. — Mort de l'avocat général Gibbron. — Rançon du Président de la Bourgade. — Entrée de Joyeuse à Toulouse. — La Ligue Campanelle. — Mort du maréchal de Joyeuse. — Mort du prince Scipion de Joyeuse. — Mort du conseiller Jean d'Ouvrier. — Refus du cardinal de Joyeuse de prendre le commandement des troupes. — Le frère capucin Ange de Joyeuse devient général d'armée. — Un quatrain. — Le frère Ange à la cathédrale. — Sourires du Parlement. — Irritation du cardinal de Joyeuse. — Prise d'armes contre le Parlement. — La paix. — Triste état de la province. — Honneurs funèbres rendus au maréchal et au prieur de Joyeuse. — Pression de Joyeuse sur les États. — Serment

des États. — Parlement de Béziers. — Le Béarnais. — Divisions à Toulouse. — La Ligue dispersée se maintient à Toulouse. — Nouvelle de l'entrée de Henri IV à Paris. — Attitude du Parlement. — Deux députés du roi au Parlement — Les députés du Parlement envoyés au roi..... 547

CHAPITRE XXIV

Mort du président Bertrandi. — Le président Dufaur de Saint-Jory. — La Ligue aux États de Lavaur. — Les sermonnaires. — Le cordelier Maurel. — Le cordelier Maurel et le Parlement. — Le cordelier Maurel au Capitole. — Arrêt contre la Basoche. — Retour de Paris des députés du Parlement. — La légende du saut périlleux. — Négociations du Parlement avec les envoyés du roi. — Intrigues de Joyeuse. — Conférences. — Arrêts qui détruisent la Ligue. — Colère de Joyeuse. — Désordres à Toulouse. — Rentrée de Joyeuse à Toulouse. — Il n'ose s'emparer du Capitole. — Joyeuse et le cordelier Maurel au Palais. — Menaces de faire sauter le Palais. — Réponses des parlementaires. — Départ du Parlement pour Castelsarrasin..... 566

CHAPITRE XXV

Castelsarrasin. — Le Parlement à Castelsarrasin. — Détresse des parlementaires. — Arrêts politiques. — Chambre de l'Édit à l'Isle-en-Albigeois et à Castres. — Le Parlement ligueur à Toulouse. — Entrée en campagne des armées de Languedoc. — Joyeuse aux portes de Castelsarrasin. — Le pape lève l'excommunication contre le roi. — Soumission des ligueurs. — Chambre de Béziers réunie au Parlement de Castelsarrasin. — Mort du président de la Bourgade. — Chambre de l'Édit à Castres. — Dernière conférence pour la paix. — Édit de Folembray. — Soumission du Parlement ligueur. — Allégresse publique à Toulouse. — Retour à Toulouse du Parlement de Castelsarrasin. — Joyeuse et le président Dufaur de Saint-Jory. — Rentrée à Toulouse. — Réouverture du Palais. — Séance du retour. — Serment de fidélité de Joyeuse. — Deux vers de *la Henriade*. — Mort de Joyeuse. — Le marquis de Villars. — Jugement sur la scission du Parlement. — Le Parlement de Castelsarrasin et les Parlements de France. — Belle prière du père Lombard..... 580

CHAPITRE XXVI

Situation de la France. — Réouverture du Parlement. — Assemblée des notables à Rouen. — Le président Dufaur de Saint-Jory à Rouen. — Harangue du roi à l'assemblée des notables. — Travaux du Parlement de Toulouse. — Question de préséance entre le Parlement et les capitouls. — Sédition prête à renaître. — Fermeté du Parlement. — Magistrats savants. — Examen des magistrats. — Le président

Dufaur de Saint-Jory nommé premier président. — Mot de Crillon. — Les jésuites de Tournon. — Vigilance du Parlement. — L'évêque de Castres Jean de Fosces. — Réformes dans l'Université. — Divers arrêts. — Mesures de rigueur et de justice. — Plaintes des protestants contre l'intolérance des catholiques. — Édit de Nantes. — Enregistrement de l'édit par le Parlement et remontrances. — Harangues du roi au Parlement de Paris et au Parlement de Bordeaux. — Obéissance du Parlement de Toulouse. — Henri IV et les Parlements. — L'aurore du dix-septième siècle..... 611

CHAPITRE XXVII

Divers arrêts du Parlement. — Le conseiller Guitard de Raté, évêque de Montpellier. — Troubles à Pamiers et à Montpellier. — Le procureur général de Caminade et l'avocat général de Caumels. — Les présidents protestants et catholiques de la chambre de l'Édit. — Divers arrêts. — Le conseiller Philippe de Bertier. — Mort du premier président Dufaur de Saint-Jory. — Son portrait. — Fin du seizième siècle. — Jours de fêtes. — Bandes de pillards et de démolisseurs. — Divers arrêts. — Création de nouvelles charges. — Luites du Parlement et du roi. — Confusion et désordres dans la province. — Entrée de Montmorency à Toulouse, en qualité de connétable. — Les calvinistes de Nîmes. — Antoinette d'Orléans aux Feuillantines. — Arrivée du premier président Nicolas de Verdun. — Son installation. — Le greffier Malenfant. — Les duels des écoliers. — Le duc de Bouillon. — Chambre de l'Édit de Castres. — Le duc de Ventadour au Parlement — Le Parlement et la Cour des aides. — Le Parlement et le bureau de la chambre des trésoriers de Béziers. — Le Parlement et les États. — Les limites entre le Dauphiné et le Languedoc. — Divers arrêts du Parlement. — Le brigandage en Gascogne. — Colère du roi et arrêts du Parlement. — Conspiration déjouée. — Supplices. — Châtiment infligé à un conseiller..... 634

CHAPITRE XXVIII

Disette. — Le Parlement et Sully. — Le Parlement et le conseil privé. — Le premier président de Verdun, le conseiller de Fillère et l'avocat général de Caumels. — La prière pour le roi. — La guerre aux loups. — Entrée du duc Henri de Montmorency à Toulouse. — Séance au Parlement. — Un régicide. — Haine de la France et de l'Espagne. — Bande de brigands. — Les Guise. — Histoire faussée par Michelet. — Le Parlement vengeur de toutes les injustices et protecteur des droits et des libertés de la province. — Lutte du Parlement contre Sully. — Mesures de police en ville et au Palais. — La peste. — Inondation de la Garonne. — Tremblement de terre. — Incendie. — Les pierres du

TABLE DES MATIÈRES

759

Palais à la cathédrale de Toulouse. — Désordres des écoliers. — Divers arrêts. — Discipline des couvents et des églises. — Le roi des violons. — Les dettes du connétable et du cardinal de Joyeuse. — Le pape et le Parlement. — Arrêts contre les protestants. — Arrêt contre le substitut du procureur général et un avocat du roi. — Suppression du juge d'appel du comté de Foix. — Réunion de la Navarre à la Couronne..... 664

CHAPITRE XXIX

Le barreau à la fin du seizième siècle. — Les plaidoyers de Jacques de Puymisson. — Pressentiment de Jacques de Puymisson. — Claude de Terlon. — Étienne Molinier. — Martres. — Durand. — Jean Cardonne. — Jacques de Lagorrec. — Ferrières. — Tournier et les autres avocats. — Les avocats généraux. — Pierre de Beloi. — Pierre de Caumels. — Le procureur Gabriel Cayron. — Vers de Maynard. — Gérard de Maynard. — Éloquence judiciaire sous Henri IV. — Les discussions des parlementaires à la chambre du conseil. — La langue française à la fin du seizième siècle. — Les dimanches d'été au château de Saint-Jory..... 684

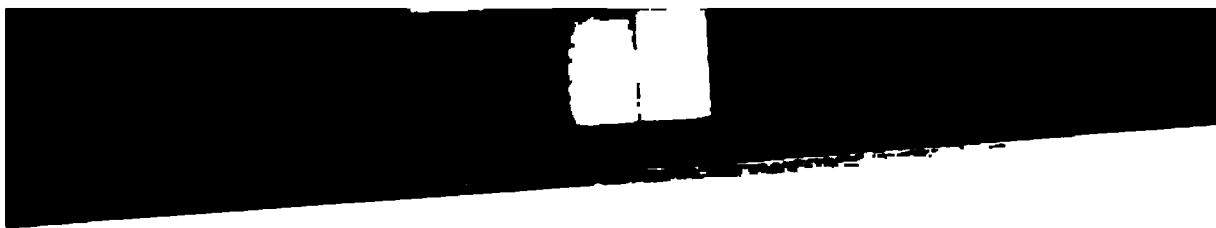
CHAPITRE XXX

Une embellie. — Concile provincial. — Les Morisques. — Procès de la belle Violante, du moine Burdés, du conseiller au sénéchal Gayraud, de l'écolier Candolas et du clerc au greffe Esbaldit, accusés d'assassinat. — Rapport de Guillaume de Séglà. — Mort de Henri IV. — Lettre de Louis XIII au Parlement. — Douleur des parlementaires. — Mesures prises par le Parlement. — Proclamation de l'avènement de Louis XIII. — Cérémonie funèbre en l'honneur de Henri IV. — Confirmation du Parlement par Louis XIII. — Composition du Parlement. — Vœux de Henri IV. — Jugement sur Henri IV. — Procession et *Te Deum* en l'honneur de Louis XIII. — Le premier président Nicolas de Verdun, nommé premier président du Parlement de Paris. — Retraite et mort des parlementaires..... 720

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

ERRATA

Pages	42	ligne	6, lisez : apportent au lieu de apportant.
—	44	—	17, lisez remplissaient au lieu de rempliraient.
—	70	—	29, une virgule après St-Jory et non point et virgule.
—	80	—	18, lisez : donna au lieu de donne.
—	80	—	20, lisez 5,000 au lieu de 500,000.
—	80	—	29, lisez sous au lieu de par.
—	86	—	5, lisez sortit de prison au lieu de en sortit.
—	91	—	22, lisez de ne plus s'assembler, au lieu de s'assembler.
—	98	—	2, lisez Murviel au lieu de Murriel.
—	103	—	8, lisez second au lieu de premier.
—	109	—	17, lisez Lafaille au lieu de Lataille.
—	112	—	1, lisez relevée au lieu de relevés.
—	122	—	9, lisez Sire au lieu de Sir.
—	127	—	2, lisez à au lieu de de.
—	136	—	24, une virgule après le mot amende, et non point et virgule.
—	140	—	28, lisez près au lieu de proche.
—	144	—	12, lisez Sabatéri et non Sabaséri.
—	144	—	23, lisez d'Olmières.
—	153	—	2, lisez leur au lieu de lui
—	158	—	2, lisez chez au lieu de dans.
—	165	—	19, lisez se répandant et non répendant.
—	172	—	13, lisez la sœur au lieu de sa sœur.
—	184	—	24, lisez chancelier au lieu de conseiller.
—	192	—	7, lisez dix mille au lieu de six mille.
—	193	—	23, lisez parties au lieu de partis.
—	200	—	24, lisez inondaient au lieu de inondèrent
—	202	—	5, lisez des travaux au lieu du palais.
—	216	—	8 et 9, lisez : et la grande porte ombragée de lierre et d'herbes folles, cette ancienne porte.
—	239	—	24, lisez de n'invoquer au lieu d'invoquer.
—	614	—	5 et 6 : lisez la violente au lieu de le violent.
—	619	—	5, lisez Institutes au lieu de Digeste.
—	640	—	6, lisez frère au lieu de père.





Stanford University Libraries
[REDACTED]
3 6105 005 460 360

JN
2429
T65
D8
V.1

STANFORD UNIVERSITY LIBRARIES
CECIL H. GREEN LIBRARY
STANFORD, CALIFORNIA 94305-6004
(415) 723-1493

All books may be recalled after 7 days

DATE DUE

1996
MAR 05 1998
MAY 13 1996
AUG 10 2000
JUL 24 2000

